



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la rubrique de presse et d'ajouter des infos sur la Syrie, je suis trop crevé.

J'en ai marre aussi du niveau misérable de toutes ces polémiques qui nous détournent de l'essentiel, même si on les traite sur le plan politique. Quelle société de merde que la leur, on en a la nausée ! Et dire que je suis à 10.000 kilomètres de la France... Je ne suis pas satisfait des dernières causeries, je n'ai pas assez de temps à consacrer à chaque thème abordé. Je m'épuise à force.

Une offensive mondiale orchestrée à coups de propagande par l'OMS, Bruxelles, au profit des plus puissants trusts alimentaires mondiaux.

Epidémies réelles ou contrôlées, dans tous les cas instrumentalisées :

- poulet : H1N1, grippe aviaire, bovins et ovins : creutzfeldt Jakob ;
- campagne de vaccination préventive massive de la population permettant d'enrichir un peu plus les trusts pharmaceutiques ;

Dérégulation et régulation hasardeuse brouillant les pistes et favorisant la fraude en Europe :

- cheval mêlé à du boeuf ;
- fermeture d'usines entières en France notamment et réorganisation de la filière au profit de trusts plus rentables (Brésil)

Ecotaxe :

- doit aboutir à la liquidation des petites et moyennes entreprises qui ne pourront pas la répercuter dans leurs prix de vente au profit de puissants trusts, de multinationales...

On pourrait se dire au premier abord que la liquidation de petites ou moyennes exploitations agricoles ou entreprises agroalimentaires serait en contradiction avec la politique affichée de la Banque mondiale et de l'OCDE en faveur des PME, mais ce n'est pas le cas dans ce secteur clé de l'économie où ils privilégient au contraire la concentration ou le monopole pour pouvoir avoir dessus un contrôle totale, ce qui est déjà le cas dans d'autres secteurs clés tels l'information, la communication, l'énergie,

les transports, la chimie, la pharmacie, etc. l'alimentation ou l'agroalimentaire en faisant partie car ils concernent directement les besoins de la totalité de la population, ils ne veulent laisser le soin à personne d'autres qu'à eux-mêmes, les oligarques, d'exercer un pouvoir sur des secteurs de l'économie qui correspondent à des besoins élémentaires de la population, condition inscrite dans leur stratégie politique pour parvenir à dominer le monde sans partage.

Selon les secteurs ou branches d'activité économiques ils peuvent se contenter d'exercer leur pouvoir sur eux par le biais des banques, dans ce cas-là ils se contenteront d'un pouvoir de contrôle sur eux à valeur coercitive en cas de besoin, tandis que dans les secteurs qu'ils jugent stratégiques, auxquels on pouvait ajouter évidemment l'armement, ils les détiennent en mains propres, de telle sorte que la satisfaction des besoins élémentaires de la population mondiale dépend uniquement de leur volonté, autrement dit, en ajoutant encore la finance sur laquelle ils exercent déjà leur pouvoir, ils sont déjà les maîtres du monde, il leur reste à consolider leur pouvoir politique et dans certains secteurs économiques clés pour que leur emprise sur la population mondiale soit totale, définitive, inaliénable, incontestée et surtout incontestable.

Après les homosexuels, les prostituées, à croire qu'au PS la politique se situe en-dessous de la ceinture ! On peut en sourire pour se détendre tant ils sont d'une médiocrité effroyable, mais cela ne doit pas nous distraire de l'essentiel qui est beaucoup sérieux et grave, entendons par là la dégénérescence accélérée de la civilisation dont cette politique n'est que le symbole, piteux.

Si je peux me permettre, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'UMP n'a pas vocation à traiter ces questions qui viennent heurter sa nature et son image de parti conservateur, conservateur au sens réactionnaire sur le plan politique, conservateur des moeurs ou de certains rapports sociaux qui déterminent l'identité culturelle de la population française ou que l'immense majorité de la population a adoptés, dans lesquels elle se reconnaît sur le plan culturel, souvent reliés à la religion dominante dans ce pays dont les liens avec la classe dominante ne sont un secret pour personne.

Tandis que le PS, qui se veut progressiste et épris de liberté et d'égalité, est plus à même de mettre en avant ces thèmes sociétaux ou de représenter les revendications de minorités ou de communautés qui estiment que leurs droits seraient bafoués ou qui feraient l'objet de discrimination.

Il faut qu'il y ait sur le plan politique un parti qui incarne le conservatisme et un parti qui incarne le libéralisme, un bon et un méchant, pour justifier les mesures que sera amené à prendre le bon afin d'obtenir le soutien de la majorité de la population éprise de progrès social, de liberté, de justice, et qui de ce fait ne sera pas portée à se poser des questions sur ses véritables intentions ou les tenants et les aboutissants de ces mesures dites prétendument de justice sociale.

La gauche et l'extrême gauche lui emboîteront le pas puisque de telles mesures ne peuvent être que progressistes venant d'un parti de gauche, le PS, ainsi l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures devrait être acquise et une large majorité parlementaire permettra de les adopter. Autre avantage et non des moindres, cela permettra de faire d'une pierre deux coups, car en soudant l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche autour du PS, ils se retrouveront pour ainsi dire neutralisés et dans l'impossibilité de mobiliser les masses contre la politique antisociale que le PS fera passer sans encombre ou presque pendant ce temps-là, ce qu'il n'aurait peut-être pas pu faire avec autant de facilité autrement, surtout que les questions sociétales qui ont été traitées précédemment ou simultanément ont été loin de faire l'unanimité et ont profondément divisé les masses qui s'en sont trouvées affaiblis, de même que la gauche et l'extrême gauche, il faut préciser ici que si les masses sont progressistes, elles n'en demeurent pas moins également conservatrices sur certaines questions sociales, sans qu'il y ait une contradiction avec ce qui a été dit plus haut, étant donné que l'adhésion de la majorité de la population à ces mesures était plus théorique que pratique ou qu'elle exprimait davantage une vue de l'esprit ou le produit de l'état d'esprit de la majorité des militants et nos des masses, ce qui démontra au passage qu'ils étaient coupés des masses, qu'à l'occasion ils n'avaient pas hésité à se livrer à une misérable manipulation, parce qu'ils n'avaient pas compris que la classe dominante comptait tirer profit de ces mesures, qui s'inscrivait parfaitement dans le cadre de sa stratégie néolibérale, pour en être la traduction sur le plan idéologique.

Que l'UMP mette en oeuvre ces mesures auraient présenté moins d'avantages, il valait mieux que ce soit le PS qui s'y colle. Cependant, une fois la frontière entre les classes bien entamée ou diluée, il ne serait pas impossible à l'UMP de recourir à la même méthode.

Une autre question qui doit être traitée différemment, l'ecotaxe.

Cette mesure a été initiée par l'UMP sous Sarkozy. Le gouvernement sous Hollande avait décidé de l'appliquer. Le PS et ses satellites y étaient favorables. Depuis il n'y a plus que EELV pour la défendre. La politique de Sarkozy était guidée par les besoins exprimés par les néolibéraux de Washington, Bruxelles, le FMI, etc. On a déjà dit plus haut quel était le but de cette taxe, liquider les entreprises les plus fragiles ou les moins adaptées à la mondialisation au profit des plus puissantes...

Cette taxe a divisé les capitalistes en fonction des critères qui viennent d'être évoqués, entre ceux qui devraient disparaître ou être absorbés et ceux qui devraient demeurer en place et grossir. Evidemment, qui dit liquidation de capitalistes, dit forcément liquidation de milliers d'emplois ou davantage encore. On a vu le PS, la gauche et l'extrême gauche ainsi que les syndicats se diviser sur cette question, mais aussi l'UMP et l'UDI favorables à cette taxe mais moins à ses conséquences sur l'emploi à quelques mois des municipales.

J'ai relevé quelques réactions qui témoignent toutes de préoccupations qui n'ont absolument rien à voir avec les intérêts des travailleurs, entre ceux qui sont pour cette taxe, pour sa suspension, pour un moratoire, pour une modification des modalités de son application, pour sa généralisation à l'échelle européenne, alors qu'en réalité sur le boeuf par exemple la "menace" vient d'Amérique latine, des réactions contradictoires au sein mêmes des différents partis ou au sein du gouvernement, chez les syndicats.

Bref, on en est arrivé au stade du développement du capitalisme où sa survie constitue une menace directe sur de nouveaux pans de l'industrie ou de l'agriculture, de l'élevage, frappant toutes les entreprises incapables de s'adapter à la concurrence mondiale et de dégager autant de profit que celles bénéficiant d'une main d'oeuvre à bon marché ou de fiscalité plus avantageuse, elles sont non seulement moins compétitives sur le marché mais asphyxiées par des charges que l'Etat veut leur faire supporter pour se conformer au TSCG et dans l'impossibilité de ponctionner davantage les masses, Etat étranglé par une dette abyssale et son refus de s'attaquer au capital, de refuser de payer cette dette, de s'émanciper de l'oligarchie financière et de la BCE.

Le gouvernement, tous les partis institutionnels et les directions des syndicats sont pris au piège de leurs propres contradictions qu'ils ont de plus en plus de mal à masquer ou contrôler, montant au créneau pour défendre un régime à l'agonie, manipulant les masses et reculant lorsque celles-ci se mobilisent en interprétant à leur manière une mesure dont elles auraient fait les frais quitte à se retrouver au côté de leur ennemi d'hier et de demain, le tout sur fond d'élections municipales et européennes dans quelques mois, donc de calcul électoraux dont elles sortiront perdantes à tous les coups.

Il est significatif de constater que c'est face à la violence des dernières manifestations que le gouvernement a reculé immédiatement craignant que la situation devienne hors de contrôle. Un enseignement pour le prolétariat et le mouvement ouvrier qui doivent rompre avec le cycle infernal des conférences au cours desquelles les syndicats sont appelés à se situer sur le terrain de la collaboration de classe avec le patronat, et qui doivent compter exclusivement sur leur mobilisation, la grève avec occupation, refuser tout compromis et de reculer face à la violence de l'Etat et des capitalistes, répondre à la négation de leurs droits ou aux agressions dont ils font l'objet en recourant à des méthodes arbitraires ou violentes si nécessaire, à l'expropriation des capitalistes, à la grève (générale) insurrectionnelle pour s'émanciper du joug du capital.

François Hollande a estimé à Bratislava que l'écotaxe est « *un bon principe* »

Le président (PS) du Conseil régional de Bretagne, Pierrick Massiot, a estimé mardi que le Premier ministre et le gouvernement avaient fait « *preuve de lucidité et de courage* » en suspendant l'écotaxe...

Marie-Noëlle Lienemann (PS) veut une adaptation de l'écotaxe...

Noël Mamère s'est dit "accablé" par la décision d'ajourner l'écotaxe...

Jean-Luc Laurent, président du MRC : « *Je salue la décision raisonnable de suspendre la mise en œuvre de l'écotaxe sur l'ensemble du territoire national...* »

Jean-Michel Baylet, président du Parti Radical de Gauche : « *Le PRG se félicite de ce choix* »...

Christian Troadec, maire (DVG) de Carhaix (Finistère) : « *Ce n'est pas suffisant, la Bretagne demande sa suspension définitive* »...

Jean-François Copé (UMP) s'est dit "soulagé que le Premier ministre ait reculé" sur la mise en oeuvre de l'écotaxe...

Le député UMP Dominique Bussereau a estimé que l'écotaxe restait « *une bonne mesure* ».

Jean-Louis Borloo, président de l'UDI et le député UDI d'Ille-et-Vilaine Thierry Benoit, ont salué le "geste d'apaisement" du gouvernement qui a suspendu l'écotaxe.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République : « *Le report sine die de l'écotaxe était le minimum* »...

Le numéro un de la CGT a estimé mardi que les patrons bretons essayaient « *d'utiliser une colère sociale pour leur permettre de ne pas payer une taxe qui permet de mieux vivre ensemble* ». (A Pôle emploi ! - ndlr)

La CFDT a qualifié « *mauvais signe* » la suspension.

La Fédération des transports et de la logistique FO/UNCP s'est « *félicitée* » de la suspension de l'écotaxe et plaide pour une « *écotaxe européenne* ».

France Nature Environnement (FNE) a jugé mardi «*lamentable*» l'annonce par le gouvernement de la suspension sur l'ensemble du territoire de l'écotaxe...

Le président de la FNSEA (majoritaire) Xavier Beulin s'est félicité mardi auprès de l'AFP de l'annonce par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de la suspension sine die de l'écotaxe.

La CGPME a salué mardi dans un communiqué la suspension de l'écotaxe,

Je vous propose en complément un extrait d'un article du PG qui illustre bien la confusion à laquelle a donné lieu cette mesure, confusion qu'entretient le PG pour le compte du gouvernement qu'il soutient en regrettant qu'il ait "*une nouvelle fois cédé*" sur une mesure que bon nombre de travailleurs estimaient également tournée contre eux.

Martine Billard, Co-Présidente du Parti de Gauche - Jeudi 31 Octobre 2013

- "*Dans le cas des mobilisations contre l'écotaxe en Bretagne, on a assisté à une jonction de l'ensemble du patronat, de la FNSEA et des milieux politiques de droite et d'extrême-droite bien décidés à « se faire » le gouvernement. Pendant que tous versent des larmes de crocodiles sur les suppressions d'emplois, les mêmes entreprises font venir des travailleurs roumains super exploités en utilisant la directive européenne sur le détachement de salariés, version à peine amoindrie de la directive Bolkestein. Le patronat dresse cyniquement plus en plus les travailleurs les uns contre les autres. Il a même franchi un nouveau pas en allant jusqu'à les utiliser comme masse de manœuvre contre les CRS avec comme seul objectif la préservation de ses bénéfices. Maintenant que le gouvernement a une nouvelle fois cédé, gageons que les travailleurs vont se retrouver bien seuls pour la défense de leur emploi.*"

ACTUALITÉ DU JOUR

[Une question à propos des Etats-Unis, d'Israël, du Qatar, de l'Arabie saoudite ? Pas vraiment.](#)

- Ayrault en Russie promet d'aborder la question des droits de l'Homme - AFP

- La Syrie au cœur de la visite de Ayrault en Russie - LeMonde.fr

- Mme Trierweiler au Liban où elle visitera un camp de réfugiés syriens - AFP

Selon le Wall Street Journal, le chef des renseignements saoudiens, le prince Bandar ben Sultan al-Saoud, avait déclaré à des diplomates européens que Ryad réduirait sa coopération avec la CIA pour armer et entraîner des rebelles syriens en collaboration avec la France et la Jordanie. AFP 31.10

Rebelles syriens, traduisez : les salafistes takfiris qui égorgent hommes, femmes et enfants...

[Des "volte-faces" qui ont du bon ma foi !](#)

- Cazeneuve: les volte-faces fiscales compensées par "*des économies*" - AFP

Pour compenser le trou budgétaire provoqué par le report de l'écotaxe, "*les budgets 2015, 2016 et 2017 réduiront les déficits exclusivement par des économies*", a-t-il assuré.

"*80% des efforts budgétaires pour 2014 proviennent des économies et ce sera 100% l'année suivante*", a rappelé l'intendant du gouvernement. AFP 31.10

Ne vous réjouissez jamais d'un recul du gouvernement, celui-ci ou un autre, car au bout du compte nous serons toujours perdant, ce que les adeptes de la collaboration de classes s'abstiendront de vous avouer...

[Manipulation. Comment instrumentaliser la "*démocratie lycéenne*" au profit du saccage de l'Education nationale ?](#)

- La colère des jeunes doit pouvoir s'exprimer autrement que par la manifestation - L'Express.fr

Traduction: la colère des jeunes ne devrait pas se manifester dans la rue contre le gouvernement ou l'Etat, mais se retourner contre les proviseurs, leurs professeurs qui refusent que ce soient les lycéens et éventuellement des intervenants étrangers à l'Education nationale qui leur dictent les contenus pédagogiques des programmes scolaires.

C'est comme prétendre que dans les rapports entre les parents et leurs enfants, ce serait à ces derniers de déterminer l'éducation que leurs parents devaient leur donner, alors qu'ils n'en ont manifestement pas les compétences par manque d'expérience tout simplement. L'inversion des rôles conduit infailliblement à l'absence d'éducation ou à l'appauvrissement, à la dégénérescence du contenu pédagogique, objectif du gouvernement, de tous les gouvernements et ministres de l'Education qui se sont succédés depuis plus de 40 ans.

- ... quand il s'agit de favoriser la vie démocratique des lycéens. Vingt-trois ans après les grandes mesures prises par Lionel Jospin, alors ministre de l'Education nationale, pour favoriser la vie lycéenne, cette dernière demeure "moribonde" - jugement sans appel signé par la députée PS du Nord Anne-Lise Dufour-Tonini, auteure informée d'un rapport sur le sujet.

Le rôle des instances élues se heurte au refus fréquent des chefs d'établissements de partager le pouvoir sur la vie scolaire; la liberté d'expression est limitée par l'impossibilité, de droit ou de fait, de toucher aux sujets qui fâchent: sexe, religion, politique et, surtout, pédagogie. Résultat, la démocratie lycéenne s'apparente dans la majorité des cas à un simulacre qui, au mieux, indiffère les jeunes, au pire les convainc que l'exercice d'une citoyenneté libre et éclairée relève surtout de la soumission à l'autorité. Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le seul débouché de la colère lycéenne soit la manif ou le blocage de l'établissement. Les vacances de la Toussaint ont sauvé le gouvernement. L'Express.fr 31.10

[Le communautarisme avait ses ONG, maintenant il a son parti.](#)

- Le parti de la banlieue parie sur les municipales - Liberation.fr

Une nouvelle formation politique, le Parti de la banlieue, a été lancée, hier, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), pour «*défendre le multiculturalisme*» et «*prendre les problèmes de la banlieue à bras-le-corps*». Ce parti, qui compte actuellement sept fédérations, en Ile-de-France et en Martinique, présentera des candidats aux municipales, a annoncé son fondateur, Abdel-Malik Djermoune, lors d'une conférence de presse.

Le Parti de la banlieue dispose d'un programme de 50 propositions, dont la création d'un «*ministère du multiculturalisme*» et la mise en place du «*droit de vote pour les étrangers*». Il milite aussi pour la légalisation de la consommation du cannabis. Liberation.fr 31.10

Le communautarisme sert les intérêts du néolibéralisme pour ne pas dire qu'il est intégré dans sa stratégie pour casser les rapports établis à l'intérieur de la société sur la base des classes ou de la lutte des classes, processus utile pour affaiblir les nations ou les Etats, les partis, essentiellement les partis ouvriers, au profit d'institutions supranationales ou de l'oligarchie financière qui devraient seuls détenir tous les pouvoirs dans l'avenir.

[Faites tomber les masques. La réaction néolibérale et ses valets se mobilisent.](#)

- Paris : Trente ONG manifestent pour les militants de Greenpeace détenus en Russie - 20minutes.fr

Amnesty International, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ou Reporters sans frontières (RSF), à prendre place dans une cage installée sur la place. "Ce n'est pas un combat pour l'écologie, c'est un combat pour la démocratie", a estimé le photographe Yann Arthus-Bertrand, président fondateur de la Fondation GoodPlanet, avant de s'installer derrière les barreaux avec une photo de l'un des trente militants de Greenpeace emprisonnés en Russie.

Les militants de Greenpeace sont "courageux, têtus, déterminés" mais "d'une non-violence absolue", a jugé Susan George, présidente d'honneur d'Attac. 20minutes.fr 31.10

La non-violence et le pacifisme sont l'apanage des faibles, des lâches...

[Après la Banque mondiale et l'OCDE, une troisième étude au secours des PME.](#)

- Pacte de compétitivité, Cice, Cir: les PME peu convaincues - AFP

Une étude réalisée par le Comité Richelieu et Global approach consulting entre juillet et septembre, rendue publique jeudi, souligne la défiance des PME innovantes face aux divers dispositifs mis en place par le gouvernement, tels que le Cice, le Cir ou le Pacte de compétitivité, pourtant qualifiés de "bonnes idées".

Le Pacte de compétitivité présenté il y a un an par le gouvernement ne répond pas aux attentes de 79% des entreprises innovantes, une situation qui marque un déficit de confiance partagé par ces PME, selon cette étude. AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

[Le Parti des Salauds, vous connaissez, non, vraiment ?](#)

- Prostitution : le PS "*scandalisé*" par la pétition des "*343 salauds*" - LePoint.fr

La bonne conscience, l'hypocrisie poussée à son comble, prohibition = trafic.

On dit aussi de quelqu'un qu'il est un salaud quand il se fait passer pour ce qu'il n'est pas ou vous raconte des histoires, vous fait des promesses qu'il ne tiendra jamais...

[Quel dommage! Fallait-il s'attendre à autre chose de sa part ?](#)

- Benoît Hamon lassé de la «*vision étriquée*» du Medef - Liberation.fr

Ne rigolez pas, Hamon incarne la gauche du PS, si, si...

[Avant lui tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 40 ans. Qui l'aurait cru franchement ?](#)

- Clientélisme et corruption : le gouvernement a-t-il ouvert la boîte de Pandore en alimentant les régionalismes ? - Atlantico.fr

[Bonnes nouvelles](#)

- Facebook de moins en moins fréquenté par les adolescents - L'Expansion.com

- L'unanimité au sein de la Banque du Japon vole en éclat - AFP

- Le recul de la consommation fragilise la croissance - Reuters

- Baisse des bénéfices et des ventes de médicaments d'AstraZeneca - Reuters

[Mauvaises nouvelles.](#)

- Vers l'autorisation d'un nouveau maïs OGM en Europe - Reuters

- Le gaz augmente de 0,6% au 1er novembre - AFP

[Résistance sur tous les fronts.](#)

- FagorBrandt, Tilly-Sabco: le fardeau social du gouvernement s'alourdit - AFP

- Fagor frôle le dépôt de bilan, inquiétude en France et en Pologne - AFP

- Le volaillier breton Tilly-Sabco arrête le poulet à l'export, 1000 emplois menacés - L'Expansion.com

- Clap de fin chez Heuliez: les salariés en pleurs - AFP

- La grogne des sages-femmes monte d'un ton - 20minutes.fr

- La Redoute: manifestation jeudi prochain contre les licenciements - AFP

- En Guyane, la grève universitaire se poursuit - LeMonde.fr

- Lutetia: manifestation des salariés contre un plan social - AFP
- Rythmes scolaires : grève nationale le 14 novembre - LePoint.fr

Les bonnes affaires

- Les résultats d'Exxon Mobil meilleurs que prévu - Reuters
- Hausse de 39% du bénéfice Dongfeng Motor au 3e trimestre - Reuters
- 900 milliards de dollars : le coût global du cancer dans le monde - Atlantico.fr
- Manipulation des changes: Fannie Mae poursuit 9 banques en justice - AFP
- Zone euro: le chômage à un niveau record, faux espoir de repli - AFP
- Abu Dhabi achète des immeubles parisiens - LeFigaro.fr

Intox

- Les Etats-Unis reconnaissent être allés parfois "*trop loin*" en matière d'espionnage - LeMonde.fr

Le président Barack Obama a par ailleurs donné ordre jeudi à la NSA de mettre fin aux écoutes qu'elle pratiquait sur le FMI et la Banque mondiale. LeMonde.fr 31.10

- Vers une réforme du renseignement au Congrès américain - LeMonde.fr

Des mesures viseraient à augmenter la transparence, mais le texte rendu public jeudi ne mettrait pas fin à la collecte de l'ensemble des données d'appels téléphoniques. LeMonde.fr 31.10

- Etats-Unis : Hagel reproche à neuf Etats de violer la loi fédérale concernant les droits homosexuels - LeMonde.fr

Neuf Etats américains refusent d'appliquer les mêmes droits aux conjoints de militaires homosexuels sur les bases de la Garde nationale. LeMonde.fr 31.10

- Si même Obama ignore tout de ce que fait la NSA, qui protège donc la démocratie ? - Atlantico.fr

La stratégie du chaos

- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - LeMonde.fr
- Israël va construire 5.000 nouveaux logements dans les colonies, selon Haaretz - AFP
- Israël aurait effectué un nouveau raid en Syrie - Reuters
- Les cadavres de 92 migrants nigériens retrouvés dans le désert près de l'Algérie - LeMonde.fr
- Pakistan : trois morts dans de nouveaux tirs de drones américains - LeMonde.fr
- Turquie : des députées voilées entrent pour la première fois au Parlement - LeMonde.fr
- Catherine Ashton aide le Kosovo pour ses élections - Liberation.fr
- Pékin accuse un groupe ouïgour de l'attentat de Tiananmen - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Mensonge d'Etat et immunité accordé à des djihadistes sanguinaires ayant commis des "atrocités".

L'impunité a été garantie au chef du groupe islamiste armé Ansar ed-Dine (Défenseurs de l'islam) en échange de la libération des quatre otages français du Sahel, a affirmé mercredi à l'AFP une source touareg proche du dossier. «*Ce qui a fondamentalement pesé, c'est le sort politique ou disons le sort tout court d'Iyad ag-Ghaly, qui veut qu'on le laisse tranquille, qu'il n'y ait pas de poursuites judiciaires contre lui et plusieurs autres de ses proches*», a affirmé cette source touareg.

L'impunité recherchée concerne essentiellement le Mali, où les troupes d'Ansar ed-Dine ont commis des atrocités alors qu'elles occupaient le nord du pays.

Début février, le parquet de Bamako avait rendu publics une trentaine de mandats d'arrêts notamment pour «*sédition*» et «*terrorisme*» contre des chefs de groupes armés, dont des jihadistes d'Ansar ed-Dine et d'Aqmi. Iyad ag-Ghaly fait partie des personnes recherchées. «*Je crois que cette assurance lui a été donnée*», a déclaré la source proche du dossier. Iyad ag-Ghaly et son mouvement Ansar ed-Dine ont, par ailleurs, été placés sur les listes de terroristes et de groupes terroristes établies par les Etats-Unis et l'Onu.

Pour cette source bien informée, une contrepartie de «*quelque 20 millions d'euros*» a également été versée, «*mais ce n'est pas l'argent*» qui a «*vraiment pesé dans les négociations*». Ses dires recourent ceux d'une source proche des négociateurs interrogée par l'AFP, qui évaluait le montant de la rançon à «*entre 20 et 25 millions d'euros*».

Commentaire d'un internaute.

Pas de rançon versée par l'Etat ?

Pourtant Areva est constituée en société anonyme détenue à plus de 80 % par l'État français : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives 68,88 %, État français en propre 14,33 %, Caisse des dépôts et consignations 3,32 %, EDF 2,24 %.....(Wikipedia)

2- Portugal

Sous la pression de ses créanciers internationaux, le gouvernement portugais a maintenu le cap de la rigueur, en défendant jeudi un budget pour 2014 vivement contesté par une population usée par des sacrifices à répétition.

"*C'est un budget difficile et très exigeant pour les ménages, mais il contribue à préparer un avenir meilleur pour tous les Portugais*", a assuré le Premier ministre Pedro Passos Coelho à l'ouverture du débat parlementaire sur le budget.

"*Ce budget sera la clef pour conclure*" comme prévu en juin 2014 le programme d'assistance internationale de 78 milliards d'euros et "*fermer la porte de cette période de dépendance extrême*" du Portugal, a-t-il fait valoir.

Poussé par la troïka (UE-FMI-BCE) de ses créanciers, le gouvernement de centre droit a administré au pays un traitement de choc, qui se traduit par un effort budgétaire de 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du Produit intérieur brut.

Des coupes dans les salaires et les retraites des fonctionnaires, la mise sous conditions de ressources des pensions de veuvage, le recul de l'âge de départ à la retraite à taux plein à 66 ans ... le fardeau est très lourd pour les Portugais, qui ont déjà subi une hausse sensible des impôts cette année.

Les mesures ont provoqué une levée de boucliers des syndicats. Des milliers de manifestants devraient se rassembler vendredi devant le Parlement pour protester contre le budget, qui doit être voté le même jour en première lecture. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Gorge nouée et larmes au coin de l'oeil, les désormais 283 ex-salariés d'Heuliez SAS à Cerizay (Deux-Sèvres), l'équipementier automobile placé en liquidation judiciaire, ont effectué leur dernier jour de travail dans l'usine presque centenaire, fleuron de l'automobile française qui a compté jusqu'à 3.000 ouvriers.

Plus de 460.000 véhicules sont sortis des chaînes depuis 1985, et Heuliez comptait encore 2.400 salariés en 2004, grâce notamment à la fabrication de l'Opel Tigra.

Cette fermeture intervient six mois après le placement d'Heuliez en redressement judiciaire. Elle arrive aussi après des années de difficultés, le premier dépôt de bilan de l'équipementier remontant à 2007.

Heuliez était considéré comme un précurseur et un fleuron français de la carrosserie automobile. La 604 limousine du Pape Jean-Paul II, les bus doubles articulés ou la Renault 5 turbo sont sortis des ateliers deux-sévriens. AFP 31.10

2- Italie

Le taux de chômage en Italie a atteint un nouveau record en septembre, concernant 12,5 % de la population active

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 3,194 millions en septembre dans le pays, soit 0,9 % de plus qu'en août (+ 29 000), et en hausse de 14 % sur un an (+ 391 000 personnes), indique Istat.

Chez les jeunes actifs de 15-24 ans, le taux de chômage a également atteint un nouveau record, s'élevant à 40,4 % en septembre (654 000 personnes concernées). lemonde.fr 31.10

3- Indonésie

Des centaines de milliers d'Indonésiens, selon les syndicats, ont entamé jeudi une grève nationale afin de réclamer une hausse du salaire minimum, l'un des plus faibles au monde malgré une économie en pleine expansion.

"*Augmentez nos salaires de 50%*", pouvait-on lire sur des banderoles brandies par des milliers de travailleurs faisant le piquet de grève devant les ateliers de Bekasi, importante zone industrielle de la banlieue de Jakarta où sont regroupés nombre de sous-traitants de grandes marques internationales du textile et de l'électronique.

"*La vie est très chère*", lance Muhammed Muhklas, 26 ans, employé d'une firme pharmaceutique. "*Nous devons payer notre logement, notre nourriture et deux millions de roupies par mois (130 euros, ndlr), ça n'est pas assez*", estime-t-il en référence au salaire minimum en vigueur dans sa localité.

Sur l'ensemble du pays de 250 millions d'habitants, quatrième le plus peuplé au monde, deux millions d'employés ont cessé le travail, selon les syndicats, dont environ 700.000 dans la capitale Jakarta et à Bekasi.

Ces chiffres, que les syndicats ont coutume de largement exagérer, n'ont pas été confirmés de source indépendante. La police de Jakarta faisait état de seulement 60.000 grévistes dans la capitale et sa banlieue, et de quelques autres milliers ailleurs dans le pays.

"*L'ensemble des usines des zones industrielles de l'île de Java ont cessé le travail*", a affirmé à l'AFP Said Iqbal, président de la Confédération indonésienne des syndicats de travailleurs (KSPI).

Aucun incident majeur n'était à signaler, ont indiqué les forces de l'ordre, indiquant que 17.000 policiers ont été déployés dans la seule capitale et sa banlieue.

Les manifestants réclament une hausse substantielle du salaire minimum, un des plus faibles au monde, tandis que l'Indonésie, première économie d'Asie du Sud-Est, connaît depuis 2005 une croissance supérieure à 6% l'an.

Mais les entreprises estiment qu'une augmentation de salaires trop importante ferait fuir les investisseurs étrangers jusqu'à présent attirés par une main-d'oeuvre encore moins onéreuse qu'en Chine et qui fait de l'Indonésie un nouvel "*atelier*" du monde.

"*Les entreprises étrangères se tournent de plus en plus vers d'autres pays de la région pour implanter leurs usines, comme le Vietnam, la Malaisie ou la Birmanie*", a jugé Franky Sibarani, directeur adjoint de l'Association des employeurs indonésiens

(Apindo, patronat), estimant qu'une hausse raisonnable devrait porter à 2,29 millions de roupies indonésiennes le salaire minimum à Jakarta, contre 2,2 millions Rps (143 euros) actuellement.

Ce salaire avait été augmenté de 44% l'an dernier à Jakarta et dans des proportions significatives ailleurs dans le pays.

Les syndicats veulent le porter à 3,7 millions Rps en 2014 à Jakarta, soit une hausse de près de 70%.

"*Le coût de la vie est en hausse*", explique M. Iqbal, citant en particulier une inflation dépassant les 8% ainsi que le récent bond de 44% du prix de l'essence, dû à une réduction des subventions aux carburants.

"*De nombreux travailleurs ne peuvent plus payer leur loyer et doivent vivre sous les ponts*", affirme-t-il. AFP 31.10

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre 2013

CAUSERIE

Rien à dire, trop fatigué.

ACTUALITE EN TITRES

[Les déchets : envoyez-les chez les pauvres !](#)

- La bataille des haras de l'Orne contre une déchetterie - LeFigaro.fr

[Chute brutale de la population française.](#)

- François Kersaudy : "*Mort aux cons !*" - LePoint.fr

Etrange, on n'a pas encore reçu son faire-part de décès, il a dû s'oublier... ou se rater !

- 92% des Français favorables à l'euthanasie - Liberation.fr

Voilà un pays où il doit faire bon vivre pour avoir un avis sur cette question, il faut y avoir déjà pensé. Pourvu qu'ils ne mettent pas un âge minimum.

[A bout de souffle : il faut l'achever !](#)

- L'Union Européenne a 20 ans: peut-elle retrouver le souffle créateur du traité de Maastricht? - L'Express.f

[Récupération.](#)

- Pascal Durand (EELV) ira manifester samedi à Carhaix - AFP

Le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Pascal Durand, se rendra samedi à la manifestation intersyndicale à Carhaix (Finistère) pour l'emploi. AFP 01.11

[Une bonne nouvelle](#)

- Hausse de 29% du bénéfice de Berkshire Hathaway au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le groupe de l'investisseur américain Warren Buffett, a annoncé vendredi une hausse de 29% de son bénéfice net trimestriel

Non, une cohorte de mercenaires sanguinaires !

- L'ambassadeur du Qatar en France : "*Nous ne finançons aucun parti islamiste*" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille, mais chacun chez soi.

1- À Bapaume, la rupture entre Delevoye et l'UMP est consommée - LeFigaro.fr

«*L'opposition systématique, les guerres partisans... Tout ça relève d'un discours erroné, qui ajoute à la souffrance des Français.*» Joignant le geste à la parole, Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et maire UMP sortant de Bapaume (Pas-de-Calais), a décidé de soutenir le député socialiste Jean-Jacques Cottel, qui brigue sa succession, lors des prochaines municipales.

«*Il quitte l'UMP. On ne cautionnait pas sa démarche. Je voulais que les choses soient claires car le soutien à Jean-Jacques Cottel a suscité un réel émoi chez nous*», a confirmé le député UMP du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle, mercredi, dans les colonnes de «*La Voix du Nord*». LeFigaro.fr 01.11

2- Crise ouverte à Terra Nova - Le Nouvel Observateur

Le président du think tank François Chérèque, son vice-président Jean-Philippe Thiellay et la présidente d'honneur Carole Ferrand annoncent à la nouvelle directrice générale Juliette Méadel, qu'elle ne peut pas rester à son poste.

On évoque également le poids d'un lobby bancaire au sein de l'association (des experts impliqués chez BNP-Paribas et Rothschild), qui lui aurait savonné la planche. Et après une note critique sur la réforme bancaire, le cabinet de Pierre Moscovici lui aurait aussi signifié son mécontentement. Le Nouvel Observateur 01.11

Terra Nova est un think-tank néolibéral sioniste. Il est codirigé par le jaune Chérèque, lié au PS, il est présenté de gauche comme il se doit, et il n'est pas rare de le retrouver au côté de l'American Jewish Committee. Bref, on y trouve un ramassis de raclures auxquelles se mêlent des experts réformateurs, entendez par là néolibéraux puisque c'est le seul créneau économique qui a le droit de cité dans ce genre d'organisations.

J'ai gardé le meilleur pour la fin.

- Pour alimenter la réflexion sur la crise de Terra Nova, l'ancienne responsable du développement de Terra Nova, Mathilde Palix, est aujourd'hui candidate FN Le Nouvel Observateur 01.11

Etonnant, pas vraiment, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le FN et les banquiers entretiennent d'excellentes relations, même si à l'occasion ces derniers manipulent le FN et le FN critiquent l'oligarchie financière, cela fait partie de la règle du jeu.

Ecotaxe.

Les organisateurs - des groupements professionnels, le maire de Carhaix, Christian Troadec, et le syndicat FO - assurent que le rassemblement se déroulera dans le calme. Mais plusieurs organisations syndicales se sont désolidarisées de l'appel à manifester à Quimper, la CGT, Solidaires et FSU appelant à leur propre rassemblement, à Carhaix.

"*La manifestation pour les salariés n'est pas à Quimper, mais à Carhaix. Elle n'est pas avec ceux qui procèdent aux licenciements. On ne veut pas que les salariés soient les dindons de la farce*", a déclaré le secrétaire régional CGT Bretagne Thierry Gourlay. francetvinfo.fr 01.11

Parce que voyez-vous dans tous les cas de figure ce ne sont pas les travailleurs "*les dindons de la farce*"...

En huit jours seulement. Après deux rapports de la Banque mondiale et de l'OCDE, une étude, voici une enquête dédiée au PME.

Des entreprises à visage humain, cela va de soi, qui vantent les avantages qu'elles représentent face aux grandes entreprises, pas de syndicats et patrons de droit divin, mais avec toutefois des arrière-pensées qui ne sont pas vraiment désintéressées, le "*social*" n'étant qu'un prétexte... sonnante et trébuchant.

L'engagement social favorise la compétitivité des PME - lemonde.fr

Ou comment faire croire que la compétitivité des entreprises synonyme d'exploitation effrénée poursuivrait un autre objectif que le profit, par exemple à caractère social. L'exploitation a du bon, vous n'en êtes pas du tout persuadé, c'est un tort, une erreur, on va vous le prouver.

- Une dimension humaine qui reprend sa place dans le monde du travail, c'est en quelque sorte l'objectif des "*entrepreneurs d'avenir*", un réseau qui compte quelques 700 membres et se réuniront en Parlement à Paris les 5 et 6 novembre.

Pour cela, une enquête de Generali et du CSA a été réalisée du 11 au 22 mars auprès de 404 dirigeants et collaborateurs décisionnaires en entreprises PME et PMI, allant de 20 à moins de 500 salariés et dont l'activité se situe en France, pour évaluer l'engagement social des entreprises.

Il en ressort que malgré la crise, les entrepreneurs poursuivent leur engagement social. Cette enquête publiée le 30 octobre indique que les dirigeants sont assez pessimistes sur leur avenir, puisque 67% d'entre eux pensent que la crise est devant eux. Pour autant, ils ne négligent pas leur politique sociale et environnementale : la moitié d'entre eux pensent même qu'elle favorise la compétitivité de leur entreprise. Ils sont 80% à s'engager sur ces enjeux et de plus en plus nombreux à penser qu'ils permettent une meilleure performance économique.

Les solutions mises en place par les entrepreneurs sont le plus souvent un système de gestion des déchets, la réduction des consommables ou encore le recyclage des produits.

Pour que ces engagements soient réellement profitables aux entreprises, plus de la moitié des dirigeants interrogés souhaiteraient en contrepartie des avantages fiscaux et des réductions de charges. lemonde.fr 01.11

En réalité, il n'y a rien d'extraordinaire dans leurs "*solutions*" qui consistent simplement à ne pas gaspiller inutilement, à gérer intelligemment leur entreprise jusque dans les moindres détails. Non seulement en principe cela devrait leur faire économiser de l'argent, mais il faudrait par dessus le marché que l'Etat leur en donne.

Quand j'habitais à Clichy mes ordures finissaient dans l'usine située à quelques encablures de chez moi, elle les utilisait pour chauffer la HLM où je logeais (notamment) sans que les impôts locaux baissent pour autant, au contraire ils ne cessaient d'augmenter.

[Le masque du journal Le monde.](#)

Une idéologie rance et raciste abritée derrière un masque humaniste - Lemonde.fr

Le Monde dénonce chez les autres une idéologie dont il se fit le porte-parole à une autre époque, précision absente de cet article évidemment, on pourrait appeler ce procédé une manipulation par carence, l'auteur faisant preuve d'amnésie ou sous l'emprise d'une mémoire soudainement défaillante ou sélective ne pouvait pointer l'instrumentalisation du racisme à des fins politiques par les médias, y compris *Le Monde* qui est depuis l'avènement de la Ve République le porte-parole officiel du parti au pouvoir.

- L'événement qui peut être considéré comme l'acte de naissance de l'islamophobie en France s'est produit en janvier 1983. Confronté à un vaste mouvement social dans une industrie automobile en crise, le gouvernement "*socialiste*", décidé à ne rien céder aux ouvriers, discrédita les grévistes, dont beaucoup étaient immigrés, en les assimilant aux mollahs iraniens. "*Des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites*", s'enflamma le ministre de l'intérieur. Lemonde.fr 01.11

Rappel. C'était sous le gouvernement dirigé par Pierre Mauroy lors des grèves de Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy du printemps 1982-83, en janvier 1983, le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre dénonçait « *des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiites* ».

Année mémorable qui verra le gouvernement imposer la rigueur, désindexera la hausse des salaires de celle des prix, et le PS proclamera son indéfectible attachement à l'économie de marché, au capitalisme, une confirmation, quoi, une découverte pour nos dirigeants, sans blaguer, ils étaient déjà lamentables, mais après ce coup-là ils ne s'en remettront jamais.

La société française face au racisme: de la Révolution à nos jours (Page 160)

- *"En leur temps, les grèves des OS de l'automobile en 1982 et 1983, où l'islam avait émergé à côté des éléments de radicalisation ouvrière, avaient été qualifiées par un journaliste du Monde de "grèves saintes"..."* (books.google.fr)

Le Monde n'avait pas hésité à faire un amalgame entre l'islam et ce mouvement social histoire de le rendre impopulaire aux yeux des masses et de voler au secours du patronat, PSA ou Citroën, je ne sais plus.

Commentaire d'internaute.

1- *"Rance et raciste"... L'allitération est juste un peu plus prétentieuse que le très convenu "nauséabond". L'époque a le nez délicat."*

Le vieux monde empeste, que voulez-vous, ils ne supportent plus leur propre odeur pestilentielle.

2- *"L'auteur de ce texte reprend lourdement à son compte le barbarisme " islamophobie" popularisé par les ayatollahs pour réprimer les opposants et faire taire toute critique de l'islam. Le terme a ensuite été repris par l'Organisation de la Conférence islamique, emmenée par ce parangon de tolérance qu'est le Pakistan, qui en a fait un cheval de Troie à l'ONU et l'a instrumentalisé pour torpiller la réunion de Durban contre le racisme. Mal nommer les choses revient à jeter de l'huile sur le feu. "*

[Où va se nicher la dictature de l'Union européenne. Là où elle a sa place et n'aurait jamais dû en sortir.](#)

Bruxelles part en chasse contre le gaspillage dans vos toilettes - Francetv info

Après trois années d'étude, Bruxelles propose de normaliser dans toute l'Union européenne, la contenance des chasses d'eau, rapporte le Times (en anglais) jeudi 31 octobre.

La Commission retient la limite de cinq litres pour les réservoirs des toilettes, et un litre pour les urinoirs. Selon Bruxelles, cela permettrait d'économiser 6 600 litres d'eau par an par foyer. Ce projet de WC standardisés rentre dans le cadre de ce qui doit devenir un Ecolabel (en anglais) européen et qui devrait être annoncé la semaine prochaine, rapporte Les Echos.

Pour le Times, si une telle réglementation est appliquée, elle risque de poser des problèmes, notamment en Grande-Bretagne. Le rapport relève en effet que les Britanniques sont les plus gros consommateurs d'eau d'évacuation dans les toilettes, avec 30% de leur consommation domestique consacré à cet usage, contre 14% seulement en Finlande. Le quotidien britannique profite également de ce rapport de 122 pages pour ironiser sur ce qu'il a appelé "euroflush" (l'eurochasse d'eau) des technocrates de Bruxelles et révèle que le budget alloué à cette étude se monte tout de même à 89 300 euros. Francetv info 01.11

Ont-ils pensé au moins à la sanction qui accompagnerait le non-respect de cette directive ? Qui en contrôlera la stricte application dans chaque habitation ? Je propose les fonctionnaires de Bruxelles et Strasbourg ainsi que les députés européens qui doivent avoir le nez très fin pour ne jamais être à court d'imagination pour nous pourrir l'existence.

[DEUX ARTICLES FINANCIERS COMMENTÉS.](#)

[Une stratégie au service des plus puissantes banques au risque de déstabiliser davantage l'économie mondiale.](#)

A défaut d'éclatement de l'économie mondiale, ils doivent supporter les conséquences de leurs magouilles financières qui se chiffrent en centaines de milliards de dollars.

Quant au poids de la réglementation qu'ils ont contribué à instaurer, ce que ne dit pas cet article, c'est que les plus grosses banques pourront en amortir les effets, alors que les établissements bancaires moins solides en seront incapables, ce qui contribuera à assainir le secteur financier au profit d'une nouvelle concentration (des capitaux) qui profitera aux banquiers les plus puissants.

- La conformité plus coûteuse que la solvabilité pour les banques - Reuters

Les coûts supportés par le secteur bancaire pour apurer les errements passés ou se mettre en conformité avec les nouvelles règles en matière de déontologie dépassent la centaine de milliards de dollars et menacent d'excéder ceux liés aux nouvelles exigences de liquidité et de capitalisation.

"Il y a tout un nouvel environnement réglementaire qui a émergé après la crise financière et l'ensemble du secteur en est encore

à essayer de s'y adapter", a déclaré à Reuters Mike Rees qui dirige les activités de banque de financement de Standard Chartered.

"Tout le monde s'est concentré sur les règles en matière de liquidité et de fonds propres mais je pense que les coûts les plus élevés pour l'industrie concerneront les règles qui nous seront appliquées au titre des codes de bonne conduite".

Cet accord (JP Morgan avec les autorités américaines. -ndlr) porterait à près de 85 milliards les montants des dédommagements et règlements amiables payés par les banques américaines ces quatre dernières années au titre de la crise du crédit et des prêts hypothécaires à risque, selon les calculs de SNL Financial.

En Europe, le secteur bancaire, principalement en Grande-Bretagne a provisionné ou déboursé plus de 40 milliards de dollars en compensations ou amendes diverses.

La menace de pénalités pèse sur les perspectives bénéficiaires et pousse les banques à quitter des activités ou des zones géographiques à la réglementation défailante.

"Les banques doivent prendre du recul, se demander ce qui est important stratégiquement, où sont les risques et où se trouve la valeur d'un point de vue stratégique", souligne un dirigeant du secteur qui a souhaité rester anonyme. (Elles n'en ont pas toutes les moyens puisque les leviers de la finance leur échappe. - ndlr)

La rentabilité de certaines activités peut d'ailleurs ne pas être suffisante au regard du coût du suivi et de la gestion des risques qui y sont associés.

HSBC s'est ainsi retiré de plusieurs activités et de plusieurs pays d'Amérique latine après avoir écopé d'une amende record de 1,9 milliard de dollars infligée par les autorités américaines l'année dernière en raison de contrôles jugés insuffisants en matière de blanchiment.

La banque britannique dépense environ 800 millions de dollars supplémentaires chaque année pour s'assurer de la conformité aux réglementations en vigueur dans les 80 pays où elle est présente. (Les oligarques anglo-saxons sont malgré tout loin de contrôler la réglementation en vigueur dans tous les pays. ndlr)

Dans la banque privée, Credit Suisse et Barclays se sont retirés de dizaines de pays comme la Biélorussie ou le Turkménistan où le potentiel de commissions sur la clientèle très aisée ne compense pas les risques de pénalités ou d'amendes. (Avec une finance mondiale intégrée, ce genre de risques disparaîtraient. - ndlr)

JP Morgan, sortie des prêts étudiants et du financement du commerce physique des matières premières en raison de la pression réglementaire et des coûts croissants de mise en conformité avec la réglementation, passe en revue tout un ensemble d'activités, y compris la fourniture de services à quelque 500 banques étrangères.

Le groupe américain, qui a augmenté d'un milliard de dollars son budget conformité et recruté 4.000 personnes supplémentaires dans cette activité, s'interroge aussi sur le financement des prêteurs sur gage ou des revendeurs de voitures, selon une source proche du dossier.

Les banques britanniques ont averti que le durcissement des règles visant à prévenir la criminalité financière risquait de réduire l'offre de produits de placement pour les épargnants et de nuire à la viabilité économique du financement du commerce international pour les petites entreprises.

Le financement du commerce international concentre, il est vrai, de nombreux écueils, les risques de sanctions concernant aussi bien les marchandises échangés que les fournisseurs ou les clients.

Si les banquiers admettent dans l'ensemble que le secteur avait pris des libertés avec les règles avant la crise, ils ne cachent pas leur inquiétude devant une politique de tolérance zéro qui risque d'exclure individus comme entreprises des services bancaires pour les pousser vers des circuits financiers parallèles. Reuters 31.10

Quand ils évoquent les banquiers, il faut se demander de quels banquiers ils parlent, les JP Morgan et Cie ou les centaines de banquiers qui dépendent de ces puissants banquiers. La tolérance zéro ne concerne que les petits banquiers, les puissants banquiers peuvent y palier par le biais de la Fed qui fait preuve à leur égard de ses largesses, y compris en leur procurant des sommes colossales illégalement ou à l'insu du Congrès.

Il est mis en relief ici que des pans entiers de la finance mondiale échappent encore au cartel des banquiers internationaux qui incluent ceux de la Fed et ceux qui gravitent autour.

Le mondialisme est une stratégie politique de plus en plus complexe à mettre en oeuvre au fil du développement de l'économie mondiale, ils rencontrent des difficultés ou de nouveaux obstacles qui freinent sa progression, plus grave encore, dans ce contexte qu'ils ne maîtrisent ou dont ils ne maîtrisent pas tous les facteurs, leurs magouilles financières accentuent les contradictions qu'ils ont eux-mêmes alimentées en escomptant en tirer profit alors que c'est le contraire qui est en train de se réaliser. Le chemin qui mène à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière s'avère chaotique, et rien ne dit qu'il sera impossible de renverser le capitalisme d'ici là.

La compétitivité ou la productivité effrénée conduit le capitalisme au bord de la paralysie, du gouffre.

- Déflation: la zone euro au bord de la dépression nerveuse économique? - AFP

La quasi-paralysie des prix constatée en zone euro fait craindre l'apparition d'une déflation, sorte de dépression nerveuse économique faisant flancher de concert les prix, les salaires et l'activité, ce qui selon les économistes appelle une réaction de la BCE.

Les Etats-Unis eux-mêmes s'inquiètent d'une "*tendance déflationniste*" en zone euro, selon le rapport semi-annuel sur l'économie internationale du Trésor américain, publié mercredi. (Déflation qui ne touche pas tous les secteurs d'activité, l'immobilier et la Bourse sont épargnés notamment. - ndlr)

Le chiffre présenté jeudi par l'organisme européen de statistiques Eurostat est marquant: l'inflation annuelle en zone euro est ressortie le mois dernier à 0,7%, au plus bas depuis fin 2009.

A priori, une bonne nouvelle pour des ménages confrontés à une baisse de pouvoir d'achat. Mais en réalité une "*logique perverse*", souligne Philippe Waechter, économiste chez Natixis Asset Management.

La déflation est plus longue à s'installer, et moins spectaculaire que l'inflation galopante, cette surchauffe de l'économie, synonyme de brouettes de billet qui valent une misère. Mais elle n'est pas moins dangereuse.

Face à des prix qui baissent, le consommateur diffère ses achats, dans l'espoir de payer encore moins cher demain sa voiture, son canapé, son appartement. Les commandes aux entreprises baissent, ces dernières réduisent leur production, voire les salaires, ou licencient. De quoi paralyser encore davantage les ménages. Et le cercle vicieux s'enclenche.

Sans compter, souligne Philippe Waechter, qu'avec la vigueur actuelle du cours de l'euro, "*on importe de la déflation*", puisque les prix des produits importés baissent.

Dominique Barbet, économiste chez BNP Paribas, souligne que les prix à la consommation ne sont que "*la partie émergée de l'iceberg*" et qu'il faut s'intéresser aux salaires, en chute libre en Grèce, en recul dans plusieurs pays du Sud comme l'Espagne, anesthésiés ailleurs. (Sans parler de l'endettement record des Etats, banques, entreprises, particuliers. - ndlr)

En France, l'Insee vient de révéler que les salaires réels ont stagné en 2011 pour la deuxième année consécutive.

"*Le processus de la déflation salariale s'étend*" en Europe, encouragé par le choix généralisé de l'austérité, confirme Xavier Timbeau, directeur de l'analyse à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Les Etats réduisent leurs dépenses, dérèglent le marché du travail et encouragent la modération salariale. Ce qui "*peut être bénéfique quand on est en croissance, mais est néfaste dans la phase actuelle*" de chômage record en zone euro, souligne M. Barbet.

Le Trésor américain est plus expéditif, et rend l'Allemagne, fervente partisane de l'austérité, responsable: "*La croissance anémique de la demande intérieure de l'Allemagne et sa dépendance envers les exportations ont créé un déséquilibre (...)*".

Pour éviter que la zone euro ne s'enlise comme le Japon dans la déflation, rappelle M. Barbet, "*la réponse ne peut être que macro-économique*". En l'absence de politique budgétaire commune, la seule institution susceptible d'agir est la Banque centrale européenne, pour qui le taux idéal pour la zone euro est "*légèrement inférieur à 2%*". Contre donc 0,7% actuellement.

"*La BCE a largement de la marge pour venir en soutien de l'économie*", estime Christian Schulz, économiste de la banque Berenberg.

La BCE dispose de trois "*anti-dépresseurs*" potentiels. Le premier serait de baisser son taux directeur, à 0,25% contre 0,5% aujourd'hui, peut-être "*dès décembre*" selon Howard Archer, économiste de la société IHS. Les autres: lancer une opération géante de crédit aux banques; ou, tout simplement, parler.

De l'avis général, il ne doit pas trop attendre: "*Une fois la déflation installée, la politique monétaire n'a plus beaucoup de leviers*",

selon M. Barbet. AFP 31.10

Le capitalisme pris à son propre piège ou ses lois internes de fonctionnement qui se traduisent par l'appauvrissement de la classe ouvrière et l'effondrement de ce système économique. Voilà un sujet autrement plus passionnant et instructif que les thèmes que nous avons eu à traiter ces dernières semaines.

A quoi conduit la course effrénée à la productivité, la compétitivité des entreprises ? Réponse.

K. Marx : Le Capital – Livre III – Section III

Par suite du développement de la force productive et des progrès correspondants de la composition du capital, une quantité de plus en plus grande de moyens de production est mise en oeuvre par une quantité de plus en plus petite de travail; il en résulte que chaque fraction du produit total, chaque marchandise absorbe moins de travail vivant et contient moins de travail matérialisé, que l'on considère ce dernier comme provenant de l'usure du capital fixe ou qu'on l'envisage comme provenant des matières premières et auxiliaires mises en oeuvre. Chaque marchandise contenant ainsi moins de travail passé (fourni par les moyens de production) et moins de travail présent (vivant), son prix diminue nécessairement. (...)

Dire que le prix des marchandises dont l'ensemble constitue le produit total diminue, c'est dire qu'une même quantité de travail est incorporée à une quantité plus grande de marchandises ou que chaque marchandise prise isolément contient moins de travail qu'auparavant; ce cas se présente même lorsque le prix d'une partie seulement du capital constant augmente, par exemple, le prix des matières premières. A part quelques exceptions (comme lorsque la production du travail diminue dans une même mesure tous les éléments du capital constant et du capital variable), le taux du profit baisse malgré l'élévation du taux de la plus-value :

1. lorsque le travail vivant nécessaire étant devenu moindre, la fraction non payée de ce travail, bien que représentant une partie plus considérable de ce dernier, est plus petite qu'auparavant;
2. lorsque le capital ayant atteint une composition plus élevée, ce progrès a pour conséquence de faire diminuer, dans chaque marchandise, la fraction de la valeur représentant le travail vivant par rapport à l'autre fraction représentant les matières premières, les matières auxiliaires et l'usure du capital fixe. (...)

Avant d'aller plus loin et afin d'éviter tout malentendu, nous énoncerons de nouveau deux principes que nous avons déjà mis en évidence à plusieurs reprises :

Primo. - Le même procès, qui au cours du développement de la production capitaliste détermine la baisse des prix des marchandises, entraîne la modification de la composition organique du capital productif de la société et, par conséquent, la baisse du taux du profit. La diminution du coût relatif de chaque marchandise, même en y comprenant l'usure de l'outillage, ne doit donc pas être identifiée avec l'augmentation de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable, bien que toute diminution du coût relatif du capital constant, l'importance de ses éléments matériels restant invariable ou augmentant, entraîne la baisse du taux du profit, c'est-à-dire une diminution de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable.

Secundo. - De ce que le travail vivant contenu dans les différentes marchandises représentant le produit du capital diminue de plus en plus par rapport aux matières et aux moyens de production qui y sont incorporés, il ne résulte nullement que le travail non payé qu'elles contiennent diminue relativement au travail payé. Le contraire est vrai; la partie non payée augmente par rapport à la partie payée, par suite de la diminution soit absolue, soit relative de cette dernière, par suite de l'accroissement de la plus-value absolue ou relative. A la tendance à la baisse du taux du profit se rattache une tendance à la hausse du taux de la plus-value, c'est à-dire du degré d'exploitation du travail. Rien de plus absurde donc que d'expliquer la baisse du taux du profit par une hausse du taux des salaires, bien que le fait puisse se présenter exceptionnellement. La statistique ne parvient à analyser d'une manière intelligente les salaires aux différentes époques et dans les différents pays que si elle part d'une saine compréhension des rapports qui déterminent le taux du profit. Celui-ci baisse, non parce que le travail devient moins productif, mais parce que sa productivité augmente; la baisse du taux de la plus-value et celle du taux du profit ne sont que des expressions capitalistes de l'accroissement de la productivité du travail.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

1.1- Les Terroristes formés par la CIA dans des camps d'entrainement en Jordanie ne semblent pas si bien fait que cela !! à preuve , des dizaines d'entre eux viennent de tomber dans un guet-apens tendu par l'armée arabe syrienne dans la localité de Ghouta-est à rif de Damas. Selon les sources militaires syrienne , " *les terroristes formés par la CIA semblent avoir suivi le même parcours que les membres des conseils de réveil irakiens* ". Riyad al Asaad, chef de l'ASL, a récemment annoncé la fin de la formation d'un premier contingent de ce qu'il qualifie de " *Armée nationale syrienne*", un contingent composé de 60 officiers. Toujours est-il que l'ASL se serait aussi dotée d'un appareil de renseignement et ce serait un institut sécuritaire " *britannique*" à l'origine de sa création.

Le renseignement de l'ASL serait actif à Alep. Ces annonces sont faites alors que les terroristes de l'ASL et de l'Etat islamique en Irak et au Levant continuent à s'entretuer et que ce jeudi l'est d'Alep est un champ de bataille où les miliciens s'entre éliminent . L'EIL vient de s'emparer de Jo,nd al Haremeyn, une localité d'Alep au détriment de l'ASL. french.irib.ir 31.10

1.2- Syrie :Evêques enlevés, Ankara conditionne leur libération. - french.irib.ir

Les responsables chrétiens au Liban ont rapporté au journal Al Jomhuriya, les promesses faites par Ankara à l'émissaire Brahimi au sujet de la libération de deux évêques libanais enlevés en Syrie. " *Le général Ebrahim , directeur général de la sécurité libanaise a assuré les autorités religieuses chrétienne que les deux prélats se portaient bien ce qui montre que les preneurs d'otage ne sont pas totalement inconnus*". La libération des officiers turcs arrêtés au cours d'une mission secrète des syriens est la condition pour la libération de ces deux évêques. La Syrie veut rendre public cet échange alors qu'Ankara veut que tout se déroule en coulisse et c'est ce point qui a bloqué tout.

Selon des informations la Turquie serait à l'origine de l'enlèvement de deux célèbres évêques qu'elle entend échanger contre ses officiers. Les Turcs voudraient aussi aussi s'ingérer dans le processus de l'élection de l'archevêque de l'Eglise d'Antioche et y propulser l'un de ses protégés. La France s'est ingérée ensuite dans cette affaire, une France dont huit officiers seraient aux mains du régime Assad. L'affaire se complique davantage alors que certaines informations font état de la détention des évêques quelque part sur le sol syrien. Les preneurs d'otage seraient aussi en rapport avec le chef du renseignement turc. french.irib.ir 31.10

Tiens donc, la Turquie candidate à l'adhésion à l'UE un Etat terroriste impliqué dans l'enlèvement d'évêques, non ?

2- Bahreïn

Des milliers de chiïtes ont manifesté vendredi dans un village près de la capitale de Bahreïn pour réclamer la démocratie dans ce petit royaume du Golfe secoué par des troubles depuis 2011, selon des témoins.

Brandissant le drapeau de Bahreïn et des portraits de détenus, incarcérés pour liens avec les troubles, les manifestants ont défilé en scandant des slogans hostiles au régime à Aali, un village chiite près de Manama, à l'appel de l'opposition chiite.

" *Dégage, Khalifa !*", a ainsi scandé la foule à l'attention du prince Khalifa Ben Salmane al-Khalifa, un oncle du roi Hamad et Premier ministre depuis une quarantaine d'années.

Dans un communiqué publié à la fin de la manifestation, qui s'est dispersée dans le calme, l'opposition a averti les autorités que " *l'option sécuritaire, la répression et le despotisme ne (feraient) que bloquer les perspectives d'un règlement politique*". AFP 01.11

SOCIAL

Portugal

Sous les huées de milliers de manifestants réclamant la démission du gouvernement, le Parlement portugais a adopté vendredi en première lecture un nouveau budget de rigueur pour 2014, censé permettre au pays de conclure son plan d'aide internationale.

Le texte, dont la version définitive sera votée le 26 novembre, a été approuvé avec les voix de la majorité dont dispose la coalition gouvernementale de centre droit. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre le projet de loi de Finances.

Juste avant le vote, l'intervention du vice-Premier ministre Paulo Portas a été interrompue par une douzaine de protestataires qui, depuis les galeries de la chambre, ont crié " *démission, démission!*" pendant quelques minutes avant d'être mis dehors par la police.

Un peu plus tôt, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés en face de l'Assemblée à l'appel de la CGTP, la

principale confédération syndicale du pays, en première ligne de la contestation de la politique d'austérité menée depuis mai 2011 sous la tutelle de l'Union européenne et du FMI.

"L'heure est arrivée pour le gouvernement de s'en aller", ont-ils scandé à l'unisson en brandissant des banderoles où l'on pouvait lire "gouvernement hors la loi", "le budget est un vol" et "Basta la troïka!".

A la fin du rassemblement, la CGTP a lancé un nouvel appel à manifester devant le Parlement le 26 novembre, jour du vote final du budget. Entretemps, la mobilisation des syndicats se poursuivra avec une grève des fonctionnaires vendredi prochain, précédée de plusieurs mouvements sociaux dans le secteur des transports.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont appelé à manifester le 21 novembre à Lisbonne. AFP 01.11

ECONOMIE

Inde

La Bourse de Bombay flambe grâce au retour des capitaux étrangers - LeMonde.fr

Les investisseurs semblent avoir retrouvé le moral et l'appétit après la confirmation par la Fed de la poursuite de ses mesures au moins jusqu'à la fin de l'année, et la Bourse de Bombay a bénéficié d'un retour massif de capitaux. Cet afflux d'argent frais sur le marché des actions indien est estimé à 2,55 milliards de dollars (1,88 milliard d'euros) pour le mois d'octobre et 16,19 milliards depuis le début de l'année, selon des statistiques officielles.

L'arrivée à la tête de la Banque centrale indienne de Raghuram Rajan, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, a également redonné confiance aux investisseurs. LeMonde.fr 01.11

L'oligarchie financière anglo-saxonne a réussi à placer un de ses pions au sommet de l'économie indienne, on est mal barré !

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre 2013

CAUSERIE

La suite de l'actualisation des infos en bref demain, il reste à ajouter une vingtaine de nouveaux articles, ce soir peut-être.

J'ai essayé de traiter au mieux le sujet qui suit, ce n'est peut-être pas terrible, cela prend trop de temps...

[Dossier à propos de l'écotaxe.](#)

La situation en Bretagne et ailleurs en France est le produit du refus des syndicats et des partis dits ouvriers d'avancer la nécessité d'aller aujourd'hui à l'affrontement avec les patrons en procédant à leur expropriation et à la saisie de tous leurs biens, au renversement de l'Etat capitaliste.

Quand on examine attentivement leurs discours, on s'aperçoit que la manière dont ils ont posé la question de l'écotaxe démontre qu'aucun n'entendait remettre en cause la légitimité de la propriété privée des moyens de production et l'Etat qui l'incarne. Vous pouvez ajouter le gouvernement.

Un exemple.

Suite aux propos tenus par le patron d'Armor Lux, Yan Legoff d'écrire (Informations ouvrières n°275 page 2) :

- *"Exploiteurs et exploités dans la même galère ? Ben voyons ! C'est pourtant ce filon réactionnaire que tente d'exploiter le gouvernement."*

Le dogmatisme et le populisme empruntent souvent des méthodes similaires pour évacuer des éléments qui mettent en relief certains aspects de la réalité qui contredisent leur politique ou ne leur permettent pas de la justifier sans que leurs réelles intentions remontent à la surface.

C'est le cas ici, dans la mesure où tous les "*exploiteurs*" ne sont pas logés à la même enseigne, réalité qui passera à la trappe en recourant à un discours qui se veut conforme aux intérêts des travailleurs en dénonçant la collusion entre les intérêts des "*exploiteurs et (des) exploités*".

Cette écotaxe s'appliquant aux véhicules à partir de 3,5 tonnes transportant des marchandises disons jusqu'à 38 tonnes, il va s'en dire que l'"*exploiteur*" qui utilise un camion de 3,5 tonnes pour transporter ses marchandises et celui qui utilise un poids lourd de 38 tonnes, nos deux "*exploiteurs*" ne jouent pas vraiment dans la même catégorie, l'activité du premier correspondra à celle d'une petite exploitation ou d'une PME, la seconde à celle d'une grande entreprise ou d'une multinationale. Le premier emploiera quelques dizaines ou centaines de salariés, le second un millier ou bien davantage. Le premier ne possèdera qu'un établissement unique, le second plusieurs répartis dans la même région, sur l'ensemble du territoire ou dans d'autres pays. La production du premier sera destinée au marché local ou national le plus souvent, tandis que celle du second sera orientée vers l'exportation. Si les deux sont confrontés à la concurrence du marché mondial, le second sera mieux armé pour l'affronter du fait de sa taille et de son implantation dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est plus bas et la fiscalité plus avantageuse. Le second peut absorber l'augmentation du prix des matières premières et de l'énergie, de taxes ou d'impôts, le premier devra les subir sans pouvoir les répercuter dans ses prix de vente sous peine de perdre des clients et de mettre la clé sous la porte. Le second peut supprimer des postes, profiter des dispositifs existants pour réduire ses coûts de production, il dispose d'un juriste ou recourt à un fiscaliste, tandis que l'entreprise du premier fonctionne déjà avec un minimum de personnel rémunéré au smic ou à peine plus, il lui est quasiment impossible de comprimer ses coûts de fonctionnement. Pour terminer, les salariés de la PME sont inorganisés et à la merci de leurs patrons, réceptifs à leurs discours paternalistes, ceux des moyennes ou grandes entreprises disposent de syndicats, les uns patronaux ou jaunes, les autres corrompus par le capitalisme ou le corporatisme, donc ils seront divisés quant à l'attitude à avoir lorsque leur direction se dira menacée par une mesure gouvernementale, au même titre que leurs syndicats.

Un exploitateur demeure un exploitateur dans tous les cas de figure bien qu'ils ne soient pas confrontés à la même situation, dans la mesure où ils ne disposent pas des mêmes moyens pour l'affronter en cas de difficultés. La disparition d'une PME se fera quasiment dans l'anonymat le plus complet, cela arrive tous les jours, il est pratiquement impossible de s'y opposer ou de l'empêcher, tandis que lorsqu'il s'agit d'une moyenne ou grande entreprise il est possible de procéder à sa nationalisation ou socialisation par l'Etat, dans le cas des PME liées à des grandes entreprises ou réalisant de la sous-traitance pour elles, elles peuvent être absorbées ou rachetées par ces dernières et les emplois conservés.

Un exploité demeure un exploité dans tous les cas de figure, et si tous rejettent le fait de perdre leurs emplois, aucun n'a acquis un niveau de conscience politique lui permettant de se situer strictement sur le terrain de classe de ses intérêts, ils auront tendance à être réceptifs aux discours et aux arguments de leurs dirigeants qui la plupart du temps n'auront aucun scrupule à abuser de leur ignorance ou de leur naïveté, il arrivera aussi que les salariés le sachent sans en tenir compte car désespérés à l'idée de se retrouver au chômage.

On fera remarquer à Yan Legoff que lui et son parti font preuve de beaucoup moins de scrupules en période électorale ou envers les appareils des syndicats qui pratiquent à longueur de temps la collaboration de classes sans qu'ils rompent avec eux, principalement FO qui vient de participer à la manifestation de Quimper au côté des organisations patronales, là, comme lorsqu'il s'agit d'aller arpenter les allées du pouvoir, le "*filon réactionnaire*" ne les gêne pas plus que cela. Ou lorsque *Informations ouvrières* accorde une page entière à Marc Blondel (FO) (IO n°274 page 14) qui a écrit que "*Le syndicat doit garder sa totale liberté*" pour adhérer au capitalisme... qui doit être synonyme de liberté, mais surtout pas au socialisme qui doit être synonyme de son contraire, liberticide, on comprend...

En quoi devrait-il le gêner, qu'est-ce que tout cela vient faire ici franchement sera-t-il tenté de nous répondre, d'ailleurs il s'empresse d'évacuer cette question, voyons comment il s'y prend.

Ensuite Yan Legoff cite Ayrault qui dans une déclaration avait fait un amalgame entre l'écotaxe et le "plan Bretagne" :

- "*Mais qu'est ce plan Bretagne ? Il est centré sur la proposition d'un « pacte » pour accompagner les restructurations meurtrières.*"

Et la question de l'écotaxe qui a amené des salariés à manifester au côté de patrons ? Evacuée, envolée, disparue, c'était le meilleur moyen de répondre à toutes les questions qu'elle posait et que le POI n'a pas traitées.

On en arrive à la conclusion que le POI était favorable à cette écotaxe et que la manière dont il a traité cette question devait servir à camoufler - bien maladroitement - son soutien au gouvernement, car on ne voit pas ce qu'elle aurait rapporté aux travailleurs, à en croire le gouvernement qui comptait s'en servir notamment pour financer la "*transition énergétique*" selon un plan arrêté par les lobbys de Bruxelles, une manne pour les multinationales !

Le POI ne semble plus rien comprendre à la situation pour refuser d'admettre qu'elle est le produit de la crise du capitalisme, quand Legoff écrit que le gouvernement "*est comme saisi d'affolement face à la crise sociale et politique qu'il provoque lui-même*", alors qu'en réalité il n'avait pas le choix, pas plus que les travailleurs qui ne sachant pas comment faire pour tenter de sauver leurs emplois menacés n'ont rien trouvé de mieux à faire que manifester au côté de patrons.

C'est le refus de caractériser Hollande, son gouvernement et le PS qui aboutit à cette interprétation qui ne reflète pas la réalité, ils sont au pouvoir pour gérer cette crise politique et sociale pour le compte des exploités, voilà la vérité, parce que la politique qu'ils mettent en oeuvre correspond à leur nature, voilà ce que les dirigeants du POI refusent d'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes soumis au capital et ses institutions. Ils en font la démonstration dans la même page où on trouve cet encart qui reproduit les propos d'une déléguée FO de chez Doux "*On a affaire à des patrons voyous, et là-haut, que font-ils ?*", là-haut signifie au gouvernement, parce qu'il faudrait attendre autre chose du gouvernement, parce que Hollande et le PS incarneraient autre chose que les intérêts des capitalistes.

Non seulement le POI laisse dire, il reproduit gracieusement ce discours, mieux, il en fait même un mot d'ordre ! A la place du Bonaparte de service je serais satisfait du POI et je me dirais : aussi longtemps que les masses croiront qu'on est de leur côté et qu'ils espèrent quelque chose de nous, on sera sauvé, par contre le jour où le contraire se produira là on sera franchement mal, on aura de quoi s'inquiéter, ils sont bien finalement ces petits gars du POI, ils nous rendent un fief service l'air de rien...

Le numéro 275 d'*Informations ouvrières* est paru le 31 octobre, notez bien la date, l'article du POI se terminait ainsi :

- "*Le blocus du site de Lampaul et celui du siège, à Saint-Martin, se poursuivent.*"

Le jour même :

- Abattoirs Gad : les salariés de Lampaul-Guimiliau lèvent le blocus - francetvinfo.fr 31.10 à 20h46

Ils ont obtenu de la direction les engagements écrits de fin de conflit qu'ils réclamaient, soit de meilleures indemnités de licenciement, selon France 3 Bretagne.

C'est signé. Le conflit s'est terminé ce jeudi soir à 20 heures. L'accès au site est libéré." *Les salariés de l'abattoir Gad SAS de Lampaul-Guimiliau (Finistère) ont levé définitivement jeudi 31 octobre leur blocus de ce site voué à la fermeture*", a annoncé Olivier Le Bras, délégué central du syndicat FO. francetvinfo.fr 31.10

Ouf, quelle libération pour la direction de Gad ! Les salariés licenciés vont pouvoir aller s'inscrire à Pôle-emploi, en voilà une grande victoire.

Tiens, encore leurs amis de FO !

Pas de bol décidément, vous remarquerez que les dirigeants du POI font systématiquement preuve d'un manque de perspicacité, à croire qu'ils sont coupés de la réalité, ils viennent une nouvelle fois de le démontrer, vous en avez la preuve sous le nez.

Et l'écotaxe dans tout cela ? A la trappe. Mieux j'ai consulté les numéros antérieurs d'*Informations ouvrières* en remontant jusqu'au numéro 269 sans en trouver trace. Autant dire qu'ils n'ont pas traité ce sujet sérieusement, moi non plus, un peu plus tout de même, mais j'ai l'excuse d'être tout seul pour faire le boulot. On va se rattraper, là, tout de suite.

Je vous avouerais que j'ignorais la portée et la gravité exceptionnelles de cette taxe, je l'ai découvert ce matin seulement.

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français - bastamag.net 30.10

- ... derrière cette taxe écologique se cache une autre question, qui n'a jamais été soumise au débat public : c'est la première fois que la collecte de l'impôt est confiée à des entreprises privées. Un consortium emmené par Benetton, Goldman Sachs, Thalès et SFR empochera 20% des recettes de la taxe pour assurer son recouvrement. Du jamais vu !

Sur un total de 1,2 milliard d'euros collectés, environ 280 millions d'euros sont consacrés à la rémunération du prestataire privé qui assure le recouvrement. Soit 23 % [1] ! C'est la taxe la plus coûteuse jamais mise en place !

Qui va toucher ces 280 millions par an (desquels sont déduits 50 millions de TVA) pour mettre en oeuvre le dispositif de recouvrement ? Un consortium d'entreprises baptisé Ecomouv', mené par le groupe italien Autostrade per l'Italia. Celui-ci est une filiale d'Atlantia, la société qui gère la plupart des autoroutes italiennes. Elle est détenue (à 48 %) par le fonds d'investissement Sintonia, propriété de la famille Benetton [2]. La banque états-unienne Goldman Sachs est entrée au capital de

ce fonds en 2008. Autostrade, qui détient 70 % d'Ecomouv', s'est allié avec les groupes français Thales, SNCF, SFR et Steria, une entreprise qui vend des services informatiques aux entreprises.

Ecomouv' prévoit des recettes de près de 2,8 milliards d'euros pour les 11,5 années d'exploitation du dispositif. Les véhicules de plus de 3,5 tonnes – environ 600 000 immatriculés en France et 200 000 étrangers – devront s'enregistrer auprès d'Ecomouv', notamment via des sociétés de télépéages habilitées : Axxes, DKV, Eurotoll, Ressa, Telepass et Total. Les poids lourds devront se doter d'un boîtier, type GPS, qui permettra de retracer leur parcours sur les 15 000 km de tronçons routiers concernés par la taxe. Des portiques installés sur ces routes serviront uniquement à contrôler que les camions sont bien dotés de boîtiers. Les sociétés de télépéage collecteront une partie des taxes, versées sous forme d'abonnement [3]. En contrepartie, elles seront rémunérées par Ecomouv' à hauteur de 60 millions d'euros par an. Les transporteurs pourront, s'ils le souhaitent, s'acquitter de la taxe directement auprès d'Ecomouv'.

« Nous osons tout de même espérer que le cahier des charges a formellement interdit à Ecomouv' de disposer comme il l'entend des sommes avancées par les redevables, sous peine de voir celles-ci reversées aux actionnaires, ou bien servir à quelque spéculation ou encore transférées dans quelque paradis fiscal », s'interroge Solidaires. Que le collecteur d'impôts joue en bourse les sommes collectées serait en effet une nouveauté ! Le syndicat s'inquiète également des usages possibles des données recueillies sur les transporteurs et leurs pratiques.

« Pour le prestataire privé, c'est gagnant-gagnant, résume Philippe Bock, de Solidaires Douanes. Mais pour l'État, c'est un fiasco sur le plan fiscal et sur le plan environnemental. L'objectif écologique a été complètement perdu en route. L'écotaxe devait promouvoir les circuits courts, en taxant les transports, et comme les autoroutes sont exonérées, cela incite les camions à se reporter vers les grands axes routiers ! » Un travers pointé dans le rapport de la sénatrice Marie-Hélène Des Esgaulx : avec l'écotaxe, le ministère des Transports s'attend à une augmentation de 15 à 20 % du trafic poids lourds sur les autoroutes. Une recette supplémentaire estimée à 400 millions d'euros par an pour les sociétés gérant les autoroutes, principalement Vinci et la Sanef !

[1] « En termes nets, il convient cependant de soustraire 50 millions d'euros qui sont versés au titre de la TVA acquittée sur le loyer de PPP et qui revient donc à l'Etat. Le coût de recouvrement s'établit alors à un peu moins de 20 % ». Source : Rapport à la Commission des finances du Sénat, 5 février 2013.

[2] (en italien)

[3] Un abattement de 10 % sur le versement de la taxe sera offert pour les transporteurs qui passeront par l'intermédiaire de ces sociétés de télépéage. bastamag.net 30.10 (l'article en entier dans les articles de presse) bastamag.net 30.10

Le 2 novembre Le Parisien a sorti un article intitulé : *Ecotaxe : les dessous d'un contrat à 1 Md€*, dans lequel figurent bien certains actionnaires, sauf Goldman Sachs ! Ils doivent être mal informés au Parisien...

Deux remarques rapidement. 1- Voilà un excellent moyen de disposer d'informations de premier ordre sur un des secteurs clés de l'économie du transport : les véhicules utilitaires et les poids lourds. Mieux encore, cela permettra d'avoir une idée exacte sur le transport de marchandises et les liens qui existent entre les différents prestataires de service. 2- On retrouve Goldman Sachs parmi les principaux bénéficiaires de cette taxe qui disposera de toutes ces informations. Ainsi, l'oligarchie financière étend son contrôle sur l'économie.... Un autre aspect n'a pas été évoqué : les trafiquants en tous genres qui utilisent ce moyen de transport pour effectuer leurs livraisons, ces marchandises pourront être pistées, leurs propriétaires ou destinataires manipulés, instrumentalisés...

Pourquoi pas demain des portiques identiques partout ou sur certains axes routiers et rendre payant l'utilisation de sa voiture, de sa moto ? N'ont-ils pas envisagé de doter d'un GPS tous les nouveaux véhicules mis sur le marché ? Cette taxe est liberticide, elle procède du racket au profit de banques et de multinationales, on ne peut donc que la condamner.

Quant à son impact économique, je vous renvoie à l'extrait du Capital qui figurait dans la causerie d'hier. Une taxe ou un impôt, la hausse des prix, n'interviennent pas sur les origines de la crise du capitalisme.

Les deux manifestations en Bretagne, samedi 2 novembre.

- Crise bretonne: violences à Quimper, entre 15.000 et 30.000 manifestants - AFP

- La manifestation de Quimper contre l'écotaxe et pour l'emploi en Bretagne face à une cascade de plans sociaux, qui a rassemblé samedi entre 15.000 et 30.000 manifestants à bonnets rouges.

"Cette manifestation est un grand succès pour l'emploi en Bretagne", a déclaré Christian Troadec, maire DVG de Carhaix et l'un des principaux organisateurs du rassemblement.

Les autorités ont établi un bilan officiel définitif de 15.000 manifestants, les organisateurs faisant état d'"*au moins 30.000*" personnes.

Agriculteurs, pêcheurs, employeurs, commerçants et salariés sont pourtant venus en masse à Quimper.

Le rassemblement quimpérois n'a cependant pas fait l'unanimité : les syndicats CGT, Solidaires et FSU, ainsi que EELV et le Front de gauche appelaient à leur propre manifestation, à Carhaix (Finistère), car le rassemblement de Quimper était soutenu par plusieurs organisations patronales, dont Produit en Bretagne (300 entreprises, 100.000 salariés).

La manifestation à Carhaix s'est déroulée dans le calme, rassemblant 3.000 manifestants selon la CGT, 600 selon la préfecture.

"*La FDSEA et le Medef sont à l'origine de la crise bretonne. Ils instrumentalisent la taxe poids lourd et la détresse des salariés (avec la manifestation de Quimper, nldr)*", a dit sur place le secrétaire national de EELV, Pascal Durand. AFP 02.11

Non, la FDSEA et le Medef profitent de cette crise, ceux qui sont à son origine sont vos amis les banquiers et Bruxelles avec lesquels vous n'entendez pas rompre. Lui, il n'a pas besoin d'être "*instrumentalisé* par le capital et Bruxelles, il en est un farouche défenseur.

Mélenchon à la rescousse du gouvernement et des néolibéraux à l'origine de l'écotaxe.

Rappelons à ceux qui ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective que c'est un partisan acharné des intérêts des travailleurs et de la défense de l'environnement qui a concocté cette écotaxe : Sarkozy. Entre nous, en prenant connaissance des positions défendues par le POI et le Front de gauche, l'ensemble de la gauche et l'extrême gauche, il doit bien se marrer et il y a de quoi, en pleurer en ce qui nous concerne.

Tous les syndicats soutiennent cette écotaxe Goldman Sachs, on peut l'appeler ainsi n'est-ce pas, à l'exception de FO qui figure parmi les syndicats les plus en pointe dans la collaboration de classes en Bretagne (voir les différentes infos sur ce sujet) et qui a donc manifesté à Quimper.

Une fois de plus les syndicats et partis ouvriers ont déjà une image détestable du mouvement ouvrier, honte à eux !

Nous en sommes là parce que tous les partis qui se disent de gauche ou d'extrême gauche n'ont cessé de trahir l'idéal qu'ils prétendaient incarner et défendre, et ils sont aujourd'hui incapables de l'assumer, d'en assumer les conséquences, la situation et le rapport entre les classes tels qu'ils se présentent de nos jours. Du coup, les uns défendent une taxe à caractère néolibérale, donc se placent au côté du gouvernement de même nature idéologique, les autres dénoncent cette taxe alors que quotidiennement ils collaborent avec le capital et ses représentants.

Ni les uns ni les autres ne sont en mesure d'assumer leurs positions politiques, tandis qu'ils s'accusent réciproquement d'opportunisme ou de trahison, laissant les travailleurs et bien des militants totalement désarmés pour comprendre la situation et désabusés devant le lamentable spectacle auquel ils se livrent.

La palme du populiste de gauche revient comme il se doit à Mélenchon qui fait le lit du nationalisme breton, de la droite et de l'extrême droite.

- Mélenchon contre les manifestants de Quimper, pour ceux de Carhaix - lemonde.fr

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche, a déclaré samedi "*qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", appelant les salariés bretons à "*manifester à Carhaix avec leurs syndicats*".

"*Encouragé par la timidité et la pleutrerie du gouvernement qui leur cède tout, le patronat et les cléricaux des départements bretons vont faire manifester les nigauds pour défendre leur droit de transporter à bas coût des cochons d'un bout à l'autre de l'Europe dans des conditions honteuses*", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

"*A Quimper manifestent ceux qui veulent que continue la souillure de notre belle Bretagne par les nitrates de l'agriculture productiviste. A Quimper manifestent ceux qui veulent les salaires de misère pour les agriculteurs et le règne de la grande distribution. A Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*", dit le député européen.

"*Les salariés des départements bretons ne doivent pas se tromper de colère ! Ils ne doivent pas aller baiser la main qui les frappe. Ils doivent manifester à Carhaix avec leurs syndicats de salariés et leur classe, leur camp, leur famille. S'ils aiment les symboles historiques, les Bretons qui réfléchissent préféreront se souvenir de leurs ancêtres qui déclenchèrent la grande révolution*

de 1789 contre les privilèges des riches et créèrent le club des jacobins plutôt que de marcher derrière les seigneurs de leur époque!", ajoute-t-il.

Plus tard, lors d'une conférence de presse, M. Mélenchon a estimé que la situation bretonne était "avant-coureur et très significatif de ce qui se passe dans tout le pays", victime selon lui des "politiques d'austérité, de la priorité donnée au patronat".

Récusant avoir insulté les Bretons, le leader politique a plutôt parlé de "réveiller les consciences" et a ensuite vanté les mérites des "départements bretons, parmi les plus audacieux de France, avec des milliers d'idées".

"On peut faire tout ce que l'on veut en Bretagne, il y a l'intelligence et les moyens, et tout cela est perverti par une espèce de jacquerie qui n'a pas de sens politique, si ce n'est de dire qu'ils ne sont pas contents parce que les écotaxes vont coûter cher aux transporteurs de cochons!", a-t-il ajouté.

"Vous tous de Bretagne, n'acceptez pas qu'il soit donné de votre région cette image archaïque et folklorique que donnent ces prêtres qui marchent devant, avec le patronat local et les autres déguisés de circonstance", a renchéri M. Mélenchon.

Quant aux représentants de l'exécutif, "ils ne feront rien, comme d'habitude, sinon exposer la face navrée de Jean-Marc Ayrault dont tout le monde sait qu'il est sur le départ", a encore dit M. Mélenchon. AFP 02.11

On ne "réveille" pas les "consciences" en insultant des travailleurs totalement paumés par votre faute, ils sauront s'en souvenir en 2014.

Répetons-le Mélenchon est réellement un pauvre type : ex-dirigeant du PS pendant 30 ans, ex-partisan de Maastricht, ex-ministre de Chirac, fidèle de l'UE, de la BCE, de l'euro, de l'ONU et de l'Otan, il n'a aucune crédibilité et ne devrait jamais en avoir dans le mouvement ouvrier dont il est le fossoyeur.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 23h00 à Pondichéry, 18h30 à Paris

25 nouveaux articles, je le suis refusé à en publier une dizaine après lecture.

Pour ceux que cela intéresse au format pdf :

- Les dessous de l'écotaxe : quand Benetton et Goldman Sachs collectent l'impôt français. (bastamag.net) (30.10.13)

Un complément à l'actualisation de dimanche en attendant la suite.

Illusions à gogo

Lu dans trois articles d'un portail.

Remake grotesque.

- "... un parti communiste rassemblé, combatif, fédérateur, calé sur des marqueurs de classe, internationaliste, désignant clairement les objectifs d'avenir : le (un) socialisme (renouvelé), proposant une stratégie et un programme de rupture avec le capitalisme."

C'est dingue qu'il y en ait qui y croient encore, incurable.

Lobotomie.

- "Un organe de presse tel que le *Nouvel Observateur* n'a pas à servir d'ascenseur aux ennemis des libertés fondamentales."

A qui pourrait-il servir d'autres ? Personne.

Plutôt une réussite pour le financement des activités secrètes de la CIA et ses commanditaires : l'oligarchie financière.

- *"Le modèle de lutte contre le narcotrafic et le crime organisé impulsé par les États-Unis en Amérique Centrale non seulement a bruyamment échoué, mais en plus il a amené avec lui un approfondissement de la violence contre les populations locales et la remilitarisation du territoire"*

On se demande à quoi servent les témoignages qui existent (vidéos YouTube) qui démontrent le rôle de la CIA dans le trafic de drogue en Amérique Latine, Centrale, en Afghanistan, etc., les livres qui ont été écrits sur ce sujet.

LE SITE ACTUALISÉ LUNDI A 15H EN INDE, 10H30 EN FRANCE

J'ai reçu une contribution du GMI que je ne mettrai pas en ligne.

Gauchiste, défenseur du " *port de la burka dans la rue* (c'est écrit en toutes lettres dans leur tract - groupemarxiste.info), symbole de l'idéologie nauséabonde wahhabite, salafiste, takfiriste, contribution comportant de fausses informations, elle procède du misérable tiers-mondisme, de l'amalgame et de la manipulation entre la défense du droit d'asile politique qui est parfaitement légitime, et la défense d'un acte à caractère purement individualiste, payant et très cher, représentant au bas mot plusieurs années de salaire dans leur pays, autant dire que ce ne sont pas les pauvres qui peuvent se le permettre contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, délictueux, organisé à grande échelle par des bandes mafieuses, commis en toute connaissance de cause, poussant la cupidité, la cruauté, le cynisme jusqu'à instrumentaliser leurs propres enfants et leur infliger les pires souffrances pour que la population du pays où ils atterrissent s'apitoie sur leur sort et les autorités leur accordent un titre de séjour.

On ne peut pas cautionner de tels actes, alors que ces personnes peuvent vivre dans leur pays, parfois dans des conditions très difficiles, certes, comme cela existe pour certaines couches de travailleurs dans le monde entier, y compris en France. Je vis en Inde depuis près de 20 ans, un des pays où la pauvreté est ominiprésente, la misère aussi, je la côtoie tous les jours, alors on ne peut pas me raconter d'histoires, cela marche avec les ignorants ou ceux qui ne sont jamais sortis de leur trou, et bien je peux vous dire que jamais un Indien pauvre n'immigrera en France, jamais il n'aura les moyens de payer les passeurs, vous entendez, jamais.

Maintenant ce qui se passe aussi, ce que ces personnes ne vous diront jamais ou que vous ne saurez jamais, c'est que certaines familles qui possèdent des biens, des terres ou une maison avec un lopin de terre, donc qui ne sont pas complètement démunies ou sans toit dans leur pays, qui travaillent évidemment pour survivre et bénéficient de l'aide des autorités, d'associations, de partis politiques, etc. elles ne sont pas riches, mais répétons-le elles ne sont pas plus mal loties que des millions d'autres familles dans la même situation qu'elles, rien de nouveau, cela fait des générations et des générations que c'est ainsi, la population s'est adaptée à ces conditions, elle n'est pas plus malheureuse que vous et moi, elle a beaucoup moins de besoins et se passe du reste, moins dépendante du marché elle s'en porte même mieux à bien des égards, ce qu'un occidental corrompu par la société de consommation est incapable de comprendre la plupart du temps, il alimente en permanence la machine du capitalisme, il fait son propre malheur, il forge lui-même ses propres chaînes, bref, ces familles décident de vendre leurs biens pour se payer un visa ou pour passer les frontières illégalement avec des passeurs parce qu'elles se sont mises en tête qu'elles vivront mieux ailleurs, en réalité une pure illusion, soit elles seront nostalgiques de leur pays, culture, mode de vie, etc. soit elles rejoindront les rangs des masses les plus arriérés de leur pays d'accueil, parce que c'était le seul sort que la société occidentale décadente pouvait leur réserver, finalement leur bonheur sera purement factice, artificiel, superficiel, basement matériel, médiocre, sans aucun doute moins naturel et moins sain qu'autrefois dans leur pays d'origine, cela non plus ne choquera pas un occidental puisqu'il en est lui-même rendu là.

Si le capitalisme pouvait faire le bonheur de quelqu'un cela se saurait, en dehors des nantis qui vont du bourgeois au petit-bourgeois intellectuel, oui, c'est une notion ou une vérité que l'on a tendance à oublier de nos jours, il faut dire que le socialisme semble tellement éloigné qu'on peut se permettre bien des écarts et de l'interpréter de mille manières différentes au point de le rendre méconnaissable.

Ce qui caractérise le plus la situation, c'est l'absence de confrontation des idées. Je ne peux pas partager une position sur une question sans avoir épuisé l'analyse des tenants et des aboutissants qui l'accompagnent nécessairement, et surtout pas sur la base d'arguments malhonnêtes ou fabriqués de toutes pièces. Quand je lis "*Mouvement spontané des lycéens contre la politique de l'immigration*" je crie à la manipulation, mensonge, faussaire ! Quand je lis "*30 000 expulsions de pauvres par an*", je crie à la manipulation, mensonge, faussaire !

Un rappel.

- L'UNL, l'Unef, la Fidl et le Réseau éducation sans frontières RESF (collectifs de parents, d'enseignants, d'élus et de militants), qui avait médiatisé l'affaire Leonarda révélée par le Parti de gauche... Le Point.fr 03.11

On ne marchera pas dans cette combine pourrie téléguidée par le charlatan Mélenchon et la clique tiers-mondiste puante de RESF et la cohorte de gauchistes qui leur ont emboîté le pas.

Les lycéens qui se sont mobilisés sur l'affaire Leonida ont été manipulés, les 30.000 immigrés illégaux qui ont été exclusés n'étaient pas tous pauvres ou plus pauvres que la moyenne des pauvres loin de là, quant aux Roms ils ont décidé de continuer de vivre comme ils l'entendaient en refusant de tenir compte des transformations de la société, personne n'y peut rien, ils en portent la responsabilité.

C'est comme l'Indien (moi aussi) qui mange avec la main droite en Inde ou chez lui, et qui, tout en sachant qu'il s'exposerait à des insultes s'il mangeait de la même manière dans un restaurant à Paris, décidait de ne pas en tenir compte et se ferait traité de dégueulasse ou de sauvage, pour ensuite hurler au racisme, à l'intolérance ou je ne sais quoi encore. Merde au gauchisme !

Et ces trotskistes (sans rire), adeptes du " *port de la burka dans la rue osent écrire qu'ils agissent ainsi "Pour la démocratie, pour l'internationalisme"*, non mais c'est complètement dingue ! Ils rejoignent les partisans d'une dictature mondiale qui ont adopté le traité de Schengen qui favorise l'immigration illégale, qui profitent du chômage de masse qu'ils entretiennent, du travail au noir, des salariés "délocalisés", autant de moyens utilisés pour faire pression sur les salaires à la baisse, diviser, affaiblir la classe ouvrière, réduire à néant sa capacité à se mobiliser, lui interdire de trouver la voie du combat politique sur son propre terrain de classe. L'Union européenne aussi est favorable à la prolifération des niqabs, burqas et autres tchadors ou hidjabs, elle participe à la propagande en faveurs de toutes les minorités, couches ou communautés minoritaires qui revendiquent des droits, tandis qu'elle s'attaque à tous nos droits sociaux ou politiques collectifs, cherchez l'erreur.

Je viens d'en parler avec mon épouse indienne, elle m'a fait cette réflexion : "*tout est permis*", je lui ai répondu que le problème résidait dans le fait que tout ce qui est permis va à l'encontre de nos intérêts et que tout ce qui est interdit aussi, et qu'il se trouve parmi nous des gens qui parlent en notre nom qui participent à la destruction de tous nos droits et que c'est intolérable.

La différence entre eux et moi, c'est que j'assume mes positions. Elles plaisent ou non aux militants, je n'en ai rien à foutre.

On nous explique à longueur de temps qu'on disposerait de plus en plus de droits pour en réalité s'apercevoir que c'est tout le contraire qui se produit, la société est de plus en plus liberticide, au point qu'on n'a même plus le droit de dire ce que l'on pense quand on ne pense pas comme tout le monde, la majorité de la population manipulée dont font partie ce genre de groupes et pour tout dire, l'ensemble du mouvement ouvrier à des degrés divers.

Qui a dit ?

Restauration de l'Ancien Régime.

- "*Un impôt je suis désolé il doit être collecté par l'Etat*".

Gluckstein, Arthaud, Besancenot, Mélenchon, Laurent, Désir, Durand ?

Perdu : Xavier Bertrand de l'UMP. Cherchez l'erreur.

Le PS est un parti de "**progrès**", "**révolutionnaire**".

- Julien Dray : Avec Harlem Désir "*Le parti avec lui doit retrouver un optimisme révolutionnaire. Faire vivre la notion de progrès contre toutes les peurs*." Leparisien.fr 03.11

Comment un tel discours est-il encore possible ?

Ils n'ont pas le choix. Et puis, il y a ceux que cela arrange d'y croire, les nantis qui font partie de leur fond de commerce, ils le savent, il y a les hypocrites ou les menteurs et ceux qui feignent de les croire dans l'espoir d'en tirer profit, c'est minable comme mentalité,

ACTUALITÉ DU JOUR

Heureusement encore !

- Vallaud-Belkacem: "*ne changeons surtout pas de cap*" - AFP

Que voulez-vous qu'elle dise ?

Un peu, un peu, un peu = beaucoup de cadeaux aux patrons !

C'est quoi "*le plan d'avenir pour la Bretagne*" d'Ayrault ?

Réponse par l'ancien ministre UMP Dominique Bussereau : "*Un peu pour les entreprises, un peu pour les transports, un peu pour les charges etc., est-ce que c'est à la hauteur de la situation ?*". AFP 03.11

Qui n'ose rien, n'a rien. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Sarkozy «*comprend le jugement très sévère*» des Français sur Hollande - 20minutes.fr

L'ancien Président «*comprend le jugement très sévère que les Français portent sur l'action de François Hollande, du gouvernement, de la majorité*», a dit l'ex-ministre UMP Brice Hortefeux, dimanche sur France 5. 20minutes.fr 03.11

C'est pour avoir fait cette politique qu'il a délogé !

Coeur de pierre...

- UMP: Mariton lance un nouveau mouvement - LeFigaro.fr

Avec «*Droit au cœur*», le député de la Drôme entend peser davantage sur les choix de 2017. LeFigaro.fr 03.11

Instrumentalisation et conditionnement sur fond de corporatisme.

- Neuf Français sur dix attendent de Hollande un changement-lfop - Reuters

lfop, officine de Parisot et du FN (Philippot)

Un changement... mais pas vraiment dans la même direction...

PS. Numéro d'illusionnisme à deux voix.

- Aubry furax contre les licenciements à La Redoute - Liberation.fr

La maire de Lille dénonce l'attitude «*irresponsable*» du groupe Kering envers sa filiale La Redoute, important employeur dans la région nordiste, qui s'apprête à licencier. Liberation.fr 03.11

- Delanoë ne "*validera aucune forme de démantèlement*" de l'Hôtel-Dieu - AFP

Le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, a prévenu dimanche qu'il ne "*validerait aucune forme de démantèlement*" des urgences de l'Hôtel-Dieu, remplacées à partir de lundi par un centre de consultations 24 heures sur 24.

"*Une nouvelle déclaration de B. Delanoë... Toujours pas d'acte !*", a réagi dans la soirée l'association Hôpital pour tous, opposée au projet de l'AP-HP.

"*Aucune des déclarations de l'exécutif parisien n'a en effet été à ce jour suivie d'effet : l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) poursuit sereinement son projet de fermeture des urgences en tentant de promouvoir un succédané d'Hôpital*", condamne-t-elle dans un communiqué. AFP 03.11

Comme en Libye, quoi !

- Mali: Estrosi regrette que les forces françaises ne soient pas allées "jusqu'au bout" - AFP

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi a regretté que les forces françaises ne soient pas allés "jusqu'au bout" pour démanteler les groupes djihadistes lors de leur intervention au Mali en janvier. AFP 03.11

[Cynisme. Vos innocentes victimes.](#)

- Reporters tués au Mali: Les journalistes ont été «assassinés froidement» selon Fabius - 20minutes.fr

- Journalistes tués : Fabius accuse "les groupes terroristes qui refusent la démocratie" - LeMonde.fr

Qui a soutenu les djihadistes qui ont déferlé en Libye avant de se rabattre sur le Mali ? Le PS (notamment) qui les soutient en Syrie...

[En voilà qui ne risque pas de se tromper de camp.](#)

- Royaume-Uni : le patronat pour le maintien dans l'Union européenne LeMonde.fr -

[L'Air est devenu irrespirable...](#)

- Air France exigerait 5.000 suppressions de postes chez Alitalia - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Ecotaxe](#)

Qui gouvernent le pays ? Le patronat.

- Ecotaxe : les opposants détruisent les portiques un par un - Francetv info

Ils ne sont plus à une contradiction près.

- Bussereau (UMP): "il faut redonner très vite vie à l'écotaxe" - AFP

- Bertrand (UMP) pour la suppression de l'écotaxe - AFP

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est prononcé dimanche pour la suppression de l'écotaxe et a critiqué le contrat passé par le gouvernement précédent, auquel il appartenait, avec la société Ecomouv pour sa collecte. AFP 03.11

[La démocratie du sabre soutenu par Obama et Hollande.](#)

- Arabie : un Saoudien décapité au sabre pour meurtre - LePoint.fr

Un Saoudien, condamné à mort pour meurtre, a été décapité au sabre dimanche dans la province de Najrane, dans le sud de l'Arabie saoudite, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Zafer al-Bathin avait été reconnu coupable du meurtre d'Ayed al-Qashanin, sur lequel il avait tiré à l'arme automatique à la suite d'un différend, a ajouté le ministère dans un communiqué publié par l'agence officielle Spa.

Sa décapitation porte à 70 le nombre d'exécutions en Arabie saoudite depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP. En 2012, 79 personnes avaient été exécutées selon Amnesty International, faisant de l'Arabie saoudite l'un des rares pays au monde à exécuter autant de condamnés à mort.

Le viol, le meurtre, l'apostasie, le vol à main armée et le trafic de drogue sont passibles de la peine capitale en Arabie saoudite, qui applique de manière stricte la charia (loi islamique). LePoint.fr 03.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le Piotr Velikiy (Pierre le Grand), troisième croiseur lance-missiles à propulsion nucléaire russe vient de traverser le détroit de Gibraltar et d'entrer dans les eaux de la Méditerranée. Selon le porte parole de la marine russe, "*le déploiement du bâtiment vise à renforcer la présence militaire russe dans les eaux stratégiques du monde.*" La mission de Pierre le Grand durera plusieurs mois, a dit le porte parole sans donner de date fixe. Le 22 octobre le navire lance-missile a quitté son port au nord de la Russie et a traversé les océans en dépit des tempêtes et il se trouve en Méditerranée.

Le ministre russe de la défense avait auparavant souligné la nécessité pour la Russie maintenir sa présence en Méditerranée où l'allié syrien de la Russie fait l'objet d'une guerre totale. La flotte russe est présente dans le pacifique, en mer Baltique et en Mer noire. french.trib.ir 02.11

2- Syrie

2.1- Les ministres iraniens et syriens des affaires pieuses ont décidé de lancer une chaîne de TV commune pour faire face au wahhabisme.

"*Ce sera une chaîne qui essaiera d'éclaircir les travers de la pensée takfirite . la chaîne vise à rapprocher les religions et à faire contrepoids aux tentatives divisionnistes des pensées délétères*". french.trib.ir 02.11

2.2- Les takfiristes ont pris d'assaut les stocks d'objets antiques et précieux dans la province de Raqa. selon Al Mayadin , qui cite les responsables des musées syriens, plus de 100 terroristes ont attaqué un musée de Harghala pour en piller le contenu. A mesure que la perspective d'une victoire sur Assad s'éloigne, les terroristes paniqués pensent davantage de se remplir les poches avant leur fuite finale. french.trib.ir 02.11

3- Arabie Saoudite - Israël

Le chef des services secrets de l'Arabie Saoudite s'est rendu, la semaine dernière, en Israël où il s'est entretenu avec les responsables de sécurité et militaires du régime de Tel-Aviv de l'Iran, a rapporté la télévision syrienne. « *Les sources bien informées ont dit au quotidien libanais, Al-Bana, que le prince Bandar s'était entretenu, à Tel-Aviv, avec les autorités militaires et de sécurité israéliennes des moyens de répondre aux problèmes causés par la nouvelle politique états-unienne envers les dossiers syrien et iranien. Les deux parties se sont entretenues, également, des récentes évolutions nées en Egypte après la chute du gouvernement des Frères musulmans* » toujours selon la télévision syrienne. french.trib.ir 02.11

4- Palestine occupée

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre un drone sioniste survolant Gaza.

Les forces de la Résistance de la Palestine ont réussi à abattre cet appareil un Skylarkl s'est écrasé au nord de la bande de Gaza, a-t-on appris d'al-Myadine. Une enquête vient d'être ouverte par les sionistes qui ont reconnu le crash. L'attaque a été revendiquée par les brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. french.trib.ir 03.11

5- Bahreïn

- Le chef de l'opposition inculpé au Bahreïn - Reuters

Le parquet bahreïni a inculpé le chef du principal mouvement d'opposition chiite, Al Wefaq, pour insulte envers le ministère de l'Intérieur, rapporte dimanche l'agence de presse officielle BNA.

Le secrétaire d'Etat à l'Information, Samira Rajab, a précisé que le secrétaire général d'Al Wefaq, Cheikh Ali Salman, était soupçonné d'avoir "*dénigré et décrié le ministère de l'Intérieur*" en évoquant des violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre lors de manifestations de protestation.

Ali Salman a été libéré dimanche après un interrogatoire de cinq heures à la suite d'une exposition de l'opposition fermée la

semaine dernière par les autorités en raison de son caractère illégal et provocateur.

D'après le site internet du parti d'opposition, la nouvelle de l'interrogatoire de son chef, samedi, a provoqué des manifestations. Reuters 03.11

[Haut de page ↗](#)

ACTUALITE EN TITRES

[Not too big to fall...](#)

- Etats-Unis: feu vert à la fusion Office Depot/OfficeMax - AFP

Les autorités américaines de la Concurrence ont autorisé la fusion d'Office Depot et d'OfficeMax, deux des trois plus gros distributeurs d'articles de papeterie et de bureau aux Etats-Unis. AFP 03.11

[Tirez le rideau, c'est une façon de parler...](#)

- Budget: Obama veut la fin des "*crises fabriquées de toutes pièces*" - AFP

[Le droit à la santé, voilà l'ennemi !](#)

- L'assurance maladie, le vilain petit virus qui mine la santé de notre économie - Atlantico.fr

[Lui, il a les droits de ses maîtres !](#)

- Mélenchon: "*à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres*" - AFP

Parole d'internaute.

1- "*Les plus grands maîtres ne sont pas ceux qui imposent les chaînes à leurs esclaves, mais ceux qui persuadent leurs esclaves qu'avec les chaînes ils vivront plus heureux monsieur Mélenchon.*"

Tiens, un socialiste, non pas Mélenchon !

2- "*Pauvre Mélenchon, avant il était marrant, il faisait son numéro tout en ne disant pas forcément que des conneries, maintenant il devient stupide et carrément pas crédible. Le début de la fin sans doute ?*"

Encore un qui n'avait pas remarqué que le début coïncidait avec la fin...

3- "*Mélenchon ex-ministre socialiste, qui a appelé à voter Hollande veut nous faire croire qu'il faut le suivre pour contrer la politique néfaste du PS ?...oui , ce sera sans moi !*"

Lâcheur !

[Bas les masques. Au PS tous les courants mènent à Rome.](#)

- Marie-Noëlle Lienemann (PS) rend hommage au pape François - AFP

[Risque zéro.](#)

- «*EE-LV risque de devenir un parti d'élus qui ne défend plus ses idées*» - Liberation.fr

[Auto-condamnation ou l'euthanasie d'un président.](#)

- Mali : "*Personne ne sait encore qui a pu commettre ces assassinats*" - Francetv info

- Journalistes tués au Mali : Hollande déterminé «*contre le terrorisme*» - LeParisien.fr

- Mali: Hollande et Keïta déterminés à "*remporter*" le combat contre le terrorisme - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer, j'ai commencé à rédiger un document à partir d'un article paru ces derniers jours dans le portail Slate.fr sur le gouvernement mondial et je voudrais bien le terminer rapidement.

Je mettrai en ligne quelques nouveaux articles demain matin.

Qui a dit ?

- "*J'adore vraiment la technologie. Mais, si nous voulons améliorer la vie sur terre, il y a des priorités plus fondamentales à gérer, comme la survie et la nutrition des enfants*"

Réponse : Bill Gates au Financial Times. LePoint.fr 04.11

Quel généreux homme ! Bill Gates le sulfureux philanthrope est un des principaux actionnaires de l'empoisonneur public numéro 1 de la planète : Monsanto. Après avoir revendu 591 million d'actions de Microsoft en 2012, il a investi dans deux compagnies américaines dont les produits sont réputés contribuer à la santé de la population mondiale : Coca Cola et McDonalds ! Mieux ou pire encore.

- "*Qu'est-ce qui est le plus important, la connectivité ou un vaccin contre le paludisme ? Si vous pensez que la connectivité est l'élément-clé, c'est super. Mais moi, non.*" Bill Gates et sa femme ont déjà consacré 2 milliards de dollars à la lutte contre le paludisme en dix ans, à travers leur fondation. LePoint.fr 04.11

2 milliards de dollars, en voilà une somme, comme quoi nous sommes vraiment en présence de grands humanistes. La réalité est plus cynique. Bill Gates est un malin, il sort 2 milliards de dollars de sa poche droite pour les mettre dans sa poche gauche et en tirer des dividendes en plus, le grand public l'ignore évidemment.

La fondation Bill & Melinda Gates a investi dans les trusts pharmaceutiques suivants : GlaxoSmithKline, Sanofi-Aventis, Pfizer, Johnson & Johnson, Merck. Pas à fonds perdus, plus cynique encore, les vaccins utilisés par la fondation Gates étaient bidons !

Bill Gates & His Big Pharma Cronies Behind Fake Malaria Vaccines in Asia, India and Africa - <http://people.tribe.net> - 27 mai 2012. Extrait en anglais.

A new report released found that the majority pharmaceutical drugs used to combat malaria are bogus or of poor quality.

The Fogarty International Center at the US national Institutes of Health (NIH) funded a study that found a shocking 20 to 42% of the malaria vaccines used in Southeast Asia and sub-Saharan Africa are of substandard quality or absolutely fake. (absolument factice)

By researching studies and publications, the report explains that, according to the Southeast Asian countries, 36% of the 1,437 samples (échantillons ou prélèvements) of malaria vaccines were counterfeit. (contrefaits)

Another 30% of samples could not test positive for the pharmaceutical compounds that would be in a malaria vaccine.

Those drugs given to Africa were discovered to be bogus as well, with 20% of more than 2,500 samples in 6 drug classes showing that they are not real. Thirty-five percent were under drug corporation standards.

When the majority of the vaccines administered by organizations like WHO, GAVI and BMGF are fake how is the disease being prevented? (Quand la majorité des vaccins administrés par les organisations telles WHO, GAVI and BMGF (fondation

Gates) sont factices comment est-il possible de prévenir cette affection ?)

On n'a pas le temps d'aborder cette question ici, plusieurs études ont démontré que certains OMG et vaccins contre la malaria ou la polio contribuaient à la réduction de la fertilité des hommes et des femmes ou à les rendre stériles et faisaient partie d'un programme eugénique destiné à réduire la population, un portail en anglais aborde ces questions en fournissant ses sources : <http://www.global-sisterhood-network.org/content/view/2820/59/>

Si, si, travailleurs et militants ont besoin de vomir le capitalisme jusqu'à ce qu'ils n'aient plus envie de vivre une minute de plus sous ce régime barbare, on fait en sorte qu'ils décident de rompre une fois pour toute leurs relations avec les institutions qui l'incarnent, les partis qui le soutiennent ou s'en accommodent, les appareils vendus des syndicats qui collaborent avec ses représentants, les ONG et autres associations qui en vivent. Il faut briser tous ces liens, définitivement, par tous les moyens. C'est notre devoir de nous y employer.

[Qui a dit ?](#)

Voilà une profession rémunérée grassement : enfonceur de portes ouvertes.

- «*La faible croissance va conduire à des troubles sociaux, puis à des menaces contre la démocratie*».

Réponse : Dominique Strauss-Kahn, l'ex-patron du FMI, qui a délivré cet oracle lors d'une conférence organisée par le club de réflexion bruxellois Bruegel et un think tank américain, le Peterson Institute for International Economics, tenue jeudi à Séoul, en Corée du Sud. wikistrike.com 02.11

Serons-nous capables de capitaliser ces «*troubles sociaux*» pour construire le parti et proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme ? Franchement on est très mal barré pour y arriver, mais il ne faut pas désespérer

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Comment, vous n'aimez pas les gauchistes ?](#)

Une militante de l'Unef avoue avoir menti sur son agression - [Liberation.fr](http://liberation.fr)

L'une des deux militantes du syndicat étudiant Unef qui avaient dénoncé le mois dernier une agression à Paris a reconnu avoir menti pour donner plus d'ampleur à la première affaire, bien réelle. Cette étudiante à l'université de Nanterre avait porté plainte, expliquant avoir été bousculée le 21 octobre dans le quartier de Bastille, insultée et menacée : «*On va te violer, sale Arabe. On sait où t'habites, sale gauchiste*», lui avait prétendument lancé son agresseur.

Convoquée par la police judiciaire, la seconde plaignante a fini par avouer qu'elle a «*inventé cette histoire*» pour apporter du crédit à la précédente victime. C'est raté. Elle doit répondre prochainement devant la justice de «*dénonciation de délit imaginaire*». [Liberation.fr](http://liberation.fr) - 04.11

[Pas létal... qui assassine seulement, légalement s'il vous plaît.](#)

Taser : un nouveau décès réveille les inquiétudes - [Liberation.fr](http://liberation.fr)

A la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), un Réunionnais de 21 ans est mort dimanche après avoir reçu un coup de Taser, pistolet à impulsions électriques, tiré par un gendarme qui tentait de le séparer de son cousin lors d'une bagarre. Une enquête en recherche des causes de la mort a été ouverte par le procureur d'Orléans, Franck Rastoul, afin «*d'établir s'il y a un lien de causalité directe entre l'usage du Taser et le décès. Pour l'instant, rien n'est avéré, ni écarté*»

Le Taser est présenté comme une arme non létale. Mais son emploi a précédé à plusieurs reprises, en France, la mort de personnes ayant subi des décharges électriques, sans que la cause du décès soit imputée au Taser, mais à une maladie préexistante.

Le Défenseur des droits veut encadrer davantage l'emploi du Taser et souligne que son usage a nettement augmenté en 2012 tant par la police (+26%) que par la gendarmerie (+30%).

Le procureur souligne une constante : «*Ce n'est ni judiciairement ni médicalement prouvé, mais des gens en mauvaise santé meurent après l'utilisation d'un Taser.*» [Liberation.fr](http://liberation.fr) 04.11

Extraordinaire: tu es vivant, tu reçois une décharge de Taser et tu es mort et ce procureur ose écrire "*rien n'est avéré, ni écarté*". Il doit être d'extrême droite, mais bon, il peut tout aussi bien être proche de l'UMP ou du PS.

Si tu meurs après avoir reçu une décharge de Taser, ce n'est tout de même pas de la faute du criminel qui a été autorisé à utiliser cette arme, c'est de ta faute pauvre pomme, parce que tu étais fragile ou en mauvaise santé et ce n'était pas écrit sur ton front, la prochaine fois tu y penseras...

[Cela ne les gêne-t-ils pas d'en faire partie, des meubles ?](#)

89% des Français ne veulent plus que les animaux soient considérés comme des meubles - 20minutes.fr

A la question «*seriez-vous favorable ou opposé à une modification du Code civil pour reconnaître aux animaux la nature d'êtres vivants et sensibles?*», 89% se déclarent favorables et 11% opposés.

Fin octobre, une vingtaine d'intellectuels, philosophes, écrivains, historiens et scientifiques français se sont également prononcé pour un changement juridique du statut des animaux. Les philosophes Michel Onfray et Luc Ferry, l'écrivain Erik Orsenna, de l'Académie française, l'astrophysicien Hubert Reeves, président de Humanité et Biodiversité, et Matthieu Ricard, moine bouddhiste et docteur en génétique cellulaire, comptent parmi les signataires. 20minutes.fr

Ces intellectuels dégénérés ne méritent même pas leurs statuts, des animaux. Certains sont des manipulateurs professionnels, Onfray par exemple, d'autres sont instrumentalisés, Reeves par exemple.

Le propre de l'intellectuel qui a un statut - c'est hélas un des privilèges des bras coupés, consiste à être incapable de le dépasser, sinon il risquerait de le voir remis en cause, et comme il n'existe rien de plus important au monde pour lui, il n'y tient pas vraiment. Sa bonne conscience s'arrête là où se situe la limite de son statut somme toute peu enviable au regard de ce qu'il en fait, sauf pour lui évidemment, statut et intérêt individuel ou matériel ne faisant qu'un vous l'aurez bien compris. Ceux qui parviennent à le dépasser ne figureront jamais dans aucun média aux ordres et demeureront d'illustres inconnus. Ne les cherchez pas non plus dans les partis ouvriers de nos jours, vous risqueriez de chercher pendant longtemps, là aussi vous avez le choix entre les tartufes et les courtisans, les faussaires ou les lâches, pour ne pas être accusé de parti pris, ajoutons toutefois que l'exception confirme la règle.

[Qui a dit qu'il n'y avait pas d'inflation ? La preuve du contraire.](#)

- Il faut désormais gagner plus de 4500 euros/m net pour espérer devenir propriétaire (Hausse de 20% en 8 ans) - wikistrike.com

Le marché de l'immobilier connaît depuis 2011 une relative accalmie sur le front des prix, après des années de fortes hausses. Mais acheter une maison ou un appartement reste inaccessible à un nombre croissant de foyers français, comme le montre l'enquête annuelle d'Empruntis.com qu'Europe 1 s'est procuré en exclusivité. En cause : des prix toujours aussi élevés et des banques qui demandent des revenus et un apport de plus en plus conséquents.

Combien faut-il gagner pour acheter ? Le revenu moyen d'un ménage qui achète un appartement ou une maison s'élève en 2013 à 4.569 euros. Il y a huit ans, des revenus mensuels de 3.600 euros suffisaient.

Quel est désormais l'apport moyen ? Comme les revenus, le niveau de l'apport a connu une forte inflation pour atteindre 51.978 euros. "*L'augmentation de ce chiffre, d'année en année montre bien que les nouveaux acquéreurs sont de plus en plus aisés et que l'acquéreur moyen n'est pas, ou presque plus, Monsieur ou Madame tout le monde. Et les chiffres dont nous disposons sur les revenus nets moyens ne font que confirmer cette triste réalité*", détaille Maël Bernier, porte-parole d'Empruntis.

Quel est le montant moyen de l'emprunt ? "*Le montant moyen emprunté a littéralement explosé dans le courant de l'année 2013. En effet, il atteint aujourd'hui 168.409 euros sur la France entière contre 159.768 euros en 2012, dépassant ainsi le précédent record de 166.239 euros en 2010*", résume Empruntis.

A Paris, c'est pire. "*Paris n'est pas la France mais une fois encore la lecture des chiffres parisiens donnent le tournis...*", prévient Empruntis dans son chapitre consacré à la capitale. Et les chiffres avancés sont en effet éloquentes : "*si on considère le montant moyen du bien immobilier à Paris (160.658 euros d'apport + 302.664 euros d'emprunt), on arrive à un bien moyen d'une valeur de 463.322 euros, soit 56m² intramuros*".

"*Or, pour financer un tel projet à un taux de 3,40% sur 20 ans hors assurance, il faudra rembourser 1.740 euros si vous disposez de l'apport, soit des revenus nets nécessaires de 5.220 euros (pour répondre au critère de 33% d'endettement) et si vous ne disposez pas de l'apport, une mensualité de 2.663 euros, soit des revenus nets de 7.989 euros*". wikistrike.com 04.11 source :

europa1.fr

Gargantuesque. Quand la BCE régale le lobby de la Table Ronde des industriels Européens (ERT - European Round Table)

- Les coûts de construction du nouveau siège de la BCE explosent : de 500 millions d'euros à 1,15 milliard d'euros - wikistrike.com

Le 19 mai 2010, Jean-Claude Trichet, qui présidait alors la Banque Centrale Européenne (BCE), avait organisé une cérémonie à Francfort pour célébrer la pose de la première pierre de l'immeuble de 45 étages qui allait devenir le futur siège de la BCE. « *Nous devons nous assurer que les coûts de construction ne dépassent pas le budget estimé* », avait-il alors déclaré.

Mais Der Spiegel rapporte que 3 ans ½ plus tard, les coûts de ce projet ont explosé, passant d'une estimation de 500 millions euros à 1,15 milliard, voire même jusqu'à 1,3 milliard d'euros. En outre, l'immeuble, qui devait être achevé en 2011, ne pourra pas être prêt avant la fin de 2014.

L'année dernière, lors de la cérémonie d'inauguration, Jörg Asmussen, un des membres du comité exécutif de la banque, a mis en cause les augmentations de prix des matériaux et de la construction pour expliquer l'emballement des coûts.

« *En réalité, les délais et les dépassements de coûts pour l'ambitieux immeuble du siège social résultent du fait que le précédent président de la BCE Trichet et son équipe avaient fixé des budgets bien trop faibles, et de ce fait, irréalistes, et de leur décision de superviser le projet eux-mêmes, plutôt que d'embaucher un prestataire* », explique Der Spiegel. Un audit de la Cour des comptes européennes aurait évoqué l'existence de problèmes de contrôle de coûts et la faible transparence des attributions de contrats.

Le site indique également que les dirigeants de la banque n'ont pas souffert d'une trop grande modestie à l'égard de ce projet. L'architecte viennois Wolf Prix a conçu deux tours de verre et d'acier subissant une torsion, et reliées par des jardins suspendus. Dans le contexte de crise de la dette et de restrictions imposées aux contribuables, les exigences esthétiques et les caractéristiques de la tour semblent tout à fait inappropriées, estime Der Spiegel. Le siège de la BCE sera 30 mètres plus élevé, mais aussi deux fois plus coûteux, que celui de la Deutsche Bank, la plus grande banque allemande.

L'immeuble hébergera près de 2.000 employés. Chaque espace de travail aura coûté environ 600.000 euros, soit l'équivalent d'une maison familiale très confortable, alors qu'en matière d'immobilier professionnel, à partir de 30.000 euros par bureau, on parle de haut de gamme. wikistrike.com 03.11 - source : express.be

Trichet qui avait son rond de serviette à la table du groupe Bilderberg a décidément bien été inspiré, normal en famille, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Il l'aura bien mérité...

- Netanyahu : "Israël déroulera le tapis rouge à Hollande" - LePoint.fr

... n'est-ce pas ?

- Mali: Vallaud-Belkacem annonce un renforcement de la présence militaire française - L'Express.fr -

Savait pas !

- Écotaxe : la polémique enfle autour du contrat Ecomouv' - LeFigaro.fr

- Ecotaxe: le contrat de collecte avec Ecomouv' est-il un "scandale d'Etat"? - L'Express.fr

- Ecotaxe: Assouline demande de "faire toute la lumière" sur Ecomouv' - AFP

Liberté d'expression baillonnée.

- Un homme condamné à trois mois de prison pour avoir glorifié Mohamed Merah - Francetv info

C'était sûrement une grosse connerie ou une provocation minable, mais à ce rythme-là demain vous citerez Lénine et on vous accusera de faire l'apologie du communisme qui a fait selon eux 100 millions de morts, on vous accusera de complicité de crimes de guerre, oui, plus d'un demi-siècle après, et alors, n'ont-ils pas tous les droits, la preuve.

[Criminalité de haut vol.](#)

Délit d'initié: un fonds spéculatifs star de Wall Street paye le prix fort - AFP

L'un des fonds spéculatifs les plus en vue de Wall Street, SAC Capital, va verser un record de 1,8 milliard de dollars et abandonner tout un pan d'activité pour s'extirper d'une vaste enquête pour délit d'initié. AFP 04.11

Le patron de la Deutsche Bank visé par une enquête - Liberation.fr

J&J conclut un accord à l'amiable de 2,2 milliards de dollars - Reuters

Johnson & Johnson va verser 2,2 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) pour mettre un terme à une procédure judiciaire de près de 10 ans dans laquelle le groupe pharmaceutique américain était soupçonné à la fois de versements de pots-de-vin et de commercialisation illicite de médicaments. Reuters 04.11

[Intox.](#)

- Selon Kenneth Rogoff, le FMI "a raison" de vouloir taxer les riches - L'Expansion.com

Ben voyons, il y a de moins en moins de naïfs pour gober ces sornettes.

- L'espionnage américain de données d'internautes est «scandaleux» selon le patron de Google - 20minutes.fr

Surtout quand Google lui en fournit gracieusement l'accès, chut!

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2013

[CAUSERIE](#)

J'ai encore fini très tard cette causerie et je n'ai eu le temps de rien faire d'autres.

[Franchement, comment pourrions-nous rompre avec le capitalisme sans entraîner la ruine du pays, hein ?](#)

- L'Etat est lié par un partenariat public-privé (PPP) signé en 2011 par l'ancien gouvernement Fillon, qu'il ne peut abandonner sous peine de devoir verser un milliard d'euros à Ecomouv', chargée de collecter la taxe. AFP 05.11

Dialogue fictif.

Ah ben ouais, ma pauvre Georgette, imaginez un peu, l'Etat ne peut même pas envisager de perdre un tout petit milliard d'euros sans être déclaré en faillite, c'est pour vous dire à quel point le pays s'est foutu dans de sales draps en se plaçant sous la coupe des banquiers et des multinationales !

Ah ben, que voulez-vous, il faut faire avec maintenant, on n'a plus le choix !

Avec quoi, dites-moi ?

Parbleu, mais avec ces prédateurs, ils nous tiennent par les couilles dorénavant, si je peux me permettre d'être vulgaire !

Faites donc, soulagez-vous ! Et si nous inversions les rôles, vous ne croyez pas que ce serait moins douloureux, pour nous j'entends ?

Ah vous alors, vous en avez de bonnes, vous voulez dire par là que ce serait les nantis qui casqueraient à la place de l'Etat, de nous en sommes ?

Parfaitement.

Mais qui va leur imposer de s'asseoir sur un milliard d'euros ? Entre nous, j'ai l'impression que vous extrapoler.

Non, pas du tout, je suis très sérieux, d'après vous qui en aurait la capacité ou la volonté ?

Vous rêvez éveillé jeune homme ou vous vivez dans un autre monde, d'abord qui prendrait cette décision ? Certainement pas le gouvernement actuel puisqu'il est favorable à cette taxe, pas l'UMP puisque c'est lui qui l'avait mise en chantier, après il n'y a plus personne. Vous voyez, votre question était stupide et même nulle part.

Les mêmes banquiers et multinationales du CAC40 ont réalisé quelque 80 milliards de profits en 2012 et sur ces 80 milliards les actionnaires en ont empoché 39 en dormant, vous ne pensez pas que si on leur soustrayait de cette somme un tout petit milliard d'euros ils n'en seraient pas plus malheureux, ils ne se retrouveraient pas sur la paille ou ne s'en rendraient même pas compte pour un peu tant ils sont riches.

Ecoutez, vous commencez à m'agacer avec vos histoires à dormir debout, je suis parfaitement d'accord avec vous que ces parasites n'en crèveraient pas d'être soulagés d'une somme insignifiante pour eux, d'ailleurs entre nous, on s'en fout s'ils en crevaient ou non, mais merde à la fin, la question n'est pas là, vous ne m'avez toujours pas dit qui leur piquerait ce fric et comment il s'y prendrait, tout le reste c'est du pipeau, vous ne seriez pas par hasard comme ces journalistes qui nous mènent en bateau, ne le prenez pas mal, vous m'êtes plutôt sympathique, et puis vous prenez le temps de m'écouter.

C'est un fait qu'il faut faire preuve de patience...

Ah ben vous ne manquez pas de culot, vous !

Il en faut madame en plus de la patience pour se faire comprendre. Je vous demanderais donc d'en faire autant si vous le voulez bien.

Au point où nous en sommes vous savez...

Parfait, alors écoutez-moi attentivement s'il vous plaît.

Je ne fais que cela...

Bien. Vous avez parfaitement raison, la question n'est pas de savoir si le PS ou l'UMP serait disposé ou non à affronter le courroux des banquiers et autres actionnaires de multinationales, puisque l'on sait pertinemment qu'ils en sont incapables ou plutôt qu'ils n'en ont jamais eu l'intention, il n'y a rien à attendre de ce côté là.

Vous admettez que comme vous et moi la majorité de la population serait d'accord pour ne pas les rembourser ou casquer à leur place, donc la démocratie est de notre côté. Sauf que voilà, il n'existe dans ce pays aucune force politique rassemblant la majorité des travailleurs, aucun parti ouvrier suffisamment puissant et défendant nos intérêts qui serait en mesure d'affronter ces prédateurs de la finance, en admettant qu'il existerait deux cas de figure se présenteraient à lui en fonction de la situation à laquelle il serait confronté, dans l'opposition ou au pouvoir.

S'il détenait le pouvoir, il serait soutenu par la majorité de la population et abolirait l'écotaxe sans rien verser aux banquiers, dans l'hypothèse où les banquiers n'auraient pas encore été expropriés, en cas de réaction de leur part, cela ne ferait que précipiter leur expropriation et l'affaire serait réglée.

Si maintenant il se situait dans l'opposition, il devrait mener campagne sur ce thème sans rien exiger du régime en place puisqu'il combat pour le renverser, en expliquant aux travailleurs qu'il serait possible de traiter cette question favorablement à leurs intérêts, ne rien verser aux banquiers, dès lors que la situation serait totalement différente s'il était au pouvoir. Encore faudrait-il que les travailleurs l'aient porté au pouvoir, pas par les urnes puisque jamais un tel parti ne parviendra au pouvoir par cette voie, mais au cours de leur mobilisation révolutionnaire. Mais pour en arriver à la situation qui verrait les travailleurs porter au pouvoir un tel parti, faudrait-il encore qu'au préalable ils l'aient construit ou disons, qu'il soit suffisamment connu par l'ensemble des travailleurs pour que le moment venu des centaines de milliers le rejoignent, de telle sorte qu'à l'étape suivante il soit en mesure de prendre le pouvoir et du coup d'abolir cette taxe et toutes les lois antisociales, anti-ouvrières, réactionnaires, liberticides adoptées par tous les gouvernements précédents.

J'ai répondu à votre question, qui refuserait de verser un milliard d'euros aux banquiers et actionnaires des multinationales et

comment il faudrait procéder, en admettant que dans les conditions actuelles il soit impossible d'empêcher le gouvernement, soit de mettre en oeuvre cette mesure, soit de rembourser ces parasites.

Il faut être parfaitement lucide ma chère madame et ne pas se raconter d'histoires, on doit regarder la réalité en face. On est placé dans l'obligation de s'en tenir à un rôle d'opposition suivant le schéma que je vous ai exposé, c'est la situation telle qu'elle est qui nous impose cette stratégie pour atteindre notre objectif, car on ne lâche rien, absolument rien, vous ne trouverez pas trace de collusion avec le régime dans notre position, pas trace de capitulation contrairement aux autres partis. Et ce serait un tort de croire qu'on pédalerait dans le vide ou que le produit de notre bataille serait nul, pas du tout, au contraire, si nous nous en tenons strictement à notre stratégie et que nous parvenons à convaincre des travailleurs de nous rejoindre, de construire le parti qui nous fait tant défaut pour envisager sérieusement de nous attaquer aux banquiers et aux actionnaires des multinationales une fois que les travailleurs l'aurait porté au pouvoir.

Eh bien, dites-moi jeune homme, vous ne manquez pas de souffle ! Vous au moins vous savez ce que vous voulez et comment y aller. Je dois avouer que votre démonstration est convainquante. J'aurais une dernière question à vous poser qui risque cependant de foutre par terre votre bel optimisme.

Je vous écoute.

C'est bien beau tout cela, mais ce parti, il n'existe pas, je n'en ai jamais vu la queue d'un sauf erreur de ma part, après tout j'ai pu passer à côté sans le remarquer. Il faut dire aussi que c'est bien la première fois de ma vie qu'un militant me tient ce genre de discours, d'habitude ils partent dans des histoires auxquelles je ne comprends rien, on dirait des machines, ils n'écoutent même pas ce qu'on leur dit, ils sont juste là pour vendre leur salade et ensuite on ne les revoit plus, avec vous c'est différent, c'est d'ailleurs ce qui m'a donné envie de vous écouter jusqu'au bout sinon je me serais endormi avant la fin, alors dites-moi, vous avez éveillé ma curiosité et je vous en remercie, soyez franc avec moi, ne craignez pas de me décevoir, vous m'avez déjà apporté quelque chose et rien que pour cela je vous en suis reconnaissante, ce parti, il existe ou il n'existe pas ?

Selon moi il n'existe pas malheureusement, certains prétendent que oui, beaucoup plus nombreux sont ceux qui prétendent le contraire, ce qui me pousse à penser que je suis dans le vrai, mais du fait que nous soyons si nombreux à comprendre la nécessité de le construire et à prétendre qu'il n'existe pas, je garde espoir que nous parviendrons à nous rassembler pour le construire.

Je vous remercie pour votre franchise qui est rafraîchissante par ces temps où l'hypocrisie et le mensonge empestent littéralement l'atmosphère. On en restera là si vous le voulez bien car j'ai du repassage à faire. Pour se quitter bons amis, disons que le jour où votre parti existera, faites-moi signe, je me ferai un plaisir de vous rejoindre, en attendant laissez-moi un exemplaire de votre journal et rendez-moi visite régulièrement...

En guise de complément sur l'écotaxe. Le bal des hypocrites

Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat et élue bretonne, a regretté *"la part trop belle"* revenant à Ecomouv', tout en appelant à lever les *"a priori"*. Au ministère des Transports, où l'on dénonçait lundi un profit *"énorme"* de la part d'Ecomouv', on reconnaît toutefois désormais que le coût de la collecte n'est *"pas si élevé, car il y a un investissement important nécessaire pour l'infrastructure"* (portiques et bornes) et que la société *"n'est pas du tout intéressée en fonction du niveau de la taxe"*.

Pour autant, les sénateurs socialistes vont demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur Ecomouv', a annoncé leur chef de file, François Rebsamen. Le patron des députés PS, Bruno Le Roux, a rappelé de son côté qu'une enquête préliminaire ouverte au parquet de Nanterre visait toujours la société.

"Il y a aujourd'hui nécessité à aller plus loin dans l'enquête. (...) Il semblerait qu'il y ait eu un certain nombre de liens entre la société qui a conseillé, qui a préparé le marché, celle qui l'a obtenu, des appels d'offres sur lesquels les uns se sont mis en avant, ensuite se sont retirés", a-t-il estimé sur Europe 1.

En 2011, la justice administrative avait dans un premier temps invalidé le choix d'Ecomouv', car le cabinet suisse Rapp Trans AG, qui conseillait le gouvernement Fillon sur le dossier de l'écotaxe, travaillait également avec Autostrade. Une décision ensuite été cassée par le Conseil d'Etat.

Le ministre italien des Transports Maurizio Lupi a apporté son grain de sel en se disant *"étonné"* des propos de M. Moscovici et en prenant la défense d'Autostrade.

A l'approche des municipales, l'écotaxe fait aussi figure de patate chaude à droite, sur fond de rivalités au sein de l'UMP. Au lendemain des critiques de Xavier Bertrand et Rachida Dati, le président du parti Jean-François Copé l'a à son tour torpillée. *"Ce qui est surtout critiquable, c'est le montage. De tels coûts de gestion sont aberrants"*, a déclaré le président de l'UMP sur l>Télé, tout se disant *"solidaire"* de l'ancien gouvernement.

Ancienne ministre de l'Ecologie du gouvernement Fillon, et candidate UMP à la mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet a maintenu que le contrat avec Ecomouv' avait été passé "dans les règles", et défendu le principe de principe de l'écotaxe, qu'elle estime "juste".

L'ancien ministre des Transports Thierry Mariani s'est quant à lui offusqué des déchirements au sein de son camp. "Depuis 48 heures, c'est le festival des faux culs et le bal des lâches", a-t-il lancé sur Twitter. AFP 05.11

Réaction du travailleur et électeur lambda, pour faire bref il est déjà plus de minuit : ils se foutent vraiment de notre gueule tous autant qu'ils sont, et ils croient encore qu'on va aller voter pour eux, ils peuvent toujours attendre...

[Votre oeuvre messieurs Hollande et Fabius.](#)

- Depuis 1535, la France s'engage à protéger les chrétiens d'Orient - L'Express.fr

Non, sans blague ! Peu importe dans l'article qui suit qu'ils s'agissent de chrétiens, ce que l'on retiendra c'est la cruauté extrême mise en oeuvre, l'assassinat gratuit d'innocentes victimes sans défense et inoffensives.

- Syrie. Dans la localité chrétienne de Sadad, qui avait fait l'objet le mois écoulé d'une incursion meurtrière de la part des miliciens de l'ASL, un nouveau charnier a été découvert dimanche.

Il comprend six membres de la même famille, dont un couple de 85 et 75 ans, la sœur de l'épouse de 90 ans, ainsi que leur petite-fille de 18 ans, leur petit-fils de 16 ans et la mère de ces deux derniers de 45 ans.

Ils ont été retrouvés dans un puits d'eau, tous tués de la même façon, d'une balle dans la tête. french.irib.ir 05.11

Assassiner d'une balle dans la tête des civils innocents de 75, 85, 90 ans...

Que méritent ces ordures, sinon qu'ils soient liquidés sur le champ.

[Qui a dit ?](#)

- « *Je trouve que y a rien de plus beau que les mocassins et les bottes cavalières* » et l'écho sorti des chiottes de chez Berluti de répondre « *Ce qui compte, c'est la finesse du pied* ».

Réponse : La Talonnette et Cendrillon.

« *Sarkozy intime* », le documentaire ennuyeux qui ravive la nostalgie de ses partisans - Rue89 05.11

Commentaire d'un internaute.

- "Sarkozy cultivé et Bruni chanteuse ?

Voilà deux bons gros oxymores dans cette hagiographie digne des reportages de la TV Roumaine à l'époque du Génie des Carpates !

Vous avez raison, mais attention, ils sont certes médiocres, mais leur niveau correspond en moyenne à celui de la population française. Et méfiez-vous comme de la peste des gens dits cultivés, demandez-vous plutôt à quoi cela leur sert-il, quel usage ils en font.

Vous constaterez en général qu'ils ont un esprit aussi étroit ou limité que la moyenne, qu'ils sont bornés, pire, qu'ils sont inaptes à penser dans tous les domaines qui leur sont étrangers. Quant à les tromper, il n'y a rien de plus facile, il suffit de flatter leurs qualités ou talents ou de les entraîner sur leur terrain de prédilection pour qu'ils se lâchent. Ne cherchez pas à comprendre leur charabia, il ne sert qu'à justifier leur statut, c'est sans intérêt et il n'y a rien à comprendre. Notez seulement leurs contradictions, ensuite si vous en êtes capable ou si cela vous amuse, vous tirerez un parallèle avec celles que vous aurez discernées dans leur comportement quotidien, le but de la première manoeuvre consistant à les mettre en confiance, pour qu'ils vous confient ensuite ce qu'ils pensent vraiment de la société, des hommes, etc. une fois parvenu à cette étape, mettez-leur sous le pif et attendez leur réaction, parfois violente, succès garanti !

Parlez-leur ou faites-les parler sur un ton anodin de tout et de rien, de questions de société, de musique, etc. vous serez surpris de constater à quel point ils sont ignorants et ils sont incapables de s'élever à un niveau de conscience supérieure, rares sont ceux

qui sont capable de discerner ou d'apprécier à sa juste valeur l'idéal que renferme chaque chose, nombreux sont ceux qui fréquentent les musées comme d'autres se rendent au supermarché. Sarkozy appartient assurément à la seconde catégorie.

Voyez-vous, la différence qui existe entre ces deux catégories, c'est que la première a appris à tirer des enseignements de ses expériences, la seconde en a tiré profit uniquement, la première est noble et digne d'intérêt, la seconde est veule et insignifiante, médiocre.

La dictature en marche. On appelle cela un meurtre.

Il picole et il se défonce, il est vivant. Il reçoit un tir de Taser, il est mort. Ne cherchez pas un rapport de cause à effet entre le tir de Taser et la mort, il n'y en a pas, dixit le procureur d'Orléans. Demain un cardiaque reçoit un tir de Taser et il meurt, le fautif : son coeur qui a lâché et non le tir de Taser. Lisez, c'est édifiant.

- Le jeune homme décédé après un tir de Taser se serait étouffé - Reuters

- Le jeune homme de 21 ans décédé dimanche après avoir été atteint par une décharge électrique d'un pistolet Taser utilisé par un gendarme serait mort "d'un étouffement" suite à une "régurgitation", a annoncé mardi le parquet d'Orléans (Loiret).

La corrélation avec le tir électrique n'a pas été établie par l'autopsie qui a eu lieu à l'institut médico-légal de Tours (Indre-et-Loire).

"La victime est décédée d'un étouffement, d'une régurgitation d'aliments qu'on a retrouvés dans sa trachée et dans ses poumons, le tout avec un phénomène d'alcoolisation massif et également sous l'emprise de produits stupéfiants", a dit à la presse Franck Rastoul, procureur d'Orléans.

L'enquête devra définir si l'arme était dans un état d'usage normal et s'il y a une corrélation entre le tir et le décès survenu, selon l'enquête, deux heures après le tir.

"Il semblerait au vu d'un certain nombre d'auditions que la victime ne se soit pas effondrée immédiatement après le tir, ce qui pourrait laisser penser que le tir n'a pas été entièrement opérationnel", a ajouté le procureur de la République.

"On est loin d'avoir fini mais on avance pas à pas. Le parquet veut aller au bout des investigations. On doit à la famille ces explications", a conclu Franck Rastoul.

Pour l'heure, aucun élément n'a été retenu contre le gendarme, membre du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (PSIGN) et utilisateur régulier du Taser durant les entraînements. Reuters 05.11

Si on lui mettait une balle, on ne pourrait pas nous accuser d'assassinat, ce serait juste son corps qui n'aurait pas tenu le coup, on serait innocent, non ? C'est quoi une justice d'exception ? On a la réponse ici.

L'art de la manipulation. N'est pas ignoble qui veut. Le mode d'emploi de Libération

- Ignominies - Liberation.fr

Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer. Des dérapages que l'on se doit de condamner pour préserver une certaine idée du monde dans lequel on vit.

Voir il y a quelques jours une petite fille accueillir la garde des Sceaux aux cris de «*la guenon, mange ta banane*» n'est pas quelque chose d'anodin. Plutôt une alerte sur l'état de la société et sur ses dérives.

Les médias aussi doivent se poser la question de leur rôle face à cette radicalisation de la parole. Pour surtout ne pas la banaliser. Liberation.fr 05.11

Vous vous souvenez peut-être de l'histoire que je vous ai raconté récemment à propos de ma petite nièce Lombika qui toute petite poussait des hurlements chaque fois qu'elle me voyait et que j'approchais d'elle, elle n'avait jamais vu un singe blanc de sa vie, elle vivait exclusivement entourée de singes noirs, elle était terrorisée la pauvre gamine. Alors il se peut que cette fillette qui a traité de guenon la garde des Sots vivait dans un quartier chic, et habitué à ne côtoyer que des singes blancs et propres sur eux, n'ayant jamais vu de près à quoi ressemblait un singe noir, elle se livra à une analogie pertinente avec son cousin qui lui aussi mangeait des bananes. Ici, blancs et noirs, on mange tous des bananes !

Pas de quoi en faire un plat, sauf pour des journalistes à l'esprit tordu, pernicieux, qui en ont profité pour déclencher une

polémique, histoire d'alimenter le racisme pour ensuite le dénoncer, la pompe étant amorcée, les uns et les autres s'accuseraient réciproquement d'en être les responsables rendant la situation encore plus nauséabonde, l'objectif serait atteint. Vous connaissez la suite sur le plan politique.

L'art de la manipulation ne s'arrête pas aux médias. Elle consiste dans le cas présent à dénoncer chez les autres ce qu'on pourrait nous reprocher ici ou par ailleurs, à attirer l'attention de son interlocuteur ou lecteur de préférence vers une cible ou un bouc émissaire qu'on va lui désigner et sur lequel il va pouvoir déverser sa hargne ou sa haine ou tout simplement concentrer sa critique.

Le but de l'opération est de s'en servir comme moyen de pression contre une cible qu'on a décidé d'affaiblir, de mettre dans l'embarras, de façon à ce qu'elle soit obligée de réagir et d'adopter un certain comportement ou un changement d'attitude, de manière à atteindre l'objectif qu'on s'était fixé et dont évidemment notre auditoire n'avait aucune idée. Les précautions dont on s'entoure servent à épargner notre responsabilité et à demeurer hors de cause ou à apparaître aussi neutre que possible tout au long de l'affaire qu'on se propose d'instruire ou du thème qu'on entend traiter, de façon désintéressée ou en toute indépendance, cela va de soi, seule la démocratie ou la vérité guidant notre démarche...

Pour que la manoeuvre réussisse ou ait une chance d'aboutir, il est indispensable en présence d'un public à l'esprit critique, méfiant ou porté à la susceptibilité, de le mettre à l'aise ou en confiance, cette phase de préparation psychologique est indispensable, donc par différents procédés sournois et malhonnêtes on va faire en sorte qu'il soit inconsciemment porté à nous accorder le bénéfice du doute ou un minimum de crédibilité, condition qui nous permettra à la fois d'atteindre notre objectif et de pouvoir perpétuer notre oeuvre de sape de la démocratie ou de la vérité qui ne s'arrêtera pas là, puisque chaque événement ou expérience s'imposant à nous, créé ou provoqué, n'est qu'un moment ou une étape vers un objectif que l'on vise à long terme et qui nous anime en permanence, là en l'occurrence oeuvrer à la survie du capitalisme et du régime, des institutions à défaut de pouvoir s'en passer dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial.

Quand on lit "*Il est des paroles et des actes que l'on ne peut se permettre d'ignorer*" venant d'un média pourri comme Libération, on a l'impression d'entendre le procureur général d'un tribunal militaire d'exception prononcer une terrible menace sur la liberté d'expression ou la liberté tout court, pour autant qu'elle existe dans leur société, et dont l'espace qui lui est réservé se réduit de plus en plus au fil du temps depuis quelques décennies, un peu comme si la civilisation humaine était vouée à céder et finir ses jours sous une dictature.

Commentaire d'internaute

1- Quant aux dérapages, 'Libération' est mal placé pour donner des leçons: ce journal se croit habilité à injurier tout ceux qui ne sont pas de son opinion, c'est-à-dire l'opinion du propriétaire du journal: après tout le titre est 'Libération', pas 'Indépendance'.

2- Comment certains adultes se permettent-ils de manipuler ainsi un enfant ? Bonne question qu'on ne se pose pas pour mettre les lycéens dans la rue, par exemple. Pour la manipulation, Libé est orfèvre.

- «*Notre mouvement ne se limite pas à Khatchik et Léonarda*» - Liberation.fr

Mais cela ne prend pas à tous les coups

- La mobilisation des lycéens prend l'eau - Liberation.fr

3- Les média relayent complaisamment les débilités et propos caricaturaux d'individus qui ne représentent souvent qu'eux-mêmes, pour faire du bruit, vendre et justifier leur propos partisans.

Un autre exemple.

- Attaques racistes: pour Taubira, la "*cohésion sociale*" en danger - AFP

De quelle "*cohésion sociale*" parle-t-elle quand les inégalités sociales s'accroissent dans le pays depuis 4 décennies ?

Il ne s'agirait pas plutôt du consensus UMP-PS indispensable à la stabilité du régime en place malmené ces derniers temps et menacé de voler en éclats sous la pression de la crise du capitalisme qui prend de plus en plus la forme d'une crise sociale d'une ampleur exceptionnelle et politique, sans qu'ils puissent l'endiguer après avoir accepté de se placer sous la tutelle de l'oligarchie financière et sa représentation politique : l'UE ?

[Les symboles de la dégénérescence syndicale.](#)

- "*La décision de fermer Poullaouen est actée, ils ne vont pas faire machine arrière*", avait estimé Patrick-Guy Leveille, délégué CGT à Landivisiau, autre site de Marine Harvest, où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros au cours des deux années à venir. AFP

Il s'en contrefout, il bosse dans l'unité où la direction prévoit d'investir 8 millions d'euros et non dans celle où il va y avoir près de 400 ouvriers sur le carreau en comptant les intérimaires.

Idem chez Tilly-Sabco

"*On a décidé de ne pas reprendre le travail cet après-midi et de mener une action symbolique*", a indiqué à la presse Corinne Nicole, déléguée CGT de l'entreprise, au terme d'une assemblée générale du personnel, ajoutant que les salariés "*attendaient une réponse de Bruxelles quant à la date d'un rendez-vous*". Le Nouvel Observateur 05.11

300 licenciements secs = "*une action symbolique*" + "*une réponse de Bruxelles*" = capitulation en rase campagne !

Expropriation, nationalisation des deux entreprises, la seule solution.

ACTUALITE EN TITRES

[Le chiffre que les gauchistes n'oseront pas publié.](#)

- Sans papiers : 10 000 régularisations de plus en 2013 - LePoint.fr

Il s'agit d'une "*hausse conjoncturelle*" liée à la publication de nouveaux critères dans une circulaire du 28 novembre 2012, a déclaré mardi Manuel Valls. LePoint.fr 05.11

[La pute du régiment tient bon dans son bordel.](#)

- Royal opposée à une suppression du délit de racolage passif - AFP

[Un régime malmené, aux abois...](#)

- Grand Paris: la grogne s'amplifie - L'Express.fr

- Le Sénat rejette la réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris - L'Express.fr

- Ecomouv': Une renégociation qui pourrait mal finir - 20minutes.fr

- Face à la colère, l'exécutif fait le dos rond - LeFigaro.fr

- Moscovici enterre l'idée d'une grande réforme fiscale - AFP

- "*Il faut tout faire péter*" : la colère sociale inquiète les députés - Le Nouvel Observateur

- Entrepreneurs, agriculteurs, vétérinaires La grogne gagne tous les secteurs - LeFigaro.fr

[Résistance](#)

- Des salariés de Marine Harvest bloquent un site dans le Finistère - AFP

- La grève votée à l'abattoir de poulets Tilly-Sabco - Reuters

- Presse Régionale: restructuration à Centre France, 230 emplois menacés - AFP

- Les vétérinaires en grève mercredi - Liberation.fr

[Quand des braqueurs gouvernent le monde.](#)

- Les grandes banques mondiales ont-elles réussi le (vrai) casse du siècle en manipulant les taux de change ? - Atlantico.fr

- Amendes en vue pour six banques pour manipulation de l'Euribor - Reuters

[Stratégie du chaos. Déstabilisation de la Chine, nouvelle offensive.](#)

- Chine : des explosions près d'un siège provincial du Parti communiste - LeMonde.fr

Plusieurs engins explosifs ont détoné mercredi près du siège du PCC de la province du Shanxi, une semaine après l'incident de la place Tiananmen à Pékin, LeMonde.fr 05.11

[La véritable nature de l'UE.](#)

- Turquie: l'UE ouvre un nouveau chapitre des négociations d'adhésion - libération.fr

- Turquie: Ankara condamnée par la CEDH pour des tortures policières - AFP

- Turquie: six journalistes condamnés à la prison à vie - L'Express.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Mystification. C'était plié d'avance !](#)

- Mélenchon: la majorité doit faire plier le gouvernement - AFP

Le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé, mardi sur France Info, que le "*devoir*" de la majorité était d'imposer un changement de ligne politique au gouvernement, "*qui n'a plus aucune autorité*", et à François Hollande dont le bilan constitue à ses yeux "*une tromperie, puisqu'il a dit qu'il allait combattre la finance et changer la vie des gens et que les seuls changements que les gens voient, c'est qu'il ne cesse de cajoler le patronat*". AFP 05.11

Il parle bien de la "*majorité*" qui a tout voter depuis juin 2012, TSCG, règle d'or, budget d'austérité, etc. Il semble l'ignorer, comme il ignore sous un régime antidémocratique, ceux qui détiennent le pouvoir politique n'ont que des droits mais de devoirs, sauf envers ceux qui détiennent le pouvoir économique.

En passant "*majorité*" qui a rassemblé moins d'un quart des voix des électeurs inscrits en juin 2012, mais qui par un tour de passe-passe institutionnel détient plus de 50% des sièges de députés ou la majorité absolue à l'Assemblée nationale, autant dire que cette "*majorité*" n'a aucune légitimité depuis le premier jour, ce que Mélenchon se passera bien de signaler.

Désolé, les députés du PS sont fidèles au devoir d'affairistes élus sur un programme social-libéral-impérialiste, tout comme Hollande. Tout le monde connaissait parfaitement l'histoire ou le passé abominable du PS et les intentions de Hollande avant le 6 mai 2012, les vociférations et les gesticulations de Mélenchon n'y changeront plus rien maintenant, comme personne n'a oublié qu'il a été ministre de Chirac en se prétendant "*socialiste*", si cela ne constituait pas une "*tromperie*", alors qu'est-ce que cela signifiait, sinon qu'il se sentait en famille avec Chirac, tout comme Hollande avec ses amis de la finance et les patrons.

Finalement, en dehors de leur différence de statut social bien peu de choses les séparent.

Au fil du temps, ce qui n'était pas difficile à prévoir, monsieur Mélenchon se discrédite un peu plus chaque jour, il en est rendu au point où il est obligé de feindre la crédulité du naïf qui prend pour argent comptant les promesses électorales d'un prétendant au trône en guise de ligne politique, il devient pathétique et se ridiculise, et rien ne dit qu'il en ait conscience tellement il est imbu de sa petite personne.

N'ont cru le discours de Hollande avant le 6 mai que ceux qui y trouvaient leurs intérêts ou les manipulateurs du genre de Mélenchon qui lui ont servi de rabatteurs pour être élu. Les premiers appartenant à la catégorie des nantis n'ont évidemment aucun intérêt à un changement de régime, d'ailleurs ils n'y pensent même pas, c'est pourtant vers eux que se tournent les partis ouvriers, cherchez l'erreur.

Institutions bonapartistes. Comment ça marche ?

Projet de réforme des retraites. Parce que le texte sera définitivement voté à l'Assemblée

Les sénateurs ont rejeté, mardi 5 novembre, le projet de réforme des retraites à l'unanimité, socialistes compris. Droite et gauche ont voté contre ce texte, mais pour des raisons diamétralement opposées. Sur 346 voix, aucune n'a donc été favorable au projet. (...)

Si Marisol Touraine est restée enthousiaste après ce rejet massif, c'est parce que la ministre des Affaires sociales sait que le texte garde toutes ses chances d'entrer en vigueur. Il reviendra en effet en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale à partir du 19 novembre. Entre-temps, mercredi 6 novembre, une commission mixte paritaire devra se pencher sur le projet. Mais les sept sénateurs et sept députés censés mettre au point un texte commun n'ont aucune chance de s'entendre. Ce sera donc le texte déjà voté par l'Assemblée qu'adopteront sûrement les députés le 19 novembre.

Le projet de loi sera alors encore une fois présenté au Sénat, en deuxième lecture, le 25 novembre. Si le rejet se répète à nouveau au palais du Luxembourg, l'Assemblée aura le dernier mot avec une lecture définitive prévue fin novembre-début décembre. Francetv info avec AFP 05.11

Il sert à quoi le Sénat ? Engraisser sur le dos des contribuables des parasites à moitié ou complètement séniles ou encore des grabataires précoces mis à la retraite anticipée pour service rendu à la patrie. Comme à l'Élysée, à Matignon ou à l'Assemblée nationale, ce ne sont pas eux qui font le boulot, mais une armée de technocrates ou de diplômés de second ordre sortis de grandes écoles.

Entre les toilettes et les poubelles, l'UE hésite encore à trouver le meilleur emplacement pour finir ses jours.

- Bruxelles part en guerre contre les sacs en plastique jetables - lefigaro.fr

La Commission européenne a adopté lundi une proposition visant à imposer aux États membres de l'UE de réduire fortement leur consommation de sacs en plastique jetables. «*Chaque année, en Europe, plus de 8 milliards de sacs en plastique finissent en déchets sauvages, entraînant des dommages considérables*» en particulier pour les écosystèmes marins, estime le commissaire européen à l'Environnement, Janez Potočnik. Bruxelles vise notamment les sacs à poignée légers, d'une épaisseur inférieure à 50 microns (0,05 millimètre), encore distribués dans nombre de commerces et supermarchés et qui représentent plus de 90 % des 100 milliards de sacs plastique mis sur le marché chaque année dans l'UE.

Pour lutter contre ce fléau, la Commission veut «*introduire une obligation de réduction*» de la consommation des sacs plastique tout en laissant aux États membres le choix des moyens auxquels recourir: restrictions à la commercialisation ou mesures de taxation.

«*Certains États membres ont déjà obtenu d'excellents résultats en termes de réduction de leur utilisation de sacs en plastique. Si leur exemple était suivi par d'autres, nous pourrions réduire d'au moins 80 % la consommation globale actuelle dans l'Union européenne*», souligne Janez Potočnik. En outre, l'impact d'un tel changement d'habitudes sur l'industrie européenne du plastique serait marginal car la plupart de ces sacs sont fabriqués en Chine, ajoute le commissaire slovène.

Face aux mauvais élèves chypriotes, portugais ou polonais qui utilisent en moyenne 466 sacs par personne et par an, la Commission cite l'Irlande, le Luxembourg et surtout le Danemark et la Finlande (avec seulement 4 sacs par personne et par an!) comme des exemples à suivre.

En imposant une taxe de 50 centimes par sac, l'Irlande a notamment réussi à «*réduire de 92 % l'utilisation des sacs en plastique jetables en un an*», annonçait en mars dernier l'acteur britannique Jeremy Irons, venu à Bruxelles pour soutenir l'initiative de la Commission.

L'objectif de l'exécutif bruxellois est d'arriver à une consommation moyenne de 35 sacs par habitant et par an sur l'ensemble de l'UE. Soit la performance moyenne des huit pays les plus vertueux, dont la France (environ 80 sacs). Sous l'impulsion d'associations comme UFC-Que choisir et d'enseignes de la grande distribution comme Michel-Édouard Leclerc, l'utilisation de sacs plastiques jetables a considérablement chuté ces dernières années dans l'Hexagone. L'instauration, à partir du 1er janvier 2014, d'une taxe d'environ 6 centimes par sac devrait accélérer le mouvement. lefigaro.fr 05.11

Il suffirait de cesser d'en produire et d'interdire leur importation et le problème serait réglé. Trop fastoche, et puis si demain les quelques 100 milliards de sacs plastiques étaient taxés 6 centimes par sac, les États pourraient récupérer 60 000 000 d'euros, pour un début ce ne serait pas mal.

Ben oui, il faut bien qu'ils se débrouillent pour payer leurs dettes, il faut faire preuve d'un peu d'imagination sans blague, alors rien de tel que de taxer la population par petits bouts pour qu'elle s'y habitue et s'en accommode.

Allez on parie qu'il y a eu des abrutis d'écologistes genre Hulot pour saluer cette proposition. Bon d'accord, c'est pas du jeu je suis sûr de gagner, d'ailleurs personne ne va vouloir jouer avec moi, on les connaît de mieux en mieux ces réacs, n'est-ce pas ? On va continuer à démolir leur image de défenseur de la planète à ces agents des multinationales qui la polluent et la détruisent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

François Bayrou et Jean-Louis Borloo, séparés depuis 11 ans, ont officialisé mardi le rapprochement de leurs formations au sein d'un rassemblement intitulé "*UDI * MoDem: l'Alternative*", avec en ligne de mire les européennes et l'ambition de proposer une "*alternative*" à droite.

François Bayrou, qui a choisi François Hollande au deuxième tour de 2012, et Jean-Louis Borloo, dix ans ministre sous Chirac et Sarkozy, ont tenu mardi une conférence de presse côte-à-côte, chacun derrière un pupitre siglé du nom du nouveau rassemblement "*UDI * MoDem*".

"*Ce n'est pas pour nous que nous faisons cela. Nous le faisons parce que le désarroi et la désaffection parmi les Français est si grande que désormais c'est l'essentiel qui est en jeu*", a insisté ensuite le président du MoDem, François Bayrou.

Il s'agit d'une "*alternative*", c'est-à-dire d'une "*solution de remplacement*", a-t-il expliqué.

"*Il y a un plan B en politique, c'est nous*", a renchéri plus tard sur TF1 Jean-Louis Borloo, en promettant des "*solutions opérationnelles*" aux problèmes du pays, tels que le chômage de longue durée, la compétitivité,...

"*Tous les trente jours*", a-t-il promis, "*vous aurez une proposition opérationnelle qui sera ensuite à débattre avec les Français*".

François Bayrou a justifié leur démarche par le fait que "*le peuple (était) en rejet de la politique*". "*Le peuple est en sécession*", a-t-il dit sur TF1.

Les anciens frères ennemis du centrisme, qui ne cachent pas avoir trouvé chacun les limites de leur cheminement séparé, comptent bien profiter du manque de leadership à l'UMP et des difficultés d'un gouvernement socialiste à la peine tout en se posant comme un autre choix face au FN.

"*Nous faisons le choix exemplaire de mettre au deuxième plan nos intérêts personnels et de mettre au premier plan l'intérêt général*", a assuré François Bayrou, qui s'est défendu de repeindre le passé "*en rose*".

A l'UMP, pas d'inquiétude officiellement, face à ce rassemblement. "*Il faut banaliser l'évènement*", a affirmé M. Copé à l'AFP.

Mais, en coulisses, à un moment où le Front national monte dans les sondages quand l'UMP stagne, ce remariage centriste n'est pas vu d'un bon oeil.

La présidente PS de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, s'est montrée sceptique à l'égard du rapprochement des formations centristes. "*Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? (...) il n'y a aucune proposition neuve*", a-t-elle dit sur BFM TV, en dénonçant une démarche "*tactique*". (Elle, qui candidate en 2007 avait osé à haute voix appeler Bayrou à la rejoindre, décidément ces gens-là osent tout. - ndlr)

Interrogé sur le fait de savoir si après avoir choisi François Hollande, il revenait au centre droit, François Bayrou s'en est reporté à la charte. Celle-ci écrit noir sur blanc que l'allié naturel est la droite républicaine, que l'alliance avec le PS est "*impossible*" et que la majorité peut aller "*jusqu'aux sensibilités écologistes et social-démocrates*". (Traduire : Hollande était un social-démocrate dans sa version social-libérale ou néolibérale, du coup il était un allié naturel de la droite, républicaine, n'exagérons rien, ce sont de farouches partisans de l'UE qui est antirépublicaine. Les centristes sont plus droitiers que l'UMP, c'est l'antichambre d'une dictature ou d'un régime fasciste. -ndlr)

Sur le papier, les élections européennes de mai sont celles qui posent le moins de problèmes, l'Europe fait partie de l'ADN des centristes. Leurs deux formations totalisent 11 eurodéputés.

Pour les municipales, l'équation est plus compliquée, compte tenu du fait que le MoDem est associé avec le PS dans certaines villes, comme à Dijon, à Lille ou à Marseille. AFP 05.11

Je dirais même mieux, parfois avec le PCF, par exemple à Aubagne c'est grâce au MoDem que le candidat du PCF avait été élu.

L'attelage bancal UDI * MoDem pourrait-il à terme remplacer l'UMP? Je n'y ai pas vraiment réfléchi. L'UMP aussi est une coalition de partis rassemblés autour de l'ex-parti gaulliste qui avait vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que les modifications intervenues depuis à l'échelle mondiale et européenne ont fait disparaître les unes après les autres les conditions qui l'avaient vu naître, au point que ce qu'il en reste est devenu obsolète ou s'inscrit en contradiction avec l'orientation du capitalisme qui détruit les bases sur lesquelles reposaient ce parti, à moins de se renier totalement, il n'a plus aucune raison d'exister.

Alors que l'UDF est né dans les années 70 dans la perspective de renforcer le pouvoir de l'UE au détriment de l'Etat. Coalition plus récente qui a été conduite à l'explosion après la défaite de son candidat à la présidentielle de 1981, rien ne dit qu'elle serait plus apte que l'UMP à mettre en oeuvre une politique néolibérale. Apparemment, Sarkozy a prouvé que l'UMP était capable de l'assumer, dans ces conditions je ne vois pas pourquoi ceux qui tirent les ficelles décideraient soudainement de changer de monture, les oligarques ne sont pas des aventuriers, d'autant plus que le PS fait parfaitement l'affaire de son côté, l'illusion est absolument parfaite, il est impossible d'espérer mieux. Que voulez-vous, je suis bête et discipliné, je m'en tiens aux décisions adoptées par les dirigeants du groupe Bilderberg.

2- Etats-Unis

La défense américaine doit se "*réorganiser*" pour faire face aux coupes budgétaires amenées à durer, a appelé mardi le chef du Pentagone Chuck Hagel, qui a mis en garde contre la tentation d'un nouvel isolationnisme américain.

Si la force armée doit rester "*un outil essentiel de la puissance américaine et de sa politique étrangère*", elle doit être utilisée "*avec discernement, précisément et judicieusement*", a plaidé le secrétaire à la Défense, dans un discours devant le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), un groupe de réflexion de Washington.

Pour lui, les Etats-Unis doivent "*accorder plus d'importance aux instruments civils du pouvoir*".

"*Ces coupes sont trop rapides, trop importantes et irresponsables*", a dénoncé l'ancien sénateur républicain: le Pentagone a subi 37 milliards de dollars de coupes automatiques l'an passé et s'apprête à en connaître à nouveau 52 milliards, soit 10% de son budget.

Le Pentagone est actuellement engagé dans la préparation d'une revue quadriennale de défense (QDR) qui doit fixer les priorités.

Parmi celles-ci figurent la nécessité de tailler dans l'imposante bureaucratie du Pentagone, d'adapter l'état de préparation des forces, qui est partiellement limitée par ces coupes budgétaires.

"*Nous allons peut-être devoir accepter le fait que toutes les unités ne seront pas au niveau optimal de préparation et qu'un système de mobilisation par échelons est peut-être inévitable*", a-t-il laissé entendre.

La priorité passe également par la préservation des investissements dans les domaines perçus comme essentiels pour conserver la prééminence militaire américaine: l'espace, la cybersécurité, les forces spéciales ainsi que les moyens de surveillance et de renseignement (ISR).

Revenant à l'ambition du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld avant le 11-Septembre, Chuck Hagel privilégie une armée "*moins nombreuse, moderne*" et s'appuyant sur des technologies de pointe plutôt qu'une force plus importante équipée de vieux matériels. AFP 05.11

3- Tunisie

L'incertitude était totale mardi en Tunisie sur les possibilités de sortie de la profonde crise politique, islamistes et opposants se rejetant la responsabilité de l'échec des pourparlers pour désigner un nouveau Premier ministre.

Même les médiateurs de la crise --le syndicat UGTT, le patronat Utica, la Ligue des droits de l'homme et l'Ordre des avocats-- qui ont annoncé lundi la suspension sine die du "*dialogue national*" après 10 jours de négociations, n'étaient en mesure d'apporter des éléments de réponse.

Le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, a simplement évoqué la possibilité d'écarter les partis politiques de la sélection du futur Premier ministre.

"Si les partis n'arrivent pas à un consensus, nous assumerons notre responsabilité et présenterons les noms de personnes que nous estimons capables", a-t-il dit, alors que tout nouveau gouvernement devra pour entrer en fonction obtenir le soutien des islamistes et de leurs alliés, majoritaires à la Constituante.

La présidence a décidé dimanche le prolongement de huit mois, jusqu'à fin juin 2014, de l'état d'urgence en vigueur depuis la révolution ayant renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011.

Et près de trois ans après cette révolution, le pays n'est toujours pas doté d'institutions stables faute de Constitution et de législation électorale. Le dialogue était aussi censé trouver des solutions à ces questions.

Ennahda et ses alliés, majoritaires à la Constituante, ont besoin du vote d'une partie de l'opposition pour permettre l'adoption de la loi fondamentale sans passer par un référendum. AFP 05.11

Je n'ai pas le temps de me pencher sur la situation en Tunisie, je suis cela de loin, juste un mot sur l'AFP pour montrer les intentions qu'anime cette officine de propagande de la réaction. J'ajoute le paragraphe qui concluait cet article.

- Arrivés au pouvoir en octobre 2011, les islamistes ont été considérablement affaiblis par la multiplication des crises politiques, les assassinats de deux opposants, les heurts avec les jihadistes, les faiblesses de l'économie et les polémiques sur leurs tentatives supposées "d'islamiser" la société ou de juguler la liberté d'expression.

Il s'agissait de ménager les islamistes qui sont de malheureuses victimes des djihadistes, ils n'ont aucun lien avec eux évidemment, quant aux faiblesses de l'économie l'AFP ne leur impute pas, si même le prophète est impuissant à les réduire que voulez-vous, c'est que personne ne pourrait faire mieux, et pour finir, les intentions qu'on leur prêtait de vouloir "islamiser" la société et de baillonner la liberté d'expression, de liquider les droits des femmes, etc. tout cela n'était que de fausses rumeurs, pure invention, des calomnies sans fondement, les islamistes sont des démocrates, des gens parfaitement fréquentables, si l'AFP vous le dit, c'est que c'est forcément vrai.

Donc tous les problèmes que connaissent les Tunisiens viennent d'ailleurs, de l'opposition laïque par exemple, du principal syndicat...

SOCIAL

Espagne

- Espagne: le chômage progresse en octobre, à 4,81 millions de personnes - AFP

Le nombre de personnes inscrites au chômage en Espagne a continué à progresser en octobre, pour le deuxième mois consécutif, à 4,81 millions, a annoncé mardi le ministère de l'Emploi.

La quatrième économie de la zone euro, une fois passés les effets de la saison touristique, a enregistré sur le mois 87.028 demandeurs d'emploi en plus, tandis que le taux de chômage atteint 25,98% selon l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul différente et sert de référence. AFP 05.11

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2013

CAUSERIE

Un nouveau dossier a été créé pour classer les nouveaux articles "dossier9", 23 ont été ajoutés ce matin. A plus tard en fin de soirée.

Un premier article histoire de ressouder les militants autour du socialisme ou de les démoraliser totalement, au choix.

[La loi de l'offre. Les effets du néolibéralisme.](#)

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

Le nombre de milliardaires en dollars a atteint un niveau record en 2013, après une forte progression en Asie, selon une étude publiée mercredi par la banque suisse UBS et un cabinet d'études à Hong Kong.

La planète comptait ainsi en juin dernier 2.170 milliardaires, soit 0,5% de plus en un an, d'après le recensement effectué par UBS et Wealth-X.

Le montant de leur fortune a, lui, augmenté de 5,3% entre juillet 2012 et juin 2013, ont précisé les auteurs de l'étude dans un communiqué.

L'Asie est la région ayant affiché la plus forte croissance, avec 18 nouveaux milliardaires en l'espace d'un an. Leur fortune a, elle, progressé de près de 13%, ce qui en fait la région du monde à l'augmentation la plus rapide de la richesse.

Bien que l'Amérique du Nord reste la région du monde où la fortune des milliardaires reste la plus élevée, l'Asie pourrait, à ce rythme, la dépasser d'ici cinq ans.

Depuis la crise financière de 2009, le cercle des milliardaires compte 810 nouveaux membres. La somme des avoirs des milliardaires a depuis plus que doublé pour totaliser 6,5 trillions de dollars (4,8 trillions d'euros), soit "assez pour financer le déficit budgétaire des Etats-Unis jusqu'en 2024", ont fait valoir les auteurs de l'étude.

Selon ce document, 60% de ces super-riches ont bâti leur fortune eux-mêmes tandis que 40% en ont hérité ou le sont devenus en faisant fructifier les avoirs qui leur ont été transmis. AFP 06.11

[Le mondialisme à l'oeuvre ou la stratégie du nouvel ordre mondial qui repose sur la planche à billets](#)

Les effets de la globalisation sur les emplois et les salaires - Liliane Held-Khawam - dimanche 3 novembre 2013 - legrandsoir.info

Extrait.

L'indicateur de performance le plus absolu dans ce monde de la globalisation est celui de la bourse. Il est troublant de voir qu'elle peut être éclatante de santé alors que les taux de chômage et de paupérisation des peuples explosent. Cette distorsion entre les indicateurs financiers volatiles des bourses et ceux de l'économie réelle nationale est la cause fondamentale des dérives actuelles.

Si la tendance devait se poursuivre, de moins en moins de personnes gèreraient des responsabilités et des volumes financiers toujours plus importants. Cela creuserait alors encore plus les écarts de toutes sortes et même contracterait in fine le nombre de postes de stars disponibles. En résumé, les stars d'aujourd'hui paverait le chemin aux super stars de demain.

Une spirale à la fois destructrice d'emplois et génératrices de richesse au profit d'un petit nombre s'est installée. Elle crée une cassure au sein de la société. On peut craindre la naissance d'une oligarchie mondiale détenant les clés de l'emploi et des rémunérations... Que ferait-elle de ce pouvoir ? Que resterait-il des Etats-Nations, des démocraties, et des libertés individuelles ? Que feraient-ils de la base de données gigantesque qui est en train de se constituer et qui met à mal la sphère privée du citoyen ?

Les politiques économiques nationales ne semblent pas se préoccuper du phénomène. Au contraire, elles soutiennent le processus en couvrant les dégâts privés avec l'argent public (loi too big to fail, Bail in des établissements financiers). La politique monétaire de certains pays dont la Suisse sert d'accélérateur à ce système qui peut croître à bon compte. Tout cela amplifie le sentiment d'injustice et donne l'impression de faire ami-ami avec le monde de la globalisation.

(...)

Nous sommes face à un problème universel qui dépasse les divisions obsolètes droite-gauche. Les fondamentaux de la société civile sont en danger. La liberté de travailler et d'entreprendre, la libre-concurrence et les acquis sociaux sont sur la sellette. Il s'agit d'un problème global tant politique, économique que sociétal. Fin

Ce que vous décrivez-là, c'est le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, si tous ces facteurs disparaissaient cela signifierait qu'il aurait cédé la place à un autre système économique où tous nos droits sociaux et politiques et la lutte des classes auraient disparu, une dictature mondiale. Soit ils y parviennent, soit c'est le capitalisme qui s'effondre et laisse place au socialisme sous le coup de la mobilisation révolutionnaire mondiale des masses exploitées ou alors la civilisation humaine disparaît.

ACTUALITE EN TITRES

[Le centenaire de la capitulation de la social-démocratie.](#)

- Hollande lance le centenaire de la "*Grande Guerre*" de 14-18 - Le Nouvel Observateur

[Les fusibles](#)

- François Hollande ne se rendra pas au Congrès des maires - 20minutes.fr

C'est Ayrault qui ira à sa place apparemment.

- Paris: La directrice de l'AP-HP évincée au profit de Martin Hirsch - AFP

[Après MSF, RSF, une autre officine de la CIA monte au créneau.](#)

- RSF appelle la France à agir à l'Onu en faveur des journalistes - Reuters

[Résistance](#)

- Les salariés de La Redoute dans la rue jeudi pour défendre leurs emplois - LePoint.fr

- Essonne : préavis de grève partielle sur le réseau de bus Tice - LeParisien.fr

- Un entrepôt de H&M au nord de Paris paralysé par une grève - AFP

- FagorBrandt dépose le bilan, les syndicats espèrent "*un nouveau départ*" - AF

- La Société générale pourrait supprimer 400 postes entre 2014 et 2015 - 20minutes.fr

- Plans sociaux: 15 000 emplois industriels perdus depuis l'élection de Hollande - L'Expansion.com

- Alstom va supprimer 1 300 emplois, dont une centaine en France - Francetv info

- Les suppressions de postes chez Nexans affecteront surtout Lyon - AFP

- Des victimes de l'amiante manifestent pour réclamer un procès pénal - AFP

- Croissy-Beaubourg : les salariés de Flir ATS redoutent la délocalisation - LeParisien.fr

- Colgate-Palmolive veut supprimer une cinquantaine d'emplois en France - L'Expansion.com

- RWE supprimera 2.500 emplois en Allemagne - Reuters

[Le néolibéralisme porte ses fruits](#)

- Le nombre de milliardaires a atteint un niveau record en 2013 - AFP

- Hermès fait son beurre même en temps de crise - Liberation.fr

- Nouveau record du Dow Jones, le Nasdaq baisse - Reuters

- Les Bourses européennes clôturent en hausse, Paris gagne 0,79% - Reuters

[La confiance, cela ne s'achète pas !](#)

- Alimentation : les Français ne font pas confiance à la grande distribution - LePoint.fr

Paradis fiscaux au coeur de l'Europe. Un problème? Non, pourquoi ?

- La Suisse et le Royaume-Uni, champions du secret bancaire - LeMonde.fr

Hollande et Fabius : on a les Aqmi qu'on peut, signé un ami qui vous veut du bien : l'émir du Qatar

- Revendication d'Aqmi: "*Ces crimes ne resteront pas impunis*", rétorque l'Elysée - L'Express.fr

Le scoop du jour.

- Mairie de New York : "*Bill de Blasio n'a rien d'un marxiste*" - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole aux néolibéraux.

- Le problème du gouvernement ce n'est pas l'idéologie, c'est l'incompétence - Atlantico.fr

Vous êtes ingrats tout de même : TSCG, règle d'or, ANI, contre-réforme des retraites, Peillon, budget d'austérité, cadeaux à gogo aux patrons à coup de dizaines de milliards d'euros, guerre au Mali, soutien aux barbares djihadistes en Syrie, etc.

Vous avez raison, sur le plan de l'idéologie il est parfaitement en phase avec vous et le gouvernement précédent, votre bonne foi vous honore et on vous en remercie, vous nous rendez service, vous confirmez ce que nous n'avons cessé d'affirmer depuis des années sur le PS dont la nature ne fait aucun doute.

Maintenant vous devez reconnaître que Sarkozy n'aurait pas fait mieux s'il avait été réélu, et les éléments tirés de l'actualité qui suivent montrent que Hollande s'acharne à défendre l'idéologie que vous partagez avec lui : le néolibéralisme ou la loi de l'offre.

L'austérité permanente

- Tout le quinquennat placé sous le signe des économies, prévient Cazeneuve - AFP

"*Nous devons aux Français la vérité sur les enjeux budgétaires : il faut mettre le cap sur les économies, jusqu'à la fin de la législature. Nous avons déjà décidé de 15 milliards d'économies pour 2014, ce qui est sans précédent, comme l'a reconnu d'ailleurs mardi la Commission. En 2015, il faudra porter notre ambition encore plus loin, et continuer en 2016 et en 2017*", déclare-t-il dans un entretien au quotidien Les Echos à paraître jeudi. AFP 06.11

Quand on refuse de taxer les riches, il faut bien trouver le fric ailleurs.

- Aide au développement: la hausse de la taxe des billets d'avion votée à l'Assemblée - AFP

Les députés ont voté mercredi une hausse de 12,7% de la taxe prélevée sur les billets d'avion pour financer l'aide aux pays pauvres à compter du 1er avril 2014. AFP 06.11

Pays pauvres que la politique économique du gouvernement favorable aux multinationales contribue à maintenir dans la pauvreté, y compris en envoyant son armée défendre leurs intérêts, ceux des multinationales, pas des pays pauvres qui de préférence doivent le rester.

Maintenant, il faut assumer le néolibéralisme

- Louis Gallois : "*Maintenant la priorité, c'est la politique de l'offre*" - Atlantico.fr

Louis Gallois était l'invité de Radio Classique ce matin. L'ancien PDG d'EADS et auteur du rapport sur la compétitivité était interrogé sur le bilan qu'il en fait, un an après sa publication. Selon ce dernier, il s'agit d'un "*bilan assez positif*". Atlantico.fr 06.11

La méthode : le compromis national.

- Montebourg voudrait réussir un compromis national sur l'énergie - Atlantico.fr

C'est devenu une obsession, Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif s'est mis en tête d'obtenir l'accord de tous les partenaires sociaux et des politiques français autour d'un compromis national concernant l'énergie. Atlantico.fr 06.11

La gauche de la gauche d'un parti de droite...

La méthode : le Pacte d'avenir

- Crise bretonne: fin de la réunion à Rennes, "*les conditions remplies*" - AFP

Le préfet de la région Bretagne, Patrick Strzoda, a affirmé mercredi soir, après six heures de réunion à Rennes sur le Pacte d'avenir de la Bretagne avec les élus et les acteurs économiques et sociaux de la région, que "*les conditions du dialogue sont remplies*".

"*Les conditions sont remplies pour qu'on dialogue et qu'ensemble on construise ce pacte d'avenir*", proposé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault à la mi-octobre, a ajouté le représentant de l'Etat.

Les participants à la réunion partagent aussi l'idée que le "*concept de pacte est une bonne idée*", pour apporter "*des réponses à des situations de crise en urgence et en même temps dresser des pistes de développement auxquelles toutes les collectivités et tous les responsables économiques peuvent adhérer*", a souligné M. Strzoda.

M. Strzoda s'exprimait à l'issue d'une journée de réunion à la préfecture à Rennes avec les syndicats de salariés, les représentants du patronat, puis les élus et les acteurs économiques. AFP 06.11

A un bémol près qui sera sans conséquence toutefois, Le Foll peut dormir tranquille.

- Crise bretonne: FO claqué la porte des discussions à Rennes - AFP

Le syndicat FO a claqué la porte des discussions sur la crise bretonne, mercredi à la préfecture de région à Rennes, où sont rassemblés les élus, les partenaires sociaux et les acteurs économiques, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Il n'y a pas de réponse du gouvernement sur l'arrêt des fermetures des sites industriels. Il y a un grand nombre de salariés qui vont se retrouver demandeurs d'emplois*", a déclaré à la presse Nadine Hourmant, déléguée syndicale FO chez le volailler Doux, avant d'ajouter: "*Aujourd'hui, on veut des réponses et pas des réunions qui ne tiennent pas debout.*"

"*Assister aux grand-messes à Rennes, alors que les difficultés sont dans le Finistère, ce n'est pas une réponse*", a estimé Mme Hourmant, qui a invité le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, à se rendre dans le Finistère. "*J'invite M. Le Foll à venir nous rencontrer dans le Finistère, pas sur Rennes. C'est à eux (le gouvernement, ndlr) de venir voir la détresse des salariés qui ne savent pas de quoi sera fait demain, alors stop ça suffit!*"

M. Le Foll doit se rendre en Bretagne vendredi, mais son programme n'est pas encore précisé.

Mme Hourmant avait prévenu peu avant le début de la réunion, qu'elle a quittée en compagnie d'un autre représentant FO, qu'il "*y a aura encore des actions*" et que "*les salariés sont en ordre de marche*". AFP 06.11

FO signe tous les accords de compétitivité, tous les plans sociaux qui accompagnent les fermetures d'usines.

[Les médias en sont les principaux porte-parole du racisme, ils l'alimentent en permanence.](#)

Comment dénoncer un comportement dont on est responsable ou complice pour qu'on ne nous accuse pas de l'être.

Les médias nationaux puent, empestent, entre amalgames et manipulations quasi quotidiens ils n'ont de cesse de monter les couches de la population les unes contre les autres, procédé mis en oeuvre quand en haut il est devenu impossible de gouverner, il faut à tout prix, y compris en employant les méthodes les plus infâmes diviser la population, casser sa résistance à la régression sociale, à la décomposition de la société qu'organisent minutieusement le gouvernement et le parlement.

Les médias sont l'expression et les instruments de cette déchéance sans fin, ils sont la voix de la réaction qui par ce canal espère pouvoir détourner les masses de l'essentiel, de la crise sociale et politique à laquelle elles cherchent une réponse pour y

mettre un terme, alors qu'elles n'en sont pas responsables, qu'elles la subissent, qui leur est imposée, qu'elles ne supportent plus.

De tous temps dans le passé depuis plus d'un siècle on peut lire et entendre des propos racistes ou xénophobes sans que cela dégénère forcément en pogroms ou chasses aux sorcières. Ceux-ci apparurent lors de chaque crise depuis le début du XXe siècle ou même avant, et il est bon de rappeler que chaque fois ce fut la classe dominante et sa presse qui instrumentalisèrent le racisme et l'antisémitisme pour détourner les masses des réels responsables de la crise sociale dont elles étaient les principales victimes pour qu'elles ne se mobilisent pas contre les différents régimes en place, sous Nicolas II en Russie, sous la IIIe République en France ou en Allemagne, en Grande-Bretagne, dans l'ensemble de l'Europe et aux Etats-Unis jusqu'au Japon, mais pour qu'elles soutiennent leurs guerres coloniales ou impérialistes, le responsable de leur situation ou leur ennemi étant l'étranger, le Juif, le Noir, l'Arabe, l'homosexuel, etc. avant d'en arriver aux syndicalistes et aux militants des partis ouvriers.

La société et le monde ayant connu de profondes transformations au cours de la seconde moitié du XXe siècle, il leur faut procéder autrement pour soumettre les peuples au talon de fer du néolibéralisme, alors que la plus formidable crise du capitalisme menace ses fondements et de l'emporter à terme. Les derniers développements du capitalisme mondial ne se sont pas seulement traduits par une plus grande collaboration entre les différents membres de l'oligarchie financière, le rapprochement entre les dirigeants des plus grandes puissances, l'intégration des Etats dans de nouvelles institutions supranationales économiques ou politiques, l'interpénétration croissante des différentes économies et l'adoption d'un modèle économique de plus en plus homogène, ils ont donné lieu à un rapprochement entre les peuples par le biais des moyens modernes de communication, Internet étant le dernier en date, sans que pour autant les inégalités qui existaient entre eux n'aient disparu ou à l'intérieur de chaque pays, qu'ils ont interprété comme un nouveau droit auquel ils avaient accès ou une plus grande liberté qui leur était accordée sans que pour autant les rapports entre les classes n'évoluent ou connaissent un changement radical, du coup sur fond de profondes inégalités sociales les rapports qui existaient entre les différentes couches de chaque pays et qu'on retrouve sur tous les continents ont guère évolué, le regard qu'ils portent sur ces couches minoritaires est demeuré inchangé chez la majorité de la population puisqu'ils ont vécu la mondialisation de manière inconsciente, elle leur a été imposée plus qu'autre chose on est bien d'accord, ils n'ont donc pas pu prendre conscience de toute sa portée et en tirer des enseignements, et comme à toutes les époques, ce sont les classes dominantes des pays dominants qui leur ont dicté les nouveaux codes de conduite qu'ils devraient adopter dorénavant.

Les conditions sociales ou les conditions d'existence d'une grande partie des masses exploitées ou de la majorité de la population selon les pays s'étant dégradées au cours des dernières décennies, parfois sur fond d'élévation de leur mode de vie mais au détriment de leur liberté qui a connu le même sort que dans les pays les plus industrialisés, les masses n'ont aucune raison d'être plus ou moins racistes, xénophobes, etc. disons intolérantes à ce qui ne leur ressemble pas aujourd'hui qu'autrefois, c'est uniquement la classe dominante et les médias qui en période de crise les poussent à adopter cette attitude ou à faire preuve de discrimination ou à trouver des boucs émissaires à leurs difficultés, car de leur côté elles sont plutôt portées à faire preuve de tolérance ou de compréhension envers les autres, à dire vrai, elles ne s'intéressent pas à ces différences ou cela les laisse indifférentes, on en a la preuve par exemple quand on leur demande ce qu'elles en pensent et qu'elles vous répondent qu'elles n'ont pas d'avis sur la question, tout simplement parce qu'elle leur est étranger, ce sont uniquement les médias qui mettent à l'ordre du jour ces questions de racisme ou montent des incidents isolés en épingle pour faire croire qu'ils en existeraient une multitude qu'on ignore et qu'un danger nous menacerait, danger évidemment dont seul le gouvernement pourrait faire face, d'où la nécessité de se rassembler autour de lui ou de cesser de le critiquer, le soutenir devrait être la seule attitude correcte à adopter et la boucle est bouclée.

Jusqu'à il y a peu, le législateur, l'ensemble des partis institutionnels et des médias s'accommodaient très bien de propos outranciers racistes ou d'insultes tant qu'elles n'étaient pas vulgaires, de la même manière qu'ils s'accommodent parfaitement des expéditions coloniales, de l'esclavage ou des guerres de rapine impérialistes, et pour cause, ils existent toujours de nos jours, les puissances occidentales en tête perpétuent cette tradition qui a accompagné le développement des forces productives depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, il faut préciser que ces méfaits imposés à tous les peuples sont la marque de fabrique du développement historique du capitalisme, dès lors il faut analyser la condamnation qu'ils peuvent en faire ici ou là autrement que sous l'angle d'une soudaine conversion à l'humanisme, en réalité, ils s'en servent pour accabler les peuples qui en seraient responsables afin de leur ôter les derniers droits politiques qu'il leur reste, le peu de liberté d'expression qu'ils leur avaient accordée généreusement. Le peuple est raciste, xénophobe, etc. mais pas la classe dominante et ses représentants qui ont leur bonne conscience pour eux, il faut donc mater ce peuple indigne de posséder la moindre liberté, il faut le baillonner.

Sauf que voilà, le peuple n'est pas raciste spontanément, il peut le devenir quand on l'y pousse. Encore trois éléments à aborder très rapidement.

Le premier, c'est qu'étant issu d'un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigner que pendant la vingtaine d'années où je suis resté chez mes parents, j'ai entendu davantage des expressions à caractère raciste ou xénophobe plutôt que des discours, analyses ou théories du même genre, mes parents auraient été incapables de les retenir ou de les reproduire, en réalité ils n'étaient pas plus racistes que vous ou moi, ils avaient des amis maghrébins et apparemment ils n'imprégnèrent pas leurs enfants de leur racisme ou xénophobie puisque ma soeur Catherine a vécu avec un Algérien, l'époux de ma soeur Solange est Portugais et je partage ma vie avec une femme d'origine indienne. J'ai eu l'occasion de côtoyer de nombreux collègues de travail qui étaient dans le même cas que mes parents. Cela pour dire qu'ils voudraient faire passer la classe ouvrière pour raciste ou xénophobe, alors qu'en fait c'est la classe qui l'est le moins. Elle peut le devenir si la classe dominante y trouve son intérêt après avoir entraîné la petite-bourgeoisie dans ce piège, comme nous l'enseigne l'expérience des années 30 en Allemagne ou 40

en France. Le racisme, la xénophobie ou l'antisémitisme se propage toujours du haut vers le bas et non l'inverse, ce qui est logique d'ailleurs, puisque ce sont les classes supérieures qui détiennent le pouvoir politique et les médias et non la classe ouvrière.

Le deuxième, c'est qu'on constatera que ce genre de déviation idéologique se produira toujours au moment où la classe dominante ne peut plus gouverner comme avant, en proie à une grave crise économique et politique, au début des années 30 en Allemagne qui allait porter Hitler au pouvoir, au début des années 40 en France qui allait donner le régime de Vichy, une fois la guerre terminée, face à la revendication d'indépendance de l'Algérie le racisme pris le relais de l'antisémitisme, cette période fut suivie d'une courte pause jusqu'à l'éclatement de la crise du début des années 70 et le choc pétrolier, le PS parvenu au pouvoir en 81 allait s'en servir à son tour pour gouverner puisqu'il était incapable de changer de politique, ensuite vint successivement la réactivation des cellules dormantes des Frères musulmans en Algérie, Al Qaïda et les Talibans pour finalement en arriver au 11 septembre 2001 qui allait consacrer la guerre des civilisations chère à G. Bush, résultat en 2002 en France Le Pen allait se retrouver au second tour de la présidentielle, un coup magistral qui allait servir d'étrier à Sarkozy et à son discours sécuritaire emprunté à celui de l'extrême droite, tactique qui allait lui permettre de liquider le RPR conservateur au profit de l'UMP plutôt néolibéral, et c'est en empruntant le même discours qu'il deviendra Président de la République en 2007, le président de la classe dominante et de la petite-bourgeoisie, les classes supérieures dont il a été question plus haut, pour finir, ayant brûlé toutes ses cartouches au bout de 5 ans, il allait être remplacé par Hollande qui devait se retrouver dans une position extrêmement difficile du fait qu'il poursuivrait la politique de Sarkozy, du coup au bout de quelques mois il embraya sur le mariage homosexuel et l'instrumentalisation du racisme repris de plus belle... C'est une constante et non une nouveauté.

Le troisième et dernier élément qu'on pourrait citer, qui pourrait être la synthèse des deux précédents, c'est que les intellectuels qui se distinguent en tenant un discours raciste s'adressent de préférence à la petite-bourgeoisie ou à la classe moyenne, intellectuels, professions libérales ou indépendants, qu'ils poussent vers l'extrême droite, ils les manipulent pour le compte de la classe dominante en leur offrant une tribune dans les différents médias, en utilisant aussi les instituts de sondage, ce ne sont pas les ouvriers qui lisent L'Express, Le Point ou Le Nouvel Observateur, et pour faire bonne mesure des médias plus populaires comme Le Parisien ou Libération leur emboîtent le pas en se faisant l'écho de leurs discours sous un angle critique qui n'a aucune crédibilité tant leurs articles respirent l'hypocrisie ou sont littéralement calomnieux envers ce qu'ils appellent les classes populaires. Ce qu'ils dénoncent, ils le mettent en scène eux-mêmes, tandis qu'ils passent à côté de l'essentiel que j'ai décrit plus haut. Jamais ils n'évoqueront à qui profite le crime.

- Rance - LeParisien.fr

Un parfum rance flotte sur la France. Depuis quelque temps déjà, un verrou a sauté dans notre rapport à la différence. Des mots, des phrases, des gestes qu'on croyait d'un autre âge resurgissent. La peur y côtoie le mépris, le repli sur soi et la haine de l'autre. De la conversation privée jusqu'au débat public, la parole raciste s'est frayé un chemin. Qu'elle ironise, qu'elle stigmatise ou qu'elle théorise, celle-ci obéit à une mécanique bien rodée, qui veut qu'à force de répétitions le propos de comptoir devienne un fait de société qui appelle une réaction politique.

Et inversement. Il serait trop simple de voir dans cette résurgence le seul réflexe frileux de citoyens désorientés par la crise. Ce serait oublier un peu vite que des apprentis sorciers ont joué avec le feu. Les assauts répétés d'intellectuels sans mémoire et de politiques sans complexes contre la « *bien-pensance* » et le « *politiquement correct* » ont aussi réveillé de vieux réflexes. Sous couvert de lever des tabous, ils ont ouvert la porte à de fausses évidences qui aboutissent toutes au rejet d'autrui. Une rhétorique pernicieuse dont on n'a pas fini de payer le prix. LeParisien.fr 06.11

[Le Front de gauche : c'est la révolution du " velours" pour le compte de l'Union européenne !](#)

- Européennes : le Front de gauche entre en zone de « *turbulences* » - Libération.fr

Lundi, la réunion de coordination des partis composant le Front de gauche, organisée comme toutes les semaines place du Colonel-Fabien, était consacrée au scrutin de fin mai. « *Une discussion très positive, assure un participant. On a discuté du profil et des axes de campagne pour confirmer des convergences très fortes entre les forces. On est sur du velours.* » Surtout que ce cartel est né précisément aux européennes 2009 (6,5%).

Le PG a fait le choix de temporiser. « *On va attendre que la situation se décante* », explique Eric Coquerel, bras droit de Mélenchon, pour qui « *le suffrage universel* » doit avoir valeur d'arbitre. « *C'est irréglable leur histoire, se désole Clémentine Autain de la Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase). Le PCF a fait ce choix à Paris, on le regrette et on pense toujours, comme le PG, que c'est une faute politique. Mais on ne va quand même pas attendre mars pour faire les listes !* » Coquerel répond : « *On va se poser la question des répartitions d'ici la fin de l'année.* » (Ah la gamelle ! -ndlr)

Or, au PCF, on souhaite boucler les désignations des têtes de listes dans les 7 eurlorégions d'ici début décembre. Histoire d'arriver au congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) à Madrid, du 13 au 15 décembre, en ordre de marche et de conforter la place de leur chef, Pierre Laurent, à la tête du regroupement européen des formations politiques de gauche radicale.

« *Les communistes veulent aller vite, le PG veut attendre, voir comment décollent les campagnes municipales, notamment à*

Paris», décrypte un dirigeant Front de gauche. Surtout qu'au PG, on ne lâche pas l'affaire pour récupérer la tête de liste en Ile-de-France. Puisque à Paris, le PCF est avec le PS, qu'il faut de «*la clarté*» et que le PG estime, comme Coquerel, qu'«*on n'aura pas un bon score aux européennes si on ne fait pas la preuve qu'on peut faire de bons scores sans le PS*», les proches de Mélenchon estiment qu'une tête de liste PCF en Ile-de-France n'est «*plus une évidence*». Le sortant est pourtant un communiste : Patrick Le Hyaric, directeur du journal l'Humanité. «*Il y a une grosse urgence à relancer le Front de gauche, appelle Autain. On est dans une période de fortes turbulences*». Et l'atterrissage n'est pas pour demain. Libération.fr 06.11

Ils ne risqueront rien à l'atterrissage puisque leur campagne ne "décollera" jamais, dommage !

Boycott des municipales et des européennes !

Le M'PEP a pris position pour le boycott des européennes, bravo, j'appelle les militants à se joindre à leur bataille sur ce mot d'ordre : rupture avec l'UE, la BCE et l'euro.

Le visage hideux du capitalisme.

- Un resto chic accusé de placer au fond les clients moches - LePoint.fr

Au très chic restaurant Georges du Centre Pompidou, la direction soigne les plats, le service et le décor. Mais pas seulement. D'après le témoignage, recueilli par Le Canard enchaîné, d'une ancienne hôtesse de l'établissement, la hiérarchie accorde aussi une grande importance à la beauté de ses clients. Au point qu'elle exige de son personnel qu'il place ceux au physique agréable à l'avant de l'établissement, et les moches au fond, et ce, au nom de l'"*image*". Il faut dire que le restaurant, délimité par des baies vitrées au sixième étage du musée, est offert à la vue des visiteurs qui déambulent.

Parfois, c'est même le patron, Gilbert Costes, qui rappelle les consignes à ses ouailles. "*Il nous serine les principes de la maison, dont il est très fier, vu qu'il les a inventés*", rapporte la jeune femme. Le restaurant ne transige à sa règle que lorsqu'une célébrité s'attable. Sa notoriété compensant son éventuelle disgrâce physique, il peut alors s'installer devant les vitres, et contempler le Sacré-Coeur ou la tour Eiffel. "*C'est une critique récurrente qui ne reflète pas la politique de chez Costes et cela ne sert à rien de monter cette affaire en épingle*", a commenté au Parisien le service communication du groupe Costes, sans démentir, donc, les affirmations du Canard. LePoint.fr 06.11

J'avais pensé aux Arabes, aux Noirs, aux Juifs, aux tziganes, aux homosexuels, aux malades mentaux, aux poètes, aux militants ouvriers, j'avais oublié les moches ! Et les nains alors ? Ah oui les nains aussi, dans le même train !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- L'Espagne refuse de revenir sur l'amnistie post-Franco - Reuters

L'Espagne a déclaré mercredi devant la commission de l'Onu sur les disparitions forcées qu'elle ne reviendrait pas sur sa loi d'amnistie de 1978 sur les crimes politiques commis durant la guerre civile (1936-1939) puis sous la dictature de Francisco Franco.

"*Les décisions prises par l'Etat espagnol en 1978 ne seront pas réexaminées*", a déclaré la représentante de l'Espagne auprès de l'Onu à Genève, Ana Menendez Perez, aux onze experts juridiques indépendants.

Le juge espagnol Baltasar Garzon et des organisations de défense des droits de l'homme ont invité lundi cette commission de l'Onu à dire à l'Espagne qu'elle devait se pencher sur les crimes commis durant cette période.

La mission de cet organisme est de surveiller l'application de la Convention de l'Onu sur les disparitions forcées, adoptée en 2010 et dont l'Espagne est signataire.

Ana Menendez Perez a souligné que cette convention était un "*instrument et un mécanisme tournés vers l'avenir*" qui ne devait pas s'appliquer pour les faits du passé. Reuters 06.11

Mais au fait, le PSOE n'aurait-il jamais été au pouvoir depuis 1978 ?

2- Etat sioniste

Benjamin Netanyahu a annoncé mercredi le retour au gouvernement de l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman après l'acquittement dont a bénéficié l'ancien ministre des Affaires étrangères, poursuivi pour fraude et abus de confiance dans une affaire qui l'avait contraint à la démission en décembre dernier.

Allié politique majeur du Premier ministre israélien, le chef d'Israël Beitenou, un partisan de la colonisation hostile aux négociations de paix avec les Palestiniens, risquait jusqu'à trois de prison et sept ans d'inéligibilité s'il avait été reconnu coupable.

Avigdor Lieberman était accusé d'avoir fait promouvoir un ancien ambassadeur d'Israël en Biélorussie pour le récompenser de lui avoir fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police le visant dans une affaire de financement occulte de campagnes électorales.

Les trois juges l'ont acquitté mercredi à l'unanimité, "*faute de preuves incontestables*".

"*Cette affaire est désormais derrière moi et je peux à présent me concentrer sur les défis qui nous attendent*", s'est réjoui à la sortie du tribunal l'ex-chef de la diplomatie, qui contestait les accusations.

Le bureau du procureur a indiqué qu'il envisageait de faire appel.

Benjamin Netanyahu, qui a cumulé les postes de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères le temps du procès de son allié, n'a cependant pas attendu avant d'annoncer son retour au gouvernement.

"*Je vous félicite pour votre acquittement et je suis heureux de votre retour au gouvernement israélien pour que nous puissions continuer à travailler ensemble pour le bien du peuple d'Israël*", a déclaré Benjamin Netanyahu à Avigdor Lieberman, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Le communiqué ne précise pas quel poste Avigdor Lieberman va occuper, mais "*tout indique qu'il va redevenir chef de la diplomatie*", dit-on de source politique.

L'annonce de son retour aux affaires a précédé de quelques minutes l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui doit s'entretenir dans la journée avec Benjamin Netanyahu et le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Accueillant John Kerry, le Premier ministre israélien a durci le ton sur les négociations de paix.

"*Je suis préoccupé pour le processus de paix car je vois que les Palestiniens continuent leurs incitations à la violence, continuent à créer des crises artificielles, continuent à éviter et à fuir les décisions nécessaires pour parvenir à une véritable paix*", a-t-il dit à la presse. Reuters 06.11

3- Palestine occupée

Yasser Arafat est mort empoisonné au polonium en 2004, a déclaré mercredi sa veuve Souha sur la foi de premières expertises, neuf ans après le décès près de Paris de l'ancien président de l'Autorité palestinienne.

"*Il s'agit d'un vrai crime, d'un assassinat politique*", a dit Souha Arafat à Reuters à Paris après avoir reçu un rapport de l'Institut de radiophysique de Lausanne sur les analyses effectuées sur la dépouille de l'ancien leader palestinien.

Ce rapport "*confirme tous nos doutes*", a-t-elle ajouté après avoir rencontré des experts suisses, l'une des trois équipes de légistes chargés d'effectuer des examens. "*Il est scientifiquement prouvé qu'il n'est pas mort de mort naturelle et nous avons la preuve scientifique que cet homme a été tué.*"

Les experts suisses ont trouvé dans le fémur et les côtes de Yasser Arafat un niveau de polonium de 18 à 36 fois supérieur à la normale, selon le rapport dont une copie a été diffusée mercredi par la chaîne qatarie Al Jazeera.

Toutefois, ajoutent les experts, "*les résultats soutiennent modérément l'hypothèse que la mort a été la conséquence d'un empoisonnement au polonium-210*".

Le professeur britannique David Barclay, auquel Al Jazeera a demandé d'interpréter les résultats, est toutefois plus catégorique. "*A mon opinion, il est absolument certain que la cause de la maladie (de Yasser Arafat) était un empoisonnement au polonium*", a-t-

il dit à Reuters.

De leur côté, les juges français chargés d'une enquête pour assassinat n'ont pas encore reçu le résultat des expertises effectuées par des légistes français après l'exhumation du corps, a-t-on appris auprès du parquet de Nanterre.

Le corps de Yasser Arafat a été exhumé en novembre 2012 à Ramallah, huit ans après son décès près de Paris, pour les besoins d'une enquête qui doit déterminer s'il est mort empoisonné, comme le pensent de nombreux Palestiniens.

Dans un communiqué diffusé mercredi, Wasel Abou Yousef, membre du comité exécutif de l'OLP, a dit voir dans ces résultats la preuve qu'Arafat a été *"victime d'un assassinat terroriste planifié commis par un Etat, Israël, qui cherchait à se débarrasser de lui"*.

Le gouvernement israélien a démenti toute responsabilité dans son décès. *"Cela tient davantage du feuilleton que de la science, c'est le dernier épisode en date de ce feuilleton dans lequel Souha s'oppose aux successeurs d'Arafat"*, a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

Yasser Arafat est mort à l'âge de 75 ans après une courte et mystérieuse maladie le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire de Percy, à Clamart dans les Hauts-de-Seine, où il avait été transféré avec l'accord d'Israël après avoir été isolé par l'armée israélienne dans son QG de Ramallah.

Aucune autopsie n'avait été pratiquée à l'époque, à la demande de sa veuve et les médecins français qui l'ont soigné se sont déclarés incapables de déterminer la cause du décès.

Une vingtaine de prélèvements ont été effectués après l'exhumation et des échantillons distincts ont été confiés à des équipes de médecins légistes français et suisses, ainsi qu'à une équipe d'experts russes, invités par les Palestiniens.

En octobre, le responsable de l'agence russe de médecine légale a déclaré que les échantillons prélevés sur le corps de Yasser Arafat ne laissaient en rien penser à un empoisonnement au polonium, a rapporté l'agence Interfax.

Mais l'Agence fédérale de médico-biologie a démenti officiellement que son directeur, Vladimir Uiba, ait tenu de tels propos et s'est contentée de préciser qu'elle avait remis ses conclusions au ministère des Affaires étrangères.

Le polonium a été à l'origine du décès de l'espion russe Alexandre Litvinenko à Londres en 2006, mais certains experts se demandent comment Yasser Arafat aurait pu mourir de la sorte, soulignant qu'il a connu un bref rétablissement pendant sa maladie qui ne colle pas avec la thèse d'un empoisonnement radioactif. Ils notent également que l'ancien président palestinien n'avait pas perdu tous ses cheveux, comme c'est le cas avec le polonium. Reuters 06.11

Il est mort avant les avoir tous perdus !

La chaîne qatarie Al Jazeera que l'on ne présente plus produit le soit-disant témoignage d'experts qu'ils ont sans doute inventés qui nierait que la mort d'Arafat serait due à une empoisonnement au polonium, alors qu'un professeur britannique affirme catégoriquement le contraire sur la base des analyses effectuées.

Puis c'est au tour de l'agence russe médico-biologie qui aurait affirmé que le polonium n'avait rien eu à voir avec la mort d'Arafat, avant que son directeur dément officiellement avoir tenu de tels propos.

Bon, on aura compris que face aux preuves accablantes d'assassinat contre l'Etat sioniste, ses complices se démènent pour nier l'évidence et laver de tout soupçon les criminels.

4- Russie

Signe de de l'exaspération grandissante de la Russie par rapport aux provocations des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN, le président Vladimir Poutine a invalidé, la semaine dernière, un décret présidentiel de 2011 établissant un groupe interdépartemental de travail au sein de l'administration présidentielle russe pour gérer les négociations avec l'OTAN sur la défense antimissile.

La déclaration laconique du Kremlin ne donne aucune explication pour le geste de Poutine, mais le quotidien the Voice of Russia a publié le 3 novembre sur son site un long article à ce sujet.

L'auteur de l'article, John Robles, attribue la décision de Poutine à une longue série de frustrations accumulées sur plusieurs dossiers, où le manque de coopération et de respect de l'OTAN a été flagrant. Robles écrit :

La sagesse du président ne peut être remise en question après (...) des douzaines de tentatives manquées pour développer un partenariat avec l'alliance [Atlantique]. Ces "ratées" ont touché plusieurs domaines et ont été aggravées par les actions de l'OTAN elle-même (...) mais comme le proverbial ours russe, le président Poutine a été lent à réagir, mais une fois qu'une action a été décidée il est résolu.

La liste des griefs avancés par Robles peut être résumée comme suit :

En dépit de la rhétorique affirmant le contraire, l'OTAN n'a pas l'intention de traiter la Russie comme partenaire à part entière ;

Le bouclier antimissile est un cheval de Troie pour une capacité de première frappe contre la Russie ;

L'OTAN s'étend irrémédiablement vers l'est, forçant les pays cible à dépenser toujours plus d'argent pour leur propre défense ;

Les États-Unis et l'OTAN poursuivent leur tentative d'imposer leurs intérêts par la force et de militariser des pays et des régions auparavant neutres et pacifiques, notamment en Scandinavie et dans l'Arctique ;

Deux événements récents — l'un le refus du président Poutine de se laisser influencer par la menace d'actes terroristes de la part du prince saoudien Bandar, appuyé solidement par les États-Unis et l'autre, la prévention d'une autre guerre d'agression contre la Syrie souveraine par les États-Unis et l'OTAN — ont tout deux montré à quel point le président Poutine est attaché à la paix mondiale, contrairement à un Barack Obama qui, en dépit de son prix Nobel, multiplie les provocations ainsi que les exécutions par drone qu'il autorise personnellement.

Robles souligne que plusieurs avertissements ont été lancés aux États-Unis et à l'OTAN au sujet « de leur bouclier qui peut être rapidement et discrètement transformé en une architecture de première frappe meurtrière ». « Alors, pourquoi la Russie devrait-elle continuer à tenter de coopérer avec un plan qui vise à l'encercler avec des missiles de l'OTAN ? La réponse à cette question peut être machiavélique, ou bien peut-être aussi simple que le fait que la Russie cherchait à coopérer avec l'Occident jusqu'à la toute fin, dans un élan pacifique. »

Avec cette décision présidentielle, « Poutine a officiellement mis fin à l'ère où la Russie cherchait à apaiser et à coopérer avec son ancien adversaire qu'est l'OTAN et a tranquillement, oui, tranquillement, réaffirmé la souveraineté de la Russie et montré qu'elle se tiendra du côté de la paix, non pas seulement en paroles mais aussi par un geste serein et digne ». french.irib.ir 06.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Grève générale en Grèce malgré la pluie et la résignation - Reuters

Des milliers de travailleurs en grève ont défilé mercredi à Athènes sous une pluie battante en direction du Parlement pour protester contre les mesures d'austérité imposées à la Grèce par ses créanciers internationaux.

La manifestation a coïncidé avec le début des entretiens d'une délégation de la "troïka" (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) des créanciers internationaux venue évaluer la mise en oeuvre du plan de sauvetage.

Le mouvement social de 24 heures décrété par les principaux syndicats des secteurs public et privé a entraîné la fermeture des écoles et des perturbations dans les transports aériens.

Enseignants, médecins, employés municipaux, conducteurs de bus et de train ont participé au mouvement. Les contrôleurs aériens ont cessé le travail entre 10h00 et 13h00 GMT. Les journalistes ont, quant à eux, fait grève pendant cinq heures.

Mais la participation était en baisse par rapport aux défilés précédents, peut-être en raison de la météo capricieuse. Deux organisations ont saisi ce prétexte pour annuler leur participation à la marche sur la place Syntagma.

Quelque 15.000 personnes ont atteint la place, théâtre par le passé de violents heurts avec les forces de l'ordre. Elles appartenaient pour l'essentiel au groupe communiste PAME et à des formations de gauche. "Plus de sacrifices !" et "Ne vous aplatissez-pas !", pouvait-on lire sur des banderoles.

Le découragement a aussi joué chez des Grecs lassés de protester depuis 2009 contre la perte de leurs emplois et de leurs avantages sociaux, et l'érosion de leur niveau de vie.

Les syndicats redoutent que la "*troïka*" n'impose à la Grèce une nouvelle baisse des salaires et pensions de retraite pour remplir les conditions du plan de sauvetage, alors que l'incertitude sur les besoins de financement supplémentaires dont Athènes pourrait avoir besoin dès l'an prochain alimente les spéculations sur de nouvelles mesures d'austérité.

Ils dénoncent en outre les suppressions de postes prévues dans le secteur public et les projets de privatisation. "*En s'unissant, on peut les arrêter, on peut les renverser*", a promis le syndicat du secteur public ADEDY.

La Grèce, qui connaît une sixième année consécutive de récession, a un taux de chômage record de plus de 27%. Reuters 06.11

1.2- La police a évacué tôt jeudi l'ancienne télévision nationale grecque ERT, occupée depuis juin par des journalistes licenciés après la décision brutale du gouvernement de fermer cette institution, jugée trop coûteuse dans une Grèce en crise.

Aucun incident ou affrontement n'avait été constaté vers 05H00 GMT, au moment où se poursuivait l'opération des forces de police.

Un représentant du syndicat Pospert des employés d'ERT, Nikos Tsimbidas, a déclaré à l'AFP qu'il était en état d'arrestation.

L'agence de presse grecque ANA a annoncé de son côté que la police avait arrêté trois autres ex-employés d'ERT, dont le dirigeant de Pospert, le journaliste Panagiotis Kalfagiannis.

Selon les médias locaux, des militants opposés à l'évacuation se sont précipités sur les lieux quand s'est répandue au petit matin la nouvelle d'une évacuation imminente.

Un peu plus tard, au cours de l'évacuation, d'autres militants et des personnes soutenant ERT ont commencé à affluer vers les locaux de l'ancienne télévision.

Et d'anciens employés d'ERT ont appelé à la mobilisation. "*Nous demandons à tout le monde de venir au siège d'ERT*", ont-ils écrit dans un communiqué.

Refusant leur licenciement, des anciens employés maintenaient depuis juin des émissions sauvages à partir des locaux occupés. AFP 06.11

2- Etats-Unis

Dish Network, le numéro deux de la télévision par satellite aux Etats-Unis, a annoncé mercredi la fermeture d'ici janvier des 300 derniers magasins de l'enseigne de vidéo-clubs Blockbuster, un baïsser de rideau définitif pour une enseigne ruinée par l'essor du numérique.

Les 2.800 salariés de Blockbuster seront licenciés, a précisé Dish.

Le groupe avait racheté Blockbuster en 2011 pour 320 millions de dollars après le dépôt de bilan de la société de location vidéo. En 2002, à son apogée, Blockbuster était valorisée cinq milliards de dollars en Bourse.

L'entreprise avait été fondée en 1985 à l'époque où les magnétoscopes devenaient un équipement standard des foyers américains.

Lors du rachat, Dish avait dit vouloir conserver 1.500 magasins et 15.000 employés, soit environ 90% du réseau de Blockbuster. Mais il a depuis réduit progressivement le nombre de points de vente et les effectifs.

Le marché de la vidéo s'est radicalement transformé en quelques années avec l'essor des distributeurs en ligne, comme Amazon, et des sites spécialisés comme Netflix, dont la capitalisation boursière dépasse 20 milliards de dollars. Reuters 06.11

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre 2013

CAUSERIE

20 à 25 nouveaux articles demain matin.

Le mot du jour : imposture. Je suis franchement désolé de vous imposer cette actualité, il faudra nous y faire.

Aveu. C'était attendre autre chose de sa part.

Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière (LO), a jugé "*lâche et pleutre*" le gouvernement qui "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*", "*il est sans volonté face au grand patronat. Il n'a pas arrêté de s'aplatir*", a déclaré Mme Arthaud jeudi sur France 2. Il "*mène une politique anti-ouvrière*" et "*récolte ce qu'il a semé*" dans l'affaire de l'écotaxe. AFP 07.11

Désolé, Hollande, le gouvernement, le PS et ses satellites sont demeurés fidèles à eux-mêmes, leur politique réactionnaire est conforme à leur nature, prétendre autre chose signifie qu'on attendait des miracles après avoir affirmé exactement le contraire, Lutte Ouvrière tient elle aussi le double langage habituel.

Elle reproche au gouvernement d'avoir cédé devant le patronat, autrement dit elle était favorable à cette taxe et à l'installation de ces portiques qui à terme permettraient de suivre à la trace les déplacements de tout véhicule ou toute personne motorisée sur toutes les grandes routes du pays, pour les autoroute c'est déjà le cas, peaufinant le contrôle exercé sur la totalité de la population, en plus du GPS, des téléphones portables, d'Internet faisant l'objet d'une surveillance globale, des relevés de comptes bancaires, des fichiers divers, des impôts, de la Sécurité sociale, de la police, carte d'identité, carte vitale, passeport, etc.

Mais non, vous n'avez rien compris, elle a ajouté qu'elle était "*solidaire de tous ceux qui se battent contre l'écotaxe*", et n'allez pas dire qu'elle tiendrait un double langage car si elle regrette que le gouvernement "*s'aplatisse*" devant le patronat, c'est parce qu'il refuse de se placer au côté des travailleurs, comme si c'était possible franchement, il ne peut pas être des deux côtés de la barricade à la fois, il lui faut choisir son camp et le sien est celui du capital contre le travail.

Elle regrette les conditions dans lesquelles le gouvernement a été obligé de reculer (et non de céder) sur l'écotaxe tout en se félicitant de ce recul, elle fait partie de ces gens qui réécrivent en permanence l'histoire en y mêlant des hypothèses qui demeureront toujours du domaine de l'extrapolation pure et simple parce qu'ils n'entendent pas partir de la réalité telle qu'elle est.

On aura compris que l'origine des regrets qu'elle a formulés repose sur les illusions qu'elle entretient dans le régime qui pourrait s'accommoder de "*reculs*" du gouvernement sur les licenciements, les retraites, la Sécurité sociale, l'école, les hôpitaux, etc. comme si la crise du capitalisme n'existait pas en somme.

On doit ajouter compte tenu que cette crise fait l'objet d'une manipulation par l'oligarchie financière au pouvoir, de telle sorte que des militants en arrivent à penser qu'elle n'existerait pas, Obama ne vient-il pas de déclarer qu'elle était "*fabriquée*", il faut rappeler ou préciser que les besoins sociaux des travailleurs n'ont jamais fait partie de la préoccupation des capitalistes ou constitué leur priorité, et qu'au stade actuel de l'évolution du capitalisme mondial seuls les capitalistes qui consacrent le moins de plus-value aux salaires ou aux besoins sociaux des travailleurs ont une chance de survivre et qu'aucun n'entend la laisser passer. Les droits sociaux et politiques des travailleurs, la démocratie et la lutte des classes sont incompatibles avec la survie du capitalisme

La réduction des dépenses de l'Etat en matière sociale ou le budget drastique d'économie que le gouvernement a adopté ainsi que l'augmentation de la TVA, des impôts et des taxes, via également les collectivités locales, la privatisation de certains secteurs de l'économie, les subventions diverses et autres exonérations de charges sociales accordées au patronat, etc. l'ensemble constitue autant de ponctions indirectes dans la poche des travailleurs au profit des capitalistes, non seulement le gouvernement refuse de taxer davantage le capital, les profits, les riches, etc. ils augmentent les impôts et taxes que paient les travailleurs pour augmenter les profits des capitalistes, cela contribue aussi souvent sous une forme déguisée à faire baisser le coût du travail, à faire pression sur le niveau de vie des travailleurs pour le tirer vers le bas, tandis qu'ils doivent dépenser toujours plus pour satisfaire leurs besoins élémentaires ou tout simplement survivre pendant que les nantis accroissent leur richesse.

Réduire le coût de la force de travail de telle sorte qu'il ne dépasse pas le niveau de ce qui est strictement nécessaire à sa reproduction et éliminer ce qui correspond à des besoins superflus.

La part de la force de travail (capital variable) qui entre dans la composition du capital de chaque marchandise produite (pour faire simple) étant de plus en plus réduite par rapport au reste du capital (capital constant) mis en oeuvre au cours du procès de production, matière première, machine, installation, etc. au fur et à mesure qu'augmente la productivité, en conséquence le taux de profit tend à baisser alors que l'accumulation du capital s'accélère.

Le système capitaliste fonctionne selon des lois ou un cycle infernal conduisant à sa propre destruction ou à donner naissance à un mode de production supérieur qui devrait obligatoirement s'émanciper de ces lois sous peine de demeurer enfermer dans ce système, c'est la condition indispensable à remplir pour que les forces productives cessent de devenir des forces destructrices

de capital, des bases sur lesquelles il repose mais aussi de la civilisation humaine et de notre planète.

La crise du capitalisme coïncide avec une accumulation monstrueuse de capital entre quelques mains et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les capitalistes d'investir cette masse de capitaux et d'en attendre une rentabilité suffisante pour éviter que ce rapport soit remis en cause, autrement dit il est impossible pour les capitalistes d'envisager investir en pure perte ou de ne pas réaliser de profit.

Autrefois il fallait 8 heures pour produire et assembler un poste de télévision, aujourd'hui il en faut une seulement, partons de cette hypothèse.

A la force de travail qui était dépensée pendant ces 8 heures de travail correspondait les matières premières nécessaires à la fabrication d'une télévision. Ce rapport entre le capital variable et le capital constant déterminait le taux de profit à l'issue du procès de production. Laissons de côté ici d'autres facteurs, l'outillage, l'installation, les charges, etc. qui d'ailleurs ne contredisent pas notre démonstration, au contraire ils la confirment ou amplifient même les conclusions auxquelles nous arrivons. Si maintenant en face de la même dépense de force de travail au lieu d'avoir les matières premières nécessaires à la production d'une télévision vous avez les matières premières correspondant à la fabrication de 8 téléviseurs, le rapport entre capital variable et capital constant va tourner à l'avantage du capital constant, la part du capital variable présent dans chaque téléviseur va être divisée par huit, or c'est uniquement à partir de la force de travail mise en oeuvre que le capitaliste tire son profit, il peut certes le maintenir ou l'augmenter en volume en produisant plus, mais dans ce cas-là il devra dépenser toujours plus en capital constant, en matières premières donc disposer de toujours plus de capitaux pour se les procurer, si parallèlement il ne peut pas augmenter les prix de vente de ses téléviseurs à cause de la concurrence tandis que ceux des matières premières et autres charges ou coûts indirects augmentent, il va se retrouver coincé ou il va lui falloir accepter une baisse de ses marges, de son profit, or il a besoin impérativement qu'il augmente, il ne lui reste plus comme solution qu'à s'attaquer au coût de la force de travail, obtenir des exonérations de cotisations sociales, une baisse des impôts sur ses bénéfices, des subventions de l'Etat, baisser les salaires, rallonger la durée du travail, etc. il faut qu'impérativement de la part de la plus-value dégagée, que celle qui lui revient augmente sans cesse au détriment de la part qui revient aux travailleurs. Au niveau d'un secteur économique, quand cette condition ne peut pas ou plus être remplie, ils ferment la boutique tout simplement et en ouvrent une autre ailleurs où le taux de profit sera plus élevé. Il faut aborder l'économie à l'échelle d'un secteur économique à l'échelle mondiale, et au-delà l'économie tout court à l'échelle mondiale tous secteurs d'activité confondus.

C'est un cercle vicieux, dont la tendance principale conduit soit à son implosion programmée ou orchestrée, moins soudaine que l'explosion d'une crise classique du capitalisme qu'il est parvenu à éviter ou à déjouer depuis 40 ans, mais toute aussi violente conduisant à l'instauration d'un nouvel ordre mondiale, hypothèse qui demeure improbable à réaliser tant les obstacles à surmonter s'accumulent, bien qu'ils avancent lentement mais sûrement dans cette voie depuis le début des années 70, ce qu'on appelle la stratégie néolibérale, ils n'ont pas le choix, elle demeure la seule à leur disposition pour tenter d'assurer leur survie, soit à son explosion brutale lors de l'effondrement de l'économie mondiale en réponse à la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées débouchant sur le socialisme ou si elles demeurent incapables de s'emparer du pouvoir politique le chaos, la guerre, la barbarie, le tout généralisé.

Ceux qui procèdent à une distinction entre le capitalisme et le néolibéralisme sont des ignorants ou des charlatans, car le néolibéralisme n'est rien d'autre qu'une étape économique naturelle ou nécessaire propre à l'évolution du capitalisme mondial à laquelle il ne peut pas échapper sous peine de disparaître de lui-même, ce qui est évidemment impensable, inimaginable. Une fois qu'on a posé ce constat que tous les capitalistes et leurs représentants sont amenés à faire de leur côté, on comprend que la situation actuelle n'est pas le produit d'erreurs politiques ou d'une volonté politique particulièrement cupide, elle est uniquement le produit du développement historique du capitalisme parvenu au stade de putréfaction.

On va peut-être nous reprocher de critiquer les uns et les autres, je leur répondrais qu'on en a marre que des gens parlent en notre nom, alors qu'on ne peut pas se reconnaître dans leurs discours ou leurs illusions. Et franchement on fait preuve de retenu ! De plus quotidiennement on s'emploie à traiter la propagande nauséabonde du gouvernement et des médias qui nous donne la nausée au point qu'on atteint la saturation. On n'est pas du genre à ménager la chèvre et le loup, à tourner autour du pot, à flatter des gens qui se moquent de nous, car c'est bien de cela dont il s'agit, ils se foutent de nous.

On voudrait bien vous donner de bonnes nouvelles, hélas cela ne dépend pas de nous ! Ce qui ne nous empêche pas d'être de bonne humeur, comme dirait l'autre on est tellement habitué à en prendre plein la gueule qu'il en faut plus pour nous pourrir la vie et nous démoraliser, nos principes et notre idéal ne sont pas négociables, on s'y tient et on se porte très bien ainsi, entre nous, c'est ce qui nous permet de garder le moral, je ne dirais pas que c'est un exemple à suivre car je n'ai de leçons à donner à personne, mais un conseil d'ami à méditer, il arrive dans la vie que ce soit la seule chose à laquelle on puisse se raccrocher pour lui trouver encore un sens, ce qui à ma connaissance n'est pas donné à tout le monde, c'est toujours mieux que de sombrer dans la déprime ou d'en vouloir à la terre entière, on se fait du mal pour rien et on est désagréable avec les autres gratuitement.

On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord, ensuite cela plaît ou non, peu importe, on supporte déjà beaucoup de choses et on est prêt à en supporter davantage encore puisqu'on ne juge personne, on supporte même les militants qui nous juge, c'est pour dire qu'on fait preuve d'une grande tolérance, par contre qu'on ne vienne pas nous demander de changer, c'est uniquement mon affaire de la même manière que je ne me permettrais pas de m'occuper des vôtres.

De nos jours, à tous les niveaux c'est l'hypocrisie, la médiocrité et la bassesse humaine qui sont à l'honneur, Hollande en a fait son mode de gouvernance à la suite de Sarkozy, c'est génétiquement la marque de fabrique du PS qui nous fait horreur et le mot est faible, alors nous pilonnons tous ceux qui l'épargnent d'une manière ou d'une autre et nous allons continuer, nous allons même amplifier notre offensive en 2014 pour commémorer à notre façon le centenaire du passage du PS du côté de l'ennemi avec armes et bagages pour reprendre la formule consacrée. Avis aux amateurs.

ACTUALITE EN TITRES

[Quand les marchands de canons fêtent la grande boucherie.](#)

- Comment la France va commémorer les 100 ans de la guerre de 14-18 - Francetv info

PS : 100 ans d'imposture !

[Parole de chef de guerre, il vole la vedette à Obama.](#)

- Hollande : "*Commémorer la première guerre mondiale, c'est prononcer un message de paix*" - LeMonde.fr

Destiné aux peuples afghan, irakien, libyen, malien, syrien, libanais, iranien, palestinien et j'en passe...

[Et les victimes des Versaillais alors ?](#)

- 14-18 : Hollande veut faire entrer les fusillés aux Invalides - LePoint.fr

Les Communards, et pourquoi pas les bolcheviks pendant que vous y êtes !

Il aura du mal à y faire entrer les 40 millions de morts que la social-démocratie dégénérée a sur la conscience, personne ne lui demandera d'ailleurs.

[Histoire de famille.](#)

- Les alliés auraient rendu des oeuvres au marchand nazi - Reuters

Rien d'étonnant à cela.

Oui, alors que la chasse aux juifs était déjà bien amorcée en Allemagne, Hitler entretenait des relations avec des hommes d'affaires juifs dont certains étaient banquiers, il alla jusqu'à les protéger et leur accorder des facilités pour continuer leur business, avant de leur fournir des sauf-conduits pour quitter discrètement l'Allemagne nazi lorsque leur présence dans le pays était devenue trop dangereuse pour leur sécurité.

N'est-ce pas non plus des banquiers juifs américains, britanniques et français notamment qui auraient financé la montée d'Hitler en Allemagne, qui auraient continué d'alimenter l'industrie de guerre en matières premières par la suite au cours des années 40 ? Comment vous l'ignoriez ? Les Canadiens aussi étaient de la partie, aluminium, fer, etc.

[Résistance.](#)

- L'usine Goodyear d'Amiens-Nord bloquée par ses ouvriers - Liberation.fr

- Plusieurs milliers de sages-femmes manifestent à Paris - 20minutes.fr

- Grève à France Télévisions: importante mobilisation contre les départs - AFP

- La Redoute: 1.200 salariés manifestent à Lille pour leurs emplois - AFP

[Une machine de propagande de guerre](#)

- Le prochain "Star Wars" sortira en décembre 2015 - Reuters
- Bénéfice trimestriel en hausse de 12% pour Walt Disney - Reuters

Comment cela "*pas méritées*" ?

- Non, les inégalités de revenus ne sont pas «*méritées*» - Slate.fr

De la part de nantis, cette remarque est plutôt suspecte, vous ne trouvez pas ? Ils visent en fait la classe moyenne qui a des revenus, les riches ne produisent rien mais réalisent des gains, des profits, nuance donc, c'est différent, c'est "*mérité*", naturel, logique, légal et légitime.

La preuve :

- En Angleterre, les chiens policiers toucheront une retraite - LeFigaro.fr

La méritocratie : apprenez-lui le caniveau !

Et puis n'est pas escroc qui veut, cela se mérite, enfin !

- M. Montresor, un multimillionnaire italien qui déclarait 4 euros de revenus - Francetv info

La police financière italienne a annoncé jeudi la mise sous séquestre les biens de Giovanni Montresor et sa femme d'une valeur supérieure à 300 millions d'euros, un habitant de Vérone (nord-est) qui déclarait un revenu annuel de quatre euros.

Selon Francesco De Giacomo, l'homme d'affaires véronais a déclaré quatre euros de revenus en 2011, cinq euros en 2010 et quatre euros en 2009. Sa femme a déclaré trois euros en 2011 et un euro en 2010. La justice a donc décidé la saisie de leurs biens comprenant, entre autres, neuf entreprises, 235 hectares de terrains situés dans plusieurs régions du nord de l'Italie, dix-huit biens immobiliers et sept véhicules. Giovanni Montresor avait déjà fait l'objet d'une enquête dans les années 90 pour corruption et fraude, puis à nouveau en 2011 : il n'avait ni déclaré ses capitaux à l'étranger ni payé les impôts après la vente de 180 hectares de terrains lui appartenant. AFP 07.11

A moins que le mérite ne soit héréditaire.

- Belgique: les "*fins de mois difficiles*" d'Albert II n'émeuvent pas le gouvernement - AFP
- Belgique: pour Albert II, 923 000 euros, c'est trop peu - L'Express.fr

Stratégie du chaos.

- Irak: 16 morts dans un double attentat suicide contre l'armée - AFP
- Violents combats dans la capitale libyenne - Reuters
- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - L'express.fr
- Proche-Orient: un échec des négociations mènera à plus de violences selon Kerry - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction nationale apeurée.

A la façon du journal Le Point : ce sera la révolution néolibérale !

- La situation est-elle révolutionnaire ? - LePoint.fr

Franz-Olivier Giesbert commence par dénoncer, je cite : l'hystérie, l'érucciation, des braillards et des haineux, mais de qui parlent-ils ? Des europhobes, des opposants à l'Union européenne dont il est un farouche partisan.

Suivent ensuite, je cite toujours, les bateleurs et les bonimenteurs qui appartiennent à la même catégorie infâme et veulent "*sortir de l'euro, augmenter les impôts*", quelle horreur, quel crime de vouloir se séparer de cette monnaie de singe copie conforme du dollar qui ne vaut plus un clou ou de s'attaquer au magot de l'oligarchie financière.

Il ne peut plus contenir sa haine de ce qui incarne à juste titre d'ailleurs l'ennemi du capitalisme dont il est le porte-parole zélé déversant son fiel sur "*Le communisme et ses avatars (qui) ne sont plus que des remugles au fond des poubelles de l'Histoire*" desquelles il n'est jamais sorti puisque cela fait déjà des décennies que le capitalisme est entré en putréfaction et dégage une odeur pestilentielle. Pour se rassurer il ajoutait "*rien à craindre de ce côté-là*", à moins que les masses en décident brusquement autrement, car tout s'accélère en période révolutionnaire et leur conscience peut faire des bons de dizaines d'année en avant en quelques mois à terroriser y compris ce genre de réactionnaire assumé.

D'ailleurs, il ne peut contenir son angoisse bien longtemps, dépité ou désabusé "*force est de constater que la situation actuelle présente des similitudes passablement troublantes avec les décennies qui ont précédé 1789*", oui en effet, prenez garde monsieur, c'est à y perdre la tête !

Pris de convulsions, il tente de se rassurer comme il peut, affirmant que "*la Révolution n'est pas aux portes de Paris*", et à croire qu'il tiendrait à la précipiter il recommande de "*commencer dès maintenant le travail que les marchés financiers obligeront la France à réaliser tôt ou tard*", entendez par là, à liquider les droits sociaux qu'il nous reste encore, estimant que "*Hollande est désormais condamné à mener, de gré ou de force, la seule politique qui vaille*", celle qu'il vient d'énoncer, osons espérer qu'il sera entendu et que cela mettra le feu aux poudres et précipitera l'ouverture d'une crise politique révolutionnaire. A nous de nous y préparer et d'y préparer les masses à passer à l'assaut du pouvoir politique.

En complément, pour montrer aux lecteurs à quel degré d'abjection et de ridicule est tombé le directeur du Point, je ne peux m'empêcher de reproduire la fin d'un article intitulé *Le masque de Marine Le Pen* dont il a autorisé la publication dans son torchon le 7 novembre, à la suite vous prendrez connaissance de son auteur.

- "*On ne sait jamais, n'est-ce pas, par où la bêtise vous rattrape.*

On se bricole un personnage, un sourire, des postures, des verrous.

Mais l'inconscient est là, qui veille et se venge - un dérapage, un lapsus et, de même qu'il n'y a pas un régime qui, selon un grand écrivain que devrait relire, ou lire, Mme Le Pen, résiste à deux minutes de vérité, il n'y a pas une construction qui résiste à la vérité d'un masque qui craque.

À la fin, vous verrez, c'est toujours le mensonge qui perd.

Signé : Bernard-Henri Lévy

Une telle imposture est du niveau d'Israël !

On a à faire à de dangereux psychopathes, des mythomanes endurcis, des maniaques habités par une haine farouche de la vérité qu'ils fuient comme la peste. Je les classe dans la même catégorie que les fascistes, parmi leur élite intellectuelle, la plus cruelle et cynique.

Le dandy sioniste ne peut pas perdre contre vous ou moi ou n'importe qui, et vous savez pourquoi, parce qu'il se pose en détenteur de la vérité face au mensonge, sans se présenter dans ces termes évidemment, alors que lui il n'y a rien en face de lui, personne ne peut lui opposer la vérité puisqu'il ne ment pas. Il ne commet pas un acte contrairement à nous, par exemple tenir une position, affirmer quelque chose, défendre un point de vue, non, lui il est naturel, il est naturellement menteur ou fabulateur, c'est dans sa nature, il est le mensonge incarné, le mensonge et lui ne font qu'un. Il personnalise le mensonge au point que vous ne pouvez pas l'attaquer sans attaquer sa personnalité. Il a élevé le mensonge au rang de système de pensée, du coup, comme tout système de pensée ne peut se justifier qu'en faisant référence à lui-même, le mensonge est l'étalon unique qui lui sert de mesure à toute pensée ou pour juger les autres. Autrement dit, il est condamné à toujours mentir, il ne peut rien faire d'autres sous peine de remettre en cause le système qu'il a élaboré et qui lui tient lieu de repère pour penser, il n'y survivrait pas, dans son cas ce serait un soulagement pour l'humanité !

Manipulation. Ils seraient masochistes et exigeraient davantage de coupes sociales.

84% des Français estiment que le gouvernement ne fait actuellement pas suffisamment d'efforts pour réduire les dépenses de l'Etat

- Atlantico.fr

Non, il doit s'agir d'autre chose.

- Sondage: Deux tiers des Français prêts à se mobiliser contre l'impôt et pour défendre leur emploi - 20minutes.fr

A la question « *Vous personnellement, seriez-vous prêt à manifester -par exemple dans la rue- pour protester contre le niveau des impôts et défendre l'emploi?* », deux tiers des Français (67%) répondent oui, selon une étude CSA pour BFMTV diffusé jeudi.

Dans le détail, souligne l'institut, « *on observe un fort potentiel de mobilisation parmi les actifs, plus particulièrement au sein des catégories populaires: employés (71%) et ouvriers (76%)* », sans doute très concernés par la partie de la question sur la défense de l'emploi alors que les plans sociaux se succèdent dans l'industrie française. Il atteint « *47% parmi les cadres et les prof* ». 20minutes.fr 07.11

L'imposture des vassaux

1- La majorité appelle les multinationales à la vigilance - Reuters

Les groupes socialiste et écologiste de l'Assemblée nationale ont déposé chacun de leur côté jeudi une proposition de loi sur le devoir de vigilance des multinationales en matière de respect des droits de l'Homme et de l'environnement.

Le groupe PS, qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée, estime qu'après la catastrophe survenue il y a six mois dans l'usine Rana Plaza au Bangladesh, « *il faut éviter que des entreprises françaises soient à nouveau impliquées, directement ou indirectement, dans des drames similaires* ». Reuters 07.11

L'Assemblée nationale propose, les multinationales disposent...

Le groupe PS porte-parole "des entreprises françaises", madame Arthaud, ils assument, donc ce ne sont pas des "lâches", tout ce que vous voudrez par ailleurs, n'hésitez pas à vous lâcher !

2- BCE: Moscovici salue une "**bonne nouvelle limitant les risques de déflation**" - AFP

Le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici s'est réjoui jeudi de la baisse de taux décidée par la BCE, la qualifiant sur Twitter de "*bonne nouvelle (...) limitant les risques de déflation*".

La Banque centrale européenne a annoncé jeudi une baisse de son taux directeur à 0,25% contre 0,50% auparavant, une tentative de ranimer l'économie de la zone euro confrontée à une reprise lente, des prix paralysés et un chômage de masse dans plusieurs pays.

L'inflation en zone euro atteignait 0,7% en octobre, alors que le taux idéal pour la BCE s'établit à un peu moins de 2%.

Le président de la BCE Mario Draghi a réfuté tout parallèle avec le Japon, dont l'économie s'est enlisée dans la déflation. Mais il a estimé que la zone euro allait vivre "*une période prolongée d'inflation basse*". AFP 07.11

3- Moscovici est comblé, il n'est pas le seul.

- Les marchés saluent la baisse surprise du taux de la BCE - AFP

La très grande majorité des analystes s'attendaient à ce que la BCE résiste, du moins ce mois-ci, aux appels des marchés financiers et de responsables politiques, pour agir face à une inflation très basse.

"*Il est évident que la BCE sous la présidence de Draghi est devenue beaucoup plus pro-active que sous ses prédécesseurs*", selon Carsten Brzeski, économiste chez le bancassureur ING.

Pour Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities, "*la réaction des marchés est cohérente, puisqu'ils apprécient les politiques monétaires accommodantes quelle que soit la logique à l'oeuvre*".

De même, le marché obligataire a applaudi la nouvelle, qui permet aux investisseurs de prendre davantage de risque. AFP 07.11

Mario Draghi, Moscovici, les marchés tiennent le même discours, après qui va oser se rendre à l'Elysée ou dans un ministère pour demander à Hollande ou aux ministres de prendre en compte les besoins des travailleurs, qui, quel parti ?

C'est la faute à pas de chance !

- Réforme santé: Obama "désolé" que des Américains perdent leur assurance - AFP

Le président Barack Obama a dit jeudi dans un entretien télévisé être "désolé" que des Américains perdent leur assurance-maladie à cause de sa réforme de la santé, malgré ses promesses répétées.

Effet secondaire de la réforme promulguée en 2010 par M. Obama et dont un volet central a commencé à être appliqué début octobre: des compagnies d'assurance, qui dominent le marché de la santé, ont résilié unilatéralement des forfaits devenus illégaux, forçant certains Américains à changer de couverture, avec des augmentations des primes à la clé pour certains.

Ce phénomène a contredit une promesse répétée par M. Obama depuis des années qu'il défend sa réforme: "*Si vous aimez votre couverture actuelle, vous pouvez la garder*".

Lundi, M. Obama avait déjà tenté de circonscrire cette controverse dont les républicains du Congrès se délectent, en précisant tardivement sa pensée. "*Ce que nous avons dit est que si vous aviez un de ces forfaits avant la réforme, vous pouvez le garder, s'il n'a pas changé depuis que la loi a été adoptée*", avait-il affirmé.

La polémique s'est ajoutée à celle née de la mise en place chaotique du portail internet gouvernemental de souscription à une couverture maladie privée, pour les Américains en étant jusqu'ici dépourvus. AFP 07.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

- Tunisie: le ministère de l'Intérieur accusé dans l'assassinat de Chokri Belaïd - Lexpress.fr

Un collectif d'avocats tunisiens a accusé jeudi le ministère de l'Intérieur d'avoir caché les résultats de l'enquête balistique démontrant, selon eux, que l'opposant Chokri Belaïd assassiné le 6 février avait été abattu par une arme appartenant à ce ministère.

Selon le collectif, le ministère a reçu le 29 mai les résultats de cette enquête effectuée par l'Institut néerlandais des preuves scientifiques en matière pénale, à la demande de la justice tunisienne. "*Le ministère a dissimulé le rapport balistique et ne l'a pas remis à la justice*", a indiqué à la presse Me Mokhtar Trifi, ex-président de la Ligue tunisienne de la défense des droits de l'Homme, accusant la direction générale de la sûreté publique. Le collectif a désigné sept cadres du ministère impliqués, selon lui, dans la dissimulation des résultats de l'enquête balistique dont des représentants d'Interpol en Tunisie.

Dans un rapport distribué à la presse, le collectif baptisé "*Initiative pour la recherche de la vérité sur l'assassinat de Chokri Belaïd*" affirme que l'opposant a été tué avec un revolver Beretta 9 millimètres, une arme utilisée exclusivement par les personnels du ministère de l'Intérieur.

Sur sa page officielle Facebook, le ministère de l'Intérieur a rejeté ces accusations, dénonçant "*une campagne de dénigrement méthodique et ciblée à l'égard de l'institution sécuritaire*". "*Le ministère de l'Intérieur assure que les unités de la police et de la garde nationale ne possèdent pas le type d'arme mentionné dans le rapport néerlandais comme il a été prétendu*". Lexpress.fr 07.11

2- Turquie

- Turquie: manifestation contre la construction d'un mur à la frontière syrienne - AFP

La police a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser jeudi à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie, plusieurs milliers de personnes opposées à la construction d'un mur à la frontière avec la Syrie, ont raconté des témoins.

Réunis à l'appel du Parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP), les manifestants se sont rassemblés à quelque centaines

de mètres de la frontière pour dénoncer ce "*mur de la honte*". Les forces de l'ordre sont intervenues pour riposter à des jets par certains protestataires de bouteilles et de cocktails Molotov.

Ces incidents sont intervenus le jour où la maire de cette ville, Mme Ayse Gökkan, a mis un terme à une grève de la faim entamée neuf jours plus tôt pour protester contre la construction du mur.

Les autorités d'Ankara ont démenti toute volonté d'ériger un véritable "*mur*", affirmant que les services de sécurité turcs se contentaient d'ajouter des barbelés à une structure déjà existante. AFP 07.11

3- Libye

De violents combats avec canons anti-aériens et grenades ont éclaté jeudi soir à Tripoli, la capitale libyenne, rapportent des journalistes de Reuters.

Une milice fortement armée a pénétré dans Tripoli et attaqué le quartier de Souk al Djouma, dans l'est de la ville, pour venger la mort d'un de ses membres tué mardi dans la capitale, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Tripoli a déjà été le théâtre mardi des plus violents combats entre groupes rivaux depuis des semaines, qui ont fait un mort et deux blessés.

Ces affrontements illustrent l'incapacité chronique du gouvernement d'asseoir son autorité sur les anciens combattants et milices islamistes qui refusent de déposer les armes dans un pays qui regorge d'armement deux ans après la chute de Mouammar Kadhafi.

Les autorités libyennes ont tenté d'intégrer les nombreuses milices au sein des forces gouvernementales. Si nombre d'entre elles sont rattachées à la police ou à d'autres forces de l'ordre, elles obéissent néanmoins avant tout aux ordres de leurs commandants.

Les affrontements entre milices sont souvent provoqués par des rivalités personnelles, la lutte pour le contrôle de certains secteurs, des vols de voiture ou la saisie de cargaisons d'alcool ou de drogue. Reuters 07.11

4- Arabie saoudite

Selon BBC, le Pakistan a fait part de sa totale disponibilité à livrer "*des armes atomiques*" à Riyad "*pour l'aider à faire face à toute menace future venant de la part de l'Iran*". Selon les sources pakistanaises consultées par BBC, "*Islamabad aurait pris des mesures nécessaires pour cette livraison*". "*En cas d'un accord final entre Riyad et Islamabad, l'Arabie saoudite sera dotée d'armes atomiques avant même que l'Iran puisse en fabriquer. En effet les pakistanais auraient mis de côté un certain nombre d'ogives nucléaires pour pouvoir les livrer sans tarder à Riyad*".

Cette information annoncée haut en couleur par la BBC n'a été confirmée par aucune source officielle. Mais elle a la vertu de plaire au camp des détracteurs d'une entente nucléaire entre l'Iran et l'Occident : ces derniers pourront faire croire à une course à la bombe atomique au Moyen-Orient qui justifierait le recours à la manière forte contre l'Iran nucléaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du pro saoudien Nawaz Sharif au Pakistan, les relations entre Téhéran et Islamabad se sont refroidies. Islamabad tolère la réactivation des cellules terroristes takfiris à l'origine des troubles de ces dernières semaines dans la province iranienne de Sistan e Balouchestan (Assassinat de 14 gardes frontières, assassinat du procureur de Zabol). french.irib.ir 07.11

5- Israël

Après des semaines de surenchère, de campagne de calomnie et de mensonge, le régime sioniste finit par faire marche arrière. Selon Haaretz, "*Israël ne s'opposera plus à la nouvelle politique iranienne de la Maison Blanche, s'il est assuré que le rapprochement Washington/Téhéran ne réduit pas les sanctions anti iraniennes et qu'il entraîne au contraire un démantèlement du programme nucléaire iranien*", cette information vient d'être publiée alors que le ministre iranien des AE et la cheffe de la diplomatie européenne s'entretenaient aujourd'hui à Genève de la nouvelle proposition nucléaire iranienne.

Depuis l'élection de Rohani à la présidence, Netanyahu est apparu comme un personnage déséquilibré et obsédé qui n'a qu'une seule hantise, saper tout processus d'une entente nucléaire irano américaine. Allant jusqu'à injurier le peuple iranien, Netanyahu a exigé que les sanctions infligées à ce même peuple soient durcies. Mais à présent, il semble s'avouer vaincu : Haaretz fait d'ailleurs remarquer que les Etats-Unis ne s'opposent pas à ce que l'Iran continue à enrichir son uranium à un taux faible. Un autre sujet de litige israélo-américain sur l'Iran ce sont les sanctions : les américains ne veulent pas d'un durcissement des mesures de restrictions puisque ce durcissement pourrait avoir un impact négatif sur le processus des négociations. L'entourage de Netanyahu ne veut tout de même pas reconnaître sa marche arrière estimant que "*l'attitude agressive de Bibi a contribué à ce que la question d'une levée des sanctions se transforme en une question du maintien des sanctions en l'état*". french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Espagne

- Madrid envahie par les détritrus en raison d'une grève du nettoyage - AFP

Détritrus, sacs en plastique troués, canettes de bière et mégots envahissaient jeudi les rues et trottoirs de Madrid, au troisième jour d'une grève illimitée des employés des services de nettoyage qui dénoncent des baisses de salaires et suppressions de postes.

Dans les quartiers touristiques, en plein centre de la capitale espagnole, les poubelles publiques débordaient de cartons éventrés, de sacs poubelle ou de bouteilles vides.

Cette grève qui a commencé mardi ne touche que les services de nettoyage et de jardinage, pas le ramassage des ordures ménagères comme ce fut le cas l'an dernier dans d'autres villes, comme Jerez de la Frontera en Andalousie.

Les syndicats dénoncent un plan social qui prévoit, pour l'heure, la suppression de quelque 1.100 postes dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août. Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

La grève "*se poursuivra le temps nécessaire pour qu'ils mettent fin à cette folie*", avait promis mardi Juan Carlos del Rio, porte-parole du syndicat UGT. "*Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros*", avait-il ajouté, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

"*Je ne vois pas de solution. Madrid va se transformer en porcherie*", avertissait de son côté Francisco Jargon, le président de l'association des entreprises de nettoyage de Madrid (Aselip).

Face à la crise et à l'explosion des déficits publics dans le pays, la mairie de Madrid, comme les régions et l'Etat, ont opéré des coupes claires dans les budgets. Selon Francisco Jargon, la mairie "*a baissé de 40% ce qu'elle payait aux entreprises*" par rapport à 2007. AFP 07.11

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre 2013

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, trop crevé et pas le courage, et puis rien d'urgent à traiter. Demain au programme, on taillera en pièces Vallaud-Belkacem et la théorie du genre, ensuite on traitera un nouvel article bien réac du Point.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2013

CAUSERIE

Ce matin j'ai eu le bonheur de voir et de parler (Skype) pendant une heure avec ma fille, son compagnon et ma petite-fille Cassie qui vit à la Réunion et que je n'ai jamais pu serrer dans mes bras. Je suis un grand-père comblé pas encore gâteux ou sourd et qui a passé la soirée d'hier à écouter Steeve Vai et Joe Satriani. Avec l'ordinateur et donc la musique dans ma chambre, j'ai l'impression d'être redevenu un adolescent!

La suite de l'actualisation du site d'ici quelques heures, avec plus de 20 nouveaux articles, je dois les lire en diagonale avant, je vais aussi sélectionner quelques passages qui serviront à alimenter notre réflexion.

A l'issue d'une réunion à l'Elysée avec François Hollande, Angel Gurría (OCDE) a tenu à exprimer au nom du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et de l'OIT (associant tous les syndicats) son soutien et son admiration pour les "réformes" mises en oeuvre par Hollande, son gouvernement, le PS. (lire l'article plus loin)

ACTUALITÉ DU JOUR

Offensive de la réaction néolibérale, suite.

Avant d'aborder l'article qui suit on pourrait commencer par en fournir un décryptage sémantique pour faciliter sa lecture et comprendre les intentions de son auteurs.

Son expression et sa traduction

- Principe de précaution ou précautionneux : ce qu'ils appellent l'Etat providence, le capitalisme d'Etat, mais surtout les droits sociaux qui y sont associés, le produit essentiellement de la lutte de classes du passé et les réformes que les capitalistes ont concédé aux travailleurs en échange de la paix sociale ou la stabilité du régime garantie par les organisations et partis traités du mouvement ouvrier. Bref, tout les besoins des travailleurs devraient être marchandisés et gérés par le secteur privé, l'Etat ne devant pas intervenir, son rôle se limitant à encaisser (et encore !) les impôts et taxes pour les redistribuer aux capitalistes et à ses fonctions répressives, police, justice, armée (et encore !).

- Volonté d'innovation, proactif ou proactivité, précautionnisme aiguë : Aller dans la direction indiquée au paragraphe précédent, briser la Sécurité sociale, le système de retraite par répartition, privatiser le droit à la santé, à l'instruction, au logement, liquider tout ce qui a un caractère social et qui est improductif, une charge pour l'Etat.

- Evolutions idéologiques : Indique d'emblée qu'il s'agit d'une guerre idéologique menée par la classe dominante pour accroître son pouvoir sur la classe dominée, combat qui doit s'achever par la disparition de tous nos droits sociaux privatisés et dont la satisfaction dépendrait du revenu de chacun, il n'existerait plus aucun partage des revenus de l'Etat qui iraient directement dans les poches des banquiers, actionnaires ou patrons, ainsi que la liquidation de nos droits politiques une fois qu'on serait réduit en esclavage face à un appareil d'Etat autoritaire, répressif, policier, militarisé.

Quand on parle de dictature, on passe pour des farfelus, des gauchistes ou des extrémistes, pour nos dirigeants nous vivons toujours sous un régime plus ou moins démocratique, alors que tout démontre qu'on a déjà glissé vers une dictature, ils doivent attendre qu'elle soit vraiment instaurée, solidement implantée pour la dénoncer, quand il sera trop tard en fait, et si on nous demandait pourquoi ils adoptent cette attitude, nous répondrions qu'ils ne peuvent pas faire autrement sans être obligés de changer leur caractérisation du PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ils ne pourraient plus justifier leur politique opportuniste, ils devraient modifier radicalement, changer brutalement de stratégie et leurs rapports aux institutions et ils en sont incapables, la preuve, ils vont encore participer aux élections municipales et européennes en 2014, et puis leurs partis n'y résisteraient pas, ils se disloqueraient, ce qui montre au passage à quel point ils sont liés au régime en place.

- Nouvelle partition : il faut entendre pas là le néolibéralisme assumé.

- Risque : Qui se déclinerait selon deux schémas possibles, si le gouvernement refusait de s'engager plus avant dans la voie du néolibéralisme l'économie du pays s'effondrerait car les marchés ou les investisseurs l'attaqueraient ou l'abandonneraient; lui imposerait des conditions tellement insupportables qu'une crise révolutionnaire ou une guerre civile se produirait, la société toute entière se disloquerait, elle deviendrait ingouvernable et le dernier recours serait l'instauration d'une dictature civile et militaire, à moins que les masses exploitées s'emparent du pouvoir politique ce qui serait le pire scénario pour eux, et surtout le pire exemple pour les autres pays de l'UE, au-delà c'est l'économie mondiale qui doit emprunter cette voie.

- Les deux camps : En réalité, deux variantes de la même idéologie à des périodes différentes s'affrontent.

La première, conservatrice, qui avait intégré le rapport de forces entre les classes à l'issue de la Seconde Guerre mondiale qui avait contraint la classe dominante à composer avec les représentants officiels de la classe ouvrière et se traduit par "l'État-providence", des droits sociaux collectifs dont l'Etat était le garant, un luxe que ne peut plus supporter le capitalisme entré en putréfaction, dorénavant l'ennemi à abattre.

La seconde, néolibérale, qui face au développement de la crise du système capitalisme qui a pris une tournure permanente et menace ses fondements, demeure la seule issue politique pour tenter de le sauver ou dépasser ses contradictions, en modifiant les bases sur lesquelles il repose, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ou rien ni personne ne puisse en contester la légitimité

dans le futur. Ce qui doit se traduire par l'abolition des droits politiques des travailleurs et la subordination de leurs besoins au marché devenu le seul étalon, le seul instrument de mesure, le seul point de repère, la seule valeur à laquelle chacun devrait accepter d'y soumettre ses actes et ses pensées. Dit autrement, la demande ou nos besoins sociaux devraient être dictés par le marché, se plier à la loi de l'offre tel qu'il l'aurait définie une fois pour toute en dehors de tout autre critère que ses propres besoins. Toute résistance au marché ne pourrait que nous tirer en arrière ou nous compliquer encore plus l'existence, il est donc préférable de s'en tenir à ce qu'il est prêt à nous offrir généreusement.

Il poursuit en désignant ouvertement l'ennemi à abattre, l'État-providence, en réalité tout ce qui n'a pas encore été livré aux marchés, qui correspondit à une "*lubie*" passagère lors des premières décennies qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, dit vulgairement car ne pouvant citer la lutte des classes qui lui fait tant horreur, l'auteur se sent autorisé à exprimer ouvertement aux lecteurs la haine qu'elle lui inspire témoignant au passage qu'il parle au nom des néolibéraux ou ses véritables intentions, d'autant plus facilement que "*les deux camps*" en présence, entendez l'UMP et le PS, "*dépassent leurs grands désaccords*", effectivement on s'en était déjà aperçu, car bien qu'ils soient traversés par différents courants ils partagent la même idéologie, le même "*idéal*" ou objectif politique duquel l'État-providence est exclu et qu'il partage avec eux.

Les tendances conservatrice et néolibérale sont présentes au sein de l'UMP et du PS, et il existe une lutte entre elles à l'intérieur de chaque parti qui ne cesse pas quand ils sont au pouvoir, au contraire cette contradiction se trouve exacerbée. La première incarne davantage le capitalisme qui primait jusqu'au début des années 70 et inclus les rapports qui existaient à cette époque entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, la seconde incarne exclusivement le capitalisme financier qui s'est imposé définitivement par la suite et dont le mot d'ordre était de briser la résistance du mouvement ouvrier, d'imposer le corporatisme et de liquider la lutte des classes au profit de la dictature du marché, de l'oligarchie financière.

Il ne vous étonnera pas que l'auteur de cet article termine par un appel en direction des porte-parole du néolibéralisme au sein de l'UMP et du PS pour qu'il assume leur choix idéologique, car l'avenir de la société en dépendrait, en fait celui du capitalisme.

L'article en question

- Pour en finir avec la gauche et la droite - Le Point.fr

Selon le sociologue Steve Fuller, le clivage entre principe de précaution et volonté d'innovation va bouleverser le paysage idéologique. Chiche !

Le clivage gauche-droite, qui cimente notre vie politique depuis 1789, va-t-il voler en éclats ? Professeur de sociologie à l'université de Warwick et auteur d'une note sur les "*évolutions idéologiques*" de notre pays, publiée lors de la dernière présidentielle, Steve Fuller pense qu'une nouvelle partition va redéfinir notre paysage : "*les deux attitudes face au risque*". D'un côté, la "*précaution*" ; de l'autre, la "*proactivité*" : toutes les deux érigées en principes politiques.

(Le "*clivage gauche-droite*" repose sur une imposture dès lors que la phase ascendante du capitalisme était achevée, elle correspondait au partage du monde entre les différents États capitalistes, ce qui nous ramène selon les critères que l'on privilégie, soit au début du XXe siècle, soit durant la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale, soit au début ou au milieu des années 70.

Tout dépend aussi sur le plan politique quel facteur on retient, l'existence d'un véritable parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie qui ne pouvait être que communiste (Engels), plus précisément léniniste ou bolchevik si on intègre les enseignements de la lutte de classe entre le début du XXe siècle et 1917, auquel cas le "*clivage gauche-droite*" a disparu lorsque le stalinisme eut liquidé les partis de l'Internationale Communiste (IC), disons à partir du Ve congrès de l'IC, donc dès lors que le prolétariat ne disposait plus de partis combattant pour son émancipation du capital, pour le socialisme, c'est la version que personnellement je retiendrais car elle repose et demeure fidèle à l'objectif du combat de la classe ouvrière pour se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, ou alors s'en tenir à l'existence de classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables qui présente le défaut mortel de ne pas intégrer le facteur subjectif qui est déterminant pour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique et se débarrasse du capitalisme, de ne pas partir de la nécessité de construire un nouveau parti communiste contrairement à la version précédente qui subordonne notre intervention dans la lutte de classe à la réalisation de cet objectif sans lequel nous ne pourrions jamais vaincre notre ennemi de classe, elle laisse la porte ouverte à n'importe quelle interprétation des rapports entre les classes qui favorise la collaboration de classes et finalement gangrène, pourri littéralement le mouvement ouvrier au point de le rendre méconnaissable puisqu'au fil du temps il n'est plus apte qu'à se soumettre au diktat des capitalistes, à se situer sur le terrain du capitalisme, à intégrer ses besoins, détourne les travailleurs du socialisme, des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir sous peine d'être livré à la déchéance et à la barbarie.

En conclusion, à partir du moment où il n'existait plus de partis de masse exprimant les intérêts des masses exploitées dans la perspective de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et le socialisme, le "*clivage gauche-droite*" n'existait plus ou il n'était plus qu'une imposture, une supercherie politique entretenue à la fois par les représentants de la classe dominante et tous les partis qui allaient parler au nom des travailleurs, sans exception, apparemment cela échappe encore à la plupart des militants qui feraient bien de se demander comment un réactionnaire comme BHL peut se revendiquer de gauche, oui camarades, si vous

avez adopté cette formule du "*clivage gauche-droite*" qui a été totalement dévoyé de sa signification originelle, vous avez cet ignoble personnage comme compagnon de route, à votre place je me poserais quelques questions. - ndlr)

Selon lui, "*en termes psychosociologiques, les adeptes du principe de précaution s'emploient à protéger contre les pires résultats possible, tandis que les partisans de la proactivité entendent tirer le meilleur parti des possibilités offertes*". Les proactifs sont enclins à transgresser les normes actuelles pour innover, alors que les précautionneux s'y résignent au nom de l'incertitude. Si la relation entre sciences et technologie reste le terrain d'affrontement privilégié entre ces deux principes, ils s'opposent également sur les questions économiques et sociétales.

Mais ces deux camps se retrouvent au moins sur un point : "*Dans l'une et l'autre approche, ce qui brille peut-être le plus par son absence, c'est le vieil idéal de l'État-providence, procréer à volonté dans un monde où notre progéniture est assurée d'avoir une existence protégée. Sur ce sujet, les deux camps dépassent leurs grands désaccords pour ne voir dans cet idéal qu'une lubie du vingtième siècle, qui ne se serait accomplie que durant quelques décennies après la Deuxième Guerre mondiale en Europe du Nord.*"

Il est évident que l'UMP et le PS se montrent de plus en plus traversés par ces courants. Ne parlons pas du gouvernement Ayrault : les Montebourg, Valls et Duflot partagent peu de choses en dehors d'une place autour de la table du conseil des ministres.

À terme, Fuller prédit une redistribution des proactifs et des précautionneux au-delà des clivages anciens. "*Les principes de précaution et de proactivité ont beau être des notions assez marginales dans le discours politique majoritaire, elles sont pourvues d'un potentiel de renversement de l'axe idéologique de 90 degrés, écrit-il. La droite se compose actuellement de traditionalistes et de libertaires ; la gauche, de communautaristes et de technocrates. Je pense qu'à l'avenir, le pôle de la précaution sera rejoint par les traditionalistes et les communautaristes, tandis que les libertaires et les technocrates rallieront le pôle de la proactivité.*"

Face à l'épidémie de précautionnisme aiguë qui s'abat sur le pays et sur laquelle prospère Marine Le Pen, la seule riposte possible est la proactivité. Mais, pour se faire entendre, les proactifs vont devoir assumer leurs transgressions. Le Point.fr 08.11

[En famille. Chômage de masse, précarité, pauvreté : l'avenir qu'ils nous réservent.](#)

- La croissance mondiale insuffisante pour créer les emplois espérés - AFP

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a estimé vendredi que la croissance mondiale progressait à un rythme "*un peu trop modéré*" pour créer les emplois espérés à travers le monde, à l'issue d'une réunion à l'Élysée avec François Hollande.

"*J'ai pu indiquer au président et à ses ministres que nous considérons que nous étions en situation de reprise de croissance à un rythme malheureusement un peu trop modéré pour créer les emplois nécessaires*", a-t-elle déclaré sur le perron du palais présidentiel.

François Hollande a rencontré puis reçu à déjeuner vendredi à l'Élysée les dirigeants des organisations internationales siégeant au G20. Outre Christine Lagarde, Jin Yong Kim (Banque mondiale), Guy Ryder (Organisation internationale du travail), Roberto Azevedo (Organisation mondiale du commerce) et Angel Gurría (Organisation de coopération et de développement économiques) avaient été conviés à cette rencontre sur la situation économique en France.

"*On a exprimé notre soutien, notre appui et notre admiration pour toutes les réformes (engagées par la France) et leur poursuite dans les années à venir*", a pour sa part affirmé Angel Gurría.

"*Les marchés connaissent et admirent les réformes en train d'être réalisées dans ce pays*", a-t-il assuré. AFP 08.11

Inutile de commenter, n'est-ce pas ? Hollande et son gouvernement, ajoutons leur Parlement, incarnent les intérêts du capitalisme et sont reconnus comme tel par leurs pairs, tout est dans l'ordre des choses. Alors, sinon colporter des illusions criminelles dans Hollande et son gouvernement, que vont faire les partis qui se rendent à l'Élysée ou les différents ministères ? C'est leur manière de soutenir le régime, CQFD.

A bas l'opportunisme !

[Nous ne partageons aucune valeur avec le PS et EE-LV : boycott !](#)

- La Gauche serre les rangs à Brignoles - Liberation.fr

Pour l'élection municipale de mars, la gauche présentera à Brignoles (Var) une liste unique.

Vendredi, les responsables locaux du PCF - au nom du Front de gauche -, du PS et d'EE-LV ont annoncé leur union autour d'une «*liste citoyenne*». «*Ce choix du rassemblement se fonde sur les valeurs communes de fraternité, de solidarité, d'égalité et d'un vivre ensemble à préserver*», écrivent-ils dans leur lettre. La désunion de la gauche à la cantonale et la dispersion des voix dans un contexte de faible participation avaient pesés dans ce scrutin, remporté par l'extrême droite. Liberation.fr 08.11

Qu'est-ce une «*liste citoyenne*» sinon une liste qui ouvertement ne tient pas compte de la division de la société en classes aux intérêts opposés et inconciliables. C'est aussi un aveu que PS et EE-LV sont dans le camp des ennemis de la classes ouvrières et que les dirigeants du Front de gauche ont décidé sciemment de s'en foutre ou de passer outre. Question : Mais alors à quel camp appartient vraiment le Front de gauche ? Vous avez la réponse sous le nez, mais vous pouvez aussi le nier, ne vous étonnez pas par la suite de l'attitude des travailleurs, et surtout n'osez pas les accuser de tendre vers l'extrême droite, on vous broierait car vous en êtes les responsables.

PS et EE-LV qui ont adopté le TSCG et la règle d'or, la guerre contre le Mali et soutiennent celle contre le peuple syrien, etc. la droite ou la réaction quoi.

Que le Front de gauche partage leurs "valeurs" le ravale au rang d'imposture au même titre que le PS. Dans un article daté du 8 le M'PEP a raison d'affirmer :

- "Le PCF – et du coup le Front de gauche – s'expose à la critique de tenir un double langage. C'est une prise trop facile donnée au FN qui fera son miel de montrer la collusion entre PS et PCF (et donc Front de gauche)."

C'est plus qu'une simple "critique", c'est la stricte réalité, il faut appeler les choses par leurs noms, au-delà des vociférations et gesticulations du bouffon du monarque Mélenchon il existe bel et bien une collusion d'intérêts entre le PS et le Front de gauche, le régime en place pour lequel l'un gouverne et que l'autre soutient.

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Ils commémorent un heureux événement...](#)

Eux ils commémorent le début de la Première Guerre mondiale, c'était leur guerre, pas la nôtre, ils la revendiquent, ils en sont fiers, ils y ont tous collaboré.

- Guerre de 14-18: Copé salue le «*très beau discours*» de Hollande sur les commémorations - 20minutes.fr

[Social-patriotisme, Front populaire, union nationale, social-nationalisme : même discours, non ?](#)

- Alstom: Montebourg remercie le groupe d'avoir "épargné la France" - L'Expansion.com

[Dégradant !](#)

- S&P dégrade la note de la France, coup dur pour le gouvernement - AFP

[Aucune dignité !](#)

- Montebourg: les agences de notation n'ont "aucune crédibilité" - AFP

[Cynisme](#)

- La Redoute: le gouvernement demande à Kering de prendre son temps AFP -

[Schizophrénie aiguë. Une confirmation en guise d'aveu.](#)

- Vallaud-Belkacem se défend de "nier la différence des sexes" à l'école LePoint.fr

"Nous ne cherchons évidemment pas à nier la différence des sexes ou à détruire toute catégorisation. D'ailleurs, la catégorisation du monde par sexe est utile : elle aide à s'identifier, à se reconnaître, à trouver sa place dans la société", a expliqué la ministre

dans un entretien accordé au site internet Café pédagogique. LePoint.fr 08.11

La catégorisation du monde par classe serait plus risquée, on comprend pourquoi...

Excellent, elle nie une simple évidence, d'ailleurs elle le confirme elle-même. Pour cette complexée ou mâle baisée, la différence de sexe est juste une catégorie, un concept, une idée, comme une étiquette qu'on colle sur une marchandise ou un morceau de viande plutôt faisandé dans son cas, un produit qui ne doit répondre qu'à un seul et unique impératif : le marché.

La théorie nihiliste du genre fait partie de l'idéologie néolibérale et de sa stratégie. Il faut se demander quel est le but de cette théorie, on l'a esquissé plus haut, mais il faut aller plus loin.

Toute personne qui possède un pénis ou un vagin sera définie comme un homme ou une femme, dit autrement toute personne qui possède un sexe mâle sera définie comme un homme et toute personne possédant un sexe féminin sera définie comme une femme. C'est cette différence naturelle qui détermine l'appartenance à un sexe ou un autre, qui permet de distinguer l'homme de la femme ou le mâle et la femelle dans toute espèce animale, catégorie à laquelle appartient l'espèce humaine.

Le sexe qui vous a été échu à votre naissance détermine que vous êtes un homme ou une femme, peu importe votre penchant sexuel ou votre attirance pour les hommes ou les femmes ou les deux à la fois, que vous soyez hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, transsexuel, eunuque, monogame, polygame ou je ne sais quoi encore, si vous êtes une femme vous le demeurerez jusqu'à la fin de vos jours, pareil pour un homme.

Les tenants de cette théorie qui a les faveurs du PS, de la gauche et l'extrême gauche, c'était inévitable tant ils sont décomposés, s'emploient à faire un amalgame entre sexe et tendance sexuelle qu'ils nomment genre, en accordant une prédominance au genre plutôt qu'au sexe, autrement dit, ce ne serait plus un facteur objectif qui déterminerait si vous être un homme ou une femme, mais un facteur subjectif, votre penchant ou vos pratiques sexuels, il s'agit donc d'un choix ou d'une orientation purement idéologique qui vient supplanter l'ordre naturel des choses, qui le viole.

En pratique cela se traduit de la sorte : vous êtes hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel avant d'être un homme ou une femme, ce qui doit déterminer des droits particuliers, dès lors que ce qui caractérise un homme ou une femme passe au second plan, les différences naturelles qui existent entre eux doivent disparaître, au-delà plus rien ne permet de distinguer un homme ou une femme qui devront subir de la même manière le sort que leur réserve la société, qui elle n'a pas évolué ou bougé d'un iota, elle demeure divisée en classes dominante et dominée, sous l'emprise du capitalisme, à ceci près que cette modification introduite dans les rapports entre les hommes et les femmes ne survient pas à n'importe quel moment de son histoire, elle intervient au moment où le capitalisme est frappé par une crise dont il est incapable de sortir autrement qu'en réduisant l'ensemble des masses exploitées en esclavage, ce qui nécessite d'une part que la totalité des hommes et des femmes soient livrés à l'exploitation capitaliste, d'autre part que sa résistance au sort qui les attend soit réduite à néant, pour se faire, il faut que ce soit la société qui prenne en charge l'éducation des enfants pour les formater dès le plus jeune âge au destin que leur réserve le néolibéralisme, pour en faire de futurs esclaves résignés il faut s'y prendre le plus tôt possible et donc étendre l'emprise de la société néolibérale sur les enfants à tous leurs actes et pensées par l'intermédiaire de la télévision, la publicité, les réseaux sociaux, Internet, des jeux vidéos, des distractions et des programmes éducatifs prévus à cet effet, ainsi rendu totalement dépendant d'un mode de pensée qui leur aura été inculqué très tôt ils seront dans l'impossibilité d'en changer et de se rebeller contre la société et la boucle sera bouclée.

Voilà rapidement évoqué l'objectif que sous-tend la théorie du genre et la propagande en faveur de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ou accordés si généreusement par la classe dominante à certaines minorités.

Croire un seul instant que la classe dominante pourrait être animée de bonnes intentions envers quiconque dans la société en dehors d'elle-même relève de la crasse ignorance, de la manipulation ou révèle une proportion à la capitulation politique devant notre ennemi.

[Flicage patronal](#)

- Lufthansa accusée d'avoir fiché ses salariés en France - LePoint.fr

Un syndicat a porté plainte contre la compagnie, lui reprochant de s'intéresser de trop près à la situation familiale et aux opinions politiques de ses employés. LePoint.fr 08.11

[La dictature des sondages commandés ou manipulés.](#)

Logique...

- 57% des Français pour un abandon pur et simple de l'écotaxe - Le Nouvel Observateur

... pas logique...

- Sondage : 57% des Français disent stop aux Bonnets rouges - LeParisien.fr

Mais si, une partie du patronat a dû prendre conscience que la situation pourrait dégénérer et devenir hors de contrôle, il siffle la fin de la récréation...

[La revanche.](#)

- France. Déficit budgétaire de 80,8 milliards d'euros à fin septembre - Reuters

- L'Allemagne a dégagé un excédent commercial record en septembre - Reuters

L'Allemagne a profité de la liquidation des satellites de l'ex-URSS pour délocaliser une partie de sa production dans des pays où la main d'œuvre était bon marché, le tiers-monde à deux pas de ses frontières c'est tout de même bien pratique, puis Schröder tailla à la hache dans la législation du travail en Allemagne avec le soutien des syndicats, voilà le résultat, le chemin que le FMI et l'UE notamment incitent Hollande à suivre en France, ainsi que ses semblables partout en Europe.

[Gouverner : c'est prévoir!](#)

- JPMorgan en avance sur ses objectifs avec 15.000 suppressions d'emplois en 2013 - AFP

[L'UMP est fauché...](#)

- Une quête pour restaurer la croix de Lorraine de Colombey - Liberation.fr

... et pourtant...

- Enquête: les Balkany soupçonnés de blanchiment de fraude fiscale - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

Le chef d'Al-Qaïda a ordonné la dissolution d'une des principales factions du réseau en Syrie et demandé à ses combattants de se placer sous l'autorité du Front Al-Nosra, pour unifier ses troupes dans ce pays déchiré par un conflit sanglant.

"*L'Etat islamique en Irak et en Syrie (EIL) va être supprimé*", a affirmé Ayman al-Zawahiri dans un enregistrement diffusé vendredi par Al-Jazeera, dans lequel il martèle que le Front Al-Nosra est la "*branche*" d'Al-Qaïda en Syrie.

Cet enregistrement confirme des directives données dans une lettre citée le 11 juin par la chaîne satellitaire qatarie et présentée comme écrite par M. Zawahiri aux dirigeants des factions en Syrie et en Irak.

Cette missive est restée lettre morte sur le terrain, les jihadistes continuant de combattre séparément sous les bannières de l'EIL et du Front Al-Nosra.

Ayman al-Zawahiri a indiqué que le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Bakr al-Baghdadi, avait "*fait une erreur en établissant l'EIL sans nous demander la permission ou même nous en avoir informés*".

Et alors que l'EIL a été accusé par l'opposition d'avoir commis des abus contre les rebelles et civils syriens, notamment des enlèvements et des exécutions publiques, M. Zawahiri a réprimandé les islamistes des deux bords pour avoir mené des attaques non autorisées contre d'autres musulmans.

Le Front Al-Nosra, créé en janvier 2012 et classé comme organisation terroriste par les Etats-Unis, a revendiqué de nombreux attentats suicide en Syrie et mené des attaques parmi les plus violentes depuis le début du conflit.

L'EIL, tout comme Al-Nosra, lutte à la fois contre le régime syrien, les autres rebelles et les Kurdes afin d'instaurer son pouvoir sur tout le nord et l'est de la Syrie. AFP 08.11

2- Haïti

Plusieurs milliers de personnes ont violemment manifesté jeudi pendant plus de cinq heures dans la capitale d'Haïti Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly.

Des groupes de jeunes manifestants venus des quartiers pauvres de Port-au-Prince se sont heurtés à des partisans du président Martelly dans certaines rues, faisant au moins deux blessés parmi les manifestants de l'opposition.

"Des proches de Martelly ont ouvert le feu sur nous. Il y a deux personnes blessées par balles", ont indiqué des manifestants à l'AFP.

De nombreux jeunes ont conspué le pouvoir en place, accusant le président Martelly de travailler pour ses proches et non pour le peuple. AFP 08.11

SOCIAL

Portugal

Des hôpitaux au ralenti, des écoles fermées, des tribunaux déserts: de nombreux services publics ont été perturbés vendredi au Portugal par la grève des fonctionnaires, en colère contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement.

"Contre le démantèlement de l'État" et *"Les droits acquis ne peuvent pas être volés"*, proclamaient des banderoles accrochées aux grilles des hôpitaux, alors que des poubelles non collectées débordaient sur les trottoirs de Lisbonne.

"Les Portugais ne supportent plus les coupes salariales et les sacrifices", a assuré Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats de la fonction publique qui a fait état d'une *"forte adhésion à la grève allant de 70% à 100%"*.

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Helder Rosalino, a déclaré *"comprendre le découragement des fonctionnaires"* tout en prévoyant une participation *"ne dépassant pas les 20%"*.

La grève de 24 heures a été lancée conjointement par les fédérations de fonctionnaires affiliées aux deux principaux syndicats, la CGTP, proche du parti communiste et l'UGT, liée au Parti socialiste.

"C'est une des plus grandes grèves de ces dernières années. La riposte a été à la hauteur", s'est félicité Armenio Carlos, dirigeant de la CGTP.

Premier test de la mobilisation des fonctionnaires depuis l'annonce du budget d'austérité pour 2014 à la mi-octobre, la participation a nettement dépassé celle de la dernière grève des fonctionnaires en mai 2011, convoquée par la seule CGTP.

Les syndicats entendaient protester contre les mesures d'austérité du projet de budget pour 2014, qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires.

Le projet prévoit l'allongement du travail hebdomadaire des fonctionnaires de 35 à 40 heures, des coupes de 10% dans leurs pensions de retraite et des réductions de 2,5% à 12% pour les salaires mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Dans les hôpitaux, la grève était largement suivie par les infirmiers, avec un taux d'adhésion évalué par les syndicats entre 70 et 80%. Des opérations et consultations non urgentes ont été reportées, des guichets d'accueil restaient fermés.

De nombreux tribunaux n'ont pas ouvert leurs portes, en raison d'un arrêt de travail observé par 70 à 80% des greffiers, selon les syndicats.

Ce mouvement des fonctionnaires fait suite à une série de grèves dans les transports, dont les chemins de fers et les services de bus urbains, qui culmineront avec une manifestation samedi à Lisbonne.

Pour 2014, le gouvernement de centre droit, qui a déjà affronté quatre grèves générales en deux ans, est tenu de ramener le déficit public à 4% du PIB, contre 5,5% cette année. Pour y arriver, il compte réduire de 2% en 2014 le nombre de fonctionnaires.

La coalition au pouvoir applique à la lettre les remèdes du FMI, qui avait épinglé en janvier les "sureffectifs" dans les domaines de l'éducation et des forces de sécurité. AFP 08.11

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2013

CAUSERIE

Hier soit j'ai ajouté 25 nouveaux articles. Pas le temps de causer, à quoi bon ?

Qui a dit ?

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »...

Réponse: Michel Sapin quelques jours avant le référendum de 1992.

Mélenchon aussi y croyait, mais à cette époque il ignorait absolument tout de l'histoire antérieure de l'UE, depuis une fameuse réunion en... 1948 ! Il faut dire qu'avoir passé près de 20 ans au PS à cette époque, c'était comme avoir subi un lavage de cerveau ou une lobotomie. Il ne s'en remettra jamais.

Parole d'internaute

- *"En septembre dernier, Hollande, accompagné de Montebourg et de Cazeneuve, avait annoncé à Cherbourg, la commande par le Mozambique de 30 navires auprès des Constructions mécaniques de Normandie (CMN) pour une valeur de 200 millions d'€ et 2 années de travail.*

Patatras : pour des raisons de "rentabilité" 16 chalutiers seront construits à bas coût en Roumanie. Toujours pour raison de "rentabilité", le chantier vient de faire appel à la main d'oeuvre étrangère "low cost" : 13 travailleurs intérimaires de Roumanie et de Lituanie sont arrivés fin octobre sur le chantier et 40 travailleurs "sous forfait" ont pris leurs fonctions début novembre.

Voilà l'Europe proposée et imposée par la gauche et la droite. Cette information a-t-elle été diffusée par les journalo-politiques ?

Faut pas rêver !

Quelques notes de lecture.

Ils auraient dû ?

- *"Or, à l'heure du bilan, le moins que l'on puisse dire est que les PPP (Partenariats public-privé) n'ont pas prouvé leur efficacité économique." (Paru dans l'Humanité.fr)*

Quel aveu ! Nous n'avons jamais pu !

- *"Nous ne pouvons pas. Nous ne pouvons plus. Nous ne pouvons pas à la fois être leurs critiques les plus déterminés et les alliés de circonstance des socialistes municipaux qui, par leur silence – de fait –, font perdurer une politique ouvertement de droite, antisociale et sécuritaire. Au nom de je ne sais quelle morale de circonstance, la confusion ne doit pas être entretenue, ne peut plus l'être. Elle n'est plus de mise." (Paru dans l'Humanité.fr)*

Ce qui signifie qu'elle l'a été, merci pour cette précieuse précision.

La question des rapports avec le PS ne se réduit pas à la rupture avec ce parti, mais avec l'idéologie ou les rapports qu'il incarnait, sur le plan pratique cela elle doit se traduire par la rupture avec le capital et les institutions de la Ve République, or ni le PCF ni le

Front de gauche ou d'autres partis qui se prétendent indépendants du PS ne sont prêts à réaliser cette rupture, la preuve tous vont participer aux élections municipales et ceux qui en auront les moyens financiers aux élections européennes, et tous encore une fois appelons à soutenir les candidats du PS au second tour ou à "battre la droite" ce qui reviendra au même.

Au pays des aveugles.

"Si notre monde va si mal dans ses dimensions écologiques, sociales, économiques, politiques et spirituelles n'est-ce pas avant tout en raison du fait que nous le regardons fort mal ?"

Dresser un constat n'a jamais constitué une solution.

Son excellence a-t-il eu vraiment un jour les qualités que vous lui prêtées ?

- *"Le pasteur François, lorsqu'il devient chef d'État, perd beaucoup de son indépendance et de sa liberté. Il y perd également beaucoup de son charme et de sa crédibilité."*

Lire plus loin ses antécédents...

Le suprême amalgame.

- *"le soviet de la finance"*

Croire que ce qu'on voit n'est pas un gage de connaissance.

- *"Lettre ouverte aux dangereux imbéciles qui voteront FN « parce qu'on n'a pas tout essayé »."*

Abolition de la résolution 181 de l'ONU !

- *"En adoptant la Résolution 181 de 1947 qui a divisé la Palestine entre les Arabes palestiniens d'origine et les envahisseurs étrangers que représentaient les colons sionistes, la communauté internationale incarnée par les Nations Unies a fait le jeu du Sionisme chrétien et juif et s'est rendue coupable d'une erreur historique qui a anéanti tout espoir humain de paix au Moyen-Orient ; son rétablissement demeurera hors d'atteinte encore très longtemps."*

ACTUALITE EN TITRES

[Ils ne doutent de rien.](#)

C'est tellement vrai...

- *"La France va mieux qu'en mai 2012"*, selon Moscovici - AFP

... qu'on a forcément envie de le croire sur parole.

- Moscovici promet une baisse des prélèvements obligatoires après 2015 - AFP

[L'écho de trop](#)

- *"L'écotaxe sera appliquée"*, martèle le gouvernement - Francetv info

"Je le dis en tant qu'écologiste et en tant que membre du gouvernement : l'écotaxe sera appliquée." Le ministre délégué au Développement, Pascal Canfin, a assuré, dimanche 10 novembre, que l'écotaxe serait bien appliquée, alors que les spéculations vont bon train sur une éventuelle suppression après le report par le gouvernement de sa mise en oeuvre. Francetv info 10.11

- Bretagne : l'avertissement du porte-parole des "bonnets rouges" - LePoint.fr

- Bretagne: 44 radars vandalisés, la fronde ne faiblit pas - AFP
- Royal soutient les Bonnets rouges, «révolte citoyenne» - Liberation.fr
- Marine Le Pen : «Il existe en France une véritable révolte» - LeParisien.fr
- De l'écotaxe à la grande grogne antifiscale - LeFigaro.fr
- Éducation : vers une semaine de grèves - LePoint.fr
- Le futur directeur de campagne de Gilbert Collard agressé dans un bar - LeMonde.fr
- Copé dit avoir été victime de propos antisémites de la part du FN - Liberation.fr
- L'ancien collaborateur d'Alain Juppé explique pourquoi il rejoint Marine Le Pen - Francetv info

Quant aux réactions de son ancienne famille politique, il assure qu'elles sont positives. "Deux anciens ministres poids lourds de droite m'ont félicité. Et je ne compte pas les ex-conseillers ministériels ou cadres du RPR qui me disent 'Comment peut-on t'aider ?', révèle-t-il. Depuis la rentrée, il est le chef de cabinet de la présidente du Front national. Francetv info 10.11

- Hidalgo: Hollande doit «donner des signes» avec une équipe «plus politique» - 20minutes.fr

Le langage des signes... pour les sourds !

- Placé pointe le risque que la hausse de la TVA soit «la goutte de trop» - 20minutes.fr

Mais il a affirmé que malgré tout les écologistes resteraient au gouvernement, la soupe est décidément trop bonne au Palais...

[Le patronat et les instituts de sondage ont pris le pouvoir](#)

- 77% des Français pour une ouverture le dimanche des magasins en gare - AFP
- 57% des Français sont pour l'arrêt des manifestations en Bretagne - Le Nouvel Observateur
- Les Français ont majoritairement une mauvaise opinion de Royal - AFP
- Crédit Lyonnais: l'Etat va emprunter 4,5 milliards d'euros pour régler l'ardoise - AFP

[En famille. Quand l'esprit monarchiste plane sur la France...](#)

- Accoyer dénonce une "récupération" de De Gaulle par le FN et le PS - AFP

Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, a accusé dimanche de "sectarisme" l'ex-président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, lequel a dénoncé une "récupération politique" du général de Gaulle au moment où elle lui rendait hommage. AFP 10.11

Que voulez-vous, quand on se présente sous un faux masque, il faut sans cesse démontrer à nos mentors quel est notre vrai visage pour conserver leur confiance, leur estime...

[Ils ne sont jamais à court d'idées... réactionnaires, bien sûr.](#)

- Bruno Le Maire veut "diminuer la durée des indemnisations" du chômage - Francetv info

[Leur héritage.](#)

Le bouc émissaire qu'ils ont eux-mêmes fabriqué.

- L'Allemagne commémore le pogrom antijuif de la "Nuit de Cristal" il y a 75 ans - AFP

Ce samedi marque aussi le 90e anniversaire du "Putsch de la brasserie" à Munich (1923), une tentative de prise de pouvoir par Adolf Hitler, qui échoua sans empêcher son ascension politique ultérieure. AFP 10.11

Et qui finança son "ascension politique ultérieure", le redressement économique de l'Allemagne et programme social du régime nazi ? Les banquiers sionistes Rockefeller et Rothschild notamment...

Catholiques néoconservateurs et sionistes unis sous la même bannière néolibérale.

- Les Juifs, "grands frères" des catholiques, dit le pape Reuters

"Nous réaffirmons notre proximité et notre solidarité avec le peuple juif, nos grands frères, et prions Dieu que la mémoire du passé et les péchés du passé nous aident à rester toujours vigilants face à toute forme de haine et d'intolérance", a dit le pape à des milliers de fidèles massés place saint Pierre pour son homélie dominicale.

Le chef de l'Eglise catholique, élu au trône de Saint Pierre en mars dernier, a promis de maintenir de bonnes relations avec les Juifs et son accession au pontificat avait été saluée par les associations juives du monde entier.

François avait cosigné un livre sur le dialogue oecuménique avec le rabbin argentin Abraham Skorka, alors qu'il était archevêque de Buenos Aires. Reuters 10.11

Le "peuple juif" est une invention des sionistes que le pape reprend à son compte, normal. Personne n'osera parlé du peuple chrétien, musulman, hindou, parsi, etc. tellement c'est étranger à l'histoire et grotesque, mais quand un tel révisionnisme vient des sionistes, la confrérie réunie des intellectuels de l'extrême droite à l'extrême gauche se soumet à cette dictature de la pensée unique.

Chouette, bientôt, les taux seront négatifs, la BCE versera des intérêts aux banques qui lui emprunteront de l'argent !

- La BCE peut encore baisser ses taux, dit Benoît Coeuré - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

La température monte et personne n'ose accusé le thermomètre.

C'est fou tous ces dirigeants de partis ou de syndicats qui sont remplis de bonnes intentions envers les travailleurs... A croire qu'ils craignent que les masses déferlent soudainement et que plus rien ni personne ne puisse les arrêter.

- Le président de l'UMP, Jean-François Copé, s'est inquiété sur France 3 d'«un délitement de la société française à un point inégalé».

Le député UMP de Haute-Loire, Laurent Wauquiez, a lui aussi interpellé le gouvernement sur le risque d'une propagation de la fronde des "bonnets rouges". "Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, ce n'est pas juste le problème de la Bretagne, c'est l'incarnation de ce qui est en train de se passer partout en France : l'exaspération de la France qui travaille, commerçants, artisans, agriculteurs, salariés... Leur slogan résume tout : moins d'impôts, plus d'emplois, dit-il dans un entretien au Parisien. Il est la traduction de la colère sourde qui monte dans le pays, de cette exaspération profonde qu'un rien peut faire exploser."

«Il existe en France une véritable révolte que le gouvernement cherche à localiser en Bretagne ou à minimiser mais qui en réalité touche toute la France, toutes les catégories de Français», a déclaré Marine Le Pen à l'émission «Tous politiques» (France Inter/Le Parisien/France 24).

«Il y a dans notre pays des gens qui n'arrivent plus à vivre, qui n'arrivent plus à manger», a justifié Marine Le Pen, parlant de «secteurs entiers de notre économie qui sont en train de s'effondrer»

Pour la présidente du FN, «le risque c'est de passer de la révolte à la révolution, et c'est ce qui peut se passer quand on a un gouvernement autiste».

Le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly a estimé dimanche qu'il y avait un "sentiment de révolte" en France et

que le pays était "*comme un volcan*" qui bouillonne, dénonçant à nouveau la politique économique du gouvernement.

"*Il y a un sentiment de révolte, ça on le sent très bien*", a affirmé M. Mailly sur I-Télé, alors que la grogne sociale s'est amplifiée cette semaine, notamment en Bretagne. "*C'est comme un volcan: il y a de la fumée, la terre ne tremble pas mais en dessous, ça bouillonne*".

Sur la situation en Bretagne, il a estimé que "*le problème aujourd'hui n'est pas un problème breton et régionaliste parce que si on rentre là dedans, autant dire qu'on n'a plus de République. Le problème se pose sur l'ensemble du territoire*". lefigaro.fr, liberation.fr, lemonde.fr et AFP 10.11

Fabius ou la voix du sioniste Netanyahu.

Au lendemain de la conclusion sans accord des négociations de Genève sur le programme nucléaire iranien, le président Hassan Rohani a réaffirmé dimanche que le "*droit à l'enrichissement*" de l'uranium de Téhéran était une "*ligne rouge*" à ne pas franchir.

Les propos du chef de l'Etat iranien, tenus devant un parlement dominé par le camp conservateur, visent manifestement à rassurer les tenants d'une ligne dure, alors que Téhéran et les puissances du groupe P5+1, soit les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, sont convenus de reprendre leurs discussions le 20 novembre.

Alors que les différentes parties semblaient sur le point de conclure un accord au début des trois journées de discussions, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a d'abord dit samedi craindre un marché de dupes, puis a été le premier à annoncer dans la nuit l'absence de compromis.

Parmi les principaux points d'achoppement cités par les diplomates, figurent la fermeture souhaitée par Paris du réacteur iranien d'Arak, avant même son entrée en fonction, le sort du stock d'uranium fortement enrichi, ainsi que la nature et le calendrier de l'allègement des sanctions économiques réclamé par Téhéran.

Un compte Twitter, présenté comme l'expression du cabinet du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé dimanche "*une attitude imprudente et inepte*" de la France, à propos des réserves émises par Paris sur le projet d'accord.

On n'est pas vraiment surpris d'apprendre dans l'entourage de Catherine Ashton que la France est celle qui freine le plus un accord à Genève. Les Iraniens l'ont très clairement expliqué : la France est sur la ligne d'Israël et non sur la volonté d'une recherche raisonnable d'un accord. Hier, alors que les discussions faisaient une prolongation, les Iraniens semblaient peu optimistes sur la possibilité en raison du blocage français.

A l'évidence, la frayeur de Netanyahu sur la possibilité d'un accord a trouvé un relais français. Même si elle ne le formule pas clairement, Paris semble sur la ligne israélienne qui consiste à exiger des Iraniens de faire vœu d'ignorance et de laisser le monopole du savoir nucléaire à Israël.

Les consultations menées par les membres de l'équipe négociatrice iranienne, à Genève, avec les membres des 5+1, ont convaincu l'Occident de parvenir à un accord, ce qui a conduit à la présence, à Genève, des ministres des Affaires étrangères des 5+1. Alors que tout le monde s'attendait à ce qu'avec la participation des ministres des Affaires étrangères des 5+1, l'accord nucléaire avec l'Iran voit le jour, le ministre français, Laurent Fabius, a joué le rôle des lobbies sionistes, entravant l'obtention de cet accord.

Fabius a demandé à l'équipe négociatrice iranienne de donner une garantie, pour la sécurité du régime sioniste, une demande qui n'avait rien à voir avec les négociations techniques, sur la question du nucléaire de l'Iran. Cette attitude de Fabius a montré que l'autre partie ne participe pas encore, avec bonne foi, aux négociations.

Le sabotage de Fabius a suscité les critiques des responsables occidentaux. "*Fabius a joué le rôle du faiseur d'embrouilles, lors des négociations nucléaires, à Genève*", a estimé Paul Shult, ex-Président du contrôle et de la non-prolifération des armes du ministère britannique de la Défense, en réaction au rôle négatif qu'a joué le ministre français des Affaires étrangères, lors des négociations de Genève. "*La prise de position du gouvernement français envers l'Iran est plus sévère que celle de l'administration américaine*", a écrit le quotidien américain, "*Weekly Standard*", en allusion aux négociations stériles entre l'Iran et les 5+1, à Genève, pour la signature de l'accord nucléaire.

Parmi les adversaires les plus ardents du programme nucléaire iranien, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a exprimé sa satisfaction quant à l'absence de compromis, après avoir prévenu peu avant le week-end qu'il rejeterait "*complètement*" l'accord négocié à Genève.

Israël, dont un ministre se rend mardi aux Etats-Unis, veut jouer de son influence au Congrès américain pour tenter d'empêcher

la conclusion d'un accord sur le nucléaire iranien lors de la reprise des négociations entre les grandes puissances et l'Iran le 20 novembre.

"Israël fera tout pour convaincre les grandes puissances et leurs dirigeants d'éviter de conclure un mauvais accord" avec l'Iran, a affirmé le premier ministre Benjamin Nétanyahou lors du conseil des ministres.

Devant l'influente assemblée générale des Fédérations juives d'Amérique du Nord (JFNA) à Jérusalem, M. Nétanyahou a martelé dimanche soir son intention se battre contre un accord *"mauvais et dangereux"*.

"J'ai été informé des détails de la proposition aux Iraniens. Ce qui est proposé actuellement est un accord selon lequel les capacités nucléaires de l'Iran ne reviennent pas en arrière alors que le régime des sanctions est rétrogradé."

"Quand il s'agit de la sécurité du peuple juif, je ne me tairai pas. Cela n'arrivera pas tant que je suis en fonction. Lorsque les Juifs se sont tus vous savez ce qui s'est passé", a-t-il ajouté, sous les applaudissements des représentants de la JFNA.

Le ministre israélien de l'économie Naftali Bennett a annoncé à la radio militaire qu'il se rendrait à partir de mardi aux Etats-Unis pour *"mener une campagne auprès de dizaines de membres du Congrès"* à qui il veut expliquer que *"la sécurité d'Israël est en jeu"*. A l'inverse, la secrétaire d'Etat adjointe américaine Wendy Sherman, qui mène les négociations avec l'Iran, est arrivée en Israël dimanche, a indiqué la porte-parole du département d'Etat Jen Psaki. *"Elle poursuivra notre coordination étroite avec Israël sur nos efforts en cours pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire"*, a indiqué Mme Psaki.

Tous les experts considèrent qu'en dépit des efforts du premier ministre israélien, un accord sera ratifié entre les grandes puissances et l'Iran. *"C'est un choix stratégique de Barack Obama qu'Israël ne peut pas remettre en cause"*, a ainsi assuré un commentateur de la radio publique. Shelly Yachimovich, la dirigeante de l'opposition travailliste, a elle aussi critiqué l'attitude de confrontation de M. Nétanyahou, tout en s'opposant au projet d'accord actuellement en discussion.

La volonté manifeste des Etats-Unis de conclure rapidement un premier accord avec Téhéran affecte cependant les relations entre Israël et Washington, et Benjamin Netanyahu a rencontré trois fois le secrétaire d'Etat américain John Kerry depuis le début de la semaine.

Le secrétaire d'Etat a minimisé les dissensions dans le camp occidental et estimé que les grandes puissances s'étaient rapprochées d'un compromis avec Téhéran, tandis que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a dit espérer la conclusion d'un accord lors des pourparlers de la fin du mois.

Le secrétaire britannique au Foreign Office, William Hague, a également jugé possible un accord au cours des prochaines semaines.

Un accord provisoire servirait de base à des négociations plus larges pour trouver une solution permanente au problème nucléaire iranien qui oppose depuis dix ans Téhéran aux grandes puissances mais que le nouveau président iranien Hassan Rohani dit vouloir régler dans les mois à venir.

La venue de John Kerry à Genève, qui a interrompu une tournée au Proche-Orient pour se joindre aux discussions et a été rejoint ensuite par ses homologues du P5+1, a laissé croire à l'imminence d'un tel compromis mais la France a fait comprendre ensuite que de sérieux obstacles empêchaient encore sa conclusion.

"Les Américains, l'Union européenne et les Iraniens travaillent intensément ensemble depuis des mois à une proposition, et ce n'est rien moins qu'une tentative de Fabius pour se faire valoir, tardivement, dans ces négociations", a regretté un diplomate occidental.

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a par ailleurs déclaré dimanche qu'il espérait que les négociations de l'agence des Nations unies avec l'Iran, qui sont menées séparément des pourparlers avec le groupe P5+1 et reprendront lundi à Téhéran, produiraient des *"résultats concrets"*. Reuters et Lemonde.fr ; french.trib.ir 10 et 11.11

[Ecotaxe: la fronde prend de l'ampleur.](#)

La fronde anti-écotaxe a pris de l'ampleur samedi avec de nouveaux heurts en Bretagne entre manifestants et forces de l'ordre, et des actions coup de poing à Paris, dans le Nord, près de Marseille ou près de Lyon.

Des manifestants ont incendié ou endommagé des bornes écotaxe, mené des opérations escargots et menacés des portiques, provoquant d'importantes perturbations sur les routes.

Trois radars routiers ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche dans les Côtes d'Armor et deux autres ont été dégradés

en Ille-et-Vilaine, a-t-on appris dimanche auprès des gendarmes et des pompiers.

Ces dégradations s'ajoutent aux 28 radars automatiques détruits ou vandalisés en Bretagne depuis le début du mois de novembre, soit un quart de l'équipement installé en bord de routes dans les quatre départements bretons. AFP 10.11

Racket du gouvernement et nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le paquet de cigarettes à plus de 7 euros ? - LePoint.fr

Le passage de la TVA à 20 % le 1er janvier entraînerait une hausse des prix du tabac de 30 centimes.

Le Journal du dimanche annonce que le prix du paquet de cigarettes devrait franchir le seuil symbolique des 7 euros le 1er janvier 2014. Si l'augmentation du prix du tabac doit être décidée la semaine prochaine, le journal dominical assure que le gouvernement a déjà tranché sur la question.

Le JDD indique que pour convaincre Philip Morris d'augmenter ses prix, le gouvernement serait enclin à lui accorder un nouveau cadeau fiscal de près de 30 millions d'euros ; en bénéficiant notamment plus de la "taxe spécifique".

Les Douanes réclament par ailleurs également une augmentation de 30 centimes rappelant qu'une hausse de 20 centimes n'est pas suffisante et entraînerait 50 millions d'euros de perte de recettes pour l'État.

Comme l'indique l'hebdomadaire, "les douanes et les fabricants de tabac ont le même intérêt : augmenter suffisamment les prix pour compenser le recul des ventes". En volume, les ventes de cigarettes en France ont reculé de 9,55 % à la fin du mois de septembre. La chute se chiffre en valeur à 2,6 % à 11,529 milliards d'euros. LePoint.fr 10.11

C'est entendu !

- Allemagne: le chef de file du SPD entrerait au gouvernement - AFP

Le chef de file des sociaux-démocrates allemands, Sigmar Gabriel, devrait faire partie d'un éventuel gouvernement de grande coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, et en être le vice-chancelier, affirme samedi l'hebdomadaire Der Spiegel.

Cette information a toutefois été contestée par un porte-parole du SPD joint par l'AFP samedi soir, qui a assuré qu'aucune «*décision définitive*» n'a été prise.

Principal point de l'accord, Sigmar Gabriel (SPD) sera bien membre de cet éventuel gouvernement, avec le rôle, essentiellement honorifique, de vice-chancelier.

La chancelière et le chef du SPD se sont également mis d'accord pour que les postes de ministres des Affaires étrangères et de la Défense ne reviennent pas au même parti, pas plus que ceux de l'Intérieur et de la Justice, poursuit l'hebdomadaire.

«*Il n'y a encore eu aucune décision définitive sur les personnes*» qui seront au gouvernement, a assuré à l'AFP un porte-parole du SPD un peu plus tard.

Il a également démenti que la répartition des portefeuilles décrite par Der Spiegel ait été arrêtée.

Un éventuel accord sera, en outre, soumis au vote des 470.000 adhérents du SPD. AFP 10.11

Ils ont vraiment un sens aigu de la démocratie au SPD. Une simple formalité sans doute...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: l'armée reprend le contrôle total d'une base clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a repris dimanche une base militaire stratégique près de l'aéroport international d'Alep (nord) qui était depuis février aux mains des rebelles, a annoncé la télévision d'Etat syrienne. AFP 10.11

1.2- Syrie : des djihadistes exécutent un député - Francetv info

Mojhem Al-Sahou a été enlevé et tué dans l'est du pays, dans une région où un autre député avait déjà été exécuté fin octobre. AFP 10.11

1.3- L'opposition syrienne accepte de participer à Genève 2 - lemonde.fr

Après deux jours de débats à Istanbul, la Coalition nationale syrienne (CNS) a annoncé lundi 11 novembre dans un communiqué que l'opposition syrienne acceptait de participer à une conférence de paix à Genève.

Le communiqué, rédigé en arabe, fixe plusieurs conditions pour participer à cette conférence, baptisée "Genève 2" dans les milieux diplomatiques, dont l'objectif est de mettre fin à deux ans et demi de guerre civile en Syrie via la création d'une autorité de transition.

La CNS réclame un accès libre dans les zones assiégées pour les organisations humanitaires, la libération des prisonniers politiques et affirme que toute conférence internationale doit aboutir à une transition politique.

Le communiqué annonce aussi qu'un comité s'est vu assigner pour mission de continuer à discuter avec les forces révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie afin d'expliquer la position de la CNS, alors que des combattants sur le terrain s'opposent au processus diplomatique en cours.

"*Tout ce qu'on peut espérer, c'est que ces discussions aboutiront au départ de Bachar Al-Assad*", a déclaré Adib Chichakli, l'un des membres de la CNS. Le Monde.fr avec Reuters 11.11

1.4- Syrie : l'opposition anti-Assad salue Israël. - french.trib.ir

La coalition des opposants syrien réunis à Istanbul a salué le régime sioniste pour ses soutiens aux groupes terroristes en Syrie.

La coalition a également demandé à ce régime de continuer à soigner les blessés takfiris dans ses hôpitaux et ses cliniques israéliens dans le droit fil des coordinations entre « *les opposants syrien résidant à l'étranger* » et le régime sioniste. Yaakov Margi, député de la Knesset issu du parti Shass a rencontré en Turquie les représentants des groupes terroristes qui lui ont demandé le maintien par Israël de son aide et soutien aux "*opposants*".

Les chefs terroristes ont salué par ailleurs le traitement fournir des blessés dans les hôpitaux israéliens, a rapporté la radio du régime sioniste. Les événements ont prouvé qu'Israël n'est plus un ennemi mais plutôt un partenaire de combat contre l'ennemi conjoint, a affirmé, pour sa part, Mohamed Adnan, opposant syrien, chef de l' « *Union des révolutionnaires à l'intérieur de la Syrie* ». Les opposants ont également demandé à Margi qu'Israël continue à élargir des aides aux opposants et à ne pas se contenter à les soigner, selon ce rapport. french.trib.ir 10.11

SOCIAL

1- Grèce

1.1- Plusieurs milliers de militants du parti d'opposition Gauche radicale (Syriza) se sont rassemblés dimanche 10 novembre au soir devant le Parlement à Athènes pour dénoncer la poursuite des politiques de rigueur alors que les députés débattaient d'une motion de censure contre le gouvernement.

"*Nous arrêtons la catastrophe*", "*Partez maintenant !*", "*Non aux plans d'austérité*", proclamaient les banderoles des manifestants rassemblés sur la place Syntagma, en bas du Parlement, théâtre d'importantes manifestations, souvent violentes, au début de la crise en Grèce en 2010. Selon la police les manifestants étaient plus de 2 000. Mais selon journalistes et organisateurs sur place ils étaient environ 5 000. lemonde.fr 10.11

1.2- Plus de 5.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le Nord, contre un

projet controversé de mine d'or dans la région proche de Chalcidique, à l'occasion de la Journée mondiale d'action contre les mines d'or.

"*La poussière toxique n'a pas de frontières. Non aux mines d'or!*", proclamait la banderole principale du cortège des manifestants, qui selon la police était environ 5.000.

A Athènes, plus de 500 personnes ont également manifesté en scandant des slogans contre "*la violence policière*" exercée ces derniers mois contre des habitants du village d'Ierissos à Chalcidique, qui s'opposent au projet de Hellenic Gold, filiale grecque du groupe canadien Eldorado Gold.

"Avec les forces antiémeutes et la violence, vous n'allez pas prendre l'or", scandaient les manifestants à l'appel des associations de gauche.

Jusqu'ici près de 200 habitants de la région sont poursuivis en justice pour "*résistance contre les autorités*" et autres délits, ce qui provoque de vives réactions, les militants accusant les autorités "*de vouloir criminaliser des mouvements sociaux*".

Les opposants au projet considèrent que l'entrée en activité de la mine causerait des dommages irréparables à l'environnement, épuisant et contaminant les nappes phréatiques et polluant la région avec des substances chimiques nocives comme le plomb, le cadmium, l'arsenic et le mercure. AFP 10.11

1.3- Le ministre de la Réforme de l'administration, Kyriakos Mitsotakis, a indiqué samedi dans un entretien à la télévision Méga, qu'après le licenciement des 2.600 employés de la ERT, le gouvernement va procéder à des licenciements dans la compagnie métallurgique Larco et les sociétés de défense Elvo (fabrication de véhicules) et HDS (industrie aérospatiale).

Ces trois entreprises publiques historiques sont lourdement endettées et en voie de restructuration et de privatisation, conformément aux exigences des créanciers. AFP 10.11

2- Portugal

Quelques centaines de salariés des entreprises publiques de transports portugaises ont manifesté, samedi 9 novembre à Lisbonne, lors d'un rassemblement ponctuant une série de grèves contre les nouvelles mesures d'austérité inscrites au projet de budget pour 2014.

"*Ils m'ont déjà coupé environ 20 % de mon salaire net, qui n'est plus qu'à 900 euros, et maintenant ils veulent m'enlever encore 7 ou 8 %*", a protesté Carlos Félix, chauffeur de bus à Lisbonne depuis une vingtaine d'années, qui manifestait samedi après avoir fait grève jeudi. "*On sait que c'est difficile de faire reculer le gouvernement, mais il faut résister*", a ajouté cet homme de 50 ans.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en œuvre un exigeant programme de rigueur budgétaire et de réformes économiques sur trois ans. lemonde.fr 10.11

3- Arabie saoudite

Des milliers d'immigrés illégaux se rendaient dimanche à la police saoudienne après des émeutes nocturnes meurtrières dans un quartier pauvre de Ryad, liées à la campagne de répression contre l'immigration clandestine.

Ces violences étaient les premières depuis que les autorités ont commencé à expulser les clandestins après l'expiration le 4 novembre du délai de sept mois fixé pour qu'ils régularisent leur situation ou quittent le riche royaume pétrolier.

Dans le cadre de la campagne en Arabie saoudite, plus de 900.000 étrangers en situation irrégulière ont quitté le royaume depuis le début 2013.

Le ministère du Travail a appelé les immigrés illégaux à faire les démarches nécessaires pour régulariser leur situation ou "*assumer les conséquences de leur retard*". Les contrevenants risquent une peine allant jusqu'à 2 ans de prison et une amende de 100.000 riyals (27.000 dollars).

Les autorités estiment que cette politique devrait permettre de réduire le nombre d'immigrés, estimé à 9 millions de personnes sur quelque 27 millions d'habitants, pour favoriser l'emploi des Saoudiens dans le royaume où le taux du chômage atteint 12,5%.

Mais le départ forcé des étrangers illégaux a provoqué une pénurie de main-d'oeuvre bon marché, même si les experts assurent qu'il sera bénéfique à long terme pour l'économie du pays. AFP 10.11

En France 30.000 étrangers en situation irrégulière sont expulsés, 900.000 en Arabie saoudite et la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette affaire, comme c'est étonnant, ils ne doivent pas être au courant...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2013

CAUSERIE

Lundi 22h35 à Pondichéry

J'ai ajouté 45 nouveaux articles. Je n'ai évidemment pas eu le temps de tous les lire. Je me suis refusé d'en publier 4 seulement, sans intérêt ou renfermant des analyses trompeuses, trop à mon goût. Il m'arrive de partager de nombreuses analyses sans adhérer à leurs conclusions la plupart du temps, il est toujours intéressant de confronter nos idées, c'est aussi une source d'inspiration.

Je regrette de ne pas avoir davantage de temps pour traiter plus à fond certaines questions ou de passer à côté de certains aspects de l'actualité sociale ou politique, involontairement car je ne fais aucune question, on fait ce qu'on peut. Mon épouse est encore malade depuis une semaine, c'est une charge supplémentaire pour moi et je dois aussi lui consacrer un peu de temps.

Les articles d'octobre ont été retirés de la page d'accueil pour soulager les différentes rubriques, ils seront archivés demain dans la soirée. Je n'ai pas eu le temps de terminer l'article que j'avais commencé sur le gouvernement mondial, ce sera pour plus tard, ce n'est pas urgent.

Je ne peux plus vous fournir de statistiques sur le taux de fréquentation du site, la société OVH qui héberge notre portail n'a pas encore résolu le problème depuis le 14 octobre.

Mardi 14h25 à Pondichéry

J'ai corrigé, hier j'avais écrit Pondicherry avec 2 R comme en anglais, Puchuchery en tamoul.

Au fait, on ne traite pas tous les articles qui figurent dans l'Actualité en titres, par contre si vous avez envie de les lire ce sont les titres originaux, il vous suffit de les taper dans Google pour les trouver sur le Net.

Je vous ai fait grâce de la manifestation des propriétaires de centres d'équitation auxquels s'étaient joints leurs employés, à mon avis ils n'avaient pas trop le choix. L'air de rien ils étaient plusieurs milliers à manifester (1.750 à 4.000 selon les sources - AFP) entre les places de la Bastille et de la République, même que la police a compté 173 poneys, pas un de plus pas un de moins !

- "*Beaucoup de chevaux vont se retrouver à l'abattoir alors qu'ils n'ont rien demandé*", a déclaré Shanna Benhamou, une jeune femme de 20 ans propriétaire de 5 chevaux à Maisons-Laffitte (Yvelines). AFP 11.11

Ils ne savent décidément plus quoi inventer pour faire jouer la corde sensible des émotions des masses. Pauvres bêtes, surtout que finir en lasagnes il paraît que c'est fort humiliant, un bien mauvais karma quoi !

Plus sérieusement, c'est fini la société des loisirs, des quatre dimanches, même la classe moyenne il va falloir qu'elle rame... pour des clopinettes !

[Business is business. Le Monde comme tous les médias est en fête : la boucherie fait vendre du papier \(cul\), des canons...](#)

Les banquiers sont des gens heureux ! N'hésitez pas à le faire savoir.

- La guerre fait vendre. Ce ne sont pas les marchands d'armes qui le démentiront et encore moins leurs sous-traitants en tous genres. Celle de 1914-1918 fut une grande boucherie racontée en détail par les lettres des rescapés et les écrivains. Elle fut également, pendant quatre années, une opportunité pour la "*réclame*" qui, en dépit des circonstances, continua, tant que faire se pouvait, à vendre du rêve en jouant sur la fibre patriotique. "*Toute la communication était conçue pour soutenir l'effort de guerre, et l'Etat, qui ne connaissait que l'affichage officiel, invitait surtout la population à donner son or...*", explique Alain Weill, expert de l'affiche et critique d'art.

A l'occasion des commémorations du centenaire de la Grande Guerre, les éditions Hoëbeke publient *La pub est déclarée ! 1914-1918*, de Didier Daeninckx. Dans ce texte qui raconte la vie d'une dactylo de l'agence Siècle Publicité, toujours à la recherche de slogans qui font vendre, l'écrivain - auteur du *Der des ders* (Gallimard, 1985), roman adapté ensuite en BD avec Jacques Tardi (Casterman, 1997) - retrace l'épopée de la première guerre mondiale du point de vue de la réclame. Son texte est illustré par de nombreuses publicités de l'époque, qui permettent d'entrevoir ce que furent ces quatre années de guerre à l'arrière.

Unis derrière le drapeau, et dénonçant le boche cause de tous les malheurs, les génies de la réclame ont essayé de vendre tout et n'importe quoi à une population totalement sous-informée.

Au début de la guerre, la réclame est donc très archaïque. Son seul support est la presse écrite, qui constitue alors un véritable pouvoir. Il faut se souvenir qu'au tournant du siècle la presse française comptait plus de 600 quotidiens (dont 90 à Paris entre 1881 et 1914). Elle était la plus lue au monde avec quatre quotidiens (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin*, *Le Journal*) qui dépassaient chacun le million d'exemplaires.

Dès le commencement des hostilités, la censure sévit : les photographes ont l'interdiction de se rendre sur le front, et toutes les publications doivent présenter le conflit sous un jour optimiste. Quelques journaux choisissent cependant de briser la loi du silence, en privilégiant le reportage. Du coup, leurs récits mettent les réclames en porte-à-faux : difficile, dans ces conditions, de cacher que le conflit fait des millions de morts et de blessés.

Pour continuer de toucher le public et le convaincre de soutenir l'effort de guerre, les publicitaires font alors appel à des illustrateurs de grande qualité comme Francisque Poulbot (1879-1946), Théophile-Alexandre Steinlen (1859-1923) ou Charles Fouquieray (1869-1956). "*Avec leur graphisme très personnel, ils mettaient en scène les orphelins et les réfugiés sur fond de désolation, mais ne montraient surtout pas les horreurs de la guerre*", souligne Alain Weill. Jules-Abel Faivre (1867-1945) fera date avec ses affiches en faveur des emprunts de la Défense nationale. Dans *L'or combat pour la victoire*, un coq gaulois sort d'une pièce d'or, tandis que dans *On les aura !*, en 1916, un soldat, le regard brillant, part à l'assaut.

Au terme de quatre années de guerre, il a fallu du temps à la réclame pour revendre du rêve et aux journaux pour retrouver leur crédibilité. "*Après avoir vendu la guerre, il a fallu vendre la paix*", relève Didier Daeninckx. *Le Monde* 17.10 et mis à jour le 11.11.2013

On ne retiendra qu'une chose, c'est que ces saloperies de journaux aient retrouvé leur crédibilité pour que le capitalisme puisse poursuivre à travers le monde son oeuvre progressiste, généreuse, humaniste... Donc pour le reste rien de changer, ils adorent par dessus tout les catastrophes qui s'abattent sur les peuples, les guerres, la boue, le sang, les cadavres, les scènes de désolation et de massacres, bref, ils sont toujours aussi cyniques et aux ordres, comme *Le Monde*.

Il y a quelques mois j'ai lu quelque part que l'Allemagne avait proposé à la Grande-Bretagne avant le début des hostilités un plan pour éviter la guerre et les Britanniques l'avaient ignoré car cette guerre faisait leur affaire, je vais essayer de remettre la main dessus.

L'interprétation officielle de cette guerre est évidemment falsifiée ou ne correspond pas à la réalité, un ramassis de mensonges, il est donc de notre devoir de rétablir le contexte économique et politique de l'époque, ainsi que les principaux faits qui le démontrent.

Pour présenter les faits comme cela les arrangeait, ils ont eu recours au non-dit essentiellement, ils ont fait disparaître littéralement les événements qui contredisaient leur version dès lors qu'on les mettait en perspective, du coup tous les rapports entre les différents belligérants étaient faussés, il ne leur restait plus qu'à écrire l'histoire à leur façon et à la graver dans le marbre des manuels scolaires notamment. On s'occupera parallèlement du PS ou SFIO.

[L'AFP : relais de la propagande de la réaction.](#)

Madrid où les éboueurs sont en grève depuis une semaine.

"*Je comprends les raisons pour lesquelles ils sont en grève, mais pas pourquoi ils salissent les rues, car au bout du compte, c'est un problème pour tout le monde, nous devons cohabiter avec toutes ces ordures et ce n'est vraiment pas agréable*", s'indignait Alicia Uldall, une jeune femme de 25 ans habitant le quartier.

"*Je n'avais jamais vu cela. Tous les conteneurs sont vides et toutes les ordures sont dehors, c'est dégueulasse et cela fait plusieurs jours que ça dure*", lançait une autre riveraine âgée de 46 ans, Dominica Soria. AFP 11.11

Contrairement aux jours précédents il ne figurait pas un seul témoignage en soutien aux grévistes dans cet article. J'ai l'oeil, bon pour une fois on se passera du pif, mais c'est pour la bonne cause, en soutien à nos camarades éboueurs de Madrid, tenez bon, ne lâchez rien, passez au cran supérieur si nécessaire !

Intox. Syrie: l'opposition prête à discuter à Genève, sous conditions - AFP

Faux. Non seulement ils n'ont aucune légitimité à part celle du Qatar, de l'Arabie saoudite, d'Israël, de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne notamment, ils sont liés aux mercenaires d'Al-Qaïda, au Front Al-Nosra, aux hordes sanguinaires salafo-takfiris qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ils exigent le départ d'Assad qui peut se prévaloir du soutien de plus 70% de la population, comparé au 23% de Hollande en France, ce serait plutôt à lui de partir, mais là personne ne l'exigera, ensuite ils ne représentent que la diaspora dorée en exil qui est une marionnette des sionistes et sionistes arabes.

Le titre de l'AFP est délibérément trompeur, car on pourrait croire qu'ils sont prêts pour la paix et que ce serait Assad qui y serait opposé pour faire durer le plaisir ou lui faire endosser la responsabilité de la poursuite des massacres, alors qu'en réalité c'est la France et l'Arabie saoudite agissant pour le compte des sionistes qui alimentent cette guerre et ne digérant pas leur défaite politique.

En conclusion une fois qu'on a remis chacun à sa place, non, la soit-disant opposition n'est pas prête à discuter à Genève car ses conditions sont inacceptables, on n'a jamais vu un vainqueur accepter les conditions d'un vaincu.

ACTUALITE EN TITRES

[Le monde risque de s'écrouler, on a échappé à une catastrophe, ouf on s'en est sorti, on est sauvé !](#)

- Wall Street avance un peu, malgré la fatigue des technologiques - AFP

[Youpi, c'est la fête, vive le casino !](#)

- La décision surprise de la BCE lance le rallye boursier de fin d'année - Atlantico.fr

[Et dire qu'il risque de passer le 25 décembre, ni l'arme ni la larme à gauche! L'âme non plus, il n'en a pas !](#)

Sapin quelques jours avant le référendum de 1992 :

- « *Le traité (de Maastricht) se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité* »

Sapin novembre 2013 :

- Chômage des jeunes: Sapin plaide pour une "*Europe sociale*" au "*socle commun*" - AFP

Note : L'âme est un clin d'oeil à Marx et non à la religion, vaut mieux préciser !

[La voix des trusts pharmaceutiques. Pousse au crime](#)

- Le médicament dangereux, c'est d'abord celui qu'on ne prend pas - LeMonde.fr

Voilà une excellente raison pour les adeptes de liaisons dangereuses de s'abstenir d'acheter Le Monde !

Un esprit sain dans un corps sain, soignez votre alimentation et votre sommeil...

[Ils ne pensent qu'à cela. Leur monde est à vomir.](#)

- Chine: le "*jour des célibataires*" dope les achats en ligne - AFP

[Un rapport de cause à effet](#)

- Flybe renoue avec le bénéfice et poursuit sa restructuration - Reuter

- Aviation: Flybe annonce 500 nouvelles suppressions d'emplois - AFP

Résistance

- Sages-femmes: «*Nous demandons juste la régularisation de notre statut*» - 20minutes.fr
- Pourquoi les animateurs de Paris font-ils grève? - 20minutes.fr

La petite-bourgeoisie s'impatiente, l'extrême droite sort du bois.

- 11-Novembre perturbé : "*Pour l'extrême droite, la gauche ne sera jamais légitime*" - Francetv info
- Un défilé nationaliste dégénère en violences à Varsovie - Reuters

En complément l'extrême droite assumée ou le sionisme.

- Avigdor Lieberman de nouveau chef de la diplomatie israélienne - Reuters

Une société qui se délite, un régime aux abois

- Marseille: deux nouveaux règlements de comptes dans les quartiers nord - AFP
- Un homme tué à la kalachnikov dans les quartiers nord de Marseille - 20minutes.fr
- Une policière rouée de coups à Marseille - LePoint.fr
- Déferlement de violence dans une boulangerie de Nice - LeMonde.fr
- 11-Novembre : le député UMP Bernard Reynès poignardé à Châteaurenard - Francetv info
- 11 novembre : Hollande conspué, 73 interpellations sur les Champs-Élysées - AFP
- Haute-Savoie : une femme abattue à son domicile - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Sous pression.

- Popularité: Hollande en baisse de 4 points (22%), Ayrault de 6 (23%) - 20minutes.fr
- 67% des Français pour un changement de Premier ministre et un remaniement - AFP
- "*Il faut remplacer Jean-Marc Ayrault d'urgence*", pour le député PS Malek Boutih - Francetv info

"Le gouvernement semble à la fois être devenu sourd et ne plus être entendu. Le dialogue est rompu. Il faut envoyer un signal d'urgence aux Français afin de rétablir le dialogue. Cette urgence doit se traduire par un remaniement gouvernemental. Oui, il faut remplacer le Premier ministre d'urgence", déclaré le député socialiste, réputé pour ses positions critiques à l'égard du PS auquel il appartient.

A propos du Président de la République, François Hollande, le député socialiste Boutih lui suggère de "*s'entourer de personnalités plus fortes avec qui partager le pouvoir et qui pourront le protéger*". "*S'il reste dans un pouvoir personnel, dans la cage dorée de l'Élysée, il aura un grave problème*", augure-t-il.

Enfin Malek Boutih estime que "*le jour où la crise atteindra son paroxysme, la dissolution sera incontournable*". "*On n'en est pas là*", poursuit-il "*mais si la situation s'aggrave, alors la nécessité de retrouver un élan et un mandat politique s'imposera*". Francetv info 11.11

Ce que nous vivons aujourd'hui, nous l'avons déjà décrit lors de précédentes causeries, on ne va pas sans cesse se répéter, pas

le temps et c'est épuisant. Maintenant on peut ajouter quelques mots. Contrairement au milieu des années 30 où une situation comparable avait eu lieu, il n'existe plus de partis ouvriers de masse, les travailleurs de nos jours sont livrés à eux-mêmes, donc sont plus facilement manipulables par la droite et l'extrême droite qui en profitent pour les enrôler et faire pression sur le gouvernement.

Quant aux syndicats et aux différents partis dits ouvriers, incapables de rompre avec le patronat et le gouvernement, ils ne peuvent constituer une alternative politique crédible susceptible de rassembler des millions de travailleurs, soit ils ont la réputation d'être corrompus, soit pour avoir tourné le dos au socialisme depuis des lustres ou y être étrangers leurs discours ou double langage est inaudible pour les travailleurs, pas digne de confiance, du coup l'unité des masses peine à se réaliser, seul un événement hors du commun permettra de la réaliser spontanément, à moins qu'elles ne se saisissent d'un mot d'ordre lancé par un parti pour se rassembler au-delà des attentes de ce parti qui se retrouvera débordé, et s'organisent contre leur volonté en intégrant partis et syndicats pour continuer leur combat contre le régime en place. Reste à voir si nous serons capables de construire le parti au cours de ce processus, il ne faut jamais désespérer.

Autrefois on disait que c'était l'indécision qui caractérisait l'action du gouvernement de gauche et les concessions qu'il accordait au patronat, qui encourageait le parti de l'ordre à en réclamer davantage, à se faire de plus en plus impatient, tandis que l'extrême droite agissait de plus en plus à visage découvert et violemment, jusqu'à ce que la droite et l'extrême droite en arrivent à menacer directement le gouvernement, le Parlement, le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas tout à fait en présence du même scénario, car le gouvernement n'a rien lâché aux travailleurs et il n'est pas de gauche mais de droite, ce qu'il nie, en vain puisque presque tout le monde en convient désormais, c'est la raison pour laquelle tout s'accélère plus rapidement que par le passé, chacun sait qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement (sauf pour le POI peut-être) comme chacun sait qu'il est faible, il est totalement isolé ou presque en dehors d'une frange de la petite-bourgeoisie qui espère encore préserver ses privilèges ainsi que la couche la plus consciente de la classe dominante qui sait parfaitement que personne ne pourrait faire mieux que Hollande et qu'il est indispensable de le soutenir, l'article qui suit le prouve à sa manière.

A droite et à l'extrême droite la tentation est grande de vouloir en finir le plus vite possible et forcer Hollande à dissoudre l'Assemblée nationale, ils le harcèlent.

A gauche c'est l'inverse tout en le ménageant en tenant un double langage indispensable, puisqu'aucun parti ne peut se résoudre à réellement rompre avec le PS et surtout ce qu'il incarne, le capitalisme et les institutions de la Ve République.

A l'intérieur de l'UMP, ils sont divisés selon le clivage habituel, les uns représentant l'oligarchie financière et les multinationales voudraient passer ce qui reste de nos droits sociaux au rouleau compresseur du néolibéralisme (donc de l'UE), tandis que les autres s'inquiètent de la liquidation de pans entiers de l'industrie et de l'agriculture qui déboucherait sur un désert tant économique en dehors des grands centres industriels qu'électoral pour leur parti, tout en sachant que face à la concurrence du capitalisme mondial, il est impossible de rivaliser, d'où la tentation désespérée de certains de remettre en cause l'UE et l'euro. A l'UDI, la question ne se pose pas puisqu'ils sont soumis à l'UE dont ils revendiquent la paternité.

A l'intérieur du PS on retrouve exactement le même clivage qu'à l'UMP, entre ceux qui affichent leur soumission totale à Bruxelles, Frankfurt et Washington, et ceux qui feignent de résister au nom des classes populaires qu'ils trompent effrontément sans rompre avec les premiers, car nous avons à faire à des affairistes, des carriéristes pour lesquels leurs intérêts personnels sont prioritaires, on ne peut pas dire qu'ils trahiraient les travailleurs car ils y sont étrangers, comme on ne peut pas prétendre qu'ils risqueraient d'y laisser leur âme, ils n'en ont pas ou c'est leur statut, leur compte en banque qui les remplacent.

A l'intérieur de la gauche, ils se partagent les rôles pour défendre le régime en place en accordant la priorité à leur appareil respectif, aucun parti n'ayant décidé de boycotter les élections municipales de 2014, ce qui leur permettra une fois de plus de participer à la gestion de la société au côté du PS et de légitimer au passage les institutions de la Ve République, et la plupart se préparent à participer à l'élection européenne la même année légitimant du même coup l'Union européenne avec laquelle ils n'entendent pas rompre.

L'extrême gauche sur des mots d'ordre différents pour masquer sa véritable nature adopte à peu de choses près la même attitude que la gauche.

Enfin l'extrême droite adopte des positions sensiblement identiques à celles de l'extrême gauche, sauf les questions sociétales où elle s'aligne sur la droite, à moins que ce ne soit l'inverse.

Aucun parti ouvrier ne caractérise sur le plan politique le PS et le gouvernement, aucun parti ouvrier n'entend rompre avec eux, y compris Hollande, avec les institutions, les appareils vendus des syndicats, aucun parti ouvrier n'appellera au boycott des élections municipales et européennes en 2014. Ajoutons pour enfoncer le clou, qu'après l'épisode de Genève sur les négociations en cours sur le nucléaire iranien qui a vu Fabius occuper la place de ministre des Affaires étrangères de Netanyahu, le gouvernement français est le plus sioniste de la Ve République, ce qu'aucun parti ouvrier n'osera affirmer.

Satisfecit du maître.

- Projet de budget présenté par la France: "*globalement satisfaisant*" selon Barroso - AFP

"*Aujourd'hui, la politique fiscale en France a atteint les limites de l'acceptabilité. La France est de loin le pays où les entreprises payent les impôts les plus élevés et ça c'est un problème pour la croissance et l'emploi en France*", a affirmé M. Barroso sur la chaîne privée française LCI.

"*Il faut réduire les dépenses publiques et d'ailleurs, pour être juste, le plan de budget pour cette année prévoit plus d'efforts pour la réduction des dépenses et pour l'augmentation des recettes et ça c'est positif*", a-t-il ajouté.

Dans ces conditions, a-t-il souligné, "*le budget présenté par la France est globalement positif*".

La Commission européenne doit pour la première fois vendredi donner son avis sur les budgets des Etats de la zone euro. AFP 11.11

Match truqué

- Libre-échange UE-USA: reprise des discussions à Bruxelles - AFP

Européens et Américains ont repris lundi à Bruxelles leurs discussions en vue d'établir un vaste accord de libre-échange, un processus qui avait été interrompu par la crise budgétaire aux Etats-Unis mais également mis à mal par le scandale de l'espionnage américain.

"*La question de l'espionnage n'est pas quelque chose que nous évoquons dans le cadre des négociations (commerciales) mais il y a des questions de confiance qui ont été évoquées*", a reconnu une source européenne proche des négociations. (A quoi bon puisque Bruxelles est une émanation de Washington. - ndlr)

Les discussions doivent porter cette semaine sur des sujets aussi divers que les services, l'investissement, l'énergie et les matières premières ainsi que les questions de régulation. Mais aucune percée définitive n'est attendue, tant les deux parties en sont encore à se positionner. Dans l'immédiat, "*nous essayons d'identifier les secteurs où les discussions peuvent avancer*", rappelait récemment une source communautaire. (En réalité cet accord doit concerner la quasi-totalité des secteurs économiques de l'UE et des E-U, biens et services, réglementation financière, etc. - ndlr)

L'objectif est de soumettre un premier ensemble de propositions aux responsables politiques au début de l'an prochain.

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, aimerait rester cinq années supplémentaires à son poste pour boucler les négociations. Mais il est poursuivi en Belgique pour fraude fiscale, et une éventuelle condamnation pourrait couper court à ses ambitions. (Ils pourraient poursuivre ces négociations dans une prison de Bruxelles... Autant dire que c'est un type pourri et corrompu qui représente les Etats de l'UE face aux Américains, ce que ces derniers savent parfaitement évidemment, cela doit les faire bien marrer, après cela inutile de se demander si Bruxelles entend défendre les intérêts des Etats de l'UE, pour ce qui nous concerne ceux des travailleurs face à l'impérialisme américain, ce que nous nous passerons bien d'en attendre d'ailleurs, cela dit en maintenant un commissaire voyou pour mener ces "*négociations*" on a la garantie que les intérêts des multinationales américaines seront privilégiés. - ndlr)

Les contours de la négociation restent frappés d'opacité, faute d'accord des Etats pour rendre public le mandat confié à la Commission européenne en juin. (C'était la moindre des choses, ensuite ils se défendront de comploter dans le dos des peuples alors qu'on en a la preuve sous le nez. - ndlr)

La Commission européenne, qui négocie au nom des Etats, espère en outre que l'accord de libre-échange conclu mi-octobre avec le Canada va servir de modèle dans cette nouvelle négociation. (C'est ce que nous avons affirmé à ce moment-là. - ndlr)

Après plus de quatre ans de discussions, Européens et Canadiens ont réussi à se mettre d'accord et à régler plusieurs contentieux dans le domaine agricole comme l'ouverture du marché européen au boeuf canadien. AFP 11.11

Syrie. La racaille ONGiste assure le relais.

- Syrie: Une ONG dénonce le recours généralisé aux armes incendiaires - lepress.fr

La Syrie devrait cesser immédiatement d'utiliser des armes incendiaires, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui dans un rapport qui documente au moins 56 attaques utilisant ces armes depuis novembre 2012.

Human Rights Watch présentera ses préoccupations à Genève cette semaine, à l'occasion de la réunion annuelle des États parties à la Convention sur certaines armes classiques. Les frappes aériennes de la Syrie recourant à des armes incendiaires dans ou à proximité de centres de population civile constituent une violation du droit international humanitaire, ou des lois de la guerre, parce qu'elles sont menées sans discernement.

"La Syrie a utilisé des armes incendiaires qui ont infligé de terribles dommages aux civils, dont de nombreux enfants", a déclaré Bonnie Docherty, chercheuse senior auprès de la division Armes à Human Rights Watch. "Pourtant, où est le tollé international ? D'autres pays devraient condamner l'usage par la Syrie de ces armes comme ils l'ont fait au sujet des armes chimiques et des bombes à sous-munitions." lexpress.fr 11.11

A vomir, cette officine de propagande de l'impérialisme américain. Elle présente les mêmes contours que toutes les grandes ONG : financée par les Etats, les banquiers (Soros ici) et les multinationales, liée aux partis politiques les plus réactionnaires (qu'ils se disent de droite ou de gauche), aux services de renseignement, ennemi du Venezuela, Russie, Chine, Cuba, Bolivie, Iran, Syrie, etc. tous les Etats réputés hostiles aux Etats-Unis...

Elles servent à préparer le terrain (psychologique) aux interventions militaires occidentales ou les accompagnent pour les justifier auprès des peuples, c'est la pire pourriture qui soit puisque manipulant les travailleurs ou jeunes qui s'y investissent généreusement. Les infiltrer peut être utile, y participer certainement pas, les travailleurs doivent les fuir comme la peste.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Thaïlande

- Thaïlande: le Sénat rejette une loi d'amnistie politique contestée - AFP

Le Sénat thaïlandais a rejeté lundi soir une loi d'amnistie politique contestée par des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Bangkok, qui y voyaient un texte taillé sur mesure pour l'ex-Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra.

La loi a fait contre elle l'unanimité des 141 membres de la Chambre haute du Parlement, qui ont tous pris part au vote, retransmis en direct à la radio.

"Les 141 sénateurs ont voté contre. La loi est donc rejetée", a annoncé le vice-président du Sénat, Surachai Lengboonlertchai, à l'issue d'une journée de discussions sous haute tension.

Des dizaines de milliers de manifestants (50.000 selon la police) ont encore manifesté lundi dans les rues de Bangkok, à l'appel du Parti démocrate, qui a mobilisé des manifestants quotidiennement depuis 12 jours.

Suthep Thaugsuban, ex-vice-Premier ministre, a appelé les manifestants réunis place de la Démocratie à faire grève de mardi à vendredi inclus, sans même attendre le vote du Sénat, survenu tard lundi soir.

Ce projet de loi d'amnistie a réveillé dans la société thaïlandaise les craintes de chaos politique, après un calme relatif de trois ans.

Le Bangkok Post, quotidien anglophone généralement prudent, est ainsi allé jusqu'à agiter lundi, dans un éditorial en Une, le spectre d'une "guerre civile".

Aussi, lundi, les forces de l'ordre avaient été déployées en masse pour protéger le siège du gouvernement des manifestants du Parti démocrate, dirigé par l'ex-Premier ministre Abhisit Vejjajiva.

Car au-delà de la loi d'amnistie elle-même, la dispute est révélatrice des profondes fractures au sein de la société thaïlandaise, entre pro et anti-Shinawatra, entre paysans du nord-est et élites urbaines, qui font de Thaksin Shinawatra le personnage à la fois le plus haï et le plus admiré du royaume. AFP 11.11

SOCIAL

1- France

- Les salariés de Marine Harvest poursuivent le blocus à Poullaouen - AFP

Les salariés bretons du numéro un mondial du saumon, le norvégien Marine Harvest, ont voté lundi la poursuite du blocus de leur site de Poullaouen (Finistère), voué à la fermeture, a constaté un correspondant de l'AFP.

A l'issue de trois heures d'assemblée générale rassemblant 160 personnes, "*la grève a été reconduite*", a expliqué Me Roger Pottin, avocat du CCE. Les salariés en grève bloquent le site depuis une semaine.

Lors du dernier CCE mercredi, la direction avait fait des "*propositions supérieures à celles de lundi, mais encore trop éloignées de celles qui sont les nôtres*", avait expliqué Michel Crespin, délégué CGT du site.

"*Tous les salariés ont refusé la proposition de la direction, tout le monde veut que la négociation continue*", avait-il ajouté.

Le groupe norvégien a annoncé en juin la suppression de 400 postes en Bretagne, dont près de 300 (CDI et intérimaires) à Poullaouen. Une réorganisation cruciale "*pour pérenniser les activités françaises du groupe*", avait justifié le groupe.

Marine Harvest a connu une forte hausse de ses revenus en 2013, dégagant un bénéfice opérationnel de 270 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, en hausse de 380% sur un an. AFP 11.11

Malgré cela les syndicats acceptent le plan de licenciements et des suppressions d'emplois. Ce sont des syndicats patronaux ou jaunes.

2- Espagne

Après une semaine de grève, Madrid transformé en poubelle - AFP

Après une semaine de grève des services de nettoyage, les amoncellements d'ordures transformaient lundi en une poubelle géante les rues du centre de Madrid, sans qu'aucune issue au conflit ne soit en vue.

Cette grève illimitée des employés du nettoyage et des jardiniers a commencé le 5 novembre à l'appel des syndicats qui dénoncent un plan social prévoyant la suppression de 1.135 postes, sur presque 7.000, dans les entreprises sous contrat avec la mairie, venant s'ajouter à 350 emplois déjà supprimés en août.

Le plan prévoit également une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40%, selon les syndicats.

Lundi, "*97% des employés étaient en grève*", a indiqué Juan Carlos del Rio, représentant du syndicat UGT, ajoutant que le conflit "*devrait s'étendre dans le temps*", en l'absence de négociations.

"*Un jardinier gagne 900 euros et un agent de nettoyage 1.050 euros*", avait-il expliqué au début de la grève, en calculant que les baisses prévues ramèneraient les salaires jusqu'au minimum légal de quelque 650 euros.

La mairie a annoncé avoir déployé des renforts de policiers municipaux, comprenant plus de 60 patrouilles chaque jour, pour accompagner les employés du service minimum. "*Plus de 260 conteneurs*", a ajouté la mairie, ont été incendiés depuis le début de la grève. AFP 11.11

3- Bulgarie

- Bulgarie: des étudiants bloquent l'accès à l'université de Sofia - AFP

Les portes d'accès au rectorat de l'Université de Sofia étaient cadenassées lundi par des étudiants qui réclament depuis plus de deux semaines la démission du gouvernement soutenu par les socialistes.

Cependant les autres bâtiments de l'université restent accessibles, bien que, depuis le 26 octobre, certains auditoriums sont occupés par quelques dizaines d'étudiants, entraînant l'annulation des cours.

Les étudiants reprochent au gouvernement d'être "lié à l'oligarchie" et demandent aussi, depuis peu, une réforme de l'éducation.

Dix-huit des 51 universités bulgares sont partiellement touchées par ce mouvement. Dimanche, à l'occasion du 24e anniversaire du limogeage du dernier dirigeant communiste bulgare, Todor Jivkov, plusieurs milliers de manifestants se sont joints aux étudiants.

"*Nous déclarons une occupation complète du rectorat*", où se trouvent l'administration de l'Université de Sofia et les facultés de sciences humaines, ont annoncé les responsables du mouvement étudiant sur leur page Facebook.

"*Nous maintiendrons le blocage jusqu'à la démission du gouvernement*", a déclaré à l'AFP un étudiant en statistiques, Ivan Vitanov, à travers la clôture. Il a précisé qu'une centaine d'étudiants se trouvaient à l'intérieur.

"*Les grèves d'étudiants soutenues par de petits partis conservateurs qui aspirent au Parlement, ne provoqueront pas d'élections anticipées. Si d'autres couches sociales bougent, de telles élections sont possibles*" au printemps prochain, a estimé le politologue Andrei Raïtchev dans le quotidien Pressa.

Les deux principaux syndicats, KNSB et Podkrepa ont prévu une conférence de presse mardi, et pourraient se joindre au mouvement de protestation.

Les étudiants tentent de relancer le mouvement de protestation contre le gouvernement du Premier ministre technocrate, Plamen Orecharski, investi le 29 mai, et qui subit la pression de la rue depuis le 14 juin. AFP 11.11

4- Roumanie

- Roumanie: revers pour un projet canadien de mine d'or - AFP

Une commission du Parlement roumain a rejeté lundi un projet de loi controversé qui devait ouvrir la voie à une mine d'or canadienne à Rosia Montana, un revers pour la compagnie Gabriel Resources, en attente d'un feu vert depuis 14 ans.

Ce vote, qui intervient après deux mois de débats et l'audition de dizaines d'experts, fait suite à un accord intervenu dans la matinée entre les co-présidents de la coalition de centre-gauche au pouvoir, USL.

Le dernier mot sur ce projet appartiendra aux deux chambres du Parlement, qui l'examineront dans les semaines qui viennent.

Après avoir plusieurs fois changé d'avis sur la mine voulue par Gabriel Resources, le Premier ministre Victor Ponta a déclaré qu'il ne serait "nullement dérangé" par un vote négatif sur ce texte, adopté par son gouvernement fin août.

"*Notre position commune est de rejeter ce projet tout en donnant un message clair de soutien aux exploitations minières*", a déclaré M. Ponta peu avant le vote de la commission.

Selon lui, le Parlement devra rédiger un texte plus général, s'appliquant au secteur minier dans son ensemble.

La compagnie Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), détenue à 80% par Gabriel Resources, prévoit d'exploiter 300 tonnes d'or et 1.600 tonnes d'argent à Rosia Montana (centre), en utilisant 12.000 tonnes de cyanure par an.

La société promet des centaines d'emplois et des bénéfices économiques importants pour la Roumanie.

Mais, selon experts et archéologues, cette mine d'or à ciel ouvert appelée à devenir la plus grande d'Europe va entraîner la destruction de quatre montagnes et menace des galeries minières uniques datant de l'époque romaine. AFP 11.11

5- Bangladesh

- Heurts entre police et ouvriers du textile au Bangladesh - Reuters

Des heurts ont opposé lundi les forces de l'ordre à des ouvriers du textile exigeant des hausses de salaire au Bangladesh, où plusieurs accidents mortels cette année ont mis en lumière les mauvaises conditions de travail dans ce secteur.

Ces affrontements ont entraîné la fermeture d'une centaine d'usines.

Le salaire mensuel minimum dans le secteur de la confection au Bangladesh est de 38 dollars (environ 28 euros), soit environ la

moitié de ceux en vigueur au Viêtnam et au Cambodge et à peine plus d'un quart de celui appliqué en Chine.

Le patronat juge excessive la hausse de 77% proposée par les autorités.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur au monde de textile, un secteur employant environ 4 millions de personnes dans 3.200 usines. Reuters 11.11

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2013

CAUSERIE

Puisque personne ne peut le dire à ma place, allons-y, assumons jusqu'au bout notre engagement politique : notre portail est l'incarnation de la résistance au mensonge et à la désinformation, à la mystification, à toutes sortes de manipulations que les travailleurs devraient reprendre à leur compte alors qu'en réalité c'est contre eux qu'ils sont tournés, orchestrées par le PS, ses satellites et repris en chœur par ses valets de gauche et d'extrême gauche. Exagère-t-on ? En réalité on est très loin du compte par manque de temps hélas !

Quasiment quotidiennement on doit démasquer telle ou telle instrumentalisation des derniers relents ou provocations nauséabondes de la droite ou de l'extrême droite ou encore de personnalités qui partagent leurs idéologies relayées généreusement par les médias aux ordres, de façon à instaurer un climat délétère ou de peur dans le pays propice à justifier l'instauration d'un régime policier.

La classe dominante, par la voix du PS qui fait office de supplétif du parti de l'ordre pour cause d'indisponibilité passagère de ce dernier, entend formater les esprits, modeler, imposer aux masses exploitées un mode pensée unique qui confine à la dictature, dans la mesure où il viole les différents degrés de conscience qui existent dans la société et qui ne peuvent évoluer librement et connaître une transformation radicale du fait que les conditions politiques ne sont pas réunies pour qu'une telle modification intervienne, étant donné qu'il n'a pas été mis fin aux rapports sociaux qui sont déterminés par le mode de production capitaliste ou les rapports entre les classes qui sont demeurés inchangés.

Le PS est le porte-parole de la classe dominante, il diffuse son idéologie, la totalité de sa propagande en est imprégnée, ses objectifs politiques correspondent aux besoins des néolibéraux qui exercent leur domination au sein du capitalisme, la stratégie du PS n'entend pas aller à l'encontre de celle tracée par les néolibéraux, chaque militant devrait en avoir parfaitement conscience et se le graver dans le cerveau et l'avoir toujours à l'esprit avant d'analyser la situation ou les faits et gestes, déclarations des dirigeants du PS, je parle de ceux qui détiennent le pouvoir au sein du PS et non les bouffons du genre Montebourg, Désir, Hamon ou Lienemann qui leur servent de caution de gauche, d'ailleurs on s'étouffe rien que d'y penser tellement la manoeuvre devient délicate, plus rien ni personne ne peut camoufler plus longtemps la véritable nature réactionnaire du PS, l'imposture permanente qui le caractérise.

On en vient naturellement à se poser une multitude de questions, dont en premier lieu pourquoi tous les dirigeants des partis ouvriers toute tendances ou courants confondus se sont employés si longtemps à le ménager, à camoufler ses véritables intentions et objectifs, pourquoi ils se sont employés à le protéger, pourquoi ils ont mentis délibérément à leurs militants et aux travailleurs, il va falloir que ces dirigeants s'en expliquent publiquement.

Je vais vous avouer que par moment on est pris par une grande lassitude devant tant d'ignominie, on se sent impuissant et accablé, on est obligé d'en arriver à une terrible conclusion que Trotsky avait envisagé, pire encore formulée 70 ans plus tard, qu'en persistant dans cette voie nous sommes vaincus d'avance, il faut être lucide, nous sommes totalement désarmés sur le plan théorique, politique et organisationnel, nous ne voudriez tout de même pas croire qu'on pourrait vaincre dans de telle condition, à moins de croire aux miracles, d'ailleurs personne ne vous croirait, à raison, on en est là en somme. A force de sans cesse reculer, on se retrouve acculé au bord du précipice. C'était prévisible, mieux, on nous avait mis en garde contre le terrible danger qui nous menaçait, nous n'avons pas voulu en tenir compte, il arrive donc ce qui malheureusement devait arriver.

A quoi bon continuer. On s'épuise à mener ce combat qui ne mène nulle part, c'est le constat que je me suis fait hier soir, j'avais de nouveau envie de cesser d'actualiser le site tant je suis épuisé, je me suis épuisé en pure perte. Par chance, j'ai fait une longue nuit comme cela ne m'était pas arrivé depuis des années, j'ai dormi onze heures d'affilées, j'en ai ressenti un bien-être au cours de la journée que je ne connaissais plus depuis longtemps, vous vous en foutez peut-être, du coup j'ai encore trouvé la force de travailler aujourd'hui, une journée de plus sacrifiée, je ne garantis pas qu'il y en aura encore beaucoup d'autres, cela m'étonnerait et je vais vous dire pourquoi, parce que cette fois-là ce sera une décision à froid, qui n'aura pas été prise sur un coup de tête mais raisonnée, réfléchie, c'est le genre de décisions que l'on prend dans la vie parce qu'elles sont les plus déterminées, rien

ni personne ne peut vous faire changer d'avis.

Le site ne sera que partiellement actualisé parce qu'en plus de m'être levé très tard j'ai dû aller faire des courses ce matin. Je n'ai pas non plus archivé les articles d'octobre. Je vais essayer d'enchaîner de longues nuits parce que j'en ai absolument besoin, j'ai des années de sommeil de retard et physiquement je commence à en ressentir les effets négatifs, je ne suis plus tout jeune, ensuite on avisera.

ACTUALITE EN TITRES

[L'Europe sociale : une mystification. Flop ou coup de com !](#)

- L'UE veut "*aller vite*" dans la lutte contre le chômage des jeunes - AFP

- Comme prévu, aucun nouvel instrument n'a été annoncé lors de cette conférence qui a confirmé le calendrier et les budgets alloués à la relance de l'emploi des jeunes. AFP 12.11

[Hollande sur "*la directive détachement*" : "*Le principe est bon*".](#)

- Concernant "*la directive détachement*" régissant le détachement temporaire de travailleurs d'un pays à l'autre de l'UE, qui fait débat entre les 28, MM. Barroso et Hollande sont tombés d'accord : "*Le principe est bon mais en même temps on ne peut pas accepter les abus, les utilisations parfois contestables, déplorables*", a dit le président français. AFP 12.11

[Annonce du Palais. Le Premier ministre est sur le départ.](#)

- Malek Boutih appelle au remplacement de Jean-Marc Ayrault - Reuters

[Ceux qu'ils soignent et ceux qu'ils saignent...](#)

- La suppression du jour de carence pour les fonctionnaires votée à l'Assemblée - L'Expansion.com

- Un "*fonds cheval*" pour compenser la hausse de la TVA - L'Expansion.com

- Arnaud Montebourg : il lance son plan d'action de "*résistance économique*" pour aider les entreprises - Atlantico.fr

[Les poujadistes sont de retour...](#)

- Mobilisation mercredi des artisans et commerçants, "*menacés de disparaître*" - AFP

[Intox](#)

- L'UE veut agir contre les abus liés aux travailleurs "*détachés*" - Reuters

- François Hollande : "*l'inversion de la courbe du chômage est acquise pour les jeunes*" en France - Atlantico.fr

- Les ONG de plus en plus transparentes sur l'utilisation des dons - LeFigaro.fr

- L'Egypte, pays arabe le plus hostile aux femmes - Reuters

[Tout fout le camp, surtout le meilleur...](#)

- Fin de partition pour les prestigieux pianos Pleyel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Nous ce qui nous fait vomir, c'est l'exploitation d'une vulgaire provocation.](#)

- Ayrault saisit la justice au sujet de la une de "*Minute*" sur Christiane Taubira - Francetv info

- La couverture de "*Minute*" contre Taubira fait "*vomir*" le PS - Le Nouvel Observateur

Pour être au PS : il faut être né dedans !

On se demandera qui de l'extrême droite et du PS et ses larbins de gauche et d'extrême gauche fossoyeurs du socialisme était le plus porté à avoir des arrière-pensées et à se comporter en manipulateur professionnel, autrement dit à adopter une certaine attitude pour camoufler sa véritable nature ou ses réelles intentions, on peut ajouter son incurie politique légendaire s'agissant de l'extrême gauche, certainement pas le torchon Minute qui à longueur de colonnes depuis de nombreuses décennies (1962) étale son idéologie d'extrême droite nauséabonde et dont les thèses racistes sont connues de tous.

Qui avait le plus intérêt à lancer cette polémique, le gouvernement et le PS ainsi que leurs fidèles lieutenants de gauche et d'extrême gauche qui sont isolés, coupés des masses, en difficulté sur le plan politique, incapable d'inspirer confiance aux masses et de les mobiliser et qui se préparent à une cinglante défaite aux élections municipales et européennes de 2014, ou la droite qui n'a pas encore réussi à surmonter ses divisions depuis sa défaite de 2012 mais qui a la capacité de mobiliser ses troupes et bien au-delà, on peut en douter du fait que le thème du racisme serait plutôt un facteur de division ou d'éclatement de l'UMP, maintenant des courants de l'UMP peuvent être tentés de profiter de cette polémique pour lier cette question à celle de l'immigration pour marcher sur les plates-bandes du FN, cependant ce serait au risque de s'exposer aux violentes critiques des médias qui se veulent les défenseurs suprêmes de la morale et des valeurs de la République pour mieux brouiller les pistes. S'ils agissent ainsi sur ordre de leurs mentors (les banquiers) c'est pour mieux tromper leurs lecteurs ou auditeurs, les mettre en confiance tandis qu'ils diffusent la propagande néolibérale et soutiennent les aspects les plus réactionnaires de la politique du gouvernement, tout en ayant parfaitement conscience qu'aucun parti ne serait aujourd'hui en mesure de faire mieux, et ce n'est pas pour des prunes que Barroso vient d'adresser un satisfecit au gouvernement concernant son projet de budget (d'austérité) pour 2014, à l'UMP aussi ils sont fondés à tenir compte de ces éléments, car si c'est bien le parti de l'ordre ou le parti officiel du capital, il obéit à ceux qui le financent et ses dirigeants ne peuvent adopter un comportement qui soit contraire à leurs intérêts sous peine d'être remerciés ou rétrogradés dans la hiérarchie de leur parti ou se voir privés de mandat. Hollande s'étant appliqué à remplir le rôle qu'ils (les oligarques) lui avaient réservé à la lettre depuis le 6 mai, ils n'ont aucune raison de le mettre en difficulté plus qu'il ne l'est actuellement, qu'ils fassent pression sur lui fait partie de la règle du jeu, il prétendra ne rien leur céder ou être indépendant tout en continuant d'appliquer une politique qui est favorable au capital, les apparences seront sauvées et les objectifs qu'ils lui avaient fixés seront atteints en totalité ou en partie selon la complexité du contexte social et ils s'en satisferont.

Quant à l'extrême droite qui peinait à se défaire de son image détestable de parti raciste et antisémite, elle n'y a évidemment aucun intérêt, sachant que les uns et les autres se livreraient à un amalgame entre le FN et Minute. Minute, qui incarne le courant le plus abjecte de l'extrême droite, s'est livré à une lamentable provocation pour apparemment régler des comptes avec la direction du FN dont il conteste l'orientation politique ou plutôt parce que Marine Le Pen n'assume pas l'héritage de son parti, faute qu'il ne lui pardonne pas.

En conclusion, cette provocation aurait pu rester sans lendemain, comme il en existe bien d'autres dont on n'entendra jamais parler parce que nous ne sommes pas lecteurs de la littérature d'extrême droite. Elle ne sert qu'au gouvernement et au PS, qui pour continuer de gouverner et imposer leur politique antisociale et réactionnaire doivent diviser les masses, mais aussi diviser l'ensemble des partis de droite comme de gauche, car leur politique s'attaque certes aux masses exploitées mais pas seulement, elle a aussi pour objectif de liquider des pans entiers de l'économie qui se soldera par la disparition d'un grand nombre de petits capitalistes et au-delà encore, toutes les entreprises jugées non rentables par les banquiers, le tout au profit des multinationales françaises ou étrangères. Toute crise du capitalisme doit se solder par une nouvelle concentration des capitaux et de la production, une plus grande emprise de la finance et des multinationales sur l'ensemble de l'économie, qui ne serait pas complète sans un accroissement de l'exploitation ou des gains de productivité, une plus grande rationalisation de la production pour momentanément retrouver un taux de profit acceptable... jusqu'à la prochaine crise.

Le problème maintenant, c'est que le capitalisme est au bout du rouleau, il fait face à une crise qui est devenue permanente, autrefois elle se produisait à intervalle de 10 ans avait constaté Marx, puis au bout de 5 ans environ depuis les dernières décennies du XXe siècle, pour arriver à la situation sous la pression de la démographie mondiale exponentielle et des besoins correspondants où il n'est plus possible de l'inscrire dans la perspective d'une nouvelle expansion (artificielle) qui accorderait un nouveau répit de quelques années au capitalisme, notamment du fait de son niveau d'endettement monstrueux pour avoir hypothéqué son propre avenir, il n'est plus voué qu'à incarner la régression sociale, le chômage de masse, la précarité généralisée, l'extension de la pauvreté, la guerre, la barbarie, réaction sur toute la ligne qui doit se solder par la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques, il est devenu totalement incompatible avec l'exercice de la démocratie même réduite à une peau de chagrin, il ne supporte plus la liberté d'expression qu'il entend museler, criminaliser, l'air de rien cette opération en fait partie, on a évoqué récemment d'autres exemples alarmant qui le prouvaient, on est entré dans l'ère de la réaction sur toute la ligne à l'échelle mondiale comme jamais dans le passé, et quand la gauche et l'extrême gauche se saisissent des questions à caractère sociale ou faussement sociale que leur sert sur un plateau la réaction, au lieu de la combattre et de se situer sur le

terrain du socialisme, ils lui rendent un fier service, pour notre part, nous ne marcherons jamais dans cette combine pourrie.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, sauf deux choses qui en disent long sur la médiocrité de la gauche et de l'extrême gauche, tous partis, tendances et courants confondus.

Aucun n'a repris l'information que j'avais relayée il y a huit jours environ suite à une plainte en diffamation de deux organisations d'extrême droite portée contre un préfet et acceptée par le parquet, pour avoir osé employer le mot "*imbécile*", j'avais considéré cette tentative d'atteinte à la liberté d'expression comme la plus grave depuis le régime de Vichy, je persiste et signe.

La seconde concernait un jeune réunionnais de 21 ans qui a été victime d'une régurgitation d'aliments dans sa trachée et ses poumons suite à un tir de Taser et qui en est mort, le procureur d'Orléans ayant conclu qu'il n'y avait pas de lien entre la mort du jeune homme et le tir de Taser, un crime policier couvert par le procureur de la République. Permettez-nous de la vomir votre République messieurs Hollande et Ayrault !

Donc pas de polémique, pas de vague, pas de déclaration, pas de mobilisation de la gauche et l'extrême gauche, silence radio, l'omerta, rien dans ces deux cas d'une gravité extrême qui portent atteinte à nos droits politiques. Par contre quand un dirigeant ou une publication de droite ou d'extrême droite commet un mauvais jeu de mots ou sort une abjection, là on n'entend plus qu'eux. En réalité, ils emploient les mêmes méthodes épouvantables pour manipuler et conditionner travailleurs et militants qu'ils dénoncent par ailleurs. Ils ont poussé le vice plus loin encore, si vous observez bien, dans chaque parti ou mouvement FdG, PCF, M'PEP, POI, NPA, vous avez une direction qui applique une politique et vous avez des courants ou tendances, soit qui proposent une autre politique, soit qui incarnent une autre politique, de telle sorte que vous ne pouvez pas les accuser de quoi ce soit, ils vous répondront selon le courant ou la tendance à laquelle ils appartiennent dans leur parti que ce n'est pas eux, mais l'autre ou les autres auxquels il faut adresser nos critiques, c'est pratique n'est-ce pas pour ne jamais répondre aux questions qu'on leur pose, ils ne sont responsables de rien en somme, ils se partagent les rôles et s'en accommodent très bien, on retrouve la même chose également à l'UMP et au PS. C'est ainsi qu'opportunisme (ou réformisme) et gauchisme font bon ménage, en réalité ils se neutralisent et la réaction en profite, elle a le champ libre pendant ce temps-là. On n'a pas évoqué LO qui est une secte, un parti monolithique, et le FN dont chacun est censé savoir à quoi s'en tenir, dans le cas contraire c'est grave !

Cette polémique va permettre une fois de plus de redorer momentanément le blason élimé du PS, de réaliser l'union nationale ou l'unité républicaine autour du PS ou voler au secours du gouvernement qui en a bien besoin, ce sera sans nous.

En complément, instrumentalisation et propagande sur tous les fronts.

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Je témoigne en tant qu'enfant battu devenu conscient : je suis farouchement contre cet appel.

- Marie Darrieussecq, prix Médicis pour "*Il faut beaucoup aimer les hommes*" - AFP

Après Cannes et le prix des lesbiennes, Médicis et le prix des gays, à part cela le choix des juries n'est pas orienté...

- Propos sur les Roms : Valls visé par une plainte devant la CJR - Liberation.fr

- Affaire Léonarda : incidents devant un lycée de Seine-Saint-Denis - Liberation.fr

- Pour interviewer Leonarda, "*Libération*" a dû déboursier 50 euros - Francetv info

Son père en avait demandé 200... Ce qui est étrange, c'est pourquoi ils ne veulent pas retourner en Italie où ils sont nés et où ils ont grandi, ils parlent parfaitement l'italien et peuvent parfaitement s'intégrer dans la société, question que les abrutis de gauche et d'extrême gauche ne se poseront pas, on se demande s'ils sont seulement encore capables de réfléchir un instant, apparemment non.

- Ayrault accuse Jacob (UMP) de contester "*la légitimité*" de Hollande - AFP

Vous savez pourquoi, je l'ai expliqué plus haut, pour que l'UMP reconnaisse qu'elle ne ferait pas mieux et qu'assurer la stabilité du régime et des institutions fait partie des devoirs de l'UMP envers ses pairs, la classe dominante pour laquelle Ayrault gouverne. C'est un rappel à l'ordre à ses devoirs, gageons qu'il sera entendu.

De quelle République parle-t-il ?

- Hollande hué, "*c'est la République que l'on vise*", juge Ayrault - Reuters

La République qui couvre l'assassinat d'un jeune de 21 ans par un tir de Taser par un policier ? La siffler est un geste bien anodin, salulaire si ce n'était le fait de membres de l'extrême droite.

Dire leur République bananière impose, ce serait faire preuve de racisme. Revisitez l'histoire du PS et du PCF depuis un siècle, colonialisme, nationalisme, misogynie, homophobie, racisme, xénophobie, etc. vous serez surpris de constater que tout y était jusqu'à il y a fort peu de temps en réalité... C'est étrange cette soudaine amnésie collective de la gauche et de l'extrême gauche, non ? Ils ont honte d'avoir soutenu le PS et le PCF ou quoi ?

En complément.

Mais de quoi parlent-ils, de qui se moquent-ils ?

Lors d'un débat sur le Front national organisé par le collectif "*La Gauche Forte*" à l'Assemblée, M. Valls a affirmé que la réponse face à l'extrême droite, c'est "*l'efficacité*" de la politique.

De son côté Taubira a dit : "*Nous devons rappeler que la gauche a su construire des réponses de progrès*" AFP 12.11

La gauche : elle a sans cesse assuré la stabilité du régime, point barre.

Faites tomber les masques.

- Ces membres de la majorité qui réclament un remaniement du gouvernement Ayrault - Francetv info

Pour faire partie de la nouvelle équipe ou obtenir des postes en commission, des missions, le tout rémunéré, évidemment ou encore avec de vieux potes aux bons postes, cela aide à obtenir des subventions quand on est maire d'une grande ville (Paris - Anne Hidalgo, Marseille - Patrick Mennucci)...

Ils recommandent aussi de ressortir les vieilles casseroles dans lesquelles paraît-il on fait de la bonne cuisine, sauf que là, Hollande n'a que de la cuisine réchauffée à proposer à la suite de Sarkozy ou plutôt avariée dont les travailleurs ne veulent pas entendre parler, les jeunes ont changé de régime alimentaire, quant aux vieux avec l'âge ils ont les intestins délicats, pas de bol !

Aucune ambiguïté concernant les Verts : réactionnaire jusqu'à la racine.

- Verts: la droite est "*ambiguë*" face au "*délitement de valeurs républicaines*" - AFP

- José Bové, candidat pour succéder à Barroso - Libération.fr

[Le patronat est ingrat, quelle misère !](#)

- Lepaon (CGT) : le gouvernement "*ne fait qu'écouter le patronat*" - AFP

Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a évoqué mardi un climat "*explosif*" en France et a reproché au gouvernement de "*n'écouter que le patronat*". (Normal, c'est la voix de son maître, il n'y a que ce fieffé crétin pour l'ignorer. - ndlr)

"*Il y a deux poids, deux mesures: le gouvernement ne fait qu'écouter le patronat sans être récompensé. Plus il cède aux revendications des patrons, plus ils revendiquent*", a dénoncé Thierry Lepaon dans un entretien au Figaro. (Les patrons sont ingrats, en voilà un qui connaît bien l'histoire de la lutte des classes et la psychologie des nantis, plus médiocre, impossible. - ndlr)

Selon le numéro un de la CGT, "*il n'y a pas non plus de traitement égalitaire entre les organisations syndicales*". "*La CFDT est ultra privilégiée. Cela révèle un dysfonctionnement de ce gouvernement*", a ajouté M. Lepaon. AFP 12.11

Ah ben merde alors, mais c'est qu'il voudrait en croquer le bougre ! Après tout, lui aussi il rend service au gouvernement (et au patronat) en refusant de renouer avec la tradition du syndicalisme révolutionnaire, il a dû oublier que le PS était farouchement anticommuniste et que jadis la CGT incarnait les combats pour l'émancipation du salariat, la rupture avec le capitalisme. En fait il ne l'a jamais su, quoi, mais les deux enfin !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU.

- Chine, Cuba et Russie et l'Arabie saoudite au Conseil des droits de l'homme de l'Onu - Reuters

La Chine, Cuba, la Russie et l'Arabie saoudite ont été élues mardi pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, malgré les critiques dont ces pays font l'objet dans ce domaine.

L'Assemblée générale de l'Onu était appelée à renouveler 14 des 47 Etats membres du Conseil, dont le siège est à Genève.

Ont également été élus l'Algérie, la Grande-Bretagne, la France, le Mexique, les Maldives, le Maroc, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Viêtnam et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Reuters 12.11

L'Arabie saoudite, une monarchie gérontocratique dégénérée et barbare qui pratique la charia élue au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, mais c'est un honneur pour cette noble institution qui bafoue les droits du peuple palestinien depuis 1947, régime totalitaire qui s'emploie à massacrer le peuple syrien, menace le Liban et l'Iran au nom de la démocratie et des droits de l'homme, cela va s'en dire.

2- Israël

- Israël annule un projet de construction de 20 000 logements en Cisjordanie - Francetv info

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné, mardi 12 novembre au soir, l'annulation d'un projet d'appel d'offres record pour construire 20 000 nouveaux logements dans des colonies de Cisjordanie, révélé quelques heures plus tôt par une ONG anti-colonisation. *"Le Premier ministre a donné ordre au ministre du Logement Uri Ariel de reconsidérer toutes les mesures concernant la planification (de ces logements) prises sans coordination préalable"*, indique le communiqué.

L'annonce du projet de planification de 20 000 logements de colons en Cisjordanie par le ministère du Logement avait suscité *"l'inquiétude"* de Washington et de vives critiques des Palestiniens. Face à *"cette offensive israélienne sans précédent dans les colonies"*, les Palestiniens avaient fait part de leur refus de poursuivre les négociations avec Israël et menaçaient de saisir la justice internationale. Le président palestinien Mahmoud Abbas avait prévenu que *"si Israël ne revenait pas sur ses nouvelles décisions de construction dans les colonies, cela signifierait l'annonce officielle de la fin du processus de paix"*, selon le négociateur Saëb Erakat.

Le négociateur palestinien avait ajouté avoir engagé *"des consultations urgentes avec le secrétaire général de la Ligue arabe, le comité de suivi de la Ligue arabe et le Quartette pour le Proche-Orient"* (Etats-Unis, Russie, Union européenne, ONU). Francetv info 12.11

3- Iran

- Iran: pas plus de sanctions ou ce sera la guerre, avertit la Maison Blanche - AFP

La Maison Blanche a prévenu solennellement mardi le Congrès américain que le vote de sanctions supplémentaires contre l'Iran compromettrait toute solution diplomatique sur le programme nucléaire de Téhéran et risquerait même de provoquer une guerre.

Cette très sérieuse mise en garde de la présidence à l'adresse de parlementaires qui veulent renforcer les mesures punitives contre l'Iran survient après l'échec, le 9 novembre à Genève, de négociations entre Téhéran et les puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne). Tous ces pays doivent se retrouver dans la ville suisse à partir du 20 novembre pour espérer boucler un accord provisoire afin de stopper le programme nucléaire iranien controversé.

"Les Américains ne veulent pas d'une marche en avant vers la guerre", a averti le porte-parole de la Maison Blanche Jay Carney, laissant ainsi une nouvelle fois entendre que le président Barack Obama refusait toute nouvelle aventure militaire des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Il a réaffirmé que les *"Américains préféreraient une solution pacifique qui empêche l'Iran d'avoir une arme nucléaire"*, solution qui passe par un règlement diplomatique à Genève.

"*L'alternative sera l'action militaire*", a martelé M. Carney.

Son homologue du département d'Etat, Jennifer Psaki, a annoncé que son ministre des Affaires étrangères John Kerry ferait passer le même message mercredi après-midi devant l'influente commission bancaire du Sénat.

"*Le secrétaire d'Etat sera clair: mettre en place de nouvelles sanctions serait une erreur. Nous demandons à l'heure actuelle une pause, une pause temporaire dans les sanctions*", a insisté la porte-parole de la diplomatie américaine, assurant que Washington ne "*retirait pas*" le train existant de sanctions contre le régime de Téhéran.

Un conseiller de cette commission a précisé auprès de l'AFP que son président, le sénateur démocrate Tim "*Johnson ne déciderait d'aucunes sanctions supplémentaires avant de pouvoir en discuter avec ses collègues*" du Congrès.

En plus des sanctions internationales, le Congrès a soigneusement élaboré pendant des années un arsenal législatif pour tenter de contenir le programme nucléaire iranien. En échange de concessions à Genève, Téhéran espérait un allègement "*limité et réversible*" de certaines sanctions. En particulier le gel d'avoirs dans des banques hors des Etats-Unis, représentant des dizaines de milliards de dollars.

Mais la volonté de l'administration Obama de relâcher la pression sur l'Iran est mal accueillie par des élus américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, et certains préparent même un renforcement du régime des sanctions.

La chambre des représentants, à majorité républicaine, a déjà voté un texte en ce sens, tandis que le Sénat, dominé par les démocrates, a entendu les appels à temporiser du gouvernement américain pour laisser le temps à la diplomatie.

Reste que le président démocrate de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat, Robert Menendez, a écrit dans le journal USA Today que de nouvelles sanctions seraient "*une police d'assurance nécessaire*" pour garantir que Téhéran négocie de bonne foi. Il a fustigé "*la liste de tromperies perpétrées par l'Iran*" en une décennie de pourparlers sur son programme nucléaire.

"*Des sanctions plus dures permettront d'inciter l'Iran à démanteler son programme d'armes nucléaires et de manière à ce que l'on puisse le vérifier*," a plaidé le sénateur.

Son collègue républicain de la commission bancaire du Sénat Mike Crapo réclame aussi "*d'avancer rapidement*" au Congrès avec un nouveau train de sanctions.

Mais des analystes sont très critiques sur cette ligne dure, estimant que le Congrès risque de torpiller les négociations diplomatiques.

Colin Kahl, expert du centre de réflexion Center for a New American Security, redoute que les élus américains donnent des "*arguments aux tenants d'une ligne dure (en Iran) selon lesquels l'Occident n'est pas sérieux*" dans son engagement diplomatique avec Téhéran.

Trita Parsi, président du groupe de réflexion et de pression National Iranian American Council, craint également que le président iranien Hassan Rohani ne puisse pas longtemps tenir sur sa position d'ouverture.

L'Iran et le 5^e1 "*doivent sceller un accord avant que le Congrès ne sorte du bois et ferme la fenêtre de la diplomatie*", dit-il à l'AFP.
AFP 12.11

SOCIAL

Cambodge

- Cambodge: une femme tuée lors d'une manifestation réprimée à balles réelles - AFP

Une femme a été tuée mardi au Cambodge lors d'une manifestation d'ouvriers du textile fournissant de grandes marques internationales qui a été réprimée à balles réelles par la police.

"*Ma mère a reçu une balle en pleine poitrine alors qu'elle vendait du riz sur le bord de la route*", a témoigné auprès de l'AFP sa fille, Vong Voleak, qui a assisté au drame.

La police a fait usage de tirs à balles réelles, ainsi que de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, ont dénoncé des défenseurs des droits de l'Homme.

Des témoins ont évoqué plusieurs blessés. Un journaliste de l'AFP a vu des policiers frapper des manifestants après leur interpellation, certains en sang.

La manifestation a dégénéré quand plusieurs centaines d'ouvriers de cette usine fournissant de grandes marques occidentales ont décidé de marcher sur la résidence du Premier ministre Hun Sen, en plein centre de la capitale Phnom Penh.

Des pierres ont été lancées par les manifestants sur la police, selon le porta-parole de la police militaire.

Plusieurs centaines de policiers anti-émeutes avaient été déployés dans Phnom Penh pour cette manifestation organisé par les ouvriers de l'usine du groupe singapourien SL Garment Processing, qui fournit des marques comme Gap ou H&M.

Cet été, les ouvriers de l'usine avaient cessé de travailler après une visite d'inspection menée par un responsable flanqué de policiers armés, une mesure destinée à intimider les travailleurs, selon les syndicats. Et 4.000 d'entre eux avaient défilé.

Le secteur textile, crucial pour l'économie cambodgienne, emploie quelque 650.000 ouvriers, dont 400.000 pour des sociétés exportatrices.

Les manifestations se sont multipliées pour dénoncer les conditions de travail. Les syndicats se plaignent notamment d'évanouissements collectifs, attribués à la sous-alimentation et au surmenage.

Le royaume a échoué à faire des progrès dans des secteurs clés comme la sécurité des ouvriers, la sécurité incendie et le travail des enfants, précisait l'organisation. AFP 12.11

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre 2013

CAUSERIE

Je n'arrive plus à suivre, l'actualité est trop chargée, j'ai laissé de côté certains sujets qui me semblent secondaires, demain matin je mettrai de nouveaux articles en ligne. Vous excuserez ou non les fautes ou coquilles, je n'ai pas le temps de me relire.

On s'attaquera à un article du Monde bien réac qui en vaut la peine rien que par le titre : *Libéral et socialiste : possible et nécessaire*, je dirais même mieux : in-dis-pen-sa-ble ! Le social-libéralisme ou le néolibéralisme, c'est en réalité la même stratégie politique. Qui l'ignore encore ? Oh ils sont si nombreux, surtout dans le mouvement ouvrier ou ce qui s'appelle encore ainsi car en réalité il est à reconstruire !

Quand "maigre" rime avec cynisme.

Pour le journal Le Monde, pour 48 heures de travail par semaine dans des conditions épouvantables, les ouvriers et ouvrières du textile au Bangladesh qui recevaient une généreuse obole mensuelle de 29 euros percevaient seulement de "maigres salaires", non pas misérables, non l'expression aurait été exagérée, juste "maigres", sans doute pour qu'ils ne grossissent pas car ils deviendraient moins productifs ou pour qu'ils ne crèvent pas car à la longue les multinationales manqueraient d'esclaves.

Qui a voté Hollande et PS ?

Contre-réforme Peillon.

- A Nantes, plusieurs centaines de personnes ont défilé. "Je n'ai jamais vécu une rentrée pareille", avoue Eric, enseignant depuis 17 ans. "A partir du jeudi après-midi, les maternelles n'ont plus envie de travailler du tout". "Le gouvernement devrait comprendre une chose, c'est que c'est une bonne partie de son électorat qui est là dans la rue". AFP 13.11

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, on finit toujours un jour par payer le prix de son imposture.

Vous avez raison les enseignants qui ont donné la plupart des dirigeants des partis ouvriers sont corrompus par le régime et

leur niveau de conscience politique doit demeurer compatible avec leur mode de vie relativement confortable, au-delà ils auraient trop à perdre...

C'est leur bonne conscience qui commande leur posture contestataire et non leurs connaissances qui ne dépassent pas le niveau des manuels scolaires d'histoire des collèges et des universités, leur ouverture d'esprit se referme et se putréfie dès lors qu'ils ont acquis leur statut, peu d'entre eux évoluent ensuite, ils se contentent du minimum syndical qui suffit d'ailleurs largement pour voter PS.

Témoignage

J'ai eu une discussion intéressante avec mon épouse. Vous savez que nous sommes mariés depuis 23 ans, qu'elle est d'origine indienne et naturalisée française depuis 1993, qu'elle vient d'une famille de paysans pauvres ou plutôt riches mais ruinés du fait d'un père devenu alcoolique, qu'elle a subi 4 opérations du coeur dont la dernière il y a 7 ans où lui fut posées deux valves mécaniques, opération inespérée et qui fut un succès, que depuis elle a décidé de s'établir en France sans m'en avertir, j'ai été placé devant le fait accompli, de la même manière qu'il y a 24 ans quand nous avons décidé de vivre ensemble elle m'avait caché qu'elle avait été opérée du coeur une première fois en 1986, quand je l'ai appris, il était trop tard.

Il y a trois jours elle s'est rendue à la clinique où officie le cardiologue qui l'avait opérée en 1986. Elle était mal en point et très faible, en apparence seulement, vous comprendrez plus loin pourquoi j'emploie ici cette réserve. A son retour je lui demande si cela s'était bien passé. Elle me répond que oui. Je lui demande si les résultats de son analyse sanguine est bon. Elle me répond que oui. Je lui demande s'il lui a donné un traitement particulier. Elle me répond que non. Je lui demande s'il n'a rien ajouté comme commentaires. Elle me dit qu'elle devra retourner à la clinique dans deux semaines pour voir si ses accès de fièvre sont passés ou s'ils sont revenus. C'est tout lui demandai-je. Elle me répondit oui. Je lui pose une dernière question. Et tes valves, le coeur, il fonctionne bien, normalement, pas de problèmes de ce côté-là ? Elle me répond que non, que les valves fonctionnent à merveille, elle a un coeur plus solide que jamais. Bon, sur ce je me dis que tout cela confirme ce que je pensais : elle est tombée malade le lendemain de son coup de fil au consulat, où il lui fut répondu qu'elle devrait attendre le 12 novembre avant de pouvoir prendre un rendez-vous avec l'assistante sociale, déçue, elle rumina jusqu'à s'en rendre malade. Oui car il y a une chose que je ne vous ai pas encore dite, c'est qu'elle essaie par tous les moyens d'obtenir un visa pour qu'un de ses frères, maintenant il s'agit même d'un copain d'un de ses frères, puisse la rejoindre et vivre avec elle en France, car de mon côté je n'ai pas l'intention de rentrer en France.

Autrement dit, son coeur fonctionne à merveille, elle a des petits soucis de santé comme n'importe qui à son âge, son état de santé est compatible avec la vie en Inde, sauf que voilà elle a décidé de vivre en France, ce qui veut dire pour être direct, qu'elle ne s'est pas mariée avec moi pour partager mon existence mais uniquement pour partir vivre en France, elle n'en a rien à foutre de moi, vous comprenez, elle s'en fout d'être pauvre et d'avoir une vie de merde du moment qu'elle est en France, alors qu'en Inde nous avons de quoi vivre confortablement et nous sommes à l'abri du besoin.

Evidemment, elle s'emploie à me pourrir la vie pour obtenir gain de cause, que j'accepte de retourner en France, alors que je lui ai déjà dit : jamais et c'est définitif. En France, elle est bénévole au Secours populaire et se fait passer pour une pauvre Indienne, tout le monde l'aime bien, personne ne la connaît en réalité ou connaît notre situation en Inde, elle peut raconter n'importe quoi aux gens, cela va très loin, elle profite de leur crédulité, ils l'appellent mère Thérèse, cette femme serait une sainte alors que depuis que je la connais elle n'a cessé de me mentir et de faire preuve d'hypocrisie, ce que tout le monde ignore évidemment, elle ne va pas aller s'en vanter, du coup c'est moi qui passe pour le mari horrible, un salaud qui abandonne son épouse au grand coeur ou désintéressée, entre nous, c'est franchement dégueulasse puisqu'elle me doit tout en réalité, y compris d'être encore en vie, le taux de survie après la dernière opération qu'elle a subie en France est de 1%, autrement dit si elle avait été effectuées en Inde elle serait morte à l'heure qu'il est, mais bon c'est un aspect de la situation que je n'évoque jamais, je le précise en passant.

Maintenant, surtout n'allez pas imaginer que les positions que j'ai prises sur le plan politique auraient été influencées par mon expérience personnelle, car heureusement je suis quand même capable de faire la distinction entre mon cas personnelle et la question de l'immigration en général, de la même manière que je traite différemment l'immigration liés au droit d'asile politique.

Moi, je me bats pour la défense de droits collectifs et non pour la défense de droits individuels, c'est le sens de mon combat politique, j'estime que les droits individuels des travailleurs quelle que soit leur condition ou quelle qu'en soit la nature ne pourront être satisfaits qu'à travers la satisfaction des droits collectifs des travailleurs qui passent par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Les uns et les autres s'emploient à monter les uns contre les autres au détriment de nos droits collectifs, c'est un constat, je ne marcherai jamais dans cette combine, parce je sais qu'elle aboutirait à la liquidation de tous nos droits, et dans ce cas-là il ne serait plus question de droits du tout. Je me bats pour une cause et non pour que chacun puisse satisfaire ses petits intérêts individuels pendant que cela demeurerait impossible pour le plus grand nombre, j'ai horreur de l'injustice, c'est ainsi, cela plaît ou non, peu importe.

Demain matin je vais déposer mon épouse au consulat de France de Pondichéry, je ne l'accompagnerai pas chez l'assistante sociale où elle va plaider son cas pour obtenir un visa pour son frère ou je ne sais pas qui, je l'ai déjà fait et je me suis fait jeter, mon épouse ne veut rien savoir, pas même que ce n'est pas l'assistante sociale qui délivre les visas, elle ne veut rien entendre, je me suis déjà ridiculé à plusieurs reprises en soutenant sa démarche, y compris devant l'ancien consul qui m'avait reçu dans

son bureau.

Les inquisiteurs sont aussi nos bourreaux

L'inquisition des chantres de la pensée unique par la voix des procureurs généraux de droite à l'extrême gauche relayée par les médias, constitue une menace pour la liberté d'expression en France, qui a pour objectif de baillonner toute forme d'opposition au régime et d'interdire à l'unité des masses exploitées de se réaliser contre le gouvernement et les institutions.

Il leur faut criminaliser toute forme d'expression libre ou indépendante du pouvoir en place, objectif que ne désavouerait pas l'extrême droite qui sous forme de provocations leur en fournit d'excellent prétexte sur un plateau. C'est ainsi qu'on pouvait lire ce matin dans un article de presse que "*le racisme n'est pas une opinion c'est un délit*", alors que des dizaines de millions de personnes en France empruntent régulièrement dans leurs discours des expressions qui pourraient être qualifiées de racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors qu'elles ne sont pas plus racistes que vous et moi, ce qui suffit à démontrer que leur objectif est tout autre que la lutte contre le racisme qui finalement sert leurs intérêts, ceux de la classe dominante.

Que la gauche et l'extrême gauche toutes tendances confondues soient à l'unisson de la classe dominante qui s'exprime par la voix du PS, a de quoi questionner les militants du mouvement ouvrier qui sont manipulés par des dirigeants dont les partis ont continué d'entretenir des relations avec ceux du PS jusqu'à présent pour avoir refusé de caractériser politiquement ce parti comme un parti social-libéral-impérialiste, de droite et réactionnaire.

Toute analyse critique qui n'est pas conforme à la pensée unique délivrée par les porte-parole du néolibéralisme doit être bannie, censurée, interdite de presse et d'antenne, demain elle fera l'objet de poursuite judiciaire pour diffamation pouvant aller jusqu'à l'incarcération préventive pour atteinte à l'ordre public.

Nous savions déjà depuis longtemps que la démocratie était piétinée dans ce pays, que ce qu'il en restait était menacé par la crise du capitalisme, nous avons affirmé qu'elle s'avèrerait incompatible avec la mise en oeuvre d'une politique résolument antisociale et réactionnaire contre laquelle les masses se dresseraient ou tenteraient de se dresser, et c'est bien pour éviter que ce soulèvement ait lieu que les représentants de la classe dominante s'activent à les diviser en recourant à des critères qui n'ont aucun rapport avec la division de la société en classes antagoniques pour briser leur résistance et dresser les différents couches d'exploités les uns contre les autres, ajoutons une nouvelle fois avec l'aval ou le soutien de la gauche et de l'extrême gauche toutes tendances confondues.

Pourquoi nous en sommes arrivés là se demandent bien des militants ou travailleurs qui ne comprennent rien ou pas grand chose à ce qui est en train de se produire. Il existe plusieurs éléments de réponse à cette question qui se recoupent, on pourrait les rappeler très rapidement car nous les avons déjà tous traités dans de précédentes causeries.

On pourrait citer :

- Le refus de caractériser politiquement le PS comme un parti bourgeois, capitaliste ou de droite, réactionnaire, passé définitivement en août 1914 de l'autre côté de la barricade, et son pendant, par un procédé hypocrite et malhonnête affirmer qu'il serait un parti ouvrier bourgeois en laissant le soin à chacun de l'interpréter à sa manière de façon à justifier les liens qu'on continue d'entretenir avec ce parti (et les appareils des syndicats qu'il contrôle), le soutien qu'on lui apporte à chaque élection depuis des lustres...

- Le refus de tenir compte que le régime en place était antidémocratique, à quoi cela servait-il de le caractériser ainsi ou de bonapartistes les institutions de la Ve République, si sur le plan pratique on n'en tenait absolument pas compte...

- Subordonner la stratégie à la tactique qui allait s'avérer être l'erreur la plus grave et la plus tragique des dirigeants de ce qui présentait comme l'avant-garde du mouvement ouvrier qui de fait allait subordonner le prolétariat et le mouvement ouvrier aux PS et au PCF, aux appareils pourris des syndicats que ces deux partis contrôlaient, au capitalisme, alors que le combat pour le socialisme ou la perspective de changer la société était totalement abandonné au profit d'une adaptation au capitalisme, en privilégiant les illusions des masses qui s'exprimaient à travers leur mouvement spontané et qui chaque fois allait donner lieu à une récupération par le PS et le PCF ainsi que les appareils vendus des syndicats pour le compte de la classe dominante.

Le PS dont le passé abominable allait être sans cesse occulté ou minimisé pouvait continuer d'exercer son influence sur de nombreuses couches des masses, fonctionnaires, encadrement, intellectuels en tous genres dont le corps enseignants, une frange de la petite-bourgeoisie, de telle sorte qu'il allait pouvoir continuer d'apparaître au côté du PCF et de représenter les intérêts des classes dites populaires, en distillant à doses homéopathiques puis de cheval au sein du mouvement ouvrier et de la classe moyenne des éléments de division qui allait achever de le gangrener et de le disloquer au profit d'ONG ou associations à vocation dites humanitaires qui en réalité étaient toutes soumises au régime en place et financées par lui, écartant du même coup le danger qu'aurait représenté la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant ou communiste, reprenant à son compte certains thèmes chers au mouvement ouvrier comme la lutte contre le racisme toujours rampant dans la société, en l'instrumentalisant de telle sorte qu'il occulte ou fasse passer au second plan le chômage de masse, la pauvreté, etc. et surtout

que tous les partis ouvriers que le PS savait corrompu par l'idéologie dominante se retrouvent forcés de prendre position à ses côtés, et apparaissent du même coup coupés des masses, masses qui sans être foncièrement racistes ne supportaient pas qu'on les traite ainsi ou qu'une couche minoritaire ou distincte devrait bénéficier d'une attention ou d'un traitement particulier, pendant qu'elles étaient abandonnées à leur triste sort ou que plus aucun parti ne représentait leurs intérêts, de fait la manière dont le PS allait traiter cette question précise et que tous les partis allaient reprendre à leur compte allait heurter l'état d'esprit ou le niveau de conscience de la majorité des travailleurs, d'autant plus que leurs difficultés allaient s'accroître au cours des décennies suivantes ponctuées par l'approfondissement de la crise du capitalisme devenue permanente.

Je n'ai pas le temps de développer ici cet argument, il faut préciser que l'abandon du combat pour le socialisme ou l'adoption du trade-unionisme ou réformisme bourgeois par tous les partis ouvriers sans exceptions, le refus de situer l'intervention dans la lutte des classes comme un moment du combat pour le socialisme, a constitué une capitulation politique qui portait en germe l'adaptation au corporatisme de par les liens tissés avec les appareils pourris des syndicats ainsi que le PS et le PCF, au point que plus aucun parti ne soit en mesure de proposer une issue politique aux travailleurs indépendamment de l'existence de ces partis inféodés au capital qui devraient en faire partie, ce qui est parfaitement logique pour avoir été incapables de rompre avec eux, il fallait bien leur trouver un rôle à leur mesure, ce qui ne serait rendu possible uniquement du fait que le régime en place dont dépendait leur survie ne serait pas remis en cause, ainsi la boucle était bouclée, tous ces partis étaient complémentaires et faits pour s'entendre sur le dos des travailleurs et des militants, ainsi étaient plantés les germes de la dégénérescence et de la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du développement des ONG et autres associations intervenant pour le compte du capital, elles avaient pour fonction d'alimenter et d'accélérer la dislocation du mouvement ouvrier pour le compte du régime en place. A la suite du PS, c'est la gauche et l'extrême gauche qui en portent la responsabilité, une façon comme une autre de camoufler leur trahison ou leur incurie politique devenue légendaire.

Aujourd'hui le raciste ce n'est pas celui qui adopte un mode de pensée et de vie communautariste contraire aux valeurs de la République et de la démocratie, c'est celui qui le dénonce, l'antisémite n'est pas celui qui s'en prend indistinctement aux juifs mais celui qui dénonce les crimes de l'Etat sioniste, l'ennemi de la démocratie ce n'est pas celui qui soutient la souveraineté d'un Etat et l'unité d'un peuple, mais celui qui refuse de s'y attaquer, l'ennemi de la République ce n'est pas celui qui enfreint l'Etat de droit mais celui qui dénonce ceux qui y portent atteinte, le xénophobe ce n'est pas celui qui s'en prend à tous les étrangers, mais celui qui critique la politique étrangère des Etats-Unis à laquelle l'UMP et le PS adhèrent, l'ennemi de la liberté d'expression ce n'est pas celui qui entend la museler, c'est celui qui en use librement, l'ennemi de la paix ce n'est pas celui qui soutient toutes les guerres de rapine impérialistes, c'est celui qui s'oppose à ces guerres, etc.

Bref, on aura compris que l'ennemi à abattre c'est la démocratie, c'est la liberté d'expression dont profite encore la classe ouvrière et qui lui permet de s'organiser en syndicats et partis et au-delà, tous ceux qui combattent contre toute forme d'arbitraire et de dictature, qui nous informent et dénoncent l'emprise croissante du législateur, des institutions et leurs représentants, les médias aux ordres qui servent de relais à leur propagande liberticide, qui manipulent les faits et mentent à longueur de temps à la population, qui agissent comme des procureurs de tribunaux d'exception condamnant toute déviation à la pensée unique, à l'affût du moindre mot qu'ils peuvent instrumentaliser pour déclencher une polémique nauséabonde qui ne vise qu'un seul et unique objectif : dénoncer et réduire au silence toute opposition au gouvernement et au régime, la ridiculiser et la criminaliser au moyen d'amalgames fabriqués de toutes pièces et calomnieux si nécessaire, les écarts abjectes de l'extrême droite servant de prétexte pour atteindre cet objectif, autrement dit, diviser les masses, faire en sorte que ses différentes couches se déchirent et s'affrontent entre elles, pendant que leurs soi-disant représentants et les partis de droite réalisent l'union nationale avec le gouvernement pour qu'il puisse appliquer sa politique antisociale que les travailleurs rejettent en masse, ce qui est visé ce sont nos droits sociaux et politiques incompatibles avec la survie du capitalisme.

[Les instituts de sondage ou les machines à fabriquer le racisme, une "valeur" sûre !](#)

"Il n'y a aucun traitement privilégié des immigrés en France" - nouvelobs.com

67% des Français estiment que les immigrés sont mieux traités qu'eux, selon un sondage Ifop pour "Valeurs actuelles" à paraître jeudi 14 novembre. Faux, réagit Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile, qui insiste sur l'urgence "de déconstruire les idées reçues". Interview. (Extrait)

Selon un sondage de "Valeurs Actuelles", 67% des Français estiment qu'on en fait plus pour les immigrés que pour eux. Comment réagissez-vous ?

Pierre Henry. La réponse est contenue dans la question. Si dans une période de crise, vous posez la question "Pensez-vous qu'on en fait plus pour les immigrés que pour les Français ?", vous ne pouvez-vous attendre qu'à cela. La question est totalement orientée. Je suis persuadé que si vous posiez la question de manière différente, par exemple "Faut-il venir en aide aux étrangers qui sont malades", le résultat serait autre.

Les instituts de sondage, les médias, fabriquent et alimentent la machine à rejet. Après, dans une période de crise, où le chômage est d'une violence exceptionnelle, où des territoires entiers sont dans la désespérance, je comprends très bien qu'il y ait un immense sentiment de délaissement et que, face à une surmédiation des thématiques autour de l'immigration, certains aient,

peut-être, l'impression qu'il y a un traitement plus favorable donné aux personnes étrangères. Tout cela participe d'un climat détestable. Mais il faut dire combien ces considérations sont erronées. Il n'y a rien de vrai là-dedans ! nouvelobs.com 13.11

Je ne suis pas certain qu'il ait raison ou que son raisonnement corresponde à la réalité, il arrive un moment où la mayonnaise prend. S'il est malsain de surestimer cette question, la sous-estimer peut s'avérer tout aussi néfaste.

La question de l'immigration et l'intégration des immigrés se pose en permanence, donc c'est un sujet qui revient régulièrement sur le tapis ou qui fait la une de l'actualité, et comme les médias donnent la parole à un tas d'organisations censées les assister ou leur venir en aide, la population peut penser qu'on en fait trop pour eux et qu'ils sont privilégiés, à tort ou à raison dans la mesure où les problèmes des couches les plus défavorisées ne sont jamais réglés.

Il faut bien comprendre par exemple, que lorsque vous accordez un logement à une famille qui vient de débarquer en France (mon épouse par exemple), alors qu'il y a des familles qui habitent dans des logements insalubres ou surpeuplés, dorment dans la rue ou même dans les bois depuis déjà des mois ou plus, cela peut être très mal vécu par ceux qui restent sur le carreau et dont tout le monde se fout puisqu'ils y restent, et quand ce n'est plus eux, d'autres prennent le relais.

C'est une réaction compréhensive, il faut se mettre un instant à leur place pour le comprendre, je sais que pour un gauchiste ou un tiers-mondiste c'est trop demander. Ceux qui encouragent ou couvrent l'immigration illégale sont de dangereux aventuriers qui ne rendent service à personne, surtout pas à ces immigrés qui se retrouvent dans une situation épouvantable.

Cela ne prend plus.

- Tollé général contre Minute qui compare, en Une, Taubira à un singe - AFP

- Taubira : les propos de Minute sont «*d'une extrême violence*» - Liberation.fr

Pas plus que *Y a bon Banania* !

- Taubira et Minute: "*Des propos qui dénie mon appartenance à l'espèce humaine*" - L'Express.fr

Mettons de côté sa couleur de peau, effectivement on pourrait se demander quel est le rapport entre l'espèce humaine et l'appartenance à un tel gouvernement tant sa politique est contraire au développement de la civilisation humaine...

Autant faire feu de tout bois en désespoir de cause, au diable la dignité humaine et vive l'union nationale !

- Le gouvernement tente de resserrer les rangs autour de l'exécutif - LeMonde.fr

- Racisme: Désir (PS) appelle à "*une révolte des républicains*" - AFP

- Une de Minute : l'Assemblée unie pour soutenir Taubira - LeParisien.fr

- Taubira annonce le dégel de 209 millions d'euros pour la justice - LeMonde.fr

Parole, parole, parole... Un coup à gauche, un coup à droite, un coup à gauche, et le prochain ? Logiquement, forcément un mauvais coup à droite ou à gauche !

- Européennes: Bartolone (PS) craint "*un scénario catastrophe*" - AFP

Pour lui, il faut sortir l'Union européenne du "*consensus de Bruxelles, un pacte conclu entre le libéralisme anglo-saxon et l'ordo-libéralisme allemand*", qui l'a transformée à la fois en "*terrain vague exposé à tous les vents*" de la concurrence mondiale et en "*Europe disciplinaire*" imposant aux peuples sans cesse de nouvelles règles. AFP 13.11

Rappel intéressant : Bartolone partisan du "*non*" lors du référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne, mais défenseur en septembre 2012 du traité budgétaire (TSCG).

Parole d'internaute.

- "*Coup de pub à double sens*."

Minute s'est effectivement offert un gros coup de pub pour zéro euro, mais a également fait une pub d'enfer à la ministre de la Justice. Pour le coup, le ministre de l'Intérieur est totalement éclipsé ! De quoi pourrait se plaindre Taubira au juste ? Que l'on parle d'elle partout dans les médias, et pas seulement à la une de Minute ? Soyons sérieux une seconde (pas une minute, ce serait trop long...) : Taubira n'a aucun intérêt à déposer plainte contre Minute. Et je partage plutôt l'avis du patron de Minute : les termes choisis constituent un jeu de mots horrible, une satire de très mauvais goût, mais ce n'est pas un délit. Ceci dit, nous verrons bien ce qu'en pense le procureur de Paris dans quelques jours."

Vous avez raison, à suivre...

- "Une presse interdite, qu'est ce 2000 points de vente ?

2000 points de vente à cause de qui ?

Voilà la démocratie à la française, il n'y a plus de pluralité de l'information ;

Mais internet nous permet de fouiner et de trouver la vérité, le coup du racisme est devenu trop systématique pour que les Français s'en émeuvent !

Attention que cela ne fasse que le gonfler, les Français en ont assez que ce soit la priorité du gouvernement alors qu'il y a tant de problèmes ;

A croire que Taubira a été mise à ce poste que dans ce but, qui sont les vrais racistes ?"

Racistes sociaux vous voulez dire alors, pas envers les patrons ou les nantis évidemment...

- "Tollé bien pensant !

1) Facile : une occasion rêvée pour un gouvernement fantôme de reprendre la main, jusqu'à la prochaine boulette !

2) Fatwa socialiste contre un hebdo qui ne pense pas comme le parti !

3) Charlie Hebdo aurait fait la même, ce serait passé inaperçu : indignation sélective des socialistes.

Rassurez-vous personne n'est dupe !"

C'est bien là leur problème !

- "Très triste et navrant..."

Ce genre de sujet ne devrait pas exister. Personne n'est dupe : il y a une telle vacuité dans le jeu politique ! Les acteurs (les journalistes et les politiques) y mêlent sexe, drogue, racisme et goût de l'argent ou du nombre d'exemplaires vendus... Le public n'est qu'un objet manœuvré, manipulé, et en fin de compte, dégoûté du journalisme et de la politique."

Pour la politique vous avez raison, c'est l'un de leurs objectifs... politique.

- "Charlie Hebdo aurait pu faire la même Une

Sans être inquiété. Ce n'est pas le message qui compte, apparemment, c'est l'émetteur. Même dans la presse, certains sont "plus égaux que d'autres"."

Manipulation et instrumentalisation sont sélectives par nature, comme la mémoire...

Provocation, récupération, instrumentalisation, répression.

- Ecotaxe : Taubira hausse le ton contre les dégradations - Francetv info

Osons : mais c'est qu'elle reprendrait du poil de la bête !

Le silence est d'or, parole de journal de banquier.

- Assez ! - Liberation.fr

Assez ! Comme un cri de colère. Une envie d'en finir avec l'odieux. Assez de ces dérives racistes et discriminatoires qui polluent l'espace public. Liberation.fr 13.11

Ils ont toujours le nez dans les poubelles ceux-là !

La minute de trop.

- "Minute" : "Un beau coup de pub pour zéro euro !" - Le Point.fr 13.11

À ses grandes heures, l'hebdomadaire Minute, fondé en 1962 par des partisans de l'Algérie française, a tiré jusqu'à 250 000 exemplaires. Aujourd'hui, son tirage se monte à 40 000 exemplaires et sa diffusion est assez confidentielle : Minute vendrait en kiosque, selon des sources professionnelles, environ 5 000 exemplaires par semaine, répartis sur 2 000 points de vente. Mais ses abonnements représenteraient les deux tiers de ses ventes, selon un journaliste du site cité par le site Les Inrocks.

Créé en 1962 par Jean-François Devay, ancien directeur de L'Aurore, Minute se positionne à l'origine comme un organe de presse hostile à la politique du général de Gaulle après la fin de la guerre d'Algérie. En 1965, le journal contribue à l'éclatement de l'affaire Ben Barka. Dans les années 70, il devient le chantre de l'anticommunisme, puis le soutien affiché du Front national, avec parmi ses éditorialistes vedettes François Brigneau. Coup de pub

Le journal décline dans les années 80 et le titre est alors racheté par le député FN Serge Martinez, puis par Gérard Penciolelli qui veut le transformer en Canard enchaîné de droite, mais sans réussir à reconquérir son lectorat. En avril 1999, la société est liquidée et la parution suspendue. Minute reparait en 2002, lorsque Jean-Marie Molitor, actuel directeur de la publication, le rachète. Le journal reste sur son créneau populiste et nationaliste, mais indépendant de tout parti. Lors de la Coupe du monde de 2006, il titre "Y a-t-il trop de Noirs dans l'équipe de France ?"

Le journal prend aussi parti en 2010 pour Bruno Gollnisch durant l'élection à la présidence du FN, contre Marine Le Pen, qui sera élue. Les tensions entre le FN et Minute s'intensifient et atteignent un pic en janvier dernier, quand le journal fait sa une sur un "lobby gay" au FN. Marine Le Pen qualifie alors le journal de "torchon".

D'ailleurs, dans un entretien à l'AFP, Jean-Marie Molitor, patron de Minute, persiste et signe : "Nous ne sommes pas du tout racistes, cette une est de mauvais goût, mais c'est de la satire, ce n'est pas un délit", affirme-t-il. En dépit du tollé suscité dans l'ensemble de la classe politique française, le directeur de publication de l'hebdomadaire dit "assumer cette une". "Il n'y a rien à regretter", déclare-t-il à l'AFP. "C'est un jeu de mot horrible, du mauvais goût à l'état pur. Mais c'est un comique bien français, on dit bien malin comme un singe." Le Point.fr 13.11

Ce torchon a une audience très marginale, c'est effectivement à croire qu'il fallait lui faire de la pub en relevant sa misérable provocation, le PS est inégalable dans ce domaine.

Je vous avais raconté la fois que j'avais été réparée un copieur chez Minute quand j'étais technicien en France. Je me serais cru rentrer dans un commissariat de police ou un local occupé par des Skeep heads tellement ils avaient des têtes patibulaires, cheveux très courts ou rasés, le regard mauvais, tout le temps que j'étais resté à faire mon boulot il y en avait un qui avait un oeil sur moi, on ne m'a pas offert le café et je me suis contenté de faire mon boulot sans l'ouvrir, j'avais hâte de me tirer de cet endroit, où je ne sais pas pourquoi je ne me sentais pas en sécurité, à croire que je craignais que mon regard puisse trahir mes idées ! J'avais été beaucoup plus à l'aise dans les locaux du FN à Paris puis à Saint-Cloud.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les syndicats à la rescousse du gouvernement et du patronat : pour un meilleur "pacte d'avenir" et non son retrait.](#)

- Crise bretonne: journée de mobilisation régionale en vue le 23 novembre - AFP

Sept organisations syndicales régionales de Bretagne, CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC et FSU ont appelé mercredi les salariés à une journée de mobilisation régionale le 23 Novembre, "pour l'avenir de la Bretagne" et pour "un pacte social", ont-elles annoncé dans un communiqué. (Un "pacte social" avec le patronat, on connaît cela s'appelle ANI. - ndr)

Cette mobilisation prendra la forme de rassemblements ou de manifestations dans chacun des quatre départements bretons, a indiqué la secrétaire régionale de la CFDT, Jocelyne Cabanal, interrogée par l'AFP.

Les lieux des différentes actions seront précisés ultérieurement.

FO ne figure pas dans cette intersyndicale régionale. Ce syndicat a quitté les discussions sur la crise bretonne, mercredi 6 novembre, à la préfecture de région à Rennes, qui rassemblaient élus, partenaires sociaux et acteurs économiques dans le cadre du Pacte d'avenir pour la Bretagne lancé par le Premier ministre mi-octobre.

FO a aussi boycotté une réunion à la préfecture, vendredi 8, toujours sur la crise bretonne, cette fois en présence des ministres de l'Agriculture Stéphane Le Foll et de l'Agroalimentaire Guillaume Garot.

Dans un communiqué commun publié mercredi, les organisations syndicales estiment que le "*pacte d'avenir*" pour la Bretagne, en cours de construction, "*est insuffisant*". (Ils en redemandent, au profit de qui selon vous ? Pour accompagner les fermetures d'usine en réalité. Franchement, à quoi faut-il s'attendre d'autres avec de tels syndicats. - ndlr)

"Aux propositions économiques qu'il contient, il faut ajouter un volet social conséquent qui prenne en compte l'urgence des situations. Ce pacte doit dessiner un avenir pour l'ensemble des filières et des territoires, ce qui passe également par un engagement fort des pouvoirs publics et des entreprises vis-à-vis des salariés", assurent les syndicats dans leur communiqué. (Ben voyons, l'urgence de la situation : c'est de liquider toutes les entreprises qui ne sont pas compétitives selon les critères retenus par ceux qui détiennent les cordons de la bourse : les banquiers. Voilà ce que réclame ces syndicats en réalité. - ndlr)

"Une réponse conjoncturelle ne peut suffire à une crise structurelle", ajoutent-ils. (Effectivement, on vient de fournir la réponse, merci de cette précision qui le confirme : à une crise structurelle il faut une réponse structurelle, liquider toutes les entreprises qui ne dégagent pas suffisamment de profit, CQFD. - ndlr)

"L'effort collectif qui permettra le soutien au territoire breton ne saurait être engagé sans garanties formelles et transparentes des entreprises, quant à l'utilisation de ces moyens, en termes d'anticipation, d'innovation, et de politique sociale", poursuivent les syndicats. (Vous avez bonne mémoire n'est-ce pas, PSA est encore dans vos mémoires, les syndicats avaient regretté que la direction n'ait pas anticipé... la restructuration du groupe et la fermeture d'Aulnay, ici ils tiennent le même discours. Ils vont défendre les suppressions d'emplois et les licenciements pour soi-disant assurer la pérennité d'entreprises qui disparaîtront par la suite ou qui réembaucheront à de nouvelles conditions, celles de l'ANI. - ndlr)

Ceux-ci estiment que *"les mesures de soutien pour maintenir l'emploi s'imposent. Il faut combattre les suppressions d'emploi et la destruction d'un tissu industriel des territoires dont nous pensons qu'ils peuvent rebondir"*, estiment-ils dans leur communiqué. (La question de l'expropriation de leurs patrons ou actionnaires ou leur nationalisation ne doit pas être posée, les patrons doivent demeurer maître du destin de leurs esclaves jusqu'au bout, quitte à les jeter à la rue à la fin, car il est impensable de toucher à la sacro-sainte propriété privée. - ndlr)

"A la lumière de la crise actuelle, un effort considérable de formation et qualification s'impose. C'est de la responsabilité particulière des employeurs. Les salariés constituent la première richesse de notre territoire", pointent-ils également. AFP 13.11

La justice d'exception.

- Jeune homme décédé après une décharge de Taser: plainte du père - AFP

Le père du jeune homme âgé de 21 ans, mort début novembre après avoir reçu une décharge de pistolet électrique Taser tirée par un gendarme qui tentait de le maîtriser, a porté plainte samedi, a-t-on appris mardi auprès du parquet d'Orléans.

Le père met en cause l'intervention des gendarmes dimanche 3 novembre, vers 02H00, à La Ferté-Saint-Aubin pour séparer deux cousins qui se battaient dans la rue, après avoir passé la soirée chez des amis.

Selon les résultats d'une autopsie révélés par le parquet d'Orléans, le jeune homme, fortement alcoolisé, est décédé par étouffement. AFP 13.11

Dans cet article il n'est fait mention d'aucune réaction, aucun soutien de nos valeureux dirigeants de gauche ou d'extrême gauche pour dénoncer ce crime. Etonnant, non ? Non, normal, ils ont mieux à faire avec Taubira, un gros poisson, j'espère ne pas être poursuivi pour diffamation pour avoir utilisé le déterminant "*gros*" ou le substantif "*poisson*", j'aurais pu utiliser aussi "*légume*", j'ai hésité à dire vrai à me mettre à dos les carnivores ou les végétariens pour finalement privilégier ces derniers car généralement ils sont moins féroces et tiennent plus du légume !

Nous soutenons le père de ce jeune homme, il s'agit bien d'un crime sans volonté de donner la mort, donc involontaire, qui devrait se traduire par l'interdiction du Taser.

Appel à la délation. Les grandes et les petites oreilles vous épient pour une cause "**naturellement bonne**".

- Maltraitance des enfants: appel pour être Grande cause nationale 2014 - AFP

Le sénateur PS André Vallini a rendu public mardi les premiers signataires d'un appel qu'il a lancé au Premier ministre pour que la lutte contre la maltraitance des enfants soit déclarée Grande cause nationale 2014.

"*La protection des enfants entraîne nécessairement une intrusion dans la sphère privée et une remise en cause du dogme de la famille naturellement bonne*", ajoute-t-il. "*La violence envers des êtres faibles (...) serait-elle un phénomène si déroutant qu'il doive rester tabou ?*", s'interroge-t-il.

"*Nous voulons mobiliser la société tout entière et d'abord les pouvoirs publics, afin d'améliorer le repérage, le signalement et le suivi des enfants maltraités*", assurent les signataires.

Cet appel fait suite à un colloque organisé par le sénateur de l'Isère sur le sujet, au Sénat en juin dernier et qui était présidé par Valérie Trierweiler, la compagne du président François Hollande.

Parmi la centaine de premiers signataires, outre Mme Trierweiler on compte principalement des personnalités du monde culturel et scientifique dont les comédiens Victoria Abril, Anny Duperey, Karin Viard, le metteur en scène Peter Brook, le musicien André Manoukian, les psychanalystes Boris Cyrulnik et Elysa Roudinesco, l'anthropologue Françoise Héritier ou les anciens ministres de la Culture et de l'Éducation Jack Lang et Luc Ferry. AFP 13.11

Voilà encore un thème qui va bien diviser les travailleurs, succès garanti. Que cette opération soit parrainée par le PS et une tripotée de réactionnaires patentés est dans l'ordre des choses.

Ces procureurs qui prétendent s'introduire dans notre vie privée entendent ainsi violer le seul espace de liberté qu'il nous reste, c'est digne d'un régime totalitaire, il faut les accueillir à coups de fusil à pompe : dehors, dégage vermine !

On imagine tous les parents à bout qui croulent sous les difficultés et qui pètent les plombs et frappent leurs gosses pour un oui ou un non comme ce fut le cas de mes parents, ils vont en plus les humilier, les dénoncer à la vindicte publique, espèce de chiens enragés, on ne vous laissera pas porter atteinte à la dignité de la classe ouvrière.

Si nos parents en arrivent à cette extrémité, à cet aveuglement, c'est uniquement parce que votre société pourrie les y a poussés, on ne vous autorisera jamais de les juger de même que nous nous en sommes abstenus par respect envers eux, notion qui échappe à ces salopards. Gardez votre morale de classe pour les vôtres et ne vous mêlez surtout pas de nos affaires, nous les réglons entre nous. Bah, quelle pourriture!

Le régime a un nouveau "**pilier**" pour le soutenir.

- Le «troisième pilier» du Front de gauche met les formes - Liberation.fr

Ils sont tombés d'accord sur un nom : «*Ensemble. Mouvement pour une alternative de gauche, solidaire et écologiste*». En discussion depuis quelque mois, plusieurs petites formations qui composent le Front de gauche ont décidé de se regrouper en une seule pour peser face aux gros partis qui dirigent ce cartel à la gauche du PS : le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

La Fédération pour une alternative sociale et écologiste (Fase), dans laquelle figure Clémentine Autain, la Gauche anticapitaliste, Convergences et alternatives (anciens du NPA), les Alternatifs et une partie de la Gauche unitaire (sans leur leader Christian Picquet) célébreront leur nouveau «*mouvement*» les 23 et 24 novembre à Saint-Denis. Liberation.fr 13.11

En famille, entre Frères musulmans et sionistes.

- Enrico Macias chante pour Valls, Guéant, Villepin et Morano chez l'ambassadeur du Qatar - 20minutes.fr

«*Enfants de tous pays et de toutes les couleurs*», a chanté mardi soir Enrico Macias comme s'il s'adressait directement à l'aréopage politique très sélect qui l'écoutait à la résidence de l'ambassadeur qatarien à Paris, Mohamed al Kuwari, qui offrait une réception pour son départ.

Car, du ministre de l'Intérieur Manuel Valls à son prédécesseur Claude Guéant en passant par Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie, Nadine Morano ou la présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Elisabeth Guigou, toutes les couleurs du spectre politique étaient bel et bien représentées à la sauterie diplomatique de la semaine qu'il ne fallait pas rater.

En poste depuis dix ans en France, Mohamed al Kuwari a su développer un réseau d'influence efficace au sein de l'élite française. Un réseau «*inégalable*», a même reconnu Manuel Valls. Le diplomate rejoint en fin de semaine Washington où il vient d'être muté. Et organise dès cette semaine une réception avec la communauté américaine de Paris, histoire de commencer à tisser un nouveau réseau au service de son pays aux ambitions financières, sportives et diplomatiques titanesques. Enrico Macias avait déjà chanté, a capella, en mai dernier à Doha au milieu d'hommes politiques français, en l'honneur de son ami ambassadeur. 20minutes.fr 13.11

ACTUALITE EN TITRES

Le guichet reste ouvert...

- Pour Janet Yellen, la Fed doit encore soutenir la reprise - Reuters
- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

Hold up !

- 80 milliards d'euros attendus des nouvelles assurances-vie - Reuters

Le gouvernement espère que la réforme de l'assurance-vie permettra de réorienter jusqu'à 80 milliards d'euros pour l'essentiel vers le financement de l'économie, a déclaré mercredi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici. Reuters13.11

En famille. S'ils le disent...

- Libéral et socialiste : possible et nécessaire - LeMonde.fr
- Martine Aubry à Matignon, Jean-Pierre Raffarin est pour - L'Express.fr

Excellent monsieur Raffarin, merci !

Confirmation.

- Chantiers navals: 16 des 30 bateaux commandés aux CMN sous-traités en Roumanie - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Nucléaire iranien : Fabius recule... - french.irib.ir

Le ministre français des AE , fortement critiqué pour avoir sapé l'accord nucléaire Iran/5+1 commence à reculer : il a émis son espoir de voit l'accord en question être conclu sur une "*base vérifiable*" tout en mettant l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Fabius a qualifié d'"*utiles*" les pourparlers de Iran/5+1 à Genève. Fabius à qui l'Occident veut faire endosser la responsabilité de l'échec des pourparlers de Genève a tenté de répondre aux critiques : "*O Genève, Paris a mis en avant une proposition reflétant le point de vue de la partie occidentale*". french.irib.ir 13.11

2- Syrie

2.1- 1000 djihadistes aux passeports occidentaux en Syrie - french.trib.ir

L'instrumentalisation à des fins politiques, des jeunes Occidentaux, risque de tourner en eau de boudin pour ceux qui les ont façonné en présentant le président syrien Bachar al-Assad comme un diable. Le problème c'est que ces derniers n'ont pas choisi de se rendre en Syrie pour combattre auprès de l'armée syrienne libre (ASL) mais d'Al-Qaïda. Ils viennent de France, de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, du Canada ou des États-Unis.

Après un rapport de Kronos (think tank indépendant traitant de sécurité), les errances stratégiques des États-Unis sont mises à nue. Le pays de Barack Obama s'inquiète maintenant du devenir de tous ces djihadistes qui ont le « *bon passeport* » et qui pourraient engager leur prochain djihad en Occident. Par la voix de Mike Rogers, membre de la Chambre des représentants (Congrès) du Michigan, Président du Comité de renseignement de la Chambre, vétéran de l'armée et ancien agent du FBI, « l'Occident court un grand danger désormais ».

« ... Ils ont des passeports, de bons passeports leur permettant de voyager à travers l'Europe et d'arriver aux États-Unis. » « *Ce que nous voyons à ce jour, c'est ce taux très élevé d'insurgés étrangers en Syrie, fait jamais vu en Irak ou en Afghanistan* ». Pour Michael McCaul, membre de la Chambre des représentants du Texas, il faut tirer la sonnette d'alarme. Il critique ce soutien abscons de l'administration américaine à ces djihadistes. Pour lui, les services de renseignement sont très inquiets. Selon ses déclarations, en parlant des djihadistes en Syrie: « Ils sont des acteurs très dangereux, ils tuent les chrétiens, ils sont très nocifs et leur but n'est pas le renversement d'Assad. Ils sont djihadistes qui tuent des chrétiens et une alliance avec notre administration est une trahison. » « *Ces djihadistes ont montré une propension à souffler derrière de nous, à nous poignarder dans le dos. Si nous les armons et formons là-bas, ils seront l'une des plus grandes menaces pour notre sécurité.* »

Dans la foulée, les services américains de sécurité sont de plus en plus vigilants. Hier, ils ont arrêté un homme, Basit Javed Sheikh (photo), accusé de sympathie avec le Front al-Nusra. Originaire du Pakistan, sur sa page Facebook, il a posté des vidéos et des commentaires en soutien aux djihadistes en Syrie. Depuis le mois d'août dernier, Basit Javed Sheikh était suivi par un agent du FBI qui avait créé une page Facebook de promotion de l'extrémisme islamique et noué des relations étroites avec Basit Javed Sheikh. S'il est reconnu coupable, l'homme pourrait être condamné à 15 ans de prison maximum et à une amende de 250.000 dollars. french.trib.ir 13.11

2.2- Où partent les terroristes tchéchènes après la Syrie? - french.trib.ir

Les terroristes tchéchènes qui arrivent en Syrie sont répartis en deux groupes : le premier groupe englobe les étudiants éduqués dans certains pays arabes qui y vont apprendre l'arabe et les sciences " *islamiques*" et le second groupe compte des gens originaires de la vallée de Pankisi au nord est de la Géorgie. Cette région est connue sous le nom de vallée oubliée puisque ses habitants sont extrêmement indigents. La propagande salafiste est très intense et les jeunes y succombent par manque de moyens.

Mais pourquoi ces jeunes partent-ils en Syrie au lieu du Caucase où ils pourraient rallier la milice Emirat islamique du Caucase présidée par Duko Amrov : " *Au Caucase il faut attendre un an avant d'être accepté. Et puis au Caucase il n'y pas de camps d'entraînement identique aux camps syriens*", affirme la BBC pour expliquer ce phénomène. La Turquie et la Jordanie détiennent des bases d'entraînement militaire en coordination avec les parties arabes et occidentales. Selon l'un des jihadistes, " *nos combattants tchéchènes ont honte d'être en Syrie au lieu de combattre au Caucase. mais la Syrie a servi de terrain d'essai à nos combattants et ils apprennent comment combattre à l'avenir. Une fois partis de Syrie, ces jeunes débarquent au Caucase avec une expérience de guerre à leur actif*"Rif de Moscou n'est pas trop loin. french.trib.ir 13.11

3- Liban

3.1- Bandar Sultan part en guerre contre le Hezbollah - french.trib.ir

Selon les sources libanaises, l'État islamique en Irak et au Levant aurait pénétré au cœur de Beyrouth et il est sur le point de déclencher une vaste opération contre le Hezbollah pour prolonger le Liban dans des guerres confessionnelles. Selon Al Nashra, le Liban va droit vers une crise sécuritaire grave dont les symptômes sont visibles à Tripoli. Cette crise aux dimensions religieuses et confessionnelles est prélude à une grande explosion qui risque de déborder les frontières de la ville de Fija et s'étendre à toutes les régions du Liban. Les plus récentes informations en provenance des sources libanaises font état de l'infiltration de 7000 terroristes de l'EIL depuis la Syrie au Liban. Une partie de ces forces s'est concentrée à Aarsal et une autre à Tripoli. Selon ces mêmes sources, les terroristes salafistes ont élaboré des listes avec des noms des commandants militaires et les dirigeants religieux libanais dessous. Ces listes ont été dressées sous la supervision du chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan. Une majorité des terroristes de l'EIL est déployée non loin des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Les éléments de l'EIL ont même pénétré ces camps porteurs du message du chef de l'EIL, Aboubakr Al Baghdadi pour les palestiniens du camp. Les cellules jihadistes dans des camps se réactiveraient ainsi pour déclencher une guerre totale. Les jihadistes salafistes

devraient prendre d'assaut les postes de contrôle de l'armée libanaise.

Al Nosra, lui, a envoyé ses terroristes dans d'autres régions du Liban. Les forces armées ont été déployées le long des régions côtières et les militaires de la Finul auraient même appelé le Hezbollah à l'aide pour surveiller le moindre agissement des groupes salafistes dans les régions du sud du Liban. Selon cette source, Bandar Sultan se trouve depuis deux semaines en Israël pour coordonner cette vaste offensive salafistes anti libanaises avec les officiers et les militaires israéliens. En Israël, il s'agit pour Bandar de réparer les pertes des salafistes en Syrie de les remettre sur pied. Riyad estime que la présence des combattants du Hezbollah en Syrie a détruit la structure et l'organisation de ces milices jihadistes. Israël suit de très près la future bataille d'Al Qalamoun et évalue l'état des forces syriennes et du Hezbollah. Riyad joue son va-tout et presse les jihadistes à déstabiliser le Liban même si cela entraîne la destruction des milices en Syrie.

Un diplomate occidental rapporte les réunions sécuritaires de haute importance entre Bandar Sultan et les officiers jordaniens et saoudiens. Selon cette source, ce serait Israël qui soutiendrait et organiserait les jihadistes à Beyrouth et préparerait le terrain à ce qu'ils mènent des attentats à Al Zahiya, bastion du Hezbollah. L'objectif étant de provoquer de violents combats inter religieux au sud du Liban.

L'émir des brigades Abdallah Ezzam, principale milice anti Hezbollah au Liban a menacé le Hezbollah de ses missiles qui "pleuvraient sur Bekaa, Harmal, Zahiya" si les forces du Hezbollah ne quitte pas la Syrie. Les jihadistes cherchent à prendre le contrôle des points de passage sécuritaires de Tripoli à Beyrouth. french.irib.ir 12.11

3.2- Liban : Nassarallah dénonce. - french.irib.ir

Le secrétaire générale du Hezbollah libanais a mis en garde contre un courant dangereux qui risque d'être déclenché au Liban et qui vise la sécurité et l'unité nationale au Liban.

Mardi soir, lors des cérémonies de Tassoua (9ème jour de Moharam), Seyyed Hassan Nassarallah a considéré, l'assassinat mardi du cheikh Saadeddine Ghiyeh, haut membre du Front Amal islamique, comme une attaque visant le Hezbollah . "*Ces actes visent tous ceux qui ont opté pour l'unité et le rapprochement des musulmans et la coexistence des libanais*". Certains courants politiques qui prétendent soutenir la sécurité des libanais ont fermé leurs yeux sur cet assassinat qui a eu lieu ce matin comme si de rien n'était .

"*L'assassinat de cette personnalité libanaise annonce le déclenchement d'un courant dangereux à Tripoli voire au Liban et on craint qu'il s'étende à l'ensemble du pays . Le gouvernement, les instances juridiques et les appareils de sécurité sont les principaux responsables et doivent réagir à cet incident et à d'autres similaires*", a affirmé Nassarallah. "*Les explosions à Tripoli et à Zahiya du Sud et le récent assassinat du cheikh Ghiyeh sont très dangereux*" french.irib.ir 13.11

4- Afghanistan

- La production d'opium en forte hausse en Afghanistan Reuters

La production d'opium a augmenté de 49% à 5.500 tonnes l'an dernier en Afghanistan, estiment les Nations unies, qui craignent de voir le produit de ce commerce tomber entre les mains des "seigneurs de guerre" au moment où les forces internationales s'apprêtent à quitter le pays.

L'Afghanistan est le premier pays mondial pour la culture du pavot, d'où sont produits l'opium et l'héroïne. Le pays a fourni l'an dernier 75% de la demande mondiale, un chiffre qui pourrait passer à 90% cette année, selon Jean-Luc Lemahieu.

L'augmentation de la surface cultivée s'explique par les incertitudes entourant le retrait l'an prochain des forces internationales, la hausse des cours de l'opium et le manque de volonté politique dans la lutte contre ce problème.

Les bénéfices tirés à la production de cette activité devraient approcher cette année le milliard de dollars, soit quatre pour cent du PIB.

Une partie de cette somme ira aux taliban en lutte contre le pouvoir central. En privé, des responsables occidentaux accusent aussi des membres de l'appareil d'Etat de prélever leur dîme. Reuters 13.11

Il faut bien que la CIA finance ses opérations secrètes et palient les coupes budgétaires, il faut se mettre à leur place...

SOCIAL

Bangladesh

Bangladesh : accord sur un salaire mensuel minimum de 68 dollars pour les ouvriers du textile - lemonde.fr

Après plusieurs jours de manifestations qui ont conduit à la fermeture de certaines d'usines, les producteurs de textile du Bangladesh ont accepté de verser un salaire minimum mensuel de 68 dollars aux quatre millions d'ouvriers du secteur.

L'accord a été conclu à l'issue d'une rencontre entre les producteurs de vêtements et la première ministre, Sheikh Hasina, mercredi 13 novembre dans la soirée. Cette dernière a "donné l'ordre" de mettre en œuvre l'accord sur le salaire minimum recommandé par un groupe de travail ad hoc du gouvernement.

Ce groupe avait voté en faveur de l'augmentation du salaire minimum, de 3 000 taka (29 euros), à 5 300 taka (68 dollars, 50,5 euros) dès novembre, après une série d'accidents dans des usines de vêtements mettant en lumière les mauvaises conditions de travail et les maigres salaires dans des milliers d'usines travaillant pour les plus grandes marques du monde.

Les producteurs avaient traîné des pieds, affirmant que les détaillants dans les pays occidentaux refuseraient de payer plus cher la marchandise pour tenir compte de la hausse des salaires proposée au Bangladesh.

Le secrétaire d'Etat au travail, Mikail Shipar, a indiqué que "lors de la rencontre, la première ministre a[vait] donné l'ordre aux producteurs de mettre en œuvre le nouveau salaire minimum de 5 300 taka à partir de décembre. Et ils ont accepté cette hausse du salaire". Malgré cette hausse, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde.

Des dizaines de milliers d'ouvriers s'étaient heurtés à la police dans les grands centres de production textile du pays cette semaine alors qu'ils manifestaient pour obtenir un salaire minimum mensuel de 100 dollars.

Reaz-Bin Mahmood, vice-président de l'association des producteurs et exportateurs de vêtements du Bangladesh, s'attend à ce que les ouvriers se remettent à travailler dans les usines après cet accord.

"Ce sera difficile pour un grand nombre d'entre nous d'augmenter les salaires si les détaillants occidentaux n'augmentent pas les prix pour les commandes passées avec nous de 10 à 15 %", a-t-il ajouté. lemonde.fr 13.11

Quelle exploitation, quelle misère ! Et pendant ce temps-là nos petits-bourgeois gauchistes nous font chier avec leur histoire de racisme, de droits des homosexuels et j'en passe...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2013

CAUSERIE

28 documents ont été ajoutés, il est 12h45 et à part les articles de presse que j'ai téléchargés ce matin, je n'ai pas encore commencé à actualiser le site, ce sera donc avec retard ou partiel aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de lire les articles que j'ai mis en ligne ou trop rapidement.

La suite dans 11 heures environ.

23h35 à Pondichéry

On est dans les délais, quel boulot !

Je n'ai pas encore eu le temps d'archiver les articles d'octobre qui de ce fait sont indisponibles, on verra cela ce week-end.

Bon week-end à tous.

En guise de causerie, je reproduis ici le commentaire qui figure plus moins à la suite de l'article du Nouvel Observateur : *Fabius redoute un retrait américain du Moyen-Orient*

Ce qui est extraordinaire, je ne parle pas du Nouvel Observateur bien sûr, c'est qu'on n'arrive pas à imaginer que Fabius, dirigeant

du PS et ministre des Affaires étrangères, soit un pur sioniste, un pur produit du néolibéralisme.

Si les Américains ne lâcheront jamais Israël, c'est parce qu'il incarne, il s'identifie au néolibéralisme qui est une création de l'oligarchie financière sioniste. A moins qu'ils y trouvent leur intérêt, tout est possible partant de là. Rappelons-nous, n'ont-ils pas favorisé l'accession de Hitler au pouvoir, n'ont-ils pas continué de le soutenir alors qu'il avait entrepris la liquidation à grande échelle des juifs, cela faisait partie de leur stratégie pour mettre la main sur la Palestine et le pétrole de la région, dominer le monde, si demain il fallait sacrifier Israël pour franchir une nouvelle étape vers leur objectif final, ils n'hésiteraient pas un instant.

D'ailleurs ce serait tout à fait possible, car logique si Israël constituait un obstacle à l'établissement d'une institution supranationale au Moyen et Proche-Orient du même type que celles qui existent déjà sur tous les continents pour réaliser leur nouvel ordre mondial, il le liquiderait ou cet Etat ne pourrait plus exister sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui. Ils ne sont pas guidés par des intérêts religieux ou philosophiques, encore moins moraux, mais uniquement politiques.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste fait en sorte que les intérêts économiques des Etats-Unis et d'Israël correspondent à leur stratégie ou permette d'avancer dans cette voie, ils se foutent du reste, des Etats-Unis et d'Israël qui n'ont pas plus d'importance à leurs yeux qu'un simple papier d'emballage. Ils savent le capitalisme condamné, donc qu'ils sont condamnés eux-mêmes, donc la stratégie qu'ils ont définie est leur seule et unique planche de salut, ils sacrifieront tout pour atteindre leur objectif, leur détermination est totale et leur cynisme illimité, nous ne cessons de le marteler, apparemment en vain.

Croire que ce serait Israël qui déciderait de la politique étrangère américaine est une vue de l'esprit, autant que son contraire d'ailleurs, en réalité ce sont les intérêts politique de l'oligarchie financière ou leur stratégie qui la guide, car elle incarne ou coïncide avec la survie du capitalisme ou le système économique qui existerait une fois qu'ils se seraient rendus maîtres du monde, cela inclus l'oligarchie financière de tous les continents.

A moins de déclencher une Troisième guerre mondiale pour remettre les pendules à zéro ou redonner un nouveau souffle au capitalisme mondial qui est au bout du rouleau, scénario fort risqué et susceptible de se transformer en apocalypse planétaire nucléaire, chimique et bactériologique qui les emporterait ou hypothèquerait leur propre avenir, c'est la seule alternative qu'il leur reste, qui inclut l'affrontement direct avec le prolétariat, l'établissement de dictatures sur tous les continents, etc.

Finalement, c'est bien le vieux capitalisme avec ses contradictions analysé par Marx et Engels qui continue de mener la danse, qui les fait danser, une danse macabre. Le jour où nous l'aurons enfin compris, peut-être pourrions-nous envisager de danser sur leurs cadavres, exquis aurait ajouté un surréaliste.

On se croirait en Inde !

Dans des causeries précédentes je vous ai raconté comment se déroulaient les journées de grève ou les manifestations en Inde, où dans chaque camp figurait des partis bourgeois, idem dans les gouvernements des différents Etats, chaque parti participe au pouvoir dans des coalitions ou figure dans l'opposition sans que leurs alliés soient les mêmes d'un Etat à un autre, c'est un vrai foutoir, ils sont tous bons à jeter, que voulez-vous en déduire d'autre franchement ? C'est l'affairisme, le clientélisme, l'argent qui décide des alliances et des coalitions sur fond de corruption généralisée, si voter n'était pas quasi-obligatoire, le taux d'absentéisme serait de 90% !

- Entre 400 et un millier de manifestants ont défilé jeudi à La Roche-sur-Yon pour réclamer l'aide de l'État afin d'éviter la "casse sociale" du fabricant d'électroménager FagorBrandt, en cessation de paiement depuis le 6 novembre.

Partis de la périphérie de la ville, accompagnés d'élus tant socialistes qu'UMP, les manifestants ont parcouru dans le calme les 4 km qui les séparaient du centre-ville, encouragés par les klaxons de nombreux automobilistes. AFP 14.11

Et personne pour dégager ces salopards du PS et de l'UMP !

Le social-libéralisme.

Libéral et socialiste : possible et nécessaire - lemonde.fr

- Libéral-socialiste, voilà une étiquette qui convient bien pour ceux qui tendent à unir ce que le socialisme a de plus précieux, l'attention aux inégalités socio-économiques et au processus d'émancipation des dominés, et ce qui fait l'essence du libéralisme, la préservation de la liberté individuelle contre l'arbitraire des pouvoirs. lemonde.fr 13.11

En réalité, cet article au titre prometteur n'était qu'un ramassis de lieux communs réchauffés, qui sous couvert d'une terminologie savante pour ne pas dire absconse et insipide, incompréhensible pour le lecteur lambda, présentait strictement aucun intérêt. A croire que les neurones circulent mal dans les têtes trop pleines, finissent même par se fossiliser.

J'en ai tiré cependant un enseignement, comme de toute expérience.

Je me suis dit que ces gens-là vivaient dans un autre monde, pas le nôtre évidemment, mais hors de la réalité tout court, et en analysant la démarche intellectuelle de l'auteur de cet article, monsieur est professeur à l'Université de Limoges et chercheur associé au CEVIPO (Sciences Po), j'en suis arrivé à la conclusion qu'il appartenait à cette catégorie d'intellectuels qui vivent dans une bulle, une bulle ou plutôt un système de pensée qu'ils ont élaboré, à partir duquel ils interprètent le monde, non pas tel qu'il est mais tel qu'il doit ou devrait être pour entrer dans leur système ou le justifier, quitte à nier évidemment des pans entiers de la réalité, notamment les facteurs qui sont à l'origine de la civilisation humaine ou de l'évolution de la société, qui en ont constitué les moteurs principaux, dont le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement qui leur échappent totalement, sans doute parce qu'ils n'y comprennent rien, à moins que par confort personnel ils aient décidé une fois pour toute de ne pas en tenir compte, ils font comme si ces lois n'existaient pas et ils échaffaudent une théorie ou un système qui finalement repose sur du vent, une pure invention sans aucun intérêt, sauf pour son auteur puisqu'il en vit, notamment.

On devrait dire pour être plus précis, qu'ils s'accordent à ne rien changer aux rapports qui sont à l'origine de la situation qu'ils prétendent analyser pour en tirer la conclusion qu'il faut bien faire avec, puisque de leurs côtés ils n'ont pas été capables de concevoir autre chose ou de penser le monde au-delà du système capitaliste dans lequel leur pensée demeure enfermée.

Comment pourraient-ils imaginer qu'un système pourrait avoir un début et une fin, que son existence serait limitée, qu'il pourrait périr à défaut de pouvoir se renouveler ou se justifier à l'infini, que les conditions qui l'ont vu naître pourraient s'épuiser un jour, qu'il serait menacé d'autodestruction et d'entrer en putréfaction ou de donner lieu à autre chose de nouveau, impossible car il devrait concevoir sa propre mort intellectuelle qui se nourrit d'un système qu'il a créé justement pour exister, sans lequel il ne serait rien, n'existerait pas, son système est sa raison d'être et de se distinguer des autres pour justifier son statut et ses émoluments, selon le principe que toute peine même dépensée inutilement ou ne menant à rien mérite salaire.

Concevoir que par nature un système économique n'ait qu'une durée de vie limitée sur le plan historique demeure hors de sa portée. Concevoir qu'un système économique ait vu le jour suite à la conjonction de conditions déterminées et que celles-ci ne seraient pas éternelles dépassent son entendement. Alors concevoir que ces conditions pourraient renfermer leur négation et devraient disparaître sous peine de ne pas connaître la suite de l'histoire par exemple, cela demande un effort de réflexion qu'il n'est pas prêt à faire ou qui dépasse ses capacités, pour tout dire il n'en a pas envie car il se trouve bien tel qu'il est, n'oublions pas que le monde gravite autour de sa petite personne. En poussant plus loin notre analyse on s'aperçoit que c'est le processus dialectique qui a accompagné l'évolution ou la transformation de la nature, de la société humaine et de l'univers qu'il nie, son ennemi, c'est la dialectique. Pourquoi ? C'est fort simple à comprendre.

Si, comme nous l'affirmons suite à d'innombrables penseurs ou philosophes matérialistes la nature qui en avaient dressé le constat avant nous, que l'homme, la société et l'univers sont régis par les lois de la dialectique, on ne peut interpréter correctement leur évolution ou transformation au fil des millénaires qu'à l'aide du matérialisme dialectique et historique, tout autre méthode serait inopérante ou nous induirait fatalement en erreur puisqu'elle ne tiendrait pas compte ou s'écarterait de la réalité, objective, matérielle, palpable, vérifiable, etc. nous sommes bien d'accord que nous emploierons un microscope pour examiner des particules minuscules et un télescope pour observer des objets situés à une distance très éloignée et non l'inverse, nous n'utiliserons pas un mètre pour mesurer la densité d'un gaz, nous sommes bien d'accord n'est-ce pas, et bien en politique c'est exactement la même chose, c'est élémentaire direz-vous, sans doute et vous aurez raison de le souligner, sauf, sauf que personne ou presque n'en tient compte, surtout pas ce genre d'intellectuels pour lequel n'importe quel instrument de mesure fera l'affaire pour mesurer des solides, des liquides ou des gaz, comment cela direz-vous, c'est stupide, pour vous oui, pour lui non puisqu'il a décrété qu'il devait en être ainsi, je caricature sans m'écarter vraiment de la réalité, d'ailleurs nous allons le vérifier tout de suite.

Qu'entend-il par "*libéral-socialiste*" ?

Il ferait appel à ce que "*le socialisme a de plus précieux*", cela signifie quoi pour un socialiste ou un marxiste d'après vous, la théorie qui doit permettre de s'émanciper de l'exploitation de l'homme par l'homme, théorie qui repose sur l'analyse du développement historique du capitalisme conduisant à son effondrement au cours duquel le prolétariat (organisé) peut s'emparer du pouvoir politique pour ensuite se débarrasser du capitalisme, à moins qu'il en soit incapable et que la barbarie l'emporte.

Pour nous le "*plus précieux*" dans le socialisme, c'est la découverte que le développement des forces productives et la lutte des classes sont les moteurs du développement de la civilisation humaine et les conditions pour que l'humanité accède au règne de la liberté, deux facteurs qui sont inclus dans les lois de fonctionnement du capitalisme ou dont dépendent toutes ses lois, c'est cela le bien ou l'enseignement le plus précieux que nous ont légué Marx et Engels, car sans lui nous ne pourrions comprendre comment fonctionne la société, mais aussi les hommes.

Pour lui c'est tout autre chose, ce sont les "*inégalités socio-économiques*" et le "*processus d'émancipation des dominés*", objectif impossible à atteindre, même pas à envisager sérieusement puisque dans son article il n'est nulle part question de liquider le capitalisme, autrement dit il faudrait se contenter de combattre pour réduire les "*inégalités socio-économiques*", ce qui dans le contexte de crise permanente du capitalisme est impossible, se traduit plutôt par une accentuation des inégalités, tandis que

le "*processus d'émancipation des dominés*" serait renvoyé aux calendes grecques ou demeurerait en devenir indéfiniment pour finalement rejoindre au musée des utopies bien d'autres théories à dormir debout.

Quant au "*libéralisme*", c'est mieux encore, c'est plus clair, là le philistin se découvre, il consisterait en "*la préservation de la liberté individuelle*" qui à notre connaissance profite davantage au maître qu'à son esclave, aux exploiters qu'aux exploités, c'est d'ailleurs en son nom que "*l'arbitraire des pouvoirs*" est en train de liquider tous nos droits collectifs sociaux et politiques, là aussi il n'est nulle part question de combattre pour préserver des droits collectifs, non il faut penser son destin et celui de la société sur le plan individuel seulement, exactement comme cela arriverait si tous nos droits avaient disparu, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'ils mettent en avant des droits individuels, cela implique toujours la destruction de droits collectifs, leur objectif est qu'on soit atomisé dans la société et que tout repère de classe ou sentiment d'appartenir à une classe ait disparu, au profit d'individualités qui se retrouveraient sans défense face à l'Etat ou une dictature bureaucratique implacable qui serait régie par des lois édictées par le marché ou ses représentants et dans l'impossibilité de l'affronter.

En conclusion, sa conception du socialisme aboutit à la préservation du régime en place, et celle du libéralisme consiste à nous placer sous le joug du néolibéralisme qui a emprunté le masque de "*la préservation de la liberté individuelle*", la négation en fait de toute liberté.

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont sur "*le bon chemin*", gageons qu'ils disent vrai !

- Croissance: Bruno Le Roux (PS) estime que la France est sur "*le bon chemin*" - L'Express.fr

La preuve : par le bas !

- Chute de popularité de Hollande: "*La France est au bord de la révolte*" - L'Express.fr

- François Hollande chute à 15% d'opinions favorables, selon YouGov - Reuters

- Hollande à 15% : «*Pour l'exécutif, il devient difficile de diriger le pays*» - LeFigaro.fr

C'est un euphémisme !

- Société "*crispée*" et "*en colère*" : doit-on s'inquiéter de la note des préfets ? - Francetv info

Que cela ne tienne, rien de tel qu'un petit tour dans un paradis fiscal pour oublier tous nos ennuis.

- Hollande s'offre un jour de répit à Monaco - LeFigaro.fr

Va-t-il faire un saut au casino pour se refaire ?

Qu'on se le dise

Rappel : "*La France va mieux qu'en mai 2012*", selon Moscovici - AFP 10.11

La preuve : toujours par le bas.

- L'industrie condamnée à détruire des emplois ? - Reuters

- Emploi: 17.000 postes encore détruits dans le secteur marchand - AFP

- L'Etat français cède une part du capital de Safran - AFP

Résistance

- Réforme des rythmes scolaires : 23% des instituteurs en grève sur tout le territoire, 41% à Paris - Francetv info

- Grève massive des inspecteurs du permis de conduire - Liberation.fr
- Fagor: Entre 400 et un millier de manifestants à La Roche-sur-Yon - AFP
- Le port de Bayonne bloqué par les pêcheurs de civelles - Reuters

Grosses charrettes

- Barclays supprime 1.700 postes dans ses agences - Reuters
- Etats-Unis: Lockheed Martin ferme 4 usines, supprime 4.000 postes - AFP

Leur monde : toujours plus progressiste !

- Le Japon revient sur son objectif de réduction de gaz à effet de serre - LeMonde.fr
- Brésil: la déforestation amazonienne en hausse de 28% sur un an - AFP
- Syrie : des jihadistes s'excusent après avoir décapité le mauvais homme - Francetv info

Barbares, mais polis ! Ils sont tout juste bons à être liquidés !

ACTUALITÉ DU JOUR

7%

- Pour 65% des Français, le racisme est parfois justifié - LePoint.fr

Précision fournie à contrecœur par Le Point : "*Ce chiffre est relativement constant depuis 2008*", quel dommage qu'il n'ait pas augmenté, n'est-ce pas ?

Mieux encore, ce sondage remonte à fin 2012 nous dit-on, alors pourquoi le sortent-ils maintenant ? Pour voler au secours du gouvernement perdu !

Mais il y a mieux encore.

D'après le sondage CSA réalisé fin 2012 dans le cadre de ce rapport, 7% des Français se disent "*plutôt racistes*", 22% d'entre eux "*un peu racistes*" et 25% "*pas très racistes*". A l'opposé, 44% des Français déclarent qu'ils ne sont "*pas racistes du tout*", en baisse de 5% par rapport à 2011.

Autrement dit, il n'y aurait que 7% des Français à revendiquer être racistes, c'est bien peu pour un pays qu'ils proclament ravagé par le racisme, cela la fout plutôt mal ! C'est à ce chiffre qu'on peut juger le degré d'instrumentalisation de la moindre petite phrase montée en épingle par les médias aux ordres et repris ensuite par le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques, de gauche et d'extrême gauche.

Bon, ils sont démasqués, c'est l'essentiel pour nous, espérons seulement que les militants en tiendront compte et se tiendront à l'écart de ces partis ou rentreront dans le lard de leurs dirigeants.

Nous sommes tellement mélangés que le racisme ne peut prendre qu'à la marge, car, qui n'a pas un pote Arabe, une copine Noire, un membre de sa famille marié ou en ménage avec un Africain, un Asiatique ou tout simplement avec une personne issue d'un autre pays ou d'un autre continent, c'est mon cas, chez nous on cumule Italiens, Portugais, Chinois, Africain, Indiens.

Tenez, je vais vous raconter une autre petite histoire.

Quand je suis revenu d'Inde la première fois fin 1991, j'ai atterri chez mes parents, dans mon ancienne chambre. Mes parents ont accepté non sans réserves de m'héberger en attendant que je trouve un boulot et que je dégage. Bon, cela s'est mal passé

au bout de peu de temps, un soir je me suis retrouvé à la rue, c'est mon ex-épouse qui m'a recueilli généreusement, passons. Mon épouse indienne et noire était restée en Inde en attendant que ma situation se soit stabilisée pour me rejoindre. J'ai demandé à mes parents s'il ne serait pas possible qu'elle vienne en France plutôt, ils refusèrent... à cause des voisins : qu'est-ce qu'ils penseraient s'ils hébergeaient sous leur toit quelqu'un de couleur, j'essuyai un refus catégorique et définitif, ce qui ne m'étonna pas de leur part.

Cela dit, plus tard, deux ou trois fois par mois ils nous invitaient à déjeuner le dimanche ou nous leur rendions visite sans que mes parents fassent preuve de racisme, d'ailleurs ils avaient participé à notre mariage à Clichy. Plus tard c'est mon épouse, parce qu'elle était en France à ce moment là, qui participa à l'enterrement de mon père sans que ma mère ne la rejette. Plus tard encore, il y a deux semaines, quand j'ai eu ma mère au téléphone elle m'a demandé des nouvelles de Mageswary et m'a dit de l'embrasser de sa part, donc on ne peut pas parler de racisme, n'est-ce pas ? Ma mère est demeurée très arriérée, elle est comme elle et à 79 ans on ne la changera pas, je ne la juge pas, elle est bête c'est tout. Et quand elle a vu récemment les photos que je lui ai envoyées de son arrière-petite-fille Cassie qui est métisse puisque mon gendre Dany est Réunionnais de grands-parents, Chinois, Africain et Indien, elle m'a dit qu'est-ce qu'elle est belle, ah c'est vraiment une jolie petite fille, elle est magnifique, je ne déconne pas, ce sont les mots qu'elle a employés sur un ton enjoué, elle était manifestement ravie d'avoir reçu ces photos de notre trésor euro-africaine, je l'adore !

Si je m'étais arrêté à l'année 1991 dans mon récit, vous vous seriez dit que la mère Tardieu était raciste, mais en lisant la suite vous êtes évidemment convaincu du contraire, les médias et les abrutis qui courent derrière eux, qu'auraient-ils fait d'après vous ? Ils me débectent. Enrichissez votre connaissance de la langue française au passage, trois orthographes au choix pour soulager votre dégoût du populisme de gauche et d'extrême gauche : débecter, débéqueter ou débecqueter.

Parole d'internaute

1- *"Dire que les français sont racistes est faux, par contre dire qu'ils sont exaspérés par le comportement de certaines franges de la population serait plus adaptés mais la gauche a tellement fait de matraquage intellectuelle en inculquant le fait qu'un Européen est forcément raciste que maintenant c'est acquis et les minorités en profitent pour épaissir la couche."*

Ce n'est pas totalement faux, il y aurait encore long à dire sur ce sujet, nous y reviendrons.

2- *"Sachons garder notre calme, une bêtise d'enfant et une imbécillité de Minute dans la droite ligne de Charlie Hebdo, cela ne fait vraiment pas une vague de racisme. On a beau en parler énormément, l'événement est microscopique, voire nanoscopique."*

Vous avez raison du nano au giga il existe un immense espace que médias et partis pourris s'emploient à combler... Les uns pour vendre du papier cul, les autres pour combler leur incurie politique ou autre chose à force de se faire prendre, je vous laisse imaginer comment... Oui, je sais c'est incorrect, parce que vous croyez que leur attitude le serait par hasard, ils pourrissent le mouvement ouvrier, on ne peut pas faire pire, non ?

En complément : ils en rajoutent quotidiennement

- Enquête ouverte après la découverte de propos racistes sur la page Facebook d'un policier - 20minutes.fr

Ils en ont trouvés ! Etonnant, non ?

- Situation "*invivable*" pour des sans-papiers logés dans un hangar à Paris - AFP

Rappelons qu'il y a plus de 3 millions de travailleurs et leurs familles mal logés dans ce pays, dont plus de 120.000 vivent dans la rue, mais tout le monde s'en accommode finalement, n'est-ce pas ?

- Roms: deux mois avec sursis requis contre Jean-Marie Le Pen - AFP

S'il est raciste, laissez-le s'exprimer au moins on saura ce qu'il est et que le racisme vient d'en haut et non d'en bas.

Est-ce qu'on peut encore se risquer à une histoire sur nos amis belges ou l'inverse sans se faire traiter de xénophobe ?

- Transports publics : près d'un Français sur deux se sent en insécurité - LeFigaro.fr

Selon un sondage Ifop rendu public ce jeudi, ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti en région parisienne et dans le RER. LeFigaro.fr 14.11

Censure, et autodafé en perspective.

- La Suède veut en finir avec les films machos - 20minutes.fr

Mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

- Les salaires des Français n'ont quasiment pas augmenté entre 1995 et 2011 - Francetv info

Vous avez peut-être le sentiment que les salaires stagnent, voire baissent. Ce n'est pas qu'une impression, confirme l'Insee dans l'édition 2013 de son étude "*France, portrait social*", publiée jeudi 14 novembre. En 2011, le revenu salarial a stagné dans le secteur privé et diminué de 0,7% dans la fonction publique, selon l'institut, qui précise que le revenu salarial est la somme de tous les salaires perçus par une personne au cours d'une année. Ainsi, en 2011, avec une moyenne de 20 050 euros - 19 530 euros pour le secteur privé, 21 970 euros pour le secteur public - le revenu salarial retrouve son niveau de 2009.

La baisse des salaires s'est amorcée en 2008. En revanche, entre 1995 et 2011, l'Insee constate une très légère augmentation. Sur cette période, plus longue, le revenu salarial moyen augmente de 0,7% en moyenne par an en euros constants. Dans le détail, l'augmentation est de 0,8% dans le privé et de 0,3% dans le public. En fait, dans le privé, les salaires ont augmenté, mais le temps de travail a baissé. Alors que dans le public, le temps de travail est inchangé, mais le gel des salaires n'a pas permis une progression importante. Par ailleurs, l'Insee rappelle qu'entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, le revenu salarial moyen a reculé à un rythme de -0,3% par an. Francetv info 14.11

La BCE au service des spéculateurs.

- La BCE utilisée pour donner du crédit au trading haute fréquence - LeMonde.fr

Une étude (américaine - ndlr) parue ce mois-ci, dans le cadre d'un programme de recherche encadré par la Banque centrale européenne (BCE), semble justifier l'existence et l'utilité du trading haute fréquence (THF) dans la formation des prix du marché.

L'argument avancé, comme souvent dans les études relayant l'utilité de ce type d'activités spéculatives, est celui de la liquidité : les titres s'échangeraient plus facilement, il y aurait une forte offre et une forte demande, grâce à la multiplication des échanges qu'induit le THF. Pour le Financial Times, cette étude pourrait influencer Francfort dans sa mission de superviseur.

Un argument balayé par les militants anti-spéculation. Alexandre Naulot, de l'ONG Oxfam, rappelait, au moment où le gouvernement français renonçait à taxer le THF, que les indices boursiers sont déjà "*en situation de surliquidité*", c'est-à-dire que "*le nombre de transactions réalisées par les teneurs de marché est disproportionné*".

C'est ce qu'on appelle l'"*intermédiation forcée*", chaque intermédiaire cherchant à prendre sa part du gâteau. "*On est clairement dans le domaine de la spéculation, pas dans celui de l'investissement, et encore moins du financement de l'économie réelle et des PME*", s'indignait M. Naulot.

Le blog du broker Themis Trading dénonçait d'ailleurs le 6 novembre dernier cette étude fondée, selon eux, sur des données erronées. Tout d'abord parce que l'échantillon étudié est trop réduit, excluant les géants bancaires (Goldman Sachs, Morgan Stanley, etc) et tout échange hors du Nasdaq (environ 20 % du marché sur la période choisie). Ensuite parce que de larges pans d'actifs sont ignorés par l'étude, comme les contrats futurs et les options. LeMonde.fr 14.11

La guerre au terrorisme "*partout*", par G. W. Bush ou son successeur ? Non : Hollande et Fabius.

- La France entend traquer Al Qaïda au-delà du Mali - Reuters

La France, qui a mené une opération dans la nuit de mercredi à jeudi contre des combattants d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) au Mali, entend "*poursuivre les terroristes partout*", a annoncé le chef d'état-major des armées françaises.

Prié de dire si la France devait poursuivre "*les terroristes*" au-delà des frontières du Mali, il a répondu : "*Je crois qu'il faut les poursuivre partout*".

"*C'est bien pour ça que nous travaillons aussi bien avec les pays voisins, comme le Niger, le Burkina Faso, éventuellement le Tchad et que nous coopérons également avec l'Algérie de façon à ce qu'ils ne puissent pas se réfugier, qu'il n'y ait pas de sanctuaire*", a-t-il dit.

Il a souligné que la présence militaire française au Mali était nécessaire pour aider la région. "*Nous devons continuer à être là, pour les Maliens, les Libyens et l'ensemble de la région. C'est trop important pour nous.*" Reuters 14.11

Pour vous, l'impérialisme français bras armé de ses multinationales ou du CAC40 mais par pour les peuples concernés.

La famille s'agrandit.

- Le SPD allemand n'exclut pas un accord avec Die Linke pour 2017 Reuters

Les sociaux-démocrates allemands, engagés dans des négociations avec la CDU conservatrice de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement de grande coalition, n'excluent pas de s'associer aux prochaines élections de 2017 avec le parti de gauche Die Linke.

Jeudi, au premier jour du Congrès du SPD à Leipzig, le président du parti, Sigmar Gabriel, s'est déclaré "ouvert à des coalitions" dans la perspective des élections fédérales de 2017, "y compris avec Die Linke" si cette formation adopte une attitude moins dogmatique sur certains dossiers, comme celui de l'appartenance de l'Allemagne à l'Otan.

Le SPD collabore déjà avec Die Linke au niveau local, dans des municipalités et certains Länder.

Si on additionne les voix du SPD, de Die Linke (la Gauche) et des Verts aux dernières législatives du 22 septembre, le centre gauche et la gauche sont majoritaires au Bundestag, la chambre basse du Parlement.

Mais le SPD avait exclu lors de la campagne, conduite par l'ex-ministre des Finances Peer Steinbrück, toute alliance avec Die Linke et les Verts.

Cherchant apparemment à convaincre l'aile gauche du SPD de la nécessité de "lâcher du lest" dans les négociations avec les conservateurs, notamment sur la fiscalité, Sigmar Gabriel a donc choisi de lui faire miroiter la possibilité d'une alliance avec Die Linke dans quatre ans - une alternative à la "grande coalition" CDU-SPD qui n'a guère profité aux sociaux-démocrates lors de sa première expérience entre 2005-2009.

Lorsque les négociations avec les chrétiens-démocrates seront achevées, avec un projet de gouvernement, les 470.000 adhérents du SPD seront consultés sur le projet d'accord, fin novembre ou début décembre.

L'aile gauche du parti, menée par Ralf Stegner, président du Schleswig-Holstein, a demandé à la direction de ne pas brader les idéaux du SPD "en échange de quelques postes ministériels".

Vous pouvez compter sur elle, cela fait un siècle qu'elle s'y applique minutieusement ! Reuters 14.11

Die Linke a servi de modèle au Front de gauche qui y fait sans cesse référence, tout un programme...

C'est beau la gauche tout de même, cela donne envie de la rejoindre, pas vous, non, vous avez raison, nous non plus, même sous la torture !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: conférence de paix annoncée mi-décembre, des morts au coeur de Damas - AFP

La conférence de paix sur la Syrie, plusieurs fois reportée, doit débiter le 12 décembre à Genève a affirmé jeudi un quotidien syrien proche du pouvoir, au moment où des obus ont touché le coeur historique de Damas, faisant trois morts.

Selon une source officielle en Syrie, la délégation sera notamment composée de la conseillère du président syrien Bachar al-Assad, Bouthaina Chaabane, et du vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad.

Cette annonce intervient après un entretien téléphonique jeudi entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue syrien.

Un quotidien libanais a de son côté indiqué que le président de la Coalition de l'opposition, Ahmad Jarba, pourrait se rendre samedi à Moscou, une information qu'a cependant refusé de commenter un de ses conseillers.

Citant une source diplomatique à Paris, Al-Watan, quotidien syrien proche du pouvoir, affirme que le secrétaire d'État américain John Kerry a informé son homologue français Laurent Fabius que l'ONU annoncerait le 25 novembre que la conférence débiterait à Genève le 12 décembre.

L'opposition a souligné de son côté qu'aucune date officielle n'avait encore été fixée.

"Des dates sont avancées autour de la mi-décembre. Ce ne sont pas des dates officielles", a déclaré à l'AFP Mounzer Aqbiq, un conseiller d'Ahmad Jarba.

Si régime et opposition ont donné leur accord de principe pour participer à cette réunion, chacun pose des conditions que l'adversaire juge rédhibitoires.

L'opposition a annoncé lundi son accord pour y participer à condition que le président Assad remette ses pouvoirs et soit exclu de toute transition.

Mais pour le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zoghbi, "*ceux qui rêvent qu'ils vont à Genève pour (qu'on) leur remette les clés de Damas sont des gens (...) qui ne comprennent rien à la politique et qui se font des illusions*".

Un premier texte adopté en juin 2012 à Genève par les pays occidentaux qui soutiennent l'opposition et la Russie ne mentionne pas explicitement le sort du président Assad dans le cadre de la transition. AFP 14.11

2- Venezuela

- Venezuela: premier feu vert aux pouvoirs spéciaux de Nicolas Maduro - AFP

Le parlement vénézuélien a approuvé jeudi l'octroi de pouvoirs spéciaux au président Nicolas Maduro lui permettant de gouverner par décret pendant un an afin de mener la "*guerre économique*" selon lui déclenchée par "*la bourgeoisie et l'impérialisme*".

L'Assemblée nationale (parlement unicaméral) a adopté le texte en première lecture avec le minimum des voix requises (99 voix sur 165, majorité des 3/5e) au terme d'un débat houleux entre députés du parti socialiste au pouvoir et l'opposition. La même assemblée doit adopter définitivement le texte en seconde lecture le mardi 19 novembre.

"*Vous pouvez faire appel auprès de qui vous voulez. Allez devant les Nations unies. Ici le peuple, la patrie et (Hugo) Chavez ont voté*", s'est exclamé après le scrutin le président de l'Assemblée Diosdado Cabello, un des hommes forts de l'exécutif.

Ce nouveau développement survient moins d'un mois avant les élections locales du 8 décembre, premier test électoral pour le président Maduro.

Depuis sa prise de fonctions, le Venezuela subit une aggravation de la crise économique qu'il traversait déjà et qui se traduit par une inflation de plus de 54% ainsi qu'une pénurie de devises et de produits alimentaires ou de consommation courante.

Les pouvoirs spéciaux permettant de gouverner par décret sans passer par l'Assemblée ont été demandés par tous les présidents du Venezuela depuis les années 1970. Hugo Chavez y a eu recours en 2000, 2001, 2008 et 2010, lui permettant de faire approuver plus de 200 textes. AFP 14.11

SOCIAL

France

Près d'un instituteur sur quatre en grève, plusieurs milliers dans la rue, des cantines perturbées, des écoles bloquées: la grogne est montée d'un cran jeudi après deux jours de mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires, mesure-phare du programme de François Hollande.

Les instituteurs étaient 23% à faire grève au niveau national, contre 36% en février, selon le ministère. A Paris, 41,3% ont cessé le travail selon le rectorat, 70 à 75% selon le SNUipp-75.

La grève était diversement suivie, selon les rectorats; 26,34% dans l'académie de Lille, 22% dans celle de Reims (dont environ 40% dans les Ardennes), environ 30% dans celle de Lyon et celle de Rouen.

Ce mouvement était "*beaucoup moins fort que les précédents*" à Paris et dans certains départements la participation allait de 5 à 10%, a indiqué Vincent Peillon en marge d'un colloque de la Gazette des communes, soulignant qu'il n'y avait pas d'appel national des deux premiers syndicats.

"*C'est une mobilisation significative qu'on ne peut pas balayer d'un revers de main*", avertit Sébastien Sihr, du principal syndicat du primaire SNUipp-FSU, jugeant que "*la comparaison des chiffres au niveau national avec février n'est pas pertinente*".

Jeudi, la décision revenait aux sections départementales et étaient mobilisés "*un grand nombre d'acteurs*" : parents, animateurs, aides de maternelle, agents de nettoyage...

"*La situation est en train de se dégrader. Nous refusons cette stratégie du pourrissement*", a dit M. Sihr, pour qui "*il faut revenir sur cette réforme mal fichue et assouplir*" le décret. Les autres syndicats d'enseignants CGT, FO, Sud et Faen, minoritaires, réclament son abrogation.

La CGT, première dans la fonction publique territoriale, et Sud appelaient les animateurs et les aides en maternelle à faire grève. "*On n'est pas loin de 70% de mobilisation nationale*", selon Malik Ghersa à la CGT pour qui la réforme "*exacerbe la précarité des agents*". Le ministère de la Fonction publique ne disposait pas de chiffres.

Plus de 5.000 manifestants à Paris

A Marseille, entre 1.100 (selon la police) et 2.000 manifestants (selon le SNUipp-FSU) ont défilé. A Nice, ils étaient entre 1.350 et 2.000, à Lyon entre 1.700 et 2.500, 300 à Nantes et plus de 2.000 à Bordeaux.

A Paris, la manifestation régionale a rassemblé plus de 5.000 personnes, dont des lycéens et des étudiants, selon les organisateurs.

"*Non à la semaine de 40 heures pour les enfants*", lançaient les pancartes à Bordeaux, où beaucoup d'enseignants se disaient favorables au principe de la réforme, mais pas en l'état et pas sans concertation.

"*On ne nous entend pas*", déplore Maryse, enseignante en maternelle.

"*Les programmes sont surchargés, personne ne s'occupe des élèves en difficulté, les salaires sont bloqués, et on se focalise sur un aspect qui prend toute l'énergie du gouvernement*", regrette Laurent Hoefman, directeur d'école à Templeuve (Nord) et délégué syndical SNE.

A Paris, "*la désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*", selon Jérôme Lambert du SNUipp-FSU 75.

"*La désorganisation règne. Les enfants ne savent plus qui est qui*".

A Caen, plusieurs écoles étaient fermées et 23 classes sur 108 étaient en grève. Des écoles étaient bloquées à Rouen.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, une majorité de Français (54%) estime que le gouvernement devrait abandonner la réforme (65% chez les parents d'enfants de primaire).

Alors que 25% des élèves arrivent au collège "*sans savoir bien lire, écrire, compter*", il faut embaucher des professeurs, les former, transformer les pédagogies, "*nous le faisons. Il faut aussi leur donner un temps dans lequel ils peuvent être vigilants*", a déclaré le ministre. "*Le mercredi matin c'est mieux qu'en fin de journée*".

"*Il n'y aura pas de retour sur la réforme des rythmes scolaires*", a-t-il affirmé. Des maires, dont les élus UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin et Nice Christian Estrosi, disent qu'il n'appliqueront pas la réforme.

Ils n'ont "*pas la possibilité*" d'empêcher la semaine de 4,5 jours, mais auront "*la responsabilité de faire des orphelins de 15h45*" s'ils n'accueillent pas les enfants après la classe, alors qu'ils toucheront de l'argent pour le périscolaire, ajoute le ministre. AFP 14.11

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre 2013

CAUSERIE

Un bref complément à la causerie d'hier.

Le Mossad n'agit pas pour le compte d'Israël, mais pour le compte de l'oligarchie financière selon sa stratégie politique. Le Mossad c'est le service de renseignement de l'AIPAC, le puissant loby sioniste américain, tout comme Israël n'est que le centre de gestion des puits de pétrole et de gaz de l'oligarchie financière au Moyen et Proche-Orient dont le siège se situe dans le pays le plus riche et le plus puissant du monde : les Etats-Unis d'Amérique, là où est installée la planche à billets qui est sa propriété et la Fed. Quant au Pentagone, la CIA et la NSA, ils sont ses bras armés dans le monde et aux Etats-Unis, on peut ajouter une grande partie du FBI, des institutions américaines, le gouvernement et le Président, le Congrès et le Sénat, la Cour Suprême.

L'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou néolibérale ne détient pas (encore) tout le pouvoir, mais exerce sa domination ou son contrôle sur des secteurs clés de l'économie et des institutions pour influencer l'orientation de la politique du gouvernement américain, y compris sa politique extérieure. Son objectif est d'accroître son pouvoir politique pour imposer son idéologie au reste du monde, ce qui est en bonne voie, y compris en Russie et en Chine qui sont plus des concurrents que des ennemis au niveau de leur internationale qui a pour unique ennemi : le prolétariat mondial et la révolution socialiste mondiale.

La suite nous l'avons déjà développé dans de précédentes causeries.

Qui est vraiment responsable ?

- En concevant des équipements fragiles et souvent impossibles à réparer, les industriels nous ont fait entrer dans l'ère du tout jetable. Avec la complicité des consommateurs, toujours prêts à acheter le dernier joujou high-tech à la mode. lexpansion.com 15.11

Ils nous ont imposé cette "ère", nous ne leur avons rien demandé, nous n'en sommes pas responsable et nous n'acceptons pas qu'on nous accuse ainsi de l'être, c'est le capitalisme qui a besoin que le cycle du capital se renouvelle toujours plus vite empochant sa part de profit au passage, qui est le seul responsable de ce gigantesque gâchis de matières premières et de forces de travail.

Que les nantis et les crétiens se laissent prendre à leur jeu, est une chose, mais rien ne justifie de concevoir et produire des machines destinées à être jetées dans un délai maximum de 3, 4 ou 5 ans alors qu'elles pourraient fonctionner encore pendant de très nombreuses années s'il était possible de les réparer. Sauf le profit !

Fatale illusion.

- *"J'ai toujours cru en l'obsolescence programmée. Triste solution de profit et de soit-disant "croissance" dans notre beau modèle capitaliste ou justement tout est à l'arrêt : économie, recherche, environnement... Comment se sortir de cette régression technologique ? Aucune idée, cependant cela passe certainement par un profond changement de notre modèle économique et politique, accompagné d'une forte prise de conscience de notre société... J'aime penser que ce changement peut justement se faire grâce à la technologie, qui peut nous amener des solutions sur l'environnement, la recherche, la communication, et faire ainsi évoluer la société, la politique et notre modèle économique. "*

Sous le régime capitaliste, la technologie n'a servi que les intérêts des capitalistes, les vôtres ensuite ou non selon votre condition ou statut social.

Le capitalisme serait progressiste, il aurait oeuvré au développement de la civilisation humaine. En réalité, c'est au développement des forces productives et à la lutte des classes que nous devons les progrès de la société dans tous les domaines, mais certainement pas aux capitalistes, aux spoliateurs, aux voleurs de notre force de travail ou aux profiteurs ou exploités en tous genres qui n'ont jamais produit la moindre richesse. Les capitalistes n'ont fait que suivre et profiter du cours de l'histoire des hommes qui se faisait inconsciemment, ils n'en ont jamais été le moteur et l'humanité ne leur doit absolument rien. Le capitaliste est un parasite et doit être exterminé, à défaut d'y venir, c'est nous qui disparaîtrons.

On nous dit aussi que la lutte des classes ou le mouvement ouvrier a participé depuis 1945 à l'amélioration de la condition ouvrière. En réalité, c'est très relatif ou absolument faux, dans la mesure où pendant que certaines couches d'exploités voyaient effectivement leur situation s'améliorer, une minorité à l'échelle du monde, l'immense majorité n'avait pas accès au progrès social. Il faut ajouter que cette amélioration que les réformistes ou trades-unioistes brandissent comme un fétiche n'a pas eu lieu sans contreparties. On pourrait citer par exemple l'amplification de l'exploitation qui désormais concerne aussi bien les hommes que les femmes. L'air de rien le capitalisme a généralisé le travail des femmes et doublé la mise, le taux d'exploitation de la population ouvrière a été multipliée par deux, le capitalisme a créé tellement de besoins correspondant désormais à des biens d'équipement ou de consommation courante dont on ne pourrait plus se passer, de telle sorte que l'on ne travaille plus que pour les satisfaire, faire tourner les usines et engraisser les banquiers et autres prédateurs de la finance qui perçoivent profits

au passage et nous prélèvent des intérêts lorsqu'il s'agit d'une acquisition à crédit, faisant en sorte que la totalité de notre force de travail retourne dans le cycle du capital et que nous ne puissions plus arrêter de travailler jusqu'à notre retraite quand on a la chance de l'atteindre, autrement dit on s'est retrouvé enchaîné à vie au char du capitalisme y laissant au passage le peu de liberté qu'il nous restait, alors qualifier un tel processus ou son aboutissement de progrès social est pour le moins exagéré pour ne pas dire grotesque, cynique.

Pour justifier leur politique d'adaptation au capitalisme et couvrir leur capitulation politique, nos dirigeants ne pouvaient pas faire autrement que tenir ce discours, qui hélas nous a conduit où nous en sommes aujourd'hui. Ils ont déformé, dévoyé le constat selon lequel le capitalisme avait connu une phase ascendante jusqu'à la fin du XIXe siècle, une phase qualifiée de progressiste parce qu'elle avait donné naissance ou avait été accompagnée par des progrès spectaculaires dans le domaine des sciences et des techniques, ceux-ci étant à la fois la condition et le produit de la survie du capitalisme, et non pour satisfaire je ne sais quel objectif social ou humaniste, ce serait là prêter de généreuses intentions au capitalisme ou aux capitalistes qu'ils n'ont jamais eu.

Il faut toujours avoir à l'esprit que pour un ouvrier ayant vu sa condition améliorée, 1.000 ont vu la leur stagner ou régresser dans le pays ou dans le monde jusqu'à la fin de leur vie qui généralement fut plus brève, et plus douloureuse encore cela va s'en dire.

Changer les hommes ou changer la société, vous vous souvenez de la causerie où nous avons évoqué ce thème, j'avais expliqué que si on s'acharnait à vouloir changer les hommes avant de changer la société, ils sont tellement nombreux, face à des situations ou ayant connu des expériences tellement différentes, bourrés de faiblesses, manipulables à souhait, etc. qu'on n'en viendrait jamais à bout et cela revenait à abandonner l'objectif de changer la société, alors qu'une révolution permettait au contraire de faire prendre conscience à des millions de prolétaires de leur réelle condition et de changer du même coup la société.

Seul le renversement politique des rapports entre les classes au profit de la classe dominée peut entraîner la liquidation des rapports de production qui déterminent tous les rapports sociaux dans la société et déboucher sur une modification radicale du mode de pensée des exploités, sinon cela s'avèrera toujours impossible. Et si aujourd'hui pour convertir la population à l'idéologie néolibérale le législateur ou l'appareil policier de l'Etat recourt à la force, c'est parce qu'il n'est pas possible de procéder autrement pour imposer un changement dans la mentalité ou la psychologie des masses en conservant les mêmes rapports de domination de classe.

Et bien là c'est un peu la même chose, l'hypocrisie en plus, l'amélioration du sort de certaines couches de travailleurs précèderaient ou entraînerait l'amélioration des conditions d'autres couches et ainsi de suite dans un pays et dans le monde, or ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées, là encore on nous a raconté des histoires.

Ce qu'il y a de pernicieux dans leur théorie, car ils en ont fait leur stratégie, c'est qu'elle implique que le capitalisme serait synonyme de progrès social, ce qui est tout à fait logique puisqu'ils s'y sont adaptés, ils sont obligés de lui reconnaître des qualités qui en réalité ne sont que le produit de son développement historique et rien d'autres, comment cela demanderez-vous, mais parce que la plus belle fille ne peut donner que ce qu'elle a et bien c'est pareil avec le capitalisme, si certaines couches d'exploités peuvent profiter du progrès social ou se voir accorder des avantages c'est bien que le capitalisme était capable de les engendrer, vous me direz que ce sont plutôt les travailleurs qui en sont responsables et non le capitalisme, effectivement, sauf que c'est votre raisonnement de militant mais pas ce qui se passe dans le tête des travailleurs qui n'ont pas acquis ce niveau de conscience.

Pour eux, ils doivent tout au capitalisme, même s'ils savent ou plutôt disent que ce sont eux qui triment et non les actionnaires ou les patrons. Ils estiment aussi que sans leur patron la boîte dans laquelle n'existerait pas et ils n'auraient pas de boulot, donc au lieu d'espérer un jour en finir avec leur statut de salarié, ils souhaitent longue vie au patron et à l'entreprise qui les emploient. Maintenant on pourrait rectifier ou préciser ce qui a été dit plus haut, ce ne sont pas nos dirigeants qui reconnaissent des qualités au capitalisme mais les travailleurs, s'ils procédaient aussi ouvertement ils se démasqueraient et nous leur tomberions dessus, c'est plus subtil que cela, c'est en refusant de s'attaquer aux illusions des travailleurs dans le capitalisme qu'ils opèrent, en les flattant même, autrement dit ils laissent les travailleurs déployer leurs revendications sociales dans lesquelles sont incluses leurs illusions dans le capitalisme et ces dirigeants les reprennent sous forme de mots d'ordre et le tour est joué

Ils vous diront qu'ils ne sont que les porte-parole des travailleurs, qu'en aucun cas on peut leur attribuer ces illusions dans le capitalisme, etc. leur discours est bien rodé, on le connaît par coeur. Ils ont un autre argument qu'ils croyaient imparable mais qui est aussi foireux que leur théorie de la capitulation en bon ordre, si on employait un autre discours avec les travailleurs, entendez par là un discours où figurerait tout ce que vous avez pu lire dans nos causeries depuis août 2008, ils ne se mobiliseraient pas, ils prendraient peur et leurs jambes à leur cou, ils ne comprendraient rien à ce qu'on leur raconterait qui pourtant se situerait à leur niveau, sauf que voilà, apparemment même leurs discours au ras des pâquerettes les laissent indifférents, la démarche misérable qui consiste à recourir au plus petit dénominateur commun pour réaliser l'unité ne fonctionne pas, et lorsque les travailleurs se mobiliseront en masse, n'allez pas croire qu'ils répondront aux mots d'ordre en peau de chagrin de ces dirigeants, non, mais uniquement parce qu'ils ont décidé que la coupe était pleine et qu'ils ne pouvaient accepter un sacrifice de plus, c'est tout. Voyez-vous, leurs partis, ils sont quasi inexistant, totalement coupés des masses, alors vous ne croyez tout de même pas qu'ils pourraient conduire des millions et millions de travailleurs à descendre dans la rue, il faut être sérieux.

On poursuivra demain ou dans les jours qui suivent sur le thème suivant : doit-on subordonner notre politique à la recherche de résultats immédiats comme si tout était possible ou notre objectif politique doit-il être de faire plier ou reculer le gouvernement, dans les deux cas dans l'hypothèse où les travailleurs obtenaient gain de cause ne seraient-ils pas portés à soutenir le régime en place et le gouvernement au lieu de se mobiliser pour préparer les conditions qui permettraient de les renverser ? Quels enseignements politiques pourraient-ils tirer d'une telle démarche pour la suite de leur combat. Aucun, évidemment. Comme l'on sait d'avance qu'ils n'obtiendront pas gain de cause, cela ne revient-il pas à soutenir le régime en place et colporter des illusions dans ce gouvernement au lieu de les combattre ? Réforme sociale ou révolution ? En se situant sur le terrain du réformisme alors que toute réforme sociale est hypothétique ou improbable, n'est-ce pas adopter une position contre-révolutionnaire ?

Parole d'internaute

- *"Une gamine qui dit une connerie sur une ministre, quelques élu(e)s de bas étage qui se lâchent sur Internet... et on nous présente ça comme une montée du racisme en France: pourquoi les Français, moins bêtes qu'ils en ont l'air, cautionneraient une diversion du gouvernement, incapable d'esquisser un geste pour l'emploi et le pouvoir d'achat ? Pourtant le racisme devient vraiment préoccupant en France: quand MMlle. Roselmack, Belkacem, Benguigui et consorts chantent en chœur "Les Français sont racistes !", quoi de plus raciste que d'essentialiser ainsi "les Français" comme si "les Blancs" (car c'est bien de ceux-là qu'il s'agit) étaient essentiellement coupables, et tous les autres d'éternelles victimes ! Beurk !"*

Vous avez raison, ce sont elles qui sont racistes, elles ne s'en cachent pas, mais personne ne relève, la gauche et l'extrême gauche sont soumis au PS et à l'idéologie nauséabonde qu'il véhicule qui n'a rien à envier à celle du FN, en réalité elles sont complémentaires ou s'alimentent mutuellement.

Ce sont de vulgaires provocatrices, dont le discours a pour but de forcer ce que vous appelez les Blancs à se sentir agressés ou humiliés pour qu'ils réagissent violemment contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas, ensuite elles pourront proclamer : vous voyez que nous avons raison, les Français sont racistes.

ACTUALITÉ DU JOUR

Les chemins de l'enfer sont pavés de bonnes intentions.

- Les pays en développement cherchent à étendre leurs systèmes de protection sociale - lemonde.fr 15.11

Pour l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS), la volonté d'avancer est générale. *"De plus en plus de pays comprennent que la protection sociale n'est pas un coût mais un investissement pour les individus mais aussi pour le développement collectif des sociétés"*, affirme Edmundo Martinio, directeur de l'Observatoire de la sécurité sociale de l'AISS.

Qu'est-ce à dire *"le développement collectif des sociétés"*, seraient-ils animés par hasard par de généreuses intentions envers les travailleurs qu'on ne soupçonnait pas ? Vérifions-le en nous posant quelques questions élémentaires.

Qu'est-ce que l'AISS ?

L'AISS est une organisation basée à Genève au Bureau international du travail (BIT).

Ne rigolez pas, le Forum mondial de la sécurité sociale que l'AISS avait organisé cette année à Doha au Qatar s'est achevé hier. Choisir comme tribune internationale pour une si noble cause le pays de l'esclavage et de la charia, du salafo-takfiris, un régime barbare, quelle étrange idée, non ?

Et qu'est-ce que le BIT ?

Le BIT est le secrétariat de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui est une agence spécialisée de l'ONU.

Une agence de l'ONU, notre ennemi.

Voyons comment elle fonctionne. Comme l'OIT.

- Dotée d'une structure tripartite unique, elle réunit sur un pied d'égalité les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs pour débattre des questions relatives au travail et à la politique sociale.

Si vous savez compter comme moi, 1/3 de représentants des gouvernements, 1/3 de représentants des employeurs, cela fait 2/3 de représentants de notre ennemi de classe, et enfin 1/3 de représentants des travailleurs dont il faut soustraire les jaunes, après cela vous aurez compris qu'en fait de "*piéd d'égalité*", cette institution de collaboration de classes est entièrement sous la coupe de la classe dominante.

Mais alors qu'est-ce qui font les syndicats ouvriers ? Que voulez-vous qu'ils y fassent, ils collaborent, il faut vous faire un dessin, non, n'est-ce pas ?

On a bien compris que "*le développement collectif des sociétés*" ne concernait que les intérêts des capitalistes, qui, comme autrefois en Europe ont besoin d'esclaves en bonne santé et sachant au minimum lire, écrire et compter pour faire tourner leurs usines qui viendront rivaliser avec celles des pays dits développés et qui justifiera leur liquidation, à moins que les travailleurs de ces pays-là acceptent comme en Grèce d'être renvoyés un demi-siècle en arrière, là cela pourra se discuter au cas par cas, avec les syndicats qui se feront un plaisir de remplir leur nouvelle mission.

On les soupçonne même de pousser le cynisme plus loin pour bien les connaître, ils pourraient aussi concevoir que pour faire naître de nouveaux besoins parmi ces populations en Afrique, Asie et Amérique latine, et qu'elles puissent utiliser les biens correspondant (téléphone portable, ordinateur, Internet, etc., il faudrait qu'elles acquièrent un niveau de connaissance élémentaire, d'où la généralisation de la scolarité par exemple, il pourrait aussi envisager de favoriser l'accès aux études supérieures à certaines couches pour constituer une classe moyenne plus consistante qui écoulait des biens plus chers et de meilleure qualité, renfermant davantage de valeur ajoutée ou des biens d'équipement (voiture, habitation) par le biais d'un crédit ce qui permettrait de rentabiliser les investissements dans les infrastructures, sans compter les impôts et taxes qui iraient avec, à bon compte puisque tous seraient hyper exploités. Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dénoncer les progrès dans les domaines de la santé ou de l'accès à l'école dans ces continents, mais les arrière-pensées qui en sont à l'origine le plus souvent chez leurs promoteurs.

Nous allons oublier de préciser que parmi les Français qui avaient présidé le conseil d'administration du BIT depuis 1991 figuraient l'ancien président du CNPF (ex-Medef) Yvon Chotard, Philippe Séguin (RPR, ex-UMP), et enfin de juin 2012 à juin 2013, le vicomte Gilles (Marie, Ghislain, Louis Gauteron) de Robien (UDF, proche de Bayrou depuis). (source : Wikipédia) Il y a bien des dirigeants du mouvement ouvrier qui ont été ministres sous Chirac, alors où est le problème franchement ?

Parmi nous ils sont nombreux à se satisfaire des miettes que leur accorde le régime, nous, nous ne lui cédon rien, pas une miette, aucun compromis, nous ne lui reconnaissons absolument aucun mérite, ni hier, aujourd'hui ou demain, on est comme cela, intransigeant sur ce principe.

[Boycott, jamais nous ne participerons à cette stigmatisation et instrumentalisation pourries !](#)

Sos Racisme, la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), mais aussi des syndicats comme la CGT, la CFDT, l'Unsa et la FSU, mais encore des collectifs d'Outre-mer appellent à la mobilisation le 30 novembre.

Le PS organise un meeting «*contre les extrémismes*» avec Valls, Taubira et Peillon - 20minutes.fr

Le 27 novembre, le Parti socialiste organise un meeting à la Mutualité pour la "*défense de la République contre les extrémismes*". Manuel Valls et Vincent Peillon seront aux côtés de Christiane Taubira.

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti organise le 2 décembre une soirée de mobilisation "*contre la haine*" au théâtre du Rond-Point, à Paris. Des artistes et des représentants du monde culturel seront présents.

La deuxième commémoration de la "*marche des beurs*" aura lieu sous la forme d'une manifestation à Paris le 7 décembre. Un collectif d'associations d'immigrés a lancé un appel pour marquer les 30 ans de cette marche.

Une marche des républicains a été lancée sur Facebook par des jeunes "*citoyens*", dont certains militants au PS ont appelé à une "*marche des républicains*" le 8 décembre à Paris. L'appel a été lancé sur les réseaux sociaux dans une démarche "transpartisane". Le Nouvel Observateur 15.11

A bas l'ONU !

- L'ONU condamne les attaques racistes contre Taubira - Liberation.fr

Parole de sioniste assumé. A bas l'apartheid !

- Manuel Valls au Sénégal: "il ne faut jamais accepter le racisme" - AFP

Entre "**rats**".

- Morano (UMP) ne regrette pas d'avoir donné une interview à Minute - AFP

- Morano insulte Macé-Scaron sur Twitter - Liberation.fr

L'ex-ministre a traité de «rat» le journaliste de «Marianne». Liberation.fr 15.11

Tout cela fait au moins un imbécile heureux.

- Sarkozy vante la "Nouvelle société" contre les "archaïsmes" - Reuters

Pardon, deux :

- François Hollande: "La France reste un pays qui avance" - L'Express.fr

[Le gouvernement... de Bruxelles.](#)

- Bruxelles valide le budget 2014 de la France et l'incite à persévérer - AFP

La Commission européenne a adressé vendredi un bon point à la France, en validant son projet de budget tout en lui demandant de persévérer sur la voie des réformes, et a mis en garde l'Italie et l'Espagne contre des risques de dérapage l'an prochain.

Pour la première fois cette année, Bruxelles disposait d'un droit de regard sur les budgets des pays de la zone euro et pouvait demander des changements aux Parlements nationaux. Une prérogative dont elle n'a pas usé. Aucun pays ne devra revoir sa copie.

Le cas de la France était particulièrement surveillé car elle est souvent critiquée pour une incapacité chronique à se réformer.

Un diagnostic en partie démenti par la Commission: non seulement le projet de budget français est conforme à ses attentes, mais les objectifs de réduction des déficits pour 2013 et 2014 sont dans l'ensemble respectés.

"Le projet de budget français est basé sur des hypothèses macroéconomiques très similaires à celles de la Commission, ce qui ne fût pas souvent le cas par le passé", a estimé le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Olli Rehn, lors d'une conférence de presse.

En outre, la France "a pris les mesures nécessaires pour corriger son déficit en 2013/2014", a jugé la Commission, qui fonde son analyse sur les déficits structurels qui prennent en compte les effets de la conjoncture, contrairement aux déficits affichés, dits "nominaux".

"Même si le déficit nominal (4,1%) reste supérieur à ce qui était demandé en 2013, l'effort structurel est lui très proche des objectifs fixés", argumente l'exécutif européen, qui a accordé un délai de deux ans à Paris pour ramener son déficit public sous la barre des 3% de PIB.

En échange, Paris doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, retraites et marché du travail notamment, ramener son déficit à 3,9% en 2013, 3,6% en 2014 et 2,8% en 2015.

Le "sérieux" et la "crédibilité" de la politique budgétaire française ont été "pleinement validés", a réagi le ministre français des Finances, Pierre Moscovici. "Il y a une sorte de certification du sérieux et de la crédibilité de la politique budgétaire française", a-t-il insisté auprès de l'AFP. AFP 15.11

[Mafia, cadeau et casino !](#)

Mafia

- Japon: profits mirobolants des banques, les yakuzas en profitent - AFP

Cadeau !

- L'Europe va rembourser plus de 330 millions d'euros aux sucriers - AFP

Les sucriers européens, notamment allemands et français, vont récupérer plus de 330 millions d'euros auprès des Etats membres, pour solde de la politique de soutien aux exportations longtemps menée par l'UE, ont indiqué vendredi des sources européennes. AFP 15.11

Casino !

- Fed, BCE, BoJ rallient les marchés à leurs politiques expansives - Reuters

Elles visent à maintenir des taux courts très bas et à empêcher ou à enrayer une montée des taux longs dans des marchés d'autant plus nerveux qu'ils se sont habitués à une liquidité mondiale surabondante.

"Les banques centrales du G4 (Etats-Unis, zone euro, Royaume-Uni, Japon) sont soit en train d'envisager un assouplissement supplémentaire (BCE, BoJ) soit de vouloir combattre un marché devenu faucon", écrivent Vincent Chaigneau et Adam Kurpiel, stratégestes taux à la Société générale dans leur note hebdomadaire.

Selon eux, *"la Fed va reformuler sa " forward guidance " (indications prospectives de politique monétaire, ndlr) - dans un sens plus accommodant - quand elle commencera à réduire ses achats d'actifs" (tapering) l'année prochaine.*

Ces politiques continueront à profiter aux actifs risqués, actions, obligations privées et aux emprunts des Etats périphériques de la zone euro.

Fabrice Cousté, directeur général de CMC Markets, commentant le discours de Janet Yellen, estime que les conditions sont ainsi réunies pour que *"les marchés boursiers concluent l'année sur les chapeaux de roue"*.

"L'exceptionnel environnement d'expansion monétaire sera donc maintenu dans les prochains mois, les investisseurs boursiers ne peuvent que s'en réjouir", dit-il. Reuters 15.11

L'expansion monétaire étant sans commune mesure avec les richesses produites, cela signifie qu'ils ont décidé de continuer à hypothéquer les profits à venir, y compris ceux qui devraient être consacrés à la satisfaction des besoins croissants de la population laborieuse mondiale, de telle sorte que c'est l'avenir du capitalisme qui est un peu plus compromis chaque jour. On pourrait s'en réjouir si on était capable d'en tirer profit, or ce n'est pas le cas, donc ce seront les masses qui en feront les frais...

ACTUALITE EN TITRES

Intox. L'Assemblée : c'est le gouvernement !

- A l'Assemblée, le gouvernement finit toujours par gagner - L'Express.fr

Qu'elles y restent !

- Greenpeace : Cotillard, Jouanno, Batho et d'autres se mettent en cage - Atlantico.fr

Qu'on les élimine !

- Le chômage des handicapés explose de 60% en quatre ans - Francetv info

La guerre de classe de Warren Buffet

- Amérique du Nord: Heinz ferme 3 usines, 1.350 emplois supprimés - AFP

La course à la surpopulation.

- Pékin va assouplir sa politique de l'enfant unique - Liberation.fr

Selon l'agence officielle Chine nouvelle, les couples dont au moins l'un des membres est lui-même enfant unique seront autorisés à avoir deux enfants. Liberation.fr 15.11

Les bienfaits du 11 septembre 2001

- La CIA surveillerait les transferts de fonds internationaux - Reuters

La CIA surveille les transferts de fonds internationaux au même titre que la National Security Agency les appels téléphoniques et les courriers électroniques, rapportent jeudi le New York Times et le Wall Street Journal.

Ces données, qui portent notamment sur les transactions effectuées via des compagnies telles que Western Union, sont rassemblées dans une base de données financières et d'informations personnelles collectées en vertu du Patriot Act, législation antiterroriste adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, précisent les deux journaux, citant des membres de l'actuelle administration et de la précédente.

Elles ne concernent pas les transferts qui ne sortent pas des Etats-Unis ni les transactions entre banques américaines, ajoutent-ils. Reuters 15.11

L'ONU et la CPI sont illégitimes : qu'ils jugent G. W. Bush et Obama.

- L'ONU refuse le report du procès des dirigeants kényans par la CPI - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : 600 paramilitaires se rendent à l'armée - french.irib.ir

Près de 600 paramilitaires se sont rendus ces derniers jours aux forces de l'armée syrienne, à Damas et à Homs.

Selon Tasnim qui se réfère à la Voix de la Russie, un grand nombre de paramilitaires se sont désarmés et rendus aux forces de l'armée syrienne au cours de ces 72 dernières heures. Ce succès est dans une large mesure le résultat d'une décision, celle qui consiste à fermer les itinéraires de secours à destination des paramilitaires au Sud de la capitale, dit un responsable militaire syrien. french.irib.ir 15.11

2- Libye

- Libye: plus de 31 morts et 285 blessés dans les heurts de Tripoli - AFP

Au moins 31 personnes ont été tuées et des centaines blessées vendredi lorsqu'une manifestation pacifique contre la présence de milices dans la ville a dégénéré en affrontements à Tripoli, où la population est exaspérée par les combats entre bandes armées. AFP 15.11

3- Israël

- Objectif israélien au Néguev - french.irib.ir

Adalah, le groupe de défense des droits des arabes israéliens, accuse le gouvernement d'installer de nouvelles villes juives tout en expulsant les habitants bédouins.

Une organisation de défense des droits de l'homme, basée en Israël, a accusé le gouvernement de promouvoir des politiques « racistes » avec sa décision de créer une ville juive à la place d'un village bédouin. Le cabinet israélien a approuvé dimanche la création de « deux nouvelles communautés du Néguev » dans la partie désertique du sud d'Israël, les désignant comme Kesif et Hiran. Selon Suhad Bishara, directrice de l'unité pour la terre et la planification à l'association israélienne Adalah de défense

des droits de la minorité arabe, « *la construction d'Hiran permettra d'accélérer la démolition du village non reconnu Umm el-Hieran dans le Néguev et d'expulser ses habitants* ».

Suhad Bishara a dénoncé la création de nouvelles villes juives dans le Néguev et l'expulsion des habitants bédouins, comme la démonstration que le gouvernement israélien était principalement motivé par « *des politiques racistes* » contre les citoyens arabes bédouins. Le ministère israélien du logement et de la construction, qui est chargé de l'exécution du programme, a prétendu que les accusations étaient sans fondement. « *Jusqu'à présent, leurs demandes ont été rejetées par les différentes juridictions et par un certain nombre de comités pour la construction et la planification des comités, tous disant que rien n'est propriété des Bédouins là où Hiran doit être construit* », a déclaré le porte-parole du ministère Ariel Rosenberg.

« *Ainsi, toute allégation de racisme devrait être rejetée d'emblée - la loi est la même pour tous* », a-t-il osé dire... (Chutzpah typique - NdT)

Un projet de loi prévoyant le déplacement forcé de 30 000 à 40 000 Bédouins, la démolition d'environ 40 villages et la confiscation de plus de 70 000 hectares de terres du Néguev, a été approuvé par le gouvernement en janvier et par le Parlement en première lecture en juin.

Le projet de loi doit passer deux lectures au Parlement avant de devenir loi . french.trib.ir 15.11

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2013

CAUSERIE

Nétanyahou président, Hollande son ministre des Affaires étrangères.

Parole d'internaute

(Suite à la visite de Hollande en Israël, lire l'extrait d'un article du Monde)

1- *"Il serait temps que le Premier Ministre ou le Chef de l'État français veuillent bien expliquer à l'opinion publique les raisons pour lesquelles la France est en train de devenir un allié inconditionnel d'Israël au même titre que les États-Unis. Ce net infléchissement de la politique étrangère française - aux conséquences imprévisibles - pourrait être justifié par l'intérêt général national sur le plan géo-politique et/ou économique. Toutefois, cela demanderait à être quelque peu explicité..."*

Appelons les choses par leurs noms si vous le voulez bien.

Hollande est un social-libéral, autrement dit un néolibéral (tout en étant incapable de l'assumer), autrement dit un sioniste ou un porte-parole de l'oligarchie financière. Partant de là il n'est donc nullement question de "*l'intérêt général national*" dans sa démarche ou sa politique, le seul intérêt qu'il connaît, c'est celui de l'oligarchie financière. Sa politique consiste donc à défendre ses intérêts en France comme en Israël ou partout dans le monde, d'où l'alignement de sa politique étrangère sur Israël et la tendance la plus réactionnaire de Washington, celle du loby sioniste, CQFD.

2- *"Nous croisons les doigts pour que Hollande ne cède pas (à Nétanyahou - ndr!) et qu'il laisse enfin cet accord historique se signer avec l'Iran."*

C'est bien mal le connaître ou ne rien comprendre.

Au sein même des sionistes il existe plusieurs tendances dont la plus dure ou extrême qu'incarne Nétanyahou ou en général les autorités israéliennes quel que soit le parti ou la coalition au pouvoir. Et c'est parce que cette tendance ultra réactionnaire sait que l'existence même d'Israël et la sienne dépend uniquement du soutien politique et militaire de Washington, cette tendance n'étant en réalité que le relais politique au Moyen-Orient du néolibéralisme ou sionisme dont le quartier général est installé aux États-Unis (et à Londres), qu'elle adopte cette position envers l'Iran. D'ailleurs, c'est toute sa politique étrangère qui est dictée par cette exigence qui peut entrer en contradiction avec les intérêts ou la stratégie néolibérale définie par les sionistes qui siègent au sommet du sionisme international aux États-Unis : les banquiers.

Maintenant, les promoteurs du mondialisme ou de la stratégie néolibérale doivent adapter leur tactique en fonction des derniers développements de la crise du capitalisme dans le monde, parfois le tournant qu'ils impriment à leur politique

étrangère correspond à une étape ou un objectif intermédiaire qu'ils s'étaient fixés, et d'autres fois face à des obstacles imprévus ou apparemment insurmontables il leur faut la modifier sans pour autant changer globalement de stratégie, parfois encore estimant avoir atteint leur objectif, ils passent tout simplement à l'étape suivante de leur plan.

Evidemment, quand on ignore, qu'on refuse de tenir compte ou qu'on nie l'existence même de cette stratégie, on sera incapable de comprendre leurs revirements imposés par le contexte ou décidés à l'avance, et on fournira une interprétation erronée de la situation ou des rapports qui existent entre les différents protagonistes sur la scène mondiale.

Pour ne pas s'égarer, il faut partir ou toujours avoir à l'esprit que c'est la crise du capitalisme qui détermine leur politique, tout le reste vient se greffer dessus ou demeure secondaire. Un exemple pour l'illustrer.

Vous avez sans doute entendu dire ou lu dans de nombreux articles que l'impérialisme américain était en train de se déployer militairement en Asie, etc. Pratiquement au même moment les autorités chinoises annoncent qu'elles vont donner un coup d'accélérateur à la liquidation des acquis sociaux de la révolution chinoise au profit du marché, l'économie capitaliste qui devient leur nouvelle égypte. Comment interpréter ces deux événements et quels rapports existe-t-il entre eux ?

Le déploiement de la flotte américaine dans le Pacifique n'a rien à voir avec une soi-disant guerre à venir entre les Etats-Unis et la Chine, il a été commandé par l'état-major de l'armée américaine sous influence du cartel des banquiers sionistes de la Fed pour d'une part donner l'illusion qu'une menace de guerre planerait au-dessus de la tête de chaque Chinois, argument qui pour le moment demeure en réserve ou n'est pas activé ou alors à un faible niveau par les autorités chinoises, à ma connaissance, mais qui le sera le moment venu ou si nécessaire, par exemple au cas où la situation économique mondiale se dégradait encore et conjointement, la mise en oeuvre accélérée du libéralisme économique se traduisaient par des tensions sociales dans toute la Chine mettant en difficulté le régime de Pékin ; d'autre part, pour faire pression sur les courants au sein du Parti (dit) communiste chinois ou dans la société opposés à la mainmise de l'oligarchie sur l'économie du pays, tout en soutenant ceux qui y sont favorables.

Provisoirement, en conclusion disons qu'il s'agit à la fois d'une provocation et d'un moyen de pression destinés à aider les autorités chinoises à passer en douceur au capitalisme ou assumer ce passage tout en contrôlant ses conséquences, donc à liquider les acquis sociaux de la révolution chinoise au profit de l'oligarchie chinoise tout en cédant le pouvoir politique à ses représentants, opération qui en principe devrait être facilitée par la concentration du pouvoir politique entre les mains du parti unique, d'ailleurs la plupart ou la totalité des oligarques sont membres du parti maoïste, mais qui pourrait aussi déboucher sur des difficultés politiques, car parmi les masses chinoises il existe une puissante aspiration à l'indépendance politique qui pourrait se traduire par la constitution de syndicats et de partis ouvriers, ce qui cependant ne devrait pas constituer une vraie menace pour le régime, puisque la plupart seront : soit corrompus dès le départ par le capitalisme, soit incapables de renouer avec le marxisme, de plus, si nécessaire les autorités favoriseront ou créeront de toutes pièces des partis qui auront pour fonction d'être les pendants des nouveaux partis ouvriers, le tout permettra de diviser les masses à l'infini dans cet immense pays très peuplé et préviendra ainsi toute mobilisation massive à venir...

Deux compléments.

1- Israël appelle la France à ne pas "**fléchir**" face à l'Iran - lemonde.fr

- Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a appelé, vendredi 15 novembre, la France à ne pas "**fléchir**" face à l'Iran dont le programme nucléaire sera au centre de négociations à Genève à partir du 20 novembre.

"*Sur le dossier iranien, nos deux pays défendent des positions communes depuis de nombreuses années, quelle que soit la majorité au pouvoir, et nous poursuivons ce partenariat essentiel avec le président Hollande. Nous saluons sa position cohérente et déterminée sur le dossier iranien*", a-t-il dit. "*Ma conviction est qu'on ne doit pas baisser la garde*" face à l'Iran, un régime que M. Nétanyahou qualifie d'"*agressif, violent, messianique et apocalyptique*". lemonde.fr 15.11

L'Iran n'a jamais déclaré la guerre à qui que ce soit, ce qui n'est pas le cas de l'Etat sioniste, le seul Etat nucléarisé de la région.

2- - L'UE s'obstine à entraver la levée des sanctions bancaires contre l'Iran. - french.irib.ir

Vendredi soir, l'UE a réimposé les sanctions levées par le tribunal de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers.

L'UE, qui avait été condamnée, par la Cour de justice européenne, pour avoir sanctionné les compagnies iraniennes, a décidé, vendredi, de rétablir ses sanctions, annulées par la justice, en septembre, à l'encontre de sept établissements financiers, au lieu de faire appel, auprès de la Cour de cassation. Ces dernières années, les pays européens et les Etats-Unis ont imposé, sous prétexte d'empêcher toute dérive, dans le programme nucléaire iranien, vers un volet militaire, de dures sanctions économiques et financières contre l'Iran. Ces sanctions ont été adoptées, alors qu'aucun document établissant une dérive, dans le programme nucléaire pacifique de l'Iran, n'a, jamais, été présenté.

Les objectifs politiques de l'Occident, consistant à isoler l'Iran, notamment, par les pressions des groupes liés au régime sioniste, ont donné lieu à l'adoption de sanctions illégales, à l'encontre des établissements économiques et financiers de ce pays. A la suite de la plainte portée par certaines compagnies, banques et établissements financier iraniens, la Cour de justice européenne a ordonné, le 6 février, la levée des sanctions des banques Mellat et Saderat. Ce tribunal a également donné l'ordre, le 6 septembre, de la levée des sanctions imposées, par l'UE, à l'encontre de 7 établissements iraniens, à savoir, la Poste-banque iranienne, la compagnie d'assurance de l'Iran, la compagnie de navigation Goodluck, la Banque de développement de l'exportation, la Banque internationale Persia, la Banque Refa-e-Kargaran et la compagnie d'ingénierie et de construction navale.

La Cour de justice européenne, 2ème Cour européenne, avait annoncé que, comme l'UE n'avait pas pu présenter les documents établissant l'implication de ces établissements, dans le programme nucléaire controversé de Téhéran, de ce fait, l'imposition de sanctions, à leur encontre, était illégale. Actuellement, des semaines après le verdict rendu par la Cour de justice de l'UE, annulant les sanctions, cette Union cherche à réagir contre la stratégie anti-sanctions de la RII. Cette décision a été prise, lors de la réunion ministérielle de l'Europe, et sans avoir procédé à un vote. Elle intervient, alors que l'administration américaine a évoqué le dégel des avoirs de l'Iran et cherche à convaincre le Congrès de suspendre les sanctions supplémentaires contre ce pays, ce qui témoigne d'une divergence sérieuse, au sein des pays occidentaux.

L'acte de sabotage de la France, lors des négociations de la semaine dernière, à Genève, entre l'Iran et les 5+1, est encore à la Une des médias et fait l'objet des analyses des milieux politiques. Le prochain tour des négociations aura lieu, le 20 novembre, et si la décision des ministres économiques de l'UE de réimposer les sanctions levées par la Cour de justice de l'UE, à l'encontre de sept établissements financiers iraniens, est approuvée par les gouvernements européens, cela sera de mauvais augure et constituera un mauvais signe, de la part de l'UE, renforçant plutôt cette hypothèse qu'en principe, certaines parties européennes ne s'intéressent guère à la résolution de la question du nucléaire de l'Iran. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les homosexuels, la prostitution, les femmes et les enfants battus, l'huile de palme, les boissons énergisantes, le racisme, 1914, etc. qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir nous sortir pour tenter de remonter la pente ?](#)

- Hollande, bat le record d'impopularité d'un président français depuis 1958 - AFP

La cote de popularité du président François Hollande a baissé en novembre de 3 points à 20%, le score le plus bas enregistré par un président français depuis la création en 1958 de la Ve République, selon le baromètre de l'Ifop pour l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche.

Le précédent record était détenu par François Mitterrand avec 22% en décembre 1991, au cours de son second mandat.

Son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait atteint son plus bas niveau de popularité en avril 2011 avec 28% de satisfaits.

Ce n'est que chez les sympathisants socialistes que la cote de popularité de François Hollande est supérieure à 50%, avec 54% de satisfaits, mais elle subit là aussi une forte baisse (9 points).

Chez les sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts, parti membre de la majorité, M. Hollande enregistre 26% de satisfaits (-9). Chez ceux du Front de gauche, les satisfaits s'élèvent à 27% (-1).

Concernant Jean-Marc Ayrault, la cote de popularité du Premier ministre s'érode aussi avec 23% de satisfaits.

Mais M. Ayrault ne bat pas le record établi par les Premiers ministre Edith Cresson et Raymond Barre, qui avaient atteint 18% seulement de satisfaits. AFP 16.11

[Les places seront si "chères".](#)

- Têtes de liste PS aux européennes : Désir, Peillon... et des surprises - lemonde.fr

Les places éligibles dans six mois sont chères, tant le scrutin de mai s'annonce difficile pour un PS impopulaire dans un climat anti-européen fort. Lors des précédentes élections, en 2009, les socialistes n'avaient réalisé que 16 % des voix, envoyant seulement quatorze eurodéputés au Parlement de Strasbourg. Rien n'indique pour l'instant qu'ils fassent mieux en 2014.

Dans le Sud-Est, le ministre de l'éducation Vincent Peillon va, comme prévu, être tête de liste avec, en deuxième position, Sylvie Guillaume, eurodéputée sortante et le politologue Zaki Laïdi, proche de Manuel Valls, numéro 3. Le cas de M. Laïdi a été l'objet d'un long blocage durant la nuit, les "*vallistes*" du PS ayant été durs à convaincre pour qu'il figure en numéro 3 sur la liste.

La situation juridique de M. Peillon en est la cause. Théoriquement, M. Peillon, une fois élu à Strasbourg, démissionnera pour rester ministre du gouvernement. Mme Guillaume prendra alors sa place et M. Laïdi, même s'il n'a pas été élu en mai, intégrera le Parlement de Strasbourg par effet domino. Mais que se passerait-il dans quelques mois si jamais M. Peillon n'était plus ministre ? En pareil cas de figure, M. Laïdi devrait se retirer pour laisser siéger M. Peillon et Mme Guillaume. Un scénario-catastrophe qui ne satisfait pas du tout les amis de M. Valls...

Dans la région Est, la situation n'est pas définitivement réglée. Catherine Trautmann, eurodéputée depuis 1989 (excepté entre 1997 et 2004 lorsqu'elle a été ministre des gouvernements Jospin), a été désignée tête de liste. Mais son avenir n'est pas assuré. "*Il serait plus correct de dire qu'elle est première socialiste sur la liste*", corrige un membre du PS. Car Edouard Martin, le syndicaliste CFDT de Florange, pourrait être intronisé. lemonde.fr 16.11

Ils sont misérables n'est-ce pas ? A vous dégoûter de la politique, non ? Et ils ne le font même pas exprès, c'est naturel chez eux ! Et dire qu'il y en a qui courent après !

Commentaire d'un internaute désabusé.

- "*Toute cette soupe pour faire élire des gens qui, de toute manière, ne feront que des apparitions sporadiques à Strasbourg, histoire de rester sur le pay role. (...) Quelle mascarade.*"

Monsieur, vous êtes très loin du compte, ils sont pire que de vulgaires boutiquiers, ces misérables affairistes sont prêts à défendre n'importe quelle position ou cause du moment qu'ils obtiennent un poste et les prébendes qui vont avec.

On comprend dès lors que ce ne sont pas ces gens-là qui dirigent véritablement le pays, mais des technocrates à la solde de la classe dominante. Eux, tout comme Hollande, les ministres, les députés ou les sénateurs ne sont que des porte-parole, des pantins, des marionnettes, des hommes ou femmes de paille ou de main, des impuissants, mais pas des êtres stériles, plutôt du genre morts pions cupides et tournés vers leur toute petite personne en quête d'un statut social à défaut d'être reconnus d'utilité publique par ceux qui malgré tout les élisent sans plus trop savoir pourquoi à la longue...

La plupart sortent de grandes écoles ou sont bardés de diplômes qui ne leur serviront plus tard une fois entrés en politique, qu'à lire et rendre public, défendre les résumés de rapports ou d'études qui leur auront été transmis par leurs secrétariats ou celui d'autres institutions auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil, et encore dans le cas d'Edouard Martin il faut reconnaître que leur statut ne nécessite même pas de posséder les qualités nécessaires pour accomplir cette mission, celle de perroquet ou de comédien de télé-réalité suffira amplement.

Le boycott de ces élections est la seule position conforme aux intérêts des travailleurs, si l'on ne tient pas à cautionner une institution supranationale du capital dont la seule raison d'être est de liquider tous nos droits sociaux et politiques.

[Vert mine de rien crépusculaire.](#)

- Congrès EELV : la motion soutenue par Cécile Duflot en tête - lemonde.fr

La motion "*pour un cap écologiste*", soutenue par la ministre Cécile Duflot, est arrivée en tête des sept motions des votes des militants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), samedi 16 novembre dans une sorte de "*premier tour*" avant le congrès national du 30 novembre.

Les 10 000 adhérents d'EELV étaient invités à choisir samedi entre les sept motions et étaient appelés à désigner les 600 délégués au congrès qui prendront les décisions finales à Caen (30 novembre et 1er décembre). Selon plusieurs sources, "*moins de 50 %*" des adhérents se sont déplacés pour voter. La direction n'était pas en mesure samedi de donner les chiffres exacts. lemonde.fr 16.11

Commentaire d'un internaute attentif.

- "*La 1ème motion (celle de la camarilla des élus) obtient 38,29%, la 2ème 20,58%, la 3ème 17,07%. On a des pourcentages au centième près et la direction n'est pas en mesure de donner la participation exacte? Il y a là un curieux mystère. Moins de 50% de participation sur au maxi 10 000 adhérents. Un parti qui a deux ministres (de façade), deux groupes parlementaires et qui mobilisent moins de 5000 adhérents, il y a là encore un mystère inavoué. Les Verts ne sont même pas un groupuscule.*"

On en connaît qui font encore mieux, on n'ose même pas ou plus les citer tellement on en a honte pour eux, qui ne sont même

plus foutus d'annoncer publiquement combien il y a d'adhérents dans leur parti.

Cela dit, vous avez raison monsieur, on connaissait la mémoire sélective, maintenant on doit reconnaître l'existence facultés au fonctionnement sélectif, qui n'a rien à voir ici avec un quelconque état de santé il faut préciser ! On dit aussi qui peut le plus peut le moins, chez eux c'est l'inverse, entendez par là qu'ils ne connaissent que le moins, pour les autres, le plus ils se le réservent, les fruits pourris c'est pour vous si vous préférez...

Il y en a qui doivent encore se demander pourquoi le PS accorde tant d'importance à un parti qui rassemble aussi peu d'adhérents. Parce que le thème de l'écologie fait partie de la stratégie des néolibéraux depuis les années 70-80, je vous ai mis sur la piste, en principe si vous êtes de fidèles lecteurs de nos causeries vous connaissez la suite sur le bout des doigts.

[CGT : Un syndicat licencieur. Quand la CGT se fait patron et propose de "supprimer autant de postes que les autres candidats".](#)

- La CGT fait sa révolution culturelle chez Kem One - lemonde.fr

Quelque chose est en train de bouger à la CGT. Souvent jugé archaïque, figé dans une pure opposition au patronat, le premier syndicat français s'est au contraire lancé chez Kem One dans une expérience audacieuse et constructive.

Pour sauver ce groupe chimique de 2 600 personnes placé en redressement judiciaire fin mars, la CGT a élaboré un plan associant les créanciers, le personnel et la direction dans le cadre d'un montage très sophistiqué. « *Pour la CGT, c'est une vraie révolution culturelle* », commente Jean Rollet, coordinateur CFE-CGC de Kem One.

Peu de chances que cette offre estampillée CGT soit retenue face à des candidats bien plus classiques, en particulier le fonds Open Gate, très motivé et déjà présent dans la filière du plastique.

« *Mais au moins, cette fois-ci, on ne pourra pas dire que les braillards de la CGT sont rétrogrades !* », s'exclame Jean-Marie Michelucci, un élu du syndicat.

« *Avec ces candidats, on risque de retomber dans les mêmes travers que ceux qui nous ont amenés au désastre, juge M. Michelucci. Une fois de plus, ils voudront sortir avec un gain maximum au bout de trois ou quatre ans. C'est pourquoi nous avons essayé de bâtir une alternative crédible.* »

Pour y parvenir, la CGT s'est tournée vers Jean-Marie Valentin, un avocat d'affaires plutôt habitué à travailler pour les grands groupes et les fonds d'investissement.

Son projet consiste à confier la majorité du capital à une fiducie, une structure non spéculative qui serait détenue par les créanciers actuels de Kem One, comme Arkema, Total, EDF, Solvay, etc.

« *Kem One aurait ainsi un actionnaire de long terme, réunissant tous ceux qui ont intérêt à son redressement* », plaide Me Valentin. Et au lieu d'abandonner leurs créances, ces industriels auraient une chance de bénéficier du retour à meilleure fortune de l'entreprise, lors de sa possible revente dans sept ou huit ans.

Bien sûr, ce plan suscite bien des questions. Jamais une fiducie n'est encore devenue l'actionnaire-clé d'un grand groupe industriel. Encore moins sur proposition syndicale. « *En outre, la CGT prévoit de garder la direction, et de supprimer autant de postes que les autres candidats, relève un salarié. Cela fait s'étrangler certains !* » lemonde.fr 16.11

No comment, ce salarié a tout dit.

ACTUALITE EN TITRES

Que pourraient-ils faire sinon "*ni mieux, ni moins bien*"

- L'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que Hollande pour 55% des Français - AFP

Une majorité des Français (55%) pense que l'UMP ne ferait "*ni mieux, ni moins bien*" que François Hollande et le gouvernement si elle était au pouvoir, selon un sondage Ifop. AFP 16.11

Ils sont perspicaces parfois...

... seulement...

- 52% des Français pour une dissolution de l'Assemblée - Le Nouvel Observateur

- Une petite majorité des Français ont une mauvaise opinion d'Aubry - AFP

Une petite majorité de Français (52%) ont une mauvaise opinion de l'ex-première secrétaire du PS, Martine Aubry. AFP 16.11

... sauf à gauche, normal sans boussole...

- Sondage exclusif : Martine Aubry plébiscitée par la gauche - LeParisien.fr

Selon notre sondage exclusif BVA à paraître dimanche dans «*Le Parisien - Aujourd'hui en France*», 88 % des sympathisants de gauche ont une bonne opinion de Martine Aubry. LeParisien.fr 16.11

A bas la gauche !

[Offensive mondiale de la réaction.](#)

- Manifestations à travers le monde pour soutenir les "30" de Greenpeace - AFP

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Silvio Berlusconi a annoncé samedi lors du congrès de son parti de centre-droit le retrait de son soutien au gouvernement de coalition d'Enrico Letta tout en admettant son incapacité à le faire chuter en raison de la défection de plusieurs de ses élus.

La veille, Angelino Alfano, secrétaire général du Peuple de la Liberté (PDL) et ancien fidèle du "*Cavaliere*", a en effet annoncé la création d'un groupe parlementaire dissident soutenant le gouvernement.

Silvio Berlusconi, qui entend redonner au PDL son ancien nom de Forza Italia lors du congrès, s'est dit "*chagriné*" par cette décision mais néanmoins "*ouvert à la coopération*" avec ses anciens partisans.

"*Il est très difficile de penser que nous pouvons rester alliés au Parlement, et par-dessus tout assis autour de la même table au gouvernement, avec quelqu'un qui veut la mort politique de votre chef*", a dit aux délégués du parti Silvio Berlusconi.

Enrico Letta s'est prononcé en faveur de la déchéance du "*Cavaliere*" de son mandat de sénateur après sa condamnation pour fraude fiscale. La Haute Assemblée doit se prononcer par un vote en séance plénière le 27 novembre.

Les dissidents regroupés autour d'Angelino Alfano, au nombre d'une vingtaine d'élus, devraient permettre au "*governissimo*" d'Enrico Letta de se maintenir au pouvoir. Reuters 16.11

2.1- Scission dans le parti de Berlusconi, lâché par Alfano et les "*renovateurs*" - AFP La rupture entre Silvio Berlusconi et son ancien dauphin Angelino Alfano, a été entérinée samedi, alors que le Cavaliere avait tenté in extremis d'éviter une scission entre "*loyalistes*" et "*renovateurs*" pour relancer sa formation Forza Italia.

M. Alfano, un avocat sicilien de 43 ans qui a fait toute sa carrière à l'ombre du Cavaliere a acté vendredi soir son "*divorce*" d'avec son mentor, entraînant dans son sillage plus de 50 parlementaires (sur environ 200) qui formeront des groupes autonomes sous l'étiquette "*Nouveau centre droit*" (NCD).

Lors d'une conférence de presse en fin d'après-midi, M. Alfano, vice-Premier ministre dans le gouvernement gauche-droite

d'Enrico Letta, a justifié un "*choix très amer, douloureux mais juste*", annonçant le ralliement de nombreux élus locaux à son mouvement, dont une "*convention*" nationale actera la naissance "*dans les prochaines semaines*".

"*Il nous était impossible de faire précipiter le pays dans une crise politique qui aurait encore aggravé la situation des Italiens*", a affirmé le quadragénaire.

M. Alfano, qui a précisé que les cinq ministres ex-PDL avaient adhéré au NCD, a dit espérer que "*Forza Italia continue à apporter son soutien au gouvernement*".

Pour le quotidien La Stampa, cette scission est "*le premier acte de l'après-Berlusconi*" avec une conséquence immédiate: "*le gouvernement est sauvé, avec une nouvelle majorité, plus restreinte mais également plus soudée*". AFP 16.11

SOCIAL

1- Espagne.

Nettoyage partiel des rues de Madrid ce samedi malgré la grève - Reuters Des équipes de nettoyage sous escorte policière commenceront ce samedi à enlever les déchets qui encombrant les rues de Madrid alors que la grève des éboueurs se prolonge faute d'accord avec leurs employeurs, a annoncé la municipalité madrilène.

Les rues et les parcs de Madrid ne sont plus nettoyés depuis un mouvement de grève lancé le 5 novembre pour protester contre un plan de licenciement de 1.134 personnes sur les 6.000 employés à la propreté de la capitale espagnole.

Le mouvement ne concerne que le personnel chargé de vider les poubelles dans les rues et les parcs publics. La collecte des ordures ménagères des 3,2 millions d'habitants de la capitale n'est pas affectée.

Les divisions propreté des sociétés espagnoles OHL, Sacyr et FCC, qui sont sous contrat avec la ville de Madrid, ont proposé de ramener le nombre de licenciements à 296. Mais les syndicats ont rejeté l'accord, parce qu'il se serait traduit par une réduction des salaires, qui sont actuellement autour de 1.000 à 1.200 euros par mois.

La mairie de Madrid précise avoir porté plainte contre les sociétés de maintenance qui ont, dit-elle, l'obligation de maintenir un service minimum pendant les conflits sociaux.

Ce projet de faire appel à du personnel de remplacement sera annulé en cas d'accord de fin de grève, a précisé un responsable du service de presse de la ville.

Les travailleurs pressentis pour vider les poubelles sont sous contrat avec la société publique Tragsa, spécialisée dans les services d'urgence comme la lutte contre les incendies de forêts ou le nettoyage des marées noires. Elle ne fournira que 40% des heures habituelles de nettoyage.

Un responsable syndical a indiqué vendredi que des heurts entre grévistes et salariés réquisitionnés n'étaient pas à exclure. Reuters 16.11

2-Italie

Des dizaines de milliers de personnes - 30.000 selon la police, 100.000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Naples pour protester contre la pollution de terres par des déchets toxiques enfouis illégalement par la mafia, a constaté un photographe de l'AFP.

Sous une pluie battante, les manifestants, regroupés derrière des banderoles dénonçant le "*biocide*" en cours dans les environs de Naples, ont réclamé que terrains et eaux souillées soient assainis.

Brandissant pour certains des photos de leurs proches décédés du cancer, les manifestants ont crié "*non à la Camorra*", la mafia napolitaine, à l'origine de ces enfouissements massifs.

Le mouvement, qui se veut comme "*un fleuve en crue*" que rien ne pourra arrêter, entend dénoncer la nocivité des fumées toxiques issues de l'incendie des déchets, qui ont conduit les habitants à surnommer cette zone, située entre Naples et Caserta, "*la terre des feux*" ou "*le triangle de la mort*".

De nombreux élus locaux, dont le maire de Naples Luigi di Magistris, ont participé à la manifestation, ainsi que des associations de défense de l'environnement.

Selon l'association Legambiente, en 22 ans, plus de 440 entreprises, situées essentiellement dans le centre et le nord du pays, ont enterré quelque 10 millions de tonnes de déchets industriels à cet endroit. AFP 16.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 22h20 à Pondichéry

On a échappé hier à un cyclone qui était annoncé sur le sud de l'Inde, juste un gros coup de vent et beaucoup de pluie, on a eu plus de chance que nos amis des Philippines et du Vietnam auxquels on pense évidemment.

15 nouveaux articles en ligne. Quand il y en a peu à mettre en ligne j'ai le temps de les lire en diagonale ou en entier pour certains et de sélectionner ceux que je ne publierai pas du genre : on verra bien ce que donnera l'élection de Bachelet au Chili, c'est tout vu ! Il y a plein de gens qui écrivent et qui n'ont rien à dire, qu'est-ce qu'on perd comme temps à lire des articles insignifiants. Bon courage pour lundi.

Lundi 13h45 à Pondichéry, 9h15 à Paris

Avec la causerie du jour vous avez matière à réflexion pour plusieurs jours !

[La collusion entre la finance et le pouvoir politique est totale.](#)

- Etats-Unis: Geithner rejoint le fonds Warburg Pincus - AFP

L'ancien secrétaire au Trésor de l'administration Obama, Timothy Geithner, va rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus en tant que directeur général, a annoncé le fonds dans un communiqué samedi.

M. Geithner, 52 ans, qui a passé l'essentiel de sa carrière dans la fonction publique, rejoindra le fonds en mars, indique le communiqué.

Basé à New York, Warburg Pincus, créé en 1966, gère plus de 35 milliards de dollars d'actifs et a des participations dans quelque 125 entreprises dans le monde entier.

Le groupe a notamment joué un rôle dans le rachat de sociétés comme le géant du secteur ophtalmologique Bausch et Lomb ou les magasins de luxe Neiman Marcus.

"Nous sommes ravis d'accueillir Tim qui apporte l'expérience d'un fort leadership, une profonde compréhension de l'économie et des marchés et une approche mondiale des enjeux", a affirmé Charles Kaye, co-président du fonds.

M. Geithner sera chargé de la stratégie globale de la gestion des portefeuilles ainsi que de la structure d'organisation du fonds et de ses relations avec les investisseurs.

Après avoir quitté ses fonctions, il avait rejoint l'antenne new-yorkaise d'un centre de réflexion américain spécialisé dans les affaires étrangères, le Council on Foreign Relations, en tant que *"membre émérite"*. Il a également tenu des conférences et séminaires sur les crises financières dans plusieurs universités.

Auparavant, M. Geithner a occupé à 42 ans le prestigieux poste de président de la Banque de Réserve fédérale de New York, jusqu'en 2008. AFP 16.11

Paul Warburg est surtout connu comme étant le principal promoteur de la Réserve fédérale des États-Unis. Pour décrire son projet de commission monétaire qui donna naissance à la Réserve Fédérale il écrit : « *Le plan de la commission monétaire relève*

des conceptions de la banque d'Angleterre, qui confie l'entière gestion aux mains des hommes d'affaires sans concéder au gouvernement une part quelconque dans la gestion ou le contrôle. L'argument fort de cette théorie est que l'activité de la banque centrale, comme celle de toute autre banque, est fondée sur le crédit et que l'évaluation des crédits est une affaire qui doit être laissée entre des mains expertes, et que le gouvernement doit être tenu à l'écart des affaires...».

En 1907, il publie les pamphlets Défauts et besoins de notre système bancaire et Plan pour une Banque centrale modifiée. Ses efforts portent leur fruit en 1913 avec la fondation de la Réserve fédérale. Il est nommé membre du premier conseil de la Réserve fédérale par le président Woodrow Wilson, y restant jusqu'en 1918.

Il proposera sa démission en juin 1918, après l'entrée en guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne. Elle sera acceptée au motif que son frère allemand, Max Warburg, après avoir pris les commandes de la banque familiale, était devenu conseiller du chancelier allemand Guillaume II. Celui-ci le nomma à la tête du service secret allemand en tant que conseiller financier en chef et conseiller en intelligence stratégique. Max Warburg représenta l'Allemagne à la conférence de paix de Versailles de 1918-1919 et Paul Warburg y représenta les Etats Unis. Ils y négocièrent les conditions de reddition de l'Allemagne et des réparations de guerre.

Il est devenu directeur du Council on Foreign Relations à sa fondation en 1921, restant dans son conseil d'administration jusqu'à sa mort.

Par l'intermédiaire de Wall Street, il aurait joué un rôle dans le développement de l'I.G. Farben, dont l'une des filiales produisait le Zyklon B, utilisé dans les camps d'extermination des prisonniers juifs.

Il cherchera à instituer une banque centrale mondiale.

Faisons une petite pause et récapitulons.

Timothy Geithner a été président de la Banque de Réserve fédérale (FED) de New York et membre du Council on Foreign Relations (CFR) avant de rejoindre le fonds d'investissements américain Warburg Pincus.

Pour ne prendre que Paul parmi les banquiers de la famille Warburg il fut le principal architecte de la FED et fut nommé directeur du CFR de sa fondation en 1921 à sa mort le 24 janvier 1932.

Le mimétisme est parfait. La collusion entre le politique et la finance aussi, à ceci près que dans la famille Warburg ils sont répartis les rôles... des deux côtés de l'Atlantique, la suite en anglais est gratinée.

Qui était Max Warburg

Beginning in 1933, Max Warburg served directly under Hjalmar Schacht on the board of the Reichsbank, under the Nazi regime, before emigrating in 1938.

(Au début de l'année 1933 Max Warburg travailla à la Reichsbank sous la direction de Hjalmar Schacht, sous le régime nazi, avant d'émigrer en 1938.)

Before World War two, Max Warburg served on the board of directors of Interessen Gemeinschaft Farben or I.G. Farben, the giant German chemical firm that produced Zyklon B gas used in Nazi extermination camps. His brother Paul Warburg served on the board of directors of I.G. Farben's wholly owned American subsidiary. (However, Paul Warburg died in January 1932, before Hitler was elected Chancellor.) The Kilgore Committee Report of 1942 indicated that all I.G. Farben board members had precise and prior knowledge that Zyklon B was being used to murder civilians in concentration camps, with no attempt made to halt production of the gas after such murders were understood. I.G. Farben was crucially instrumental in funding the rise to power of the Nazi Party, and also in building up the industrial and war-making capabilities of Germany once the Nazis were in power while simultaneously attempting to restrict industrial production materials to countries marked for invasion by Nazi Germany, all of this to such a degree that all German board members other than Max Warburg were charged after World War II as war criminals.

(Avant la Seconde Guerre mondiale, Max Warburg faisait partie de l'équipe de direction de Interessen Gemeinschaft Farben or I. G. Farben, le géant allemand de l'industrie chimique qui produisait le gaz Zyklon B qui était employé par les nazis dans les camps d'extermination. (Cependant, Paul Warburg est mort en janvier 1932, avant que Hitler devienne chancelier) [on se demande ce que vient faire ici cette précision] Il a été précisé dans le rapport du Comité Kilgore de 1942 que tous les membres de la direction de I.G. Farben savaient que le gaz Zyklon B était employé pour tuer des civils dans les camps de concentration et qu'ils ne firent rien pour arrêter la production de ce gaz après que de de tels crimes aient été connus. I.G. Farben a été l'instrument décisif de la montée du parti nazi au pouvoir, et aussi de l'accroissement de la capacité de l'industrie de guerre allemande une fois que les nazis étaient au pouvoir pendant que simultanément il s'employaient à restreindre leur production à destination des pays destinés à être envahis par l'Allemagne nazi, tout cela à un degré tel que les membres Allemands de sa direction autre que Max Warburg furent accusés après la Seconde Guerre mondiale de crimes de guerre)

Virtually all members of the German Warburg family had fled to the United States or Great Britain by 1938. (Pratiquement tous les membres de la famille allemande Warburg s'étaient enfuis aux Etats-Unis en 1938.)

J'ai traduit entièrement ce passage hier soir en m'aidant du Grand Robert et Collins électronique que j'avais acheté.

Il est précisé dans la page que Wikipedia lui a consacré, que Max Warburg a vendu sa banque en 1938 avant d'émigrer aux Etats-Unis.

Question : Le régime nazi était forcément au courant de cette transaction, la vente d'une banque ne passe pas inaperçue, n'est-ce pas? Les nazis l'ont donc autorisé à vendre sa banque, empocher une somme d'argent qui devait être rondelette et dont ils avaient sans doute besoin, et ils l'ont autorisé à embarquer tranquillement pour New York. Quel traitement de faveur dites-vous, tous les juifs n'ont pas eu cette chance, hélas ! Mais bon, tous les juifs n'étaient pas banquiers et les protégés du régime nazi, après la Nuit de Cristal cela aurait posé problème, on comprend !

De 1932 à 1938 la famille des banquiers Warburg coopéra avec le régime nazi sans être inquiétée par la suite, comme toutes les familles de banquiers de l'époque, c'est valable encore aujourd'hui ou depuis 2007-2008, les scandales s'enchaînent mais aucun banquier n'a été poursuivi en justice, encore moins envoyé en prison.

Pour revenir à notre article, Ddnc à peine sortie de l'administration américaine un de ses ex-membres rejoint une institution financière ou une banque. Précédemment, c'était l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, qui avait rejoint Goldman Sachs. Avant lui Tony Blair avait été recruté par JP Morgan, l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson, par Lazard, l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder par Rothschild, et tous sont passés par le groupe Bilderberg présidé par Rockefeller, ainsi la boucle est bouclée, quand vous avez un ministre à un poste clé dans un gouvernement, c'est comme si vous aviez un employé d'une des plus puissantes banques de préférence américaine au gouvernement.

Une fois qu'ils sont passés par un gouvernement, s'ils ont fait du bon boulot pour leurs maîtres, ils mettent directement leur expérience acquise (et bien davantage) au sommet de l'Etat à leur service, en quelque sorte ils assurent le service après-vente moyennant une rente confortable.

[S'ils le disent eux-mêmes...](#)

- La vertu qui venait du Nord... (ou pas) : les critères au nom desquels Bruxelles contrôle nos budgets nationaux sont-ils toxiques
- atlantico.fr 16.11

Extrait.

Atlantico: Depuis le traité de Maastricht, l'Union européenne a adopté tout une série de règles économiques (maintenir le déficit en dessous de 3% du PIB et la dette sous la barre des 60% du PIB, limiter la balance commerciale courante à 6% d'excédents, ne pas dépasser 2% d'inflation). Quelles sont les vertus de ces règles et leurs éventuels effets pervers ?

Nicolas Goetzmann : Il n'est pas absurde de poser des règles de vie commune dans une union, cela est évident, encore faudrait-il qu'elles aient un sens. La règle des 3% de déficit date de 1981, et a été imaginée sur un coin de table alors que la France était confrontée à une situation économique exactement opposée à celle que nous vivons. C'est-à-dire une période de forte inflation alors que c'est la déflation qui menace aujourd'hui. Passons. Sur la base de cette règle des 3%, d'autres critères ont été imaginés sur des suppositions qui prêtent à sourire. Voici l'idée qui a été retenue: si un pays peut creuser ses déficits à hauteur de 3%, il est possible de stabiliser son endettement à 60% du PIB puisque l'on peut prévoir une croissance nominale de 5%. Ils prévoyaient une croissance nominale de 5%... C'est ce raisonnement qui est venu valider la règle de 60% d'endettement. En effet, si la croissance est stable à ce niveau, tout fonctionne parfaitement. 3% de déficit correspondent bien à 60% d'une croissance à 5%, c'est merveilleux. Ce qui est saisissant aujourd'hui est que ces critères sont devenus des dogmes, alors même que les hypothèses retenues lors de leurs conceptions sont totalement invalidées. Je veux parler de la croissance nominale de 5% qui était sensée se partager en une croissance de 3% et une inflation de 2%. J'insiste sur un dernier point: vous pouvez constater que toutes les statistiques sont sous contrôle, sauf une, le taux de chômage. Un déficit de 5% est un scandale, par contre 30% de chômage est considéré comme acceptable.

Ce qui est intéressant ici, c'est que ce constat accablant pour l'Union européenne et tous les gouvernements qui se sont succédés depuis Maastricht figure dans un portail à tendance néolibérale qui soutient le régime en place, à croire qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer ou qu'ils paniquent face au monstre qu'ils ont engendré ou soutenu ou plutôt ses conséquences qui pourraient conduire à une explosion sociale incontrôlable...

[Si un néolibéral pur jus lave Lénine et Trotsky de toute accusation de collusion avec l'ennemi, on ne pourra pas le soupçonner de partie pris.](#)

Quand un intellectuel infréquentable à nos yeux blanchit Lénine et Trotsky des accusations de collusion avec l'ennemi qui avaient été portées contre eux pour régler ses comptes avec des antisémites pour le compte des néolibéraux, on exulte !

Voilà un pur régal! Parmi les adeptes de la théorie du complot et d'autres d'ailleurs, ils s'en trouvent pour faire des amalgames douteux ou pourris s'il en est entre sionistes et communistes, qui seraient alliés de longue date pour instaurer un nouvel ordre mondial, cela remonterait étrangement à l'époque de la révolution russe de 1917. Ils affirment un tas de choses qu'on n'a pas les moyens de vérifier, sauf à se lancer dans des recherches qui prendraient un temps considérable ou même de devoir se déplacer dans plusieurs pays pour examiner certains documents, impossible en ce qui nous concerne.

Du coup, face à une telle entreprise destinée à la fois à salir la mémoire des deux principaux dirigeants de la révolution d'Octobre et à déstabiliser ou convaincre les militants de tourner le dos à leurs enseignements qui seraient finalement le produit de manipulateurs, nous ne pouvions que nous en remettre à leur expérience et leur héritage politique, laissant tomber ces arguments invérifiables en les classant parmi le torrent de calomnies qui s'est abattu sur eux depuis 1917 de la part de nos ennemis.

Là ce qui est formidable, j'ai découvert cela par hasard, c'est qu'un porte-parole du néolibéralisme blanchisse Lénine et Trotsky de toute collusion avec des banquiers, alors que dans plusieurs vidéos des intellectuels critiques envers la finance ou le néolibéralisme avaient repris ces calomnies envers Lénine et les bolcheviks, autrement dit, ils s'étaient démasqués eux-mêmes comme porte-parole d'une théorie du complot qu'ils dénonçaient par ailleurs ou plutôt ils s'employaient eux-mêmes à verser dans une théorie du complot en y associant les bolcheviks, qui évidemment n'avaient absolument rien à faire avec la stratégie des banquiers sionistes anglo-saxons, ce dont je n'avais jamais douté, mais sans preuve ou argument à leur opposer. Les voilà.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Jacob_Schiff

Selon Pierre-André Taguieff cité dans cet article (voir Le Meilleur des mondes, le Cercle de l'Oratoire - le néo-conservatisme français. (wikipédia)

Le rôle de Schiff dans les événements de 1917 a suscité de nombreuses hypothèses. Le 13 janvier 1917, il aurait reçu à son domicile Léon Trotsky, qui travaillait alors à New York pour la première version de la revue sociale-démocrate *Novy Mir*. Selon le journaliste d'extrême droite Henry Coston, Trotsky avait été présenté à Jacob Schiff par la direction du journal socialiste juif *The Forward*. Trotsky a nié avoir reçu de l'argent de Jacob Schiff. Quand le gouvernement du Tsar tomba en 1917, Schiff crut que l'oppression que subissaient en Russie les Juifs - et d'autres - allait se terminer. Il envisagea donc avec sympathie le gouvernement de Kerensky. Il leva donc les obstacles qui empêchaient jusqu'à alors son entreprise de prêter à la Russie. Mais lorsqu'apparut le gouvernement soviétique de Lénine et Trotsky, Schiff devint à nouveau fortement opposé à toute aide à la Russie. (Cette précision ne figure pas dans les vidéos mentionnées plus haut. Précisons aussi que parmi les intellectuels français qui se disent antisionistes ou anticapitalistes, certains d'entre eux se servent de ces arguments pour en fait masquer leur anticommunisme primaire ou leur antisémitisme ou encore justifier la fréquentation de personnes liées à l'extrême droite, sous-entendant : pourquoi pas puisque les bolcheviks fréquentaient des banquiers sionistes ou acceptaient leur argent. - ndr) (...)

Dès sa mort on assiste en Allemagne à l'apparition d'affirmations soutenant qu'il avait financé la révolution russe, affirmation aujourd'hui jugées fausses. De même en France en 1932, Jacob Schiff fut placé par le journal *L'Ami du peuple* au centre d'une campagne antisémite contre "*les financiers qui mènent le monde*". Dans une série d'articles, placés sous le signe explicite des Protocoles, François Coty prétendait dénoncer un complot des "*hautes sphères de la finance judéo-germano-américaine, complice des Soviétiques*". Toutefois malgré l'accumulation de détails sur Schiff la campagne de Coty ne peut produire de faits réels et si Schiff rencontra Trotsky, Coty doit finalement reconnaître que l'entrevue "*n'eut cependant rien de décisif*" et qu'il ignore "*l'importance des fonds qui furent mis à la disposition de Lénine et de Trotsky*". Par la suite de telles exploitations antisémites de la figure de Schiff continuèrent, s'appuyant sur les publications des années 1920-1930 : c'est ainsi que dans son "*pamphlet conspirationniste*". *Les Financiers qui mènent le Monde* (1955), l'auteur antisémite Henry Coston s'inspira des articles de Coty. Les publications qui soutiennent ces théories du complot prétendent s'appuyer sur un certain nombre de documents comme un télégramme du 21 septembre 1918 par lequel Raphael Scholan, dit Haparanda avertit Léon Trotsky qu'un compte à son nom vient d'être ouvert dans une banque de Stockholm. Mais de sérieux doutes existent quant à l'authenticité de ces documents qui furent publiés pour la première fois en octobre 1918 dans *The German-Bolshevik Conspiracy* ouvrage élaboré par un bureau de propagande de guerre afin de montrer que Lénine et Trotsky étaient des agents allemands. L'authenticité de ces documents fut tout de suite discutée et ne semble plus actuellement retenue.

(...)

On trouve aussi souvent mention du fait que Lénine fut reconnaissant et fit rembourser par l'État russe 450 millions de dollars à la banque Kuhn, Loeb & Co entre 1918 et 1922, thèse qui remonte au moins aux ouvrages de Jacques Bordiot auteur conspirationniste condamné à la libération et proche d'Henry Coston et qui a été repris récemment dans la *Nouvelle Revue d'histoire*. Cette information, en général attribuée au dernier ambassadeur de l'Empire russe aux États-Unis ne figure pas dans les ouvrages scientifiques sur la question. (Wikipedia)

Excellent, j'ai terminé cette partie de notre causerie à 2h du matin.

Lénine était d'une honnêteté absolue, tout comme Trotsky, Marx ou Engels, ils sont inattaquables sur ce plan-là. Nos dirigeants nous ont trop raconté d'histoires pour qu'on les croit aussi honnête, quand la confiance est brisée, il est impossible de revenir en arrière.

Imposture. Les chiens de garde du régime se mobilisent, la meute enragée est lâchée !

Le goût du pouvoir ou de la "réussite" sociale est guidé par l'ambition personnelle et non par un idéal humaniste, on devrait même dire qu'ils sont incompatibles ou s'éliminent réciproquement.

Quoi de plus naturel en somme que des personnages réunissant ces deux tares, notamment, propres aux mégalomanes, prennent la plume ou se mobilisent pour défendre une cause qui sert uniquement leurs intérêts personnels ou flatte leur bonne conscience, rajoute une touche supplémentaire de cynisme à l'atmosphère nauséabonde qui se dégage du régime et de la politique réactionnaire du gouvernement massivement rejetée dans le pays.

Que ces misérables manants en viennent à théoriser ce qui au départ n'était que le produit d'une vulgaire manipulation montée de toutes pièces par le PS et la Garde des Sceaux à partir d'incidents somme toutes banals, témoigne à la fois qu'ils sont prêts à employer des méthodes exécrables pour parvenir à leurs fins, la vilénie qui anime leurs véritables intentions, ainsi que le désarroi qui s'est emparé de Hollande, son gouvernement et son parti à l'approche d'échéances électorales qui s'annoncent comme un défi impossible à relever et qui devrait se traduire pour eux par une cinglante défaite, autrement dit, ils sont déterminés à employer tous les moyens pour tenter de sauver les meubles ou les apparences qui ne sont pas à leur avantage.

Pour réussir leur coup médiatique dégoulinant d'arrière-pensées puantes, la vermine s'est offerte les services d'une actrice décrépie, ignarde et sénile qui a dû sa carrière autant à ses talents qu'à sa faculté d'user de ses charmes, ainsi qu'une crapule sortis des poubelles du régime pour propager leur venin à défaut de convaincre la majorité des masses exploitées des bienfaits de leur politique antisociale, rétrograde, décadente.

Citons les principaux : Outre Jeanne Moreau qui ferait fuir ma petite-fille si elle la voyait, l'imposteur professionnel et sioniste patenté Bernard-Henri Lévy, flanqué d'une scribouillarde schizophrène qui incarne le néant, Christine Angot, une hystérique, égérie de la désinformation, faussaire et spécialiste des amalgames les plus ordures contre des journalistes indépendants, Caroline Fourest, une belle brochette d'ordures et de médiocrités. Il faut bien se dire que pour soutenir une telle opération et un tel régime, ils ne peuvent recourir (de plus en plus) qu'à cette catégorie de personne, la plus insignifiante qui soit, car ceux qui ont un minimum d'intelligence ou qui sont capables de faire preuve de discernement ou d'esprit critique seraient incapables de se livrer à un exercice aussi méprisable.

On en a eu confirmation ce matin en lisant des centaines de commentaires laissés par des internautes sur le Net, qui exprimaient leur profonde consternation, leur ras le bol ou leur dégoût de cette instrumentalisation du racisme qui ne concerne en réalité qu'une infime minorité de la population, 7% selon un sondage.

Quelques commentaires avisés d'internautes

- Bienvenue en République bananière !
- Ils vont encore nous faire chier combien de temps avec cette histoire ?
- Qu'ils arrêtent de nous les briser, avec cette polémique à deux balles créée juste pour faire diversion par rapport aux vrais problèmes du pays !
- Ca y est on nous refait le coup, nous sommes tous des juifs allemands, nous sommes tous des roms, nous sommes tous des épagneuls bretons, marre de l'indignation permanente et calculée de la pseudo intelligenzia de gauche
- Des millions de personnes d'origines étrangères ne se sont pas senti viser alors pourquoi en faire un plat.
- Cette polémique inutile va faire l'effet inverse: il y aura de plus en plus de racistes.
- BHL, Christine Angot, Yann Moix, Caroline Fourest... OK, on comprend réellement le pourquoi du comment de cette comédie, montée de toutes pièces
- Lorsque l'on a des soutiens comme BHL, on n'a plus besoin d'ennemis !

- Le sionisme étant du racisme BHL le soutien de Taubira est pire que ceux qu'ils dénoncent !
- Hollande soutient Nethanyahu, BHL soutient le gouvènement Hollande = échange de bons procédés.
- Pourquoi BHL n'est pas en Libye ? Les milices qu'il a armées sont en train de terroriser la population civile !
- BHL cette ordure sioniste qui flatte les musulmans mais est le 1er à fomenter des guerres en Lybie ou Syrie. Français d'origine immigrée, cessez de vous faire manipuler. Rappelez vous que ces mondialistes ont voulu la balkanisation des pays arabes comme en Irak, selon un projet de "*frontières de sang*" (ou éclatement ethnico-religieux).
- Quant on dit "*malin comme un singe*" à un blanc c'est sympa, si on le dit à un noir c'est raciste, y a un problème !
- "Sous le titre "*Nous sommes tous des singes français*", l'actrice Jeanne Moreau"

A quel titre se permet-elle de nous mettre dans le même panier qu'elle?

- Taubira ami du dessinateur de chez "Minute" David Miège, j'oterais plutôt pour une imposture ! Et oui comment détourner et occuper l'opinion publique avec des "*faux problèmes*", c'est une manipulation. Et je comprends son désir de ne pas porter plainte dans un explication qui n'a aucun sens. Et il faut remarquer que les médias lui viennent en aide pour gonfler la situation.

- « *Nous sommes à un tournant identitaire. Les Guyanais de souche sont devenus minoritaires sur leur propre terre* », ajoutait en écho Christiane Taubira, député et membre du Parti radical de gauche." Merci elle nous montre la route !

- "*La Guyane aux Guyanais* » scandait Christiane Taubira en 1999, allez voir sur internet quel culot !

-Vous trouverez ses propos sur YouTube : "*La préférence nationale dans les dom-tom c'est pas raciste*".

- Soit le qualificatif de singe est une insulte et il est à combattre, soit ce n'est pas une insulte et il n'y a pas à polémiquer.

Mais si c'est une insulte, en rajouter une couche en traitant les Français de singes met Jeanne Moreau et BHL au même rang que les rédacteurs de minute.

Des médias très réactionnaires sont enthousiastes et de la partie, normal !

- Tous au meeting de soutien à Christiane Taubira ! - LePoint.fr
- BHL, Moix et Angot s'engagent aux côtés de Christiane Taubira - lepress.fr

Et pendant ce temps-là...

- La lutte contre les inégalités, au coeur des préoccupations des Français - AFP

84% des Français considèrent que la lutte contre les inégalités devrait être prioritaire, selon ce sondage. AFP 17.11

Hollande est là pour les accroître...

...et l'"**ami**" d'un Etat raciste sévissait et le revendiquait...

- Hollande en Israël: "*Je suis votre ami et je le resterai toujours*" - L'Express.fr

Parole d'internaute.

1- "*Quelle honte ! Je passe sur le discrédit international porté à l'image de la France et à toute considération d'ordre moral ou de justice... Mais pour quelles obscures raisons un président très impopulaire prend la défense d'un Etat appliquant une politique d'apartheid ? Surement pas pour essayer de redorer son image auprès des Français qui rejettent massivement la politique de colonisation et de spoliation à l'encontre du peuple Palestinien.*"

On se fout de l'image de la France comme Hollande se fout bien de son image. Hollande soutient l'aile néolibérale la plus à droite, la pire qui existe en politique, vous ne comprenez pas ?

2- *"Le vieux sympathisant socialiste que je suis commence à être très, très inquiet. Hollande et Fabius poursuivent quel but en "torpillant" les initiatives de Obama? Qu'ils s'expliquent!"*

Lui non plus il ne comprend rien aux rapports qui existent au sein de la classe dominante, qui le comprend d'ailleurs ? Peu de travailleurs et de militants en réalité. (lire les causeries des derniers jours, tout y est ou presque)

3- *"On notera que cette déclaration d'un homme qui parle en notre nom est faite en terre d'Israël, comme si les décisions de politique extérieure française et le blocus qui frappe le peuple iranien nous concernait moins que l'extrême droite israélienne à laquelle Hollande s'adresse. En résumant, Hollande envoie Fabius casser le processus de négociation avec les Iraniens et va rendre compte à l'état hébreux de sa position. Que représente pour lui, l'opinion des Français sur le sujet ?"*

Que dal, rien ! Vous vous attendiez à quoi au juste ?

ACTUALITE EN TITRES

L'"**efficacité**" de la dictature bureaucratique.

- Le communisme fait-il de la Chine l'économie capitaliste la plus efficace au monde ? - Atlantico.fr

Les bas coûts salariaux et la compétitivité chinoise ne sont pas exclusivement liés à l'existence d'un parti unique. Ils reflètent essentiellement le développement du pays. D'autres pays ont des coûts bas, sans être communistes. Mais le syndicat unique contrôlé par le PCC empêche les ouvriers de se rebeller et d'améliorer leurs conditions de travail. Atlantico.fr 17.11

Ah bas les vieux, l'ennemi à abattre... ou à plumer !

- Pourquoi le vieillissement de la population est l'ennemi juré de la croissance française- Atlantico.fr

Vue du ciel ou des quartiers chics de Saint-Germain des Prés, c'est chouette !

- La pauvreté vue du ciel - Liberation.fr

- Pape François : "Prenez un peu de miséricorde comme médicament pour le coeur" - LePoint.fr

... ou plus terre à terre...

- TVA: Gattaz (Medef) favorable à la hausse pour abaisser le coût du travail - AFP

Front uni sionisme et et sionisme arabe.

- Quand Téhéran rapproche Israël et monarchies arabes - LeFigaro.fr

C'est une façon de régler le problème que l'on soutient.

- Grèce: un groupe inconnu d'extrême gauche revendique le meurtre des deux néonazis -L'Express.fr

Stratégie du chaos

- Craintes d'une nouvelle escalade de la violence en Libye -LeMonde.fr

- La flambée terroriste va-t-elle faire éclater l'Irak ? - LeFigaro.fr

Les Irakiens et les Libyens peuvent remercier au passage les amis de Taubira et Taubira elle-même...

ACTUALITÉ DU JOUR

Vocifération sans lendemain d'un illusionniste.

- Mélenchon: Hollande est "sorti du frigidaire des années 70-80" - AFP

C'est l'époque où Mélenchon s'est mis au chaud au PS !

- Comme on lui demandait sur France 5 si le président Hollande, qui bat des records d'impopularité, pouvait encore tenir trois ans et demi à l'Elysée, M. Mélenchon a tenté d'éluder : "Ce personnage passera (...) je ne m'occupe pas de lui".

(Pour Mélenchon quoi qu'il arrive Hollande doit aller au bout de son mandat. -ndlr)

Vous pensez qu'il est dans une tour d'ivoire et ne voit rien des effets de la crise ? "Absolument ! Rien ! Et il est entouré de technocrates qui n'ont aucune espèce de conviction politique et qui ont une calculatrice dans la tête", a répondu Jean-Luc Mélenchon. (Comme vous en vous présentant aux européennes en 2014, non ? - ndlr)

(Ben voyons, Hollande ne voit rien, n'entend rien, il est au courant de rien, impossible, il lui suffirait de prendre connaissance des sondages ou d'ouvrir son poste de radio ou de télévision pour comprendre au quart de tour ce qui se passe, Mélenchon le ménage, il est est le complice, non, qu'est-ce qu'il faut déduire de son comportement d'après vous. - ndlr)

"Il s'est entouré de banquiers, de hauts techniciens ce n'est pas comme ça qu'on dirige la France (...)", a-t-il ajouté, "il faut tracer une ligne d'horizon. Que faisons nous, nous les Français, à part payer les dettes ? C'est quoi notre but dans la vie ? Autrefois on a fait le train à grande vitesse, on a fait la fusée, moi j'ai proposé l'économie de la mer comme espace de développement. Bon sang mais il faut un peu avoir de l'ambition, pas simplement regarder la pointe de ses chaussures et espérer passer entre les gouttes à chaque manifestation!" AFP 17.11

(L'ambition n'est pas ce qu'il lui manque à Mélenchon, il trimballait un passé (trotskiste) qui n'était pas compatible avec un ministère important sous un président du PS, c'est l'unique raison pour laquelle il a quitté le PS, il espérait devenir incontournable et que le président élu issu du PS lui offrirait sur un plateau un ministère clé, c'est raté, il n'est que la cinquième roue du carrosse après le PS, EELV, le PRG et le PCF !

Du coup en guise d'"ambition" il se rabat sur "l'économie de la mer" avec son seau et son épuisette, quel pître, quel minable, même la Commission européenne fait mieux avec la réforme de la taille des réservoirs des toilettes ! C'est à croire que chez lui le regard ne porte pas plus loin que le bout de son nez !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France. Visite d'un "**chef de guerre**" (Le Figaro) en Israël.

Plutôt gêné aux entournures dans son costume de président, François Hollande manifeste un penchant de plus en plus évident pour l'uniforme de chef de guerre. Dès son arrivée en Israël dimanche, il a comblé, voire dépassé les attentes de ses hôtes en professant une fermeté sans équivoque sur le dossier du nucléaire iranien. LeFigaro.fr 18.11

Il a trouvé les mots pour plaire. "Nous n'admettrons jamais que l'Iran puisse détenir l'arme nucléaire. Parce que c'est une menace pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour le monde", a déclaré François Hollande, dimanche 17 novembre, de la résidence du président israélien, Shimon Pérès, à l'issue d'un entretien avec ce dernier.

"Nous cherchons un accord. Nous voulons un accord. Car nous pensons que la diplomatie est préférable à toute autre voie ou issue. Mais cet accord ne sera possible que si l'Iran renonce définitivement à l'arme nucléaire", a poursuivi le président français. Quelques minutes plus tôt, M. Pérès avait salué la fermeté française dans ce dossier. "Israël a beaucoup de respect pour la position forte de la France afin d'arrêter les ambitions dangereuses de l'Iran", avait expliqué le chef de l'Etat hébreu.

"Tamid esha'er haver shel Israel !" Accueilli en grande pompe par le président Shimon Pérès et le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dès son atterrissage à Tel-Aviv, M. Hollande entendait visiblement faire honneur au "tapis rouge" que

M. Nétanyahou avait annoncé dérouler pour la visite du président français. Au point de le clamer, en hébreu dans le texte : *"Je resterai toujours un ami d'Israël"*. Ce que n'avait fait, de mémoire d'observateur, aucun des présidents français en visite dans ce pays.

"Fidélité", "cohérence" et "soutien indéfectible de la France", a déclaré dans une courte allocution M. Hollande, à peine le pied posé sur le tarmac de l'aéroport Ben-Gourion. Le chef de l'Etat s'est inscrit dans le "fil historique" des visites historiques de ses prédécesseurs en Israël, citant en particulier François Mitterrand : *"Depuis la première visite officielle d'un président de la République française en Israël – c'était en 1982, c'était François Mitterrand – tous les présidents sont venus en Israël pour apporter le témoignage de l'engagement de la France envers votre pays."*

NÉTANYAHOU SALUE LA POSITION FRANÇAISE

Auparavant, lors de la cérémonie d'arrivée, M. Nétanyahou s'était félicité de la *"position ferme"* de Paris contre *"les tentatives impossibles à stopper de l'Iran pour se doter d'armes nucléaires"*. *"Il ne faut jamais permettre à l'Iran d'acquérir des armes nucléaires. Cela ne mettrait pas en danger seulement Israël et les autres régimes et Etats du Moyen-Orient mais aussi la France, l'Europe et le monde entier,"* a plaidé M. Nétanyahou.

La France a publiquement exprimé, le week-end dernier, à Genève, son opposition à un projet d'accord provisoire en négociation entre l'Iran et les puissances du P5+1, dont elle fait partie avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Chine, Grande-Bretagne et Russie) et l'Allemagne.

Les négociations reprendront mercredi à Genève, quelques heures après la fin de la visite de François Hollande en Israël, qui doit être dominée par le dossier nucléaire iranien. lemonde.fr 17.11

Plus tard, lors d'une conférence de presse avec M. Netanyahu, M. Hollande a formulé *"quatre exigences"* pour un *"accord intermédiaire"*: *"mettre l'intégralité des installations nucléaires iraniennes, sous contrôle international, dès à présent"*, *"suspendre l'enrichissement à 20%"*, *"réduire le stock existant"* et *"arrêter la construction de la centrale d'Arak"*.

"Je fonde de grands espoirs dans les négociations que vous avez engagées avec les Palestiniens. Elles devront déboucher sur une paix juste, durable, définitive qui épuisera toutes les revendications", a-t-il souligné.

Dans un entretien au Financial Times, l'ex-chef du Conseil de la sécurité nationale Yaacov Amidror a assuré qu'Israël était capable de stopper toute capacité nucléaire militaire iranienne *"pour très longtemps"*, avertissant que son armée de l'air *"effectuait des vols à très longue portée (...) partout dans le monde"* pour se préparer à une éventuelle frappe contre l'Iran.

Enfin, M. Hollande, qui est accompagné de six ministres dont celui de l'Economie, va tenter de relancer des relations commerciales que Paris juge indignes *"de la qualité de la relation politique"*, la France n'étant que le 11e fournisseur d'Israël.

"Je suis venu pour qu'il y ait une nouvelle impulsion à notre relation et notamment sur le plan économique (...) Vous êtes à la pointe de technologies qui font l'admiration du monde entier", a-t-il souligné. AFP 17.11

Hollande en valet zélé du sionisme s'est aligné à 100% sur leurs positions les plus droitières. Normal. Et le désarmement nucléaire et chimique d'Israël, quoi, connaît pas, cela n'existe pas...

A bas Hollande : dégage !

SOCIAL

Espagne

Les agents de nettoyage des rues et jardins ont mis fin dimanche 17 novembre à onze jours de grève à Madrid, dont les rues étaient jonchées de débris. Les services de nettoyage des voies publiques et des jardins de cette ville de 3,2 millions d'habitants étaient en grève illimitée depuis le 5 novembre contre un plan social qui prévoyait la suppression de 1 134 postes sur presque 7 000, venant s'ajouter aux 350 déjà supprimés en août, et une baisse des salaires pouvant aller jusqu'à 40 %.

Au cours de réunions dimanche, le personnel a ratifié à la majorité absolue l'accord auquel étaient parvenus les syndicats et les entreprises privées chargées du nettoyage de la capitale. Les entreprises concernées (OHL-Ascan, FCC et Sacyr-Valorisa) se sont engagées à ne procéder à aucun licenciement. En échange, les employés acceptent le principe de jours de chômage provisoire non rémunérés. Les syndicats avaient rejeté auparavant la proposition des trois entreprises de maintien des emplois contre des baisses de salaires. LeMonde.fr 17.11

ECONOMIE

Grèce

National Bank of Greece (NBG), la première banque grecque, est proche d'un accord sur la vente de la majorité du capital de sa filiale d'immobilier, Pangaia, au groupe de capital-investissement Invel Real Estate, a-t-on appris dimanche de deux sources bancaires proches de l'opération.

Les quatre premières banques de Grèce sont engagées dans de vastes plan de fermetures d'agences, de réductions d'effectifs et de cessions d'actifs, validés par la Commission européenne dans le cadre du plan d'aide international dont bénéficie Athènes.

"L'accord sera bouclé d'ici dix jours. Invel va acquérir environ 66% de Pangaia pour plus de 600 millions d'euros", a déclaré l'une des sources bancaires à Reuters.

Invel, dont l'homme d'affaires israélien Benny Steinmetz est l'un des principaux actionnaires, apportera une partie du financement de l'opération en cash, le reste étant réparti entre l'apport d'actifs immobiliers et un prêt accordé par NBG, ont précisé les sources.

L'accord de cession a été validé par l'Hellenic Financial Stability Fund (HFSF), la holding chargée de recapitaliser les quatre principales banques de Grèce qui est ainsi devenue leur premier actionnaire, a dit une source.

Le mois dernier, le groupe canadien Fairfax Financial Holdings avait annoncé son intention d'augmenter sa participation dans le groupe immobilier grec Eurobank Properties. Reuters 17.11

On a appris dans un article que l'organisme chargé de liquider notamment National Bank of Greece était composé de banquiers, donc des banquiers avaient été désignés pour estimer la valeur de NBG et la brader à des banquiers. Le dépouillage mafieux de l'Etat grec va plus loin encore.

Benny Steinmetz acquière la National Bank of Greece en partie grâce à un prêt de la National Bank of Greece, elle n'est pas mal celle-là !

- L'homme le plus riche d'Israël est aujourd'hui la cible d'une enquête pour tentative de corruption menée par le FBI et le bureau britannique des fraudes graves au sujet d'un contrat minier en Guinée. lemonde.fr 08.09.13

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé tomber plusieurs sujets de l'actualité par manque de temps. Je ferais mieux de me concentrer sur quelques articles de fond et me reposer un peu, on réfléchit mieux quand on a la tête reposée, surtout quand elle n'est pas très grosse, cela demande un gros effort que je ne suis pas capable de faire sous le coup de la fatigue.

L'éditorial de Nicolas Demorand de Libération m'a donné envie de vomir, du coup on traitera cette info demain, peut-être ou on la zappera, car j'ai lu pire de la part d'un autre directeur de presse qui a été jusqu'à rappeler les propos de Mélenchon sur les journalistes et les médias de merde, comme s'il était responsable des actes d'un déséquilibré mental, un tel amalgame ordurier nous donne plutôt envie de chier sur la presse des banquiers !

Précision.

Suite à un article du Point j'ai constaté qu'un internaute utilisait le pseudonyme Milarepa, ce n'était pas moi, quand je laisse un commentaire, ce qui est très rare, je signe Jean-Claude, et là des Jean-Claude il y en a sur le Net ! Je n'ai pas pu changer d'adresse électronique parce que je vis en Inde, systématiquement Yahoo me localise en Inde et me colle la particule .in au lieu de .fr. Je verrai plus tard pour demander à quelqu'un vivant en France qui me connaît bien de s'en charger pour moi. Cette adresse milarepa13 est ridicule, c'est un copain qui me l'avait suggérée pour déjouer les services de renseignement, depuis

on sait ce qu'il en est, c'était débile !

Nous n'avons rien à exiger du gouvernement des banquiers.

Il faut exiger ceci cela du gouvernement qui n'a cessé depuis juin 2012 de faire la preuve avec zèle qu'il était totalement inféodé au capital, est-ce vraiment sérieux, une mauvaise plaisanterie ou c'est décidément incurable comme maladie ?

Informations ouvrière n° 276

Daniel Gluckstein

- *"Du point de vue du mouvement ouvrier, la question posée est celle de l'indépendance de classe et de l'unité sur les revendications réelles pour les arracher. Par exemple, l'exigence que le gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement et qu'il impose — qu'elles qu'en soient les formes : réquisition, blocage des licenciements — le maintien de tous les emplois."*

Claude Jenet

- *"Dans un moment où le gouvernement, lui-même, apporte la preuve qu'il est possible de corriger le cap, les salariés ne sont-ils pas en droit d'exiger une autre politique ?"*

On cherche à comprendre. Pas mal comme formule : c'est la leur !

Informations ouvrière n° 277 : Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

- *"... la colère ouvrière explose face à un gouvernement qui non seulement se déclare impuissant à préserver l'emploi, mais organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements."*

Donc si on comprend bien la ligne politique du POI consiste à exiger que le "gouvernement cesse de se laver les mains des plans de démantèlement", alors qu'il "organise avec les patrons l'accompagnement des plans de licenciements.", autrement dit, il va plus loin que "se laver les mains", il met directement la main à la pâte, dans ces conditions aucun travailleur normalement constitué imaginera un seul instant qu'il pourrait changer de politique, c'est uniquement le POI qui formule un tel espoir ou fait miroiter cette illusion aux travailleurs.

Que cela ne tienne, ils ne sont pas à une contradiction près, ils écrivent plus loin :

- *"Si le gouvernement ne cesse de céder aux patrons, il persiste à maintenir l'arsenal des mesures qui frappent la classe ouvrière et menacent la démocratie, et à se montrer inflexible à l'égard des travailleurs."*

Vous n'y êtes pas, l'illusion relevée plus haut n'appartient pas au POI, lui il est résolument révolutionnaire, ce sont les travailleurs qui se bercent d'illusions, lui, le POI, il n'y est pour rien ou plutôt il ne fait que relayer ces illusions, c'est un aveu au lieu de les combattre, car tel devrait être le rôle d'un véritable parti ouvrier.

- *"... l'idée est en train de germer chez les travailleurs et dans la population de ce pays qu'ils peuvent faire reculer ce gouvernement, qu'ils doivent le faire reculer et qu'ils en ont la force..."*

Mieux encore, c'est une illusion qu'ils s'emploient à cultiver au POI.

Et plus loin ils passent au cran supérieur toujours dans le même registre.

- *"... imposer au gouvernement qu'il cède et pour le contraindre à renoncer à appliquer les directives de Bruxelles."*

Ben voyons, comme si c'était possible, eux ils ont renoncé aux enseignements de Trotsky qui affirmaient que la social-démocratie dégénérée et les staliniens ne rompraient jamais avec le capital, or aujourd'hui le capital en crise ne peut se passer de ces directives de Bruxelles, elles sont vitales pour sa survie, le POI a semble-t-il une autre analyse de la situation et de la crise du capitalisme que la nôtre.

Cela a sans doute un rapport avec les véritables intentions du POI qui ne sont pas de rompre avec le capitalisme si on en juge par les "mesures d'urgence" qu'un gouvernement ouvrier parvenu au pouvoir prendrait selon lui, qui en réalité ne seraient pas applicables en l'état sans briser l'ensemble des rapports sociaux qui déterminent le fonctionnement du système

économique capitaliste. Ce qui signifie qu'il faudrait retirer le pouvoir économique des mains des capitalistes pour à la fois pouvoir réaliser ces "*mesures d'urgence*" et refonder la société sur de nouvelles bases économiques, ce qui impliquerait l'expropriation des banquiers et des actionnaires des quelque 2.000 grandes entreprises sans leur verser un centime, la fermeture de la Bourse et la mise hors la loi de la spéculation et la saisie de tous leurs avoirs placés dans des paradis fiscaux, le rétablissement du franc et le monopole de l'Etat de la création monétaire, du contrôle du crédit et des prix, des importations et exportations, etc. la prise du pouvoir politique devant s'accompagner d'emblée de la prise du pouvoir économique pour que le gouvernement révolutionnaire dispose des moyens pour appliquer sa politique, neutraliser ou réduire immédiatement à l'état d'impuissance les capitalistes qui détiennent les cordons de la bourse et financent la propagande de la réaction ou de la contre-révolution. Ne pas avancer ces conditions politiques signifie que ce serait le gouvernement issu d'une mobilisation révolutionnaire des masses qui serait réduit à l'impuissance, tandis que les banquiers auraient les mains libres pour saboter sa politique et financer la contre-révolution, lutter pour renverser le gouvernement ouvrier. Cela signifie également que toute perspective ou issue politique qui ne comprendrait pas ces conditions politiques reviendrait à proposer aux travailleurs une politique sans se donner les moyens de la réaliser, d'où notre interrogation sur les réelles intentions du POI ou les objectifs qu'il s'est fixé.

Il y a là quelque chose d'incohérent ou qui a de quoi laisser sceptique travailleurs et militants. Ce n'est certainement pas de cette manière qu'il faudrait s'y prendre pour construire un véritable parti révolutionnaire qui revendiquerait la direction du mouvement ouvrier pour renverser le régime en place et mener la classe ouvrière au pouvoir. Là au moins on sait que ce n'est pas un tel parti que le POI envisage de construire, il en serait incapable compte tenu du type de parti que ses dirigeants ont adopté. C'est d'ailleurs la seule cohérence qu'on accordera à ce parti, qui de ce fait ne peut pas se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir.

Il le confirme aux dernières lignes de cette déclaration quand ils écrivent que leur combat se fixe pour objectif de "*faire basculer la situation vers une issue positive*", difficile de faire plus vague ou creux !

On en rajoute une louche pour finir.

On se demande sur quoi ils forcent la dose ! Les illusions par exemple, vous aviez pensés à autre chose...

Retraites : "*Il faut forcer les dirigeants politiques à rejeter une fois pour toute ce projet infâme !*"

Quoi de plus normal, non ? De la CGT au PCF, au PS, où est le problème, ne sont-ils pas compatibles, qui ne le sait pas ? Le POI !

- "*De nombreux militants ne pourront qu'être surpris de voir Didier Le Reste figurer sur une liste commune avec le PS dès le premier tour.*"

Didier Le Reste, le bureaucrate syndical pourri et corrompu par excellence qui palpitait 7.000 euros en tant que membre du conseil d'administration de la SNCF si ma mémoire est bonne, plus les émoluments qu'il percevait au titre de ses autres fonctions, briseur de grève patenté, mais c'est vrai qu'ils ont une mémoire sélective au POI.

Il est parfaitement à sa place sur une liste commune avec le PS, PS dont des dirigeants ont atterri dans le gouvernement de Sarkozy (après celui de Chirac) ou ont accepté de se mettre à son service (missions, rapports, etc.), sans parler de ceux propulsés à la direction d'institutions internationales (FMI, OMC, etc.), c'est ahurissant de lire des trucs pareils, consternant! Le POI ménage l'appareil vendu de la CGT et celui du PCF, ils ne veulent pas se fâcher avec eux, on comprend...

Déclaration du conseil fédéral national du POI des 9 et 10 novembre 2013

Le POI n'exige pas le retrait pur et simple de la contre-réforme Peillon, mais sa "*suspension*".

- "... *pour la suspension immédiate de l'application des « nouveaux rythmes scolaires »*"

ACTUALITE EN TITRES

[On pourrait tout simplement se passer d'un Bonaparte ou d'un monarque.](#)

- "*Mais qui donc pourrait remplacer François Hollande?*" - L'Express.fr

[Impossible, ils font partie de la stratégie du néolibéralisme et du sionisme que vous soutenez](#)

- François Hollande: "*Nous devons éradiquer le racisme et l'antisémitisme*" - L'Express.fr

[Impossible, il n'existe pas, c'est une pure invention des sionistes.](#)

- Nétanyahou demande à Abbas de «reconnaître le lien entre les Juifs et Israël» - Liberation.fr

Le "*peuple élu*", le "*peuple juif*", l'Etat des "*juifs*" sont des impostures !

[Quelle horreur ces déchets !](#)

- «*Les trois quarts des gens dans la rue sont alcooliques ou drogués*» - 20minutes.fr

[Le social n'a pas de prix dans le département le plus riche de France.](#)

- Hauts-de-Seine : le département achète près de 300 000 € de bonsaïs - LeParisien.fr

Depuis plusieurs mois, le conseil général des Hauts-de-Seine joue la carte de la rigueur, supprimant les subventions dans tous les domaines. Mais ce lundi, à l'occasion de la commission permanente, les élus de la majorité UMP-UDI ont voté le rachat d'une collection de spécimens rares de bonsaïs pour la modique somme de 289 500 €. LeParisien.fr 18.1118.11

[Quand Le Figaro défend l'impôt... sauf pour les riches !](#)

- «*Il faut arrêter de taper sur le principe même de l'impôt*» - LeFigaro.fr

[C'est un ordre !](#)

- Paris et Rome sommés de valider définitivement le Lyon-Turin - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

[Leur nature leur interdit de dénoncer et combattre l'origine des méfaits qu'ils dénoncent](#)

- Amnesty dénonce l'exploitation des ouvriers immigrés au Qatar - Reuters

Humanisme, féminisme, écologie, etc, autant de thèmes qui ont les faveurs de la jeunesse, récupérés, mis en avant, entretenus par les représentants de gauche (donc de droite) de la classe dominante pour qu'elle forge son mode de pensée sur une autre base que la lutte des classes et qu'elle ne soit pas tentée d'adhérer au socialisme.

Dit autrement il faut empêcher que la jeunesse pense résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée en dehors ou au-delà du capitalisme. Elle doit concevoir des solutions à ses problèmes ou trouver des réponses à ses préoccupations uniquement dans le cadre du régime en place.

Ce qui sur le plan social doit se traduire par sa subordination au capitalisme et faciliter le développement d'un mode de pensée individualiste et corporatiste au sein même des masses exploitées et du mouvement ouvrier de telle sorte que ces différentes couches ou courants affrontent celles ou ceux qui se situent sur le terrain de la lutte des classes.

Sur le plan politique cela se traduira par le rejet des partis ou courants du mouvement ouvrier qui entendent rompre avec le capitalisme et ses institutions, sauf dans le cas où cette idéologie a déjà pénétré profondément certains partis, comme le NPA par exemple, il en est même une caricature.

Au même titre que EELV, les ONG servent de supports ou d'officines pour attirer et rassembler les jeunes (et les moins jeunes) qui sont sensibles à ces questions (humanisme, féminisme, écologie, etc.) pour mieux les détourner des partis ouvriers et du socialisme.

On a précisé et les moins jeunes, parmi lesquels nombre d'universitaires, de chercheurs ou scientifiques, intellectuels ou membres de la classe moyenne ou de la petite bourgeoisie, dont les statuts et les conditions d'existence confortables constituent les

obstacles les plus puissants les empêchant de rejoindre les rangs des militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme.

Ils n'ont pas conscience que leur mode de pensée ou leurs analyses sont déformés du fait même qu'ils interprètent les rapports qui existent dans la société ou le monde non pas à partir des faits, mais à partir de la position qu'ils occupent dans la société ou à partir de leurs besoins spécifiques qui ne reflètent pas ceux de la seule classe qui produit les richesses et qui a pour tâche historique de libérer l'humanité de l'exploitation de l'homme par l'homme et en premier lieu du capitalisme, dont l'existence à l'origine de toutes les inégalités et injustices qui existe dans la société ou à travers le monde.

La preuve en est, qu'ils s'en remettent pour résoudre les problèmes qu'ils soulèvent à la seule classe qui ne produit rien d'autres que souffrances, misères, guerres et désolations sur terre, ils vont jusqu'à s'en remettre à ceux qui sont responsables de ces problèmes ou tragédie, ce qui est un comble, le comble de l'aveuglement ou de l'ignorance qui suffit à condamner sans appel leur démarche purement individualiste, corporatiste, qui n'a de ce fait aucune légitimité.

En voici un exemple. Monsieur Hybert Reeves est fort sympathique, mais la politique se fout éperdument de ce genre de considération qu'on laissera aux esprits trop faibles pour penser par eux-mêmes. Monsieur Hybert Reeves comme beaucoup d'autres de ses semblables n'oeuvrent pas au bien-être de l'humanité, bien au contraire, il se laisse manipuler par ses ennemis les plus farouches. En a-t-il ou non conscience ? Peu importe la réponse, là n'est pas notre sujet, cette question ne concerne que lui-même.

Hubert Reeves : "**Humanisons l'espèce humaine !**" - LePoint.fr

Traduire : humaniser le capitalisme.

- ... depuis l'Antiquité la violence entre les humains est en diminution régulière et que, malgré les guerres, les génocides et autres meurtres, le XXe siècle est celui qui a fait le moins de victimes proportionnellement à la population mondiale. Difficile à croire, mais les chiffres sont bien là !

(Ah bon, drôle de manière de calculer pour un astrophysicien ! A croire que parce que les guerres impérialistes du XXe siècle n'auraient fait que quelques 150 millions de morts sur une population totale de 7 milliards de nos jours, soit environ, 2,2% de victimes, l'espèce humaine serait en voie d'humanisation. Disons plutôt que le capitalisme serait un modèle économique à visage plus humain que ses prédécesseurs.

Dès lors on comprend mieux pourquoi Hubert Reeves est ainsi adulé par les médias et Le Point qui lui offre une tribune, magazine rappelons-le ultra réactionnaire qui ouvrent régulièrement ses colonnes à BHL ou les porte-parole du néolibéralisme, on en a donné un aperçu récemment dans nos causeries en commentant leurs articles. - ndlr)

Pourtant, d'autres actes ignominieux - dont les génocides récents et le traitement de femmes lapidées - peuvent sembler remettre en cause la valeur de cette vision d'espoir en l'avenir de l'humanité. Il n'en reste pas moins que ces comportements sont aujourd'hui quasi universellement réprouvés. Je me suis plu à l'idée qu'on pouvait y voir un progrès dans le comportement des humains.

(Peu importe finalement que la barbarie continue de sévir sur tous les continents du moment qu'elle est "*quasi universellement réprouvée*", autrement dit, peu importe qui en est responsable et l'organise, laissons-leur le pouvoir de continuer de terroriser des peuples entiers, du moment que leurs actes font l'objet d'une réprobation universelle, on peut dormir tranquille ou on a la conscience tranquille, je ne pense pas qu'il ait conscience de la monstrosité de ses propos et de son mode de pensée qui est à vomir.

Sa démarche intellectuelle consiste à minimiser ou à faire passer à la trappe les facteurs objectifs parce qu'il est incapable ou se refuse à les analyser et on comprend pourquoi, il lui faudrait reconnaître l'abjection du capitalisme qui est à l'origine des difficultés et des maux dont souffrent les hommes et notre planète, et rejeter tous les gouvernements en place dans le monde, impossible, car ce serait prendre le risque de couper les ponts avec ceux qui lui donnent si généreusement la parole et sans lesquels on n'aurait jamais entendu parler de lui, sans eux il serait demeuré un astrophysicien anonyme comme il en existe bien d'autres dans le monde.

En revanche il s'attarde sur des facteurs subectifs qui sont impuissants à agir sur les conditions objectives mais qui seraient responsables de la situation dans laquelle se trouve le monde, autrement dit, comme ce ne peut pas être que le capitalisme et les capitalistes qui seraient à l'origine de tous nos malheurs ou des maux qui accablent la société et notre planète, il faut bien que ce soit quelqu'un qui endosse cette responsabilité, et bien ce sera vous et moi, les peuples, les masses exploitées, ceux qui en réalité n'ont aucun pouvoir dans la société mais surtout pas ceux qui le détiennent.

Pire encore, si jusqu'à présent le monde a été si barbare, c'était de la faute des peuples qui l'étaient et non de ceux qui détenaient le pouvoir politique ou étaient aux affaires. Les esclaves, les serfs et les salariés depuis le XIXe siècle étaient des barbares qui

se complaisaient dans la barbarie et en redemandaient, c'est ainsi qu'il interprète l'évolution de la civilisation humaine au fil des siècles et des millénaires, interprétation (déformée) purement subjective et totalement étrangère aux rapports ou conditions matérielles qui ont dicté son évolution ou sa transformation. C'est ainsi que notre astrophysicien se noie dans des considérations existentielles pour être incapable d'interpréter un processus matériel et historique qui reposait sur les lois de la dialectique qui s'appliquent également à l'univers qu'il était censé étudier, bref chacun aura compris qu'il n'est pas marxiste.

Finalement, sur le tard puisqu'il se fait vieux Hbert Reeves, ce qu'il considère comme un "*progrès* n'est en fait que reflet renvoyé à lui-même de son interprétation du monde et il s'en satisfait, comme Narcisse se mirant dans une marre d'eau... - ndlr)

Quel rapport y a-t-il entre tout cela et le projet de changer le statut juridique des animaux dans le Code civil ?

(Et le statut juridique des esclaves salariés ? Cela ne l'intéresse pas, son statut lui suffit, il ne se sent pas concerné. - ndlr)

- D'abord, la constatation que les améliorations durables s'effectuent à petits pas dans le temps. Il a fallu deux mille ans pour passer des jeux du cirque au Cirque du Soleil.

(Dans deux mille ans peut-être qu'on en finira avec le capitalisme, d'ici là, à l'allure où il s'emploie à détruire notre environnement et à nous pourrir la vie, toute trace de vie aura disparu depuis longtemps de la planète. Là encore Reeves ne se sent pas concerné, il ne sera plus là non plus. Son mode de pensée est purement individualiste derrière ses aires de grands humanistes. -ndlr)

- Ensuite, le fait que l'importance de la pression sociale sur les législateurs peut jouer un rôle utile pour l'évolution des lois...

(Pression, pas trop quand même, n'exagérons rien, les législateurs doivent conserver la main, sans rire, c'est son côté révolutionnaire ! Bon, il nous accorde un "*rôle*", c'est trop généreux de sa part, il y est contraint sinon cela voudrait dire qu'il serait inutile lui-même, ce serait gênant d'en arriver à un tel constat à son âge, "*utile*", sans plus, déterminant serait excessif, là pour le coup on pourrait le prendre pour un révolutionnaire, ce qu'il n'est pas, bref, les législateurs feront ce qu'ils veulent, faisons pression sur eux, légitimons-les au passage, là pour le coup c'est son côté réactionnaire qui ressort... - ndlr)

- Et, décidément, le constat que des humains prennent en compte le fait que, comme nous, les animaux sont sensibles à la souffrance est prometteur. Cela me paraît un nouveau pas en avant dans la vaste et difficile entreprise d'humaniser l'espèce humaine. LePoint.fr 18.11

(Pour "*humaniser l'espèce humaine*", il faudrait commencer par humaniser ceux qui la gouvernent, idée totalement saugrenue, peine perdue d'avance, il n'y pense même pas, puisque pour lui c'est nous les barbares et non les "*législateurs*". Finalement on retrouve dans son discours la même démarche tendant à culpabiliser les peuples, sauf la classe dominante et les intellectuels qui servent ses intérêts et dont Hubert Reeves fait partie.

Si parmi les peuples ou les masses, il se trouve des hommes qui battent leurs épouses, leurs gosses, leurs chiens, picolent, se droguent, manquent de respect à leur voisin, leur collègue de travail, leur patron, la nature, etc. sont misogynes, racistes, xénophobes, homophobes, fainéants, voleurs, menteurs, hypocrites, assassins et j'en passe, précisons que cela concerne aussi les femmes bien entendu, pour une fois je pense à elles pour faire chier les féministes, bref, c'est parce que "*l'espèce humaine* manque d'humanité et non parce ses conditions de travail et d'existence sont épouvantes, épouvantables, insupportables, certainement pas parce que la société est commandée, gouvernée par la cupidité et le profit, le marché et s'applique méticuleusement à mettre chaque individu en concurrence ou en compétition avec les autres, à reproduire sans cesse les rapports de dominant à dominé dans tous les rapports sociaux, quelle idée franchement, vous avez été chercher cela sur quelle planète s'interrogera notre astrophysicien, la terre monsieur Reeves, la terre que décidément vous connaissez si mal. -ndlr)

Ni Pierre Gattaz (Medef) ni Thierry Lepaon (CGT) n'ont raison.

- La CGT dénonce «*le coût du capital*» - libération.fr

«*Non ce ne sont pas le coût du travail ou les impôts qui empêchent le développement des entreprises. Mais le manque d'investissement et de budgets de recherche, l'insuffisante rémunération des qualifications et la ponction financière des actionnaires*», estime Thierry Lepaon, au siège de la Confédération.

(Faux, quelle est l'origine de la crise actuelle du capitalisme, d'un côté la baisse tendancielle du taux de profit qui concerne en premier lieu les vieux pays capitalistes dont la France, il ne remonte que grâce aux esclaves salariés asiatiques, d'Europe centrale, du Maghreb principalement, on peut rajouter la Grèce maintenant et demain le Portugal, l'Espagne, d'autre part l'impossibilité de placer dans l'économie productive les capitaux accumulés par les capitalistes au cours des dernières décennies à un taux de rendement intéressant, on peut ajouter la surproduction et l'endettement gigantesque des Etats et du monde en général, le capitalisme ne survivant plus seulement à crédit mais en ayant déjà hypothéqué les profits à venir, l'ensemble conduisant à

la paralysie, à l'effondrement et à l'explosion de l'économie mondiale.

Si le coût du travail est déjà trop élevé au Bangladesh sur la base d'un salaire mensuel de 68 dollars pour plus de 200 heures de travail par mois, alors imaginez un peu ce qu'il en est en France, il sera toujours trop élevé et incompatible avec la survie du capitalisme, même en divisant les salaires par deux, car la question n'est pas le niveau du salaire mais la baisse constante de la part du capital variable par rapport au capital constant, que le salaire mensuel soit fixé à 98 ou 1.200 euros n'a aucune influence sur ce facteur qui mine l'existence du capitalisme. On a déjà évoqué en détail cet aspect du capital dans de précédente causerie, on y renvoie les lecteurs.

Monsieur Lepaon évoque le "*développement des entreprises*" comme s'il était indépendant du marché et de la concurrence mondiale. Pour faire bref, il est impossible de concurrencer des pays où le coût de la main d'oeuvre est divisé par 3, 5 ou 10, et le marché n'est pas extensible en claquant des doigts, donc produire est une chose, écouler les marchandises produites en est une autre et là aussi il arrive un moment où cela coince. Que faut-il faire alors? Liquidier le capitalisme ou se faire broyer et réduire en esclavage par lui, c'est l'un ou l'autre. Lepaon n'étant pas disposé à s'attaquer au capitalisme, il ne lui reste plus qu'à adopter l'autre option. - ndlr)

Le leader de la CGT pense, lui, que la sortie de crise passe par «*la revalorisation du travail et une autre répartition des richesses créées par le travail*».

(Contrairement à monsieur Lepaon et bien d'autres au sein du mouvement ouvrier, nous ne souhaitons pas sortir de la crise sans avoir renversé le capitalisme car cela nous ramènerait à adopter ou collaborer à l'option que nous avons évoquée plus haut et nous n'y tenons pas du tout. Et l'on conçoit très qu'une "*autre répartition des richesses*" participerait à la stabilité du régime, pendant que des millions de travailleurs n'en profiteraient pas, beaucoup plus si on étend notre vision à l'échelle mondiale. Vous n'avez pas constaté que ceux qui sont les premiers à dénoncer la misère du monde, sont ceux qui en réalité entendent continuer à en tirer profit ou s'en accommodent. - ndlr)

En clair, la campagne lancée hier par la CGT vise à montrer «*l'effet dévastateur de la financiarisation*», «*de stopper la course infernale à la rentabilité financière*». libération.fr 18.11

(Voeu pieux ou effet d'annonce qui repose sur une analyse erronée de l'évolution du capitalisme. La financiarisation de l'économie correspond à une étape du développement du capitalisme mondiale en crise et non à la volonté de capitalistes particulièrement cupides de s'enrichir. Il ne faut pas confondre accumulation ou concentration du capital entre un nombre de plus en plus réduit de capitalistes par rapport à la population mondiale et leur fortune personnelle qui est indécente, il faut faire la part des choses ou ramener ces deux facteurs à leur juste valeur et l'on s'aperçoit alors que c'est le premier facteur qui est déterminant ou pose problème, autrement dit le capitalisme auquel Lepaon ne tient pas à s'attaquer. Tenez l'article qui suit le confirme parfaitement à sa manière, comme quoi on ne raconte pas n'importe quoi. - ndlr)

[Confirmation. L'épuration du système bancaire européen est "à peine" entamée.](#)

- Enria regrette la survie des banques européennes - libération.fr

Trop de banques européennes ont survécu à la crise financière, selon le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), Andrea Enria. «*A peine 40 ont disparu, contre environ 500 aux Etats-Unis*», souligne le régulateur du secteur dans un entretien publié hier par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

«Les gouvernements ont voulu maintenir en vie leurs banques, et cela a freiné le processus de convalescence» du système financier, critique-t-il. Sous la houlette de la Banque centrale européenne, un audit de fond des 130 plus grandes banques de la zone euro vient d'être lancé. Le verdict est attendu dans un an. libération.fr 18.11

On a déjà écrit que l'union bancaire européenne ou Bâle III avait pour objet de réduire le nombre de banquiers en Europe, car s'ils ne se servent pas de la crise du capitalisme pour parvenir à une nouvelle concentration du capital, ce serait un comble. Et puis le système financier en Europe sera plus facile à contrôler par les banquiers les plus puissants. De la concurrence au monopole, puis du monopole ou monolithisme ou dictature de l'oligarchie financière.

Si l'opération n'était pas bouclée rapidement, le traité transatlantique prendrait le relais et en viendrait à bout...

[Quand la presse du capital commande un sondage... et son résultat !](#)

Haro !

- Les Français pour moins de fonctionnaires, qui travaillent plus - Reuters

Les Français sont majoritairement pour une augmentation du temps de travail des fonctionnaires, une baisse de leur nombre et un gel de toutes les prestations sociales, selon un sondage BVA pour Les Echos et Aviva publié lundi. Reuters 18.11

Venant des Echos, c'est le résultat inverse qui aurait été suspect !

Un autre sondage vend la mèche à sa façon.

- Une majorité de Français défend l'aide publique au développement malgré la crise - Liberation.fr

Donc les Français prôneraient la régression sociale pour eux, mais pas pour les autres, soit ils sont incohérents, inconscients, débiles, suicidaires, masochistes, soit on leur a mal posé les questions précédentes et lors du sondage suivant ils témoignent qu'ils sont généreux ou solidaires, pour des racistes endurcis cela la fout mal !

Seulement ? En fait les Français son aigris et jaloux des fonctionnaires !

- Près d'un Français sur dix n'aime pas son travail - Francetv info

La bonne réponse devait être : préfère avoir un travail que d'être au chômage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

- Les élus turcs renoncent à une nouvelle Constitution - Reuters

Une commission parlementaire turque, destinée à rédiger une nouvelle Constitution, n'a pas atteint ses objectifs et va être dissoute, a annoncé lundi Mehmet Ali Sahin, l'un des cadres du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste conservateur) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La commission, qui comprenait des membres de l'AKP, du Parti républicain du peuple (CHP, gauche kémaliste), du Parti du mouvement nationaliste (MHP, nationaliste) et du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, gauche pro-kurde), devait entièrement réécrire le texte né du coup d'Etat militaire de 1980.

"Notre président du parlement a jugé impossible de rédiger une nouvelle Constitution et en informera par courrier les dirigeants des quatre partis politiques", a dit Mehmet Ali Sahin.

La mise en place d'une nouvelle Constitution faisait partie des promesses de campagne de Recep Tayyip Erdogan lors des élections de 2011, et la commission y travaillait depuis deux ans.

Néanmoins, le texte aborde de nombreux points sensibles, de la définition de la nationalité turque à la protection des libertés religieuses, et les quatre partis ne sont parvenus à un accord que sur 60 articles, moins de la moitié de ce que doit contenir le projet de texte. Reuters 18.11

2- Haïti

Plusieurs milliers d'Haïtiens ont défilé lundi à Port-au-Prince pour réclamer la démission du président Michel Martelly.

Les manifestants ont emprunté la route commerçante de Delmas jusqu'à Pétionville, commune aisée de la banlieue de la capitale, où la police, cible de jets de pierre, a fait usage de gaz lacrymogène. Aucun blessé n'a été signalé.

Le mouvement de protestation, qui coïncidait avec l'anniversaire de la bataille de Vertières, première victoire sur les troupes françaises en 1803, était d'une ampleur sans précédent depuis l'investiture de Michel Martelly, en mai 2011.

"Nous sommes dans la rue pour demander le départ du président Martelly", a déclaré Volcy Assad au nom du Fanmi Lavallas, le parti d'Aristide.

"Martelly représente la minorité qui a toujours maintenu le peuple dans la misère, dans la douleur (...) Nous voulons écrire une nouvelle page de l'histoire d'Haïti pour que les enfants aient accès à l'eau, à l'éducation et à la nourriture", a-t-il ajouté. Reuters 18.11

SOCIAL

1- France

La Rochelle: 92 licenciements sur 109 salariés chez Planet Fun - 20minutes.fr

La société d'assemblage de bicyclettes Planet Fun, installée à Périgny, dans l'agglomération de La Rochelle, va licencier 92 de ses 109 salariés, a-t-on appris lundi auprès de la communauté d'agglomération.

«Le marché du cycle est très difficile et Planet Fun avait perdu les marchés de ses principaux donneurs d'ordre, Décathlon et Intersport, qui se tournent vers d'autres fournisseurs moins chers», a-t-elle ajouté.

Planet Fun, créé en 1998, a compté jusqu'à 250 salariés qui assemblaient pour le compte de grands donneurs d'ordre des pièces importées d'Asie avec une capacité de production qui pouvait atteindre 3.000 vélos par jour, du vélo de ville au VTT. 20minutes.fr 18.11

2- Portugal

- Lisbonne espère jusqu'à 580 millions de la cession de la poste - Reuters

La privatisation de CTT, dont la procédure a été entamée en juillet, fait partie des mesures demandées à Lisbonne par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange du plan d'aide accordé en 2011.

La privatisation de CTT, qui devrait intervenir avant la fin de l'année, aura lieu après celle, réussie, de Royal Mail en octobre.

De son côté, le fonds d'investissement a mis sur le marché fin juin plus d'un quart du capital de Bpost, principal opérateur belge de services postaux. Reuters

Je vous ai fait grâce de la partie importante (en volume) de cet article consacrée uniquement au prix de la mise en vente des actions de la poste et ce qu'elles rapporteront, comme si c'était le seul critère qui devait intéresser les lecteurs.

Pourquoi ? De manière à ce qu'ils ne se posent surtout pas de questions sur le bien-fondé et les conséquences pour les Portugais, Britanniques, etc. de la privatisation de la poste, seul le marché auquel ce service est sacrifié doit déterminer l'état d'esprit des lecteurs en les invitant à partager l'individualisme, la cupidité et l'avidité pour le profit des banquiers et autres investisseurs institutionnels.

C'est ainsi que la population ou les travailleurs sans s'en apercevoir se voient infuser l'idéologie néolibérale et l'adoptent malgré eux. Ensuite, parce que ces propagandistes que sont les agences de presse savent qu'une fois qu'on a adopté un mode de pensée ou une idéologie, il est extrêmement difficile de s'en délivrer ou d'en changer, chacun s'employant au contraire à justifier son choix idéologique, si on peut parler de choix, en réalité il s'est imposé à eux ou il leur a été imposé d'autant plus facilement en l'absence de toute alternative plausible ou cohérente, le socialisme ne faisant plus recette ou n'étant défendu réellement que par des militants totalement marginalisés, tandis que tous ceux qui parlent en son nom et qui apparaissent dans les médias en sont en réalité les fossoyeurs et les meilleurs alliés du néolibéralisme.

Les sections de l'Internationale socialiste capitaliste à laquelle appartient le PS, la gauche et l'extrême gauche sont responsables de cette évolution du mode de pensée de la majorité des travailleurs, en premiers lieu les mieux lotis qui trouvent encore leur compte dans le régime en place. Leur tour viendra, plus tard, à moins que le régime les ménage pour assurer la stabilité du pouvoir politique.

3- Italie

Alitalia supprimera de 2.500 à 2.600 postes, selon les syndicats - Reuters

Alitalia va supprimer entre 2.500 et 2.600 postes dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à sauver la compagnie aérienne de la faillite, ont dit lundi des sources syndicales.

D'après ces dernières, ces mesures concerneront à la fois les pilotes, le personnel navigant et les salariés au sol.

L'une des sources a précisé que la direction prévoyait une réunion avec les syndicats jeudi ou vendredi.

Une porte-parole d'Alitalia, qui doit chercher un nouveau partenaire après la décision d'Air France-KLM de ne participer à l'augmentation de capital de l'entreprise, a déclaré que, en l'état actuel, le nouveau plan industriel faisait seulement référence à des mesures de réduction des coûts et ne mentionnait aucune suppression de postes. Reuters 18.11

4- Bangladesh

- Bangladesh: nouvelles manifestations de salariés du textile - AFP

Plusieurs milliers d'employés du secteur textile ont protesté lundi contre le nouveau salaire minimum décidé au Bangladesh, forçant 140 usines à fermer leurs portes, selon la police et les industriels.

Le gouvernement a récemment décidé d'augmenter de 76% le salaire minimum, à 68 dollars, en décembre mais des syndicats relèvent que les employés du textile les plus expérimentés ne profiteront pas de cette mesure et que certains patrons ont réagi en diminuant les indemnités transport et repas.

Des scènes de violence ont éclaté à Ashulia, banlieue de la capitale, Dacca, où sont installées de nombreuses usines textiles travaillant pour de grandes marques occidentales mais également à Gazipur, au nord de Dacca, selon la police.

"Au moins 10.000 employés ont manifesté à Konabari (district de Gazipur, ndlr). Ils ont lancé des pierres sur la police. Nous avons riposté avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes", a dit un porte-parole de la police, Shamsur Rahman à l'AFP.

Les manifestants sont essentiellement des salariés expérimentés en colère contre l'absence de revalorisation de leur paye, a-t-il ajouté.

Selon l'association des fabricant et exportateurs de textiles, quelque 140 usines ont dû fermer lundi en raison de ces manifestations.

Malgré la récente augmentation des salaires, les ouvriers du textile au Bangladesh restent parmi les moins bien payés au monde. AFP 18.11

ECONOMIE

1- France

Les députés ont voté jeudi l'octroi d'une enveloppe de 1,5 milliard d'euros d'aide sur dix ans pour venir en aide aux collectivités qui ont souscrit des emprunts toxiques. Celles-ci pourront être soutenues sur une période de trois ans renouvelable. Les députés ont voté jeudi soir une série d'amendements retouchant le dispositif gouvernemental de sortie des emprunts toxiques par les collectivités locales, notamment pour autoriser certaines collectivités à être aidées plus longtemps...

L'affaire des emprunts toxiques concerne quelque 1.500 collectivités ou organismes publics (hôpitaux, habitat social, notamment). Elle a généré au moins 300 contentieux, dont 200 à 250 auprès de Dexia et de la Sfil (Société de financement local). Le stock de la dette toxique est évalué à 14 milliards d'euros, selon l'association « Acteurs publics contre les emprunts toxiques »...

Payer maintenant pour éviter un risque majeur pour « les finances publiques »

Pour accéder à ce fonds, les collectivités seront obligées de renoncer à tout contentieux, en cours ou à venir, à l'encontre de la Sfil et Dexia. Ce dispositif dit « loi de validation » des emprunts toxiques vise à stopper l'inflation des contentieux... La Tribune - Wikistrike.com 16.11

2- Catastrophes climatiques

- Le coût des catastrophes climatiques atteint 200 milliards par an - Reuters

Les pertes économiques liées dans le monde à des catastrophes climatiques n'ont cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie pour atteindre 200 milliards de dollars par an, dit un rapport de la Banque mondiale, lundi.

Le coût des catastrophes naturelles entre 1980 et 2012 s'établit à 3.800 milliards de dollars, rapporte la compagnie d'assurance allemande Munich Re, qui estime que 74% de ce montant est imputable à des phénomènes exceptionnels. - Reuters 18.11

Et le coût humain ? Il est absent de cet article en dehors du dernier paragraphe où est évoqué rapidement le passage récent du typhon Haiyan sur les Philippines.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre 2013

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir, je n'ai toujours pas archivé les articles d'octobre, pas le courage et trop de boulot.

[Une date à retenir dans les annales de l'histoire \(la leur\). Le 19 novembre 2013](#)

C'est que la "*cause est importante*", on nous dit même que ce serait un paradis fiscal aux intentions généreuses, le "*régime hygiéniste*" de Singapour qui en serait à l'origine pour l'avoir avancé dès 2001, mais diable de quoi s'agit-il, mais voyons de la journée mondiale des toilettes décrété par l'ONU et qui doit se dérouler ce 19 novembre 2013.

N'allez pas croire que ce serait un canular, dès juillet de cette année le Huffington Post nous enjoignait de ne pas nous livrer à un "*petit caprice de pays riches*" et d'adopter une "*vision méprisante*" envers cette initiative prise très au sérieux par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU, qui par ailleurs sont bien connus pour colporter en permanence un idéal humaniste à travers le monde entier, au point que "*s'en gausser sur fond d'anti-internationalisme*" serait d'un fort mauvais goût nous dit-on, retenez bien la leçon elle nous servira plus loin. N'est pas internationaliste qui veut que voulez-vous, surtout quand il s'agit d'entretenir le règne de l'exploitation et de l'oppression à la surface de la terre, ce serait manquer au principe d'internationalisme et d'équité, de générosité que ne pas en faire profiter tous les exploités de la terre pour le pire et le meilleur, par exemple le droit aux toilettes qui doit être un bien commun, collectif à tous les peuples, n'en existerait-il qu'un seul qu'ils leur reconnaîtraient que ce seraient celui-là, là encore avec quelques réserves que nous verront plus loin. La suite pourrait être à se torcher de rire, jugez plutôt.

- Fournir des toilettes pourrait permettre de sauver la vie de plus de 200.000 enfants chaque année. Des organisations comme la World Toilet Organisation, dont le nom pourrait prêter à sourire, estime que chaque année plus d'un million et demi d'enfants et de bébés de moins de 5 ans meurent à cause de diarrhées et autres maladies venant de mauvaises conditions d'hygiène, à commencer par les sanitaires.

Des fondations importantes comme celle de Bill Gates ont pris d'ailleurs conscience du problème et soutiennent l'Onu et diverses organisations pour agir en aidant à la construction d'équipements. [huffingtonpost.fr 29.07.13](#)

Bon, ils n'ont pas hésité à en sacrifier 500.000 en Irak, mais bon l'argent du pétrole n'a pas d'odeur et sent bien meilleur apparemment. Et puis pour aller alimenter des toilettes, il faut commencer par avoir le ventre plein, sinon on ne produira que la bile de nos souffrances qui torture nos boyaux et nos vies misérables dont ses donneurs de leçons sont responsables, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont véritablement, n'est-ce pas ?

C'est quand même le comble du cynisme que ces tubes digestifs ne s'intéressent qu'à ce qui en sort quand il s'agit des plus malheureux, tandis que les nantis auxquels ils appartiennent consacrent exclusivement leur méprisable existence à ce qui va permettre de le remplir. Et que l'un des plus monstrueux d'entre eux participe à cette opération de propagande, est aussi naturel que se soulager en affamant et empoisonnant la planète entière avec des OGM (Monsanto dont Gates est actionnaire) ou autres saloperies issues de l'industrie chimique ou agroalimentaire, gageons que la bonne conscience qui leur sert de caution servira une toute autre cause, tout aussi importante ou plus encore, la leur.

Récemment c'était la Commission européenne qui avait pondu une directive sur le volume des réservoirs des toilettes que les pays de l'UE devraient adoptés, donc si quelqu'un s'avisait de vanter devant vous les mérites de l'UE ou de l'ONU, vous pourriez toujours lui répondre que vous savez au moins où va se nicher leur bonne conscience.

En complément.

On pourrait mettre dans le même registre l'annonce par le gouvernement indien la création d'une nouvelle banque destinée aux femmes. Voyez-vous, il n'y aurait qu'un tiers des femmes indiennes qui détiendraient un compte bancaire à leurs noms, mais pour en avoir l'utilité, faudrait-il encore qu'elle ait quelque chose à verser dessus, que leurs salaires soient suffisants pour économiser quelques roupies. C'était la première remarque qu'on pouvait faire, mais l'essentiel est ailleurs selon moi.

Il se trouve que l'Inde est le premier importeur d'or, les Indiens ont l'habitude de transformer leurs économies en or et d'offrir des bijoux en or lors d'événements familiaux. L'Etat indien a tenté de leur vendre de l'or papier à la place de l'or physique et cela n'a pas fonctionné, les Indiens continuent d'acheter de l'or sous forme de pièces ou bijoux au lieu de déposer leurs économies à la banque, ils préfèrent garder leurs économies près d'eux, ils n'ont pas confiance dans les banquiers, à raison d'ailleurs.

Donc pour le gouvernement également empêtré dans une crise économique de plus en plus grave, depuis un an par exemple les retraites ne sont plus versés en début de mois mais les tous derniers jours, il espère par cette mesure que les Indiennes prendront le chemin de la banque de façon à remplir ses caisses au lieu d'achever de l'or, et si cette initiative s'adresse aux femmes, c'est parce que les familles convertissent leurs économies en bijoux en or destinés principalement aux femmes.

Pour la petite histoire, j'attends toujours depuis le mois d'août que mon beau-frère touche la subvention que le gouvernement devait lui verser dans le cadre de la construction de sa maison, pour me rembourser l'argent que je lui ai avancé. Un de ces copains qui milite dans le parti du Chief minister de Pondichéry et qui a eu accès à son dossier, lui a dit qu'il faisait partie des premiers qui seraient servis, dès que le gouvernement aurait assez d'argent dans ces caisses, ce qui n'est toujours pas le cas, il doit jongler pour payer les salaires et retraites des fonctionnaires et faire tourner les services publics en priorité, c'est pour dire que la situation économique est très mauvaise en Inde.

Bon à savoir.

Le collectif à l'origine d'une grève illimitée des sages-femmes hospitalières est sur une ligne réactionnaire.

- Le collectif souhaite que les sages-femmes exerçant à l'hôpital sortent du statut de la Fonction publique hospitalière pour intégrer un statut médical, sur le modèle des praticiens hospitaliers (médecins), afin d'être mieux reconnues.

Les syndicats - hormis la CFTC membre du collectif - refusent que les sages-femmes hospitalières quittent le statut de fonctionnaire. AFP 19.11

ACTUALITE EN TITRES

Quel exploit !

- En Israël, «*Hollande a réussi à tenir le même langage aux uns et aux autres*» - Liberation.fr

Par tous les moyens légitimer le sionisme et renforcer des liens avec lui.

- Hollande achève son voyage en Israël, pays des start-ups - AFP

"*L'objectif*", a-t-il souligné, serait le "*développement de nos échanges extérieurs et des investissements dans chacun de nos pays, avec des fonds, des capitaux dédiés à l'innovation*".

Benjamin Netanyahu a appelé à une coopération pour conquérir les nouveaux marchés d'Asie ou d'Afrique. "*Nous pourrions nous rassembler pour accompagner ces changements*", a-t-il estimé. AFP 19.11

La confiance a un prix...

- Trois anciens responsables syndicaux de SeaFrance mis en examen pour abus de confiance - Francetv info

- Espionnage chez Ikea : le PDG, son prédécesseur et le directeur financier mis en examen - LePoint.fr

En famille, toujours plus sur les pas de Sarkozy...

- Jean-Marc Ayrault cajole les maires en colère - LeFigaro.fr

Le président de l'Association des maires de France (AMF) Jacques Pélissard (UMP) ayant appelé la salle à "*une écoute mutuelle, respectueuse de l'autre*", Jean-Marc Ayrault a échappé à une bronca...

- M. Ayrault a annoncé la nomination d'un "*médiateur*", l'ex-ministre de droite Alain Lambert. - AFP 19.11

[A ce prix-là évidemment...](#)

- 150 000 euros en plus pour la FCPE: la fédération de parents s'explique - L'Express.fr

Je vous rappelle aussi, que nous ne sommes pas dans un pays de corruption, que les subventions versées aux associations reconnues d'utilité publique sont régies par des textes et bien encadrées, a dit le président de la FCPE Paul Raoult.

Prendre part aux discussions pour améliorer la réforme oui, demander l'arrêt non.

Nous souhaitons même pouvoir aller plus loin par la réécriture du décret quand on aura réformé le calendrier annuel pour 5 h par jour maximum. L'Express.fr 19.11

[Quelle peine, quelle sueur, tant de larmes et de sang pour y arriver...](#)

- La rémunération des patrons du CAC 40 retrouve ses niveaux de 2011 - AFP

La rémunération moyenne des patrons du CAC 40 a retrouvé cette année les niveaux de 2011, à 3,5 millions d'euros, mais demeure inférieure à celle de leurs pairs européens, selon une étude du cabinet Towers Watson publiée mardi.

Les Suisses (8 groupes dans le top 100) tiennent la palme à 7,63 millions d'euros de rémunération globale directe, devant les Espagnols (5 groupes) à 7,21 millions, les Allemands (15 groupes) à 6,3 millions et les Britanniques (21 groupes) à 5,7 millions.

Viennent ensuite les Italiens (4 groupes parmi le top 100) à 4,1 millions d'euros et enfin les Belges (5 groupes) à 3,96 millions. AFP 19.11

[Instrumentalisation prise au piège.](#)

- La violence faite aux enfants grande cause nationale ? - LePoint.fr

Et comment...

- Un enfant sur six victime d'exclusion sociale en France, selon l'Unicef - AFP

[La décadence sera internationale ou ne sera pas...](#)

- Des droits pour les LGBT, une nouvelle fracture mondiale - Slate.fr

- L'Inde inaugure une banque pour les femmes - Le Monde.fr

Et l'Etat ?

- 62% : la part des professeurs de collège qui associent l'entreprise à de l'exploitation - Atlantico.fr

[Les comploteurs en action.](#)

- L'assassinat de Kennedy, 50 ans après, nourrit encore les théories du complot - AFP

- Assassinat de JFK: pourquoi les théories du complot ne tiennent pas la route - Slate.fr

Ce qui devient de plus en plus intéressant, c'est que les agences de presse, les médias et les portails qui sont connus à travers le monde entier pour colporter ou couvrir les mensonges du patronat, des gouvernements des puissances impérialistes et toutes

les institutions qu'ils contrôlent, persistent dans la même voie et se discréditent un peu plus chaque jour, c'est excellent, cela ne peut à la longue qu'aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et ses institutions qu'ils supportent de moins en moins.

Chacun sait que le cartel des banquiers de la Fed a fait assassiner Kennedy parce qu'il s'apprêtait à remettre en cause leur monopole sur la création monétaire, notamment, comme il avait fait assassiner A. Lincoln.

L'époque où plus un mensonge est gros plus il passera est terminée ou en voie de disparition, car il existe trop de moyens d'informations indépendants où la population peut directement s'informer.

Les véritables conspirateurs ou comploteurs, ce sont ceux qui mentent, qui s'emploient à déformer, tronquer ou camoufler des faits, qui cachent la vérité à la population, qui l'induisent délibérément en erreur pour l'empêcher de comprendre comment fonctionne réellement le vieux monde dont il faut nous débarrasser au plus vite.

[La stratégie du chaos, suite.](#)

- Liban: 23 morts dans un double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth - AFP
- Egypte: manifestations et heurts entre pro et anti-armée au Caire - AFP
- Mexique: 39 corps découverts en 10 jours dans des fosses clandestines - AFP
- Attaque d'un poste de police en Somalie, 28 morts - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Le président et la "**majorité**" changent, la politique antisociale demeure, normal sous la Ve République.](#)

- L'Assemblée adopte largement, en première lecture, le projet de budget 2014 - Francetv info

L'Assemblée nationale a largement adopté l'ensemble du projet de budget 2014 en première lecture, mardi 19 novembre, le jour même de l'annonce par le Premier ministre d'une refonte future de la fiscalité. Le projet de loi de finances a été voté par 320 voix contre 242, après la fin du passage en revue des dépenses. Celles-ci sont globalement en baisse, selon le gouvernement.

Tous les socialistes, les radicaux de gauche et la très grande majorité des écologistes l'ont approuvé. Aucun socialiste n'a voté contre ou n'a voté blanc sur ce texte, jugé crucial comme marqueur d'appartenance à la majorité. Chez les écologistes, qui avaient menacé en septembre de ne pas voter un budget à l'époque pas assez vert à leurs yeux, seuls Sergio Coronado et Isabelle Attard se sont abstenus, tandis que Noël Mamère a voté contre. L'UMP, l'UDI et le Front de gauche ont voté contre. Francetv info avec AFP 19.11

Dont côté jardin, un cadeau de 20 milliards d'euros aux exploités, consacrés au crédit d'impôt compétitivité emploi destiné à abaisser le coût du travail, et côté cour la hausse de la TVA, etc. bref la poursuite de la politique de Sarkozy,

Mais au fait, messieurs les opportunistes professionnels qui pendant des décennies et des décennies nous avaient expliqué qu'il existait un courant de gauche au PS, où est-il donc passé, allez dites-nous tout, dites-nous pour qui vous roulez réellement vous qui nous aviez si bien roulés, je pense notamment au courant "*trotskiste*" du POI.

Question : quand les militants trotskistes de ce parti et d'ailleurs tireront-ils les enseignements de l'incurie politique ou de la trahison de leurs dirigeants, quand ? Plus de 65 ans, c'est long !

En complément. Ayez de "**l'empathie**" pour le capitalisme ! Il vous le rendra : à qui ?

- Les soutiens très chics de Gérard Collomb - libération.fr

Les vingt premiers membres du comité de soutien au maire PS de Lyon pour les municipales de mars se sont fait connaître ce mardi.

Côté mixité sociale, son comité de soutien, Acteurs dans la ville, a des progrès à faire. Le comité de soutien à Gérard Collomb cultive fâcheusement l'entre soi. A part deux étudiantes, tous ses membres appartiennent aux catégories sociales supérieures.

Y compris Alexis Jenni, prix Goncourt 2011.

- deux avocates,
- une chef d'entreprise,
- une chirurgienne professeur des universités,
- une directrice de festival
- la vice-championne du monde de fleuret par équipe,
- six dirigeants d'entreprises,
- plus le directeur de l'opéra de Lyon,
- un restaurateur.

Il a toujours affiché son «*amour*» de l'entreprise. «*On ne relancera pas l'économie sans un minimum d'empathie pour les entreprises*», déclarait-il dans une interview au Monde. libération.fr 19.11

Vous êtes ouvrier, employé, technicien, cadre, prof, dans le privé ou le public : circulez ce parti n'est pas pour vous, il ne défendra jamais vos intérêts fondamentaux, c'est un parti du capital et des couches privilégiées de la petite-bourgeois qui y sont liés par leur niveau de rémunération ou leur mode de vie !

Ceux qui vous ont induit en erreur sur la nature du PS n'appartiennent pas forcément à ces couches privilégiées, ils appartiennent plutôt aux couches supérieures de la classe ouvrière, à l'aristocratie ouvrière corrompue par les avantages que leur confère leur statut ou la place qu'ils occupent dans la société en régime capitaliste et qu'ils entendaient préserver, quitte à se compromettre pour y parvenir, à endosser à leur tour un masque pour camoufler leurs véritables intentions, leur imposture ou trahison et ainsi mieux tromper travailleurs et militants.

Depuis, ils ont franchi un pas de plus en versant dans le populisme de gauche ou en reprenant à leur compte certains thèmes de la propagande néolibérale impulsée par le PS, notamment.

[Intox en famille. Quand la "majorité" PS adopte un projet de loi... de l'UMP](#)

- Le référendum d'initiative populaire bientôt possible en France - Reuters

Les députés français ont entériné mardi les deux projets de loi relatifs à la mise en oeuvre du référendum "d'initiative populaire" sur une série de sujets très limitée, dont la ratification des traités et l'organisation des pouvoirs publics.

Ils ont adopté le texte mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat que la haute assemblée approuvera à son tour jeudi prochain.

La réforme sera alors définitivement adoptée, mettant un point final à un long parcours parlementaire entamé en janvier 2012 sous la précédente majorité de droite.

Tous les groupes ont voté pour, à l'exception des radicaux de gauche qui se sont abstenus et du Front de gauche qui a voté contre "ce faux référendum compliqué à mettre en oeuvre".

La réforme constitutionnelle de 2008, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, a consacré le droit pour un cinquième des membres du Parlement soutenus par une dixième des électeurs - soit 4,5 millions de Français - de demander l'organisation d'un référendum législatif.

Ce dernier ne pourra porter que sur des sujets précis : ratification d'un traité, organisation des pouvoirs publics, réforme à caractère économique, social ou environnemental et services publics qui y concourent.

Lors de la première lecture de ces textes, en janvier 2012, les socialistes s'étaient abstenus et seule la droite, alors majoritaire, avait voté pour. Reuters 19.11

Comme aucun parti ouvrier révolutionnaire (hypothétique) n'obtiendra jamais 1/5e d'élus au Parlement, l'affaire est entendue d'avance, pure conditionnement des masses pour leur faire croire que la Ve République ne serait pas antidémocratique.

[Le chômage : un manque de motivation !](#)

- Chômage: l'OCDE ne prévoit pas de baisse en France avant 2015 - AFP

L'OCDE a indiqué mardi dans son rapport annuel de conjoncture tabler pour la France sur un taux de chômage de 10,6% cette

année, grimant à 10,8% l'an prochain pour décliner très légèrement à 10,7% en 2015.

Elle estime que "*davantage de réformes structurelles seront nécessaires pour doper la compétitivité*" française, notamment pour "*développer les incitations à travailler*", mais qualifie de "*bienvenu*" l'effort de réduction de la dépense publique promis par le gouvernement. AFP 19.11

Traduire "*incitations à travailler*" par obligation à travailler, créer les conditions économiques pour que les travailleurs au chômage soient contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelle condition de travail et de rémunération, ce qu'ils ont réussi à faire en Grèce, au Portugal et en partie en Espagne, et avant en Allemagne (Hartz IV).

Verts nient qui veut bien y croire

- Socialistes, conservateurs et libéraux alliés pour l'austérité - Liberation.fr

Alors que le Parlement européen vient d'adopter ce mardi le budget de l'UE, des eurodéputés EE-LV dénoncent une trahison.

Avec le soutien des socialistes, conservateurs et libéraux, le premier plan d'austérité de l'histoire du budget européen (-85 milliards, 9 % du montant total) vient d'être voté ce mardi à Strasbourg. Engageant l'Europe pour les sept prochaines années, cela revient à lier les mains de la prochaine Assemblée, qui sera élue en mai 2014. Imaginons un instant que le dernier budget voté sous Sarkozy ait engagé celui de François Hollande pour l'ensemble de son quinquennat, n'aurions-nous pas crié au déni de démocratie ? C'est toutefois ce que s'apprête à faire la majorité du Parlement européen.

(Quand la Commission européenne s'arroge le droit de dicter le budget des Etats de l'UE, là ils ne trouvent rien à redire. Quand Hollande poursuit et aggrave la politique de Sarkozy, là ils ne trouvent à redire, la preuve aucun député EELV n'a voté contre le projet de budget 2014 hier à l'Assemblée nationale, Mamère a voté contre mais il avait démissionné depuis d'EELV, etc. - ndlr)

Au lendemain du sommet de février 2013, ce fut donc l'indignation générale du Parlement face au refus catégorique du Conseil européen de tenir compte de nos revendications. «*Un grand jour pour la démocratie européenne*», disait-on. Mais depuis, Martin Schulz, le président du Parlement européen, s'est littéralement assis sur le mandat que nous lui avons confié, en signant, fin juin, un deal politique avec le Conseil et la Commission. Les conservateurs obtenaient ainsi ce qu'ils voulaient – un budget en régression – et les socialistes européens de suivre la ligne de celui qui est, depuis, devenu leur candidat à la future présidence de la Commission européenne.

(Ils feignent l'indignation, on va voir pourquoi plus loin quelles étaient leurs réelles intentions et ce qu'elles cachaient, cela vous donnera une idée précise du contenu de leur indignation. - ndlr)

Avec ce budget d'austérité qui reste financé à 75 % par des contributions nationales (Ils veulent dire par là par les Etats, ils voudraient ajouter un impôt européen qui serait directement tiré à la source, que seule l'UE contrôlerait. Ainsi, petit à petit ce serait l'ensemble des ressources financières des Etats qui se retrouveraient sous la coupe de Bruxelles, les Etats se voyant distribuer une enveloppe et à eux de se débrouiller pour faire avec, cela en serait fini des Etats. C'est l'objectif des Verts, celui des néolibéraux. - ndlr), l'Europe s'interdit d'agir. Pire, elle donne un gage supplémentaire aux chefs d'États et de gouvernements qui détiennent les cordons de la bourse, et s'autorisent à violer en toute impunité les traités. (Ce sont de fieffés réactionnaires, ils sont plus pourris que l'UMP et le PS réunis, selon eux la Commission devrait imposer des amendes aux Etats qui ne respecteraient pas les termes des traités qu'ils ont signés, bref, à eux ensuite de reporter ces amendes sur les travailleurs, de tailler davantage à la hache dans les budgets sociaux de l'Etat ou de s'attaquer aux fonctionnaires. - ndlr) Sommet après sommet, ceux-ci s'octroient le pouvoir budgétaire et législatif, dans le mépris des eurodéputés et de leurs propres ministres. (Ils confirment ici que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, qu'il set uniquement de vernis démocratique à une entreprise antidémocratique ou totalitaire. - ndlr) En acceptant de voter ce budget, la majorité du Parlement cautionne ce coup d'État budgétaire et renonce à sortir les Européens de la crise actuelle et d'investir dans la jeunesse et l'avenir. (En réalité, si les conservateurs (UMP-PS en France) les avaient suivis, en réalité l'avenir de la jeunesse serait encore plus sombre, elle n'aurait aucun avenir. - ndlr)

A quelques mois des élections européennes, renoncer ainsi aux engagements que nous avons pris collectivement devant nos électeurs est un cadeau supplémentaire offert, comme s'ils en avaient besoin, à tous les populistes et les eurosceptiques. Les écologistes s'y refusent et redonneront la parole aux citoyens en mai 2014 pour défendre une certaine idée de l'Europe. (Cette pourriture instrumentalise le danger de voir l'extrême droite monter pour camoufler le fait que leur politique est encore plus réactionnaire que celle appliquée par la Commission européenne. Ils se conduisent exactement comme les partis qu'ils dénoncent dans leur pays. - ndlr)

Signé : François Alfonsi, Sandrine Bélier, Malika Benarab-Attou, Jean-Paul Besset, Jean-Jacob Bicep, José Bové, Yves Cochet, Daniel Cohn-Bendit, Karima Delli, Hélène Flautre, Catherine Grèze, Yannick Jadot, Eva Joly, Nicole Kiil-Nielsen, Michèle Rivasi et Karim Zéribi. Liberation.fr 19.11

Délinquance financière. Les bons comptes font les bons amis... Passez par la case banque, pas par la case prison.

- Subprime: JPMorgan accepte de payer le record de 13 mds USD aux Etats-Unis - AFP

JPMorgan Chase a accepté de payer la somme record de 13 milliards de dollars aux Etats-Unis pour mettre fin à leurs poursuites au civil dans le dossier des dérivés de prêts immobiliers risqués, dits "*subprime*".

"Le département américain de la Justice (DoJ) ainsi que les Etats fédéraux partenaires annoncent un accord amiable de 13 milliards de dollars avec JPMorgan, le plus important avec une seule entreprise dans l'histoire américaine", écrit le DoJ dans un communiqué.

Dans le cadre de l'accord, JPMorgan reconnaît qu'elle a "*donné une fausse image aux investisseurs*" des titres qu'elle leur vendait, pour en dissimuler le caractère hautement risqué.

"Il ne fait aucun doute que la conduite révélée par cette enquête a contribué à provoquer l'effondrement du marché immobilier", a commenté le ministre américain de la Justice, Eric Holder, cité dans le communiqué.

"JPMorgan n'était pas la seule entreprise pendant cette période à avoir en toute connaissance de cause titrisé et vendu des prêts toxiques à des investisseurs qui ne le soupçonnaient pas, mais il n'y a aucune excuse pour ce comportement", a-t-il ajouté.

Le DoJ a précisé que JPMorgan ou certains de ses employés pourraient encore faire face à des poursuites pénales.

Pour Erik Oja, analyste de S&P Capital IQ, le point clé restant est de savoir quelle ampleur ces poursuites criminelles pourraient prendre.

Jacob Frenkel, avocat spécialisé dans les affaires boursières, estime pour sa part que "*si après cinq ans, ils n'ont toujours pas les preuves nécessaires, il n'y aura pas de poursuites criminelles*".

La banque fait encore l'objet d'enquêtes et de poursuites pour corruption en Chine ainsi que pour ses activités dans le courtage énergétique ou encore les manipulations de taux de change. AFP 18.11

Ouf, les banquiers vont encore passer à travers les mailles du filet de la justice américaine ! On en parlait justement hier dans notre causerie.

Je ne sais pas si je trouverai le temps pour analyser un des aspects intéressants de la faillite de Lehman Brothers en 2008 qui à ma connaissance n'a pas été exploré : les dirigeants, propriétaires ou principaux actionnaires de cette banque depuis sa création et les liens familiaux qu'ils avaient tissés avec d'autres familles de banquiers, ainsi que les marchés sur lesquels les uns et les autres s'étaient placés, la concurrence et les coups tordus même auxquels ils s'étaient livrés et qui avaient laissé des traces, bref, les rapports qui existent sans doute entre ces différents facteurs qui ont pu être à l'origine du choix ou du dévolu porté sur cette banque et non sur une autre.

J'en suis arrivé à formuler ce soupçon ou ce constat partiel en lisant la généalogie de différentes familles de banquiers et de quelle manière ils avaient développé leurs activités au XXe siècle, on peut ajouter quelques prises de positions politiques dont certaines étaient en contradiction avec la stratégie de certains banquiers de la Fed, à mon avis un crime ou une trahison impardonnable qui devait se payer un jour.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même

- Yahoo! annonce 5 mds USD de nouveaux rachats d'actions - AFP

Le groupe internet américain Yahoo! va reverser davantage de liquidités à ses actionnaires, auxquels il a annoncé mardi 5 milliards de dollars de rachats de titres supplémentaires. AFP 19.11

- EasyJet gâte ses actionnaires, pas ses salariés - L'Expansion.com

La compagnie aérienne britannique à bas coût a vu ses profits bondir (50,9% avant impôts) et va verser un dividende extraordinaire à ses actionnaires. Ses pilotes français, qui dénoncent une "*course au moins-disant social*", menacent de faire grève.

La compagnie va reverser 308 millions de livres à ses actionnaires à travers un dividende ordinaire de 33,5 pence par titre, en

hausse de 55,8%, et un dividende extraordinaire de 44,1 pence par titre.

"En France notamment, il n'y aura pas de redistribution ! Pas d'accord d'intéressement, pas de Plan Epargne Entreprise, ni d'amélioration des conditions de travail, peut-être une augmentation de salaire en dessous de l'inflation... Juste quelques actions gratuites distribuées avec parcimonie". "La coupe est pleine et les pilotes de ligne sont fatigués", ajoute le communiqué.

"Nous, les pilotes, sommes très inquiets car les négociations actuelles se déroulent comme si nous travaillions dans une compagnie en difficulté financière. La Direction essaie de diminuer les coûts au détriment des jeunes pilotes, et sans tenir compte de la fatigue des équipages. Il est temps de mettre en place les améliorations qui permettront aux collègues de travailler avec des plannings adaptés", explique Didier Bourguignon, porte-parole membre de la section EasyJet au SNPL.

"La direction surfe, à loisir, sur le droit du travail en appliquant certains articles et pas d'autres. Nous sommes contraints, à chaque litige, d'aller devant les tribunaux avec des délais ubuesques d'attente de décision. Cette dépense d'énergie, ce refus d'aller de l'avant, ces menaces perpétuelles d'un avenir sombre, ce manque évident de discours social, nous oblige à prévenir nos passagers que des perturbations sont à prévoir dans les mois à venir", prévient-il. L'Expansion.com avec AFP 19.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

Etats-Unis

- Walmart a menacé des employés et licencié des grévistes - Liberation.fr

Le géant américain de la distribution Walmart a violé les droits de ses salariés en les menaçant illégalement, ou en licenciant ceux qui avaient manifesté ou participé à des grèves, a dénoncé lundi le bureau des relations du travail.

L'organisme gouvernemental (National Labor Relations Board, NLRB) menace de porter plainte, jugeant fondées des allégations selon lesquelles Walmart a violé les droits de ses salariés dans 14 Etats américains. Walmart «*a menacé, sanctionné, ou renvoyé illégalement des employés qui avaient participé légalement à des manifestations ou des grèves*», précise le NLRB dans un communiqué.

«*Le combat pour un meilleur salaire, un emploi à plein temps, et la fin des représailles illégales chez Walmart n'est pas seulement une problématique de salariés*», a estimé dans un communiqué Richard Trumka, le président de la puissante confédération syndicale américaine AFL-CIO. Pour Richard Trumka, c'est aussi une question qui concerne les femmes et la famille, les droits des migrants, les étudiants, l'environnement, les consommateurs et surtout «*une question d'équité*». Liberation.fr 19.11

ECONOMIE

1- OCDE

L'OCDE a abaissé mardi ses prévisions de croissance mondiale pour 2013 et 2014, "*en grande partie à cause de perspectives dégradées dans plusieurs pays émergents*", et a appelé à la rescousse les Banques centrales, mais aussi l'Allemagne et les Etats-Unis.

L'OCDE table désormais sur une croissance mondiale de 2,7% cette année et 3,6% l'an prochain, et donne une première prévision pour 2015, à 3,9%, selon son rapport annuel de conjoncture.

Certains grands pays émergents tels que le Brésil ou la Russie ont fait face cette année à un ralentissement de leur croissance, parfois conjugué à des turbulences financières ou sociales.

L'Organisation note un changement de paradigme au niveau mondial: jusqu'ici "*les impulsions dans les économies émergentes avaient des effets d'entraînement positifs sur les pays avancés*" mais désormais "l'environnement économique mondial pourrait faire office d'amplificateur et de courroie de transmission pour des chocs négatifs" en provenance de ces mêmes pays.

Face à ce ralentissement des pays émergents, l'OCDE en appelle à la réserve fédérale américaine (Fed) et à la Banque centrale européenne (BCE) pour faire contre-poids.

Aux Etats-Unis, *"les achats en masse de bons du Trésor devront être graduellement réduits quand la croissance prendra des forces puis, courant 2015, la Réserve fédérale devrait commencer à relever ses taux."*

En zone euro, la Banque centrale européenne *"devrait réfléchir à des mesures supplémentaires si les risques de déflation devenaient plus sérieux"*.

Pour elle, si les Etats-Unis échouaient l'an prochain à relever le plafond de leur dette et se voyaient obligés de tailler à vif dans leurs dépenses pour équilibrer le budget, ils glisseraient dans une récession avec une contraction de leur produit intérieur brut qui pourrait atteindre jusqu'à 6,8%, entraînant le monde entier, et mettant au chômage 5 millions de personnes rien que dans l'OCDE.

La solution, selon l'Organisation: abolir cette notion de plafond de la dette pour éviter que ne se rejoue chaque année le même scénario, et adopter *"une stratégie (budgétaire) crédible à moyen terme"*.

Elle se joint aussi aux appels toujours plus pressés lancés à l'Allemagne, moteur économique en Europe, dont les abondants excédents font des jaloux.

"Peu d'ajustements, voire aucun, se produisent dans les pays en excédent" par rapport à ceux confrontés à des déficits, selon elle, et *"un ajustement plus durable et plus symétrique est nécessaire à travers des réformes des marchés de biens et du travail, y compris une libéralisation des services en Allemagne"*.

Dans la première économie européenne, *"des réformes structurelles destinées à déréguler les services, à faire tomber les barrières au travail à temps complet des femmes, et à améliorer l'accès à l'éducation supérieure renforceraient la croissance et contribueraient à un rééquilibrage global"*.

Parmi les autres conseils prodigués par le *"club des pays riches"*: en Europe, recapitaliser les banques et avancer sur le chemin d'une union bancaire; au Japon, reprendre le contrôle sur un endettement qui pourrait *"devenir insoutenable"*; au Royaume-Uni, poursuivre la consolidation budgétaire tout en préservant les dépenses d'infrastructure; en Chine, prendre conscience du fait que *"les ressources de relance budgétaire sont peut-être épuisées"*; en Inde, au Brésil et en Russie, poursuivre ou enclencher la consolidation budgétaire. AFP 19.11

Un programme de guerre antisociale contre le prolétariat mondial toutes couches confondues.

2- Venezuela

- Venezuela: amende pour General Motors, accusé d'*"usure"* - AFP

Le gouvernement vénézuélien a annoncé avoir infligé une amende à la compagnie automobile américaine General Motors (GM), accusée d'*"usure"* et de prix exorbitants pratiqués dans la commercialisation de véhicules et pièces détachées.

Une amende de 500.000 bolivars (80.000 dollars au change officiel) a été décidée après avoir constaté que l'entreprise pratiquait une sur-tarifcation pouvant atteindre 400%, a annoncé le ministre des Industries Ricardo Menendez après avoir participé à l'inspection d'une usine d'assemblage de GM à Valencia (nord).

"Nous avons mis au jour des marges qui doivent être qualifiées d'usurières", a assuré le ministre sur l'antenne de la télévision publique.

M. Menendez a également expliqué que ses services enquêtaient sur la destination des dollars assignés à l'entreprise pour l'achat de pièces détachées et l'assemblage de véhicules, alors que le pays impose depuis 2003 un strict contrôle de l'accès aux devises.

Cette amende visant l'entreprise américains s'inscrit dans le cadre d'une campagne de pression fiscale menée depuis une semaine par le gouvernement contre des fabricants et distributeurs accusés de spéculation. AFP 19.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

J'ai archivé les articles économiques et ceux de la rubrique sociale d'octobre, la suite demain si possible.

Un groupe de militants a publié un article en 2009 dans lequel figurait 7 fois le mot *travailleurs*, nulle part travailleuses, militantes, syndiquées, employées, ouvrières, etc. nulle part.

Ce groupe rejoint le NPA et écrit dorénavant : Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s, travailleur-se-s.

Voilà des gens qui n'ont aucune personnalité, qui sont prêts à troquer leurs convictions pour se fondre dans un parti qui incarne au dernier degré le populisme d'extrême gauche, la décomposition du mouvement ouvrier. Normal qu'ils en viennent à manifester avec le Medef, l'UMP et le FN, le POI a raison de les dénoncer.

Pour le justifier cette tendance crépusculaire du NPA a indiqué que des paysans avaient manifesté à Quimper récemment, et que le socialisme aurait besoin de paysans... Sans doute, quant à savoir si un parti qui manifeste avec la droite et l'extrême droite sera utile aux paysans pauvres et aux ouvriers pour s'emparer du pouvoir, qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

A ce rythme-là, il faut aller au bout de son raisonnement, si, si, on y tient c'est une question de principe, quand on sort de grosses conneries il faut assumer. Hitler avait mis en oeuvre un programme social à faire pâlir de jalousie le Front populaire et le Conseil nationale de la Résistance, personne ne l'a égalé depuis, renseignez-vous sur Internet tout y est, vous apprendrez beaucoup de choses qu'on vous a cachées, et bien peut-être bien qu'à l'époque il aurait fallu le soutenir aussi, pourquoi pas pendant qu'on y est, à cette époque-là le régime nazi était plus social que national, par la suite c'est autre chose, il a révélé sa véritable nature, avant aussi mais nombreux étaient ceux qui avaient préféré fermer les yeux et s'en accommoder... Pour briser, liquider le mouvement ouvrier, sa méthode fut simple, il reprit son programme (qui demeurait très limité) et il l'a appliqué, puisque la social-démocratie et les staliniens s'y étaient refusés, c'est ainsi qu'il s'est mis les masses dans la poche, vous connaissez la suite, avant de les envoyer à la boucherie.

On appelle cela les moutons de Panurge, le peuple ou les masses se jetteraient dans les bras de leurs bourreaux qu'il faudrait les accompagner, ce sera sans nous. Cela doit être terrible pour des militants d'en arriver-là, non, je me demande comment ils ont fait pour se renier à ce point-là, cela m'épate, vous voyez qu'il nous arrive encore d'être surpris, hélas rarement dans le bon sens du terme ou la bonne direction.

Soutenir le réformisme, une réforme mise en oeuvre par le régime en place, soutenir une mesure prise par la droite, soutenir une loi venant du PS, etc. au départ on se dit que cela ne mange pas de pain, c'est sans conséquences, on se fait du bien, ce n'est pas compromettant, etc. Et bien détrompez-vous, c'est un état d'esprit qu'on adopte, bien plus en fait, et qui au file du temps vous tire toujours plus à droite, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle on retrouve plus tard pas mal de militants rompus à cet exercice passés à droite ou à l'extrême droite ou qui tout simplement en ont fait leur gagne-pain, leur religion... Adopter cette position, c'est changer de terrain de classe, dès lors tout peut arriver, le pire seulement. On en vient forcément pour justifier ses reniements à recourir à des arguments ou méthodes malhonnêtes, on les fabrique si nécessaire, à la fin on y laisse son âme comme dirait Marx.

Camarades, réfléchissez bien avant de mettre un petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui finira par vous broyer politiquement un jour au l'autre, c'est un mécanisme infernal, infaillible et terriblement dangereux, efficace aussi, au point que vous ne vous en rendez même pas compte. Et dites-vous bien que lorsque la gangrène aura atteint des organes vitaux, il n'y aura plus de rémission possible, plus de retour en arrière possible. Cela vaut la peine qu'on y réfléchisse, n'est-ce pas ?

Je ne peux pas m'empêcher de vous offrir un complément, pas vraiment un cadeau de fin d'année, quelque chose qui relève apparemment de la démente, même en faisant preuve de beaucoup d'imagination, cela ne nous serait jamais venu à l'esprit, voilà ce que j'ai lu dans un article publié fin octobre par un groupe de militants, jugez plutôt, :

- *"Pour un gouvernement ouvrier rompant avec le capital, satisfaisant les revendications ouvrières et celle de la jeunesse*

Une telle décision prise en opposition au gouvernement Hollande poserait immédiatement la question d'un autre gouvernement, responsable devant la majorité PS- PCF dont les travailleurs et la jeunesse exigeraient satisfaction de leurs revendications."

Délinquant, extravageant, fantasmagorique, un gouvernement qui satisferait nos revendications alors qu'existerait encore une majorité PS-PCF, on se demande bien comment cela pourrait advenir ou être possible, l'un étant l'antithèse de l'autre. En réalité un tel gouvernement ne pourrait voir le jour qu'après avoir chassé du pouvoir la majorité PS-PCF qui incarne celui du capital et non celui des travailleurs. Et pourquoi les travailleurs auraient-ils pu élire une majorité PS-PCF alors que le gouvernement en place serait issu de ces partis, pour ensuite chasser le gouvernement de ces partis et conserver leurs députés, l'incohérence est totale, qui plus est, députés qui jusque là auraient soutenu la politique du gouvernement en place.

Délirant, car si les travailleurs devaient élire une majorité PS-PCF cela signifierait tout simplement qu'ils ne sont pas mûrs pour renverser le gouvernement en place ou constituer un gouvernement ouvrier, cela va de soi, c'est ridicule et grotesque à la fin.

Voilà ce qui arrive quand on est incapable de rompre avec le PS et le PCF, deux partis dont les travailleurs n'ont absolument rien à attendre. La totalité des députés du PS viennent de voter le budget 2014 d'austérité, franchement il faut avoir perdu la tête pour imaginer un seul instant qu'ils pourraient appliquer une autre politique, inscrire son combat politique dans une telle perspective c'est induire les travailleurs et les militants en erreur ou les mener dans une impasse politique.

Vous avez là le discours des années 70, ces militants sont complètement sclérosés.

Ceux qui creusent notre tombe.

Quand le journal d'un banquier fait la promotion du Conseil national de la Résistance et des «*Jours heureux*», le M'PEP doit exulter !

Les «*Jours heureux*», sur les traces de l'héritage du conseil national de la Résistance - Liberation.fr

Il s'agit d'un documentaire de Gilles Perret *Les Jours heureux* sorti en salle le 6 novembre.

Il illustre comment nos responsables politiques actuels, de Jean-Luc Mélenchon à Jean-François Copé et François Bayrou, se réclament tous de «*l'héritage*» du CNR mais piochent, l'un dans les propositions, les autres dans le symbole d'une union «au-delà des partis politiques» en oubliant le contenu petit à petit détricoté depuis quarante ans. Liberation.fr 20.11

Que Jean-François Copé et François Bayrou, ajoutez de nombreux dirigeants du PCF et du PS, MRC, des gaullistes, etc. s'en réclament aurait en principe de quoi faire fuir tout militant qui se réclame de la classe ouvrière ou du socialisme, non ? Non, car voyez-vous la plupart des militants n'ont plus de repères théoriques et ils sont profondément gangrenés par l'idéologie dominante qui chante en choeur avec nos dirigeants les vertus de la collaboration de classes et du corporatisme. Et puis il faut bien dire que plus aucun parti n'ose défendre le socialisme qui en est l'antithèse, ne rigolez pas, par crainte d'être censurés, marginalisés, comme s'ils ne l'étaient pas déjà, en quête de reconnaissance ils sont prêts à tout sacrifier, notre cause pour commencer.

Il est de bon ton de nos jours de trouver du bien et du mal partout ou en toute chose, de tirer profit des avantages trouvés dans une poubelle, on aurait tort de se gêner et de céder sa place, ce serait franchement dommage de ne pas en profiter, et si l'UE et l'ONU s'intéressent tant aux toilettes, c'est sans doute parce que c'est le lieu privilégié où doit échoir notre dignité, soulager l'humain d'abord de sa bonne conscience situé au fond d'un tube digestif mérite le respect, sans avoir à se poser la question de savoir qui en sera la victime. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se soumettre à leur mode de pensée irrespirable et on ne leur témoigne aucun respect, c'est un principe, une question d'hygiène, y compris mentale ou de salubrité publique.

L'engouement et le soutien de Libération à cet organisme qui scella la collaboration de classes qui devait encore faire merveille 67 ans plus tard, sont donc tout à fait naturels ou dépourvus de toute hypocrisie, la preuve Libération a été jusqu'à ajouter un lien permettant d'accéder aux horaires et projections spéciales de ce film.

On doute que Libération qui se prévaut d'une étiquette de gauche usurpée soutiendrait la sortie d'un documentaire sur la Commune ou la Révolution d'Octobre, sauf pour le salir.

Le 20 novembre 2013, donc le même jour, le M'PEP mettait en ligne un article intitulé : *La déclaration de Cocoyoc sur l'environnement est un texte fondateur pour le M'PEP*

De quoi s'agit-il ? D'une déclaration ou un texte datant du 23 octobre 1974 et rejeté par l'ONU. Pour en savoir plus j'ai parcouru ce texte en diagonale.

Le M'PEP nous dit que "*la Déclaration de Cocoyoc, écrite il y a près de 40 ans, constitue un cadre général liant développement, ressources naturelles et environnement.*" Mais encore de quoi est-il question, sur quels rapports repose-t-il ?

Pêle-mêle on trouve, expressions extraites de cette déclaration :

- les besoins humains fondamentaux
- la gestion des biens communs
- l'exploitation des biens commun
- l'accès aux biens communs

...le tout orienté vers...

- l'intérêt général.

A ce stade-là l'entreprise nous semble plus que suspecte, la suite va confirmer notre inquiétude.

Le M'PEP nous dit encore que son objectif serait : *"la rupture avec l'ordre économique mondial, c'est-à-dire (même si ces mots ne figurent pas explicitement dans la déclaration) la sortie du capitalisme et du libre-échange"*, en réalité c'est une pure invention de la part de faussaires, aucune de ces expressions ne figure dans ce texte, et pour en avoir le coeur net j'ai ouvert ce texte, puis j'ai tapé au clavier CTRL + F et ensuite les mots suivants : capitalisme, capitaliste, classe dominante, exploitation et enfin oppression, aucun de ces mots n'y figure, sauf exploitation et oppression mais pas dans le sens de l'exploitation ou de l'oppression de l'homme par l'homme, autrement dit ce texte a fait disparaître l'antagonisme irréconciliables entre les classes sociales et le capitalisme, si vous vous demandiez quel rapport il y avait entre cet article et celui sur le CNR, vous avez la réponse ic : le capitalisme qu'ils ménagent, contre lequel finalement ne combat pas le M'PEP, CQFD, c'est une pure imposture, une de plus.

La nature de ce mouvement est ainsi démasquée, si besoin était. A la fin de leur article ils revendiquent cet attachement au capital contre lequel ils prétendent combattre, ce sont en réalité des partisans de l'ONU qui a soutenu toutes les guerres économiques et sociales ou les guerres tout court contre tous les peuples depuis sa création, car en se réclamant de ce texte ils en assument le contenu que vous trouverez dans le second paragraphe qui suit.

Voici ce qu'a écrit le M'PEP :

- *"Le M'PEP considère la Déclaration de Cocoyoc comme un texte fondateur pour la protection et la gestion de l'environnement, aussi fondamental que l'est la Charte de La Havane pour le commerce international, aussi le M'PEP le range-t-il parmi ses textes de référence."* La Charte de La Havane était un numéro d'illusionnistes...

Et voici maintenant un extrait de cette Déclaration de Cocoyoc :

- *"Nous croyons fermement que, puisque les sujets du développement, de l'environnement et de l'utilisation des ressources sont des problèmes globaux essentiels et qui concernent le bien-être de toute l'humanité, les gouvernements devraient utiliser pleinement les mécanismes des Nations unies pour les résoudre et que le système des Nations unies devrait être rénové et renforcé pour faire face à ses nouvelles responsabilités."*

Or chacun sait qui a créé l'ONU et quels objectifs politiques, quels intérêts elle sert et ne peut que servir, au même titre que le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, l'Otan ou l'UE.

Ce sont des armes de guerres du capital qui ont été conçues uniquement pour combattre le prolétariat mondial, la révolution socialiste mondiale, qui ont pour seules fonctions d'assurer la survie du capitalisme dont l'évolution à mener au néolibéralisme qui incarne les intérêts de l'oligarchie financière anglo-saxonne sioniste et internationale, de spolier les travailleurs du monde entier de tous droits sociaux et politique afin d'instaurer un gouvernement, une dictature mondiale, c'est leur seule raison d'être, il est donc tout aussi impossible de les réformer au même titre que le capitalisme, sauf à nier les rapports sur lesquels ils reposent, ce que c'est justement employé à faire cette déclaration et l'article du M'PEP.

Le M'PEP est un mouvement issu du stalinisme, tout comme Attac et bien d'autres organisations, qui a pour objet de récupérer les militants qui ont rompu avec leurs partis ou qui sans les quitter ne se retrouvent pas dans la politique de leurs partis, pour le compte du régime en place.

Leur principe, le seul dans lequel ils se reconnaissent et qui les définit, c'est la collaboration de classes à l'échelle nationale ou internationale, l'adaptation au capitalisme.

Le nôtre, c'est le combat strictement sur le terrain de classe indépendant du capital, de l'Etat et de toute institution du capital ou liée au capital à l'échelle nationale, européenne et internationale, pour les renverser et porter au pouvoir les masses exploitées, en cela et contrairement au M'PEP, nous demeurons fidèle au marxisme ou au léninisme : aucun compromis, aucune collusion avec l'ennemi de classe, c'est non amendable non négociable.

ACTUALITE EN TITRES

[L'effondrement annoncé, le compte à rebours est lancé ?](#)

- La Fed prévoit une réduction de son aide "*dans les prochains mois*" - AFP

- Wall Street finit en baisse, affectée par les minutes de la Fed - Reuters

Wall Street a terminé en baisse mercredi, réagissant au compte rendu de la dernière réunion en date de la Réserve fédérale, évoquant un possible dénouement de la politique d'assouplissement quantitatif. Reuters 20.11

[La dictature a encore frappé.](#)

- Bruxelles inflige un nouveau coup dur à la SNCM - AFP

[Vivre pour travailler, non merci !](#)

- Retraite : les députés rétablissent l'allongement de la durée de cotisation - libération.fr

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi l'allongement progressif de la durée de cotisation à 43 années d'ici 2035, une mesure phare du projet de loi sur les retraites rejeté par le Sénat.

«*Nous assumons de promouvoir l'allongement de la durée de cotisation dans un pays qui peut s'enorgueillir d'un allongement important de l'espérance de vie*», avait affirmé mardi la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine dans son discours liminaire... libération.fr 20.11

Signés: vos bourreaux !

[Nous, ici, on en a honte !](#)

- France - Ukraine : Hollande "*pense à tous les Français heureux*" - Le Nouvel Observateur

Quand en Inde on me demande si je suis Français, je réponds : attention, c'est une insulte !

[Au niveau de la putréfaction atteinte par le capitalisme, c'est normal.](#)

- Le féminisme ne fait plus mauvais genre - 20minutes.fr

- Le Parlement européen veut féminiser les directions d'entreprises - LeMonde.fr

- Femmes évêques : le pas décisif de l'Église anglicane - LePoint.fr

- Etats-Unis : l'Illinois légalise à son tour le mariage homosexuel - LeMonde.fr

Décidément le populisme de gauche et d'extrême gauche ne manque pas d'alliés ou l'inverse plutôt.

[Intox](#)

- Hollande veut lutter contre les "*abus*" de la directive travailleurs détachés - L'Expansion.com

- UE: une directive sur la séparation des activités bancaires avant fin 2013 - AFP

- "*Les philanthropes peuvent-ils devenir des investisseurs solidaires?*" - L'Express.fr

- Les Obama et les Clinton se recueillent sur la tombe de JFK - lefigaro.fr

[Qui franchement oserait les accuser de complot contre les peuples, qui ?](#)

- Londres a donné son feu vert pour l'espionnage de Britanniques par la NSA - LeMonde.fr

L'agence américaine de renseignement NSA a pu espionner des citoyens britanniques grâce à un accord secret avec les autorités du Royaume-Uni. LeMonde.fr 20.11

La stratégie du chaos.

- Des kamikazes ralentissent l'avancée de l'armée d'Assad - Reuters
- Irak: 43 morts dans une série d'attaques à Bagdad - L'Express.fr
- Attaques sanglantes en Égypte - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande-Fabius fer de lance de la réaction mondiale sur tous les fronts.

1- Hollande : le président néolibéral des plus puissantes banques présidées par l'oligarchie anglo-saxonne.

- Début du sommet franco-italien consacré à l'union bancaire et la défense - AFP

Le chef du gouvernement italien, Enrico Letta, et le président français, François Hollande, ont décidé d'oeuvrer ensemble pour "*une Europe de la croissance*", lors du 31e sommet franco-italien mercredi à Rome.

(Cette rencontre intervient après que Letta a rencontré Obama à Washington et Hollande vient de faire allégeance à l'Etat sioniste à Tel Aviv. Traduire l' "*Europe de la croissance*" par la poursuite de la politique conduisant à la fois à la liquidation de tous nos droits sociaux pour abaisser le coût du travail et nous réduire en esclavage. La "*croissance*" de l'offensive néolibérale contre le prolétariat européen. - Ndlr)

L'Europe "*doit en finir avec l'austérité*", a martelé M. Letta.

(Ils se partagent les rôles, tandis que l'un dit "*croissance*" de l'exploitation, de la productivité, des profits, l'autre dit "*fin de l'austérité*" dont nos droits sociaux seraient responsables car il ne s'agit pas d'en finir avec les bas salaires, les augmentations misérables de salaires qui sont le produit de la politique d'austérité mise en oeuvre depuis des décennies.

Leur discours hypocrite et démagogique s'adresse aux masses et sert en premier lieu à camoufler à la fois leurs véritables intentions, la politique qu'ils entendent appliquer (ou poursuivre) et la situation réelle. - ndlr)

Sur le plan européen, François Hollande a ciblé trois objectifs: "*poursuivre et achever l'union bancaire*" (Il confirment qu'il est bien les porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, du mondialisme. Il leur faut épurer, réduire le nombre d'intervenants dans la finance, concentrer davantage encore les capitaux et le pouvoir entre leurs mains pour exercer un contrôle totale de l'économie... et des institutions politiques. Tel est le réel mandat de Hollande. - ndlr) pour "*donner les armes à la zone euro*" (Contre qui, devinez ? Les travailleurs évidemment. - ndlr) et empêcher une nouvelle crise, "*donner une capacité financière à la zone euro*" (On aurait pu poser la question précédente autrement : Pour qui ? Vous avez la réponse, le secteur financier. - ndlr) et, à l'instar de M. Letta, il a souhaité des mesures pour stimuler la croissance. (Genre l'ANI, s'attaquer à la législation du travail, aux retraites, etc. la rangaine habituelle, quoi. - ndlr)

"*Il est absolument nécessaire que le conseil européen de décembre permette le démarrage de l'Union bancaire*", a renchéri M. Letta, déplorant "*un excès de timidité*" dans certains pays européens. AFP 20.11

(Les partis de l'Internationale socialiste capitaliste doivent appliquer avec zèle la politique de leurs mentors, afin de leur prouver qu'ils sont à la hauteur des tâches qu'ils leur ont confiées ; la reconnaissance et le soutien qu'ils leur accordent est à ce prix-là. Constatons qu'ils en sont dignes effectivement. - ndlr).

2- Hollande : l'empereur des marchands de canons et de la guerre à tous les peuples

- La France réclame une intervention militaire en Centrafrique - L'Express.fr
- Nucléaire iranien : les propos de Khamenei sur Israël "*compliquent la négociation*", selon Hollande - Francetv info

Le président français a jugé en Conseil des ministres "*inacceptables*" les propos du guide suprême iranien selon lesquels Israël

serait "voué à la disparition".

"Les fondements du régime sioniste ont été affaiblis très fortement et il est voué à la disparition. Aucun phénomène imposé par la force ne peut durer", a déclaré mercredi Ali Khamenei.

Selon lui, les représentants français à Genève "ont non seulement cédé aux Etats-Unis mais ils se sont également mis à genoux devant le régime israélien" lors de la précédente réunion. AFP 20.11

Comme le régime capitaliste est voué à disparaître, sauf que le sionisme s'identifiant avec l'Etat d'Israël ou étant sa marque de fabrique, c'est effectivement l'un et l'autre qui doivent disparaître.

Ils se sont "mis à genoux" devant l'aile la plus guerrière ou droitière du néolibéralisme qu'incarne Israël pour être plus précis. Khamenei ne pouvait pas être aussi précis sans que son masque tombe, car de son côté il incarne le capitalisme qui le place dans le même camp des Etats-Unis, Israël, la France, etc. contre les masses iraniennes, américaines, israéliennes, françaises, etc.

L'Union européenne est le produit de la crise du capitalisme à laquelle la guerre n'avait apporté qu'un répit, pour être plus précis il faudrait plutôt dire que la guerre était le produit de cette crise qui a donné naissance au FMI, à la Banque mondiale, au FMI, à l'UE notamment, et que l'issue politique à la crise du capitalisme conformément aux besoins des travailleurs passera par la rupture avec ces institutions du capital, leur liquidation, l'un n'allant pas sans l'autre.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre 2013

CAUSERIE

0h10 à Pondichéry

32 articles ont été ajoutés. A plus tard.

Vendredi 11h.

On rajoutera quelques articles plus tard, je vais passer l'après-midi à archiver les articles d'octobre.

J'attends le vétérinaire pour mon chien qui ne peut plus marcher. Il a une patte arrière à moitié paralysée, s'il devait rester ainsi je serais obligé de le faire euthanasier car il fait 50 kilos et je ne peux pas le porter, le laisser dans son urine et ses excréments en permanence ne serait pas une vie pour lui.

J'adore mon chien, c'est une brave bête, depuis 10 ans on ne s'est jamais quittés, il occupe la place d'une personne, j'ai vu dans son regard qu'il ne comprenait pas ce qui lui arrivait, je l'ai aidé à se soulager sur une serpillère que j'avais disposées sur le carrelage dans la maison, mais je ne me vois pas faire cela tous les jours, cette nuit j'ai eu mal dans le dos parce qu'hier soir j'avais forcé pour le soutenir et le mener dehors, pour rien, il a quand même mangé, j'espère quand même qu'on va pouvoir le sauver cette fois encore.

Je suis un partisan enthousiaste de l'euthanasie, pour nous les hommes, on en finit quand on en a marre, une anesthésie générale, une bonne dose de cyanure ou autre chose un peu plus tard, et hop et on n'en parle plus, c'est génial ! Je ne me prononcerais pas pour les femmes qui sont libres de continuer de souffrir, je déconne, je les adore aussi ! Passons aux choses sérieuses.

Rectificatif.

Le POI a bien pris position pour la suspension de l'application de la contre-réforme de la loi Peillon sur les rythmes scolaires, mais aussi pour l'abrogation du décret du 24 janvier 2013, ce qui m'avait échappé, avec mes excuses.

ACTUALITE EN TITRES

[Ils s'exposent en famille.](#)

- L'hommage affectueux de François Hollande à Jacques Chirac - Francetv info

[Va-t-en-guerre](#)

- Centrafrique : la France prête à reprendre les armes - LePoint.fr
- La Centrafrique est «*au bord du génocide*» selon Fabius - 20minutes.fr

[Hollande complice de l'apartheid](#)

- Les Palestiniens de Cisjordanie privés de visas pour la France - LeFigaro.fr

[Quelle insulte aux femmes !](#)

- Christiane Taubira élue femme de l'année par le magazine "Elle" - Francetv info
- Les femmes trois fois plus souvent victimes de violences sexuelles que les hommes - LeMonde.fr 21.11

Comme quoi les femmes sont différentes des hommes !

[Précarité sociale à vie](#)

- A 30 ans, ils n'ont jamais connu de CDI - LeMonde.fr

[On n'est jamais mieux servi que par soi-même](#)

- La CGPME appelle les patrons à se présenter aux municipales - Reuters

[S'il le dit...](#)

- «*La France est sur la voie du redressement*», selon Moscovici - Liberation.fr

... c'est un grossier mensonge...

- Le spectre de la récession revient hanter l'exécutif - Reuters
- Pas d'embellie en vue pour les défaillances d'entreprises - Reuters

[L'obsolescence programmée a du bon quand même...](#)

- L'efficacité des radars fixes dans les petites communes n'excéderait pas six mois - Slate.fr

[Qui peut le plus, peut le moins. Plus de travail, moins d'effectifs](#)

- Le métro londonien circulera toute la nuit le week-end en 2015 - Libération.fr

Tout en annonçant ce changement majeur, le maire de la capitale britannique a aussi annoncé la suppression de 750 postes sur un effectif total de 18 000. Libération.fr 21.11

[Comme quoi il faut bien éradiquer cette espèce.](#)

- Un George Bush de la troisième génération se lance en politique - Reuters
- Irak: 48 morts dans les violences, plus de 5.800 depuis janvier - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

L'Académie... des multinationales

- L'Académie des sciences relance le débat sur le gaz de schiste - Reuters

Le comité de prospective en énergie de l'Académie des sciences recommande d'étudier les conditions d'une exploitation des gaz de schiste qui permettrait de réduire les risques pour l'environnement.

Dans un avis publié jeudi, l'institution demande pour cela la création d'une "*autorité scientifique indépendante et pluridisciplinaire*" qui évaluerait le niveau des réserves existantes ainsi que les méthodes d'exploitation.

(La méthode : exonérer par avance l'Etat de toute responsabilité des conséquences désastreuses de l'exploitation du gaz de schiste en s'en remettant à un organisme indépendant qui pourra produire un rapport orienté dans le sens des intérêts de Vallourec et autres multinationales. Cette "*autorité*" qui rappelle celle sur les retraites, la Sécu, etc. n'aura aucune légitimité.

S'il existait réellement une méthode efficace pour "*réduire les risques pour l'environnement*", alors pourquoi les Canadiens et les Américains ne l'ont-ils pas employée ? Ensuite, qui dit dans leurs bouches "*réduire*", c'est-à-dire des menteurs comme des arracheurs de dent, on en a eu suffisamment la preuve à propos du réchauffement climatique dû à l'activité humaine qui a donné lieu à une vaste manipulation, c'est laisser planer la menace d'un risque bien réel qu'ils tiennent à minimiser, ce que confirment leurs véritables intentions qu'ils nous révèlent plus loin. -ndlr)

La loi du 13 juillet 2011 interdit l'usage de la fracturation hydraulique, ce qui empêche toute exploration qui pourrait permettre d'estimer de manière fiable les réserves exploitables dans le sous-sol français.

(Avant même que ce rapport ou cette étude soit réalisée et aient fourni ses conclusions, il faut qu'ils évoquent déjà des "*réserves exploitables*" pour que la population ait l'impression qu'elle commettrait une erreur de passer à côté d'une telle richesse, pour lui forcer la main et l'amener à soutenir leur projet, c'est du domaine du conditionnement qui passe par l'auto-suggestion, un procédé malhonnête qui consiste à isoler l'exploitation du gaz de schiste et les bénéfices que la population pourrait en espérer des conséquences néfastes et désastreuses qui en découleraient qui disparaissent ici, parmi lesquels outre la pollution des nappes phréatiques, la gigantesque quantité d'eau douce qui serait consommée, alors qu'elle est parfois rationnée ou ses réserves réduites, notamment l'été mais pas seulement dans plusieurs départements. De cela il n'est nullement question ici. - ndlr)

L'Académie des sciences estime que les conséquences positives pour l'économie qui pourraient résulter, pour la France, "*d'un développement des gaz et huiles de roche-mère sont trop importantes dans la situation de crise actuelle pour qu'on puisse rejeter a priori, sans un examen attentif, cette ressource potentielle*".

(Nous y voilà, c'est uniquement des critères économiques, le profit à en attendre qui est à l'origine et le fin mot de leur démarche, auxquels tous les autres sont minimisés ou passent à la trappe. - ndlr)

Le rapport avance que le gaz de schiste est moins polluant que le charbon pour compenser l'intermittence des sources d'énergies renouvelables.

(A notre connaissance il ne s'agit pas du même type de polluants ou pollution, là il s'agit des nappes phréatiques, de l'eau que consomme la population ou qui est utilisée dans l'agriculture, sans parler de l'énorme gaspillage d'eau douce qui est si précieuse et irremplaçable. Ils nous avaient déjà sorti le même argument pour justifier l'énergie nucléaire. -ndlr)

Les terrains sédimentaires du Bassin parisien ainsi que du sud-est de la France contiendraient jusqu'à 5.100 milliards de mètres cubes de gaz de schiste, ce qui représenterait 115 fois la consommation annuelle française de gaz, ajoute-t-il.

(S'il fallait supprimer l'eau potable des robinets de la capitale et sa banlieue pour réaliser ce projet, ils n'y verraient aucun inconvénient. -ndlr)

Le Comité estime que l'ensemble des problèmes liés à l'exploration et à l'éventuelle exploitation des gaz de schiste apparaît relever de programmes de recherche scientifique et technologique dont la France est en partie dotée, notamment en géologie, géophysique, géochimie. Reuters 21.11

(Il serait complètement irresponsable, criminel de s'en remettre à des scientifiques dont la conscience ne dépasse pas le niveau de leurs statuts. -ndlr)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU

- Projet de résolution de l'Onu édulcoré sur la surveillance - Reuters

Une commission des Nations unies a édulcoré son projet de résolution assimilant l'espionnage à l'étranger à une violation des droits de l'homme.

Cette mesure vise apparemment à complaire aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, mêlés au scandale des écoutes de la National Security Agency (NSA) dévoilées récemment par l'ancien consultant américain Edward Snowden, aujourd'hui réfugié à Moscou.

La formulation du projet, qui doit être soumis la semaine prochaine au vote de la commission avant d'être renvoyé devant l'Assemblée générale en décembre, a été modifiée.

Elle évoque désormais *"la profonde préoccupation face aux conséquences négatives que la surveillance et/ou l'interception de communications, y compris la surveillance extraterritoriale et/ou l'interception de communications, ainsi que la collecte de données personnelles, tout particulièrement sur une vaste échelle, peuvent avoir sur les droits de l'homme"*.

Pour un diplomate de haut rang des Nations unies ayant requis l'anonymat, il s'agit-là d'un texte de compromis *"qui rompt d'une certaine manière le lien entre la surveillance extraterritoriale et les violations des droits de l'homme"*.

Les résolutions de l'AG des Nations unies n'ont aucun caractère contraignant, contrairement à celles votées par le Conseil de sécurité. Reuters 21.11

ONU = NSA + CIA + MI6 + Mossad + DGRE

Traduire : le flicage et fichage systématique de la population ne constituent pas des "violations des droits de l'homme" ou des mesures liberticides, c'est pour votre bien-être et votre sécurité...

2- Iran

L'attaque aux roquettes contre une base militaire saoudienne non loin des frontières irakiennes a été revendiquée par le commandant des milices irakiennes.

Dans un communiqué, le commandant de ces milices (dont l'identité reste imprécise) dit vouloir lancer des avertissements au régime de Riyad. Selon le porte parole des gardes frontières saoudiens, six roquettes ont été tirées contre une zone inhabitée, non loin d'une base militaire dans la région de Hafar Al Baten à l'est de l'Arabie saoudite. L'attaque n'a fait aucun dégât mais incite les analystes à penser aux premiers éléments d'une riposte du Hezbollah aux attaques terroristes contre l'ambassade iranienne à Beyrouth. french.irib.ir 21.11

SOCIAL

1- France

1.1- CGT, FO et SUD rejoignent l'appel à la grève du principal syndicat du primaire, le 5 décembre.

L'éclaircie aura été de courte durée pour Vincent Peillon. Au lendemain de la publication d'une enquête montrant les maires bien plus favorables aux nouveaux rythmes scolaires qu'on l'imaginait, le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, a appelé hier à une grève nationale le 5 décembre contre la réforme. La CGT, FO et SUD se joignent au mouvement. Un geste qui marque un tournant dans les relations apaisées entre le ministère de l'Education nationale et les syndicats.

Le SNUipp reproche à Peillon de ne pas avoir concrétisé sa promesse de donner «la priorité au primaire» et d'avoir déçu. Il réclame la suspension de la réforme qui doit se généraliser l'an prochain, l'ouverture de discussions pour en définir «une autre» et, d'ici là, l'abandon des quatre jours et demi «dans les écoles qui le demandent». Il exige aussi un «budget ambitieux», afin notamment de réduire le nombre d'élèves par classe, ainsi que de meilleures conditions de travail, évoquant la nécessité de dégager trois heures hebdomadaires pour du travail en équipe. liberation.fr 21.11

1.2- Les dirigeants de la CFDT, Laurent Berger, et de la CGT, Thierry Lepaon, ont appelé l'ensemble des syndicats à se réunir le 25 novembre face «à la gravité de la situation» dans le pays. Dans un courrier commun rendu public jeudi, les deux syndicalistes estiment que «la situation politique, économique et sociale que connaît notre pays provoque des difficultés et une inquiétude grandissante chez les salariés (...) La société en proie au désarroi peut se laisser entraîner par l'expression des pires populismes». La lettre est adressée à leurs homologues FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires et FSU.

Les deux leaders proposent aux représentants de ces organisations de se réunir le 25 novembre à 18 h 30 au siège de la CFDT, à Paris. Le même jour, les syndicats auront commencé d'être reçus à Matignon pour discuter de la «remise à plat fiscale» annoncée par Jean-Marc Ayrault.

(Alors que le gouvernement vient d'accorder une remise fiscale de 20 milliards d'euros au patronat, au titre de la compétitivité des entreprises, en acceptant de discuter avec le gouvernement ils légitiment cette mesure. - ndlr)

Contacté par Libération, Laurent Berger explique : «Il s'agit d'échanger sur notre vision de la période actuelle. On peut se mettre d'accord sur le risque populiste, la montée de l'extrême droite dans le monde salarial. (Ca c'est pour venir en aide au PS en vue des élections de 2014 - ndlr) On verra aussi si l'on peut avoir des messages communs sur la réforme de la fiscalité. (Ca c'est pour le patronat. - ndlr) On peut également trouver des points d'accords sur la nécessaire politique d'investissement européenne. (Ca c'est pour l'Union européenne. - ndlr) Il n'est pas anodin que la CFDT et la CGT, dont les diagnostics diffèrent, soient à l'initiative. (Il n'y a que les masques qui sont différents. - ndlr) Cela dit, il n'est pas question de manifester ensemble sur de grands mots d'ordre sans efficacité.» (On comprend qu'une fois le PS, le patronat et l'UE servis, il ne reste plus rien pour les travailleurs, normal. - ndlr) liberation.fr 21.11

2- Portugal

- Portugal : des milliers de policiers manifestent contre l'austérité - AFP

Des milliers de policiers, gendarmes et autres fonctionnaires des forces de l'ordre portugaises ont manifesté jeudi à Lisbonne dans un climat tendu, pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur prévues par le projet de budget pour 2014.

"Les policiers sont en lutte" et "gouvernement, démission!" ont scandé les protestataires, vêtus en civil, en défilant en direction du Parlement, derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Pour la dignité professionnelle et la sécurité des citoyens".

Quelque 8.000 à 10.000 manifestants, selon les estimations des médias locaux, se sont rassemblés à l'appel des syndicats des différentes forces de l'ordre, de la police nationale au service des frontières, en passant par la gendarmerie et les gardiens de prison.

Arrivés en début de soirée en face du Parlement, les protestataires ont forcé les barrières de sécurité pour occuper brièvement les escaliers d'accès à l'Assemblée nationale.

Cette manifestation était "la plus importante" jamais organisée par les policiers portugais, ont affirmé leurs syndicats, selon lesquels les nouvelles coupes budgétaires viendront "déstabiliser le fonctionnement des polices" et engendrer "une dégradation de la sécurité publique".

"Cela fait huit ans que j'ai intégré la police et je n'ai jamais eu une promotion ou une augmentation de salaire, sauf que maintenant j'ai une famille et davantage de responsabilités", s'est plaint Manuel Ribas, un policier descendu dans la rue pour exprimer son "indignation".

"L'an prochain ils veulent enlever 100 euros supplémentaires de mon salaire brut, ce qui me laissera 900 euros par mois. C'est comme si je venais de sortir de l'école de police", s'est emporté le jeune homme de 32 ans.

"Mes attentes ont été complètement déçues et ces nouvelles coupes nous démotivent encore plus", a témoigné un gendarme de 50 ans venu de la région d'Aveiro (nord), qui a souhaité rester anonyme. AFP 21.11

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre 2013

CAUSERIE

14 nouveaux documents ont été ajoutés. Tous les articles d'octobre ont enfin été archivés, quel boulot, trois heures environ, c'est le boulot le plus ingrat, mais indispensable, le site est à la fois un portail d'information et de combat politique, sans informations valables, impossible de combattre sérieusement notre ennemi, c'est aussi simple que cela.

J'ai pris connaissance de la *Lettre ouverte du PRCF aux organisations progressistes et républicaines de France*, ils appellent les partis ouvriers à organiser ensemble une manifestation nationale et unitaire à Paris contre le gouvernement, les institutions, l'UE et leur politique réactionnaire en laissant la liberté à chaque participant de manifester sous ses propres banderoles et ses propres mots d'ordre.

C'est sans doute la bonne méthode, je ne sais pas ce que vous en pensez. Cette initiative est ni sectaire ni susceptible d'une récupération par tel ou tel parti à l'encontre des autres, dans le respect de chacun, cela nous va très bien, nous verrons bien quel accueil vont lui donner les différents partis, on y reviendra ensuite. Une telle initiative doit être soutenue.

Le reste de l'actualisation du site demain ou lundi matin.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2013

CAUSERIE

Plus tard des articles de presse et autres ou demain matin.

[La susceptibilité n'est pas une maladie honteuse ou contagieuse.](#)

Beaucoup de gens sont à cran, sont ou deviennent susceptibles, souvent cela s'aggrave en vieillissant chez ceux qui y étaient portés, ils deviennent aigris ou ne supportent plus rien ni personne et c'est bien dommage.

C'est avant tout un problème psychologique lié à notre rapport au monde extérieur, et à la manière dont on interprète le regard que les autres portent sur nous. J'ai employé volontairement le verbe interpréter, car en réalité, soit les autres nous perçoivent tout autrement, soit ils ne portent aucun jugement sur nous. C'est uniquement nous qui nous figurons des choses qui n'existent pas ou nous déformons la réalité sans même la connaître, du coup celle qu'on a créée dans notre tête prend la place de celle qui existe vraiment, y prend racine, s'incruste et devient le modèle qui nous sert à analyser les rapports que nous avons avec les autres ou le monde extérieur, c'est la manifestation d'un penchant schizophrénique.

Cela dit, évidemment qu'il y a des gens qui se permettent de nous juger ou qui nous perçoivent d'une manière erronée, mais cela ne doit pas influencer nos propres rapports à la réalité que personne ne peut ou ne doit forger à notre place, sinon on devient une proie facile susceptible de devenir la victime de n'importe quelle manipulation, et comme leur société regorge de manipulateurs, si on est faible ou qu'on n'y prend pas garde, on finit par adopter un comportement qu'on ne maîtrise pas, au point de l'intégrer inconsciemment dans notre personnalité. Quelque part on est devenu quelqu'un d'autre à notre insu, on l'ignore, ce qu'on ne voulait pas devenir. On adopte dorénavant l'attitude d'une personne susceptible sans même s'en rendre compte et on est incapable de l'assumer, de le reconnaître, qu'on nous le dise et on le nie, généralement on s'empote contre la personne qui vous le fait remarquer. On ne le supporte pas, parce qu'on ne se supporte pas ou il y a quelque chose qu'on ne supporte pas en nous, une sorte de mal être qu'on se tréballe parfois depuis des lustres, depuis son enfance.

Il y a comme cela dans la vie des expériences qu'on ne parvient pas à surmonter et qui plus tard se manifestent ou remontent à la surface sous la forme de pulsions émotionnelles inconscientes qui viennent perturber notre faculté de discernement. La moindre critique ou le simple fait d'émettre un avis radicalement opposé à celui de notre interlocuteur entraînera une réaction violente de sa part car il la vivra comme une attaque personnelle, alors que ce n'était pas du tout votre intention, vous pensiez que vous pouviez vous exprimer librement et vous ignoriez totalement que cette personne pourrait avoir ce type de réaction, vous n'aviez pas l'intention de la juger ou de la blesser, mais c'est ainsi qu'inconsciemment elle devait interpréter vos rapports, parce qu'à l'origine elle est dans un état de confrontation ou de rapport de forces permanent, j'allais dire avec le monde extérieur, mais surtout avec elle-même. Pourquoi ? Par manque de confiance notamment, pas seulement en elle-même, là encore avec

le monde extérieur, ce qui peut se comprendre dès lors que son expérience de la vie l'a portée à s'en méfier, ou parce qu'il l'a trompé trop souvent. Disons que cela manifeste un état de faiblesse qui se reporte ou affecte tous ses rapports.

Il arrive aussi qu'on vive très mal les injustices que leur société nous a fait subir au point d'en vouloir à la terre entière ou presque. C'est quelque chose qu'on n'a jamais digéré, qui a pu faire l'objet de terribles souffrances, dont on reporte la responsabilité sur tous les gens que l'on rencontre, inconsciemment répétons-le.

Leur société s'emploie à broyer les hommes et les femmes - pour une fois je pense à elles, ce qui montre que je suis généreux, histoire de faire chier les féministes qui me sortent par la tête, ce sont des psychopathes, surtout ceux d'extrême gauche, ce sont les pires, et comme au fil du temps ils vont de désillusions en malheur, car en vieillissant voir les siens ou ceux qu'on aime partir est souvent vécu comme une expérience douloureuse ou insupportable, injuste, donc on aura tendance à en rendre responsable le premier venu qui ne penserait pas comme vous.

Chez les gens qui vieillissent les choses se présentent encore autrement. Ils estiment que parce qu'ils ont une longue expérience de la vie derrière eux, il ne faut pas leur en compter, ils savent tout mieux que vous, alors qu'en réalité nous savons qu'il ne suffit pas d'avoir vécu des expériences pour en avoir tiré des enseignements, c'est quelque chose qui est donnée à bien peu de gens en fait, il arrive qu'on ait soudainement des éclairs furtifs de lucidité sur nos vieux jours, mais ils ne nous permettent jamais d'embrasser l'expérience de toute une vie, et puis devenu très très vieux, on n'a plus la force d'être aigri ; on a dit plus haut que c'était une faiblesse, mais c'est surtout un puissant moyen pour supporter ce que l'on ne supporte plus en nous et dans leur société, mais une fois parvenu au bout du rouleau on n'a plus envie de lutter, on a conscience qu'on va partir et le reste n'a plus tellement d'importance.

Que les gens aigris ou susceptibles méditent ses derniers mots.

Il y aurait de quoi écrire un livre sur ce thème. Par exemple, on a évoqué la lutte que l'on mène pour survivre de la naissance à notre mort, on lutte dans la société comme militant, sur le plan politique, certains uniquement sur le plan des idées, la lutte fait partie de notre vie, et bien demandons-nous le plus souvent possible si cette lutte est bien orientée dans la bonne direction, sachant que nos intérêts ne peuvent être distincts des exploités et des opprimés du monde entier. Etre susceptible, c'est aussi manquer franchement de mesure, pour un mot de travers ou interprété de la sorte et on est prêt à bazarder une vieille amitié ou à se fâcher avec quelqu'un pour lequel on a de l'estime ou de l'amitié, c'est dommage, on se fait du mal inutilement.

Pour finir, il arrive qu'on me balance des trucs désagréables et injustes, cela me touche, d'où cette causerie, je me dis que je ne mérite pas un tel traitement, mais au lieu de répondre, je fais comme si cela glissait sur moi sans m'atteindre car je n'ai pas envie de m'emporter et de devenir aigri, je ne le suis pas, je suis bien dans ma peau et ma tête, je n'ai pas eu la vie que j'aurais voulu avoir, comme la plupart d'entre nous, cependant j'estime avoir eu du bol parce que je n'ai jamais cessé d'observer ce qui se passait autour de moi et de me poser des questions, du coup j'ai trouvé des réponses satisfaisantes à la plupart d'entre elles et je me connais aussi bien que je connais le monde dans lequel nous vivons, dès lors je n'ai aucune raison de devenir schizophrène et de vouloir m'en échapper ou de le refaire dans ma tête, au contraire je m'emploie quotidiennement à essayer de le comprendre toujours mieux, entre nous, c'est un antidote très efficace contre la schizophrénie car on est obligé de vivre dans la réalité.

Pas besoin d'aller chez un psychologue ou un psychanalyste pour se faire analyser et trouver un remède à mes problèmes, la réalité en tient lieu et cela me suffit, cela va faire chier mes adversaires qui la fuient, ils sont déjà en état de crise, la démence les guette! Ici on est tranquille, calme, serein, en pleine possession de nos moyens, certes limités, mais le fait d'être disponibles vaut bien tous les diplômes de la terre ou bien des qualités qui me font défaut mais dont il faudra bien se passer jusqu'au bout. On fait ce qu'on peut comme on est avec nos défauts sans chercher à tricher avec la réalité, car cela ne mène nulle part. On cherche toujours à faire le bien, le plus honnêtement du monde, et on a beau se démenter pour le démontrer et se justifier, il s'en trouvera toujours pour vous critiquer, si on devait en tenir compte, pour le coup ce serait à devenir fou ou susceptible !

[Du grand déballage à la délation...](#)

- Éluë, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale - 20minutes.fr

Dites-nous tout, vous êtes frustrés, humiliés, malheureux, pas très heureux, déçu parce que les choses ne se passent pas comme vous le souhaiteriez, les gens ne sont pas tels que vous vous voudriez qu'ils soient, personne ne fait attention à vous ou ne vous écoute, vous êtes triste, inquiet, angoissé, n'est-ce pas?

C'est la faute à tout le monde et personne à la fois, l'être humain est horrible, les gens sont détestables, il vous arrive de dire le contraire mais dans le fond de vous-même, c'est bien ce que vous pensez, n'est-ce pas ?

Alors lâchez-vous, confiez-nous vos petites et grandes misères, toutes vos souffrances, soulagez-vous, faites-nous confiance on n'exploitera pas votre mal de vivre, on est là pour en discuter et trouver des solutions, car aussi épouvantable que peut être la société que vous nous décrivez, elle demeure progressiste et agréable à vivre...

Dites-nous tout vos petits secrets de famille, ce n'est pas bon pour le moral d'être introverti comme cela, il faut que cela sorte et on est à votre disposition pour vous aider, déballez sans complexe ce que vous avez sur le coeur, ce que vous fait subir votre conjoint ou compagnon, votre famille, vos voisins, vos collègues de travail, vos petits camarades, ce sera parfaitement anonyme.

Le bonheur est en nous, c'est à nous de le découvrir en chacun de nous, bref si on n'est pas heureux, nous en sommes responsables. Et ceux qui font preuve d'injustice envers nous car le sexisme en est une manifestation, c'est qu'ils ont des problèmes en eux-même à résoudre, ce n'est pas normal qu'ils les reportent sur vous, il faut qu'ils changent, il faut les dénoncer pour qu'ils cessent de vous nuire, de gré ou de force, d'ailleurs le législateur pourrait légiférer et les punir pour les forcer à rentrer dans le droit chemin, car ce n'est pas normal qu'on vous persécute ainsi, c'est inhumain, personne dans la société ne doit supporter un tel traitement, l'humain d'abord merde alors !

A l'arrivée, c'est une dictature qui se met en place à défaut d'avoir changé la société pour pouvoir changer les hommes, comme quoi il vaut toujours mieux traiter les problèmes dans le bon ordre et ne pas inverser les rapports dans lesquels ils se présentent.

Récup.

Chacun récupère tout ce qu'il trouve sur son chemin, ce qui vient à lui, ce qui lui tombe sous la main, ce n'est pas de recyclage dont il s'agit, mais d'usure, oui le principe qu'ils emploient est semblable à celui des usuriers, qui en échange d'un prêt ou d'un service qu'ils vous rendent vous le font payer cent fois ou profitent de vous allègrement, sans commune mesure ou plutôt sans contrepartie ou alors à votre désavantage ou encore eux seuls en tireront profit, passagèrement ou durablement.

Récupérer un besoin, une revendication, une contestation, un mouvement, une cause, tout passe à la moulinette de la récupération, et qu'est-ce qu'il en restera à l'arrivée, pour ceux qui en seront victimes, rien, absolument rien en dehors d'une grande désillusion, quand ils ne sombreront pas dans le désespoir, une profonde démoralisation ou la dépression.

Mais c'est affreux dites-le. Cela l'est effectivement. Mais il y a pire encore. Est-ce possible ? Et comment, dans le pire et le cynique on touche rarement le fond, on n'est jamais au bout de nos surprises, hélas !

On est passé de la récup à la récup de la récup.

Par exemple, vous avez des salariés qui ont manifesté avec des patrons en Bretagne, hier ils ont manifesté avec les syndicats. Vous allez dire, attention, ce n'était pas sur les mêmes mots d'ordre. Détrompez-vous, il faut vous déboucher les oreilles, les syndicats n'ont pas rejeté le Pacte d'avenir du gouvernement ou plutôt concocté par le Medef qui inclut des plans sociaux ou débouchera sur des suppressions d'emplois ou des licenciements, ils ont réclamé qu'il soit plus social, de la même manière qu'ils revendiquent une Europe sociale dans le cadre de l'Union européenne.

Vous connaissez leur discours et sa signification, n'est-ce pas ? Quand ils disent plus social, cela veut dire qu'ils ne s'opposeront pas au Pacte d'avenir et ses conséquences désastreuses pour les travailleurs concernés, ils les accompagneront, les encadreront de manière à ce que les travailleurs n'aient pas les moyens de s'y opposer, ils les ont déjà actés, l'affaire est emballée, bouclée, voilà à quoi devait servir cette parade des traitres et des jaunes, je parle des dirigeants syndicaux seulement. C'était un signe envoyé au gouvernement et au patronat, on contrôle la situation, vous pouvez passer à l'étape suivante, ils ont fait leur sale boulot quoi.

C'est comme si vous deviez aller à l'abattoir et que la seule personne qui pouvait vous éviter d'y aller vous avait tenu la main pour vous y conduire tranquillement, une fois résigné à votre triste sort vous n'offrez plus aucune résistance, ils ne servent qu'à cela les syndicats aujourd'hui ou presque, ils sont tous vendus à l'ennemi de classe, et vous pouvez tirer les conclusions que vous voudrez des partis qui refusent de rompre avec leurs appareils pourris.

Eux aussi ils font de la récup de récup, tout le monde fait les poubelles de nos jours, attention, les poubelles ne sont pas les travailleurs mais leurs besoins qui tombent sous la coupe d'illusions que les uns et les autres exploitent et s'arrachent comme des chiffonniers, c'est un marché prometteur et rentable qu'est-ce que vous croyez, et si les illusions finissent par s'épuiser, ce n'est pas l'offre qui manque puisque chacun se trimballe son lot d'illusions à vendre au plus offrant ou au meilleur baratineur. Les biffins en vivent bien, alors pourquoi pas eux, hein après tout il n'y a pas de raison, en politique il faut bien que chacun trouve sa place !

Si je m'étais contenté de vous dire que cela me scandalise ou que je trouve cela dégueulasse, on n'aurait pas cerner dans quel monde ils vivent, quel cynisme les anime, il ne faut pas se voiler la face, il faut absolument regarder la réalité en face, se la prendre en pleine gueule, cela ne résout pas forcément nos problèmes, mais cela permet au moins de comprendre qu'à se renier et se compromettre sans cesse on finira bien bas, à chacun ensuite de voir quelle décision il va pendre ou quel comportement il va dorénavant adopter pour l'éviter.

Absolument rien ni personne nous oblige à adopter telle idée ou tel comportement en la matière, prétendre le contraire est un grossier mensonge, c'est inadmissible. Tous s'emploient à le justifier, nous nous y refusons obstinément. Un enfant a des

difficultés pour apprendre à lire, on peut en déduire qu'il n'était pas fait pour apprendre à lire, qu'il ne le saura jamais et on laisse tomber, qu'il vive illettré, après tout ce ne sera ni le premier ni le dernier, passons à autre chose. Et bien non, on ne peut pas s'y résoudre, on ne doit pas s'y résoudre.

[Qui a dit ?](#)

Qui a regretté hier que le "*système social fait pour des personnes qui travaillent toute leur vie dans la même entreprise*" ?

Réponse : François Chérèque, président du think-tank Terra Nova, proche du PS, lors d'un forum convoqué par le PS. Il s'est vu confier une mission par Hollande, j'en ai oublié l'objet peu importe.

A la garantie de l'emploi, le CDI, quelle plaie franchement... pour le patronat ! Quelle horreur tous ces travailleurs qui ne voient les bienfaits que la précarité pourraient apporter à leur vie, à côté de quelle chance ils passent les ingrats !

Le PS et sa cour sont des réactionnaires finis, point barre.

Ce salopard s'en est pris une fois de plus au système de retraite qu'il hait en conseillant l'adoption d'un système de retraite universelle qui serait forcément par capitalisation, par points, en réalité ce serait l'individualisation des retraites qui serait universelle, le droit à la retraite n'existerait plus, ce serait une marchandise comme une autre.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Enfumage : quel coût en CO² ?](#)

- Changement climatique: un accord adopté in extremis à Varsovie - AFP

Le texte adopté appelle les Etats à préparer des "*contributions sans préjuger de leur nature légale*" pour 2015.

Un texte sur l'aide financière aux pays du Sud a également été conclu à Varsovie.

"*Cette conférence devait être la conférence des finances*", a déclaré à l'AFP le négociateur du Bangladesh, Qamrul Chowdhury, "*et tout ce qu'on a, ce sont des cacahuètes*". AFP 23.11

A chacune de ces conférences ils s'engagent... à préparer la suivante et ainsi de suite, vous avez remarqué ?

Heureusement qu'il n'a pas dit des bananes, on aurait pu l'accuser de faire un mauvais procès d'intention aux pays riches ! Bon, au Bangladesh on produit à la fois des cacahuètes et des bananes

[A leurs bourreaux.](#)

- Les ex-Conti demandent à l'Etat de "*faire valoir leurs droits*" - LePoint.fr

A quoi, à Pôle-emploi ?

[Il vous accompagnera à Pôle-emploi](#)

- Le gouvernement promet qu'une «*dimension sociale*» sera donnée au Pacte d'avenir pour la Bretagne - 20minutes.fr

Il n'a pas dit pour qui... Pour les patrons, non ?

[Portez-lui le coup de grâce !](#)

- Silvio Berlusconi demande une grâce présidentielle - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Les masques de fin d'année sont de retour...

- Harlem Désir fustige "**la droite la plus réactionnaire du monde**" - AFP

Le Premier secrétaire du parti socialiste (PS), Harlem Désir, a désigné samedi l'opposition comme "*la droite la plus réactionnaire du monde, à part le Tea party aux Etats-Unis*", devant des personnalités du parti, universitaires et sympathisants réunis à la Défense à Paris.

Mais sur quel terrain se place-t-il ?

Les participants à ce forum convoqué par le PS à quatre mois des élections municipales, ont tour à tour insisté sur la notion de progrès comme "*combat fondateur*" du socialisme, l'opposant aux "*idéologies du déclin*" diffusées par "*la droite la plus réactionnaire du monde*", un "*bloc anti-Lumières*", selon les termes d'Harlem Désir.

Poursuivre la politique de Sarkozy permet de faire référence à la "*notion de progrès*" sans aucun doute que le TSCG, l'ANI, s'attaquer une nouvelle fois à la retraite, à l'école, aux hôpitaux, etc, c'est c'est la mettre en oeuvre...

On se rend immédiatement compte qu'il leur faut se référer à cette notion pour se réclamer du socialisme, frauduleusement puisque qu'en fait de progrès on assiste plutôt à une régression sans fin depuis que Hollande et le PS sont au pouvoir, poursuivant l'oeuvre du "*bloc anti-Lumières*" qui était au pouvoir avant eux.

Harlem Désir, c'est la caution communautariste du PS, sa sortie était des plus maladroite, grotesque, car parler de progrès alors que toutes les couches des masses exploitées se font matraquer et n'en peuvent plus, c'était passer pour un bouffon, se ridiculiser.

C'est l'intervenant suivant qui est une autre peinture qui va recadrer le PS.

- Guillaume Bachelay, vice-président du PS, a appelé à mener "*la bataille des idées*"...

Malin l'animal, en effet, il ne faut pas sortir de ce créneau, il faut absolument éviter toute notion ou référence qui ramènerait à la réalité, il faut se détourner des faits, il faut impérativement demeurer sur le terrain des idées qui permet de dire tout et son contraire de façon à pouvoir toujours s'en tirer par une entortillage face à un public moins savant dans l'art de la manipulation et le tour est joué.

Cependant cela demeure un exercice risqué, surtout en période de crise où certaines expressions peuvent renvoyer à une expérience désagréable vécue ou l'inverse, une attente déçue, comme une promesse pas tenue par exemple. En se situant sur le terrain des idées, vous pouvez prendre des engagements, en période pré électorale c'est utile ou même recommandé, cela ne mange pas de pain, car par nature ils seront aussi volatiles que vos paroles une fois que vous les aurez prononcées.

Et puis, il y a plein de gens qui à défaut de quelque chose de concret se satisfont d'idées balancées en l'air, cela comble un vide, nourrit l'espoir, ils sont comblés provisoirement, c'est l'essentiel, bon, cela ne marchera pas avec le type qui a le ventre vide, mais lui il n'écouterait pas ce que dit le PS.

Masques en vrac pour les fêtes

- "*Les sectes, c'est la négation de l'individu*", dit Valls AFP

- Peillon apporte son soutien au SNUipp-FSU, visé par le Printemps français AFP

- "*Le combat*" de Valérie Trierweiler est "*humanitaire*" Le Nouvel Observateur -

La réaction est dans la rue

- A Nantes, La Manif pour tous fait sa "**rentrée**" - AFP

Avant cela faisait toc et plutôt hystérique, maintenant cela fait chic et maniéré!

La Manif pour tous a une nouvelle présidente dotée d'une particule comme une crotte de chien qui pend au cul, madame Ludovine

de la Rochère ! La Barjot qui a été expulsée de son HLM ne s'en est pas remise, c'est ingrat la vie de roturier dans ce milieu là !

- Manifestation contre la prostitution et les violences aux femmes - AFP

L'initiative, se tenant à l'avant-veille de la journée internationale contre les violences faites aux femmes, venait du Collectif national pour les Droits des femmes, qui regroupe des associations féministes, des syndicats et partis politiques. AFP 23.11

Comme il ne sera pas possible de supprimer la prostitution, cela revient à criminaliser les prostituées et leurs clients, une loi de plus répressive et liberticide en perspective.

On ne l'a pas vérifié, mais on imagine que la gauche et l'extrême gauche ont dû y participer avec le PS en tête du cortège, une manifestation qui s'inscrit dans le cadre d'une initiative de l'ONU, cela ne se refuse pas, n'est-ce pas ? Là encore c'est de la récup.

Mais au fait, c'est bien l'Arabie saoudite qui vient d'être élue pour trois ans au Conseil des droits de l'homme des Nations unies alors que les femmes y sont traitées comme des êtres humains de seconde catégorie... Oui, mais qui dit droits de l'homme ne dit pas forcément droits des femmes... Et c'est l'ONU qui... Qui a fait quoi, tellement de choses horribles et crapuleuses qu'on n'est plus à cela près mon cher, on s'en tape voilà tout.

Tu nous fais chier à la fin avec tes discours moralisateurs, tes grands principes à la con, si on t'écoutait on ne ferait jamais rien, l'ONU est comme elle est, prenons-là comme cela et ne cherchons pas la petite bête.

Oui tu as raison, on peut tout accepter, on a avalé tellement de couleuvres sans broncher qu'une de plus ou une de moins et on ne s'étranglera pas pour autant. Bon, allez salut et bien le bonjour à ton copain palestinien...

A bas le PS, la gauche, l'extrême gauche et l'ONU puisque finalement ils se sont mis eux-mêmes dans le même panier de crabes infâmes ! Nous ne nous sommes pas trompés en classant cette manifestation parmi celle de la réaction.

- Venezuela: l'opposition manifeste à Caracas - AFP

Plusieurs centaines de manifestants d'opposition se sont rassemblés samedi dans le centre de Caracas, dans un climat marqué par l'interpellation d'un collaborateur du chef de l'opposition vénézuélienne, Henrique Capriles.

Les manifestants, en majorité des jeunes de la classe moyenne, ont répondu à l'appel de l'Unité démocratique (MUD) pour protester contre l'octroi au président Nicolas Maduro de pouvoirs spéciaux qui lui permettent de gouverner par décret pendant un an.

Sur son compte Twitter, M. Capriles avait appelé à manifester "*pour qu'on entende dans tout le Venezuela un "non" aux fascistes corrompus du régime Maduro*".

"*Très peu de gens sont sortis*" dans la rue pour manifester contre le gouvernement "*c'est de pire en pire*" pour l'opposition, s'est gaussé le président Maduro, en assurant que le pouvoir avait réussi à déjouer une provocation destinée à déclencher des violences à l'occasion des manifestations convoquées à travers le pays.

Les autorités tentent depuis deux semaines de faire baisser les prix en procédant à des contrôles dans les magasins et en dénonçant la "*spéculation*" et la "*bourgeoisie parasitaire*". AFP 23.11

L'AFP s'est encore illustrée dans cet article. Voici le dernier paragraphe, à croire que seuls les présidents élus des puissances occidentales sont légitimes et que la barre fixée dans les autres pays pour être élu varie selon qu'ils les ont accrédités ou non :

- Lors de la présidentielle du 14 avril, consécutive au décès de Hugo Chavez en mars, Maduro, son dauphin, n'a battu Capriles que de 1,49% des voix.

[Quand le Nouvel Observateur fait campagne pour le NPA...](#)

- Besancenot braque Liliane Bettencourt - Le Nouvel Observateur

Lui aussi veut soutirer de l'argent à Liliane Bettencourt. Et pour cela, Olivier Besancenot n'y va pas de main morte : pistolet au poing, cagoule sur la tête, violation de propriété, agression d'un vigile... Dans cette vidéo du NPA, une mise en scène avec une fausse héritière de L'Oréal, le NPA a voulu frapper fort.

Il s'agit d'interpeller avec humour sur les besoins de financement du parti afin de mener campagne aux municipales et aux européennes. "*Je vais leur faire cracher leur oseille*", se convainc Besancenot avant de s'en prendre à une Bettencourt sénile et à qui il veut faire rappeler son passé de "*grande révolutionnaire*".

Mais le procédé tourne court et Besancenot finit en prison. Les moyens employés et la violence ne sont donc pas mis en valeur par le parti. A qui il reste donc la souscription lancée en août dernier pour récolter le million d'euro nécessaire. "*Il n'y a pas d'issue hors d'une politique anticapitaliste*", explique le parti sur son site internet et sur lequel il est possible de donner en ligne. Le Nouvel Observateur 21.11

P'êtes ben que Le Nouvel Obs y va être de son obole, qui sait, ils nous font bien de la pub, ils ont p'êtes un coeur grand comme ça ?

[FO pas répondre aux convocations du gouvernement et patronales.](#)

- FO refuse de constituer un front syndical uni avec la CGT et la CFDT - L'Expansion.com

"*J'aime pas répondre aux convocations*", explique le Leader de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, ce vendredi au micro de RTL. Laurent Berger (CFDT) et Thierry Lepaon (CGT) ont appelé jeudi l'ensemble des syndicats à se réunir face "*à la gravité de la situation*" en France.

Le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a refusé vendredi sur RTL l'appel de la CFDT et de la CGT de constituer un front syndical uni, qui aurait constitué une première depuis l'élection de François Hollande. "*J'aime pas répondre aux convocations*" et "*je ne crois pas aux choses artificielles*", a déclaré Jean-Claude Mailly.

"*Je ne veux pas faire semblant d'être d'accord*" avec la CGT et la CFDT, poursuit-il. Le leader de FO ne croit pas au syndicalisme rassemblé, soulignant qu'il existe "*des désaccords entre organisations*", notamment sur le front de l'emploi, ou encore des retraites. Et de conclure : "*Si c'est pour faire une photo où l'on est là tous ensemble, et bien je suis désolé, je n'ai pas le temps d'aller chez le coiffeur pour être beau sur la photo d'ici lundi*".

FO a de son côté annoncé jeudi appelé à un grand meeting national le 29 janvier. L'Expansion.com et AFP 22.11

Vous avez lu ces dernières jours les dernières sorties de la CGT, on aurait pu les attribuer à la CFDT.

Le rapprochement entre la CGT et la CFDT ou la réactivation de l'intersyndicale incluant tous les syndicats sauf FO était prévisible. De plus, plus le régime est en difficulté, plus les bureaucrates corrompus et jaunes unis montent au créneau pour le défendre et faire barrage à toute mobilisation massive des travailleurs.

Sous de faux masques ils réalisent une unité sans principe, excepté celui qui vient d'être évoqué. Ils se présentent comme les champions de l'unité et éventuellement comme des opposants à la politique du gouvernement et du patronat, alors qu'en réalité sur la ligne politique sur laquelle ils sont, ils contribuent un peu plus à gangrener et disloquer le mouvement ouvrier, puisqu'ils n'ouvrent aucune perspective de combat uni aux travailleurs sur leur terrain de classe (indépendant). Leur posture est une imposture, oui, encore.

Quant à FO, contrairement à ce que dit Mailly, "*J'aime pas répondre aux convocations*", force est de constater que lorsqu'elles viennent du gouvernement ou du patronat il répond toujours présent ou s'empresse de s'y rendre. Donc, là encore on est en présence d'un syndicat qui verse en permanence dans le double langage.

Si FO rompait ses relations avec le gouvernement et le patronat en appelant travailleurs et syndiqués à se mobiliser exclusivement sur le terrain de classe des exploités en dénonçant les autres syndicats qui acceptent de se situer sur le terrain du patronat, cela changerait la donne au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, dans ce cas-là nous le soutiendrions, sinon qu'il ne compte pas sur nous.

[Les courroies de transmission du gouvernement et du régime.](#)

- La réforme de la fiscalité sera "*injuste et inefficace*", pour 7 Français sur 10 - L'Express.fr

Alors comment leur imposer ? Mode d'emploi.

- Inquiètes face au risque "*populiste*", la CGT et la CFDT resserrent les rangs - AFP

Le prétexte : la contestation "*populiste*" et anti-impôt. Remarque : contestation anti-impôt qui d'ailleurs ne se limite pas aux patrons, mais concerne aussi les couches et la classe moyennes que les syndicats représentent davantage que les ouvriers ou

les employés ou les ménages où il n'y a qu'un seul salaire ouvrier, ainsi ils vont se mettre à dos la plupart des travailleurs qui adhèrent encore à des syndicats.

Le contexte : un échange de bons procédés avec le gouvernement qu'ils soutiennent, on en aura encore la confirmation plus loin.

- Cet appel à l'unité est conforté par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault qui donne une plus grande visibilité aux syndicats en ouvrant lundi avec eux sa concertation sur la réforme fiscale.

Rappelons que tous les syndicats ont accepté de participer à cette "concertation", quand bien même le gouvernement afin de réduire la "pression fiscale" sur les entreprises vient de leur accorder 20 milliards d'euros supplémentaires, alors qu'il n'est pas foutu de trouver le moindre milliard pour la Sécu ou les retraites soit dit en passant. Donc les dés sont pipés ou la règle du jeu est à l'avantage du patronat dès le départ, ce qu'ils estiment normal apparemment.

L'art du camouflage consistera à prétendre lutter contre ce qu'on incarne soi-même. La CFDT est passée maître dans ce domaine.

- Selon M. Berger, "*il est de la responsabilité des syndicats (...) de se parler face à une espèce de montée des corporatismes et des poujadismes*", alors que tous les accords signés par la CFDT (pas seulement) se situent dans le cadre du corporatisme, mais qui osera faire le lien dans le syndicat jaune, personne, sauf à quitter ce syndicat patronal.

Sur quelle orientation se situe l'intersyndicale ?

C'est Berger qui l'explique, "*l'avenir de ce pays, pour les salariés, ne pourra se faire que si les syndicats sont unis*", le pays étant sous la domination de la classe dominante, cela signifie que l'avenir des salariés est lié à celui de leurs patrons qu'il faut ménager et pour lesquels il ne serait y avoir de trop beaux cadeaux de la part du gouvernement.

L'unité sans principe ou sur une telle orientation est évidemment contraire aux intérêts collectifs des travailleurs menacés de licenciements, donc là encore pour le masquer, rien de tel que dénoncer l'individualisme chez ceux qui la refusent.

- C'est aussi l'avis de Luc Bérille, numéro de l'Unsa. Face à un "*fort développement du populisme, le chacun pour soi pouvait être laissé de côté.*"

Quelles sont les motivations du gouvernement ?

Pour négocier ou faire semblant, il faut être deux ou que deux camps soient représentés, il faut donc que malgré leur faiblesse les syndicats requièrent un minimum de légitimité, et bien que cela ne tienne, à défaut de venir des travailleurs, elle viendra du gouvernement qui se trouve dans la même situation, un échange de bons procédés à charge de revanche. Et n'allez pas penser que l'indépendance des syndicats en prendrait un sacré coup, mais non, mais non, on les critique pour la forme, mais en réalité ils sont parfaits... Comme en temps normal ils ne le sont pas davantage indépendants, cela ne change donc rien à leurs rapports à l'Etat ou au capital, ils y sont organiquement subordonnés par leur financement, dès lors ils n'ont rien à se refuser.

- "*Cette rencontre sert à réhabiliter les deux parties*", affirme Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail. "*La puissance politique, en perte de confiance, peut exister un peu plus à travers les syndicats*". De leur côté les centrales, "*cibles de nombreuses critiques - injustifiées - pour n'avoir pas conduit le mécontentement social, obtiennent une visibilité*", estime cet analyste.

Le Premier ministre "*n'invite pas les représentants des jacqueries, mais les syndicats pour les remettre en selle*", dit-il. AFP 23.11

Comme l'avait dit et répété plusieurs ministres de Sarkozy, les dirigeants syndicaux savent être responsables, traduire : briser toute mobilisation qui pourrait déstabiliser le régime, ce sont de fidèles lieutenants du capital et ses représentants officiels les traitent comme tels. Bref, en famille on se tient les coudes, c'est normal.

[Carcan : dette et chantage permanents contre nos droits sociaux et l'emploi](#)

- Vers des prêts bonifiés en échange de réformes en zone euro - Reuters

Les dirigeants de la zone euro envisagent des prêts bonifiés à des pays du bloc qui mettraient en oeuvre des réformes structurelles améliorant leur situation à moyen terme, selon un document de travail de l'Union européenne. Reuters 22.11

- La zone euro appelle certains pays à "**faire plus d'efforts**" budgétaires - AFP

Madrid et Rome "*préparent de nouvelles mesures*" budgétaires et structurelles, ont fait savoir les ministres espagnol et italien des Finances à leurs homologues. Les mesures de l'Espagne devraient notamment porter sur le marché du travail.

"*J'espère voir en 2014 une accélération des réformes structurelles en France, pour une croissance durable et la création d'emplois*", a déclaré le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn, rappelant le poids de ce pays en tant que deuxième économie de la zone euro.

"*Si des ajustements étaient nécessaires, nous les réaliserions*", a assuré vendredi M. Moscovici, selon lequel la France fait partie des pays dont la situation budgétaire est "*jugée parmi les plus positives*".

M. Dijsselbloem s'était montré particulièrement sévère vendredi dans un entretien avec le quotidien allemand Handelsblatt. "*Ce qui a été décidé à Paris jusqu'ici n'est clairement pas suffisant. Il est évident que la France doit faire davantage*", avait-il déclaré.

La France a obtenu de Bruxelles un délai de deux ans, soit jusqu'en 2015, pour ramener son déficit public sous la barre des 3% du PIB. En échange, elle doit mettre en oeuvre un certain nombre de réformes, sur les retraites et le marché du travail en particulier. AFP 22.11

Moscovici a pris un engagement, on le signale aux aveugles...

- Le protectionnisme n'est pas la solution, c'est le problème! - Slate.fr

Vive la loi de la jungle de la dérégularisation de l'économie au profit des multinationales et des banquiers !

Autres versions : le dominant écrase le dominé, où est le problème ? Le riche profite du pauvre, c'est dans l'ordre des choses, si vous protégez le pauvre il va le rester et le riche qu'est-ce qu'il va devenir, il faut aussi le protéger pour qu'il le reste, et la meilleure façon pour que cela se passe bien c'est de le laisser faire ce qu'il veut, et après tout, le pauvre aussi il peut faire ce qu'il veut du moment qu'il le reste et n'envisage pas de changer de condition.

La protection, c'est fait pour les faibles, vaut mieux s'en débarrasser ou les contraindre, enfin !

- Zone euro: ne pas relancer la croissance pourrait créer une "**génération perdue**" - AFP

Combien en ont-ils déjà sacrifiées ?

- La Banque mondiale va prêter un milliard de dollars à Manille - Reuters

Quelle généreuse intention de racketteurs, affameurs, pilleurs !

- Allemagne: le salaire minimum n'est pas un gage de soutien à la consommation - AFP

Le salaire minimum dont doit finalement se doter l'Allemagne constituera sans nul doute un soutien aux salariés peu qualifiés mais son effet sur la consommation reste des plus incertains, voire une complète illusion, de l'avis des économistes.

Les presque 6 millions de personnes qui gagnent actuellement moins de 8,50 euros de l'heure en Allemagne, peuvent-elles donner un coup de fouet à l'économie allemande, et par ricochet entraîner une hausse des importations?

"*L'effet sur la consommation va probablement être nul*", répond Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. "*Il y aura un arbitrage entre emplois et salaires*" dans ces secteurs, laissant donc inchangé le revenu par tête, juge M. Broyer.

Les détails de ce Smic à l'allemande sont toujours ardemment négociés. Son niveau de départ, que le SPD souhaite fixer à 8,50 euros, la manière dont il sera calculé par une commission non-gouvernementale et sa date de mise en oeuvre pourraient influencer beaucoup sur ses effets.

Un salaire à 8,50 euros, en dessous de la plupart des salaires minimums déjà négociés dans douze branches professionnelles, est un niveau "*loin d'être trop haut*", a souligné le président du comité d'entreprise de Volkswagen, Bernd

Osterloh, dans un entretien avec l'agence allemande dpa. "*Cela ferait environ 1.500 euros brut par mois, un salaire avec lequel il est encore difficile de nourrir sa famille et payer son logement*".

Si le Fonds monétaire international (FMI) a souligné que l'objectif du salaire minimum était de permettre aux salariés peu qualifiés

"de recevoir assez pour vivre", il a aussi averti qu'"un salaire minimum trop élevé peut diminuer l'emploi de manière excessive dans certains marchés".

Un effet pervers qu'agitent volontiers les milieux économiques et patronaux allemands. "Un tel salaire minimum va coûter entre 450.000 et un million d'emplois", avertit David Folkerts-Landau, économiste chez Deutsche Bank. Dans la bouche d'Ulrich Grillo, le président de la puissante fédération de l'industrie allemande, la situation est encore plus dramatique: ce serait "de 1,2 à 1,8 million d'emplois" mis en danger.

Le salaire minimum, "c'est un faux débat économique, mais un vrai débat politique", conclut Sylvain Broyer. AFP 22.11

Ils vont les délocaliser en Pologne, Slovaquie ou en République tchèque, le prétexte est tout trouvé, ce serait dommage franchement de ne pas en profiter.

Vous avez constaté qu'avant-hier je les avais devancés. Mais il faut pousser votre analyse plus loin, à fond

[Intox. Fabrication de preuves. Comment clore une affaire, démonstration.](#)

- Le médecin qui avait aidé la CIA à trouver Ben Laden inculpé de meurtre au Pakistan - LeMonde.fr

Comment faire disparaître un "témoin" encombrant : la méthode.

Traître au Pakistan, héros aux Etats-Unis. Shakeel Afridi, le chirurgien pakistanais qui avait aidé la CIA à débusquer Oussama Ben Laden en 2011, vient d'être inculpé pour fraude et meurtre dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris samedi 23 novembre.

Ils ont enfin trouvé une personne pour plainte contre ce "témoin", sans rigoler, 6 ans plus tard puisque les faits retenus contre lui remonte à 2007.

En cause, selon un haut responsable gouvernemental à Peshawar : les accusations d'un femme, qui a affirmé aux autorités que le médecin avait tué son fils en 2007, après l'avoir opéré à trois reprises.

Et pour faire plus vraisemblable, ils en rajoute une louche, encore moins crédible ou tout à fait ridicule, mais qui sait, attendons de voir la suite...

Shakeel Afridi est également sous le coup d'une inculpation pour fraude.

Cela commence à sentir le soufre, la cerise sur le gâteau, c'est tout de suite :

Selon l'accusation, il ne serait pas chirurgien et n'aurait donc pas dû opérer.

Ah ben cela alors, pour un rebondissement, c'est stupéfiant ! Mais comment a-t-il pu s'occuper pendant des années du malade Ben Laden et lui prodiguer les soins nécessaires ? Il a dû recourir à la magie, c'était un sorcier sans doute descendu des montagnes, à moins qu'il ne s'agisse que d'un vulgaire charlatan se faisant passer pour un toubib, la proie idéale, un type suffisamment tordu pour être recruté par la CIA afin de cautionner tout le baratin qui allait suivre et s'en débarrasser par la suite en lui collant sur le dos un tas de délits cette fois tout à fait avérés, une façon de mettre un point final à cette affaire et d'enterrer la vérité qui est tout autre.

En réalité, cela aura été le seul épisode véridique de toute cette histoire, tout le reste aura été inventé puisque même des membres des services secrets britanniques ont affirmé qu'il avait la preuve que Ben Laden était mort en 2002. Alors pourquoi cette comédie ? Mais voyons, parce que tout le monde ignore ou presque la vérité, et puis il faut bien qu'ils mettent un point final à cette histoire en donnant l'impression qu'elle est crédible et qu'ils ont eu le dernier mot.

Pour la petite histoire, ils avaient déjà écopé de 33 ans de prison pour "trahison et complot", mais là en lui collant un meurtre sur le dos, c'est la peine de mort qu'il va prendre et la boucle sera bouclée : le faux médecin du faux Ben Laden aura disparu, toutes les preuves du coup tordu imaginé par la CIA auront été détruites, restera la version officielle. (source : LeMonde.fr 22.11)

[Lobotomie planétaire : Game over !](#)

- Microsoft annonce plus d'un million de Xbox One vendues en 24 heures - L'Expansion.com

Microsoft a annoncé avoir vendu plus d'un million d'exemplaires de sa dernière console de jeux vidéo Xbox One vendredi, jour de son lancement.

"Nous travaillons dur pour fabriquer davantage de consoles", a assuré Yusuf Mehdi, vice-président chargé du marketing de Xbox (Il voulait parler des esclaves chinois - ndlr) . "Nous sommes touchés et reconnaissants de l'enthousiasme des fans de Xbox à travers le monde", a-t-il commenté. " Voir des milliers de fans enthousiastes faire la queue pour obtenir leur Xbox One et leur amour pour le jeu était vraiment un moment spécial pour l'équipe Xbox". (Il faut être lobotomisé pour en arriver à ce point-là, cela fait partie de la stratégie eugéniste de l'oligarchie à laquelle appartient Bill Gates. Est-ce exagéré de dire cela ? Si vous le pensez, c'est que vous n'avez pas encore vraiment compris pourquoi et surtout comment le monde est devenu aussi pourri ou que vous n'y tenez pas, et attendez, ce que vous vivez aujourd'hui, si rien ne vient les stopper, dans 10 ou 20 ans vous parlerez des années 2010 comme "les jours heureux" ! Réveillez-vous ! - ndlr)

Décalage horaire oblige, c'est un Néo-Zélandais de 24 ans qui est devenu le premier propriétaire de l'appareil. Dan Livingstone avait gagné un concours, dont le premier prix était une Xbox One, placée depuis une semaine sous bonne garde dans un bassin à requins, dans un aquarium d'Auckland, protégée par une boîte étanche.

"Etre le premier au monde (à avoir la Xbox One), c'est comme détenir un record que personne ne pourra jamais m'enlever. J'ai l'impression d'appartenir à l'histoire. C'est vraiment incroyable", a-t-il déclaré. L'Expansion.com avec AFP 23.11

Le record de la connerie on vous le laisse volontiers !

En complément

- Les Français devraient dépenser 10 milliards d'euros sur le Net pour Noël - LeFigaro.fr

C'est marrant, quelque chose me dit que parmi eux on trouvera la plupart des adeptes de la décroissance, des maniaques du coût carbone... pour les autres, les plus nombreux, vous savez de qui je veux parler, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte - Turquie

- Crise diplomatique entre la Turquie et l'Egypte - Reuters

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"Cette situation nous attriste", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "cherché à influencer l'opinion publique contre les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays".

Les autorités égyptiennes ont demandé le départ de l'ambassadeur turc au Caire en accusant Ankara de soutenir des mouvements non identifiés qui menacent selon elles la sécurité nationale, ce qui désigne vraisemblablement les Frères musulmans.

En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Egypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata.

"Cette situation nous attriste", dit le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué. "Mais la responsabilité devant l'Histoire incombe au gouvernement provisoire égyptien, arrivé au pouvoir dans les circonstances extraordinaires du coup d'Etat du 3 juillet", ajoute-t-il.

Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "cherché à influencer l'opinion publique contre

les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays".

La Turquie s'est montrée très critique après le renversement le 3 juillet du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, qu'elle juge victime d'un "*coup d'Etat inacceptable*". La confrérie entretient des liens étroits avec le Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir à Ankara.

"*Je ne respecterai jamais ceux qui accèdent au pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire*", a déclaré le Premier ministre, Tayyip Erdogan, partisan du gouvernement islamiste qui avait été poussé à la démission par les militaires turcs en juin 1997.

"*J'espère que nos relations reviendront à la normale*", a déclaré le président turc Abdullah Gül, adoptant un ton plus mesuré que celui de son chef de gouvernement lors d'une allocution télévisée. Reuters 23.11

Le Frère musulman Tayyip Erdogan au pouvoir en Turquie : c'est un coup d'Etat permanent qui est perpétré contre le peuple turc et contre la laïcité.

Vous aurez noté le parti pris de Reuters qui donne la parole à Erdogan qui se présente comme un grand démocrate respectueux des présidents élus, bon, sauf celui de la Syrie, mais c'est différent, c'est un tyran...

2- Pakistan

- Pakistan: manifestations contre les tirs de drones américains - AFP

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Pakistan contre les tirs de drones américains, menaçant de couper les voies de ravitaillement de l'OTAN si les attaques se poursuivaient.

Les manifestants - des militants de droite emmenés par l'ex-star du cricket Imran Khan - ont brûlé des drapeaux américains, a constaté un journaliste de l'AFP à Peshawar où s'est déroulée la manifestation.

Selon la police, les manifestants étaient au nombre d'environ 15.000.

Khan a appelé à un blocus des convois de l'OTAN vers l'Afghanistan afin de faire pression sur Washington.

Après avoir précédemment fixé une date limite au 20 novembre, Khan a déclaré samedi qu'il saisirait la Cour suprême du Pakistan et, si nécessaire, la Cour internationale de justice.

Les transports de l'OTAN ont été suspendus samedi en raison de la manifestation qui a eu lieu sur la route empruntée par les camions de l'Alliance atlantique.

Khan accuse les Etats-Unis d'avoir utilisé un drone pour tuer le chef taliban Hakimullah Mehsud dans une tentative de saboter d'éventuelles discussions de paix avec les talibans.

Le gouvernement pakistanais a affirmé que cette attaque avait annulé les progrès réalisés en vue de mettre fin à la rébellion des talibans qui a fait des milliers de morts.

Jeudi, une nouvelle attaque de drone a tué six personnes dont le chef du réseau taliban afghan Haqqani considéré par les Etats-Unis comme responsable de certaines des attaques les plus meurtrières en Afghanistan.

Les attaques de drones sont particulièrement impopulaires au Pakistan et Islamabad les condamne publiquement comme étant une violation de sa souveraineté. AFP 23.11

Ce qui a retenu notre attention dans cet article, c'est la présentation faite par l'AFP des participants à cette manifestation anti-américaine en les présentant comme des militants de droite. Qu'ils soient de droite, ce n'est pas ce que nous contestons, mais le fait que l'AFP le précise quand cela fait les affaires de l'OTAN, histoire aussi de montrer au brave peuple français que ce n'est pas la gauche qui manifeste contre l'OTAN au Pakistan, mais la droite, donc la gauche fait bien de ne pas lui emboîter le pas.

Je ne dis pas de manifester avec la droite, quoique dans le cas précis de la défense de la souveraineté d'une nation contre une agression impérialiste, ponctuellement cela puisse se concevoir, ponctuellement et sur ses propres mots d'ordre, et à condition que droite et gauche ne soient pas mêlées dans la manifestation, des petits détails qui ont leur importance, une question de principe, on ne mélange pas les genres, jamais.

3- Iran

NY Times multiplie les analyses sur les négociations Iran /5+1 à Genève, évoquant tantôt les obstacles à surmonter tantôt les risques à encourir en cas de l'échec des négociations. " *Notre situation actuelle à Genève est le signe d'une grande défaite qui s'enracine dans nos politiques erronées de ces dernières années et la faute n'en revient pas à Obama*, affirme le journal dans un article intitulé " *Comment Bush a-t-il permis à l'Iran de se nucléariser?* " .

" *Les pourparlers nucléaires qui se déroulent en ce moment à Genève pourraient aboutir. Si un accord venait à être signé avec l'Iran, ce serait une grande victoire pour ce pays et une défaite pour les Etats Unis. Les Iraniens poursuivront leur programme nucléaire et l'enrichissement de leur uranium alors que les Etats Unis et leurs alliés réduiront leurs pressions économiques. Ce sera un nouveau souffle pour l'économie iranienne qui permettra à l'Etat iranien de se renforcer. L'accord Iran /Occident si il venait à être signé sera un échec pour l'Amérique mais il ne faut pas en tenir rigueur à Obama car cet échec est le résultat des années de gestion des présidents qui l'ont précédé. L'Occident n'a pas pu se mobiliser en temps voulu contre l'Iran puisque Bush a envahi l'Iran et l'Afghanistan. Bush aurait du créer une coalition internationale contre l'Iran et empêcher ce pays via des efforts diplomatique de devenir une puissance nucléaire. Au lieu de cela, il a attaqué l'Afghanistan et l'Irak, a dépensé des centaines de milliards de dollars en vain, a terni l'image de l'Amérique a permis à l'Iran d'élargir son influence, et a fait de ce pays un gagnant, que l'accord nucléaire soit signé ou pas*". french.trib.ir 22.11

SOCIAL

1- Espagne

- Austérité: Des milliers de manifestants défilent à Madrid - 20minutes.fr

«*Nous sommes venus protester contre la politique d'austérité, contre la politique répressive du gouvernement, la modification du Code pénal, la loi anti-manifestations et sur la sécurité citoyenne, qui est une attaque directe aux droits fondamentaux des citoyens.*» Comme Irene de la Cuerda, une manifestante de 57 ans, des milliers de personnes sont descendues samedi dans les rues de Madrid à l'appel des syndicats et d'organisations citoyennes pour dénoncer la politique d'austérité du gouvernement et exprimer une multitude de revendications.

Sous les slogans «*Oui, nous pouvons*», «*Utilise ta force*», le Sommet social, qui regroupe les syndicats et une centaine d'associations, avait convoqué ce défilé aux côtés des Marées citoyennes, des collectifs professionnels comme l'éducation et la santé pour la défense du service public, qui manifestent habituellement de leur côté. Deux ans après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de droite de Mariano Rajoy, les manifestants ont défilé derrière une grande banderole blanche portant les mots : «*Jugement pour les banques. Sauvons le service public, les pensions, les personnes.*»

Parmi leurs cibles, le système bancaire dont les dérives ont contribué à précipiter le pays dans la crise en 2008. Arrivé au pouvoir à la fin 2011, le gouvernement Rajoy a soumis l'Espagne à une cure d'austérité sans précédent, au prix de douloureux sacrifices. Deux ans plus tard, le pays vient de renouer avec la croissance mais reste en proie à une grave crise sociale, avec près de 26% de chômeurs.

Pourtant, après de nombreuses grandes manifestations en 2011 et 2012 à travers toute l'Espagne, la riposte sociale est devenue cette année beaucoup plus discrète. «*Nous sommes ici pour 30.000 raisons. Ce que nous demandons, c'est qu'ils n'écrasent pas le peuple comme ils le font*», expliquait Epifanio Lopez, un ouvrier âgé de 59 ans.

(La récup ou la peste était de sortie ce samedi. - ndlr)

La mouvance des indignés avait appelé elle aussi à manifester depuis un autre point de rendez-vous: la Plaza de España où l'organisation écologiste Greenpeace avait déployé, sur la façade d'un grand immeuble vide, une banderole jaune de 315 mètres carrées avec les mots «*Non à la loi anti-manifestation*». (Ils ont dû obtenir une autorisation spéciale ou les autorités ont fait preuve de complaisance envers une organisation qu'ils savent compter dans leurs rangs. - ndlr) Un slogan qui dénonce le projet de loi sur la sécurité actuellement dans les cartons du gouvernement, décrié par la gauche comme un projet de «*répression citoyenne*». «*L'organisation lance une campagne active contre les atteintes au droit de manifester pacifiquement que suppose ce projet de loi*», a indiqué Greenpeace dans un communiqué.

Le texte, qui n'a pas encore été approuvé par le Conseil des ministres, suscite déjà une vive polémique car il prévoit notamment de fortes amendes, jusqu'à 600.000 euros, en cas de manifestation non autorisée, le cas de nombreux rassemblements des indignés depuis deux ans. 20minutes.fr

Manifestation citoyenne, répression citoyenne, voilà à quoi mène ce discours mettant sans cesse en scène le citoyen, c'est aussi

celui des social-patriotes, ceux qui veulent rassembler des élus ou des citoyens de tous bords politiques, raison de plus pour être farouchement opposé à cette dérive droitière : à bas le citoyen et vive la lutte des classes !

2- Turquie

Des centaines d'enseignants ont manifesté, à Ankara, pour protester contre la politique du gouvernement, en matière d'éducation.

Selon le quotidien turc, "*Hurriyet*", cette manifestation a dégénéré en affrontements avec la police. Venus de tout le pays, à Ankara, les enseignants protestataires ont réclamé des réformes, dans la politique du gouvernement, en matière d'éducation. La police a dispersé les manifestants, à coups de matraque et de gaz lacrymogènes. french.irib.ir 23.11

ECONOMIE

Chine

- Pétrole: la Chine se prépare à lancer son propre marché à terme - AFP

La Chine, premier pays consommateur mondial d'énergie, a réalisé un nouveau pas vers le lancement de son propre marché à terme dédié au pétrole, potentiellement ouvert aux investisseurs étrangers, a-t-on appris vendredi.

Les autorités et l'opérateur de la place boursière de Shanghai ont mis en place une entreprise destinée à organiser ce futur marché à terme, qui sera installé dans la zone franche de Shanghai lancée voici deux mois, ont rapporté des médias et responsables politiques.

Le choix d'établir ce marché dans la zone franche, et donc en-dehors de la place financière shanghaienne actuelle, suggère que les investisseurs étrangers pourraient être autorisés à y prendre part -- avec l'ambition à terme de bousculer la domination de Singapour dans le négoce énergétique en Asie.

Il s'agira de la cinquième place en Chine permettant l'échange de contrats à terme, selon le journal Shanghai Daily, mais aucun des marchés existants ne proposent des contrats sur l'or noir.

Les contrats à terme sont un instrument financier permettant de livrer ou de prendre réception d'une marchandise à une date donnée et à un prix prédéfini. Les contrats de référence pour le pétrole brut concernent le Brent de la mer du Nord coté à Londres et le brut texan WTI échangé à New York.

"Nous espérons établir (à Shanghai) une nouvelle place (...) qui attirera une large participation d'investisseurs étrangers, et accroîtra l'influence de la Chine dans le système international de fixation des prix du brut", a souligné M. Yang.

La Chine est le deuxième pays consommateur de pétrole dans le monde après les Etats-Unis, avec une demande de 9,81 millions de barils par jour en 2012 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) -- soit un dixième de la consommation mondiale.

Un cadre de la zone franche --directeur adjoint du comité de direction--, Wang Xinling a précisé à l'occasion de la même conférence que d'autres contrats énergétiques pourraient y être échangés à l'avenir.

Pékin s'était par ailleurs engagé en septembre à ouvrir davantage les marchés chinois des contrats à terme. Actuellement, les investisseurs étrangers sont autorisés à négocier des actions sur les places boursières à travers un strict système de quotas, mais ne sont pas autorisés à acheter ou vendre directement des contrats à terme portant sur des matières premières. AFP 21.11

La Chine toujours plus intégrée dans le marché mondial.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre 2013

CAUSERIE

On rajoutera quelques articles ce soir.

Sondage auprès des militants du mouvement ouvrier : Considérez-vous monsieur Mélenchon comme un révolutionnaire ?

C'est lundi, soyons de bonne humeur pour commencer cette semaine de boulot, sinon dans quel état on sera dans 5 ou 6 jours !

Hier, ici on a encore échappé à un cyclone.

Bonne semaine à tous et gardons le moral, on n'a pas le choix.

[Mystification et conditionnement des masses orchestrés par l'Etat avec le soutien du Front de gauche et des dirigeants syndicaux.](#)

Offshore my dear !

Economistes, avocats et juristes fiscalistes conseillent quotidiennement depuis des lustres chefs d'entreprise, actionnaires, riches héritiers ou rentiers...

L'objet de leurs conseils : Comment payer moins d'impôts ou pas du tout, mettre leur magot à l'abri du fisc dans des paradis fiscaux ou profiter de la législation fiscale de certains pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Portugal, Autriche..) particulièrement avantageuse ou généreuse envers les riches (étrangers), autrement dit, pratiquer le plus légalement du monde l'évasion fiscale, éventuellement s'ils acceptent d'en prendre le risque, frauder le fisc ou placer leurs capitaux sur des comptes anonymes, des institutions financières spécialisées dans ce domaine se chargeront d'effacer ou de brouiller les pistes de leurs malversations, éventuellement il leur sera proposé différents montages, prête-nom, sociétés écrans...

Du bonnet rouge au bonnet d'âne ou grand benêt.

- Jean-Luc Mélenchon, menaçant, espère peser sur la réforme fiscale - AFP

Le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon affirmé dans une interview à DirectMatin, à paraître lundi : "*Nous allons faire l'effort de le prendre au sérieux et de croire qu'il a vraiment l'intention de la faire. Mais je mets le Premier ministre en garde. Si c'est pour faire un tour de passe-passe de communication, comme d'habitude, il lui en cuira.*"

(Nous allons voir pourquoi Ayrault doit d'avance en trembler d'effroi ! En une fraction de seconde il a fait disparaître toute la politique antisociale et réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement depuis juin 2012 : TSCG, ANI, les budgets d'austérité 2013 et 2014, la contre-réforme de l'école, des retraites, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux patrons, etc. comme si tout cela n'avait jamais eu lieu ou existé, vous avouerez qu'il mérite amplement le qualificatif d'illusionniste, de charlatan. Inutile de se demander à qui peut profiter un tel numéro de prestidigitation : le gouvernement et le patronat. - ndlr)

"*Les Français ne sont pas des imbéciles si faciles à gruger. Il est donc important d'aller manifester*", ajoute le co-président du Parti de Gauche, qui organise dimanche prochain "*une marche pour la révolution fiscale*".

(Mélenchon s'emploie à prendre les travailleurs pour des "*imbéciles*" quand il participe à cette mascarade au lieu de dénoncer cette mystification organisée par un gouvernement à la solde de l'oligarchie financière et ses institutions européennes et internationales. Sa "*marche*" n'aura donc pas un contenu révolutionnaire mais contre-révolutionnaire, en lisant la suite vous en aurez la confirmation si nécessaire. - ndlr)

Il s'agit selon lui "*de crier notre refus de l'augmentation de la TVA*" mais aussi de "*peser*" sur cette remise à plat de la fiscalité.

(On appelle cela : La récupération de l'exaspération des masses pour le compte du gouvernement, alors qu'il fallait dénoncer sa complicité avec les banquiers, multinationales, actionnaires, riches héritiers ou rentiers qui pratiquent l'évasion fiscale dans des paradis fiscaux.

Parce que lorsqu'on affirme vouloir "*peser*" sur un gouvernement, cela signifie qu'on le légitime, le soutien, qu'on entend être de la partie (de l'extérieur) pour modifier l'orientation de sa politique sans tenir compte de la classe dont il représente les intérêts et pour laquelle il gouverne le pays, donc de sa nature de classe.

Or c'est ce facteur qui doit déterminer les rapports que l'on doit avoir avec lui, et non pas la politique qu'il conduit que l'on doit dénoncer et combattre en toutes occasions, à aucun moment nous ne devrions faire preuve du moindre accord avec les mesures ou lois qu'il pourrait être amenées à prendre, en dénonçant l'hypocrisie lorsqu'elles semblent être favorables aux

exploités, témoigner la moindre collusion d'intérêt avec lui sachant qu'il représente ceux de notre ennemi de classe, demeurer strictement sur le terrain de classe (indépendance de classe) du prolétariat est un principe non négociable pour aider les travailleurs à rompre avec le capital et ses institutions, ses représentants, dont évidemment le gouvernement en place, condition pour construire un parti ouvrier révolutionnaire...

Nous avons là les deux conceptions antagoniques de la lutte des classes, celle qui consiste à participer à la politique mise en oeuvre par le gouvernement, et celle qui consiste à s'adresser exclusivement aux travailleurs, qui ne peuvent espérer une amélioration temporaire de leur sort que par leur mobilisation dans la perspective de la prise du pouvoir politique et du renversement du régime en place. - ndlr)

Pour M. Mélenchon, deux principes doivent prévaloir : "*l'impôt doit être général : tout le monde doit payer. Ensuite il doit être progressif*". "*Entreprises ou particulier : qui gagne le plus paye le plus ! Au lieu de cinq tranches d'impôt, il en faut quatorze pour soulager la classe moyenne. Rien que ça, c'est déjà la révolution*", lance-t-il. AFP 24.11

(Vous avez bien lu (ou entendu) : "*tout le monde doit payer*", ce qui signifie y compris ceux qui aujourd'hui sont exonérés d'impôts parce qu'ils ont un ou des revenus trop faibles, en passant, c'est une revendication de l'UMP ! Tout le reste est du baratin, cependant il y a un point qu'il faut préciser.

Nous vivons sous un régime capitaliste, le gouvernement est un gouvernement capitaliste. La Constitution, les institutions, les lois, le législateur, tous sont régis par les rapports établis entre les classes en faveur de la classe dominante, celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production, les richesses. C'est aussi elle qui détient le pouvoir politique, rédige la Constitution, fait les lois, etc. de manière à conserver son pouvoir économique, perpétuer ou garantir l'existence du rapport entre classe dominante et classe dominée qui lui est favorable.

Sauf accidentellement du fait de la lutte de classe des exploités, elle est amenée à prendre des mesures économiques ou sociales qui vont à l'encontre de ses intérêts, qu'elle s'emploiera par la suite à corriger en sa faveur ou d'abroger. Idem sur le plan politique, toutes mesures qu'elle pourrait être amenée à prendre sous la contrainte de la mobilisation des masses seront dès le départ ou au fil du temps vidées de leur contenu ou réorientées en sa faveur, elles deviendront de nouveaux instruments de la collaboration de classes qui faciliteront plus tard l'adoption de mesures purement corporatistes.

Ces précisions car on a tendance à s'endormir sur nos lauriers et à considérer que le contenu ou l'orientation d'une mesure ou loi serait gravé dans le marbre, alors qu'en réalité il évolue avec le temps dans une direction défavorable aux travailleurs, sans qu'on s'en doute ou se penche à nouveau dessus pour observer cette évolution.

Très souvent aussi, ce sont les militants eux-mêmes qui se leurrent dès le départ sur le contenu d'une mesure ou loi, ils estiment qu'elle est favorable aux travailleurs, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui est vrai. Comment cela ? Ils oublient tout simplement de se demander quel usage il en sera fait et qui sera amené à en faire usage, le plus souvent des syndicalistes corrompus ou jaunes qui défendront de préférence les intérêts du patronat ou de l'Etat (employeur) dans le cas des fonctionnaires.

Eh oui, militer n'est pas si simple que cela ! On peut facilement se fourvoyer. Revenons à notre sujet.

Question :

Peut-on défendre l'impôt sous un régime qui par nature est défavorable aux travailleurs ?

Pour répondre à cette question, posons-nous d'autres questions :

Qui détermine qui doit payer des impôts ?

Quels genres d'impôts ?

A quoi servira l'argent des impôts et qui le décide ?

Qui contrôlera quel usage il sera fait des impôts ?

A toutes ces questions la réponse est : certainement pas les travailleurs, car en réalité ils n'ont aucun pouvoir politique.

Donc avant de se poser toutes ces questions on aurait dû commencer par s'en poser une autre : Qui détient le pouvoir politique, et en fonction de la réponse à laquelle on parvenait forcément, on arrivait à la conclusion que la question des impôts ne pouvait pas les concerner puisqu'ils détiennent en réalité aucun pouvoir politique, donc ils sont placés dans la situation où ils sont incapables

de décider que ce soit en la matière.

Alors que signifie vouloir les associer à cette question s'ils sont dans l'impossibilité de décider quoi que ce soit ? Cette opération consiste uniquement à les associer à la politique qu'aura décidé le gouvernement pour qu'il puisse l'appliquer tranquillement avec le soutien des partis du Front de gauche, et dont ils feront les frais évidemment, CQFD. Fastoche, n'est-ce pas ? Mélenchon roule pour le régime en place, il en fait ici une démonstration magistrale.

Maintenant, les collabos du régime, pour justifier leur position, vous expliqueront sans doute que les impôts servent aussi aux travailleurs, par exemple à construire ou entretenir les écoles, les hôpitaux, les routes, etc.

Argument imparable devant lequel la plupart des militants vont se retrouver bouche bée ou sans rien à leur opposer, pourtant la réplique est fort simple : il faut bien pour que les capitalistes continuent d'empocher leur profit que les exploités disposent d'un minimum d'instruction, qu'ils soient de préférence en bonne santé, qu'ils puissent se rendre rapidement sur leur lieu de travail, et même qu'ils disposent d'un niveau de vie leur permettant de consommer les produits que l'on fabrique histoire de faire tourner nos usines, engraisser les banquiers, etc.

En réalité l'impôt sert essentiellement à entretenir les esclaves qui assurent le fonctionnement et la pérennité du régime capitaliste, et à procurer à l'Etat de quoi financer son appareil répressif, judiciaire, policier et militaire qui va avec.

Dès lors vous comprendrez que non seulement ce n'est pas notre affaire, mais qu'on est contre l'impôt imposé aux travailleurs. Si l'impôt sert essentiellement à assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions contre lesquels nous combattons pour les renverser, on ne peut pas le soutenir ou en être partisan, sauf à se placer sur le terrain du capitalisme, ce que font très bien Mélenchon et les dirigeants syndicaux.

Eh oui, être pour ou contre l'impôt pour les travailleurs pose la question de la conception de la lutte de classe qu'on adopte, pour quel objectif politique combattons-nous, et dans quel camp nous situons-nous réellement.

Il y en a qui vont penser que je pousse le bouchon un peu loin. Pas du tout. Ce sera la réaction de militants qui ne sont pas habitués à aller au bout d'une analyse ou d'une question, les autres s'estimeront satisfaits car les voilà armés politiquement pour combattre les opportunistes, les traîtres et les jaunes.

N'oubliez jamais une chose : sur quel terrain abordons-nous une question, sur quel terrain untel ou les médias l'aborde, il suffit ensuite de se demander qu'est-ce qui correspond aux intérêts fondamentaux (et collectifs) des travailleurs pour distinguer ce qui sera opposé à leurs intérêts et ne pas confondre les deux et le tour sera joué, vous serez un véritable anticapitalisme, révolutionnaire, un communiste même !

Je ne donne de leçons à personne ici, je m'exprime à ma manière, ce sont plutôt des conseils d'amis ou entre camarades, à de jeunes militants surtout, l'avenir du socialisme !

ACTUALITE EN TITRES

[Les féodaux sont de retour et le PS tient à en être.](#)

- Des députés PS veulent supprimer les départements de la petite couronne - 20minutes.fr

[Harlem Désir a fait son beurre !](#)

- Trente ans après, que reste-t-il de la "Marche des Beurs"? - 20minutes.fr

[Silence complice des féministes. Si au moins il s'était agi d'une Saoudienne avec une Yéménite...](#)

- Une histoire d'amour interdite entre Saoudienne et un Yéménite devant les tribunaux - Francetv info

[Offensive de la réaction \(et manipulation des masses\)](#)

- Les nostalgiques de Franco se rassemblent à Madrid - Liberation.fr

- Manifestation à Kiev contre l'arrêt des négociations avec l'UE - Reuters

- Suisse: échec d'une votation visant à limiter les hauts salaires - AFP

On ne connaît pas le taux de participation...

- Un néofasciste élu gouverneur régional en Slovaquie - Liberation.fr

- Nucléaire : le Canada maintient ses sanctions contre l'Iran - LeMonde.fr

Le gouvernement canadien assure le SAV de Bush !

- En Égypte, le président, Adly Mansour, serre la vis - Liberation.fr

- Benyamin Nétanyahou dénonce une "*erreur historique*" sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

L"*erreur historique*" : c'est Israël !

[Nouvelle rubrique : conditionnement par les médias.](#)

- "*Croix nazies*" et "*propos xénophobes*" : un ex-UMP parti au FN fait machine arrière - LeMonde.fr

Car voyez-vous, il ne savait pas avant, il devait être le seul en France !

- Le Honduras choisit un nouveau président ce dimanche - LeMonde.fr

Quel choix ?

- Le Venezuela vit une tragédie avec Maduro, selon un ex-conseiller de Chávez - AFP

Parole d'un renégat, l'AFP les affectionne, ceux passés à la réaction de préférence...

- Washington s'inquiète de la montée des tensions en mer de Chine orientale - LeMonde.fr

Ou cela sert-il plutôt à justifier son redéploiement militaire dans la région ?

- Retrouvez le vrai Kennedy derrière le brouillard du mythe et des théories du complot - Atlantico.fr

Le vrai, car le faux c'est celui qui a été assassiné sur ordre du cartel des banquiers de la Fed via la CIA...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Eugénisme. Comment ils vous empoisonnent, vous détraquent...](#)

- Le Gardasil, vaccin contre le cancer du col de l'utérus, visé par une plainte - AFP

Au-delà du Gardasil, note l'avocat de la jeune femme qui a porté plainte, "*il y a de plus en plus conscience au sein du corps médical de la dangerosité d'un adjuvant (booster) présent dans presque tous les vaccins (y compris le Gardasil), le sel d'aluminium*".

De son côté Sanofi Pasteur MSD a regretté dimanche "*le discrédit*" ainsi jeté sur le vaccin et la "*perte de chance*" que cela pourrait supposer pour les jeunes filles.

Selon l'InVS (Institut national de veille sanitaire), moins d'un tiers des adolescentes françaises étaient en 2011 vaccinées contre le cancer du col de l'utérus, le 12^e cancer le plus fréquent chez les femmes. AFP 24.11

Pour plus d'infos sur le sel d'aluminium sur Google... Il existe des vaccins sans sel d'aluminium...

Question : Mais pourquoi tous ces vaccins, autrefois on n'était pas vacciné et on ne développait pas forcément un cancer, surtout à l'adolescence ? Alimentation, hygiène de vie, homéopathie et médecines alternatives, fuir les grandes villes polluées quand on en a la possibilité. Ce que les plus pauvres ne peuvent pas se permettre...

Il est encore très loin du compte.

- NSA: le juge Trevidic dénonce le "*Big Brother absolu*" - AFP

Le juge antiterroriste Marc Trévidic dénonce, dans un entretien à Sud Ouest Dimanche, "*le paternalisme autoritaire*" sous-tendant le système de captation de données personnelles mis en place par la NSA (agence de renseignement américaine), un "*Big Brother absolu*", dangereux pour la démocratie.

"*Imaginons aujourd'hui Adolf Hitler qui disposerait de cet outil. Il saurait qui est communiste, homosexuel, juif et serait capable de dresser des listings pour les chambres à gaz*", déclare dans cet entretien Marc Trévidic, qui est aussi président de l'Association française des magistrats instructeurs, avant d'ajouter: "*On croit finalement que la démocratie est quelque chose d'acquis, que ce soit aux États-Unis ou en France. Non, ce n'est jamais acquis.*"

"*Les captations de données sur le territoire français sont une infraction à la loi pénale*", souligne-t-il, en estimant que cette surveillance sert "*d'alibi*" à l'État américain, qui, au nom de la lutte antiterroriste, obtient du Congrès les "*crédits nécessaires à cette surveillance généralisée*". "*Une fois que vous disposez de l'outil de surveillance globale, vous en faites ce que vous voulez*", ajoute-t-il, jugeant qu'"*il est sans doute effectivement utilisé à d'autres fins*".

Marc Trévidic est juge d'instruction antiterroriste depuis 2006. Il a repris les dossiers de Jean-Louis Bruguière. AFP 24.11

Il en dit trop ou pas assez, il parle "*d'alibi*" à l'État américain, alors que les activités de la NSA tout comme celles de la CIA ou du Pentagone échappent totalement à la Maison Blanche ou au Congrès, le 11 septembre 2001 en a fait la démonstration quand il s'avéra que Bush en personne n'avait pas été mis au courant de ses préparatifs et qu'il dut en assumer les conséquences sur le champ sous peine d'être liquidé lui aussi.

Quand on a lu l'article de Slate.fr du 23 et mis en ligne dans cette page *Des milliers d'Américains en prison à vie pour des délits sans violence*, on n'a plus aucune doute que la démocratie n'existe pas aux Etats-Unis, donc Trévidic est très très loin du compte ou de la réalité, apparemment il ignore la stratégie des mondialistes ou ne peut pas l'évoquer publiquement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

Accord historique sur le nucléaire iranien

A l'issue de cinq jours d'après négociations internationales à Genève, un accord sur le nucléaire iranien a finalement été conclu, dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 novembre, entre Téhéran et les pays négociateurs. Cet accord n'est que préliminaire et a pour objectif de permettre de rétablir pas à pas la confiance entre Téhéran et les grandes puissances après des décennies de tensions.

"*Nous sommes parvenus à un accord*", a annoncé le premier Mohammed Javad Zarif, ministre des affaires étrangères iranien, sur le réseau social Twitter.

"*Nous sommes parvenus à un accord sur un plan d'action*", a officiellement déclaré à l'ONU la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, avec à ses côtés M. Zarif. Les ministres des "5 + 1" (Etats-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne) se sont ensuite chaleureusement congratulés.

La Maison Blanche a annoncé que l'accord prévoit que l'Iran arrête d'enrichir l'uranium au-dessus de 5 % et d'installer de nouvelles centrifugeuses. En échange, les grandes puissances, qui rassemblent les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, n'imposeront pas au cours des six prochains mois de nouvelles sanctions à l'Iran, qui promet aussi de neutraliser ses stocks d'uranium enrichi à 20 %.

Washington, dont les propos corroborent les déclarations des responsables américains à Genève, ajoute que l'Iran s'engage à stopper son projet de réacteur à eau lourde d'Arak, ce que la France exigeait.

S'exprimant devant les journalistes, à l'issue de négociations marathon, M. Zarif a ajouté que l'accord contient une "*référence claire selon laquelle l'enrichissement va continuer*" en Iran, une question qui a été considérée longtemps comme la principale pierre d'achoppement des négociations. "*Nous estimons que c'est notre droit*", a ajouté le ministre iranien, qui a été applaudi à son entrée dans la salle de presse par les nombreux journalistes iraniens venus à Genève pour ces négociations.

"*Notre objectif a été de résoudre cette question nucléaire*", car c'était "*un problème qui n'était pas nécessaire*", a-t-il poursuivi. "*Le droit à la technologie nucléaire est un droit inaliénable*", a encore indiqué le ministre, en ajoutant que le "*combat que nous avons mené depuis plusieurs années avait pour but que la communauté internationale reconnaisse*" que l'Iran exerce ce droit. "*Nous pensons que cet accord et le plan d'action*" signifie que "*le programme nucléaire iranien va continuer*", a-t-il conclu.

Sur Twitter, le chef des négociateurs iraniens, Abbas Araghchi, a également affirmé que le programme d'enrichissement d'uranium iranien avait été reconnu par les grandes puissances, sans préciser si le droit à l'enrichissement figurait dans l'accord.

Plus tôt dans la soirée de samedi, l'Iran avait indiqué qu'il ne pourrait pas accepter d'accord avec le groupe des "5 + 1" qui ne reconnaîtrait pas son droit à enrichir de l'uranium, une demande à laquelle les Etats-Unis et les Européens ont refusé d'accéder à plusieurs reprises. lemonde.fr 24.11

2- Israël

- Nucléaire iranien : le régime déçu par la position de Paris - french.trib.ir

Le ministre israélien des Finances Yaïr Lapid a exprimé dimanche sa déception devant la position de la France, qui s'est ralliée à l'accord sur le nucléaire iranien à Genève. On peut s'interroger sur les réactions dans le monde lorsqu'on voit Laurent Fabius (le ministre français des Affaires étrangères), un véritable ami d'Israël, lever le pouce en signe de victoire après la conclusion de cet accord alors qu'aucune centrifugeuse ne sera démantelée, a déploré M. Lapid, leader du parti de centre-droit Yesh Atid, à la radio militaire. Le chef de la diplomatie française a salué dimanche l'accord de Genève, qu'il a qualifié d'avancée importante pour la sécurité et pour la paix. french.trib.ir 24.11

Fabius et Hollande n'ont pas retourné leur veste, ils sont strictement alignés sur la politique définie par l'oligarchie financière sionniste américaine qui a modifié sa tactique sans changer de stratégie, celle qu'Obama a également adoptée, n'oublions jamais que le président américain est leur obligé, il est tout sauf indépendant, à moins qu'il veuille finir comme Kennedy...

3- Égypte

- L'Égypte adopte une réforme controversée du droit de manifester

Le texte, qui provoque depuis des semaines l'ire des défenseurs des droits de l'homme, prévoit des peines d'un à cinq ans de prison ferme pour des délits allant du port de la cagoule à celui d'armes lors de défilés ou de rassemblements, a annoncé le porte-parole de la présidence. La loi oblige par ailleurs les organisateurs à informer les autorités de leur manifestation au moins trois jours avant sa tenue. Ces derniers doivent également fournir leurs coordonnées, le lieu et le trajet du cortège, leurs revendications et les slogans scandés. Si elle représente une "*menace pour la sécurité*", le ministre de l'intérieur peut décider d'interdire toute manifestation.

Une vingtaine d'organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé "*l'approche oppressive*" du gouvernement, ainsi qu'une réforme qui "*criminalise les manifestations et les réunions publiques*". Plusieurs ONG, de même que l'ONU, avaient également réclamé l'abandon du texte, accusant les autorités égyptiennes de vouloir revenir sur les acquis de la révolution populaire de 2011.

Cette réforme intervient alors que le nouveau pouvoir a lancé une vague de répression visant la confrérie des Frères musulmans. Plus d'un millier de manifestants pro-Morsi ont été tués depuis la mi-août, et plus de 2 000 Frères ont été arrêtés. Dimanche, les partisans de Mohamed Morsi ont pourtant défilé dans différentes villes du pays, appelant quasi-quotidiennement à la mobilisation. lemonde.fr 24.11

Qu'en pensent ceux qui ont soutenu le coup d'Etat militaire ?

4- Afghanistan

- Afghanistan: la Loya Jirga approuve le traité de sécurité avec les Etats-Unis - AFP

La Loya Jirga, grande assemblée traditionnelle afghane, a approuvé dimanche un traité de sécurité avec les États-Unis crucial pour l'avenir et la stabilité de l'Afghanistan, mais dont le président Hamid Karzaï a aussitôt assorti la signature d'une série de conditions.

Ce traité bilatéral de sécurité (BSA) doit définir les modalités d'une présence militaire américaine en Afghanistan après le retrait des 75.000 soldats de l'Otan, fin 2014, qui fait craindre une flambée de violences dans le pays, en partie contrôlé par les talibans.

Hostiles au maintien de troupes étrangères, ceux-ci ont condamné "*fermement cette Loya Jirga fantoche et sa décision*".

Après des mois de négociations laborieuses, Kaboul et Washington se sont mis d'accord sur les "*termes*" de l'accord, mais plusieurs étapes seront encore nécessaires avant sa ratification : le BSA doit être approuvé par le Parlement afghan, puis promulgué par M. Karzaï.

Si tout n'est pas réglé, l'adoption du BSA par la Jirga a permis de surmonter l'obstacle de l'immunité de juridiction des soldats américains qui resteraient après 2014 -- un impératif pour Washington --, même si la grande assemblée a proposé un aménagement.

"*Les procès des Américains qui commettraient des crimes en Afghanistan devraient avoir lieu dans des bases américaines aussi souvent que possible*", a déclaré Fazul Karim Imaq.

En Irak, les États-Unis comptaient maintenir un contingent au-delà de 2011 mais ils avaient finalement rapatrié l'ensemble de leurs troupes car Bagdad avait refusé de leur accorder cette immunité.

A l'instar de l'Irak, la signature ou non du BSA pourrait être lourde de conséquences en Afghanistan, en proie à une insurrection des talibans que douze ans de guerre n'ont pas réussi à mater. AFP 24.11

SOCIAL

Briseurs de grève

Des salariés européens pour contrer la grève à la Lufthansa - leparisien.fr

Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, hier. Les salariés français de la compagnie aérienne allemande Lufthansa se sont mis en grève pour protester contre le plan social qui prévoit la suppression de 200 postes, dont la quasi-totalité des salariés à terre de Roissy.

Les agents d'escale de Roissy de la Lufthansa sont en grève. Qu'à cela ne tienne, la direction a fait venir des salariés du Royaume-Uni, de Suisse ou d'Espagne pour les remplacer.

En 2005, la compagnie British Airways avait utilisé la même méthode. Poursuivie devant le tribunal de grande instance de Nanterre, elle avait eu gain de cause en 2006. En attendant, le travail devait reprendre aujourd'hui à l'aéroport de Roissy. leparisien.fr 24.11

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2013

CAUSERIE

Je suis encore complètement crevé. Je n'ai rien relu, mes yeux sont trop fatigués.

Je dois m'occuper de mon chien qui pour le moment ne peut plus se servir d'une pâte arrière, je ne peux pas le soulever de terre il est trop lourd, c'est la galère totale, il pisse sous lui, je dois le laver deux fois par jour, le nourrir à la main, laver la terrasse matin et soir, plus les cinq serpillères à chaque fois, etc. et en même temps me concentrer sur un aspect de l'économie mondiale ou tenter de comprendre ce que manigance les Américains, c'est dur !

Il y a de quoi devenir dingue en prenant connaissance de l'actualité, être dégoûté au dernier degré, on a envie de s'enfuir je ne sais pas où pour oublier leur monde de merde !

J'espère ne pas commettre de contresens car je consacre peu de temps à chaque info, il y a de quoi s'égarer ou se méprendre parfois.

Le MPEP et LO appellent également à manifester le 1er décembre pour l'annulation de la hausse de la TVA notamment à la suite du Front de gauche, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question, y participer sur ce mot d'ordre serait assurer le service minimum... A suivre

Quand des rappers font dans le communautarisme.

Dans une chanson interprétée par une dizaine de rappers, dont Akhenaton, Disiz, Kool Shen et Nekfeu : "*Ma meilleure amie porte le foulard / Plus jolie que ces filles peinturlurées*".

Quelle chance, elle aurait pu être laide et lui ressembler !

Ils ont en commun comme fond de commerce : le racisme parce qu'il sert leurs intérêts

Parole d'internaute

- "*Au départ de la marche, il y a des jeunes musulmans, des jeunes de banlieue et un curé... à l'arrivée il y a une association, SOS Racisme, dont le bureau est dominé par l'UEJF (Union des Etudiants Juifs de France - ndlr) !*

SOS Racisme, c'est l'histoire de la récupération de cette marche et de la manipulation des Français. D'un coté une génération dont les parents ont travaillé dur en France veulent vivre comme tout le monde, avec les mêmes droits, les mêmes chances. Jamais ils n'ont demandé à ce qu'on pointe du doigt leurs différences, même sous couvert de respect ! De l'autre, le parti socialiste qui leur répond et martèle : le Front National ne respecte pas vos différences ! Le problème, c'est que le FN ne tient pas les cordons de la bourse en France! Le FN ne gouverne pas."

En 1983, le PS gouvernait et le racisme concernait essentiellement la communauté originaire des pays du Maghreb. SOS racisme, tout comme le PS n'avait aucun lien avec cette communauté, par contre ses dirigeants en avaient avec le CRIF ou les organisations sionistes.

Au même moment le gouvernement PS-PCF-MRG s'engageait dans une politique d'austérité et allait manifester son attachement indéfectible à l'économie de marché, au capitalisme. Face à la situation économique et sociale qui allait se compliquer pour Mitterrand et son gouvernement indéodé au marché, ils allaient se saisir du racisme latent pour monter une opération tendant à faire monter le FN, ne comptant pas de musulmans dans leurs rangs, ce sont les sionistes qui y pullulent qui s'en chargeront, les mêmes sionistes qui soutiennent l'apartheid en Israël, avec Hollande et Fabius on vient d'en avoir une démonstration saisissante ces derniers jours.

Le sionisme est le pire ennemi des juifs disions-nous, car ses adeptes n'hésitent pas à se servir de leur origine sémite alors qu'ils s'emploient à faire monter le FN à défaut de pouvoir faire monter le racisme à des fins purement politique au moment où le gouvernement Hollande-Ayrault est en difficulté et où le PS risque de prendre une sévère raclée aux élections municipales et européennes de 2014, n'a rien d'étonnant, c'est dans l'ordre des choses quand on connaît leur nature et leurs véritables motivations politiques qui l'emportent sur tout autre considération.

Dans la page d'accueil du site j'ai titré une sous-rubrique "*Les sionistes, ni sémites, ni juifs*", cela peut induire les lecteurs en erreur, car certains sont sémites et juifs, d'autres pas, ceux qui ont adopté le sionisme sans être sémites ou juifs le sont idéologiquement dès lors que ce sont des sionistes qui donneront naissance ou théoriseront le néolibéralisme, autrement dit ils sont sionistes parce qu'ils ne peuvent pas adopter le néolibéralisme sans l'être à la fois, ils sont sionistes par intérêt, comme Rockefeller qui est issu d'une famille protestante allemande par exemple (wikipedia en allemand) ou Obama ou encore Hollande, ils sont avant tout néolibéraux contrairement au Premier ministre israélien, d'où leurs divergences politiques...

Ce n'est que récemment que je me suis intéressé à cette question qui est fort embrouillée et complexe, depuis le début de l'année 2013, aussi j'ai dû avancer à tâton et préciser certains points au fur et à mesure que je prenais connaissance d'éléments que j'ignorais à travers différents articles parus sur le Net, et si je n'ai jamais eu le temps de consacrer des jours à étudier tous les aspects du sionisme, je pense être parvenu à cerner d'assez près à quoi il correspondait, on affinera plus tard.

En complément pour étayer ce qui vient d'être dit vous pouvez lire un article que j'ai trouvé par hasard sur un portail sioniste qui critique certaines prises de position de Union des Etudiants Juifs de France... à des fins politiques, alors que c'est le constat que j'ai dressé de SOS racisme également dirigé par des sionistes. Les commentaires à la suite de cet article sont très instructifs, sionisme de droite contre sionisme de gauche (sic!) : <http://jssnews.com/2013/10/16/antiracisme-a-quoi-joue-luejf/> . Si

j'ai bien compris les sionistes de droite ne mélangent pas les serviettes et les torchons, s'allier avec le Qatar ou l'Arabie saoudite, pas de problèmes, ce sont des sémites reconvertis en sionistes arabes, bon il semblerait qu'ils se soient trompés de courant, tandis que les sionistes de gauche font feu de tout bois et accueillent même des gauchistes.

Mystification et désinformation.

- Le vieillissement de la population à son comble: l'UE a besoin de faire venir plus de 21 millions de jeunes d'ici 2025 - [express.be](#)

En 2025, si rien n'est fait, l'UE perdra un sixième de sa population active jeune (les actifs âgés d'entre 15 et 45 ans), affirme le Financial Times.

Le rapport indique que pour maintenir le nombre des actifs de moins de 45 ans à son niveau de 2010, il faudra « trouver » 21,5 millions de travailleurs, grâce à l'immigration.

Les économistes considèrent que la perte nette de la population en raison de l'émigration est extrêmement dommageable pour l'économie parce que les gens qui partent sont généralement âgés d'entre 15 et 45 ans, et qu'ils auraient pu participer à la formation du revenu national et contribuer à supporter les coûts induits par les retraités au travers des impôts qu'ils auraient payés. [express.be](#) - [wikistrike.com](#) 22.11

Dites donc c'est grave docteur !

N'y a-t-il rien qui vous choque dans cet (extrait) d'article ?

Première remarque, le fait qu'il est question d'actifs et que le chômage de masse sévit dans la plupart des pays de l'UE, officiellement il y aurait 27 millions de chômeurs dans l'UE à 28, sans doute 1/4 en plus en réalité.

Seconde remarque, il y a aussi des millions de travailleurs et principalement des femmes qui travaillent à mi-temps et qui ne demanderaient qu'à travailler à plein temps, ils n'en tiennent pas compte non plus.

Troisième remarque, les travailleurs de l'UE émigrent de préférence dans un autre pays de l'UE, ils ne s'expatrient pas à l'autre bout du monde, ils sont relativement rares dans ce cas-là.

Quatrième et dernière remarque, pourquoi n'avoir retenu que les actifs âgés de moins de 45 ans, alors que la proportion de ceux plus âgés ne cesse d'augmenter ainsi que l'âge de départ à la retraite, parce que dépasser 45 ans on n'est plus productif, on est un boulet pour les entreprises ou l'Etat, des profiteurs ?

Bref, en donnant du travail aux dizaines de millions de chômeurs et en fournissant un travail à temps plein à ceux ou celles qui travaillent à mi-temps, en tenant compte que les travailleurs qui émigrent ne quittent pas l'UE et que passer 45 ans on n'est pas encore un déchet à la charge de la société tel qu'ils perçoivent les vieux travailleurs, si on additionne tous ces facteurs on s'aperçoit que cette soi-disant crise de l'emploi ou des actifs est une pure invention du très sérieux et orienté journal de la finance, le Financial Times.

Mais alors pourquoi ? On peut tenter une explication : il est plus rentable de maintenir un chômage de masse à un haut niveau et de favoriser une sorte d'émigration contrôlée ou d'immigration clandestine qui sera plus docile et permettra d'accentuer encore la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux à travers toute l'UE, politiquement c'est intéressant aussi puisque cela permet de nourrir l'extrême droite et le racisme, la xénophobie qui divise les travailleurs, en tout cas c'est fait pour cela. Cela permet de justifier l'émigration en UE et d'encourager en sous-main l'immigration illégale ou clandestine.

Vous aurez noté que les économistes n'abordent cette question que sur un plan purement comptable, ils laissent le soin aux tiers-mondistes de se charger du volet social et politique pour justifier les mesures qui seront adoptées par l'UE ou les différents pays pour remédier au manque de main d'oeuvre, et qui du même coup auront des répercussions négatives pour l'ensemble des travailleurs, tandis que les besoins des patrons seront satisfaits ou comblés. Si cette situation n'est pas le produit du hasard et qu'elle est soigneusement entretenue, c'est parce qu'il faut bien que quelqu'un en profite.

Dans quel domaine sont-ils fiers d'être les premiers ?

- Le Drian : "La France gardera la première armée d'Europe" - [lemonde.fr](#)

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a affirmé mardi dans une interview au Figaro que "la France gardera en 2020 la première armée d'Europe, y compris en effectifs". "En 2019, nous aurons 187 000 militaires (pour un total de 242 000 personnels de défense) alors que la Grande-Bretagne n'en aura que 145 000 et l'armée allemande moins aussi", a-t-il précisé. [lemonde.fr](#) 25.11

Confusion.

- Éric de Montgolfier : la désillusion de la démocratie ! - LePoint.fr

Ce n'est pas la démocratie qui est à l'origine de l'incivisme ou des insultes, de l'intolérance, de la violence individuelle gratuite, etc, du délitement de la société, mais plutôt l'absence de démocratie qu'expriment les inégalités sociales croissantes, le chômage de masse, la liquidation des services publics, la dictature politique de l'oligarchie financière.

Quand la démocratie rime avec dictature de manière quasi-systématique, quand elle incarne le pouvoir qu'une infime minorité impose à la majorité ou ce qu'il en reste ne sert plus qu'à permettre à une entreprise dictatoriale de s'épanouir et opprimer la majorité sur le plan social et politique et au delà encore sans rien lui concéder, dès lors que ce stade est atteint, elle est totalement vidée de son contenu, pire, son contenu s'identifie dorénavant avec la violence et les méthodes que cette minorité utilise et qu'on sera encouragé à imiter, ce qu'on pourra toujours justifier en expliquant qu'on n'a fait que s'inspirer de ceux qui se comportent de la sorte au plus haut niveau de la société ou de l'Etat, patrons, représentants politiques, ministres, Président de la République, titre usurpé puisqu'il foule aux pieds quotidiennement les valeurs de la République et les principes les plus élémentaires de la démocratie.

La démocratie est incompatible avec la survie du capitalisme, voilà la conclusion ou le constat politique auquel il est impératif de parvenir si on veut vraiment combattre le capitalisme pour le renverser, dans tous les autres cas de figure on sera conduit à s'en accommoder, à collaborer avec lui, donc à contribuer à notre propre malheur, ce sera un suicide politique.

La démocratie a toujours été une façade, un vernis politique apposé sur le régime en place pour en camoufler la véritable nature et permettre à la classe dominante d'exercer son pouvoir sur les masses laborieuses. Elle a toujours servi de préférence les intérêts de la classe dominante depuis l'Antiquité. Les esclavagistes grecques la créèrent pour permettre à leur classe et leur commerce, leur société de prospérer...

Ensuite l'aristocratie et la monarchie les imitèrent en la réduisant à leur cour, puis vint l'époque où l'expansion du commerce ou du marché devint telle qu'un nouveau mode de production vit le jour, le capitalisme, il leur fallait donc étendre (ou inclure) la démocratie à cette classe (des villes ou ports) naissante, la bourgeoisie, ainsi qu'aux différentes catégories sociales qui allaient se greffer dessus, cela correspondait également à un autre besoin politique né (remontant en fait à l'Antiquité) de la formation des nations, pour en assurer la cohésion politique, administrative et judiciaire, etc. ces deux développements se produisirent simultanément en empruntant des voies ou des rythmes différents selon les pays, les plus en avance allaient être ceux qui avaient développé davantage leurs forces productives, la Grande-Bretagne en tête, qui devint la première puissance capitaliste et mondiale au XIXe siècle...

Et enfin, parachévant la formation des Etats-nations et incarnant un nouveau mode de production, la bourgeoisie revendiqua la démocratie, pour elle, pas pour la plèbe en guenille ou la classe ouvrière naissante dont elle se servit uniquement pour liquider l'Ancien Régime et asseoir son pouvoir économique et politique, et qui ne dut qu'à sa lutte de classe d'en faire partie ou d'en profiter pour faire valoir ses droits au moment où le capitalisme était (ou amorçait) dans sa phase économique ascendante.

Plus tard, le prolétariat conserva ce droit de participer à la démocratie politique grâce à la lutte de classes qui allait accompagner l'extension du marché mondiale, la colonisation et la surexploitation, le pillage des peuples et des pays concernés assurant des profits confortables aux capitalistes, qui leur permettraient de financer des réformes sociales...

Déjà passé au stade de l'impérialisme depuis plusieurs décennies, les crises du capitalisme qui allaient se succéder à intervalles de plus en plus rapprochés, alors que la démographie mondiale avaient connu une ascension exponentielle exceptionnelle du début à la moitié du XXe siècle (de 1 à 3 milliards d'habitants), jusqu'à nos jours en fait puisque la population a continué d'augmenter au même rythme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (de 3 à 7 milliards d'habitants), le développement des sciences et des techniques qui allait accompagner celui des forces productives, allait se traduire par un gigantesques accroissement de la productivité, au point paradoxalement de conduire le capitalisme au bord du gouffre suite à la baisse du taux de profit qui en sera la conséquence, ainsi que l'augmentation dans des proportions colossales du capital amassé par une poignée d'exploiteurs, ces deux facteurs traduisant les besoins croissants des deux principales classes aux intérêts antagoniques, besoins de plus en plus gigantesques et pressants que l'une ne peut pas (ou plus) satisfaire autrement qu'au détriment de l'autre, processus qui est le facteur le plus puissant de dislocation de l'économie capitaliste mondial et bien au delà, qui allaient entraîner une modification radicale des rapports de ces deux classes à la démocratie en faveur de celle qui détient le pouvoir politique, celle des capitalistes, plus précisément, la couche qui concentre le pouvoir économique, l'oligarchie financière.

A ce stade, nous ne sommes plus en présence d'une crise classique du capitalisme qui peut être résolue temporairement à l'aide d'expédients ou de moyens artificiels, le capitalisme est entrée dans une période de crise permanente dont il ne peut plus sortir qu'en tentant de réduire les besoins des masses laborieuses, abaisser leur niveau de vie, liquider tous leurs droits sociaux, d'où la nécessité pour ses représentants de liquider toute trace de démocratie, associer tous les partis ouvriers et les syndicats à leur politique, les intégrer dans leur stratégie afin de leur interdire toute expression indépendante qui pourrait être fatale au capitalisme.

On pourrait peut-être avancer que la mondialisation achevée ou en cours d'achèvement coïncide avec la fin d'un cycle historique, l'épuisement des ressources du système économique capitaliste, qui repose à un pôle sur l'exploitation de la majorité des exploités qui de nos jours manifestent des besoins croissants ou que leur revienne une part de la plus-value produite toujours plus importante, et à l'autre pôle sur la spoliation croissante des richesses produites au profit d'une infime minorité du fait que leurs besoins ne cessent d'augmenter également, équation ou grand écart intenable à terme, guerre de classes qui ne peut se conclure que par la victoire ou la défaite définitive d'un camp sur l'autre ; l'esclave salarié cédant le pas à l'esclave tout court, le patron devenant un monarque au pouvoir absolu, tout puissant, ou alors, l'esclave salarié brisant ses chaînes cède le pas au travailleur conscient d'appartenir à une nouvelle société oeuvrant pour le bien commun de tous dans le respect des droits ou des besoins de chacun, tandis que le patron ou l'actionnaire exploiteur ou spoliateur réduit à l'impuissance, démuné de son pouvoir de nuisance sur la société disparaît en devenant un simple travailleur, un simple citoyen au même titre que n'importe lequel de la nouvelle République sociale.

Pour éviter que ce fléau mortel les menace, le socialisme, ils ont mis au point une méthode qui fonctionne à merveille, il leur faut réduire la démocratie à sa plus simple expression d'où leur engouement pour la liberté d'expression tout azimut qu'ils vont jusqu'à encourager et financer, d'où la création d'une multitude d'associations ou ONG qui ont pour seule fonction de diluer davantage encore ce qui reste de démocratie pour qu'à l'arrivée elle disparaisse totalement, que les masses exploitées n'aient plus aucune emprise sur le régime en place, ne puissent plus se rassembler pour le contester et le renverser, pour consacrer la spoliation de leurs droits politiques réduits à néant, condition politique indispensable à la survie du capitalisme et à la domination politique sans partage de l'oligarchie financière coïncidant ou se traduisant par la mise en place d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale.

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne qui témoignent de la réalité de la dictature américaine et dont sont victimes en premier lieu les Américains, il ne vous aura pas échappé que c'est le pays qui se flatte d'avoir intégré la liberté d'expression dans sa Constitution et d'en avoir étendu le champ comme nulle part ailleurs dans le monde, contradiction qui suffit à démontrer que le concept ou le principe de la liberté d'expression, tous les discours qui y font référence ne suffisent pas à garantir la préservation de la démocratie mais bien le contraire, car il faut analyser l'usage qui est fait de ce principe en le remplaçant sans cesse dans son contexte économique et social qui en définitif détermine tous les autres rapports dans la société, dont ceux qui existent sur le plan politique.

Voilà en gros ce que recouvre l'incompatibilité de la démocratie avec la survie du capitalisme. Maintenant que le juge Éric de Montgolfier n'ait pas conscience de tout ce que cela recouvre ne nous étonne pas, la quasi-totalité des travailleurs sont exactement dans le même cas que lui et l'immense majorité des militants aussi.

J'ai écrit cet article d'un trait sans changer de page à l'écran ou sans consulter je ne sais quel ouvrage, de tête. Par certains aspects il est approximatif, incomplet, etc. c'était inévitable, je n'ai fait que tracer de grandes lignes et faire ressortir une ou des tendances ce qui est l'essentiel, c'est ce qui assure sa cohérence, car tout se tient.

L'essentiel c'est de se poser une question et de parvenir à fournir une explication ou une réponse satisfaisante. Ensuite le lecteur peut toujours étayer tel ou tel argument ou passage ou faire appel à ses propres connaissances pour l'enrichir, éventuellement corriger une erreur, sans toutefois en changer l'orientation générale, sinon il ne lui servirait à rien, cela reviendrait à nier ou rejeter ce que son auteur a voulu démontrer. Pourquoi pas, mais dans ce cas-là il faudra qu'il reprenne la démonstration de l'auteur dans son ensemble et que pas à pas il en démonte le mécanisme, car ce ne serait pas sérieux de contester un argument pour rejeter une analyse et ses conclusions. J'ai pris soin de préciser que tous les facteurs et rapports qui figurent dans ma démonstration se tiennent, donc pour la contester il faudra faire preuve de la même cohérence ou du même sérieux. Cela vaut en fait pour n'importe quel article ou texte.

ACTUALITÉ DU JOUR

En Famille. Union nationale pour une municipale

- Municipales Paris: La chiraquienne Dominique Versini candidate sur la liste d'Hidalgo - 20minutes.fr

L'ex-secrétaire d'Etat de Jean-Pierre Raffarin et chiraquienne Dominique Versini sera candidate sur la liste conduite par la prétendante PS à la mairie de Paris Anne Hidalgo dans le 15e arrondissement, a-t-on appris de source socialiste lundi. Celle qui créa le Samu social avec Xavier Emmanuelli sous Jacques Chirac, alors maire de Paris, puis secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité dans le gouvernement Raffarin (2002-2004) était ensuite devenue la Défenseur des enfants, de 2006 à 2011.

A Paris, leur composition fait apparaître des «*personnalités d'ouverture*» comme Jean-Luc Roméro, conseiller régional d'Ile-de-France (apparenté PS et ex-UMP) et militant des droits homosexuels.

Jean-François Martins, seul conseiller de Paris MoDem, qui a décidé de se ranger derrière Anne Hidalgo, devrait être 7e, donc éligible au Conseil de Paris, sur la liste du XIe arrondissement. 20minutes.fr 25.11

Tartufe !

- Le PCF veut lancer des "états généraux de la justice fiscale" - AFP

Cela tombe bien, il semblerait que le PS y ait déjà pensé ! C'est l'écho d'Ayrault ! Et les syndicats !

- Le porte-parole du PS, David Assouline, l'a reconnu: «*On est dans une bagarre d'explication.*» Mais qui consiste encore à renvoyer à la droite la responsabilité de l'état des finances publiques. «*Il s'agit de continuer*» de répondre à «*l'urgence pour vite redresser la barre d'un pays que la droite avait laissé surendetté*», a ainsi expliqué David Assouline. «*Et surtout, a-t-il ajouté, d'y mettre plus de lisibilité, plus de justice encore et plus de stabilité, condition de la confiance.*» Lefigaro.fr 25.11

La confiance, c'est pour les marchés, la stabilité aussi ; la justice pour les nantis ; la lisibilité pour ceux qu'ils se destinent d'enfumer, devinez qui ?

Front populiste, cadennasser le mouvement ouvrier pour que le gouvernement applique tranquillement sa politique antisociale.

- Face aux «populismes», CGT et CFDT tentent de bâtir un front syndical - 20minutes.fr

Laurent Berger a déclaré que les syndicalistes demandaient aux responsables économiques, politiques et au patronat de prendre "la mesure du mécontentement dans la société et d'y apporter des réponses". (Ils ne font que cela! Ils s'en remettent à nos bourreaux les parasites. - ndlr)

En outre, comme signe de leur unité et de leur volonté de combattre le racisme, les numéros un des six organisations ont décidé d'être présents côte à côte le 30 novembre à la manifestation organisée à Paris avec des associations pour dénoncer le racisme "sous quelque forme qu'il s'exprime". AFP 25.11

Y compris le racisme anticapitaliste !

L'homme est inutile contrairement à la femme.

A-t-on vraiment besoin du chromosome Y ? - lemonde.fr

Chez l'humain, le sexe est déterminé par deux chromosomes, le X et le Y. Une paire de X donne une fille, un X et Y un garçon. Mais, alors que le X est porteur de plusieurs centaines de gènes utiles dans d'autres compartiments du corps que le système génital, le Y s'avère nettement moins riche. Il a perdu beaucoup de gènes depuis son apparition dans le monde du vivant et, même si cette dégénérescence semble stoppée depuis environ 25 millions d'années, le chromosome Y donne l'impression de s'être recroquevillé, concentré, sur son "cœur de métier", à savoir déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes. (...)

Comme l'explique Monika Ward, qui a dirigé cette étude américaine publiée par *Science* le 21 novembre, sur le site ScienceBlog, "il pourrait être possible d'éliminer le chromosome Y de la souris dans son intégralité si ces deux gènes étaient installés à des emplacements appropriés". On peut aussi envisager de faire jouer leur rôle à d'autres. La chercheuse a ainsi précisé à Nature qu'elle travaillait actuellement à l'identification, sur d'autres chromosomes, de gènes qui interagissent avec ceux du Y. L'idée étant d'activer ces gènes "partenaires" pour qu'ils prennent le relais de leurs confrères et donc, à terme, d'envoyer le chromosome Y dans les oubliettes de l'évolution... lemonde.fr 24.11

Le chromosome Y ne sert qu'à "déterminer le sexe masculin et fabriquer les spermatozoïdes", une fonction insignifiante, pourquoi ne pas s'en passer, il suffirait d'activer des gènes "partenaires" chez la femme et le tour est joué, plus besoin des hommes pour procréer, l'hermaphrodisme parfait sera l'avenir de, non, non pas de l'homme, surtout pas, ce monstre de la nature aura disparu, un mutant...

Un internaute posait une question intéressante que je complète : Où trouvent-ils les financements pour ce genre d'études, qui les financent ? Qui a intérêt à détruire la civilisation humaine pour instaurer à la place un monde de zombies entièrement sous leur contrôle ? Ce sont des monstres!

ACTUALITE EN TITRES

[La rumeur court et la justice n'est pas prête de l'attraper... elle en est la complice](#)

- Condamnée pour avoir relayé une rumeur sur Christian Estrosi - LePoint.fr

La société est ce qu'ils en ont fait, non ?

[En Etat policier sur le modèle américain.](#)

- Téléphone, Internet: l'État pourra bientôt tout espionner - LeFigaro.fr

[L'Etat déposséder du pouvoir judiciaire au profit de l'UE](#)

- L'interdiction du voile intégral devant la Cour européenne des droits de l'homme - LePoint.fr

L'UE ou la charia sociale, les droits de l'homme version salafo-wahabbo-takfiris...

[Union pour le pire, les bancomédias en redemandent.](#)

- Face à la contestation sociale, les syndicats français au défi de s'unir - L'Expansion.com

- Cinq syndicats réunis face à la «*montée des intérêts corporatistes et poujadistes*» - Liberation.fr

[Pour les bureaucraties syndicales, la prime de Noël ou de fin d'année tombe toujours à la même époque...](#)

- Quatre syndicats de cheminots appellent à la grève le 12 décembre - AFP

[Ils osent tout.](#)

- Faudra-t-il en passer par une privatisation de l'école pour réussir à la sauver ? - Atlantico.fr

- Henri Guaino: «*Si Sarkozy n'avait pas été là, il n'y aurait plus de démocratie dans le monde*» - 20minutes.fr

Parce qu'il y en a une en Libye par exemple !

[Récidive. Ils incitent à la délation, ils veulent absolument briser tous les rapports sociaux.](#)

- Violences conjugales : un téléphone d'urgence pour «*sortir d'un cercle de peur*» - Liberation.fr

- Lancement mardi d'une nouvelle campagne contre le harcèlement à l'école - AFP

[Fabius ou le dictateur.](#)

- Fabius : «*L'Iran s'engage à renoncer à la perspective de l'arme nucléaire*» - LeParisien.fr

C'est à l'accusé d'apporter la preuve que ses intentions ne sont pas celles qu'on lui prête et qu'il a toujours niées, extraordinaire monsieur le dictateur.

[Conditionnement par les médias](#)

Pas besoin de preuves pour nier l'existence d'un complot.

- JFK : pour affirmer qu'il y a un complot, il faut des preuves - Le Nouvel Observateur

Parole d'actionnaire : Sauve qui peut ! Moi !

- L'actionnaire principal de Mory Ducros veut participer au sauvetage du transporteur - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne: scandale chez RBS qui aurait poussé des PME à la faillite - AFP

La Royal Bank of Scotland (RBS), contrôlée par l'État britannique, est accusée d'avoir poussé à la faillite des entreprises viables pour pouvoir récupérer leurs actifs à bon compte, de quoi ternir encore un peu plus l'image d'un secteur bancaire britannique qui accumule les scandales.

Lawrence Tomlinson, conseiller du ministère du Commerce, a remis lundi au gouvernement un rapport accusateur sur la banque toujours détenue à 81% par l'État après son sauvetage durant la crise de 2008.

"Il y a de nombreux exemples bouleversants d'entreprises saines qui ont été détruites par RBS et de l'impact dévastateur que cela a pu avoir sur la vie des entrepreneurs", a déclaré M. Tomlinson.

Ses accusation se concentrent sur la division de la banque chargée des restructurations d'entreprises en difficultés, baptisée *"Global Restructuring Group"* ou GRG.

Des PME sans réels problèmes ont été poussées artificiellement dans les filets du GRG sous des prétextes divers, comme d'avoir enfreint des clauses mineures de leurs conditions de crédit.

Ces entreprises étaient ensuite soumises à des amendes et frais exorbitants - jusqu'à des centaines de milliers de livres - qui les poussaient parfois à la faillite. Une autre filiale de RBS en profitait alors pour racheter à bon compte les actifs et notamment les biens immobiliers liquidés.

M. Tomlinson a demandé des actions immédiates pour arrêter ce comportement *"sans scrupule"*.

"Certaines de ces allégations sont très graves et j'attends une réponse de toute urgence sur les actions qui ont été entreprises", a réagi le ministre libéral-démocrate du Commerce, Vince Cable.

Son collègue conservateur des Finances, George Osborne, a aussi jugé *"choquants"* les faits rapportés. AFP 25.11

2- Chine

- Chine: des groupes immobiliers doivent 460 milliards d'euros au fisc - AFP

Les principaux groupes immobiliers chinois ont des arriérés d'impôts atteignant au total plus de 3.800 milliards de yuans (460 milliards d'euros), selon un reportage de la télévision d'Etat qui suscitait lundi une vive polémique.

Ces firmes auraient dû payer plus de 4.600 milliards de yuans d'impôts fonciers entre 2005 et 2012, mais les autorités n'ont collecté que 800 milliards, a rapporté CCTV dimanche dans une émission hebdomadaire dédiée aux droits des consommateurs.

CCTV n'a pas précisé le nombre total des entreprises accusées de n'avoir pas payé tous leurs impôts, mais a indiqué que la liste comprenait 45 groupes immobiliers cotés en Bourse en Chine ou à l'étranger -- parmi lesquels des mastodontes du secteur, de Agile à SOHO China et Vanke.

En Chine, les promoteurs immobiliers doivent payer un impôt relatif à l'accroissement de la valeur de leurs terrains, lorsqu'ils procèdent à des ventes de logements ou cèdent la propriété des terrains.

Sur les réseaux sociaux chinois, les internautes étaient nombreux à dénoncer *"l'avidité"* des entreprises épinglées alors que les prix des appartements ont enregistré une flambée incessante au cours des dernières années sur fond de boom de la construction.

En dépit des différentes mesures adoptées par les autorités, les prix immobiliers ont encore bondi de 10,7% sur un an en octobre.
AFP 25.11

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2013

CAUSERIE

On actualisera ce soir la rubrique *Articles de presse* et on ajoutera de nouveaux articles, hier j'en ai 31 en ligne et je me suis refusé à en publier 15, à croire qu'il y a beaucoup de déchets, dans le sens sans intérêt ou quasiment nul ou parfois (trop) réacs. Je filtre quand j'en ai le temps.

ACTUALITE EN TITRES

Chez l'ennemi

Côté pile

- Rachida Dati accuse Geoffroy Didier (UMP) de «*racisme*» - Liberation.fr
- Municipales: Fillon veut une "*union*" entre Bayrou et l'UMP à Pau - L'Express.fr
- Copé ne soutiendra pas Bayrou pour la mairie de Pau - Liberation.fr

Côté face

- Le remplaçant de Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée soupçonné de corruption - LeMonde.fr -
- L'épouse de Jérôme Cahuzac titulaire d'un compte caché en Suisse - Francetv info

Faites vos jeux, rien ne va plus...

- Wall Street: le Nasdaq finit au-dessus des 4.000 points pour la 1re fois en 13 ans - AFP

Il y a l'art et la manière...

Le Medef menace.

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Parfois, il n'est même pas nécessaire de faire "*pression*"...

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Cynisme et détermination. Un rapport de cause à effet revendiqué.

- Pensions: le niveau de vie des retraités en péril dans les pays de l'OCDE - AFP
- Réforme des retraites : la France doit aller plus loin, selon l'OCDE - LeFigaro.fr

Pourquoi se gêner en dictature ?

- La police a géolocalisé illégalement des téléphones - Reuters

[Le business : ça pue !](#)

- Mauvaise haleine: Comment s'en sortir? - 20minutes.fr

Le plus important est d'identifier la cause, avec votre dentiste, certains professionnels proposant désormais des consultations spécialisées dans le traitement de la mauvaise haleine. "*Ca commence mais il n'y en a pas encore autant de cabinets en France comparé à la Belgique ou l'Allemagne*", précise Jean-Marc Dersot, dentiste et ancien président de la Société française de Parodontologie et d'Implantologie orale. 20minutes.fr 26.11

Les dentistes ont des revenus misérables comme chacun sait, aussi il leur faut trouver un nouveau marché, la vocation de ces gens-là comme les toubibs, ce n'est pas votre santé, mais le business, leur statut social dépend aussi ou surtout du niveau de leurs revenus, de leur niveau de vie : la Mercedes et la petite maison de campagne en Normandie, le chalet à Courchevel, la villa à Antibes...

La plupart de leurs patients qui ont une mauvaise haleine doivent avoir un problème gastrique, ils sont en proie à des remontées de mauvaises odeurs... Ils pourront toujours commencer par leur faire croire que cela vient de leur dentition, ils percevront des honoraires et comme leurs clients se plaindront de toujours puer de la gueule, ils leurs conseilleront de s'orienter vers un gastro-entérologue.

Face à un problème dont on ne connaît pas exactement l'origine, il arrive souvent qu'on procède par élimination. On s'attaque à l'hypothèse la plus simple ou qui nous semble la plus plausible, qui nous vient à l'esprit ou que la situation nous sert sur un plateau, tenez, celle de bactéries au niveau des dents, quoi de plus naturel quand on est chez un dentiste, n'est-ce pas ? Et comme vous n'êtes pas dentiste et que vous n'y connaissez rien, on pourra facilement vous raconter n'importe quoi et vous tromper, ne dit-on pas qu'il n'y a pas plus menteur qu'un arracheur de dents !

[Occupation.](#)

- Des manifestants anti-austérité occupent quatre ministères à Lisbonne - Liberation.fr

- L'opposition encercle des ministères en Thaïlande - Reuters -

- Bangladesh : l'opposition bloque routes et chemin de fer - LeMonde.fr

[Quand la CIA recrute...pour Al-Qaïda.](#)

- Des détenus de Guantanamo convertis en espions américains par la CIA - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Est-ce que quelqu'un y prête encore attention ?](#)

1- L'Assemblée vote en nouvelle lecture le budget de la Sécu - Reuters

Les députés français ont adopté mardi en nouvelle lecture par 318 voix contre 242 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2014.

Les groupes PS, radicaux de gauche et écologiste ont voté pour ce projet de budget présenté par Marisol Touraine, la ministre de la Santé et des Affaires sociales.

Pour des raisons opposées, les groupes UMP et UDI (centriste), d'une part, et celui du Front de gauche, d'autre part, ont voté contre. Reuters 26.11

2- Retraites: vote plus large à l'Assemblée qu'en 1ère lecture - AFP

L'Assemblée a de nouveau voté mardi la réforme des retraites, à une majorité plus large qu'en première lecture, malgré un

recours décrié au "vote bloqué" et grâce à des mesures de dernière minute pour contrer des oppositions à gauche au report de la revalorisation des pensions.

Alors que 1.700 personnes selon la police, 15.000 selon les organisateurs, ont manifesté jusqu'aux abords de l'Assemblée à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires contre le projet de loi, celui-ci a été adopté par 291 voix contre 243, avec 27 abstentions.

Les écologistes, qui avaient envisagé de voter contre une réforme qui n'est pas "réussie", se sont abstenus. Les radicaux de gauche, qui s'étaient abstenus après la première lecture, ont voté quasiment tous pour cette première réforme d'un gouvernement de gauche depuis la retraite à 60 ans, qui prévoit un allongement progressif de la durée de cotisation à 43 ans mais aussi un compte pénibilité.

Tant l'UMP que l'UDI ont voté contre ce texte, qui "manque de courage" et ne revient pas notamment sur l'âge légal de départ à la retraite, maintenu à 62 ans. AFP 26.11

[La récup people... électorale.](#)

- Une soirée de gala contre le racisme le 2 décembre à Paris - LeParisien.fr

Les people entrent dans la mêlée antiraciste. Vent debout contre les insultes dont Christiane Taubira a fait récemment l'objet, une quarantaine d'artistes ont répondu à l'invitation d'Auréliette Filippetti, la ministre de la Culture, et du metteur en scène Jean-Michel Ribes, un proche de François Hollande, pour une grande soirée de gala organisée le 2 décembre au théâtre du Rond-Point, à Paris.

Parmi les présents, des comédiens comme Nicole Garcia, François Morel, Valérie Bruni Tedeschi ou Emmanuelle Devos, des metteurs en scène comme Costa Gavras et Bianca Li, des humoristes comme Patrick Timsit mais aussi nombre d'artistes de la chanson : Abd Al Malik, Yael Naim, Sanseverino, Ayo, Arielle Dombasle, le rappeur Rost etc... Même André Manoukian, le célèbre juré de la «Nouvelle star», a promis un morceau au piano tandis que Pierre Perret pourrait interpréter «*la petite Lili*», incontournable dans le répertoire des chansons antiracistes.

Côté politique, la Garde des Sceaux Christiane Taubira a été invitée, tout comme Valérie Trierweiler, la compagne de François Hollande. LeParisien.fr 26.11

No comment, infâme instrumentalisation !

Parole d'internaute

1- "*Monsieur Patrick Timsit anime la soirée, haineux pro-israélien, sioniste revendiqué, quel faux cul!*"

2- "*Que d'huile sur le feu !*"

Que voulez-vous, il faut bien faire monter le FN, il peine apparemment...

3- "*L'intox , acte II*"

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas racistes, c'est chiant, pourtant ils font des efforts pour les convaincre qu'ils le sont...

- "*Je me souviens avoir voulu regarder à la télé un spectacle enregistré au Maroc avec des "humoristes". Patrick Timsit arrive sur scène et ses premiers mots ont été "Les Français sont racistes, c'est vrai, ils sont racistes". De l'avis de tous les bien-pensants, qui jette de l'huile sur le feu?. Les "fachos de droite" ou les nantis de gauche?*"

- "*Pourquoi ces artistes (certains internationaux) ne vont-ils pas prêcher la bonne parole en Israël où le racisme est 30.000 fois plus présent?*"

Ils sont tous à vomir.

[Dictature. Quand les procureurs généraux transforment la société en tribunal d'exception.](#)

- Inégalité - Liberation.fr

«*Posons d'abord que le corps humain n'est pas à vendre et soyons pragmatiques ensuite*», comme le dit la philosophe Sylviane Agacinski, qui défend la proposition de loi sur la pénalisation des clients de prostituées.

Sylviane Agacinski est l'épouse de Lionel Jospin.

Elle est moins regardante quand les patrons forcent les travailleurs à se vendre (leur force de travail) à n'importe quel prix pour survivre.

Libération poursuit : On pourra objecter que le droit et la morale ne font pas nécessairement bon ménage.

Sauf quand il s'agit d'exploiter et voler la force de travail des ouvriers, en toute bonne conscience le législateur décrète que c'est légal, l'asservissement est légal

Libération poursuit : On peut, bien sûr, ricaner à l'idée de réformer et éduquer les clients comme les chauffards et les alcooliques. Cette loi n'abolira pas la prostitution mais, au moins, elle donne le signe que la représentation nationale condamne cet asservissement.

Les conditions d'existence dans leur société sont telles qu'elles poussent la population à enfreindre le droit ou à tous les excès qu'elle réprime ensuite, au nom du respect du droit et de la morale qu'elle-même piétine à l'origine.

Ils sont abjectes, le législateur, Sylviane Agacinski et Libération !

[Quand l'illusionniste roule pour l'Union européenne... et pour lui ! Décryptage.](#)

- Mélenchon envisage de s'engager pour le FG aux Européennes - AFP

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a dit mardi envisager de s'engager pour le Front de gauche aux européennes de mai 2014, avec pour objectif "*de passer en tête de la gauche*".

(Le même discours qu'en 2012. - ndlr)

Interrogé sur cette possibilité lors d'une interview à #DirectPolitique, émission d'Ouest-France et de Linternaute.com, Jean-Luc Mélenchon a lancé : "*Mme Le Pen peut passer en tête de la droite. Vous allez laisser la droite se faire dominer par l'extrême droite (...) et nous, pendant ce temps-là à gauche, on irait suivre le cortège plan-plan de Ayraut et Hollande, qui ne savent pas ce qu'ils veulent et qui nous entraînent eux aussi vers la droite?*" .

(Tiens, Ayraut et Hollande "*ne savent pas ce qu'ils veulent*" mais ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", faudrait savoir, en réalité ils savent parfaitement ce qu'ils veulent : appliquer leur politique de droite, n'est-ce pas ce qu'ils n'ont cessé de faire depuis juin 2012 ? Mieux encore, s'ils "*ne savent pas ce qu'ils veulent*" mais que malgré tout ils "*nous entraînent eux aussi vers la droite*", ce serait peut-être bien qu'on ne demanderait (les travailleurs) qu'à se laisser entraîner vers la droite, qui sait, non ? En réalité, le charlatan s'en tape complètement. - ndlr)

"Il faut que la gauche existe et qu'elle fasse des propositions fortes dans l'élection européenne."

(Il a lâché le morceau, il faut que "*la gauche existe*" pour que Mélenchon soit réélu, le reste est à l'avenant, n'envisageant pas de rompre avec l'UE, ses propositions s'adressent à la majorité des députés européens qui seront élus au Parlement et qui appliqueront à la lettre la politique de la Commission européenne destinée à servir les intérêts des multinationales. Bref, comme toujours il brasse du vent et légitime l'UE. La suite tient de tartufe. -ndlr)

"*Vous savez très bien que ça change tout à Bruxelles et à Strasbourg s'ils apprennent que les Français à gauche ont voté pour le FG de Jean-Luc Mélenchon et que à droite ils ont voté pour une solution qui met en cause l'Europe*", a souligné le responsable du PG.

(Oui parce que le FG est à gauche mais le PS aussi, non mais attendez, pas question de le situer dans l'autre camp ce serait rompre avec lui, Mélenchon en est incapable, et c'est dans le menu détail qu'on s'aperçoit que ce lien est permanent, si maintenant vous en restez à ces vociférations destinées à la galerie vous passerez à côté de l'essentiel et leurs véritables rapports vous échapperont.

Ensuite, Mélenchon est bien embarrassé car ce n'est pas lui qui incarne l'opposition à l'UE et sa politique, mais le FN qui dans son discours entend rompre avec l'UE et l'euro, et il sait qu'une majorité des travailleurs rejettent l'UE et l'euro, le FN n'est pas le seul sur cette position, le POI, le NPA et LO ou encore le M'PEP également, aussi il lui faut manoeuvrer en s'adressant aux travailleurs pour que d'une part ils ne soient pas tentés de voter FN, et que d'autre part ils ne se rapprochent pas des partis

ouvriers qui viennent d'être cités, en proie à ses contradictions, ils voudraient les convaincre de voter pour les candidats du Front de gauche ce qui reviendrait en réalité à les ramener dans le giron de l'UE puisque le FG est opposé à la rupture avec l'UE et l'euro, ce qui revient finalement à rouler pour l'UE, nous avons parfaitement raison de l'affirmer plus haut. Poursuivons pour voir comment il va s'en sortir, maladroitement, il n'a pas le choix le manipulateur. - ndlr)

"Il faut que les Français mettent en cause le modèle actuel de construction européenne (...) J'en ai assez d'un système qui est en train de martyriser l'Europe et de la conduire à un désastre", a-t-il dit.

(Il ne peut pas franchir le pas de la rupture avec l'UE, il en fournit la preuve ici, c'est excellent comme démonstration, bravo monsieur l'illusionniste ! On appelle tous les militants du FG à le quitter, à moins qu'ils tiennent à soutenir l'UE, à eux de voir, mais surtout, après qu'ils ne viennent pas se dire anticapitalistes ou révolutionnaires, surtout pas on les étrillerait !

Ensuite, il déplace la discussion sur le plan purement personnel du petit-bourgeois déçu par ses maîtres, en fait il est pris au piège de ses propres contradictions après avoir soutenu l'UE pendant plus de 35 ans, elle ne devait conduire qu'au "désastre" actuel, mais lui obstinément il a refusé d'en convenir, et puis il faut ajouter car on ne peut pas lui laisser dire une chose pareille, le "désastre" il ne date pas d'hier pour les millions de travailleurs de l'UE qui ont été victimes de sa politique, le chômage de masse a commencé à faire des ravages dès le milieu des années 80, oui mais à cette époque il militait au PS et quelques années plus tard il allait voter oui à Maastricht, à la BCE et à l'euro, donc on comprend pourquoi pour lui le "désastre" ne date que d'aujourd'hui ou hier à peine, quant aux travailleurs concernés pendant les décennies précédentes, il n'y pense même pas, il s'en fout. Le renégat incarne à lui tout seul le "désastre" du mouvement ouvrier !

Dans sa bouche remettre "en cause le modèle actuel de construction européenne" ne peut signifier rompre avec l'UE, mais la réformer, lui donner un contenu plus social, un visage plus humain, comme si c'était possible, en réalité non, c'est une escroquerie politique du même ordre que le PS. En désespoir de cause, il tente de vendre la pire référence à laquelle il pouvait faire appel, pathétique. -ndlr)

"Je pense que je peux être très utile parce que je connais bien le sujet, parce que j'ai une certaine capacité d'entraînement", a encore fait valoir l'ex-candidat à l'Élysée. AFP 26.11

(Il doit faire allusion à son mandat de député européen qui n'a servi qu'à alimenter son compte en banque puisqu'il ne siège pratiquement jamais au Parlement, il fait partie de ces parasites que de nombreux commentateurs ne cessent de dénoncer dans les médias et sur le Net, il ne faut surtout pas lui retirer cette "capacité", car c'est peut-être la seule qu'il possède encore ! - ndlr)

Dans le sens de l'histoire...

- Le Medef presse Jean-Marc Ayrault de baisser les prélèvements - Reuters

Le président du Medef Pierre Gattaz estime que la remise à plat de la fiscalité voulue par Jean-Marc Ayrault n'aura de sens que si elle permet une baisse des prélèvements

Dans une interview à l'agence Reuters, il indique avoir demandé au Premier ministre une pause de la réglementation fiscale, sociale et environnementale pour rassurer les chefs d'entreprise, rendus "extrêmement nerveux" par une série récente d'annonces "anxiogènes".

Reçu lundi à Matignon dans le cadre de la concertation avec les partenaires sociaux, le Medef a fait savoir au chef du gouvernement que ce "moratoire d'au moins six mois" constituait un préalable à sa participation active à l'exercice initié.

"Cette pause est nécessaire pour ramener du calme et de la sérénité chez les chefs d'entreprise", a dit Pierre Gattaz.

L'autre condition nécessaire est "d'afficher un objectif de baisse des dépenses publiques".

"On ne réglera pas le problème de compétitivité des entreprises françaises que si on s'attaque à leur surfiscalité", a estimé le "patron des patrons".

Pour lui, réduire les dépenses de 60 milliards d'euros pour s'approcher de l'équilibre des comptes publics à l'horizon 2017 comme l'envisage le gouvernement est "vertueux mais pas suffisant, car on a calculé que les prélèvements obligatoires ne baisseraient pas".

"Il faut aller au delà, faire au moins autant d'efforts pour baisser les prélèvements d'au moins trois points de PIB", a-t-il indiqué.

Il a eu confirmation lundi à Matignon que le Haut conseil du financement de la protection sociale serait saisi de la question

d'un basculement vers la fiscalité de charges pesant sur les entreprises et du démarrage, prévu maintenant début janvier, des assises de la fiscalité des entreprises.

Le patronat a déjà des solutions à proposer comme une augmentation "*modérée et de façon peut-être temporaire*" de la TVA - d'un point par an sur trois ans - en attendant qu'une baisse des dépenses prenne corps, qui permettrait d'alléger fiscalité et charges des entreprises s'agissant notamment de leurs cotisations famille et maladie.

Et pour la réduction des dépenses publiques, "*nous sommes en train de faire une sorte de rapport de tous les rapports existants pour aider le gouvernement à trouver les priorités d'amélioration*", a indiqué Pierre Gattaz.

"*Il faut passer d'un environnement de contrainte, de suspicion, de contrôle, qui est la séquence que nous vivons aujourd'hui, à un mode de respect, d'estime, pour ramener la confiance.*" Reuters 26.11

Quand l'UE légitime les "**susceptibilités politiques**" et les "**positions de principe**" de l'Etat sioniste.

- Accord UE-Israël sur la coopération scientifique - AFP

L'Union européenne et Israël sont parvenus mardi à un accord sur leur future coopération scientifique, objet d'un litige en raison du contentieux sur la colonisation, selon un communiqué conjoint obtenu par l'AFP auprès d'un responsable israélien.

"*A la suite de discussions entre la ministre israélienne de la Justice Tzipi Livni et la chef de la diplomatie de l'UE Catherine Ashton, l'UE et Israël sont parvenues à un accord sur toutes les questions en suspens relatives à la participation d'Israël au programme (scientifique) Horizon 2020 de l'UE*", affirme le communiqué diffusé par la porte-parole de Mme Livni.

"*Cet accord ouvrira la voie à la participation d'Israël dans d'autres programmes de l'UE qui seront lancés le 1er janvier 2014*", souligne le texte.

"*Il respecte entièrement les exigences légales et financières de l'UE tout en respectant en même temps les susceptibilités politiques d'Israël et en préservant ses positions de principe*", ajoute le communiqué.

Le projet d'accord intègre les "*lignes directrices*" de l'UE imposant une clause qui exclut de sa coopération, à compter du 1er janvier, les institutions et entreprises israéliennes ayant des activités dans les territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, bande de Gaza) et syrien (Golan) occupés depuis 1967. AFP 26.11

Comme il ne doit exister aucune entreprise israélienne dans ces territoires trop exposés, cette clause ne coûte rien.

Au fait, Israël est bien le 29e Etat de l'UE...

- L'émigration des Juifs français vers Israël explose en 2013 - lefigaro.fr

L'émigration de Juifs français à destination d'Israël, qui avait enregistré ces dernières années un léger repli, a progressé de 49% depuis le début 2013. Selon des statistiques publiées lundi par l'Agence juive, 2185 Français ont ainsi fait leur aliyah entre janvier et septembre, contre 1469 l'an dernier durant la même période.

Ce rebond est d'autant plus notable que l'immigration à destination d'Israël affiche, au plan mondial, un relatif tassement. Durant la même période, 13.905 Juifs venus des cinq continents ont fait leur aliyah, ce qui représente une hausse d'environ 1% par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Simultanément, l'immigration juive en provenance des États-Unis a baissé de 8%.

La communauté juive de France, qui est la plus grande d'Europe, regroupe selon les estimations entre 350.000 et 500.000 personnes. Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, plus de 90.000 Juifs ont quitté l'Hexagone pour faire leur aliyah. lefigaro.fr 26.11

Commentaire d'une internaute

- "*Je suis juive et je prépare également mon départ définitif pour Israël. Ce que je peux vous dire c'est que le départ de 2000 juifs peut vous paraître faible mais en réalité c'est le départ d'autres milliers de juifs qui se prépare actuellement. Alors non, on ne crachera jamais sur la France, ce pays a été la "mère patrie" mais je pense même un peu trop si bien qu'aujourd'hui beaucoup trop de personnes profitent du système. Alors oui on en a marre de travailler pour verser de l'argent à de gens qui ne veulent pas retrousser leurs manches et travailler. Alors je peux vous le dire, en Israël la vie est très dure, les semaines de travail durent bien plus que 35h mais on y vit heureux, à l'abri de l'antisémitisme et surtout l'argent que nous versons aux impôts sert à la construction du pays et non pas à sa destruction.*"

Enfin je veux simplement vous dire qu'avant de quitter la France, j'embrasserais le sol français qui m'a fait permis de nourrir de ma famille et de vivre."

Vous avez là, l'éducation, la mentalité, l'idéologie inculquées aux juifs par leurs pairs dès leurs plus tendre enfance. Vos impôts madame serviront à construire des murs et des miradors, à financer une économie de guerre permanente, un Etat policier, une dictature, un régime basé sur l'apartheid, la ségrégation raciale envers les Arabes et particulièrement les Palestiniens, vous serez assurément heureuse de vivre avec les vôtres dans un Etat qui respire, transpire la haine de ceux qui ne vous ressemblent pas.

Vous ne "cracherez" pas sur la France qui vous a permis de vivre et de vous enrichir sans doute, mais sur les Français qui comme chacun sait sont majoritairement racistes, antisémites et xénophobes, horribles quoi ! J'allais oublier, et fainéants aussi puisqu'ils ne veulent pas travailler au delà de 35 heures par semaine.

Vous vivrez "heureuse" dans votre ghetto, restez-y et ne revenez jamais !

L'autre jour j'ai eu une discussion avec une Française franc-maçonne qui m'a dit : tu sais je connais beaucoup de juifs parmi des gens bien éduqués ou d'un certain niveau social, qui se disent de gauche, progressiste, ce sont des gens qui réfléchissent pas des crétins, etc... Et bien c'est plus fort qu'eux, quasiment tous se disent sionistes, ils ressentent un petit quelque chose pour Israël qui les poussent à le soutenir, ils ne sont pas prêts de partir vivre en Israël mais si les circonstances s'y prêtaient ils seraient partants, apparemment ils se foutent de l'état de guerre civile qui règne là-bas, les attentats, les barrages filtrants, l'insécurité, le racisme anti-arabe...

Se revendiquer juif, c'est comme se revendiquer chrétien ou musulman, c'est avoir subi un lavage de cerveau dès la naissance au cours duquel vous a été incrusté profondément un mode de pensée et d'interpréter le monde que vous trimballez souvent le restant de vos jours, j'ai spécifié ceux que le revendiquent, car heureusement il y a des gens qui ont reçu une telle culture ou éducation et qui n'en demeureront pas esclaves toute leur vie, qui parviendront à développer un esprit critique ou libéré de ces chaînes.

Un autre internaute qui a la double nationalité depuis 35 ans a précisé que "*le nombre d'immigrations ratées (retour en France) est par mon expérience proche des 40%*", ajoutons que cet article n'a pas évoqué les nombreuses défections (l'hémorragie en fait) de juifs qui quittent Israël parce qu'ils n'en peuvent plus de vivre dans un climat de haine permanente alimentée par le gouvernement sioniste.

Comme quoi il faut toujours faire la distinction entre les deux, les gens ou les travailleurs qui sont juifs de religion et les sionistes qui se servent uniquement du judaïsme pour étendre leur domination sur le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Référendum sur la Constitution en décembre en Egypte - Reuters

Un référendum sur le nouveau projet de Constitution en Egypte sera organisé en décembre, a déclaré mardi le porte-parole de l'assemblée constituante.

L'adoption de la Constitution est un préalable à la tenue de nouvelles élections en Egypte après le renversement par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en juillet. Reuters 26.11

SOCIAL

1- France

- Air France: accord sur le plan de départs volontaires du personnel au sol - AFP

Trois syndicats d'Air France ont signé mardi un accord majoritaire sur le plan de départ volontaire de 1.826 personnels au sol dans le cadre de la deuxième étape de Transform 2015, vaste restructuration destinée à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015, a-t-on appris de source syndicale.

Après des négociations avec les syndicats sur les mesures d'accompagnement proposées par la direction, l'accord majoritaire a été approuvé par la CFDT (20,90% de représentativité chez le personnel au sol), la CFE-CGC (16,70%) et FO (17,29%).

La CGT (28,35%), hostile au niveau national à l'accord sur la sécurisation de l'emploi, et l'Unsa (16,73%) n'ont pas signé.

Le plan, annoncé le 4 octobre par la direction d'Air France, porte sur 1.826 postes au sol, dont 582 affectés au hub de Roissy-Charles-de-Gaulle et 591 dans ses escales de province.

Au total, 2.800 suppressions de postes sont prévues dans le cadre de cette seconde étape de Transform 2015, lancé en janvier 2012 par le groupe Air France-KLM pour parvenir à un retour à l'équilibre à fin 2014.

Les premières mesures de restructuration avaient entraîné 5.122 départs entre 2012 et fin 2013.

Au printemps, Air France avait justifié ce nouveau plan de départs volontaires par une conjoncture de stagnation économique en France et en Europe, alors que la concurrence ne cesse de s'amplifier notamment sur son réseau domestique.

Avant son entrée en vigueur, l'accord doit être validé par l'administration.

Selon le représentant CFDT Michel Salomon, *"l'essentiel aujourd'hui va être de travailler sur les mobilités qui seront nécessaires pour que les gens qui ne souscrivent pas au plan de départ volontaire puissent être affectés sur des postes maintenus dans l'entreprise ou qui, par solidarité, vont se libérer"*.

Le secrétaire général de la CFE-CGC, Ronald Noirot, a déclaré, pour sa part, que son syndicat avait décidé de signer l'accord, un *"bon accord"*, malgré *"pas mal de reproches à la direction sur des engagements non tenus"*. Selon lui, les mesures d'accompagnement sont *"largement supérieures"* à celles initialement proposées par la direction.

Cependant, le syndicat a averti qu'il allait désormais se montrer *"beaucoup plus exigeant sur les augmentations individuelles et la flexibilité"*. *"Nous sommes pour le travail sur la flexibilité sauf que les directions locales veulent y mettre tout et n'importe quoi"*, a-t-il affirmé, indiquant vouloir *"avoir un oeil"* sur ce qu'elles font.

Jean-Claude Filippi, secrétaire général de FO, a estimé pour sa part qu'*"il y a effectivement les gens qui partent après des négociations correctes. On ne peut pas les bloquer"*. *"Mais ce qui est important pour nous, c'est ceux qui restent"*, a-t-il ajouté. Il a indiqué qu'une clause prévoyant une rencontre entre les syndicats et la direction en novembre 2014 permettrait de discuter d'une garantie d'emplois pour ceux qui restent. AFP 26.11

Alors, heureuse la direction d'Air France ? Et comment, elle est comblée, elle a obtenu satisfaction en faisant l'économie d'une grève, décidément ils sont formidables ces syndicats, indépendants cela va de soi, n'est-ce pas messieurs Mailly et Gluckstein...

2- Portugal

- Portugal: toujours plus de rigueur - Lexpress.fr

Les milliers de manifestants n'y ont rien fait. Les députés portugais ont adopté ce mardi un budget d'austérité pour 2014. Celui-ci qui prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques. Il a été approuvé avec les voix de la majorité absolue dont dispose le gouvernement de centre droit au Parlement. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre.

Juste avant le vote, le discours de la ministre des Finances Maria Luis Albuquerque a été brièvement interrompu par une quinzaine de manifestants qui, depuis les galeries de l'Assemblée, scandaient *"démission, démission!"* avant d'être délogés par la police.

Aux cris de *"y en a marre des escrocs, on veut des élections"*, des milliers de Portugais ont protesté devant le Parlement à l'appel de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays. Environ 200 manifestants ont occupé dans l'après-midi les halls d'entrée des ministères de l'Economie, des Finances, de la Santé et de l'Environnement, où ils exigeaient bruyamment d'être reçus par les ministres de tutelle.

Les fonctionnaires et retraités sont les catégories les plus touchées par la douloureuse cure d'austérité que le gouvernement a administrée au pays. L'effort demandé est immense, 3,9 milliards d'euros, soit 2,3% du PIB.

En première ligne, les fonctionnaires subissent des baisses salariales allant de 2,5% à 12% qui viennent s'ajouter aux coupes dans leurs retraites. Seule concession du gouvernement, les baisses s'appliqueront finalement à partir d'un seuil de 675 euros et non de 600 euros comme prévu dans un premier temps.

La Cour constitutionnelle a validé lundi l'allongement de 35 à 40 heures du temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires. Lexpress.fr et AFP 26.11

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre 2013

CAUSERIE

Trop de boulot auourd'hui pour ajouter de nouveaux articles, on verra cela demain matin, tout à l'heure en fait car ici il est déjà 0h23 H, bonne nuit.

Mon épouse m'en a raconté une bien bonne que j'ignorais.

Pour l'enterrement de mon père, il y a déjà une dizaine d'années de cela, Magueswary avait revêti un de ses plus beau saris, son sari de mariage rouge. Ma mère lui a fait la remarque désobligeante qu'elle aurait pu s'habiller autrement. Bon, elle n'avait pas de sari noir et je n'ai pas pensé à lui dire de porter un sari bleu ou vert foncé de préférence pour l'occasion. Elle, elle a voulu se faire belle pour mon père, normal, pas pour ma mère qu'elle n'aimait pas !

Ma mère est arriérée, j'ai 58 ans et j'ai passé ma vie à m'engueuler avec mes parents pour un oui ou un non, elle a 79 ans et mon père est mort. Et en plus Magueswary a embrassé le cadavre de mon père, ce que personne d'autre n'a fait. Ah ces primates d'Indiens ! Lors d'une crémation ici, tout le monde va embrasser ou caresser le mort, le serrer dans ses bras. Je respecte toutes les traditions ou cultures, du moment qu'on ne me les impose pas cela ne me pose aucun problème.

Je vis en Inde, donc j'estime que je n'ai pas à porter un jugement sur la manière d'agir des Indiens, sauf quand manifestement ils manquent de respect à quelqu'un, un plus faible, tout comme je le ferais en France, et je n'en ai rien à foutre qu'ils soient noirs et que je suis blanc, d'ailleurs eux non plus, donc on s'entend très bien, la haine on la laisse à Taubira, Désir, Valls, Fabius et Cie.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés, le socialisme.

Comment, à partir de l'hétérogénéité de la classe ouvrière, davantage encore de l'ensemble des masses exploitées, sachant que leurs différentes couches ne bénéficient pas exactement du même traitement social, qu'elles sont confrontées aux mêmes difficultés mais à des degrés très divers, qu'aucune n'a développé une conscience de classe bien aiguisée ou aucune, que pour toutes ces raisons elles n'interpréteront pas de la même manière leur situation et la situation en générale, elles auront même des priorités différentes, comment faire pour les monter les unes contre les autres pour empêcher qu'elles se rassemblent contre le gouvernement et le régime ?

Une méthode, leur désigner des boucs émissaires qu'on aura pris soin au préalable de présenter l'air de rien de différentes manières sous un angle désavantageux ou provocateur, contre lesquels une partie des plus mal lotis ou les plus arriérés seront tentés de s'en prendre, tandis que parmi les mieux lotis, les plus ambitieux ou impatientes en feront les responsables de la remise en cause de leurs privilèges, et si c'est parmi ces couches de nantis que seront recrutés les adeptes ou bataillons de cette manipulation infâme, c'est aussi parce qu'elles seront appelées à en être les principales bénéficiaires... ou victimes selon le statut de chacun et le degré d'abjection auquel il peut tomber.

A l'étape suivante, il n'y aura plus qu'à les désigner comme des racistes ou des gens particulièrement intolérants, etc. s'en prenant aux valeurs de la République que l'Etat et ses représentants ne cessent de fouler aux pieds et le tour sera joué, puisque ce se seront justement ces derniers qui auront monté cette opération de toutes pièces pour pouvoir gouverner tranquillement pour le compte du régime en place, les médias relayant complaisamment du matin au soir jour après jour cette propagande nauséabonde.

Leur ennemi, c'est la lutte de classe des opprimés qu'il faut diviser, dévoyer, museler au profit du corporatisme et de la dictature de la pensée unique ou de l'idéologie dominante qui se drappe dans les oripeaux de la démocratie, démocratie qu'ils n'ont eu de cesse au cours des années et des décennies précédentes de liquider en spoliant les travailleurs de leurs droits sociaux et politique.

Le masque tombe. Mystification, manipulation, récupération, amalgame, instrumentalisation, sondage truqué, tout y est !

- La justice ordonne à une prison de servir des repas halal - L'Express.fr

La preuve que l'Etat se plie à tous les communautarismes, les encourage.

- Meeting contre les "extrémismes": accueil triomphal pour Christiane Taubira - AFP

La garde des Sceaux Christiane Taubira a reçu mercredi soir un accueil triomphal des centaines de personnes réunies à la Mutualité à l'appel du PS pour "*défendre la République contre les extrémismes*".

"Ils commencent par vilipender les apparences, ils commencent ainsi par la différence qu'ils voient et ils finissent par celle qu'ils imaginent. Et ils mettent tout le monde et chacun en danger", a lancé la ministre.

(Excellent, ils démontrent ainsi que ce sont bien eux qui instrumentalisent le racisme qui est l'objet d'une minorité.

Elle extrapole ou fabule, invente, quand elle prétend qu'il y aurait quelque chose derrière les "*apparences*" auxquelles font référence certaines personnes dans leurs discours. En réalité, c'est elle qui imagine que ces apparences déboucheraient sur autre chose ou leur prêle un contenu qu'elles n'ont pas. Ils sont démasqués.

On retrouve ici l'esprit policier dans toute sa splendeur et qui ne date pas d'hier, qui fait de vous un délinquant de la route si vous roulez à 53Km/h en ville, un alcoolique à la première souïlerie, un accro de la clope à la première cigarette, voué à devenir un junkie au premier joint, un dangereux communiste si vous participez à une grève, un antisémite si vous critiquez Israël, un anti-républicain si vous vous en prenez à l'Etat ou à ses institutions, un xénophobe si vous vous moquez de l'accent canadien, un islamophobe si vous répondez à un musulman qui vous a insulté, un raciste si vous ne supportez pas qu'on vous traite de sale blanc, un suppôt du terrorisme si vous prétendez que les Etats-Unis sont une dictature, etc. - ndlr)

"La nation n'est pas le bien de ces égoïstes compulsifs, elle n'est pas le bien de ces archaïques, elle n'est pas le bien de ces obsédés de l'ennemi", a-t-elle ajouté

(C'est vous l'ennemi de la démocratie et des valeurs de la République ! On a à faire à une dangereuse psychopathe. - ndlr)

"Nous assistons à une véritable offensive réactionnaire et anti-républicaine de la part d'un bloc droitier, d'un tea party à la française, dont un des terreaux a été la Manif pour tous et qui se construit contre l'égalité des droits, contre les étrangers, contre l'impôt citoyen, contre toutes les valeurs des Lumières et de la République", a souligné Harlem Désir.

(Ils ne sont plus à un amalgame près ces crevures, tous ceux qui dénonceraient cette misérable opération électorale et leur politique de régression sans fin dans tous les domaines seraient à mettre dans le même sac à merde de la droite et de l'extrême droite. Lui aussi il est obligé de lâcher le morceau. - ndlr)

"La France n'est pas raciste, mais en ces temps de crise économique, sociale, morale, les dirigeants de l'extrême-droite xénophobe et raciste ne se sont jamais sentis aussi forts", a-t-il ajouté.

(C'est bien à des fins électorales qu'est orchestrée cette misérable mascarade, parce qu'ils craignent que le FN récupère les voix des masses qui se détournent du PS parce qu'il poursuit la politique de l'UMP. D'un côté, ils le font monter contre l'UMP, de l'autre ils craignent maintenant qu'il les submerge et de perdre le contrôle de la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer. - ndlr)

Le parti de Marine Le Pen a le vent en poupe selon les derniers sondages. Selon l'un d'eux, publié lundi par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), 42% des Français n'excluent pas de voter pour une liste soutenue par le FN aux municipales si l'occasion se présente dans leur ville. AFP 27.11

(On a vu dans la causerie d'hier que l'Union des étudiants juifs de France est une émanation du PS, ce sondage est truqué, peu importe, l'AFP s'en fait gracieusement le relais, normal, c'est l'agence de presse du régime. - ndlr)

Parole d'internaute

1- "*C'est à peu près tout ce qu'ils sont capables de faire au PS! De la propagande en se faisant passer pour des victimes!*

Le front national va encore prendre des points!"

Le PS et pas seulement en France, depuis un siècle prépare le terrain sur lequel fermente la pire réaction, fasciste, il en est

l'aiguillon, puis la dénonce quand elle se manifeste bruyamment au grand jour, tout en effaçant derrière lui les traces qui permettraient de remonter jusqu'à lui en comptant sur l'amnésie des générations passées et l'ignorances des générations présentes, le PS est une imposture permanente réactionnaire.

2- *"Lorsque l'on constate cette augmentation de la délinquance et des individus qui sont interpellés lors de dégradations, de vols à l'arraché avec violence et d'autres agressions ce n'est pas du racisme mais une prise de conscience assortie de l'inquiétude suivante : quand cela va-t-il cesser ? Les gouvernants précédents et présents sont impuissants devant ces faits, alors que les bonnes âmes cessent de pleurnicher sur ce prétendu racisme. Ce sont les gens honnêtes qui en sont victimes sur le territoire et non la racaille délinquante."*

Les gens honnêtes comme vous dites, ils les prennent pour des pigeons, ils exploitent ou manipulent leur naïveté quand ils ne les plument pas ou ne les envoient pas à la boucherie, ils leur font horreur en réalité. Qu'ils soient les premières victimes de la délinquance ne les concerne pas, eux ne vivent pas dans ces quartiers ou banlieues.

3- *"Oui mais non là, faut arrêter de faire des bulles "sursaut républicain", se sont eux, qui passent leur temps à monter les Français les uns contre les autres, se sont eux qui, aux meetings montrent des drapeaux étrangers et non français, se sont eux qui ont " leurs préférences nationales".*

Une personne a été traitée de sale blanche par des comment dire, des étrangers? arabes? beurs? français d'origine étrangère?, cette personne a porté plainte et a été déboutée de sa demande, se faire traiter de sale blanche n'est pas, apparemment, une insulte à connotation raciste. Donc il y a 2 poids 2 mesures, ça dépend de quel côté on se trouve.

Alors leur sursaut républicain, ils savent où ils peuvent se le mettre."

Au bon endroit, vous avez raison, mais il y a des chances que cela leur fasse encore grand bien malgré vous ! Je hais le tiers-mondisme pour avoir été tiers-mondiste moi-même à mes heures, alors que j'avais cessé de militer depuis de nombreuses années, cela m'est passé depuis vous pouvez me croire, j'en suis devenu un farouche ennemi.

Pourquoi voudriez-vous qu'ils condamnent le racisme envers les Blancs quand ils sont incapables de condamner les sionistes qui font subir au peuple palestinien un sort similaire à ceux que les juifs ont connu sous le régime nazi, les chambres à gaz en moins ? Ils ont épousé l'idéologie moderne des esclavagistes, le néolibéralisme, ils n'ont donc rien à renier des racistes dont ils sont les héritiers.

Ce qui a changé, c'est que de nos jours ce sont les masses exploitées noires, arabes, asiatique qu'ils surexploitent à travers le monde, sur lesquelles reposent la survie du capitalisme, et non les masses exploitées des pays occidentaux plutôt blanches qui leur coûtent trop chères et auxquelles il faut trouver toutes les tares possibles et inimaginables pour les rabaisser, les culpabiliser, faire en sorte qu'elles se murent dans un silence coupable, qu'ils terrorisent à la longue.

Oui, c'est un aspect que nous n'avions pas encore abordé, c'est un racisme de classe auquel ils se livrent, ils prétendent se pencher sur le sort injuste ou inhumain des Noirs, des Arabes ou des Asiatiques, etc. que leur réserveraient les sales Blancs, le peuple, les travailleurs, alors qu'ils soutiennent les multinationales et les régimes qui à travers le monde livrent leurs populations au traitement le plus abjecte qui soit, se crevant à la tâche pour un salaire de misère, 28, 40, 100 dollars par mois pour plus de 210 heures de travail dans des conditions épouvantables, en Chine, en Ethiopie, en Mongolie, au Bangladesh, au Vietnam, etc. les nouveaux "ateliers du monde", les nouveaux "eldorados" qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes en un minimum de temps, ils s'en accommodent parfaitement, ils en sont les complices. Telle est la véritable morale de ceux qui nous gouvernent, une morale de classe, un racisme de classe.

4- *"La Une du monde : "les rebelles syriens se radicalisent," ils ont été accueilli et armés par Mr Hollande, conclusion la gauche aime les terroristes et détestent les Français..."*

Rectifications, sauf les Français qui pensent comme eux.

5- *"Et le PS qui veut absolument nous imposer sa politique dévastatrice.....ce n'est pas de l'extrémisme? ce n'est pas un manque de démocratie? ne pas écouter le peuple et l'opposition politique ce n'est pas de l'extrémisme? de l'intolérance?.....j'aimerais qu'on m'explique!"*

Il n'y a rien à expliquer, vous subissez et vous la fermez, c'est cela leur conception de la démocratie.

6- *"C'est du n'importe quoi ce meeting. On provoque une situation et après on fait un meeting pour se plaindre de cette situation..."*

Vous avez tout compris.

7- "*Quand Frêche insultait les Harkis ou balançait qu'il y avait trop de noirs en équipe de France de foot, le PS n'a jamais fait de telles réunions. Ca ressemble plus à une instrumentalisation du racisme à des fins électorales.*"

CQFD.

8- "*Le PS (ce pourrait être un autre parti au pouvoir) essaye d'amuser les Français avec le thème du racisme pour tenter de leur faire oublier les vrais problèmes que sont le chômage, le pouvoir d'achat, la sécurité, la hausse des impôts, la dette qui continue d'enfler, le harcèlement, la démocratie qui recule.... On ne peut plus exprimer un désaccord sans être immédiatement traité de raciste (si on l'exprime en face d'une personne d'origine différente), de fasciste (si l'on ne partage pas les mêmes opinions politiques), de nul qui n'y comprend rien (si l'on tente de démontrer l'absurdité des décisions arbitraires)...*"

Vous avez raison, c'est le but : fermez-là !

9- "*Si cela continue il sera impossible d'employer des expressions courantes sans être taxé de raciste, et Madame Taubira est passée par là. Plusieurs exemples :*

- *Je viens de changer de branche.*
- *Je lui ai glissé une peau de banane.*
- *Je vois la vie en noir.*
- *Et ta soeur !!!!!*

- *Toutes les expressions employées pour désigner un individu, qui ont toutes au départ une explication qui a été déviée peu à peu. Ex: RITAL: de 1929 à 1939, il y avait tellement d'italiens qui franchissaient la frontière souvent pour fuir le régime mussolinien que les douaniers français au lieu de marquer sur les papiers " Réfugiés Italiens ", simplifier en :R.Ital devenu "rital ". Autre explication pour les USA :AméRlcain ITALien.*

- *Il est vrai qu'avant les années 60, l'immigration non-européenne était moins nombreuse et moins tatillonne que maintenant. Exemples courants :rital, portos, et que dans certaines corporations c'est monnaie courante, encore maintenant, comme le BTP.*

Alors un peu de calme: il ne faut pas tout prendre au premier degré."

Mais ils détiennent le pouvoir, ils décrètent ce qui doit être pris au premier degré ou non et vous êtes prié de les imiter sous peine de subir la foudre de ces dictateurs...

Les médias veulent en être, et pas n'importe lesquels, les plus réacs, jugez plutôt.

- Le PS lance l'offensive contre la montée du FN, du racisme et de la xénophobie LeFigaro.fr -

- Affaire Taubira, suite et fin ? - LePoint.fr

Cette affaire Taubira, cette indignation qui a tout de même fini par monter et par triompher de la stupeur des premiers jours, ces déclarations d'écrivains dédiant à la ministre leurs prix littéraires, ces manifestations d'intellectuels réunis autour d'une revue dans un cinéma au nom ô combien germanopratien, ces magazines qui la sacrent femme de l'année, ces grandes dames qui, reprenant un slogan d'autrefois, affirment être, elles aussi, des singes français, bref, cette multiplication d'inquiétudes et de colères, la grande erreur serait d'y voir, comme cela s'est dit ici ou là, une histoire de "bobos".

(Ce déballage emphatique de bonne conscience dégoulinant d'hypocrisie provenant de nantis est à vomir, seuls des personnages particulièrement grotesques ayant usé de leur talent de prostitués professionnels pour faire carrière ou devenir célèbres pouvaient se livrer à un tel exercice sans en rougir ou en mourir de honte, l'auteur de cet article que vous découvrirez plus bas en est la caricature la plus immonde. - ndlr)

Il ne faut pas dire : "*l'antiracisme ou le combat contre le chômage*". Mais : "*d'un côté une France raciste, donc neurasthénique, donc plongeant toujours plus profond dans la crise -de l'autre une France qui ne gagnera la bataille de la crise et du chômage que si elle contre, en elle, cette passion triste qu'est le racisme*". LePoint.fr 27.11

(Ici l'exercice consistait à affirmer qu'il ne fallait pas dire quelque chose pour l'évoquer ou en parler aussitôt, médiocre manoeuvre d'un intellectuel raté.

D'après vous, "*d'un côté une France raciste*", qui serait "*neurasthénique*", il ne peut s'agir de préférence que de la France la moins instruite qui croule sous les difficultés et pour laquelle l'histoire est un luxe au-dessus de ses moyens, celle "*d'en bas*", celle qui plonge "*toujours plus profond dans la crise*" qui en est la victime, les prolétaires, opposée à la France qui se destine à gagner

"*la bataille de la crise et du chômage*, celle des patrons qui y auront tout intérêt une fois que les travailleurs seront devenus une masse taillable et corvéable à merci et que le coût du travail aura fortement diminué, nous sommes bien d'accord que ce sera eux uniquement les gagnants de ce marché de dupes, qui n'ont pas intérêt à être racistes puisqu'ils en tirent profit à travers la politique que le gouvernement applique, la ferveur de l'auteur achevant cette tirade ne servant qu'à camoufler son profond mépris, sa haine des masses laborieuses. - ndlr)

(Le passage suivant tient à la fois de la calomnie ignoble ou de l'amalgame ordurier, puisqu'il met sur un même plan Lénine et Hitler, alors que Lénine a toujours défendu les intérêts de toutes les minorités ou communautés, notamment contre Staline, il existe une multitude de documents (articles, résolutions des congrès du parti bolchevik, du soviétique suprême, des 4 premiers congrès de l'Internationale communiste, etc.) prouvant que la question des minorités nationales fut une des priorités du gouvernement jusqu'à la mort de Lénine en janvier 1924, les bolcheviks accordèrent le droit de vote aux femmes plus d'un quart de siècle avant la France, ils défendirent le droit de chacun d'exercer sa foi librement, ils mirent fin aux pogroms contre les juifs, contrairement à Hitler qui organisa la chasse aux minorités et liquida des millions de juifs, noirs, homosexuels, etc. l'auteur de cet article est un négationniste de la trempe de monsieur Le Pen, voilà la vérité. - ndlr)

Et puis, enfin, le racisme... La grande erreur serait de croire que le racisme n'est qu'une machine à exclure. La grande, la fatale faute, non seulement morale, mais politique, serait de s'imaginer qu'il n'est qu'un discours de haine permettant de se séparer, ou d'espérer se séparer, de ce que Lénine et Hitler appelaient les insectes nuisibles - et, après cela, de se rapprocher, ou d'espérer se rapprocher, de l'ordre social que l'on a programmé.

(Lui il fait partie des cafards qu'il faudrait exterminer, la pire pourriture qui existe, qu'il se revendique de gauche et soutienne Taubira n'a rien d'étonnant. - ndlr)

On se rappelle l'erreur de l'extrême gauche et, souvent, de la gauche au temps de l'affaire Dreyfus : les prolétaires n'ont que faire du sort d'un officier juif dont la cause les détournerait de leur sainte tâche révolutionnaire - quinze ans plus tard, les tenants de l'autre cause, les chantres de la terre et des morts, les rossignols des carnages à venir, l'avaient finalement emporté et précipitaient le monde dans la barbarie et le chaos.

(Il se lâche, il affiche sa haine de la "*sainte tâche révolutionnaire*", des "*prolétaires*" qu'ils accusent d'antisémitisme, alors qu'ils étaient les derniers intéressés par cette affaire et à en être informés, pour mieux couvrir 119 ans plus tard le ministre de la Guerre, l'état-major de l'armée qui de concert avec des cléricaux et antisémites montèrent ou soutinrent cette affaire en dénonçant la barbarie de la Première Guerre mondiale, récapitulons car c'est très tordu comme montage, il y a la cause des prolétaires et des révolutionnaires, le socialisme, qui les détournerait du combat contre l'antisémitisme, tandis que "*les tenants de l'autre cause*", la bourgeoisie et son armée bien que va-t-en-guerre seraient les chantres de l'antisémitisme, comme quoi le sionisme que l'auteur revendique fait feu de tout bois et est bien l'idéologie la plus noire et sinistre que l'on puisse concevoir. - ndlr)

Signé : Bernard-Henri Lévy

Vous aurez compris que pour ne pas être accusé de faire partie de la pire réaction qui soit, il faut se revendiquer de gauche. Etant en réalité autant de droite que le PS à notre époque, il ne reste plus qu'à attribuer les pires tares ou crimes à la gauche et à l'extrême gauche qui incarnent à ses yeux le prolétariat et le socialisme qu'ils détestent en commun.

En complément. (1)

- Que répondez-vous à vos proches qui tiennent des propos racistes? - 20minutes.fr

Que dire à son grand-père qui fait des blagues sur les «*bamboula*»?

(Que c'est une sacrée ordure, une vieille merde de raciste, un salopard à l'esprit encore colonialiste, un enclé de première avec ses blagues à la con ; papie, tu vas crever aussi con que tu es né et ce sera bien fait pour toi, par exemple.)

Il leur faut aussi monter les générations qui n'ont pas vécu aux mêmes époques les unes contre les autres.

Les vieux sont des sales pourris de réactionnaires, c'est bien à cause d'eux qu'ont eu lieu deux guerres mondiales, on peut même leur coller le sida sur le dos, pourquoi pas, mais la décolonisation date de leur époque quand même, ils n'y ont été pour rien les salauds, c'est à de Gaulle qu'en revient le mérite pour l'Algérie, aux représentants de l'Etat, que des gens bien et au-dessus de tout soupçon (d'anciens vichistes, on s'en tape !), même la Sécu et les nationalisations c'était de Gaulle, d'ailleurs on doit tout au capitalisme et à ses représentants, moralité : à bas le socialisme et le communisme ! -ndlr)

Ouvrant parfois la voie à des propos sensés être humoristiques, mais plutôt de mauvais goût, des préjugés et sorties douteuses. Que répondre à sa fille quand elle rentre de l'école et répète que «*les marrons font plus de bêtises que les autres*»? Que dire à son grand-père qui, un coup dans le nez le dimanche à table, fait des blagues sur les «*bamboula*»? Comment dialoguer avec

une amie qui avoue ne pas vouloir que son voisin soit «*de couleur*»?

(Que répondre ? Rien, ne pas les imiter suffira. Parce qu'il faudrait entrer dans ce genre de discussion ? Question : et si le constat de votre fille ou de votre amie est correcte ou qu'il repose sur sa propre expérience, vous lui dites quoi, qu'il ne faut pas dire cela, qu'elle se fait des idées, qu'elle se trompe ? Qu'est-ce que cela signifie si c'est la réalité qu'elle vit ou a qu'elle a déjà vécu ? Que vous l'invitez à nier la réalité ? Mais pour la remplacer par quoi, par quelle réalité ? Savez-vous dans quel engrenage vous êtes en train de mettre le doigt ? La schizophrénie, sans doute êtes-vous vous-même déjà atteint de schizophrénie et il faudrait que votre entourage vous ressemble, c'est extrêmement grave, criminel comme comportement.

Voilà à quoi mène ou comment se traduit le fait de vouloir changer les hommes sans changer la société qui est à l'origine de leur mode de pensée et de tous les rapports qu'ils subissent parce qu'ils leur ont été imposés.

Parce qu'on a abandonné le combat pour changer la société et le monde, de manière autoritaire on voudrait à tout prix changer les hommes, ce qui aboutirait à une société mille fois pire encore car elle ne serait plus faite que d'êtres serviles prêts à tous les renoncements, et qui parvenus à cet état d'esclaves seraient totalement incapables d'envisager l'idée même qu'il faut changer la société, l'objectif de nos ennemis est de faire en sorte qu'à terme les exploités ne soient plus en mesure de se dresser contre leur dictature, qu'ils s'en accommodent, s'y adaptent et endurent leur triste sort jusqu'à leur dernier souffle sans que l'idée de se soulever leur vienne à l'esprit, il faut chasser définitivement cette idée de leur tête, par n'importe quel moyen, ce qui suit en est un exemple.

Précisions de 20minutes.fr au bas de cet article :

- Parce que c'est un peu plus compliqué que juste couper les ponts avec la personne, expliquez-nous comment vous réagissez face aux propos racistes de votre entourage. Participez dans les commentaires ou écrivez-nous à reporter-mobile@20minutes.fr

Implicitement ou l'air de rien, ils vous conseillent de rompre vos relations avec toutes les personnes qui ne partagent pas l'idéologie dominante que vous avez intégrée dans votre mode de pensée, autrement dit ils reprennent la méthode employée par les sectes pour isoler leurs adeptes du reste de la société qui ne pensent pas comme eux pour mieux procéder au lave de leur cerveau, mieux les endoctriner.

Cette propagande s'inscrit dans la continuité de leur offensive qui a débuté par le mariage homosexuel. J'avais indiqué qu'ils avaient de la suite dans les idées et que leur démarche correspondait à une stratégie précise, j'ai dû passer pour un cinglé ou un schizophrène, un extrémiste ou gauchiste, alors que les faits me donnent malheureusement raison.

Ce qui est terrible ou effrayant comme constat, c'est d'observer qu'aucun parti ouvrier n'entend lutter contre les méfaits catastrophiques de la propagation de l'idéologie dominante, ils n'osent même pas les dénoncer, ils adoptent la même position que les monarques envers leurs courtisans détenant la parole divine qui ici consiste à s'en remettre à une conception de la lutte des classes qui a fait faillite, refusant de combattre l'ennemi sur tous les fronts parce qu'ils ont capitulé sur le terrain de la lutte idéologique, ils lui laissent le champ libre.

En complément (2)

Décapitez-le ou livrez-le aux amis de Hollande-Fabius-Taubira, ils s'en chargeront !

- Mon enfant est raciste. Qu'est-ce que j'en fais? - Slate.fr

ACTUALITE EN TITRES

[On se rassure comme on peut.](#)

- Croissance: Hollande et Rajoy saluent la coalition en Allemagne - [AFP](#)

Cet accord, ont-ils souligné, représente un facteur de "*stabilité*" pour l'Allemagne mais aussi l'Union européenne. [AFP 27.11](#)

- Pascal Terrasse (PS): «*Le temps de l'union nationale est venu en France*» - [LeFigaro.fr](#)

- L'«*union nationale*» ne fait pas recette à l'UMP - [LeFigaro.fr](#)

Le Figaro exprime là sans doute un regret...

- L'heure est à l'utopie, pas à la révolution - LeMonde.fr

[Intox. Est-ce vraiment nouveau ?](#)

- En France, 11% des 16 à 65 ans en « *situation préoccupante face à l'écrit* » - LeMonde.fr

En France « *11 % des personnes âgées de 16 à 65 ans sont en situation préoccupante face à l'écrit* », conclut une étude de l'Insee diffusée jeudi 28 novembre. LeMonde.fr 27.11

Allez, on le dit, ils l'ont soufflé si fort : A bas l'école publique !

[La démocratie commence à 1/3, non mais alors, vous ignorez ce qu'est une dictature ou quoi ?](#)

- Prostitution: deux tiers des Français contre la pénalisation des clients - L'Express.fr

Que cela ne tienne le PS abolira la prostitution !

La majorité à l'Assemblée nationale ne représente-t-elle pas seulement 25% des électeurs inscrits, hein, alors, qui ose contester sa légitimité, personne, qu'on se le dise, de nos jours c'est cela la démocratie...

[La tyrannie.](#)

- Les jeunes plus stressés, déprimés et fatigués que leurs aînés - LeMonde.fr

Les jeunes sont nettement plus stressés, déprimés et en manque de sommeil que les seniors, selon un sondage publié jeudi 28 novembre, qui évalue à seulement un quart la part des Français « *vraiment en bonne santé* ». LeMonde.fr 27.11

Et dire qu'ils veulent les faire trimer jusqu'à 70 ans !

- La mairie de Saint-Lô interdit la cigarette électronique dans les lieux municipaux - LeMonde.fr

- Un viticulteur bio poursuivi pour avoir refusé l'usage d'un insecticide - LePoint.fr

- Vers l'interdiction des tatouages en couleur ? - LePoint.fr

[Intox. Il faut dire qu'à ce prix-là...](#)

- Le patron de Peugeot-Citroën renonce à sa retraite chapeau - Liberation.fr

Philippe Varin va quitter PSA Peugeot Citroën le 1er janvier prochain. Il devait percevoir 21 millions d'euros sous forme de rente annuelle. Face à la polémique, il y a renoncé.

"Je bénéficierai d'une retraite complémentaire, comme la plupart des cadres dirigeants de grandes entreprises. A ce titre, je percevrai un montant net annuel d'environ 300.000 euros net annuel (après impôts, NDLR)". AFP et Atlantico.fr 27.11

Il ne s'agit que de sa retraite complémentaire qui en général ne représente que 10 à 20% d'une retraite, alors imaginez combien il va percevoir en principal.

[Il n'y a qu'à Paris que cela pouvait se passer...](#)

- Dubaï choisie pour accueillir l'Exposition universelle en 2020 - AFP

Dubaï, ville pivot entre trois continents, a été désignée mercredi pour organiser l'Exposition universelle 2020, à l'issue de trois tours de scrutin, par les délégués du Bureau international des Expositions, réunis à Paris.

La cité-émirat a recueilli 116 voix contre 47 à sa rivale russe d'Ekaterinbourg, et une abstention. AFP

La Russie aurait été le seul en lice que sa candidature n'aurait pas été retenue, ils auraient annulé ou reporté l'Exposition universelle prévue en 2020. Je ne soutiens pas la Russie, Poutine ou son régime, ils sont aussi épouvantables que tous les autres, la question n'est pas là, sachant que la Russie demeure l'ennemi juré des puissances occidentales et des Etats-Unis, qui plus est depuis la sévère déconvenue qu'ils viennent de connaître en Syrie, ils continueront de tout faire pour marginaliser la Russie...

Ils préfèrent les pétro-ploutocrates médiévaux et barbares du Golfe, eux au moins sont une vitrine universelle pour la démocratie...

[Ils ne désarment pas.](#)

- Gaz de schiste : un rapport parlementaire plaide pour une exploration expérimentale - LeMonde.fr

Une info à passer sous silence sous peine d'être traité d'américanophobe par le PS.

- Selon les estimations de la prestigieuse revue américaine Proceedings of the National Academy of Sciences, les Etats-Unis produisent 50 à 70% plus de méthane (puissant gaz à effet de serre) que les estimations officielles. Atlantico.fr 27.11

[Intox dans tous les sens du terme](#)

- Pourquoi le retour de Burger King suscite l'hystérie en France - Francetv info

Dites, on vous paie combien pour pondre ce genre d'article ?

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En voilà au moins un qui est "**heureux**" et le clame sur tous les toits, il y a de quoi.](#)

- Michelin : les syndicats entérinent la suppression de 706 emplois - LePoint.fr

Les syndicats Sud, CFDT et CGC ont signé mercredi un plan social prévoyant la suppression de 706 emplois sur le site Michelin de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), lors d'un comité central d'entreprise sur place, a-t-on appris auprès de ces syndicats.

Le secrétaire du comité d'établissement Olivier Coutant (SUD) a réagi après le CCE : "*Ça ne nous convient jamais d'avoir à signer des suppressions d'emploi. Mais c'est le moins pire des accords. 85 % à 90 % des salariés l'avaient approuvé.*" De son côté, le président du groupe Michelin, Jean-Dominique Sénard, a assuré : "*J'ai le sentiment que nous avons passé une étape difficile.*" Le dirigeant s'est dit "*heureux*" que l'accord soit signé. "*Il est l'expression de ce que doit être le dialogue social en France où les uns et les autres expriment leurs revendications et au bout compte arrivent un accord*", a-t-il dit. lepoint.fr 27.11

Commentaire d'un internaute

- "*Tiens donc !*

Des syndicats d'accords avec la direction pour mettre à la porte 700 ouvriers de chez Michelin !... C'est du jamais vu !... Ces syndicats doivent lire toutes les réactions les concernant qui ont été produites sur les forums... Pas très élogieuses à leur sujet... Ils doivent commencer à se poser de graves questions sur leur existence future...

Vous avez raison, de compromis en reniements, ils ont bradé leur indépendance et tourné le dos à la vocation ou mission du syndicalisme, ce ne sont plus que des rouages du capitalisme ou des institutions.

[Le corporatisme va se doter d'un parti.](#)

- L'économiste socialiste Pierre Larroutou lance son parti - lemonde.fr

Membre du bureau national du PS, l'économiste Pierre Larroutou doit annoncer, jeudi 28 janvier, le lancement d'un nouveau parti, intitulé Nouvelle Donne – en référence au New Deal du président américain Roosevelt –, selon Le Parisien et Le Nouvel Observateur. Dans un entretien au Parisien, il explique cette initiative par le devoir de lutter contre le chômage, et affirme vouloir présenter des listes aux élections européennes, où il ambitionne de dépasser le PS.

(Question : D'après vous est-il possible qu'il soit victime d'un trou de mémoire ou qu'il ignore que ce n'est pas le New Deal qui a résolu temporairement et partiellement le chômage aux Etats-Unis dans les années 30 mais l'économie de guerre à la fin des années 30 ? Ces colistiers sont-ils aussi ignorants ou d'aussi mauvaise foi ? Encore un charlatan. - ndlr)

« *Gauche et droite répètent depuis trente ans que la croissance va revenir et tout régler. C'est faux, elle ne créera jamais 5 millions d'emplois. Nous proposons vingt solutions, une politique du logement, du financement des PME, de l'énergie, etc., qui permettraient de diviser par deux le chômage en cinq ans* », annonce-t-il.

(Dans l'état dans lequel se trouvent les finances de l'Etat il n'existe aucune marge de manoeuvre permettant de financer de telles mesures, il faudrait rompre avec la politique dictée par le TSCG et Bruxelles. Question : Qui peut croire un instant qu'ils pourraient se résoudre à affronter l'oligarchie financière ? Réponse : Personne. - ndlr)

« *Nous irons aux européennes de mai 2014 avec des citoyens qui s'engagent pour la première fois et avec des militants et des élus venus du Front de gauche, du PS, d'EELV, du MoDem, des patrons de PME et des précaires comme Isabelle Maurer, la chômeuse de Mulhouse qui a montré à Jean-François Copé ce qu'est la pauvreté !* », affirme-t-il encore dans Le Parisien.

(Un parti corporatiste ou d'union nationale ou les deux à la fois. - ndlr)

Selon le quotidien, ce proche de Michel Rocard peut compter, à ses côtés, sur « une kyrielle de parrains médiatiques, de Bruno Gaccio (ex-Guignols de l'info) au philosophe Edgar Morin en passant par le médecin urgentiste Patrick Pelloux ». Mais aussi, d'après Le Nouvel Observateur, sur Christiane Hessel-Chabry, la veuve de Stéphane Hessel, la sociologue Dominique Meda, l'économiste Oliver Berruyer, la journaliste Marie-Monique Robin, ou encore la présidente d'honneur d'Attac, Susan George. Edouard Martin, « *le syndicaliste de la CFDT, populaire pour son combat mené à Florange, serait sur le point de les rejoindre* », selon l'hebdomadaire.

(Une belle brochette de vendus, jaunes, traitres, staliniens et opportunistes professionnels en tous genres, bref, c'est guignol quoi ! - ndlr)

Ancien d'Europe écologie les Verts, ce conseiller régional d'Ile-de-France avait présenté en octobre 2012, avec Stéphane Hessel, une motion au congrès du PS de Toulouse, qui s'était retrouvée à la surprise générale en troisième position, avec 12 % des suffrages. « *Las, lors de la récente constitution des listes pour les élections européennes de 2014, le parti ne leur a accordé aucune place éligible. Une couleuvre de plus que Larroutou a décidé de ne pas avaler* », note le Nouvel Observateur.

(Au moins dès le départ on sait ce qui le motive ! Un Mélenchon qui a fait un émule, plus droitier. - ndlr)

De nombreuses personnalités de la société civile pour un parti qui n'entend rien moins que concurrencer le PS - dont tous les membres seront alors exclus d'office - dès les élections européennes. Pierre Larroutou travaille en effet à la constitution de listes dans chacune des huit eurlégions françaises, sur le modèle de la liste Sarajevo de Léon Schwartzberg et BHL en 1984. lemonde.fr et AFP 27.11

(C'est sûr que sur la base d'un tel modèle, il ne manque plus que BHL dans leur parti ! - ndlr)

La salade "**penche vers la droite**" en famille.

- Angela Merkel boucle son accord de grande coalition avec le SPD - Reuters

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel a conclu mercredi un accord gouvernemental avec le Parti social-démocrate (SPD) en vue d'une 'grande coalition' qui devrait permettre à la chancelière allemande de former son troisième gouvernement avant Noël.

"*Le résultat est bon pour notre pays*", a jugé Hermann Gröhe, secrétaire général de la CDU, jugeant que l'accord penche vers la droite, "*sans nouveaux impôts et sans nouvelles dettes*".

Dans le camp du SPD, dont les 474.000 militants doivent encore approuver l'accord d'ici la mi-décembre, Martin Schulz, le président du Parlement européen, qui participait aux négociations, a salué un "*excellent résultat*" pour son parti.

Sigmar Gabriel s'est dit certain qu'une "*large*" majorité des adhérents du SPD, qui voteront par courriel, soutiendra l'accord. Les trois dirigeants ont salué la bonne atmosphère des discussions et échangé quelques plaisanteries. La composition du gouvernement ne sera pas annoncée avant le résultat du vote des militants du SPD.

"*Nous avons respecté le souhait (du SPD) que personne n'annonce la répartition des responsabilités jusqu'à la fin du vote du*

SPD, même si vous pouvez être certains que les chefs de partis ont abordé cette question", a dit Angela Merkel. Reuters 27.11

Excellent, Merkel reporte sur la direction du SPD la responsabilité d'annoncer la couleur... après le vote des adhérents du SPD, tout en étant complice de ce coup tordu. On peut dire que jusque dans les basses manoeuvres CDU et SPD s'entendent comme larrons en foire.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Tunisie

Tunisie : des manifestants incendient le siège d'Ennahda à Gafsa - LeMonde.fr

Le siège d'Ennahda, le parti islamiste au pouvoir en Tunisie, a été incendié, mercredi 27 novembre, à Gafsa, au centre du pays, par des manifestants qui défilaient lors d'une journée de grève générale.

Les manifestants s'en sont pris au siège du parti après avoir tenté dans un premier temps de forcer l'entrée du siège du bureau du gouverneur et d'être dispersés par la police. Ils ont sorti des dossiers des locaux ainsi que des meubles et les ont brûlés dans la rue, en l'absence de la police. Les protestataires ont également empêché les pompiers d'accéder au site.

Le mouvement, qui touche trois villes de la même région tunisienne a vocation à dénoncer la pauvreté et les disparités régionales, facteurs-clés de la révolution de 2011. La grève a été décidée après l'annonce du gouvernement de ne pas inclure cette région dans la liste des gouvernorats où des facultés de médecine et centre hospitaliers universitaires seront bâtis dans les années à venir. LeMonde.fr 27.11

Ce mercredi, la région de Siliana était en grève pour commémorer la répression d'un mouvement social, il y a un an. Des heurts entre policiers et manifestants ont eu lieu. Ces derniers ont jeté des pierres sur la police, qui a répliqué de la même manière avant de tenter de disperser la foule en pourchassant en voiture les protestataires.

Nourrie par la pauvreté, un taux de chômage de 16%, la révolte est presque identique à celle qui a précédé la révolution de Jasmin. LeParisien.fr 27.11

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles de presse et quelques nouveaux articles qui seront mis en ligne demain.

Ce soir je me suis fait cette réflexion en pensant à mon pauvre chien : nous quand il nous arrive une grosse tuile, on en connaît l'origine, on peut se faire une raison, cela soulage un peu ou nous aide à supporter la suite, mais un chien, quand du jour au lendemain il a une patte paralysée et qu'il est cloué sur place, qu'il est privé de son seul plaisir quotidien, sa balade du soir, il ne peut pas comprendre ce qui lui arrive, il a le regard hagard, il semble soudainement perdu, désespéré, d'une tristesse à mourir, c'est ce que je lis tous les jours dans ses yeux et me remplit de tristesse.

Jusque là j'avais imaginé qu'il mourrait un jour sans savoir ce qui lui arrivait et qu'il avait bien de la chance, c'était une erreur, sauf si en dernier recours j'étais obligé de le faire euthanasier pour abrégé ses souffrances. Car il souffre en ce moment. Il souffre de ne plus pouvoir vivre comme avant, je le lis dans ces yeux chaque fois que je le regarde, et puis je ne sais pas pourquoi, depuis qu'il est paralysé il a les yeux qui pleurent abondamment comme jamais depuis dix ans. Je lui essuie et je l'embrasse tendrement sur le museau en lui adressant quelques mots apaisants pour le réconforter, mais je crains que mes paroles trahissent mes pensées qui ne sont pas très optimistes. Allez, passons à la politique.

Plus on prend connaissance jour après jour de l'état du monde on est horrifié, pas vous ?

Vous avouerez qu'on nous cache soigneusement la vérité ou que les uns et les autres s'emploient minutieusement à en minimiser la pourriture.

Je pense à ce jeune américain qui moisit en prison depuis déjà de nombreuses années pour avoir volé un tee-shirt (ou T-shirt) et qui a été condamné à perpétuité. Si on ne l'avait pas lu dans un portail très sérieux qu'on ne peut pas taxer d'américanophobie, Slate.fr, on ne l'aurait jamais cru.

Si parfois on emploie des formules outrancières ou qui peuvent être interprétées comme telles par certains lecteurs ou encore qui peuvent choquer les âmes sensibles, ce n'est pas pour se donner un style, mais uniquement parce qu'on a connaissance d'une multitude d'éléments qui nous permettent d'affirmer qu'on vit vraiment dans un monde plus épouvantable que tout ce qu'on peut imaginer, dont la plupart n'ont pas conscience, c'est pour réveiller les consciences qu'on adopte ce ton. Quand on se calme, c'est pour ménager ceux dont le moral est fragile.

A l'époque de Marx et Engels, la condition ouvrière était effroyable, tandis que l'aristocratie pavaisait, baignait dans la luxure et la débauche. Ils en furent extrêmement choqués et cela donna le Manifeste du parti communiste, un appel à la guerre de classe à mort pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils eurent beaucoup de mal à contenir leur fureur face à la misère qui accablait les exploités en présence des maîtres du vieux monde qu'ils haïssaient par dessus tout. Ils surent la traduire en termes politiques mieux qu'on ne pourra jamais le faire nous-même.

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui c'est un parti qui exprime la souffrance que subissent les prolétaires et qui nourrit leur colère au plus profond d'eux-mêmes, contre un ordre injuste qui leur impose un destin qu'ils n'ont pas choisi. Les aider à orienter leur colère dans la bonne direction, à faire en sorte qu'elle puisse se traduire en terme politique et organisationnel, tel devrait être le devoir d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en ménageant Hollande, son gouvernement, le PS, les institutions qu'on y parviendra, ni même les susceptibilités des uns et des autres.

Les travailleurs ont le droit à la vérité, on a oublié semble-t-il que seule la vérité était révolutionnaire. Elle peut être d'une extrême violence, briser net des idées reçues, pulvériser les illusions les plus coriaces, elle sera toujours salvatrice, honorable, respectable, digne, elle est inséparable de notre idéal. Elle est désaltérante, fraîche, apaisante, elle recèle un pouvoir supérieur à l'imagination du poète qui s'échappe de la réalité, car elle a celui de la regarder en face et de nourrir l'espoir qu'il est possible de changer la société et le monde.

Tenez, avec un mois d'avance je vous adresse cette ode au combat, au socialisme et à la liberté en guise de bons vœux.

Bon week-end, il est 23h45 et je dois encore m'occuper de mon chien avant d'aller me coucher.

[Sous le masque : la réaction.](#)

Criminaliser toute critique envers Hollande ou ses ministres qui incarneraient la République ("*c'est la République que l'on vise*", Hollande), alors qu'ils foulent aux pieds ses valeurs, remplit une double fonction :

Dès lors qu'il est attaqué, vous devez vous rassembler autour du PS qui incarne ou défend les valeurs de la République, tous ceux qui les partagent, et si vous vous y refusez, cela signifiera que vous vous placez dans le camp des ennemis de la République, au côté de l'extrême droite. Ensuite, vous serez assimilé à un raciste, un antisémite, un xénophobe, un fasciste.

Il s'agit donc d'une opération tendant à venir en aide à l'exécutif et au PS qui sont en difficulté, leur politique étant quasi unanimement rejetée par les travailleurs toutes couches confondues, et visant à criminaliser toute opposition à sa politique, les partis de gauche ou d'extrême gauche qui incarnent cette opposition.

Maintenant pour aborder l'instrumentalisation du racisme qui est multiple, j'ai trouvé quelques arguments dans un article dont l'auteur est infréquentable, on y avait fait référence à propos d'un autre article il y a 10 jours, Pierre-André Taguieff, chroniqueur du Point au même titre que Bernard-Henri Lévy, membre du (think tank) Cercle de l'Oratoire et collaborateur à la revue Le Meilleur des mondes tous les deux référencés néo-conservateurs. En fait, je me suis servi de ce qui m'est tombé sous la main aujourd'hui, je n'ai pas le temps de faire autrement, mais cela n'est pas un problème une fois qu'on a identifié précisément ou qu'on connaît l'auteur de l'article en question.

- L'accusation de "*racisme*" permet de disqualifier facilement un contradicteur, sans prendre la peine de répondre à ses arguments. En outre, depuis les années 1980, les instrumentalisations politiques de la "*lutte contre le racisme*" se sont banalisées.

(Un jour un responsable d'un groupe qui se connectait régulièrement sur mon site m'a écrit dans un courriel, que depuis que j'avais exprimé une position différente de la leur sur la question des sans-papiers, les camarades de son groupe avaient cessé de se connecter sur mon site, autrement dit, c'est le genre de gens qui au moindre désaccord vous tournent le dos, à croire qu'ils n'attendaient que la première occasion pour laisser libre cours à leur dogmatisme quasi névrotique.

Une autre fois alors que j'avais raconté dans une causerie de quelle manière je voyais les Indiens sous un regard critique, j'ai été traité de "bobo raciste", cela a beaucoup fait rire mon épouse qui n'est pas très évoluée mais qui a eu la perspicacité de répondre qu'ils devaient être très cons, c'était le moins qu'on pouvait dire effectivement, ils s'agissaient de militants du POI. Comme je critiquais la politique de leur parti mais qu'ils n'avaient jamais trouvé d'arguments à m'opposer, là ils en avaient un de premier choix, j'étais raciste. Je vais garder cela sous le coude pour le raconter plus tard à ma petite-fille.

Effectivement, c'est l'argument des impuissants, des militants qui ne supportent pas la confrontation des idées. Et il est vrai que la "*lutte contre le racisme*" sert aussi de fond de commerce à ceux qui ne sont pas foutus de combattre efficacement le régime en place. - ndlr)

- Le moulinage rhétorique de clichés et de slogans n'est guère attractif. Les mobilisations antiracistes ressemblent à des fièvres de courte durée. Le temps d'une manif, d'un meeting ou d'un concert gratuit. Depuis 1983-1984, les organisations antiracistes répètent que leur objectif est de faire disparaître le Front national de la scène politique. Leur échec est aussi flagrant que révélateur. Leurs dénonciations diabolisantes ne sont pas seulement inefficaces, elles paraissent participer à la construction du mouvement lepéniste et renforcer son dynamisme. En outre, les militants qui ont professionnalisé l'antiracisme, ou plutôt tel ou tel antiracisme, tendent à remplacer la réflexion critique, l'analyse des situations, la volonté d'argumenter et le souci pédagogique par des appels à la répression et à la sanction. Le policier et le juge chassent le sociologue et le pédagogue. Quand on a dit que le racisme était un délit, on croit avoir tout dit. Enfin, l'action antiraciste, en érigeant le "racisme" en problème social et politique majeur, engendre une racialisation du débat politique, qui provoque une rivalité mimétique pour le monopole de la parole antiraciste, ainsi qu'une radicalisation des projets répressifs risquant de limiter abusivement le champ de la liberté d'expression. Paradoxe tragi-comique : le combat contre l'intolérance finit par se retourner en lutte pour élargir indéfiniment le champ de l'intolérable. Donc en combat pour l'intolérance. Voilà qui risque de donner à l'expression du racisme un parfum d'interdit.

(Concentrer l'attention sur le FN sert à éviter qu'on vous reproche de ne pas axer votre intervention politique contre les institutions, notamment. On parle d'autre chose, on brase du vent, cela occupe, on a l'impression de servir à quelque chose au moins, c'est du domaine de l'autosatisfaction.

Effectivement, grâce à eux c'est l'idéologie dominante ou la pensée unique qui se renforce.

Nous ne sommes pas concerné par ce phénomène puisque le racisme nous est totalement étranger, mais on peut facilement imaginer les travailleurs qui ne sont pas assurés de ne pas mêler dans leur pensée ou discours quelques idées qui s'apparenteraient à une forme de racisme, et qui doivent dorénavant se méfier qu'il n'y aurait pas un procureur qui rode dans les parages, et qui, s'il en saisissait quelques bribes s'empresseraient de les sermoner et de les dénoncer à la vindicte publique, à leurs collègues de travail, aux syndicats par exemple, c'est le règne de la tyrannie qu'ils ont réussi à instaurer.

Quel bonheur pour les tenants du régime, ils n'auront même pas à se mouiller pour mettre en place cette dictature ! Amalgame, délation, calomnie, la chasse aux sorcières des déviationnistes est ouverte. Ce qui va fournir une occasion rêvée pour le législateur de renforcer l'arsenal répressif contre la liberté de pensée. J'ai un exemple tout frais d'hier sous le coude.

Je n'ai aucune sympathie pour Dieudonné dont je n'ai jamais entendu le moindre sketch, j'ai franchement mieux à faire, qui en passant, alors qu'il tenait des propos cohérents sur le sionisme a été rejeté pour cette raison par la gauche qui assimilait le sionisme à de l'antisémitisme, le poussant à se tourner vers l'extrême droite et le conduire depuis à tenir un discours antisémite pour le coup, ce qui révèle au passage le penchant pour le sionisme de la gauche, par lâcheté ou devoir, ce qui est logique puisque la gauche soutient le régime qui a adopté l'idéologie néolibérale mise au point par les sionistes de l'oligarchie financière anglo-saxonne, il était poursuivi notamment pour avoir affirmé que «*les gros escrocs de la planète, ce sont des juifs*» dans une interview sur un site selon l'AFP, hier.

Question : Serait-ce être raciste que de constater qu'au sommet de l'oligarchie financière américaine et internationale figurent une proportion de banquiers ou riches hommes d'affaires d'origine juive ou plutôt sémite sans commune mesure avec l'importance de cette communauté dans le monde, insignifiante en fait, il suffit de prendre le classement établi par le magazine américain Forbes pour en avoir confirmation, tapez sur Google cartel des banquiers de la Fed ou histoire de la banque ou de la finance mondiale depuis le XVIIe siècle et vous vous apercevrez que Dieudonné n'a rien inventé, c'est de notoriété publique, vous pouvez vous livrer au même exercice avec d'autres institutions, au hasard, le groupe Bilderberg. Sauf que voilà, le PS et la cohorte de parasites qui collent à ses basques ont besoin de boucs émissaires ou de cibles à abattre pour laver leur mauvaise conscience. Le sort de monsieur Dieudonné nous laisse indifférent, mais on a horreur des injustices commanditées par des gens qui ont participé ou couvert des crimes pendant des décennies, les derniers en date, l'abominable martyr du peuple palestinien et le massacre du peuple syrien, tenez, on pourrait ajouter l'assassinat de Robert Boulin, à côté desquels la rancoeur acide d'un humoriste tombé bien bas ne pèse pas grand chose. - ndlr)

- D'une façon générale, à quelques nuances près, les antiracistes communient dans l'adhésion à ce que j'appellerai l'immigrationnisme rédempteur, qui consiste à ériger l'immigration en fatalité intrinsèquement bénéfique, ou en méthode de salut pour une vieille nation épuisée. C'est sur la base d'une telle immaculée conception de l'immigration que certains antiracistes

assimilent abusivement toute critique des flux migratoires incontrôlés à un indice de racisme ou de xénophobie. Au point de laisser entendre que les 69 % de Français qui estiment qu'il y a "*trop d'immigrés*" en France (enquête CSA, décembre 2012) sont à classer parmi les racistes ou les xénophobes. En outre, comme ce pourcentage a progressé depuis 2009 (+ 22 points), on en infère que le racisme et la xénophobie "*montent*". Ces interprétations abusives des résultats de sondages alimentent une vision catastrophiste de l'évolution de la société française, qui serait saisie par les "*vieux démons*" du racisme. Il reste à se demander qui a intérêt à diffuser cette vision d'une "*France raciste*", et de plus en plus "*raciste*".

(Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai déjà dit plus haut, c'est un fait que si vous ne soutenez pas aveuglément l'immigration clandestine on vous traite de raciste, c'est débile, mais c'est hélas ainsi. Le racisme est agité par ceux qui en ont besoin pour diviser les masses exploitées afin d'appliquer leur politique antisociale, alors qu'ils étaient censés incarner une autre politique. Une fois parvenus au pouvoir, pour masquer leur véritable nature, il leur faut un thème de diversion, celui du raciste est tout trouvé, il est quasiment institutionnalisé au PS et parmi la gauche et l'extrême gauche depuis plus de 30 ans à défaut d'orientation politique pour ces derniers. Cela présente aussi l'avantage que le PS, la gauche et l'extrême gauche se retrouvent côte-à-côte, en famille, vous pigez qui en tire profit , n'est-ce pas ? - ndlr)

- Depuis le ralliement subreptice, sous Mitterrand, de la gauche non communiste à l'économie de marché et l'irruption du Front national sur la scène politique, facilitée par cette même gauche, l'antiracisme tend à se substituer au vieil antifascisme, centré sur les "*résurgences*" plus ou moins fantasmées du nazisme.

(Quoiqu'ils soient tentés de ranimer les deux comme on l'a vu récemment quand un jeune gauchiste provocateur a eu la malheureuse idée de s'en prendre à un skean head. -ndlr)

- Aujourd'hui, à gauche, l'anticapitalisme politiquement correct vise la seule financiarisation de l'économie, et l'antiracisme en vogue est celui qui privilégie la lutte contre certaines catégories de victimes (Maghrébins, Arabes, Africains ou "*Noirs*", Roms, etc.), en oubliant d'autres, les Juifs au premier chef, mais aussi les "Blancs" (Européens, chrétiens, "*Français de souche*", etc.).

(Cela s'explique par le fait qu'ils sont mal à l'aise face à l'antisémitisme, pour la bonne raison qu'ils savent qu'il est instrumentalisé par un puissant lobby sioniste, le Crif notamment, ils craignent que la collusion qui existe entre le pouvoir et les tenants du sionisme soit mise en évidence, qui recouperait en grande partie une autre collusion encore moins avouable, plus secrète et beaucoup plus risquée si elle était révélée au grand public, avec la franc-maçonnerie, or une grande partie des dirigeants du PS et de la gauche sont franc-maçons ou sionistes ou les deux à la fois, il est donc préférable au PS (et à l'UMP) d'afficher son soutien indéfectible à Israël et de condamner fermement les actes antisémites sans trop faire de vagues inutiles.

Quant au racisme concernant les Blancs, il existe évidemment, mais entrer dans ce débat les entraînerait trop loin. Il leur faudrait admettre l'échec de l'intégration des populations immigrées depuis des lustres, car parmi les victimes de la colonisation, ceux qui ont atterri en France, malgré eux, parce qu'ils n'avaient pas de boulot dans leur pays une fois les colons rentrés en France, quelque part et à raison ils n'ont jamais admis le sort que les colonisateurs avaient réservé à leur pays d'origine, ce qu'ils leur ont fait subir, sans être raciste pour autant ou pas forcément, mais quand ils se retrouvent entre eux, d'après vous comment jugent-ils la France, comment en parlent-ils, ils garderont toujours en mémoire l'injustice dont ils ont été victimes et qu'il nous soit permis d'affirmer que c'est parfaitement légitime puisque leur vie en a été bouleversée. Cela déboucherait sur le procès de la colonisation, du capitalisme, et à mon avis personne n'y tient, ni à droite, ni au PS et ni à gauche. - ndlr)

- En outre, lorsqu'elle est fortement contestée, la gauche gouvernante n'hésite pas à utiliser l'appel à lutter contre le racisme ou l'extrême droite comme tactique de diversion, non sans jeter la suspicion sur la droite.

(On a déjà traité cet argument, le comportement du PS et ses larbins est grotesque, méprisable, il nous dégoûte. - ndlr)

Il ne s'agissait que d'extraits choisis de cet article. Question : Avez-vous l'impression qu'on soit devenu néolibéral, sioniste, raciste à l'issue de cette lecture ?

Pourquoi, l'esclavage et la colonisation auraient-ils disparu ?

- Le Point : Dans une tribune au Monde, le journaliste Harry Roselmack a dénoncé "*le retour de la France raciste*". "*Ce qui me chagrine, écrit-il, c'est le fond de racisme qui résiste au temps et aux mots d'ordre, pas seulement au sein du FN, mais au plus profond de la société française. C'est un héritage des temps anciens, une justification pour une domination suprême et criminelle : l'esclavage et la colonisation (...)*" Le Point 28.11

Une ouvrière éthiopienne qui travaille dans une usine chinoise produisant des chaussures, 9 heures par jour six jours par semaine et recevant un salaire mensuel de 28 dollars, ne serait-elle pas une esclave, ne serait-elle pas victime de la colonisation ? Cette ouvrière pourrait être bangladaïsi ou vietnamienne, au total en Afrique et en Asie elles sont des millions à travailler pour des multinationales dans des conditions effroyables pour des salaires de misères, hyper exploitées.

Toutes les grandes marques envisagent de délocaliser leur production dans ces pays où la main d'oeuvre à bon marché, quasiment gratuite, est abondante, H & M, Ikéa, etc. et pendant ce temps-là le chômage de masse est promis à un long avenir dans les pays occidentaux.

On peut dès lors se poser plusieurs questions. - Qui met ainsi en concurrence les travailleurs du monde entier ?

- Qui délocalise les emplois ?

- Qui favorise les pays où la main d'oeuvre est à bas prix ?

- Qui organise le chômage de masse dans les pays occidentaux ?

- Qui oriente systématiquement les emplois vers des pays où la main d'oeuvre est colorés ?

A toutes ces questions une seule réponse : certainement pas les travailleurs des pays occidentaux ou présent sur le territoire français, mais bien les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Qu'on ne s'y trompe pas, le développement des pays africains ou asiatiques ne sera pas le produit de cette délocalisation de la production, il en sera la conséquence naturelle au même titre qu'en Europe au XIXe siècle et au début du XXe siècle, les esclavagistes d'hier et d'aujourd'hui n'ayant jamais inclus dans leur calcul cynique le bien-être des populations qu'ils exploitaient ou la satisfaction de leurs besoins.

Le développement des infrastructures, l'élévation du niveau de la scolarité ou l'accès au droit à la santé, etc. l'élévation du mode de vie en général des masses exploitées étaient indispensables pour faire tourner leurs usines et s'enrichir, cela faisait partie des conditions qu'ils devaient remplir impérativement pour atteindre leur objectif purement comptable et en rien philanthropique.

Hier on a titré Racisme social, car c'est bien de cela dont il s'agit.

Car ceux qui la main sur le coeur s'émeuvent du racisme condamnent des paroles ou des actes demeurant isolés, certes condamnables, mais s'accommodent parfaitement du racisme de masse, programmé, organisé, qui consiste à surexploiter des millions et millions de travailleurs à l'autre bout du monde ou sur d'autres continents, main d'oeuvre inorganisée, réputée faible et manipulable, vouée à la misère sous des régimes corrompus et policiers, de véritables dictatures, des esclaves à la peau colorée donc présentant cette particularité commune à ceux dont ils prennent la défense en France, sauf que ceux-là sont uniquement victimes de la pire exploitation qui soit de leur force de travail, qui n'existe pas en occident, pas même en Inde ou en Chine aussi systématiquement ou à cette échelle, au contraire dans ces pays-là les ouvriers employés par les multinationales sont parmi les mieux payés...

Mais voilà, il se trouve que cette forme d'esclavage moderne est privé, légale, protégé par le législateur, donc les représentants de l'Etat dont font partie Hollande, Ayrault, Taubira, Valls, Sapin, Peillon qui se sont affichés avant-hier, c'est grâce à elle que le régime capitaliste peut encore survivre à la crise fatale qui le frappe, là ils ne trouvent rien à redire puisqu'ils sont les représentants de ces multinationales et des banquiers qui tirent profit de ces esclaves et qui accessoirement emploient un peu de main d'oeuvre en France et paient des impôts insignifiants après être passés par des paradis fiscaux.

En quoi les travailleurs en France serait-il mêlés à cette forme d'esclavage ? En rien, absolument rien, mieux, ils en sont également les victimes puisque les esclavagistes les jettent à la rue au nom de la compétitivité et du profit. En quoi les travailleurs africains ou asiatiques en seraient-ils responsables ? En rien, absolument rien puisqu'ils sont voués à une vie de labeur harrassant qui ne leur permettra pas de profiter un jour d'une retraite, ils seront usés, jetés à leur tour bien avant d'y parvenir. Seuls les oligarques, les milliardaires et millionnaires pour lesquels gouvernent Hollande et son gouvernement sont responsables de cette situation et en tirent toujours plus de profit.

Qu'on se le dise, l'internationale du capital n'est pas raciste ou xénophobe, elle est progressiste, sociale, elle concourt au bien-être de l'humanité et de la planète, à la paix et à l'harmonie entre les peuples qu'elle tend à unir dans un nouvel ordre mondial, et ses excès doivent être mis au compte de son enthousiasme à servir un idéal humaniste au-dessus de tout soupçon, son oeuvre est généreuse ou charitable, personne n'a le droit d'en douter, par contre on ne peut pas en dire autant de l'internationale du travail qui cumule les défauts et les tares, elle se complaît dans une conception arriérée ou d'un autre âge des rapports que doivent entretenir tous les membres de la société, de préférence sans distinction de classe, de sexe ou de race, elle doit dépasser ces classifications obsolètes qui engendrent jalousie, haine et guerres, si elle daignait mettre en avant l'humain d'abord, cette grande famille pourrait se doter d'un gouvernement mondial qui garantirait à l'humanité tout entière paix et prospérité pour les siècles et les siècles à venir, amen.

Qu'il nous soit permis de penser exactement le contraire. C'est la race des oligarques, des monarques, des émirs, des aristocrates et des bourgeois ainsi que leurs courtisans, tous ces parasites, toute cette vermine, profiteurs, affameurs, va-t-en-guerre,

voleurs, escrocs, mafieux, qu'il faut éradiquer de la surface de la terre. Prolétaires du monde entier, unissez-vous !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonge grossier d'Etat. Hollande la risée : un minable magouilleur des chiffres du chômage aux manettes.

- Chômage: Hollande sème le trouble sur ses objectifs, puis rectifie - AFP
- François Hollande veut croire à un début de décrue du chômage - Reuters
- Chômage : une baisse en trompe l'œil - libération.fr

François Hollande a déclaré que "*l'inversion de la courbe du chômage est désormais amorcée*".

(Les faits prouvent le contraire. Quand le chef de l'Etat ment effrontément, question : Quelle légitimité peut-on lui accorder ? Réponse : Absolument aucune. S'il ment ouvertement à la face de la population à propos d'un sujet abordable ou simple à comprendre, qu'en est-il dans tous les autres domaines où des questions plus complexes sont traitées ? De la même manière, lui et les représentants de l'Etat mentent à longueur de temps à la population, sur tout : la crise, le réchauffement climatique, les rapports avec les Etats-Unis, la Syrie, etc. - ndlr)

Selon les données publiées jeudi par le ministère du Travail, le nombre de demandeurs de catégorie A, sans le moindre emploi, a diminué de 0,6% en octobre, mais en tenant compte des personnes ayant exercé une activité réduite (catégorie B et C), leur nombre progresse toutefois de 0,8% (+39.600) et établit un nouveau record à 4.883.000. Avec les départements d'Outre-mer, le total atteint 5.182.500.

Le chef de l'Etat a estimé pour sa part qu'"*un premier résultat est acquis*" et qu'il est "*conforme à l'engagement que j'avais pris pour la fin de cette année*" en matière d'inversion de la courbe du chômage.

(Incroyable, l'augmentation du chômage confirme... l'engagement qu'il avait pris de faire baisser le chômage avant le 31 décembre 2013 ! Questions que chacun peut creuser et à laquelle nous avons déjà fourni les réponses dans de précédentes causeries : Qu'est-ce qui lui permet d'agir ainsi ? Pourquoi est-il amené à se ridiculer ainsi ? Il est clair qu'ensuite n'importe qui en France peut rejeter sa légitimité, il en est le seul responsable. - ndlr)

Selon Eric Heyer, économiste à l'OFCE, "*il est difficile d'être formel à ce sujet, mais il semble bien qu'on ait plutôt affaire à des transferts de la catégorie A vers les catégories B et C, pour des contrats très courts, d'un jour ou d'une semaine*". Du côté de Pôle Emploi, on évoque également l'impact des embauches temporaires pour les vendanges d'automne.

"*Les chiffres publiés aujourd'hui confirment que la bataille pour l'emploi peut être gagnée*", a ajouté François Hollande.

François Hollande avait créé jeudi matin une certaine confusion à propos de son objectif d'inversion durable de la courbe du chômage en laissant entendre un temps, avant de se reprendre, qu'il pourrait ne pas être atteint en fin d'année comme prévu.

Au vu des perspectives de reprise très progressive de la croissance de l'économie française, les économistes anticipent au mieux pour leur part une stabilisation des statistiques à cette échéance, mais pas d'inversion réelle avant 2015.

Les organisations internationales (OCDE, FMI, Commission européenne) ont clairement dit qu'elles ne croyaient pas à un recul prochain du chômage en France. Elles pensent même que la hausse va se poursuivre en 2014.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) ne l'anticipe pas avant au mieux début 2015.

Pour Eric Heyer, une baisse du chômage dans l'environnement actuel ne peut être que "*ponctuelle et pas tendancielle*", car elle ne repose que sur les emplois aidés, dont le caractère est temporaire.

Octobre a également été marqué par un nombre très élevé de radiations administratives de chômeurs par Pôle emploi (+25,8% à 52.600).

L'autre gros point noir est la poursuite de la hausse du nombre de chômeurs de longue durée (+1,4% pour ceux de plus d'un an et +1,2% pour ceux de plus de trois ans), qui représentent aujourd'hui 41,2% des demandeurs d'emplois inscrits, une proportion

sans précédent. Reuters et AFP 28.11

Elections 2014 : Ils broient du noir !

- Vote blanc: Les députés votent pour la reconnaissance, mais après les municipales - 20minutes.fr

Comptabiliser les bulletins blancs, oui, mais pas tout de suite. Les députés se sont prononcés ce jeudi pour la reconnaissance des votes blancs, distingués des votes nuls, mais la majorité a repoussé l'entrée en vigueur de cette mesure après les prochaines élections municipales.

L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en deuxième lecture une proposition de loi en ce sens, déposée par le parti de Jean-Louis Borloo, qui va maintenant repartir au Sénat.

Le texte voté ce jeudi prévoit, à l'initiative du PS, une entrée en vigueur au 1er avril, après les élections municipales de mars. Un amendement UDI rétablissant la date du 1er mars prévue par les sénateurs a été repoussé de justesse par 39 voix contre 38.

Le texte voté par l'Assemblée prévoit que les votes blancs seront comptabilisés à part et que le résultat sera annexé au procès-verbal des élections afin de connaître le pourcentage d'électeurs ayant fait ce choix.

Il stipule également que les votes blancs ne seront pas comptabilisés dans les suffrages exprimés et qu'une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc. 20minutes.fr et AFP 28.11

Votez PS ou Front de gauche : votez contre votre propre camp !

- Municipales à Paris: deux élus MoDem rejoignent Anne Hidalgo (PS) - AFP

Intox et manipulation

- Injecter plus de concurrence, meilleur moyen de lutter contre les rémunérations abusives de certains patrons - Atlantico.fr

En réalité, ce sont les travailleurs qui sont les principales victimes de l'augmentation de la concurrence... entre eux.

- La réforme des retraites insuffisante pour 78% des Français - AFP

Si vous en restez au titre qui fait office d'annonce ou de propagande, car la plupart des auditeurs ou téléspectateurs qui l'auront entendu dans la bouche des journalistes ne retiendront que le titre, c'est fait pour sinon les réacs de l'AFP ne l'auraient pas choisi, vous en déduirez que les travailleurs demandent au gouvernement d'en remettre une couche, car rien ne laisse supposer ici qu'ils seraient opposés à la contre-réforme des retraites concoctées par le gouvernement, mieux, cela pourrait sous-entendre qu'ils l'encourageraient à aller encore plus loin, alors qu'en réalité les réponses qu'ont fourni les personnes interrogées expriment exactement l'inverse !

A la question "*diriez-vous que cette réforme est suffisante ?*", 78% des personnes interrogées répondent non, dont 41% la jugent "*pas du tout*" suffisante.

Seuls 20% des Français estiment que la réforme permet d'assurer la sauvegarde du système de retraite, 20% qu'elle est ambitieuse et 18% qu'elle est juste.

Sur les sentiments qui leur viennent spontanément à l'esprit à propos de cette réforme, 57% citent la "*colère*" et 56% la "*résignation*". La colère est particulièrement forte chez les 45-59 ans et les personnes les plus modestes.

Vingt-six pour cent éprouvent de l'*indifférence*", surtout les plus jeunes, et seuls 5% ressentent du "*soulagement*" et 4% de la "*satisfaction*".

La création d'un compte pénibilité, permettant aux salariés du privé qui travaillent de nuit ou sont exposés à des environnements agressifs de partir plus tôt à la retraite ou de se reconvertir, est à l'inverse très bien accueillie : 91% des sondés y sont favorables.

En revanche, 55% désapprouvent l'allongement progressif de la durée de cotisation de 41,5 à 43 ans, 54% désapprouvent le report de la revalorisation des retraites du 1er avril au 1er octobre et 66% sont contre la hausse des cotisations sociales.

Les craintes concernant les conditions de vie au moment de la retraite sont élevées : 80% des personnes interrogées s'inquiètent du montant de leur pension et 73% de leur niveau de vie à la retraite. AFP 28.11

Cela se passe de commentaires. Pour que le titre de cet article corresponde ou respecte son contenu, il aurait fallu titrer : Pour l'immense majorité des travailleurs le droit à la retraite est bafoué. L'AFP est l'agence du régime, même quand la réalité saute aux yeux, il faut tenter de la pervertir.

Un sioniste assassin vaut plus que six Arabes.

- Six Arabes israéliens condamnés pour le lynchage d'un tueur juif - Reuters -

A cette occasion entendra-t-on l'auteur d'une blanche vaut deux noires (Pierre Perret - La petite Lili) pousser la chansonnette ? Ce serait étonnant, avant-hier il faisait partie de la brochette de sionistes pourris au côté de Taubira. Le sionisme ou la haine de l'Arabe n'est pas du racisme, par contre tout opposant à l'existence d'Israël est antisémite, qu'on se le dise.

- Six Arabes israéliens ont été condamnés jeudi à des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour avoir participé en 2005 au lynchage d'un Juif auteur d'une tuerie dans un autobus.

Les six hommes, originaires de Shfaram dans le nord d'Israël, n'ont pas été condamnés en tant qu'auteurs directs du meurtre d'Eden Nathan-Zaada, 19 ans, un déserteur et colon d'extrême droite implanté en Cisjordanie, mais pour avoir participé à son lynchage.

Trois des hommes ont été condamnés à 24 mois de prison et trois autres à des peines allant de 11 à 20 mois fermes.

Des habitants de Shfaram ont manifesté devant le tribunal de Haïfa pour soutenir les accusés.

Eden Nathan-Zaada, portant l'uniforme militaire et la kippa, avait ouvert le feu dans un autobus à Shfaram, tuant quatre Arabes et faisant 42 blessés, presque tous arabes. Il avait ensuite été tué par la foule en colère sur les lieux de son crime alors que la police tentait d'intervenir.

Fin juillet, le tribunal d'Haïfa avait estimé qu'Eden Nathan-Zaada était déjà maîtrisé, désarmé et menotté par la police après sa fusillade sanglante quand la foule s'est ruée sur lui pour le piétiner et le lapider. Reuters 28.11

Question : Pourquoi n'ont-ils pas appliqué cette peine à l'ensemble de la foule qui a procédé à ce lynchage ? Cela dit, sur un ton humoristique évidemment, ils ont eu raison de se faire justice eux-mêmes, car sinon les autorités sionistes auraient été capables de lui trouver des circonstances atténuantes ou de le relâcher quelques années plus tard.

Au fait, nos valeureux antiracistes vont-ils dénoncer cette injustice de l'Etat sioniste ? J'ai falli m'étrangler en rédigeant cette question...

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement.

- Les idées reçues les plus courantes sur l'accouchement - 20minutes.fr

- Le Parlement donne son feu vert aux maisons de naissance - AFP

Il s'agit de lieux où les accouchements ne seraient pas suivis d'hospitalisation, vous expulsez ce corps étrangers improductifs et vous rentrez chez vous, et si tout va bien quelques heures plus tard vous serez au bureau ou à l'usine, productivité oblige. C'est cela le progrès social version PS !

Lobbying.

- Pourquoi Bruxelles s'en prend à la cigarette électronique - L'Express.fr

- Les Pays-Bas veulent réglementer la cigarette électronique - Reuters

Chantage et escroquerie.

- Les dentistes veulent doubler les tarifs des soins courants - L'Express.fr

Il y a fort longtemps, mon dentiste m'avait collé les couronnes les plus chères, en or blanc, il y a plus de 30 ans de cela 3.500 francs pièce (500 euros environ), la mutuelle remboursait intégralement. Selon lui, c'était du garanti à vie, depuis je n'en ai plus une seule et j'ai dû les faire refaire en Inde, je me suis contenté de ferraille et d'émaille pour moins de 50 euros.

Ils sont différents et tiennent à le faire savoir.

- Une plaque à la mémoire des deux derniers homosexuels condamnés à mort en France - 20minutes.fr

- Un rapport préconise la création de maisons de retraite «communautaire» pour les homosexuels - 20minutes.fr

Ils voudraient convaincre les ignorants ou les faibles d'esprit que les homosexuels sont différents du reste de la population qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. A une autre époque on aurait dit qu'ils avaient précédé la campagne du régime nazi contre les homosexuels ou lui avaient fourni sur un plateau un excellent prétexte pour s'attaquer à cette minorité.

Pourquoi cette remarque qui peut sembler décalée ou déplacée ? Mais tout simplement parce que les rapports entre les classes n'ont pas changé depuis, c'est toujours la même classe qui détient tous les pouvoirs, non ?

- L'Église anglicane pourrait bénir des mariages gay - LeFigaro.fr

C'est le pendant du sionisme, normal.

La dictature du capital version débridée.

La liberté qui tue la liberté.

- Moscovici favorable à «*plus de liberté*» sur le travail dominical - Liberation.fr

Encore une chance !

- Les riches au Portugal ne connaissent pas la crise - AFP Malgré la crise, les 25 personnes les plus riches du Portugal ont augmenté leur fortune de 16% en 2013, totalisant 16,7 milliards d'euros, selon le palmarès annuel publié jeudi par le magazine Exame. AFP 28.11

Sauve qui peut : les banquiers !

- L'Espagne va sauver de la faillite neuf autoroutes à péage - Reuters

Le gouvernement espagnol est sur le point de conclure un accord avec les grands noms de la banque et du BTP du pays en vue de sauver de la faillite neuf tronçons d'autoroute à péage, qui passera notamment par la reprise de quatre milliards d'euros de dettes, ont dit quatre sources proches des discussions. Reuters 28.11

Stratégie du chaos

- Libye: armée et jihadistes s'affrontent à Benghazi, des morts dans une explosion au Sud - AFP

- Irak: 31 morts dans de nouvelles attaques - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Après l'accord avec Merkel, la bataille interne s'engage au SPD - Reuters

Les dirigeants sociaux-démocrates allemands se sont lancés dans une âpre campagne de persuasion auprès de la base du SPD pour convaincre les quelque 474.000 adhérents du parti d'approuver l'accord de grande coalition conclu avec les conservateurs d'Angela Merkel.

Plus de 150 réunions sont programmées au cours desquelles les cadres du parti vont tenter de convaincre du bien-fondé d'une démarche dont certains d'entre eux doutaient au lendemain des élections.

Présentant le contrat de gouvernement et ses 185 pages comme un accord "*pour les gens ordinaires*", le président du SPD, Sigmar Gabriel, et les autres dirigeants du parti ont resserré les rangs, insistant sur les concessions qu'ils ont obtenues du camp Merkel, à commencer par la création d'un salaire minimum national.

Les dirigeants des "*Jusos*", le mouvement de jeunesse du SPD, traditionnellement plus à gauche que le reste du parti, sont également mis à contribution. Leur chef de file, Sascha Vogt, souligne que de nombreux jeunes SPD sont encore "*très sceptiques*" mais il ajoute qu'ils liront le texte et verront qu'il contient des "*avancées évidentes*".

D'après un sondage de l'institut Forsa, 65% des militants du SPD se déclaraient hostiles fin septembre à une nouvelle grande coalition. Mais les instituts de sondage reconnaissent eux-mêmes qu'il n'est pas aisé de tirer des enseignements fiables sur la base d'échantillons nécessairement réduits.

Everhard Holtmann, du Centre de recherche sociale de l'université de Halle-Wittenberg, estime que les adhérents du SPD ont pris conscience des conséquences d'un rejet de l'accord de coalition et qu'ils voteront donc avec prudence.

"Lorsqu'ils auront leur bulletin de vote entre les mains, ils comprendront qu'un 'non' décapiterait la direction du parti et pourrait rendre le parti incontrôlable", dit-il.

Certains militent pourtant pour un rejet de l'accord de gouvernement, parmi lesquels l'écrivain Günter Grass, prix Nobel de littérature et vétéran du SPD. Des intellectuels du parti ont également lancé une pétition qui compte 9.000 signatures.

Si le "*oui*" l'emporte, ils pourraient faire défection et rallier le parti de gauche radicale Die Linke, devenue la troisième force politique au Bundestag et dont l'une des députées les plus connues, Sahra Wagenknecht, estime qu'*"on prend les militants du SPD pour des 'idiots' en leur faisant miroiter des promesses salariales ou d'investissements publics sans qu'aucune hausse d'impôts n'en garantisse le financement"*. Reuters 28.11

Que représente 474.000 adhérents, moins de 1% des électeurs en Allemagne, on retrouve au SPD les mêmes classes et couches qu'en France au PS, des fractions de l'aristocratie ouvrière en plus. La classe ouvrière n'a pas de représentation politique en Allemagne sauf à la marge dans des groupuscules.

2- Egypte

- Le projet de Constitution égyptienne renforcerait l'armée - Reuters

La nouvelle Constitution égyptienne devrait renforcer les prérogatives de l'armée et interdire la formation de partis sur des bases religieuses, montre un projet de texte "*final*" diffusé par les médias d'Etat qui ne sera cependant pas dévoilé ce jeudi comme annoncé.

Si la Constitution rédigée par l'Assemblée constituante à forte dominante islamiste l'an dernier ménageait déjà fortement les intérêts de la toute puissante armée égyptienne, le nouveau texte semble de fait aller encore plus loin.

Le projet de texte publié jeudi par le journal officiel Al Ahram prévoit par exemple que le choix du ministre de la Défense - poste traditionnellement dévolu au chef d'état-major - devra être approuvé par le Conseil suprême des forces armées pendant les huit années qui suivront l'adoption de la Constitution.

"Cela signifie que l'armée constituera un État dans l'État", juge l'avocat des droits de l'homme, Gamal Eid.

La Constitution devrait autoriser les procès de civils devant des tribunaux militaires, procédure dont avait largement usé le régime d'Hosni Moubarak pour étouffer toute forme de dissidence politique, et même pour emprisonner des homosexuels.

Pour autant, a dit jeudi Mohamed Salmaoui, le préambule de la nouvelle Constitution déclare que l'Egypte est un "*Etat*

moderne, démocratique et placé sous régime civil".

La plupart des références islamistes introduites l'an dernier ont donc été supprimées, ce qui a suscité des objections du parti Nour, arrivé deuxième des dernières élections législatives derrière les Frères musulmans. Reuters 28.11

3- Afghanistan

Le président afghan Hamid Karzaï a condamné jeudi soir un raid aérien américain qui a tué dans la journée un enfant et blessé deux femmes dans la province d'Helmand, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, a rapporté son porte-parole.

Cette attaque "*montre que les forces américaines n'ont aucun respect pour les décisions de la Loya Jirga et la vie des civils en Afghanistan*", a dit Aimal Faizi.

Le président afghan a refusé de parapher cette semaine l'accord sur le maintien de troupes américaines dans son pays après 2014.

"Si de telles opérations continuent, il n'y aura pas d'accord", a souligné jeudi le porte-parole du président.

L'enfant tué dans la frappe aérienne de jeudi avait deux ou trois ans, a précisé Aimal Faizi. Le raid visait apparemment un homme qui s'est réfugié à l'intérieur d'une maison où se trouvaient des civils.

"Ils (les Américains) n'auraient pas dû tirer, même s'il y avait un insurgé à l'intérieur", a dit le porte-parole.

Début octobre, une frappe aérienne de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), sous commandement de l'Otan, a tué cinq civils, dont trois enfants et adolescents, près de la ville de Jalalabad, dans l'est du pays. Reuters 28.11

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne: 8.000 salariés participent à une journée d'action chez EADS - AFP

Le syndicat allemand IG Metall a revendiqué jeudi la participation de 8.000 salariés du groupe EADS à une journée d'action dans le nord de l'Allemagne, sur fond de craintes de suppressions d'emplois dans le pays.

La principale manifestation s'est déroulée à Hambourg, avec le rassemblement de 3.000 salariés sur un site de sa filiale Airbus, a précisé IG Metall dans un communiqué.

D'autres mouvements ont également eu lieu sur différents sites du groupe à Brême, Stade, Varel, Nordenham et Kiel, a-t-il ajouté.

"Le groupe ne doit pas penser seulement aux actionnaires mais aussi garder en tête l'avenir des emplois et des sites. Nous avons besoin de plus d'investissements et surtout d'innovation, afin de sécuriser les 25.000 emplois d'EADS dans le nord de l'Allemagne", a déclaré Meinhard Geiken, chef de fil régional du syndicat, cité dans le communiqué.

Cette manifestation intervient dans un contexte de menace sur les emplois dans la branche défense d'EADS.

Jusqu'à présent, le groupe, qui emploie au total 50.000 personnes en Allemagne, n'a donné aucun détail concernant ses plans, qu'il entend d'abord présenter au comité d'entreprise européen du groupe. Celui-ci doit se réunir le 9 décembre à Munich.

La semaine dernière, l'agence allemande dpa, citant une "*source informée*", avait affirmé que le regroupement du groupe de défense Cassidian, du groupe spatial Astrium et d'Airbus Military au sein d'une division Airbus Défense et Espace pourrait être accompagné d'une baisse des effectifs allant "*jusqu'à 20%*", soit une suppression de 8.000 emplois. AFP 28.11

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Quand vous vivez dans un pays, qu'ils soient le vôtre d'origine ou d'adoption, vous devez respecter les us et coutumes, les valeurs et les principes, les codes de conduites adoptés par la majorité de la population, qu'ils vous conviennent ou non, que les vôtres soient différents ne devant en rien empiéter sur les droits de la majorité, cela s'appelle la démocratie.

C'est un émigré qui s'exprime ici, en l'occurrence l'auteur de ce portail d'origine française, qui partage la vie d'une femme d'origine indienne depuis 24 ans (le 13 janvier prochain), et qui vit en Inde depuis près de 20 ans et qui n'a aucun problème particulier avec les Indiens.

En France si un homme vous tend la main, vous êtes une femme, vous lui serrez la main, c'est la moindre des politesses, rien à foutre que votre lecture rigoriste ou dogmatique de l'islam ou de je ne sais quoi vous l'interdise.

En Inde, je sais que cela ne se fait pas de toucher la main d'une femme, donc je m'abstiens de tendre la main à une femme. Pourtant, par inadvertance cela m'est arrivé à plusieurs reprises, par politesse toujours. Ces femmes m'ont serré la main sans m'insulter ou me traiter de sale Blanc ou je ne sais quoi, il est arrivé parfois qu'elles s'en abstiennent et je n'ai pas insisté comprenant spontanément que j'avais commis un impair, mon manque de respect envers elles et je m'en suis excusé aussitôt, c'était la moindre des choses, même si mon geste avait été involontaire.

En Inde, je n'imposerai jamais à personne les codes de conduite ou les usages communément admis en France et que je partagent, c'est une question de respect, par contre je n'accepterai jamais qu'en France une personne s'octroie le droit de m'imposer les siens qui font référence à une religion, une philosophie ou une culture que la mienne quelles qu'elles soient. Maintenant chacun a parfaitement le droit de penser ce qu'il veut des codes ou usage en vigueur dans différents pays ou de les critiquer pourquoi pas, on a l'esprit large ou ouvert, mais jamais devant les personnes concernées pour ne pas les heurter, c'est là encore une question de respect élémentaire.

Autrefois quelqu'un qui enfreignait ces règles régissant les rapports entre tous les membres de la société était considéré comme un rustre, quelqu'un de mal élevé disait-on, parfois même un vaurien. De nos jours les activistes de la pensée unique de gauche et d'extrême gauche, les gauchistes lui donne raison au nom d'un individualisme forcené qui est leur marque de fabrique et qui participe activement à la destruction de tous nos droits collectifs, puisqu'il est impossible de les défendre et de rassembler les masses une fois qu'on a déterminé que les droits individuels de chacun y étaient supérieurs, c'est ainsi que sous un vocable qui se veut radical, anticapitaliste ou révolutionnaire, en réalité ils servent les intérêts du régime en place, ils participent à la décomposition de tous les rapports sociaux dans la société, à l'atomisation du prolétariat.

Les fossoyeurs des valeurs de la République, des principes de la démocratie, du socialisme, PS, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes et autres tiers-mondistes dégénérés sont les principaux responsables de la situation actuelle et de la décomposition de tous les rapports dans la société quand ils n'en sont pas les maîtres d'oeuvre eux-mêmes, pire encore, ils le revendiquent.

La droite s'en amuse, elle est aux anges et préfère se faire discrète, on la comprend, quelle aubaine, et l'extrême droite pavoise, c'est sa méthode qui est à l'honneur, voilà le résultat.

[Le chiffre du jour. 14.](#)

C'est le nombre de milliards de dollars que le Coréen Samsung a dépensé en marketing en 2013.

[Cela vous avait-il échappé ? Vive la France !](#)

- Le président français Hollande adopte en Israël une position belliqueuse contre l'Iran - mondialisation.ca - 26.11

Extrait.

La ligne dure prise par la France contre l'Iran a encouragé le gouvernement Netanyahu à la considérer comme un partenaire fiable au Moyen-Orient. L'attitude agressive de Hollande à l'égard de l'Iran et de la Syrie est également appuyée par les couches de l'establishment politique américain qui réclament des sanctions plus dures contre l'Iran et un changement de régime en Syrie.

Le sénateur de Caroline du Sud, Lindsey Graham, adepte d'une attitude dure contre l'Iran, a dit à CNN : « *Remercions Dieu pour la France. Les Français sont en train de devenir de très bons dirigeants au Moyen-Orient.* »

Le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, un autre 'faucon', a salué le rejet français de l'accord en écrivant sur Twitter : « *La France a eu le courage d'empêcher un mauvais accord sur le nucléaire iranien. Vive la France.* »

Le 10 novembre, le magazine Foreign Policy écrivait : « *Le gouvernement socialiste du président français François Hollande a adopté une politique étrangère musclée qui le range à droite du gouvernement Obama en ce qui concerne la Libye, le Mali, la Syrie et à présent l'Iran. Ce faisant, il est aussi devenu le principal allié européen d'Israël – après les Etats-Unis – probablement son ami le plus proche au monde.* » mondialisation.ca 26.11

Hier on écrivait en y mettant la forme qu'on n'exagérât rien dans nos caractérisations, on en a la preuve ici.

Profession : voleur.

- Les rémunérations des plus riches banquiers de la City s'envolent - lemonde.fr

Selon l'Autorité bancaire européenne (EBA), les banquiers les plus riches d'Europe sont très majoritairement concentrés dans la City de Londres. En 2012, 2 714 banquiers ont gagné plus d'un million d'euros en Grande-Bretagne contre 212 en Allemagne, 177 en France, 109 en Italie et 100 en Espagne. Et ils n'ont pas connu la crise, la rémunération moyenne des plus riches banquiers britanniques ayant bondi de 35,7 % à 1,951 million d'euros. lemonde.fr 29.11

Un attachement, une véritable passion... qui dure...

Vendredi soir, M. Mélenchon a réaffirmé en ces termes son attachement à l'union avec le PC: "*Imaginez-vous ce que serait la gauche aujourd'hui dans ce pays s'il n'y avait pas le Front de gauche!*".

(Le PC de son côté a déjà démontré que "*son attachement à l'union*" avec le PS était indéfectible, pas négociable, dès lors Mélenchon en témoignant "*son attachement à l'union avec le PC*", n'a fait que confirmé qu'il n'avait jamais rompu avec le PS ou son idéologie, CQFD.

La gauche serait peut-être digne enfin de porter ce nom, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La gauche ne peut être qu'une imposture à notre époque, elle a cessé d'exister dès lors que le PS et le PC sont passés de l'autre côté de la barricade, il y a près d'un siècle. En réalité, dès cette époque la gauche, c'était ce qu'on appellera l'extrême gauche, ceux qui refusèrent de se ranger derrière la social-démocratie faillie, puis de se joindre au stalinisme, dont aujourd'hui le PS et le PCF sont des survivances, la gauche fut incarnée par les bolcheviks, puis par l'opposition de gauche qui se forma autour de Trotsky, car être de gauche signifiait combattre pour renverser l'ordre établi, pour le socialisme et non pas s'y adapter et adopter le capitalisme comme le fit la soi-disant gauche, le PS et le PCF.

La droite est représentée sous différentes variantes ou différents masques par tous les partis qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme et ses institutions, qui s'en réclament ou s'en accommodent.

La véritable gauche catalogué à l'extrême gauche regroupe les partis ou formations politiques qui luttent pour en finir avec le capitalisme, les institutions de la Ve République, l'UE, l'euro, l'ONU, etc.

En sont exclus les partis qui substituent les particularités de la lutte des classes à l'objectif du combat politique pour renverser le régime en place, ces partis appartiennent à l'extrême gauche.

Ils se servent de ces particularités pour réaliser un front unique avec des partis de droites, dont le PS, EELV notamment, de telle sorte que leur détermination à lutter contre le régime se trouve dilué, s'évanouit, pour finalement être abandonné au profit d'objectifs compatibles avec la survie du capitalisme auquel la totalité de leur combat politique est subordonné, à ce stade plus rien ne les distingue du PG ou du PCF.

L'extrême droite est une excroissance purulente de la droite, qui en dernier ressort recourt à des méthodes d'une extrême violence contre le mouvement ouvrier pour le briser afin que le capital puisse parvenir à ses fins politiques qu'il ne pouvait pas atteindre autrement.

L'extrême gauche, qui ne se fixe pas pour objectif de rassembler les masses ou construire un parti et de fonder un Etat ouvrier sur les ruines de l'Etat bourgeois, considère que les travailleurs seront toujours incapables d'accomplir cette tâche, et que seul un coup de force réalisé par une poignée de militants suffirait pour abattre l'ordre établi et changer la société... Sauf que voilà, les choses ne se sont jamais passées ainsi et ne se passeront jamais de la sorte, ne serait-ce qu'au regard du pouvoir de l'appareil répressif de l'Etat que les capitalistes ont mis en place et n'ont cessé de perfectionner au fil des décennies, qui nécessitera la mobilisation et l'organisation révolutionnaire de millions de travailleurs pour le renverser.

L'impuissance politique qui caractérise l'extrême gauche se traduit pas son penchant détestable à vouloir changer les hommes à défaut de pouvoir changer la société, cela se traduit concrètement par la dénonciation calomnieuse de l'état d'esprit des travailleurs qui est demeuré arriéré du fait justement que les rapports entre les classes étaient demeurés inchangés, objectif

qu'en réalité ils ont abandonné ou pour lequel ils ne combattent pas.

Sombrant dans la délation, la provocation, l'individualisme débridé, le gauchisme, elle sert d'aiguillon à la riposte répressive, policière, liberticide du législateur qui criminalise tout comportement qui serait contraire aux nouvelles normes, règles ou principes qu'il entend imposer à l'ensemble de la société, violant l'état d'esprit de la majorité des masses qui n'y sont pas préparées ou les rejettent car ils lui sont imposés brutalement ou de manière autoritaire, sans les consulter, de l'extérieur, parce que leur niveau de conscience n'a pas atteint un degré de développement qui leur permettrait d'y adhérer ou de les adopter, c'est ainsi qu'on s'aperçoit ici que la méthode de l'extrême gauche et celle du législateur coïncident et sont tournées contre les masses exploitées. - ndlr)

Parlant des socialistes, Jean-Luc Mélenchon a déclaré à l'auditoire: "*accueillez, accueillez les milliers de socialistes totalement désespérés, accueillez sans donner des leçons, le passé est le passé*".

(Le désespoir n'a jamais déterminé la nature d'un engagement politique orienté dans une direction précise, encore moins qu'on aurait rompu avec l'idéologie qu'on avait adoptée précédemment, sur le plan politique cet état d'âme à une valeur absolument nulle. Mélenchon peut tenir ce discours parce que le Front de gauche est lié organiquement au PS. C'est seulement sur la base d'un accord politique librement consenti de part et d'autre que l'on peut rejoindre un parti, sinon c'est n'importe quoi, une imposture, de notre point de vue c'est totalement inacceptable. Enterrer le passé, quoi de plus facile, surtout quand on ne compte pas rompre avec, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ? - ndlr)

Soulignant que des listes communes du Front de gauche et de militants de Europe Ecologie-Les Verts ont été mises sur pied dans "plus de 40 villes", le député européen a ajouté: "*du moment que vous êtes d'accord pour combattre l'austérité, alors vous êtes les bienvenus, sans condition*". AFP 29.11

(Une simple déclaration de foi fera l'affaire, quoi ! Quel militant pourrait sérieusement envisager de mettre son destin entre les mains de pareils charlatans, aventuriers ? - ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, on t'a reconnu ! « Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît. »

(Une réplique du film Les Tontons flingueurs - Lautner-Audiard)

Hollande fait partie d'un club qui n'a rien de confidentiel et promis à un bel avenir : Effectivement, il fallait oser.

Les chiffres.

- Chômeurs inscrits en catégorie A : - 20.000
- Chômeurs inscrits dans toutes les autres catégories : + 40.000
- Chômeurs qui ne sont plus comptabilisés car tombés en fin de droit : 70.000

Qui ménage sa monture va loin.

La manière dont le personnage au sommet de l'Etat a annoncé avant-hier que le chômage aurait baissé, ne serait qu'une simple "*bidouille*" ou peut-être le produit d'une interprétation exagérée ou un peu trop optimiste des chiffres qu'il avait sous les yeux et non un grossier mensonge délivré à la face de la population comme s'il la méprisait par dessus tout, surtout pas, car il en va de sa légitimité que personne ne tient à remettre en cause.

Personne non plus ne s'aventurera à mesurer la gravité de l'emploi d'un tel procédé par un président de la République, qui décidément ose tout, il en est là. N'a-t-on pas déjà oublié qu'à une autre époque pas très lointaine Chirac bénéficiait du surnom peu flatteur de super menteur, aujourd'hui tous les commentateurs sont au chevet du brave retraité qui inspire la pitié, l'amour et le respect, le complice de l'assassinat de R. Boulin pour avoir gardé le silence jusqu'à présent, tout comme le brave président américain assassiné qui inspire la sympathie, J.F. Kennedy, qui dès août 1961 inaugurerait le déversement de dizaines de milliers de tonnes d'agent orange (dioxine - Monsanto) sur le Vietnam...

Hollande, tout comme son prédécesseur, doit se dire qu'au rythme effréné où défile l'information un mensonge commis

sera pratiquement aussitôt oublié pour peu qu'on en modère la portée ou qu'on n'en fasse pas tout un plat. Pari gagné, les faits leur donne raison, tout du moins en ce qui concerne les états majors des partis dits ouvriers qui bénéficient d'un traitement de faveur de la part des médias aux ordres, ceci doit expliquer cela d'ailleurs. En revanche, il n'est pas certain que le bas peuple qu'ils méprisent fera preuve de la même bienveillance et amnésie à son égard et pas seulement.

La "**révolution par les urnes**" ne se passera pas.

- Chômage: pour Mélenchon (PG), une "*bidouille de plus*" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a vu vendredi "*une bidouille de plus*" dans la baisse annoncée du chômage, qu'il conteste, et jugé l'inversion de la courbe "*absolument impossible avec cette politique*."

(Il n'a pas insisté sur le mensonge d'Etat, préférant contester la possibilité de réduire le chômage, autrement dit ce sera parole contre parole, les deux se neutralisant mutuellement, Hollande sort épargné, l'essentiel est préservé. - ndlr)

Interrogé sur le salaire minimum prochainement instauré en Allemagne, l'ex-ministre délégué du gouvernement Jospin a répondu: "*déjà, on a perdu huit ans. Si les Sociaux-Démocrates avaient accepté la proposition de notre parti-frère (Die Linke, NDLR), ils n'auraient pas laissé la droite gouverner. Les socialistes sont au pouvoir dans 16 pays d'Europe avec la droite, c'est à chaque fois la même comédie, ils préfèrent s'allier à la droite qu'avec les partis frères.*" AFP 29.11

(Ex-ministre de Chirac s'il vous plaît, il faut être plus précis, il a été ministre du parti de l'ordre, de la réaction.

Si ce qu'il ose appeler les socialistes s'allient avec la droite, c'est bien parce qu'ils partagent les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, ce qui les classe parmi les ennemis des travailleurs, et pour envisager sérieusement comme le fait ici Mélenchon que "*les partis frères*" dont le Front de gauche pourraient s'allier avec eux, cela signifie qu'ils partagent également les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, sinon ce serait impossible, inconcevable.

Mais alors pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ? Tout simplement parce ces partis apparaissent sous différents masques et qu'il était impératif qu'ils les conservent, sinon pourquoi se donner autant de mal pour entretenir cette comédie ? Sur le fond, ils ont bien en commun les mêmes conceptions, intérêts, objectifs politiques, mais chacun à une place et un rôle auxquels ils doivent se tenir impérativement pour assurer la stabilité du régime, il faut museler la démocratie.

Maintenant, selon le contexte social, ils peuvent procéder à des entailles dans ce principe. Si la préservation du régime l'exige, alors toutes les combinaisons politiques sont possibles. Regardez ce qui est en train de se passer avec les élections municipales à Paris en France. Sur la liste du PS seront présents des représentants de ce parti, de l'UMP, du MoDem, du PCF, etc. car la priorité, c'est que le PS qui gouverne en ce moment ne subisse pas une raclée phénoménale qui déboucherait sur une crise politique ouverte. Tous le critiquent vertement, mais quand l'essentiel est en jeu, ils se rassemblent, ils font bloc pour préserver les institutions. Le Parti de gauche, qui fait cavalier seul à Paris, est allié du PCF et d'EELV dans d'autres communes qui sont eux alliés au PS, que voulez-vous, l'opportunisme ne connaît pas de frontières de classe, l'oublier est fatal en politique et malheureusement bien des militants n'en tiennent pas compte ou l'ont oublié.

Ah si c'est une histoire de foi, on s'incline !

- Laurent (PCF) "*ne croit pas*" à la baisse du chômage - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste (PCF), a déclaré sur l>TELE qu'il "*ne croit pas, loin de là*", à l'inversion de la courbe du chômage.... AFP 29.11

(Croire ou ne pas croire, qu'est-ce qu'il en restera monsieur le curé ? Rien. Hollande est rassuré. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

D'origine contrôlée : PS.

- Vallaud-Belkacem: "*La France n'est pas un pays d'accueil de la prostitution*" - AFP

- Prostitution : un débat consensuel... entre 30 députés - Le Nouvel Observateur

- Prostitution: les députés votent l'article pénalisant les clients - AFP

Les députés ont adopté dans la nuit de vendredi à samedi la pénalisation des clients de prostituées, mesure phare de la proposition de loi sur la prostitution. AFP 29.11

Comment appelle-t-on un régime qui criminalise, condamne, sanctionne certains comportements ou certaines pratiques, sachant ou quand bien même il est inévitable qu'une partie de la population y recourra ? Un régime policier, liberticide, une dictature.

0,1%

- Le taux de chômage baisse enfin dans la zone euro - L'Expansion.com

[Le SMIC pour tous... et le jackpot pour les esclavagistes !](#)

- Plutôt que le SMIC, un vrai salaire minimum pour tous - Atlantico.fr

[Autant voir grand pour s'empiffrer !](#)

- Pour Noël, Petrossian lance une boîte de 10kg de caviar - 20minutes.fr

[Autant vouloir ouvrir une huître avec un cure-dents !](#)

- Guillaume Peltier (UMP): «*La droite doit s'ouvrir au peuple*» - LeFigaro.fr

[Les magistrats devraient être élus et révocables.](#)

- Filière djihadiste : arrêté dans le Nord, un homme mis en examen et laissé libre - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Honduras

Honduras: des fraudes à la présidentielle, selon l'ex-juge Garzon

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a constaté des fraudes à la présidentielle de dimanche au Honduras, a déclaré vendredi à l'AFP à Asunción l'ancien juge espagnol Baltasar Garzon, membre d'une mission d'observation pendant le scrutin.

Le processus électoral au Honduras a été très préoccupant. Du point de vue de la mission dont j'ai fait partie, celle de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous sommes amenés à dire qu'il y a eu fraude électorale par différents mécanismes et différentes voies", a-t-il affirmé lors d'un déplacement au Paraguay.

Membre d'une délégation de la FIDH de 11 personnes, il a notamment fait état d'"achats" de votes et d'"autres types de fraudes qui figurent dans le rapport présenté au Honduras".

"Un processus démocratique doit être beaucoup plus clair", a poursuivi M. Garzon, critiquant également l'"opacité totale" du financement des campagnes électorales dans ce pays instable d'Amérique centrale.

Les autorités électorales honduriennes ont accordé la victoire à la présidentielle au candidat du parti conservateur au pouvoir, Juan Orlando Hernandez. Mais ces résultats sont contestés par la candidate de gauche Xiomara Castro, et son époux Manuel Zelaya, ancien président renversé en 2009 par un coup d'Etat, qui ont appelé à une manifestation samedi. AFP 29.11

SOCIAL

Bangladesh

- Une usine textile du Bangladesh détruite par un incendie - Reuters

Une grande usine de textile du Bangladesh travaillant pour des marques occidentales a été détruite vendredi par un incendie déclenché par des ouvriers à la suite de rumeurs faisant état de la mort d'un de leurs collègues sous les balles de la police.

Le feu a ravagé l'immeuble de dix étages situé à Gazipur, à 40 km de Dacca, la capitale, et les pompiers restaient mobilisés pour maîtriser l'incendie qui a gagné quatre bâtiments adjacents. Aucun décès n'a été signalé. Le feu a débuté jeudi vers 23h00, heure où les ouvriers étaient partis.

Un photographe de Reuters présent sur les lieux de l'incendie a pu voir des vêtements calcinés portant les marques de fabricants comme American Eagle Outfitters, Gap, Wal-Mart Stores, Marks and Spencer, Sears Canada, Fast Retailing, Uniqlo ou encore Zara.

La perte pourrait représenter plus de 100 millions de dollars (73,5 millions d'euros), a dit un autre responsable de Standard Group ayant requis l'anonymat.

L'usine, qui pouvait accueillir jusqu'à 18.000 ouvriers, était l'une des dix plus grosses du pays, selon le président de la Fédération des fabricants et exportateurs de textile, Mohammad Atiqul Islam. Reuters 29.11

ECONOMIE

Inde

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,8% sur ce trimestre.

Il s'agit du quatrième trimestre consécutif d'une croissance inférieure à 5%, un plus bas depuis près de 10 ans, l'économie indienne éprouvant des difficultés à sortir d'une phase de ralentissement prolongée.

Il y a deux ans, le pays, l'un des cinq "BRICS", affichait encore un PIB en hausse de quelque 10%. Reuters 29.11

[Haut de page ↗](#)